

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1^{re} Législature, 2^e Session

1869

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1974

TABLE DES MATIERES

Table des matières	I
Table des séances.	II
Membres du Conseil exécutif.	III
Députés de l'Assemblée législative.	IV
Débats. 1
Index.	257
Index des participants.	257
Index des sujets.	275

TABLE DES SÉANCES

Séance du 20 janvier 1869.	1
Séance du 21 janvier 1869.	7
Séance du 22 janvier 1869.	24
Séance du 25 janvier 1869.	25
Séance du 26 janvier 1869.	27
Séance du 27 janvier 1869.	30
Séance du 28 janvier 1869.	34
Séance du 29 janvier 1869.	36
Séance du 1er février 1869.	42
Séance du 2 février 1869.	44
Séance du 3 février 1869.	49
Séance du 4 février 1869.	51
Séance du 5 février 1869.	54
Séance du 16 février 1869.	58
Séance du 17 février 1869.	58
Séance du 18 février 1869.	61
Séance du 19 février 1869.	65
Séance du 22 février 1869.	70
Séance du 23 février 1869.	73
Séance du 24 février 1869.	81
Séance du 25 février 1869.	83
Séance du 26 février 1869.	88
Séance du 1er mars 1869.	95
Séance du 2 mars 1869.	102
Séance du 3 mars 1869.	114
Séance du 4 mars 1869.	124
Séance du 5 mars 1869.	127
Séance du 8 mars 1869.	131
Séance du 9 mars 1869.	137
Séance du 10 mars 1869.	144
Séance du 11 mars 1869.	150
Séance du 12 mars 1869.	153
Séance du 15 mars 1869.	158
Séance du 16 mars 1869.	165
Séance du 17 mars 1869.	171
Séance du 18 mars 1869.	175
Séance du 19 mars 1869.	181
Séance du 20 mars 1869.	188
Séance du 22 mars 1869.	192
Séance du 23 mars 1869.	198
Séance du 24 mars 1869.	204
Séance du 27 mars 1869.	211
Séance du 30 mars 1869.	215
Séance du 31 mars 1869.	222
Séance du 1er avril 1869.	232
Séance du 2 avril 1869.	239
Séance du 3 avril 1869.	247
Séance du 5 avril 1869.	251

L'HONORABLE SIR NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec****Membres du Conseil exécutif**

L'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre, secrétaire, registraire et ministre de l'Instruction publique.

L'honorable Joseph Gibb Robertson, trésorier

L'honorable Joseph-Octave Beaubien, commissaire des Terres de la Couronne

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, président du Conseil législatif

L'honorable George Irvine, solliciteur général

Nom

Bachand, Pierre
 Beaudreau, Joseph
 Beaubien, Louis-J.
 Bellerose, Joseph-Hyacinthe
 Bellingham, Sydney Robert
 Benoît, Pierre
 Bergevin, Célestin
 Bessette, Michael-Adrien
 Blais, Louis-Henri
 Blanchet, Joseph-Goderic
 Brigham, Josiah Sandford
 Carter, Edward
 Cartier, George-Etienne
 Cauchon, Joseph-Edouard
 Chapais, Jean-Charles
 Chapleau, Joseph-Adolphe
 Chartier de Lotbinière-Harwood, Antoine
 Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier
 Church, Levi Ruggles
 Clément, Léon-Charles
 Coutlée, Dominique-Amable
 Craig, André-Boniface
 Desaulniers, Abraham L.
 Desaulniers, Alexis L.
 Dugas, Firmin
 Dumoulin, Sévère
 Dunkin, Christopher
 Fortin, Pierre
 Garon, Joseph
 Gaudet, Joseph
 Gendron, Pierre-Samuel
 Hamilton, Clarence
 Hearn, John
 Hemming, Edward John
 Irvine, George
 Jodoin, Jean-Baptiste
 Joly, Henri-Gustave
 Laberge, Edouard
 Langevin, Hector-Louis
 Lavallée, Vincent-Paul
 LaRue, Praxède
 LeCavalier, Narcisse-Maximilien
 Locke, Thomas
 Mailloux, Elie
 Marchand, Félix-Gabriel
 Mathieu, Etienne
 Moll, Louis-Joseph
 Molleur, Louis
 Ogilvie, Alexander Walker
 Ouimet, Gédéon
 Pelletier, Onésime
 Picard, Jacques
 Poupore, John
 Pozer, Christian Henry
 Rhéaume, Jacques-Philippe
 Robert, Victor
 Robertson, Joseph Gibb
 Ross, James Gibb
 Roy, Charles-François
 Sriver, Julius
 Sénécal, Louis-Adélar
 Simard, Georges-Honoré
 Thérien, Césaire
 Tremblay, Pierre-Alexis
 Verreault, Pamphile-Gaspard

District électoral

Saint-Hyacinthe
 Richelieu
 Hochelaga
 Laval
 Argenteuil
 Napierville
 Beauharnois
 Shefford
 Montmagny
 Lévis
 Missisquoi
 Montréal-Centre
 Montréal-Est
 Montmorency
 Champlain
 Terrebonne
 Vaudreuil
 Québec-Comté
 Ottawa
 Charlevoix
 Soulanges
 Verchères
 Maskinongé
 Saint-Maurice
 Montcalm
 Trois-Rivières
 Brôme
 Gaspé
 Rimouski
 Nicolet
 Bagot
 Bonaventure
 Québec-Ouest
 Drummond-Arthabaska
 Mégantic
 Chambly
 Lotbinière
 Châteauguay
 Dorchester
 Joliette
 Portneuf
 Jacques-Cartier
 Stanstead
 Témiscouata
 Saint-Jean
 L'Assomption
 Berthier
 Iberville
 Montréal-Ouest
 Deux-Montagnes
 Bellechasse
 Richmond-Wolfe
 Pontiac
 Beauce
 Québec-Est
 Rouville
 Sherbrooke
 Compton
 Kamouraska
 Huntingdon
 Yamaska
 Québec-Centre
 Laprairie
 Chicoutimi-Saguenay
 L'Islet

District électoral

Argenteuil
 Bagot
 Beauce
 Beauharnois
 Bellechasse
 Berthier
 Bonaventure
 Brôme
 Chambly
 Champlain
 Charlevoix
 Châteauguay
 Chicoutimi-Saguenay
 Compton
 Deux-Montagnes
 Dorchester
 Drummond-Arthabaska
 Gaspé
 Hochelaga
 Huntingdon
 Iberville
 Jacques-Cartier
 Joliette
 Kamouraska
 Laprairie
 L'Assomption
 Laval
 Lévis
 L'Islet
 Lotbinière
 Maskinongé
 Mégantic
 Missisquoi
 Montcalm
 Montmagny
 Montmorency
 Montréal-Centre
 Montréal-Est
 Montréal-Ouest
 Napierville
 Nicolet
 Ottawa
 Pontiac
 Portneuf
 Québec-Centre
 Québec-Est
 Québec-Ouest
 Richelieu
 Richmond-Wolf e
 Rimouski
 Rouville
 Saint-Hyacinthe
 Saint-Jean
 Saint-Maurice
 Shefford
 Sherbrooke
 Soulanges
 Stanstead
 Témiscouata
 Terrebonne
 Trois-Rivières
 Vaudreuil
 Verchères
 Yamaska

Christopher

Nom

Sydney Robert Bellingham
 Pierre-Samuel Gendron
 Christian Henry Pozer
 Célestin Bergevin
 Onésime Pelletier
 Louis-Joseph Moll
 Clarence Hamilton
 Dunkin
 Jean-Baptiste Jodoin
 Jean-Charles Chapais
 Léon-Charles Clément
 Edouard Laberge
 Pierre-Alexis Tremblay
 James Gibb Ross
 Gédéon Quimet
 Hector-Louis Langevin
 Edward John Hemming
 Pierre Fortin
 Louis-J. Beaubien
 Julius Sriver
 Louis Molleur
 Narcisse-Maximilien LeCavalier
 Vincent-Paul Lavallée
 Charles-François Roy
 Césaire Thérien
 Etienne Mathieu
 Joseph-Hyacinthe Bellerose
 Joseph-Goderic Blanchet
 Pamphile-Gaspard Verreault
 Henri-Gustave Joly
 Abraham-L. Desaulniers
 George Irvine
 Josiah Sandford Brigham
 Firmin Dugas
 Louis-Henri Blais
 Joseph-Edouard Cauchon
 Edward Carter
 George-Etienne Cartier
 Alexander Walker Ogilvie
 Pierre Benoît
 Joseph Gaudet
 Levi Ruggles Church
 John Poupore
 Praxède LaRue
 Georges-Honoré Simard
 Jacques-Philippe Rhéaume
 John Hearn
 Joseph Beaudreau
 Jacques Picard
 Joseph Garon
 Victor Robert
 Pierre Bachand
 Félix-Gabriel Marchand
 Alexis-L. Desaulniers
 Michael-Adrien Bessette
 Joseph Gibb Robertson
 Dominique-Amable Coutlée
 Thomas Locke
 Elie Mailloux
 Joseph-Adolphe Chapleau
 Sévère Dumoulin
 Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood
 André-Boniface Craig
 Louis-Adélard Sénécal

Séance du 20 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire:

M. L'ORATEUR: Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du Conseil où Son Excellence le lieutenant-gouverneur lut le discours du trône suivant :

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative:

Je suis heureux de vous voir de nouveau réunis pour délibérer sur les intérêts de cette province et me donner votre concours et vos avis dans l'administration de ses affaires.

Depuis la première session de notre Législature, le très honorable Sir John Young a été placé par Sa Majesté à la tête du gouvernement du Canada et a succédé au très honorable vicomte Monck qui, après avoir longtemps présidé à l'ancienne province du Canada, avait inauguré notre nouvelle constitution. Les liens qui nous unissent au gouvernement central nous portent à faire des vœux pour que l'œuvre si bien commencée sous Lord Monck se continue et se développe heureusement sous le gouvernement de son successeur.

Parmi les mesures importantes qui ont marqué la dernière session du Parlement fédéral, vous avez sans doute suivi avec intérêt celle qui pourvoit à l'établissement d'un chemin de fer d'Halifax à Rivière-du-Loup, et qui complétera la communication, dans toutes les saisons de l'année, entre les Grands Lacs et l'Atlantique à travers une si grande partie des domaines de Sa Majesté.

Vous avez été heureux d'apprendre que le tracé de ce chemin de fer traversera une étendue considérable du territoire de notre province. Mon gouvernement, désireux de profiter de cet avantage pour l'établissement des terres incultes, s'est hâté de commencer les travaux d'arpentage nécessaires pour cet objet. Les explorations qui ont fait partie de ces travaux ont fait voir qu'une grande étendue de terres cultivables dans cette direction pourra bientôt être défrichée et ajouter considérablement à notre population et à nos ressources.

Les sommes qui ont été votées dans la dernière session pour les chemins de colonisation ont été promptement employées pour cet objet et vous aurez lieu de vous féliciter des résultats obtenus.

Les conditions de la coupe des bois sur les terres de la couronne ont attiré l'attention du

gouvernement, et j'ai dû sanctionner de nouveaux règlements qui auront pour résultat une exploitation plus prudente de nos forêts et une augmentation de revenus, sans nuire aux véritables intérêts de cette branche importante de commerce.

Je suis heureux de voir que l'agriculture et l'industrie de cette province font des progrès remarquables, et, en visitant l'exposition provinciale à Montréal, j'ai pu constater le vif intérêt que prennent toutes les classes de la société au développement de ces deux grandes sources de prospérité.

La constitution ayant laissé les intérêts de l'immigration concurremment au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux, mon gouvernement s'est joint à ceux de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick pour conférer avec le gouvernement fédéral sur cet important sujet. J'ai lieu d'espérer que nos communs efforts contribueront à augmenter la prospérité de chacune des provinces.

Messieurs de l'Assemblée législative:

Les comptes publics pour les dix-huit mois couverts par les votes de la dernière session vous seront soumis sans retard. Vous verrez que les dépenses sont restées considérablement en deçà des appropriations et vous trouverez aussi, je l'espère, qu'elles ont été réglées avec une sage économie et sans perdre de vue l'efficacité du service public.

Je regrette que, par suite de circonstances en dehors de notre contrôle, l'arbitrage ordonné par la constitution en ce qui concerne les dettes et les propriétés qui doivent être réparties entre cette province et celle de l'Ontario n'ait pas encore eu lieu. L'incertitude qui par là règne encore sur nos ressources permanentes retardera malheureusement la solution de plusieurs questions importantes qui sont nécessairement liées à celle de nos finances. Si les circonstances dans lesquelles la province se trouve encore placée doivent vous engager à la plus grande prudence et à une sage économie, tout en pourvoyant aux justes exigences des diverses branches du service public, vous n'hésitez point, je l'espère, à pousser avec vigueur l'établissement du pays et le développement de ses ressources matérielles. Les appropriations nécessaires vous seront demandées pour ces objets.

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative:

Dans la dernière session, vous avez donné une part bien considérable de votre attention à nos institutions municipales, à l'agriculture et à la colonisation.

Il vous sera soumis un projet de code municipal qui, tout en corrigeant ce qui peut être encore défectueux dans notre législation sur cette matière, la mettra plus à la portée de la classe nombreuse et importante qu'elle intéresse.

Des mesures concernant l'administration et la vente des terres de la couronne, le dévelop-

pement de l'agriculture et celui de la colonisation vous seront proposées. L'opinion publique s'est à bon droit préoccupée de ces importants sujets, et vous jugerez sans doute qu'ils méritent votre plus grande sollicitude.

De nouveaux projets de chemins à lisses que l'on espère pouvoir établir avec économie sont maintenant discutés, et ce projet est si intimement lié à celui de l'établissement des terres de la couronne qu'il a droit à l'attention la plus favorable.

La révision de l'acte des chemins de fer, non seulement en ce qui concerne cette classe de chemins à lisses, mais encore tous ceux qu'il s'agit de construire sous l'autorité de chartes provinciales, est un autre sujet digne d'être soumis à votre considération.

La révision de la loi des jurés et de certaines dispositions de nos lois sur l'instruction publique et divers autres sujets liés à l'administration de la justice et à l'organisation plus parfaite de notre système de gouvernement provincial recevront aussi sans doute une part de votre attention.

Dans la discussion de toutes ces mesures et des autres sujets qui vous paraîtront dignes de votre sollicitude, je ne doute pas que vous ne soyez animés de cet esprit de fidélité et de dévouement à notre gracieuse souveraine, qui vous a déjà distingués, et que vous ne vous montriez sincèrement attachés à nos nouvelles institutions et disposés à maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

Je fais des vœux pour que la divine Providence bénisse vos efforts et que le succès couronne vos entreprises.

Et, les députés étant de retour à l'Assemblée législative:

Nouveau député

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu la notification de résignation qui suit et qu'en conséquence il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau writ pour l'élection d'un député à l'effet de représenter la division électorale des Trois-Rivières, dans le présent Parlement:

Québec, 30 septembre 1868

A l'honorable Joseph-Goderic Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Monsieur,

Je dois vous donner avis qu'ayant accepté la charge de shérif du district des Trois-Rivières, je

résigne mon siège comme membre de l'Assemblée législative de la province de Québec.

J'ai l'honneur d'être,

Votre dévoué serviteur,

Boucher de Niverville, (L.S.)

Signé et scellé en présence de

(L.S.)

E. Demers,
Secrétaire de l'Orateur, A.L. Québec.

(L.S.)

Nap. Dagneau,
Commerçant, Trois-Rivières.

M. L'ORATEUR: Informe alors la Chambre que le greffier a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie le certificat suivant:

CANADA Province de Québec

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du cinquième jour d'octobre dernier, émis par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Ezechiel M. Hart, nommé officier-rapporteur par commission spéciale sous le seing et sceau manuel du lieutenant-gouverneur, en date du cinquième jour d'octobre dernier, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale des Trois-Rivières dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement, en remplacement de Charles Boucher de Niverville, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant de ladite division électorale des Trois-Rivières, avait résigné son siège comme membre de ladite division; Sévère Dumoulin, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du seizième jour d'octobre dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-H. Huot,
Greffier de la couronne en chancellerie.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie, Québec, 30 décembre 1868.

G. M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente, appuyé par le député de Brôme (l'honorable C. Dunkin), le nouveau député des Trois-Rivières (M.S. Dumoulin).

Bibliothèque de l'Assemblée législative

M. L'ORATEUR: Communique à la Cham-

bre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

A l'honorable Assemblée législative,

Le rapport du bibliothécaire, sur l'état de la bibliothèque de la Législature, représente humblement:

Que conformément aux exigences de la 111^e règle de l'Assemblée législative, il est du devoir de votre bibliothécaire de présenter un rapport sur l'état de la bibliothèque, au commencement de chaque session.

Qu'une année s'est à peine écoulée depuis que la Législature de Québec s'occupe à créer une bibliothèque capable de répondre d'abord aux besoins des honorables messieurs qui suivent la carrière de la politique, qui travaillent au gouvernement de l'Etat, et des amis de l'étude en général, qui ne manquent pas dans notre jeune pays.

Que lors de la dernière réunion des Chambres la bibliothèque ne contenait que quelques centaines de volumes, ouvrages précieux d'auteurs et d'une grande utilité, car c'était en grande partie des ouvrages sur le droit parlementaire anglais.

Qu'une somme de \$8000 a été octroyée par la Législature à la bibliothèque, pour les 18 mois finissant le 31 décembre 1868.

Que conformément au désir du comité de la bibliothèque, les achats de livres faits à Londres et à New-York, avant la dernière session, ont été payés à même cet octroi, le premier se montant à \$2,932 et le second à \$398.93.

Que, suivant aussi le désir exprimé par le comité, la balance de l'octroi a été employée à l'achat: 1o De livres de droit et d'histoire constitutionnels et parlementaires; 2o A l'achat de livres traitant de législation, de jurisprudence et d'économie politique; 3o A l'achat de livres d'histoire, de géographie et de statistique en général et particulièrement de l'histoire, de la géographie et de la statistique du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis; 4o A l'achat de livres traitant de sciences physiques, de leur application aux arts et à l'industrie, d'agriculture et d'histoire naturelle.

Ainsi, grâce à l'octroi généreux de la Législature et au zèle déployé par le comité de la bibliothèque, les honorables Chambres peuvent considérer déjà avec orgueil plus de 3,200 volumes qui s'étalent sur les rayons de la bibliothèque.

Environ 500 de ces livres, la plupart devenus rares aujourd'hui, ont été achetés à Montréal, à la vente de la bibliothèque de feu Sir James Stuart, pour la somme assez minime de \$383.45

Ce n'est pas tout, cependant; six caisses nouvelles sont attendues de Paris de jour en jour.

Votre bibliothécaire a droit d'espérer que dans quelques années votre bibliothèque sera l'une des plus complètes et des plus intéressantes de la Puissance.

L'octroi de \$8,000 accordé par la Législature sera sans doute dépensé en entier après le paiement des livres attendus, même je puis dire qu'il ne suffira pas, car il ne reste guère plus qu'une balance d'à peu près \$900.

Conformément aux dispositions de la 91^e règle du Conseil législatif, j'ai adressé les journaux du Conseil, pour 1868, au Parlement impérial et aux législatures des diverses colonies anglaises.

Je dois signaler les dons qui ont été faits à la bibliothèque dans le cours de l'année.

En premier lieu, c'est notre gracieuse souveraine la reine Victoria qui a présenté deux beaux volumes 8vo., richement reliés, dont voici les titres: *The Early Years of H. R.H. the Prince Consort* et *Leaves From the Journal of Our Life*.

Puis, l'honorable secrétaire d'Etat Archibald, par l'entremise du lieutenant-gouverneur:

Public General Acts, 31, 32 Vic., (8vo. 3 copies) *Cape of Good Hope. Votes and Proceedings* (3 vol. 4to., *Acts of Assembly passed in the Island of Barbadoes, 1648-1718*, folio...

L'honorable M. Langevin, secrétaire d'Etat du Canada: *Code de procédure civile du Bas-Canada*, gd. 8vo., 2 copies. *Costumes du pays, duché de Luxembourg*, folio. *Imports and Exports for 1866 of Prince Edward Island*.

Le ministre de l'Instruction publique: deux séries du *Journal de l'Instruction publique*, français et anglais, relié, 1857-66.

L'abbé Ferland, *Cours d'histoire du Canada*, 2 vols, 8 vo. non reliés. *Public Acts 32 Vic. 1868*, gd. 8vo. *Le Parlement fédéral du Canada: Journaux et Statuts du Sénat et des Communes pour 1868*, (français et anglais.) *La Législature d'Ontario; Journaux et Statuts pour 1868*. *La Législature de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick; Journals of Assembly for 1868*.

L'honorable M. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de Québec: *Revised Statutes of Canada*.

Les dames Ursulines de Québec: une carte de la Nouvelle-France pour servir à l'histoire des principales familles françaises du Canada.

L'honorable M. DeLéry, CL.: *Le vicomte C. DeLéry et sa famille*. 8 vo.

M. Joly, député de Lotbinière: *Statuts du Canada, 1862 à 1866*, plusieurs doubles. 19 volumes. *Statutes of Canada, 1862-1865*. 9 vols.

M. G.M. Muir, greffier de la Chambre: *Union of Acts of 1841-1867. Statuts Refondus du Bas-Canada. Statutes of Canada, 1854-1863. Index to Statutes. Index to Statutes in Lower Canada and Upper Canada. The Eastern and Old World, Ancient and Modern History by Brownell*. 2 vols. 8 vo. *Tables of Commerce and Navigation of Canada, for 1850 to 1861, and 1864-65*. 13 vols. 4to.

M. Bernard Quaritch: *A General Catalogue of Books, arranged in classes*. 8vo., 1868.

M. Alp. Todd: *Catalogue alphabétique de la*

bibliothèque du Parlement, publié en 1857-8 8vo. 1862.

M. Marquette: Recensement du Canada, 1861, 1re partie.

Le catalogue, par ordre de matières, des livres de la bibliothèque, ainsi que le catalogue alphabétique, seraient terminés déjà, mais j'ai pensé qu'il était mieux d'attendre quelques jours encore afin de ne pas laisser de côté les livres que votre bibliothèque est à la veille de recevoir.

Le tout respectueusement soumis.

L.-Pamphile Lemay,
Bibliothécaire.

M. l'Orateur communique aussi à la Chambre la lettre suivante:

MUSEE BRITANNIQUE,
17 octobre 1868.

Monsieur,

J'ai reçu instruction de la part des directeurs du Musée Britannique d'accuser réception du don fait par l'Assemblée législative de Québec, des journaux de 1867-8, et de vous prier de vouloir bien présenter à l'Assemblée législative les remerciements des directeurs pour cette augmentation faite à la bibliothèque nationale.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre obéissant serviteur,

J. Winter Jones,
Principal bibliothécaire.

L'Orateur de l'Assemblée législative, Québec.

Documents

M. l'Orateur met devant la Chambre, les états des affaires de l'Asile militaire du Canada; de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe; de la Salle d'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal; de l'Asile de la Providence, Montréal; de l'Institut des sourds-muets du sexe masculin, Montréal; de la Salle d'asile de Nazareth, Montréal; de l'Asile de la rue Saint-Bonaventure, Montréal; de l'Hospice de la Maternité, Montréal; de l'Institution de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, Montréal; de l'Asile des Orphelins du sexe féminin de l'Eglise d'Angleterre, Québec; de l'Asile des Orphelins du sexe masculin de l'Eglise d'Angleterre, Québec; de l'Asile du Bon Pasteur, Québec; de l'Asile des Dames protestantes, Québec; de l'Association de l'Asile de Sainte-Brigitte, Québec; de la Société charitable des dames catholiques romaines de Québec; tous pour l'année finissant le 31 décembre, 1868; aussi le rapport de l'Asile Finlay pour l'année finissant le 29 février 1868; et le rapport annuel de l'Asile des Dames protestantes, Québec. (Documents de la Session, no 6.)

Aussi, un état des affaires de la faculté médicale de l'Université McGill, Montréal. (Documents de la session, no. 7.)

Aussi, un état général des baptêmes, mariages et sépultures, pour les districts de Saint-François, Bedford et Québec, et pour les comtés de Bellechasse et Montmagny pour l'année 1867. (Documents de la session, no. 8.)

Serments d'office

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose un projet de loi concernant l'administration des serments d'office.

Adopté.

Discours du trône

M. L'ORATEUR: Dit que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à son Excellence de prononcer un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur il en a obtenu une copie, laquelle il lit à la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que le discours de son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération demain.

Adopté.

Les règlements de la Chambre

L'HONORABLE P.J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par l'honorable procureur général (Ouimet), que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que, s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'ensuivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que, l'offre d'argent ou de

tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Les comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants: 1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et les compagnies de mines ou manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions, sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records; et que pour l'expédition plus prompte des affaires, jusqu'à ce que cette nomination soit faite, lesdits différents comités, tels qu'ils étaient respectivement constitués, le dernier jour de la précédente session de cette Chambre, soient provisoirement remis en vigueur avec les mêmes pouvoirs et avec l'autorité nécessaire pour agir d'une manière provisoire, d'après les mêmes règles, en ce qui concerne leur organisation, quorum et autres matières, qui étaient alors en force à leur égard.

Election de Kamouraska

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin), qu'un nouveau bref soit émis pour l'élection d'un député pour servir dans le présent Parlement pour le district électoral de Kamouraska, vu que ledit collège n'est pas représenté dans cette Chambre, aucune élection n'ayant eu lieu en conformité des dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867; et que ledit bref soit adressé à Venceslas Taché, écuyer, shérif du comté de Kamouraska.

Il rappelle ce qui s'est passé pendant la dernière session à Québec, relativement à l'élection du comté de Kamouraska. Un comité s'est occupé de cette élection et a soumis un rapport qui n'a pas été adopté. Vu que l'on ne connaissait pas au juste ce qui était arrivé, il était prématuré de prendre une décision quelconque. Il fallait attendre les résultats d'une enquête. Or, le Parlement fédéral a fait cette enquête et décidé qu'il n'y avait pas eu d'élection dans le comté de Kamouraska. Le gouvernement de Québec profite des travaux du Parlement fédéral et croit maintenant inutile de s'occuper plus longtemps de cette affaire parfaitement connue. Comme l'on ne peut priver le

comté d'un représentant, le gouvernement désire que l'on remplisse de suite les formalités nécessaires à une élection. En conséquence, il demande de lancer un bref d'élection. Comme la constitution, à l'art. 89, pourvoit à ce que les élections se fassent le même jour, le ministère veut se prévaloir de cette disposition afin que l'élection d'un député aux Communes et d'un représentant à l'Assemblée législative se fasse en même temps.

Il est bien évident que la prochaine élection sera la première qui ait lieu dans le comté de Kamouraska et qu'elle tombe, par conséquent, sous le coup de la clause que nous venons de mentionner. D'autre part, le gouvernement fédéral ayant décidé que l'élection d'un député aux Communes pour ce comté aurait lieu le 4 février, la Législature locale est tenue de fixer la même date pour l'élection d'un député à la Chambre locale.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'à la dernière session de ce Parlement, il faisait partie du comité des privilèges et élections. Par une résolution de cette Chambre, ce comité reçut ordre de s'enquérir des faits qui avaient empêché dans le comté de Kamouraska l'exécution du bref d'élection pour ce comté avec ordre de faire venir personnes et papiers, et de faire rapport sur le tout. Le comité siégea une partie de la session et s'ajourna en faisant rapport à cette Chambre que l'enquête commencée sur l'ordre de la Chambre n'était pas terminée; que plusieurs témoins devaient encore comparaître et que le comité, croyant que des faits importants seraient prouvés, s'était ajourné au commencement de la prochaine session. En amendement à l'adoption de ce rapport, l'honorable député de Saint-Jean proposa que ce rapport ne soit pas adopté, mais que cette Chambre ordonne l'émanation immédiate d'un bref pour l'élection d'un député de Kamouraska. L'honorable premier ministre s'opposa vivement à cette demande, disant que l'enquête devait se continuer et que ce n'était que sur le rapport du comité qui avait commencé l'examen de cette affaire et que sur ce rapport la Chambre sévirait contre les coupables quels qu'ils fussent. Le comité des privilèges et des élections est un comité qui siège en permanence sur les matières qui lui sont soumises. Les pouvoirs de cette Chambre lui ont été délégués pour l'examen de cette affaire et il (M. Chapleau) pense humblement que le rapport de ce comité est nécessaire pour motiver un vote de la Chambre qui sans cela ne serait appuyé que sur un fait qui lui est étranger, savoir, sur la décision d'un comité de la Chambre des Communes. Il a toujours cru que la conservation des formes parlementaires était une des grandes sauvegardes des institutions constitutionnelles et c'est pour la revendication de ce principe qu'il fait ces observations. Il est loin de vouloir, en aucune façon, empêcher la restitution la plus prompte d'un droit représentatif à un comté, il

le désire autant que le moteur de cette proposition, mais il croit que les formes doivent être observées, ne fût-ce que pour empêcher tout prétexte d'irrégularités, plus tard, dans les procédés de la nouvelle élection.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que l'honorable député de Terrebonne se trompe sur la partie du vote de la dernière session sur la proposition de l'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand). Il est vrai qu'à la dernière session, le comité des privilèges et élections recommanda dans son rapport qu'un bref ne devait pas être émané, mais ce rapport n'a pas été adopté. La Chambre rejeta également la proposition qui demandait que l'élection eût lieu sans retard: en sorte qu'elle ne se trouve aucunement compromise. Un tel rapport ne lie pas la Chambre qui peut passer outre, d'autant plus que la majorité des membres du comité ont approuvé la décision du gouvernement. De leur côté les Communes, après une enquête minutieuse, ont ordonné que l'élection eût lieu. Les mêmes faits s'étant produits dans les deux cas, pourquoi ne pas suivre la même ligne de conduite? Il ajoute que d'après l'Acte d'Union, la première élection aux Communes et à la Chambre d'Assemblée doivent avoir lieu en même temps. Du reste, une demande comme celle maintenant faite par le gouvernement est toujours reçue favorablement, en autant qu'elle a pour objet la restitution d'un droit sacré pour les électeurs. Pourquoi de nouvelles lenteurs? Voudrait-on recommencer une enquête lorsqu'on a devant soi le résultat du comité de la Chambre des Communes? J'espère que cette Chambre n'hésitera pas à accepter la proposition faite par l'honorable premier ministre.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Se déclare satisfait de voir le gouvernement adopter cette décision. Ceci indique que la motion du député de Saint-Jean aurait dû être adoptée lorsqu'elle fut présentée. Cependant, il est un point sur lequel je diffère d'avec le ministère, c'est que l'on procède comme à Ottawa. L'élection que l'on veut faire en vertu de l'Acte Constitutionnel serait illégale, car la section 89 de la constitution ordonne que la première élection seulement aura lieu en même temps pour les deux Parlements. Or, les élections générales sont terminées. On ne peut donc pas se prévaloir de cet article. Un bref a été émané pour l'élection de Kamouraska; seulement le rapport n'a pas été tel qu'on devait l'attendre,

mais cela ne détruit nullement le fait que l'élection a eu lieu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Rappel le qu'à la dernière session il s'est prononcé en faveur d'une nouvelle élection et il a proposé une motion dans ce sens. Mais le gouvernement l'a fait écarter. Il semble que l'action du gouvernement ne soit pas très logique, la question le prend par surprise, il n'a pas eu le temps de l'étudier. Dans tous les cas, il sera heureux de voir le gouvernement accorder aux électeurs du comté de Kamouraska, le droit qu'il réclamait pour eux à la dernière session.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que, avec tout le respect qu'il doit à l'opinion du représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bachand), il se permet de différer d'opinion avec lui. Aux termes de l'article de la constitution qu'il vient de citer, l'art.89, il est évident que les deux élections du comté de Kamouraska peuvent avoir lieu le même jour. La constitution dit que les élections auront lieu en même temps. Or, y a-t-il eu une élection? Les faits mis au jour pendant l'enquête prouvent que non. Le writ n'a donc pas été exécuté et il doit l'être.

L'objection ne serait valable qu'en autant qu'un candidat aurait été déclaré élu.

Après quelques autres remarques de MM. Chauveau et Chapleau, la motion est adoptée.

Dépôts et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend F.-N. Méthot et autres, des townships de Ware et Cranbourne, comté de Dorchester; la pétition de Narcisse Roy et autres, du township de Cranbourne; la pétition du révérend P. Kelly et autres, du township de Frampton Ouest, toutes du comté de Dorchester.

Par M. Garon, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain de Rimouski et autres.

Par M. Bachand, deux pétitions des Soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe; et la pétition de A.-C. Papineau et autres.

Par M. Marchand, la pétition des dames religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean.

Ajournement

A quatre heures et demie, la Chambre s'ajourne jusqu'au lendemain.

Séance du 21 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Documents

M. l'Orateur met devant la Chambre, Retours municipaux de la province de Québec, pour l'année 1867. (Documents de la session no. 9.)

Aussi: Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le comté de Beauharnois, pour l'année 1867, et dans le comté de Mégantic, pour l'année 1866. (Documents de la session)

Et aussi, délibération de l'assemblée annuelle de la Société d'histoire naturelle de Montréal, pour l'année finissant en mai 1868. (Documents de la session 10).

Retrait de la contestation
de l'élection de M. Joseph Beaudreau

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

Québec, 21 janvier 1869.

L'honorable J.-G. Blanchet, Orateur de l'Assemblée législative de Québec, et à Joseph Beaudreau, écuyer, membre siégeant pour la division ou district électoral de Richelieu, dans l'Assemblée législative de Québec.

Messieurs,

Soyez informés que le soussigné, l'honorable Jean-Baptiste Guévremont, pétitionnaire contre l'élection dudit Joseph Beaudreau, pour représenter le district électoral de Richelieu, dans l'Assemblée législative de Québec, n'entend pas et n'a pas l'intention de procéder à l'examen du mérite de la pétition d'élection par lui signée, et se plaignant de l'illégalité de l'élection dudit Joseph Beaudreau pour représenter, dans ladite Assemblée législative de Québec, ledit district électoral de Richelieu, et qu'il retire par les présentes ladite pétition.

(Signé)

J.-B. Guévremont.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de Mary McCarthy et autres, de l'Institution des aveugles, de la cité de Montréal; la pétition d'Eusèbe-Joseph Depoorter et autres, de la cité de Montréal; la pétition de la Société d'histoire naturelle de la

cité de Montréal; et la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal.

Par M. Picard, la pétition de Thomas Dohan et autres, du township de Melbourne.

Par M. Robertson, la pétition de C.J. Brydges et autres, de la ville de Sherbrooke; la pétition des conseils municipaux des comtés de Stanstead, Compton, Richmond, Wolfe, Drummond, Arthabaska et Shefford; et la pétition de la Société d'agriculture de la ville de Sherbrooke.

Par M. Lavallée, la pétition de Pierre Coutu et autres, du township de Brandon, comté de Berthier.

Par M. Poupore, la pétition de James Davis et autres, du township de Onslow, comté de Pontiac.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend F.-X. Guay et autres, du township de Bégon, comté de Témiscouata.

Adresse en réponse au discours du Trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre prend en considération le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale :

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le représentant de Compton (M. J. Ross):

1. Qu'il soit présenté une humble adresse à son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la seconde session de la Législature provinciale, et de plus pour assurer Son Excellence,

2. Que nous recevons avec la plus grande satisfaction l'expression du plaisir avec lequel Son Excellence nous voit de nouveau réunis pour délibérer sur les intérêts de cette province et lui offrir notre concours et nos avis dans l'administration de ses affaires.

3. Que, depuis la première session de notre Législature, le très honorable Sir John Young ayant été placé par Sa Majesté à la tête du gouvernement du Canada et ayant succédé au très honorable vicomte Monck, qui, après avoir longtemps présidé à l'ancienne province du Canada, avait inauguré notre nouvelle constitution, et que les liens qui nous unissent au gouvernement central, nous portent à faire des vœux pour que l'oeuvre si bien commencée sous lord Monck se continue et se développe heureusement sous le gouvernement de son successeur.

4. Que parmi les mesures importantes qui ont marqué la dernière session du Parlement fédéral, nous avons suivi avec intérêt celle qui pourvoit à l'établissement d'un chemin de fer d'Halifax à Rivière-du-Loup, et qui complétera la communication dans toutes les saisons de l'année, entre les grands lacs et l'Atlantique, à travers une si grande partie des domaines de Sa Majesté.

5. Que nous avons été heureux d'apprendre que le tracé de ce chemin de fer traversera une étendue considérable du territoire de notre province, et que le gouvernement de Votre Excellence, désireux de profiter de cet avantage pour l'établissement des terres incultes, s'est hâté de commencer les travaux d'arpentage nécessaires pour cet objet, et que les explorations qui ont fait partie de ces travaux, ont fait voir qu'une grande étendue de terres cultivables dans cette direction pourra bientôt être défrichée et ajouter considérablement à notre population et à nos ressources.

6. Que nous apprenons avec plaisir que les sommes qui ont été votées dans la dernière session pour les chemins de colonisation ont été promptement employées pour cet objet, et que nous aurons lieu de nous féliciter des résultats obtenus.

7. Que nous apprenons avec plaisir que les conditions de la coupe des bois sur les terres de la Couronne ont attiré l'attention du gouvernement, et que Son Excellence a bien voulu sanctionner de nouveaux règlements qui auront pour résultat une exploitation plus prudente de nos forêts et une augmentation de revenu sans nuire aux véritables intérêts de cette branche importante de commerce.

8. Que nous sommes heureux de voir que l'agriculture et l'industrie de cette province font des progrès remarquables, et que Son Excellence, en visitant l'exposition provinciale à Montréal, a pu constater le vif intérêt que prennent toutes les classes de la société, au développement de ces deux grandes sources de prospérité.

9. Que la constitution ayant laissé les intérêts de l'immigration concurremment au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux, nous apprenons avec plaisir que le gouvernement de Son Excellence s'est joint à ceux de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick pour conférer avec le gouvernement fédéral sur cet important sujet, et que nous espérons, avec Son Excellence, que nos communs efforts contribueront à augmenter la prospérité de chacune des provinces.

10. Que nous apprenons avec plaisir que les comptes publics pour les dix-huit mois couverts par les votes de la dernière session nous seront soumis sans retard, et que les dépenses sont restées considérablement en deçà des appropriations et qu'elles ont été réglées avec une sage économie, sans perdre de vue l'efficacité du service public.

11. Que nous regrettons avec Son Excellence que, par suite de circonstances en dehors du contrôle de son gouvernement, l'arbitrage ordonné par la constitution en ce qui concerne les dettes et les propriétés qui doivent être réparties entre cette province et celle de l'Ontario n'ait pas encore eu lieu, et que nous admettons avec Son Excellence que l'incertitude qui, par là, règne encore sur nos ressources permanentes retardera malheureusement la solution de plusieurs questions importantes qui sont nécessai-

rement liées à celle de nos finances, mais que nous prions Son Excellence de croire que si les circonstances dans lesquelles la province se trouve encore placée doivent nous engager à la plus grande prudence et à une sage économie tout en pourvoyant aux justes exigences des diverses branches du service public, nous n'hésiterons point à pousser avec vigueur l'établissement du pays et le développement de ses ressources matérielles, et que nous apporterons toute notre attention aux appropriations qui nous seront demandées pour ces objets.

12. Que dans la dernière session nous avons donné une part bien considérable de notre attention à nos institutions municipales, à l'agriculture et à la colonisation.

13. Que nous apporterons toute notre attention au projet de code municipal qui nous sera soumis dans le but de corriger ce qui peut être encore défectueux dans notre législation sur cette matière, et de la mettre plus à la portée de la classe nombreuse et importante qu'elle intéresse.

14. Que nous étudierons attentivement les mesures concernant l'administration et la vente des terres de la Couronne, le développement de l'agriculture et celui de la colonisation qui seront proposées, jugeant nous-mêmes que l'opinion publique s'étant à bon droit préoccupée de ces importants sujets, ils méritent notre plus grande sollicitude.

15. Que nous voyons avec plaisir que de nouveaux projets de chemins à lisses, que l'on espère pouvoir établir avec économie, sont maintenant discutés, et nous admettons avec Son Excellence que ce sujet est si intimement lié à celui de l'établissement des terres de la couronne qu'il a droit à l'attention la plus favorable.

16. Que la révision de l'acte des chemins de fer, non seulement en ce qui concerne cette classe de chemins à lisses, mais encore de tous ceux qu'il s'agit de construire sous l'autorité de chartes provinciales, est encore un sujet digne d'être soumis à notre considération.

17. Que la révision de la loi des jurés et de certaines des dispositions de nos lois sur l'instruction publique, et divers autres sujets liés à l'administration de la justice et à l'organisation plus parfaite de notre système de gouvernement provincial, recevront aussi une part de notre attention.

18. Que dans la discussion de toutes ces mesures et des autres sujets qui nous paraîtront dignes de notre sollicitude, nous serons animés de cet esprit de fidélité et de dévouement à Notre Gracieuse Souveraine, que Son Excellence veut bien nous reconnaître, et que nous nous montrerons sincèrement attachés à nos nouvelles institutions et disposés à maintenir l'harmonie et le bon vouloir entre toutes les classes de la société.

19. Que nous formons des vœux pour que la divine Providence bénisse les efforts de Son Excellence et les nôtres pour le plus grand bien

et la plus grande prospérité de cette province.

Il dit que son inexpérience dans la vie parlementaire et la nouveauté du spectacle l'engagent à réclamer cette indulgence que la Chambre accorde aux débutants dans la carrière parlementaire. Le lieutenant-gouverneur, dans son discours, nous invite à nous réunir pour travailler aux intérêts de la province. Il n'y aura qu'une voix dans cette enceinte pour répondre à cet appel, et il n'y aura qu'une volonté pour formuler les lois qui assurent à ce pays l'accroissement de ses forces et le développement de ses ressources.

La nomination de Sir John Young au poste de gouverneur général a été bien accueillie par tout le Canada, et la province de Québec a voulu voir, et comme les autres provinces, a compris, en voyant arriver parmi nous un homme aussi distingué, que l'Angleterre désirait comme toujours nous aider à consolider nos institutions nouvelles et donner tout son effet à l'Acte d'Union. Il n'a aucun doute que Sir John Young continuera l'oeuvre si bien commencée par Lord Monck.

Son Excellence attire notre attention sur un sujet important: le chemin de fer Intercolonial. Nous prenons un intérêt tout particulier à cette voie ferrée, qui, en nous mettant en communication avec les provinces maritimes, ouvrira de nouveaux débouchés à notre commerce, en traversant des terres fertiles, communiquera au mouvement colonisateur une grande impulsion. Le gouvernement a su tirer parti déjà de cette grande entreprise. Il a ordonné l'arpentage des terres et il a agi avec une promptitude et une perspicacité qui lui font honneur. Déjà on peut voir les heureux effets de cette mesure. Les terres mesurées et arpentées seront vendues, et, avant peu, des cultivateurs hardis et entrepreneurs changeront ces déserts en terres fertiles.

Il nous est impossible de parler de cette grande entreprise sans reconnaître les titres que le Conseil privé a acquis à notre reconnaissance en nous faisant obtenir le chemin le plus propre à servir nos intérêts et ceux de tout le pays. Québec a besoin d'un port de mer ouvert durant toute l'année et l'exécution du chemin de fer nous placerait en rapport avec l'un des plus beaux du monde. Nos intérêts nous rattachent aussi plus strictement aux provinces maritimes qu'à la province d'Ontario. L'immigration a attiré l'attention de Son Excellence; c'est là une question qui a bien souvent occupé l'attention des législateurs et du publiciste.

Elle est d'une importance majeure et se rattache aux plus grands intérêts du pays. Il (M. Dumoulin) divise les émigrés canadiens aux États-Unis en deux classes. Les uns sont des esprits aventureux ou des gens qui, ne sachant que faire, passent aux États-Unis, et y vivent dans la fainéantise. Qu'ils y restent, nous n'en avons aucun besoin, et ils n'enrichiraient point le Canada. Mais il est une autre catégorie composée de gens intelligents, d'honnêtes artisans que nous devons par tous les moyens possibles attirer sur le sol de la patrie.

Parmi ces moyens, nous devons compter l'industrie, l'établissement de terres nouvelles, la construction de nouveaux chemins, et si le gouvernement donnait suite aux projets indiqués dans le discours du trône, nous pourrions compter sur le retour au milieu de nous d'une foule de nos compatriotes.

Il (M. Dumoulin) dit que si ses informations sont exactes, comme il a lieu de le croire, le gouvernement se propose de faire explorer la rive nord du fleuve Saint-Laurent négligée jusqu'à ce jour.

Cependant, aujourd'hui, les capitalistes, les hommes d'initiative tournent les yeux de ce côté, ils savent que ces régions sont riches et que la fortune viendra couronner une exploitation intelligente des terres fertiles, les mines de fer d'une richesse incalculables. Pendant ces dernières années, l'on a découvert des mines de fer et reconnu la fertilité des terres et calculé la valeur des richesses forestières de ces contrées.

Qui ne connaît, par exemple, aujourd'hui, la richesse du Saint-Maurice? Il y a là outre les mines de fer, 50,000 acres de terre arable, des bois magnifiques qui se vendent facilement dans tous les grands ports du monde. Que le commerce prenne de l'activité de ce côté, et embrasse de son énergie dévorante ces contrées, le revenu de la province augmentera rapidement et le gouvernement sera payé au centuple des sacrifices qu'il aurait faits pour encourager la colonisation et la construction du chemin de fer des Piles. C'est là une entreprise dont il n'est pas permis d'ignorer l'importance de la part de ceux qui ont à coeur l'intérêt du pays. Aujourd'hui, le bois diminue ailleurs, mais il est toujours abondant dans la vallée du Saint-Maurice, et l'exploitation pourra durer pendant de longues années. Sans doute, toutes les terres n'ont pas la même fertilité et ne tenteront pas au même degré l'ambition des colons. Eh bien, l'on pourra encore en tirer parti, car les bois qui les couvrent seront tenus en réserve pour une époque éloignée et serviront au pays lorsque les ressources seront épuisées ailleurs. On voit de ces réserves dans tous les pays d'Europe.

La construction du chemin des Piles est donc d'une importance vitale, non seulement pour ce district, mais pour tout le pays. La ville des Trois-Rivières bénéficiera de cette entreprise; d'ailleurs sa position lui assure une place marquante dans les villes du Canada. Déjà des navires d'outre-mer prennent des charges sur nos rives et exportent ses produits sur tous les marchés d'Europe. Une saine politique et l'intérêt du pays conseillent donc au gouvernement de favoriser la construction du chemin des Piles.

Nous aurions tous désiré voir cette question de l'arbitrage réglée entre les différents gouvernements, mais il faut songer qu'il ne s'est pas écoulé un long espace de temps depuis la Confédération, et avec tout le zèle possible l'on n'a pu arriver à décider cette question pendant.

S'il y a une classe de citoyens qui doit nous intéresser, ce sont les habitants de nos campa-

gnes, et il est du devoir de la Législature de passer à leur intention des lois claires et tellement précises qu'elles puissent s'expliquer sans le secours des avocats. Le gouvernement en nous donnant le code municipal atteindra, nous en sommes persuadés ce but si désirable.

En terminant, il (M. Dumoulin) dit que le gouvernement a droit pendant cette session à la même sympathie que l'an dernier. Nous lui devons d'ailleurs une dette de reconnaissance pour avoir appliqué tout d'abord l'Acte d'Union dans notre province, organisé les départements et fait faire les premiers pas à notre province dans la voie de la prospérité.

M. J. ROSS (Compton): Dit qu'il s'est fait élire avec la promesse d'appuyer loyalement le gouvernement, et il ne voit pas pourquoi il changerait d'avis: il ne connaît rien pour lui faire changer d'idée. Il dit qu'il continue à avoir confiance dans le gouvernement quoiqu'il ne soit pas apologiste.

Une partie de la presse a attribué aux ministres de mauvais motifs, mais il pense que ces attaques ne sont pas fondées. L'hostilité qui s'est fait jour à l'endroit du gouvernement dans certaines parties du pays est malheureuse, intempestive. Il serait difficile de la justifier, il serait difficile de trouver des motifs légitimes à ces attaques contre le gouvernement provincial; ceux qui veulent diminuer son influence ne voient peut-être pas la voie dangereuse dans laquelle ils sont entrés. On accuse les provinces de vouloir empiéter sur le terrain du gouvernement fédéral. Or c'est là une accusation qui n'est pas fondée; jamais les membres du gouvernement local n'ont eu de pareilles prétentions. Ils n'ont voulu que garder, défendre, la part d'influence et de pouvoir que la constitution leur accorde. Il a rencontré une opposition indirecte qui est peu honorable et heureusement peu importante. Cette opposition n'est pas nuisible. Mais que ceux qui en font partie, combattent franchement, à visage découvert, qu'ils se séparent de nous et alors nous saurons à qui parler. Nous saurons de quel côté faire tomber nos coups.

La Chambre se réjouit de savoir que le gouvernement présentera un bill municipal; il a confiance que ce projet de loi donnera satisfaction au pays. Il se réjouit aussi d'apprendre que le gouvernement présentera une loi pour la meilleure réglementation des terres de la couronne. Il croit que les sommes consacrées à la colonisation sont de l'argent bien utilisé; c'est au moins le cas dans son propre comté. Il est heureux aussi d'apprendre que le gouvernement encourage tous les projets de chemins à lisses qui seront soumis à la Chambre pendant cette session.

Quant aux amendements de la loi scolaire, le gouvernement ne fait que tenir une promesse faite avant la Confédération. Il les approuve, surtout celui qui a trait à l'amendement de la loi des écoles. Il serait heureux d'entendre le premier ministre donner des explications sur ce

point, vu que la population protestante y a un grand intérêt.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'évitera pas cette question et il présentera pendant la session un bill qui mettra en application tous les principes énoncés dans l'Acte d'Union. Le gouvernement n'est nullement disposé à résister aux justes demandes de la minorité en ce qui regarde l'éducation.

Le Bas-Canada est plus avancé sous ce rapport que l'Ontario, si l'on excepte les derniers actes législatifs de cette province. Moi-même, en deux occasions différentes, j'ai établi des dispositions qui ont été présentées devant le Parlement pour faire disparaître non seulement tout grief, mais tout semblant de grief sur cette question. Mais des circonstances sur lesquelles le gouvernement du jour n'a aucun contrôle ont fait qu'elles n'ont pas été mises à exécution.

L'Acte d'Union pourvoit à ce que la minorité de Québec soit sur le même pied que la minorité de l'Ontario et le gouvernement est préparé à cette disposition. C'est là ce qu'entendait dire l'allusion à la loi sur les écoles qui a été faite dans le discours du trône, et bien que je ne sois pas prêt à entrer dans les détails du bill qui sera présenté, vu que c'est une question intimement rattachée à celle de nos finances, cependant tous les efforts seront faits dans la direction qu'il a indiquée. Quant aux problèmes scolaires à Montréal, la politique libérale dont les Canadiens ont fait preuve en toute circonstance, les idées bien connues du gouvernement à cet égard devraient suffire pour chasser tout doute et tout soupçon. La minorité a des droits que le gouvernement regarde comme sacrés et comme tels, ils seront respectés.

Je suis certain que sur cette question le gouvernement recevra le support unanime de la Chambre.

M. J. ROSS (Compton): Dit être persuadé que le pays recevra l'assurance du premier ministre avec plaisir.

Il parle des attaques de la presse disant qu'il préfère une opposition honnête et parlant franchement à une opposition déguisée. Il termine en exprimant l'espoir que les journaux rapporteront fidèlement les actes du gouvernement.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Bien qu'il approuve le discours en général, il ne peut s'empêcher de regretter que certains points, entre autres ceux qui concernent l'éducation, n'aient pas été rédigés avec plus de précision. Il est heureux de savoir que les lois municipales seront révisées et que le gouvernement est prêt à donner quelque aide aux chemins à lisses de bois qui favoriseraient la colonisation; il appartient au gouvernement de décider si l'encouragement sera en concessions de terre ou en argent.

En ce qui concerne l'éducation, il est excessivement heureux d'entendre ce que viennent de dire le premier ministre et le dernier orateur en faveur de la population protestante de la province. Il y a sans doute beaucoup d'anxiété et de méfiance chez la minorité protestante de cette province, mais il ne sait si cette appréhension est justifiée. Pour sa part, il ne craint rien pour la minorité protestante du Bas-Canada et il pense qu'elle obtiendra du gouvernement le respect de ses droits.

Il ajoute qu'il attend anxieusement de telles mesures et il est certain que dans leur mise à exécution le gouvernement recevra l'appui non seulement des protestants, mais encore de tous les catholiques.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Endosse pleinement les remarques du représentant de Sherbrooke (M. Robertson). Il sait qu'il y a eu beaucoup d'opinions exprimées sur ce point. Bien des pères de famille et autres lui en ont souvent parlé, mais il leur a répondu qu'à la première session il n'avait guère été possible d'élaborer un bill sur le sujet, mais qu'il espérait que la chose se ferait à cette session. Il a assuré ses électeurs que le projet serait réalisable et satisfaisant.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): La bienveillance avec laquelle j'ai été accueilli à mon début par les honorables députés de cette Chambre, l'extrême indulgence dont plusieurs journaux français de la province ont usé à mon égard, m'ont donné le courage d'entrer cette année avec un peu plus de hardiesse dans le champs de la discussion; aussi je saisis encore cette fois l'occasion que me fournit Son Excellence pour faire part à mes honorables collègues de quelques réflexions que me fait faire le discours du trône.

Le discours du trône, comme on le sait, M. l'Orateur, est le programme ou plutôt un aperçu des mesures qui seront soumises à la considération des Chambres pendant la session.

Celui que prononça Son Excellence à l'inauguration du Parlement local fut bien apprécié des honorables membres des deux Chambres et la presse en général lui donna des marques non équivoques d'approbation.

Le discours qu'elle vient de prononcer et qui captive dans ce moment notre attention rencontrera-t-il la même sympathie?

Adopterons-nous l'adresse en réponse à ce discours avec la même unanimité, le même concert de louanges?

Je l'espère et je crois avoir raison de l'espérer. Un journaliste (très spirituel) de cette ville écrivait, il n'y a pas longtemps, ces lignes:

"Quand on peut dire d'un député qu'il a fait un discours sur la colonisation, sa réélection est assurée."

Si cette assertion a été sérieusement émise ou si cette pensée n'a été émise que dans l'unique but de faire comprendre quelle somme de reconnaissance on doit avoir pour tous ceux qui s'occupent sincèrement de la colonisation, question vitale, pour nous, ne m'est-il pas permis d'espérer que l'adresse en réponse au

discours du trône sera votée à l'unanimité, puisque Son Excellence vient aujourd'hui, comme dans la session précédente, nous recommander la colonisation, toujours avec cette conviction profonde qu'elle doit être la base de notre pays comme elle sera, un jour, le bonheur de nos populations?

Le discours du trône, M. l'Orateur, est presque toujours un événement, une époque dans l'histoire parlementaire du pays, aussi avec quelle anxiété est-il attendu, avec quelle attention chaque député ne l'écoute-t-il pas afin d'y découvrir telle mesure, tel projet qui serait avantageux à ses commettants et à tout le pays.

Pour bien apprécier cependant le discours du trône, il faut, dans mon humble opinion, M. l'Orateur, malgré le désir ardent que chacun de nous ait de faire le bien de ses commettants, n'en attendre que ce que nous pouvons raisonnablement demander à un gouvernement et que nous n'en suspicions point les motifs; car rappelons-nous toujours que quelque bien que veuille faire un gouvernement, il serait condamné à périr si on prêtait à tous ses actes de mauvaises intentions.

Mais si nous ne devons attendre d'un gouvernement que ce que nous pouvons raisonnablement lui demander, il faut aussi qu'il ne recommande que ce qu'il est capable de donner, qu'il n'entreprenne que ce qu'il est capable d'exécuter, et c'est à mon avis le moyen infaillible d'asseoir notre jeune gouvernement sur des bases solides, durables, et d'en assurer la croissance, car souvenons-nous que pour les gouvernements comme pour les particuliers, il est d'une sage économie de ne rien entreprendre qui soit au-dessus de leurs moyens. Cette maxime est tellement vraie, M. l'Orateur, qu'en interrogeant les annales du passé jusqu'à l'époque à laquelle nous vivons, nous y voyons que si la plupart des gouvernements ont été et sont chargés de dettes, cause indirecte des impôts qui pèsent sur les peuples, et qui enfantent souvent la tyrannie, c'est parce qu'ils se sont toujours écartés d'une économie sage et éclairée.

J'ose même dire que si de nos jours nous voyons des royautés séculaires renversées sous l'exécution des peuples, le défaut d'économie a été dans bien des cas une des causes de leur déchéance puisque le défaut d'économie nécessite toujours cette multiplicité d'impôts qui créent une grande gêne parmi les populations et occasionnent assez souvent des soulèvements que la puissance des baïonnettes ne parvient pas toujours à maîtriser.

L'une des qualités indispensables d'un bon gouvernement, a dit l'illustre Thiers, c'est d'avoir cette bonne renommée qui repousse l'injustice et bien que la distance entre ce grand homme d'Etat et moi soit celle de l'océan qui nous sépare, il me sera peut-être permis de donner plus d'extension à sa pensée en ajoutant que les qualités indispensables d'un bon gouvernement sont pour lui d'avoir non seulement cette bonne renommée qui repousse l'injustice, mais aussi cette sage économie, ce bon crédit qui repoussent tout soupçon.

Napoléon 1er disait qu'une bonne constitution est l'oeuvre du temps et tout en m'inclinant devant cette profonde idée du grand homme, il me sera peut-être encore permis de dire que si une bonne constitution est l'oeuvre du temps, une bonne administration est aussi l'oeuvre du temps; car pour bien juger de son action il faut attendre les résultats qu'elle aura pu atteindre dans un délai raisonnable; et certes ce n'est pas quand nous comptons à peine deux années d'existence, lorsque nous commençons la deuxième page de notre histoire parlementaire sous le régime fédéral que nous pouvons exiger beaucoup plus que ce qui a été fait dans la première session.

En analysant le discours du trône, nous y trouvons parmi les mesures palpitantes d'intérêt que nous recommande Son Excellence plus d'un sujet digne de notre sérieuse attention, et je crois que nous devons donner une adhésion pleine et entière à celles de ces mesures qui nous intéressent le plus vivement; cependant malgré cette adhésion qu'il entend donner au discours du trône, malgré son désir de voir le gouvernement ne rien recommander que ce que nous pouvons raisonnablement lui demander ou en attendre, il croit qu'il est de son devoir, comme c'est le devoir de tout député, de faire connaître les besoins de ses commettants surtout quand ces besoins sont ceux d'un grand centre de population.

Il aurait donc été heureux si Son Excellence eût recommandé un encouragement en faveur d'une industrie qui naguère faisait la prospérité de Québec et des places qui l'environnent et qui, il est peiné de le dire, est aujourd'hui dans un état très précaire.

J'eusse été content si Son Excellence, qui connaît combien est tombée, depuis six ans, la construction des navires à Québec et dans la province de Québec, eût recommandé une aide à ceux de nos constructeurs qui désireraient, s'ils en avaient les moyens, introduire en Canada un nouveau mode de construction de vaisseaux que l'on appelle mixtes. (Composites).

Sans faire le récit de toutes les causes de la dépression de la seule branche d'industrie que nous ayons à Québec sur une vaste échelle, qu'il me suffise de dire que les capitalistes en Angleterre préfèrent maintenant acheter des vaisseaux bâtis en fer ou ceux de l'espèce dont je viens de parler, aux vaisseaux en bois que nous construisons ici, et voilà pourquoi nos vastes chantiers qui bordent la rivière Saint-Charles, ceux des Foulons et de Lévis n'offrent maintenant que l'aspect de la solitude comparativement à ce qu'ils étaient, il y a quelques années.

S'il était possible, si les finances de la province permettaient au gouvernement de donner une prime de quelques piastres par tonneau et pour un nombre limité de navires aux constructeurs qui auront le bon esprit d'essayer ce nouveau genre de construction, nul doute qu'un semblable encouragement donnerait une nouvelle vigueur à une branche d'industrie de

laquelle dépend en grande partie la prospérité de Québec.

Une fois l'élan donné à ce nouveau genre de construction, nous verrions renaître cette aisance d'autrefois; ce serait un moyen de faire cesser cette désolante émigration d'une classe d'hommes laborieux et intelligents qui s'en vont à l'étranger gagner le pain de leurs familles et ce serait aussi un motif puissant pour faire revenir au pays un grand nombre de nos compatriotes qui aiment autant que nous le sol qui les a vus naître.

Qu'on ne croie pas cependant, M. l'Orateur, que je veuille accuser Son Excellence, dont nous connaissons d'ailleurs les bonnes dispositions à l'égard de toutes les classes, d'avoir gardé le silence sur l'état déplorable dans lequel se trouve une industrie qui faisait vivre des milliers d'hommes il n'y a pas de longues années passées.

Qu'on ne croie pas non plus que je veuille soupçonner ses motifs si elle n'a pas attiré notre attention sur un état de choses si alarmant, car je sais qu'un gouvernement ne peut se substituer à tous.

Je sais aussi qu'un gouvernement ne peut créer des industries, car les finances de l'Etat le plus puissant n'y suffiraient pas, mais je soumets humblement qu'il est du devoir d'un gouvernement quand ses finances lui permettent de faire tous ses efforts pour empêcher qu'une industrie alimente une portion notable de ses sujets.

Connaissant les revenus de la province et les dépenses que le gouvernement est obligé de faire pour soutenir l'éducation des maisons de bienfaisance, n'ignorant pas non plus ce qu'il a à faire pour l'encouragement de l'agriculture et de la colonisation, je ne désespère pas, cependant, M. l'Orateur, de voir notre ministre des Finances nous réserver dans un terme prochain, si ce n'est dans la présente session, une de ses raisons, dont il sait si habilement disposer pour venir en aide à une industrie aussi importante pour nous.

La rumeur veut, M. l'Orateur, que la session sera courte, cela est possible; mais s'il doit en être ainsi, mettons-nous de suite à l'oeuvre, et employons dignement le temps qui nous est dévolu.

Remplissons noblement le programme qui nous est soumis par Son Excellence, en y ajoutant d'autres mesures qui répondront aussi aux besoins de nos commettants, et que de chacun de nos actes jaillissent des rayons de bienfaisance pour les habitants de la province de Québec.

Prenons l'ascendance d'une marche ferme sur les ruses des mauvaises ambitions, ne voilons pas les abus si nous en découvrons et encore moins les vues personnelles.

Marchons avec confiance et surtout avec union dans la voie du devoir.

Notre gouvernement a eu des commencements faibles aux yeux d'un certain nombre;

mais il aura ses périodes de force et de grandeur et malgré ceux qui jalourent déjà son existence, un temps viendra, je l'espère, où nous pourrons dire du gouvernement local qu'il porte en lui la fortune de la province de Québec, comme on disait du premier César qu'il portait en lui la fortune de Rome.

Puissent ce vœu, ces sentiments que j'entretiens, animer davantage le patriotisme de mes honorables collègues, féconder leur savoir et leur donner cette énergie qui sont les meilleurs soutiens des libertés du peuple comme les meilleurs appuis d'un bon gouvernement.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Dit qu'il approuve l'adresse. Il demande qu'on ait des égards pour le ministère parce qu'il est encore très jeune.

Il attire l'attention des ministres.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande qu'on remette à un autre jour les débats sur l'adresse afin de permettre aux députés de la prendre en considération, prétendant que c'est une coutume parlementaire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'y objecte parce que plusieurs députés, dont M. Dunkin, doivent parler après dîner.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et trente

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je concours pleinement dans les sentiments exprimés par les moteur et seconneur de l'adresse en réponse au gracieux discours de Son Excellence; je concours parfaitement aussi dans les mesures énoncées dans ce discours. Il faudrait bien être difficile et bien factieux pour ne pas y concourir. Ce discours porte une teinte aristocratique qui justifie les paroles d'un des fondateurs de la Confédération lorsqu'il disait que le Bas-Canada avait un sentiment monarchique profondément enraciné chez lui. C'est un manteau royal que l'on a étendu pour cacher la pauvreté orgueilleuse de notre province. J'ai tort peut-être de dire pauvreté, lorsque la presse semi-officielle annonce dans notre budget un excédent de recettes de trois quarts de million, on peut bien se donner le luxe d'un style pompeux dans un discours du trône.

Je tiens ce discours pour un procès; au style sec, aux phrases arides comme une rangée de chiffres, qui caractérisent d'ordinaire ces discours, on a substitué un style brillant et clair, on a trouvé le moyen de donner une forme polie au langage des affaires.

Si j'écarte un moment cette parure de luxe, je trouve dans le discours du trône trois grandes questions vitales qui se résument dans "la grandeur et la prospérité futures de notre commune patrie".

Avant d'entrer dans l'examen de ces questions, permettez-moi, M. l'Orateur, de faire une observation sur un sentiment exprimé par l'honorable membre qui a proposé l'adresse: "J'ose espérer, a dit l'honorable député, que cette Chambre et le pays tout entier auront de vives sympathies pour le gouvernement qui a inauguré le nouveau système politique dans cette province, et qu'on aura de l'indulgence pour les lenteurs inhérentes aux commencement de toute oeuvre humaine." Je ne puis me refuser d'éprouver le même sentiment, mais j'aurais préféré qu'on n'eût pas plaidé indulgence pour le gouvernement.

On dit sans cesse que nous sommes au commencement d'un système politique; mais le gouvernement actuel est au pouvoir depuis dix-huit mois, et lorsque Son Excellence appela autour de lui ses conseillers, il sut choisir des hommes éminents, mûris dans les affaires publiques et parfaitement au fait de toutes les ressources du pays qu'ils étaient appelés à gouverner. La constitution n'a pas changé, les lois n'ont pas subi d'altération; il n'y avait de différente que la délimitation des pouvoirs entre les deux gouvernements, fédéral et local, et le gouvernement local n'avait qu'à développer nos ressources, améliorer notre législation déjà connue, et modifier un peu, dans le sens d'une stricte économie, les différentes branches de l'administration publique. Il y avait certes là, un champ vaste à l'énergie de nos gouvernements, et je suis heureux de dire que, dans ce sens, le gouvernement n'a pas lieu de plaider indulgence.

Je dois dire, en effet, que notre gouvernement s'est montré actif, ferme et décidé. On a bien essayé, dans le public, de soulever un mouvement de l'opinion dans le sens d'une conviction contraire, mais j'aime à croire, et je suis sûr que le gouvernement, pendant cette session, fera justice de ces imputations, et qu'une législation vigoureuse et progressive lui attirera les louanges même de ses détracteurs.

La question qui domine les autres dans le discours du trône, et qui a aussi préséance sur tout autre sujet dans toute la province est la colonisation.

La colonisation, voilà un drapeau que toutes les causes et les partis politiques ont placé en avant de toutes leurs bannières. Depuis vingt ans on parle de colonisation; depuis vingt ans on a multiplié tous les efforts pour arrêter le flot de l'émigration à l'étranger, et chose étrange, plus on parlait, plus on faisait d'efforts, et plus grossissait le flot qui portait sur des rives lointaines la sève de notre population. On a multiplié les encouragements à l'agriculture; on a attiré le colon par des octrois gratuits; on a organisé tout un réseau de sociétés de colonisation, et tous les jours le vent qui souffle à l'expatriation augmentait de violence.

Quel est donc le secret de cet étrange mouvement? Quel remède faudrait-il donc trouver pour guérir ce cancer qui nous ronge?

Le secret de ce mal, M. l'Orateur, j'ai eu l'occasion de l'indiquer dans une circonstance toute récente, et cette Chambre me permettra d'exprimer ici quelques-unes des idées que j'ai alors émises.

Il y a trois forces dont le développement simultanément forme la vie et le progrès d'une nation. Ces trois forces sont la richesse territoriale, la force de reproduction de la population, et les capitaux ou les moyens dont la seconde force peut disposer pour développer la première.

Du moment que la proportion cesse entre ces trois forces, il doit y avoir déperdition chez celle qui a un excédent sur les deux autres. Dans le Bas-Canada, il est évident que l'augmentation de la population excède de beaucoup le développement, l'augmentation des capitaux nécessaires à l'exploitation de la richesse territoriale.

Aux Etats-Unis, la population augmente peu par la reproduction, mais, par contre, le capital augmente continuellement par une immigration de l'étranger, par les capitaux énormes jetés partout en circulation et par les immenses travaux que l'industrie et le commerce font naître de toutes parts.

Si notre population augmente aussi rapidement, il faut lui trouver des débouchés, et ces débouchés ne doivent pas être uniquement les forêts et l'agriculture.

Tous ne peuvent pas, et surtout tous ne veulent pas être colons et agriculteurs; d'un autre côté, un grand nombre désireraient l'être s'ils avaient quelques moyens à leur disposition pour commencer une exploitation.

C'est le grand nombre de ceux que leurs aptitudes, leurs goûts ou leurs moyens éloignent de l'agriculture qui explique le flot toujours montant de l'émigration.

Et pourquoi fuient-ils le pays, ces robustes enfants de nos campagnes, ces laborieux et intelligents ouvriers de nos villes? Il y a un mot énergique que nous avons tous entendu prononcer, et qui peint avec une vérité frappante le secret de la maladie et son remède. Demandez à nos compatriotes de l'autre côté de la frontière pourquoi ils ont quitté leur pays, leur village, leur famille? "Il n'y a pas assez de gagne par là, vous diront-ils".

Il n'y a pas assez de gagne! mais pourquoi donc? Parce que notre pays n'est pas assez manufacturier pour ce qu'il devrait être. C'est en vain qu'on nous dira que le Bas-Canada est un pays essentiellement agricole; c'est une erreur. Un pays qui a six ou sept mois d'hiver n'est pas, ne peut pas être essentiellement agricole. Ayez des manufactures et vous utiliserez la moitié de l'année que l'agriculteur perd presque complètement; ayez des manufactures, et vous retiendrez ceux qui n'aiment pas la culture; ayez des manufactures, et vous permettrez au jeune homme laborieux et économe de ramasser des économies pour aller ensuite affronter les misères de la forêt.

On me répondra que l'industrie manufacturière est du ressort du gouvernement central; oui, pour les droits qu'il impose, et, qu'entre parenthèses il devrait rendre plus protecteurs; mais on ne saurait la soustraire aux bienfaits d'une protection indirecte de la part du gouvernement local par le moyen de primes d'encouragement, comme le suggérait avec tant de raison l'honorable membre de Québec-Est.

Mais si vous n'osez intervenir dans les affaires du gouvernement fédéral sur cette question d'industrie, vous avez devant vous des horizons immenses à ouvrir pour "la grandeur et la prospérité du pays".

Nous avons en arrière des Laurentides une immense vallée renfermant des terres superbes, et qui pourrait nourrir une population de plusieurs millions. Il ne manque qu'une chose pour donner à cette immense vallée l'importance qu'elle a droit d'avoir; c'est de la relier aux grands centres. Il y a trois grandes artères qui pourraient porter la vie dans ces régions; le chemin du lac Saint-Jean au fleuve Saint-Laurent, le chemin des Piles, fécondant la vallée de Saint-Maurice avec ses immenses ressources, et le chemin à lisses du nord de Montréal, ouvrant et colonisant l'immense vallée de la Mantawa. Dans le succès de ces trois entreprises repose le secret de l'avenir du Bas-Canada, et le devoir du gouvernement est de favoriser autant qu'il est possible l'exécution de ces projets.

Ces grandes voies ferrées ne sauraient être pour les entrepreneurs de ces travaux un avantage pécuniaire, parce qu'elles traverseraient en grande partie des terres incultes; aussi est-ce une obligation pour un gouvernement de ne pas être mesquin dans l'encouragement qu'il doit leur donner. L'avarice est un défaut chez les individus; chez les gouvernements, pour répéter un paradoxe devenu célèbre "C'est plus qu'un crime, c'est une faute", et une faute immense.

On parle des dangers des octrois considérables à des compagnies de spéculateurs, et on cite le mal qu'ils ont déjà fait au pays. Pour dire de telles choses, il faut ne pas vouloir penser un instant à la différence essentielle qu'il y a entre un octroi fait à une compagnie qui, pour obtenir cet octroi, est obligée d'ouvrir un chemin à la colonisation et au commerce au coeur même des terres qu'on lui concède, et les dons gratuits de terres immenses que, dans nos mauvais jours politiques, on avait faits à des compagnies ou à des individus qui n'avaient jamais eu l'idée de les exploiter.

Du reste, ces abus des compagnies qui ont monopolisé les terres publiques dans quelques pays et un peu chez nous, sont pour le gouvernement, un exemple du soin qu'on doit apporter en faisant ces concessions, mais ils ne démontrent nullement l'inopportunité de ces octrois pour des fins d'utilité publique. Que les gouvernements prennent toutes les mesures possibles pour prévenir le gaspillage et le monopole, tant mieux, c'est leur devoir, et la chose est facile; mais que, sous prétexte d'économie,

on empêche la réussite d'entreprises qui enrichissent un pays, c'est là une grande erreur.

Les gouvernements ne sont pas faits pour entasser des trésors et se faire des millionnaires; leur mission est d'utiliser pour le bien de la nation les capitaux dont ils peuvent disposer. Les terres publiques sont un capital qu'il est du devoir des gouvernements d'investir dans les entreprises utiles à la population. Quand même ce serait un don gratuit et sans bénéfice direct pour l'Etat, on devrait le faire dans l'intérêt général; mais ici ce n'est pas un don sans retour pour le gouvernement. Chaque acre de terre inculte ouvert à la colonisation et au trafic des grands centres commerciaux augmente la valeur de l'acre qui l'avoiisine dans la même proportion qu'il augmente lui-même. Tel lot qui vaut aujourd'hui vingt centins l'acre vaudra demain un écu, si un bon chemin le relie à la ville. A quoi sert au gouvernement de garder des millions d'arpents de terres improductives pendant des années et des années, s'ils ne peut les vendre qu'à des prix insignifiants? Il y a du profit à donner une moitié lorsque votre don double la valeur de la moitié qui vous reste. Si le gouvernement comprenait bien les intérêts réels de la population de cette province, il offrirait, au lieu de marchander, des octrois gratuits de terre pour ses grandes entreprises, car il n'y a rien qui puisse aussi bien guérir l'émigration et encourager la colonisation que l'encouragement de ces travaux immenses de voies ferrées qui font vivre tout une population en attendant qu'elle lui assure les moyens de conserver les avantages que cette population a pu se procurer.

C'est ainsi que le progrès a marché sur ce continent. Si St-Louis a détrôné la Nouvelle-Orléans, si Chicago a éclipsé St-Louis et si Omaha menace à son tour de détrôner Chicago, c'est par les réseaux immenses de voies ferrées dont ces villes se sont entourées par la protection généreuse des Etats, et qui ont tellement augmenté leur influence et embelli leurs destinées qu'on peut dire avec vérité que l'avenir était au Nord de l'Amérique.

Après avoir fait quelques observations sur le projet de code municipal, sur les réformes à opérer dans l'administration de la justice civile et criminelle, que nous administrons pour le pouvoir central et dont ce dernier devrait au moins payer les frais, l'orateur termine comme suit:

Je crains d'avoir fatigué l'attention de la Chambre en la retenant trop longtemps. Je n'ai qu'une dernière remarque.

L'an dernier, Son Excellence, dans son discours, nous adressait ces paroles.:

"Les progrès de l'instruction publique, la culture des sciences, des lettres et des arts, sont à notre époque, non seulement des moyens de développement et de prospérité pour un peuple, mais après l'élément religieux, constituent le signe le plus évident auquel se reconnaissent les nations vraiment civilisées.

Déjà l'ancienne province du Bas-Canada a fait dans cette direction des efforts récompensés par des succès remarquables, et, justement jaloux de ne nous laisser rien à envier aux autres pays, le gouvernement précédent a fait étudier en Europe les divers systèmes d'éducation qui y sont suivis, ainsi que les institutions littéraires et scientifiques de l'ancien monde, dans le but d'ajouter aux nôtres ce qui peut encore leur manquer. Ce grave sujet devra attirer prochainement toute l'attention de mon gouvernement.."

J'applaudissais alors avec toute cette Chambre au patriotisme qui avait inspiré ces nobles paroles, et je me rappelle encore les paroles sinon éloquentes du moins chaleureuses que je prononçais alors, la perspective brillante que nous promettait ce programme sous la direction de l'homme éminent qui en était spécialement chargé. On ne pouvait certes pas à cette époque exiger de mesures précises sur cette branche importante de l'administration.

Je vois avec plaisir que cette année le gouvernement n'a pas oublié ses promesses de l'année dernière, car je vois au dix-septième paragraphe des résolutions sur l'adresse, "que la révision de la loi des jurés et de certaines dispositions de nos lois sur l'instruction publique, et divers autres sujets liés à l'administration de la justice et à l'organisation plus parfaite de notre système de gouvernement provincial recevront aussi une part de notre attention."

Je suis heureux de voir que le gouvernement s'occupe activement de cette question, car je ne dois pas taire ici ce que tous les membres de cette Chambre doivent connaître. Du reste, l'honorable député qui a secondé l'adresse a parlé de l'hostilité de la presse vis-à-vis du gouvernement et l'a vivement blâmée. Je ne parlerai pas de la presse, car je ne crois pas que cette Chambre doive être une arène de journalistes. Je me contenterai de signaler à cette Chambre et au gouvernement que l'opinion publique est vivement émue au sujet de l'éducation et du fonctionnement de l'instruction publique. Les craintes de l'opinion doivent être dissipées, et j'ai la ferme confiance que le gouvernement le fera par ses rapports et sa législation cette année.

Les défauts que l'on signale sont-ils réels ou imaginaires? Je n'en sais rien; mais ce que je sais, c'est qu'il est du devoir du gouvernement de les faire disparaître ou de faire voir qu'ils n'existent pas.

Je me suis laissé dire, par exemple, que les écoles normales ne donnaient pas les résultats que l'on avait droit d'attendre des dépenses énormes qu'elles occasionnent. Je suis informé que ces écoles coûtent près de \$60,000 par an à la province, et qu'il n'en sort pas à présent 25 élèves par an, et que, sur ce nombre, il n'y en a pas la moitié qui se livrent d'une manière permanente à l'enseignement.

Je ne donne du reste ces renseignements que pour ce qu'ils valent et pour donner occasion au gouvernement de faire voir au pays qu'il n'y a

pas de craintes sérieuses à entretenir.

En ce qui regarde la santé publique, tout en admettant que le sujet n'est pas sous le contrôle du gouvernement local, il demande qu'on adopte quelque mesure réglant l'inspection des liqueurs et autres articles qui sont continuellement falsifiés au grand détriment du public. Il considère que si le gouvernement agit avec énergie et qu'il présente des mesures tendant au bénéfice du pays, il mérite la continuation du support qui lui a été jusqu'ici accordé et que ses amis réclament aujourd'hui. Pour sa part, il agira généreusement à son égard comme toujours, mais il assure qu'il ne votera jamais les yeux fermés.

Je termine, M. l'Orateur, en exprimant ma ferme conviction que le gouvernement a fait pour l'avancement du pays ce qu'il était en son pouvoir de faire; je dirai, comme l'honorable député qui a appuyé l'adresse, que je crois leur politique marquée au coin de la bonne foi et de la bonne volonté, et je m'efforcerai de leur procurer, dans la mesure de mes faibles moyens, la paix et la stabilité dans la confiance que la nation leur donne.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Commence par exprimer la joie qu'il a ressentie en voyant la manière avec laquelle le discours a été accueilli. Les sujets dont il veut traiter et qu'il veut expliquer ont rapport au gouvernement dont il fait partie. Il complimente Sir G.-E. Cartier dont il regrette l'absence en Chambre et explique le différend entre lui et Sir G.-E. Cartier au sujet de la Confédération.

Parlant des attaques qui ont été faites contre le gouvernement en dehors de la Chambre, il dit que son discours de la dernière session sur le budget a été mal interprété par une partie de la presse, et qu'il n'a jamais songé à donner au gouvernement local une importance non méritée. Les fonctions de ce gouvernement sont inférieures à celles du pouvoir fédéral; mais personne ne niera qu'ils aient l'un et l'autre des pouvoirs égaux, et c'est tout ce qu'il a réclamé.

Il regrette le retard dans le règlement final des comptes entre Ontario et Québec, mais ni le trésorier de l'Ontario ni les autorités fédérales ne sont blâmables pour ce retard parce qu'ils ont tout fait pour en venir à un règlement satisfaisant. Le pouvoir est entre leurs mains depuis dix-huit mois, mais il fallait réorganiser les départements et faire beaucoup d'autres affaires, et cependant les négociations ont fait un grand progrès.

On s'est d'abord accordé sur le montant total de la dette conjointe des deux provinces, et on a laissé aux arbitres de décider quelle partie devrait être portée au compte de chaque province. C'était une affaire difficile, et c'est pour cela seulement que l'acte de Confédération ne l'a pas réglée. On ne pouvait espérer qu'il serait en état, outre ses autres occupations, de déchiffrer tous les comptes embrouillés relatifs aux dettes conjointes de l'Ontario et de

Québec dans un si court espace de temps et, en justice pour sa propre province, il ne pouvait soumettre l'affaire aux arbitres avant d'être très familier avec les comptes. Il est allé plusieurs fois à Ottawa où il a conféré sur le sujet avec le ministre des Finances et le trésorier de l'Ontario, et il n'a aucun doute que l'affaire sera réglée d'une manière équitable et juste pour les deux provinces.

Pendant ses nombreux voyages à Ottawa, il fut accompagné par l'auditeur de son département. Il explique la nature de la correspondance échangée entre lui et les ministres à Ottawa, laquelle sera soumise à la Chambre dans quelques jours. On verra alors que les affaires financières de la province ont été administrées avec autant de régularité et d'économie que possible. Les journaux de la province ont dit qu'il négociait un emprunt mais il n'y a jamais songé, ni lui ni ses collègues.

Faisant allusion au discours du trône, il dit que la Chambre sera heureuse d'apprendre qu'au lieu d'un déficit comme on l'a prophétisé avec persistance dans certains quartiers, il sera en état de prouver tout à fait le contraire lorsqu'il fera son exposé financier.

Il n'a pas le plus léger doute que la question d'éducation sera réglée à la satisfaction des protestants et des catholiques. Sous l'ancienne constitution, quand son ami Sir G.-E. Cartier était chef du gouvernement, il était impossible de modifier le système scolaire du Bas-Canada sans légiférer en même temps pour le Haut-Canada. Cependant, il serait impossible de compléter un code de lois sur ce sujet jusqu'à ce qu'on connaisse l'état des finances. Le règlement de cette question a d'abord rencontré beaucoup de difficultés par le fait que si l'on proposait des changements pour une province, sa voisine demandait les mêmes changements. La difficulté n'existe plus maintenant et il n'y a rien qui puisse prévenir un prompt règlement de la question.

Il sait que les salaires des ministres québécois, collectivement, sont plus élevés que ceux de l'Ontario, mais il présentera bientôt cette question à la Chambre, assuré qu'elle aura alors une attitude de bon sens. Pour avoir l'ouvrier, il faut lui payer son salaire.

Le gouvernement a aussi l'intention d'effectuer le plus tôt possible un relevé géographique qui ne serait pas de haute qualité scientifique, mais très pratique, en relevant le meilleur emplacement pour la coupe du bois et autres choses du genre. Ce relevé aidera la colonisation.

Sur toutes ces questions, le gouvernement sondera les opinions de la Chambre, et les accueillera avec plaisir. Le gouvernement veut continuer harmonieusement le travail qu'il a si bien commencé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Se plaint du retard que l'on a mis à convoquer le

Parlement. Il prétend que l'état non réglé de l'arbitrage financier que l'on donne pour excuse n'est pas une justification. Il attribue le retard au fait que les mesures du gouvernement ne sont pas prêtes et au principe du double mandat, le gouvernement voulant accommoder les députés qui ont des sièges à Québec et à Ottawa, se montrant en cela plus soucieux des intérêts privés que de ceux de la province.

Il blâme fortement la servilité manifestée envers le gouvernement fédéral et prétend que le gouvernement local doit être hors du contrôle étranger. Il est d'opinion que les efforts faits pour amoindrir le prestige du gouvernement local en faveur du pouvoir central doivent être repoussés avec fermeté, et que la dignité du premier doit être vigoureusement maintenue. Il donne pour exemple du mépris du gouvernement local le refus du titre Son Excellence à son premier officier.

Il pense que le gouvernement se montrera digne du respect de la Chambre en ne cédant pas un seul iota de ses droits à la pression du gouvernement fédéral. Il espère que le double mandat sera aboli par la Chambre durant cette session. Il votera en faveur de l'adresse.

M.E. LABERGE (Châteauguay): Présente de courtes observations au sujet de la colonisation, des manufactures, de l'agriculture, du chemin de fer des Piles et de l'émigration. A ce dernier propos, faisant allusion aux demandes d'octrois gratuits des terres provinciales, l'honorable député dit qu'il ne désapprouve point ces concessions, mais qu'il désire qu'elles se fassent sous des conditions de contrôle, avec des garanties telles que le pays, à la place des spéculateurs avides, bénéficie des avantages de ces sacrifices. Il exprime aussi le désir de voir cesser les abus signalés dans l'organisation des écoles normales.

Il croit fondées les craintes à l'effet que la Confédération ne soit qu'un acheminement vers une union législative; le fait se démontre au fur et à mesure que les événements se développent.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Félicite le procureur général et le solliciteur général de leur habileté dans les importantes fonctions qu'ils occupent; il commente les articles de l'adresse, et les approuve.

Il rappelle à la Chambre l'organisation vicieuse de l'administration judiciaire dans les campagnes. Il dit avoir éprouvé par expérience, que les juges de paix sont loin d'être à la hauteur de leur mandat et manquent le plus souvent des connaissances élémentaires indispensables à leur charge. Il demande la suppression des juges de paix et leur remplacement par des magistrats stipendiés; la justice s'en portera mieux, et cela coûtera moins cher. Il cite un cas de Saint-Hyacinthe où, à la fin du dernier terme de la cour criminelle, des irrégularités graves se sont produites.

L'HONORABLE H. LANGEVIN (Dorches-

ter): Complimente le trésorier sur son discours. Il espère qu'avant longtemps les contrées du Lac Saint-Jean seront couvertes de colons. Il attend avec impatience les explications du trésorier relatives aux chemins à lisses, à la colonisation et à l'agriculture, parce que l'avenir du Québec et son importance dans le Parlement fédéral en dépendent. Il est content d'apprendre que les meilleurs sentiments existent entre les deux gouvernements.

Ces questions ne doivent pas être considérées seulement comme mesures propres à ouvrir nos terres, mais surtout au point de vue du retour de nos compatriotes en Canada. C'est là une corde sensible, mais il faut néanmoins ne pas craindre de la faire vibrer, attendu qu'il s'agit de notre avenir. Oui, de l'accroissement de notre population dépend notre influence future à Outaouais dans les conseils de la nation. On sait qu'en vertu de l'Acte d'Union, nous avons un nombre fixe de représentants. Il est de la plus haute importance que nos rangs reçoivent du secours, que le retour de nos compatriotes, que des émigrés d'Europe, des Belges et des Français, etc., viennent se joindre à nous pour augmenter notre influence et contribuer à la prospérité du pays. Si nous avons une politique libérale dans l'établissement des terres, dans la construction des chemins, nous retiendrons sur le sol de la patrie des enfants prêts à tenter la fortune sous un ciel étranger, nous attirerons au milieu de nous ces bras qui sont si précieux, et une foule de travailleurs intelligents. Il y aura toujours une immigration, c'est inévitable; les courants ont commencé à couler dès les premiers jours de la Nouvelle-France. Cela tient à l'esprit aventureux de notre race. Ayons donc une politique libérale si nous ne voulons pas que nos compatriotes disent adieu à leur pays.

Il est heureux d'entendre le trésorier (l'honorable C. Dunkin) dire que les relations entre les gouvernements, local et fédéral, sont bonnes. Si le gouvernement adopte la politique libérale que je préconise, nous verrons un jour la fin de l'émigration de cette province. Le gouvernement fédéral ne veut rien imposer au gouvernement provincial, mais il veut lui accorder tout secours.

Parlant du veto du gouvernement fédéral, un orateur s'est élevé avec force contre ce pouvoir, et livré à des attaques que ne justifient point les faits. Il a prétendu que le gouvernement fédéral voulait se servir du veto comme d'une arme pour battre en brèche les gouvernements provinciaux et amener l'union législative. Or, cette assertion est en contradiction flagrante avec les faits. Il suffit de donner une seule preuve. La constitution accorde au gouvernement fédéral le droit de désavouer dans certains cas les lois des législatures locales. Il n'a pas voulu en faire usage dans la mesure de son droit. Il s'est contenté d'avertir le gouvernement de l'Ontario que ses lois n'étaient pas suivant la constitution et de demander de les amender. Le gouvernement fédéral ne veut pas abuser de son droit de

veto comme le prouve le témoignage de la Législature d'Ontario et celui de l'honorable trésorier de cette province, qui vient de reconnaître que le gouvernement fédéral n'a rien fait pour empêcher le règlement de la dette des deux provinces. Le cabinet fédéral n'aurait aucun intérêt à favoriser les projets qu'on lui prête, puisque tous ont des intérêts identiques. Le gouvernement fédéral ne désire aucunement envahir les privilèges des provinces et il ne le fera pas. Les deux niveaux de gouvernement ont des intérêts communs, ils ont donc avantage à entretenir des liens solides.

La négociation a été retardée par les occupations du ministre des Finances d'Outaouais qui s'est hâté pendant que l'argent était abondant sur le marché monétaire de contracter un emprunt. Il fallait agir de suite et conclure un bon marché.

Il a la conviction que les mesures promises par le gouvernement seront de nature à favoriser considérablement les intérêts du public et que le pays ne sera pas trompé dans son attente. Il a été content d'entendre dire que la question de l'éducation allait recevoir l'attention qu'elle mérite et qu'on allait répondre aux plaintes de toutes les croyances et de toutes les races.

On remet toujours sur le tapis la question du double mandat et ce sont toujours des partisans de la liberté populaire qui l'agitent. Mais est-ce logique? Devrions-nous les voir, eux, les libéraux, chercher à restreindre les droits du peuple? Les députés ayant un double mandat sont ici de par la volonté du peuple; le jour où il ne jugera plus la présence de quelques hommes nécessaire dans l'un et l'autre Parlement, il le dira. Mais, encore une fois, c'est le peuple qui doit décider cette question; il est le meilleur juge en cette matière.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Préconise la construction de chemins à lisses de bois. Ces lisses ne coûtent pas cher et favorisent grandement la colonisation de la province. Il s'oppose néanmoins à l'octroi de terres à toutes sortes de spéculateurs. Il appuie le gouvernement actuel et votera en faveur de l'adresse.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il a écouté avec beaucoup de plaisir les remarques de l'honorable secrétaire d'Etat (M. L.-H. Langevin) au sujet de l'immigration et de la colonisation. Il a été particulièrement heureux d'entendre cet honorable monsieur déclarer que nous devons maintenant suivre une politique libérale. Il est en effet nécessaire, pour nous, de faire disparaître les entraves qui ont retardé jusqu'à maintenant le développement du pays. Nous devons, au contraire, inaugurer une politique large, agressive, libérale en un mot.

Il a signalé trois moyens de favoriser la colonisation. Il a dit qu'il fallait d'abord travailler à retenir sur notre sol la population native; que nous devions en même temps chercher à

rappeler au milieu de nous les Canadiens expatriés et à attirer sur nos côtes l'immigration étrangère. Il (M. Marchand) concourt parfaitement dans les deux premières suggestions; quant à la troisième, il fait ses réserves.

Il ne veut pas dire que nous devrions fermer nos ports aux immigrants d'outre-mer; mais avant de songer à les inviter, il est tout naturel que nous nous occupions un peu de nos propres compatriotes. Ceux-ci sont d'ailleurs plus propres au développement de notre pays que des gens qui n'en connaissent aucunement les ressources et qui en ignorent complètement la langue et les usages.

Les Canadiens, comme travailleurs, ne peuvent être surpassés; ils sont préférés, dans les Etats-Unis, aux ouvriers de toutes les autres nationalités et leur travail fait aujourd'hui la richesse de la plupart des grandes entreprises industrielles de l'Union; peut-on supposer que leurs qualités, si bien appréciées par nos voisins, disparaîtront lorsqu'ils auront remis le pied sur le sol natal?

D'un autre côté, il est indispensable, au point de vue même de ceux qui désirent l'immigration européenne, que nous arrêtons le courant de l'émigration canadienne vers les Etats-Unis. Nous devons supposer que ces populations que l'on veut attirer ici agissent avec intelligence et discernement; elles prendront sans doute la peine, avant d'accepter notre invitation, de s'enquérir de ce qui se passe chez nous.

Et pense-t-on que le spectacle d'une population qui émigre en masse sera de nature à leur donner une idée favorable de notre prospérité? Elles jugeront tout naturellement que le pays n'a pas les avantages qu'on lui attribue, puisque la population native s'en éloigne; et, si elles ont le sens commun, elles se dirigeront ailleurs.

Il est donc urgent, avant de songer à attirer chez nous les populations étrangères, d'employer tous les moyens à notre disposition pour retenir notre propre population et pour appeler les Canadiens qui, faute d'encouragement dans leur pays natal, sont allés chercher une subsistance ailleurs.

Je sais qu'un grand nombre de nos hommes publics prétendent que tous les efforts que nous pourrions faire pour rapatrier les Canadiens émigrés seraient inutiles, attendu que ceux-ci ne voudront jamais rentrer au pays. Je suis en mesure de contredire formellement cette prétention; j'ai en main des preuves évidentes du contraire, que j'aurai, sous peu de jours, l'honneur de soumettre à cette Chambre et je me fais fort d'exprimer le sentiment de plusieurs milliers de Canadiens expatriés lorsque je dis qu'ils soupirent ardemment après le moment où les circonstances leur permettront de rentrer au pays. Pour cela, ils ne demandent qu'une chose, c'est qu'on leur accorde les mêmes avantages que ceux que l'on paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Ce qu'il faut avant tout, c'est un système de colonisation facile et pratique, parfaitement exempt de toute influence politique et qui puisse offrir aux colons les renseignements et les garanties indispensables aux succès.

Il (M. Marchand) entre ici assez longuement dans le détail d'un plan d'organisation destiné à assurer les résultats désirés. Il s'agirait de permettre aux sociétés d'agriculture, sous la direction de la Chambre d'agriculture du Bas-Canada, de se constituer en société de colonisation. Chacune d'elles recevrait du gouvernement une certaine étendue de nos terres publiques qu'elle serait chargée de coloniser. Une allocation lui serait en outre accordée pour être employée à l'ouverture des chemins dans son territoire. Le secrétaire-trésorier aurait en main les cartes et indications nécessaires, qu'il serait tenu d'exhiber aux personnes désirant s'établir. Un agent local, qui serait lui-même un colon, ferait ouvrir les chemins sous la direction de la société et se chargerait de renseigner les nouveaux arrivants. On conduirait ainsi le colon par la main jusqu'à sa nouvelle propriété; les colons de chaque comté se grouperaient dans leur petite colonie, y attireraient leurs amis des Etats-Unis et, en peu d'années, nous compterrions à la place de nos immenses forêts, autant de noyaux de colonisation qu'il y a de sociétés d'agriculture dans la province. Ce système aurait l'avantage de recevoir son application au moyen d'une organisation toute faite et qui fonctionne déjà d'une manière très satisfaisante.

Il (M. Marchand) indique aussi comme moyen de favoriser la colonisation les octrois gratuits de terres en faveur des colons. Il cite l'exemple des Etats-Unis qui ont puisé dans ce système l'immense développement de leurs terres publiques et de leurs revenus. On lui objectera peut-être que la vente des terres de la Couronne est une des principales sources de revenu pour la province et que sans elle, le gouvernement pourrait difficilement rencontrer ses dépenses. Il ne faut pas oublier cependant que cette vente des terres publiques n'offre qu'un revenu temporaire qui disparaîtra bientôt, tandis que l'octroi gratuit nous assurera une augmentation de population qui, par la production et la consommation, offrira à l'Etat une source permanente de revenu, plus considérable et plus certaine que celle sur laquelle il compte aujourd'hui.

Le moment est on ne peut plus favorable aux projets de ceux qui désirent offrir à notre population des avantages suffisants pour l'empêcher de s'expatrier. Une ère nouvelle de prospérité paraît sur le point de s'ouvrir pour notre province. On n'entend parler de toutes parts que d'entreprises industrielles et de chemins de fer dont l'exécution occupera des milliers d'ouvriers. Il est à désirer qu'on ne laisse pas passer cette occasion qui s'offre peut-être pour la dernière fois.

Pour la raison qu'il désire voir la population du pays profiter de tous ces avantages, il (M.

Marchand) regrette le choix que l'on a fait du commissaire chargé de surveiller l'exécution des travaux du chemin de fer Intercolonial dans la province de Québec. Il n'a rien à dire contre le caractère personnel de ce monsieur; il lui reconnaît même des capacités peu ordinaires et un caractère très honorable; mais on aurait pu trouver, dans la province intéressée, plus d'une personne identifiée avec ses intérêts qui eût parfaitement rempli les devoirs de cette charge.

Naturellement, le commissaire actuel tournera ses efforts et ses faveurs du côté de ses sympathies. Au lieu de rechercher, pour l'exécution de ses travaux, des ouvriers canadiens, il sera porté à favoriser, indirectement peut-être, mais effectivement toujours, l'importation d'ouvriers étrangers qui, après avoir recueilli le produit des travaux exécutés aux dépens de la population native, s'en iront avec leurs épargnes augmenter la prospérité d'une autre province, où des liens d'une commune origine les attireront toujours.

Quant à la question du double mandat, qui a été introduite incidemment dans la discussion, il n'en fera mention que pour réfuter ce qui paraît avoir été le principal argument invoqué par le secrétaire d'Etat en faveur du principe. Cet honorable monsieur a prétendu qu'il fallait respecter l'opinion publique qui, selon lui, s'est prononcée favorablement au double mandat en confiant à un certain nombre de nos hommes publics le mandat fédéral et local. L'argument de l'honorable secrétaire tourne évidemment contre lui et, pour s'en convaincre, il n'aura qu'à jeter un regard sur cette Chambre, où il ne trouvera que quinze double-mandataires sur soixante-quatre députés.

Il est possible que des hommes du caractère de l'honorable secrétaire d'Etat jouissent auprès de leurs constituants d'une assez grande considération pour en obtenir les deux mandats, mais ce n'est là que l'expression d'un sentiment d'estime personnelle, qui n'indique aucunement l'opinion populaire dont on doit rechercher l'expression dans le vote général des électeurs de la province. Or, les électeurs ont rendu leur verdict, aux dernières élections, contre le double mandat, par une immense majorité de voix. L'honorable secrétaire qui professe avec raison un grand respect pour l'opinion publique n'a donc qu'une chose à faire, c'est de se conformer à cette décision.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): A parlé assez longuement de la loi des écoles adoptée à la dernière session et de l'attitude condamnable prise par la Corporation de Montréal. Il se plaint beaucoup de la conduite injustifiable du conseil de ville de Montréal, qui a soulevé des questions de religion à l'occasion des écoles; il nie positivement que la plus parfaite harmonie ait cessé un seul instant de régner entre tous les membres du cabinet. Comme preuve des bonnes intentions de la libéralité de la majorité canadienne-fran-

çaise, il a cité l'élection de nombre de députés protestants par des comtés tous canadiens et catholiques.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il est de son devoir à la fin de ce débat de remercier l'honorable représentant qui a proposé les résolutions ainsi que l'honorable député de Compton et, de fait, tous ceux qui y ont pris part pour les paroles bienveillantes qu'ils ont prononcées tant au sujet du discours lui-même qu'à l'adresse du gouvernement.

Je dois dire, ajoute-t-il que le gouvernement n'a pas eu à se justifier ou à s'excuser d'aucune chose puisqu'aucune accusation n'a été portée contre lui et si quelques membres ont parlé de la sympathie à laquelle le gouvernement a droit, c'est qu'ils ont apprécié la position difficile dans laquelle il a été placé. Sans doute que les membres du gouvernement ne sont pas des hommes nouveaux en politique; sans doute que le gouvernement lui-même n'est point nouveau puisqu'il a plus d'une année et demie d'existence. Mais, c'est le système qui est non seulement nouveau mais exceptionnel. Ce n'est pas un gouvernement qui en remplace un autre dans le cours ordinaire des choses. C'est un gouvernement qui fut chargé d'inaugurer une nouvelle constitution dans des circonstances qu'on chercherait en vain dans notre histoire; je dirai plus; un système de gouvernement qui n'a son semblable nulle part.

La confédération américaine est une république, il en est de même de la confédération helvétique et, si la nouvelle confédération du Nord de l'Allemagne a quelque apparence d'un gouvernement constitutionnel, de même que l'on disait autrefois que le gouvernement de la France était une monarchie absolue tempérée par des chansons, on peut dire que les libertés de ce gouvernement constitutionnel sont singulièrement modérées par le sabre de la Prusse. Notre confédération est peut-être le seul exemple d'un système monarchique constitutionnel avec des provinces sous le gouvernement central reproduisant dans leur sphère la constitution même de ce gouvernement. Si l'on ajoute que cette confédération est une possession coloniale, qu'elle ne jouit pas de son indépendance, que les rapports des gouvernements locaux avec le gouvernement fédéral sont compliqués par ceux de ce dernier avec le gouvernement impérial, il n'y a pas à s'étonner si quelques lenteurs, quelques embarras se manifestent dans l'ensemble et les détails du nouveau mécanisme. Les seules questions soulevées pour l'organisation de ce gouvernement par l'interprétation de la constitution étaient suffisantes pour occuper pendant assez longtemps les deux ministères.

Pour notre part nous nous sommes trouvés dès l'abord en face d'une difficulté formidable, cette question de la division du surplus de la dette entre les deux provinces. On peut concevoir une idée de la difficulté de cette question

en songeant qu'elle nous a été léguée par les auteurs de la Confédération comme exigeant trop de temps et comportant trop de détails pour être réglée avant l'adoption du projet; et ce qui était si difficile pour l'ancienne province du Canada n'est point devenu plus facile lorsqu'il y a maintenant trois parties concernées, trois gouvernements discutant et négociant entre eux. L'honorable trésorier de la province s'est appliqué à cette grande question avec toute l'activité, toute l'énergie, toute la persévérance qu'on lui connaît; il a fait plusieurs voyages à Ottawa, il y est resté longtemps avec l'auditeur des comptes, il a conféré avec les ministres des Finances des deux autres gouvernements; nous nous sommes encore tout dernièrement rendus, lui et moi, à Ottawa et d'Ottawa à Toronto pour cet objet et tout ce que nous pouvons dire c'est que si le trésorier de l'Ontario qui s'est rencontré avec son Parlement plus promptement que nous avec le nôtre, a pu rendre publiques ses négociations, nous ne sommes aucunement en arrière dans les nôtres. On a dû remarquer dans les télégrammes qui ont été publiés, une dépêche du premier ministre de l'Ontario par laquelle il accuse réception d'une lettre de mon honorable collègue dans laquelle il concourt entièrement. Ce seul fait indique, ce me semble, que l'honorable trésorier n'a pas été le dernier à prendre l'initiative sur les questions à régler préliminairement entre le gouvernement fédéral et les deux provinces; et le trésorier de l'Ontario reconnaît lui-même tout le secours qu'il a tiré des études et des démarches de mon honorable collègue.

Plusieurs autres questions importantes nous ont occupés durant la vacance. Les arpentages sur la ligne du chemin de fer Intercolonial ont été en première ligne. Nous n'avons pas hésité à dépasser nos crédits en une somme considérable pour cet objet, certains d'avance de l'appui de la Chambre lorsqu'il s'agissait d'une mesure si importante, au point de vue de la colonisation. Nous n'avons pas hésité davantage dans quelques cas à dépasser des crédits pour plusieurs travaux de colonisation qui nous ont paru urgents dans des cas où l'argent déjà employé par le gouvernement l'eût été avec beaucoup moins d'efficacité si nous avions attendu l'ouverture des Chambres. Ces travaux ont été exécutés promptement, sûrement et avec économie.

Mais la question la plus importante dont nous avons eu à nous occuper, c'est celle qui avait rapport à la coupe des bois sur les terres de la couronne. Nous avons vu là un grand intérêt public, nous avons agi promptement et avec fermeté malgré bien des récriminations et nous avons la satisfaction de voir que non seulement nos règlements ont l'approbation du commerce lui-même, mais que dans la Législature et dans la presse de l'Ontario on les propose comme modèles à suivre au gouvernement de cette province.

Le plus grand honneur de cette importante

décision revient à l'honorable commissaire des Terres de la Couronne, qui a su dans cette circonstance vaincre bien des préjugés, faire triompher l'intérêt public sur l'intérêt privé et en fin de compte concilier habilement l'un avec l'autre. Le sens pratique que mon honorable collègue a montré est une de ces choses par lesquelles on peut en toute sûreté juger un ministre et un gouvernement.

On sait avec quelle anxiété nous cherchions l'année dernière des ressources pour nos chemins de colonisation, on se souvient aussi que le gouvernement promit d'augmenter s'il était possible pour cet objet les revenus des terres de la couronne sans nuire aux colons, enfin on se rappelle quelle inquiétude manifestèrent quelques membres de cette Chambre au sujet de la trop rapide dévastation de nos forêts. Par les nouveaux règlements, la rente payée par l'exploitant a été augmentée de moitié (cinquante pour cent) le terme du bail a été étendu, le revenu a été augmenté, l'intérêt de la province est devenu celui du fermier de la couronne, ce grand industriel se constituera de lui-même le garde-forêt, nous n'aurons point à établir un système coûteux de protection, et l'industrie trouvera dans cette nouvelle condition non seulement une ample compensation à la taxe prélevée, mais encore elle se réglera et se dirigera d'une manière plus profitable et pour elle-même et pour le pays.

Enfin, un autre sujet également lié avec le développement des ressources du pays nous a occupés pendant la vacance. Frappés des difficultés que rencontrait l'exécution des règlements sur l'immigration et des inconvénients qui en résultaient au point de vue non seulement des intérêts du pays mais au point de vue de l'humanité, nous avons pris l'initiative et adressé au gouvernement fédéral un memorandum à la suite duquel une conférence entre les différents gouvernements a été décidée.

Et je dirai que j'ai été particulièrement heureux d'entendre l'honorable secrétaire d'Etat s'exprimer comme il l'a fait au sujet de l'immigration. Refuser notre part de cette source de prospérité, ce serait abdiquer une partie de notre importance, une partie de nos droits. Sans doute qu'il faut employer la plus grande partie de nos ressources à retenir nos compatriotes, à faire revenir ceux qui ont émigré; mais aussi il n'est point question d'accorder aux émigrés d'Europe ce que nous refuserions aux Canadiens des Etats-Unis; je puis même dire que nous avons eu soin que, dans les termes des résolutions adoptées par la conférence, ils fussent mis sur le même pied. Faisons tout notre possible pour arrêter l'émigration; quand nous aurons fait tout notre possible, elle sera diminuée sans doute mais elle n'aura point cessé. Il y a deux grands courants d'émigration dans le monde: ils sont de tous les temps, il semblent être voulus par une loi naturelle; c'est un courant de l'est à l'ouest, un autre courant du nord vers le sud.

Nous avons naturellement à souffrir de notre position sur ce continent en ce qui concerne l'un de ces mouvements; mais, d'un autre côté, nous sommes sur la route de l'autre courant; tâchons d'en profiter, tâchons de retenir un peu du transit humain qui passe sur nos rives, de réparer par là au moins une partie de nos pertes. On s'est plaint de ce que le courant de l'immigration britannique ne faisait que passer à travers notre pays: il n'en serait peut-être pas ainsi de celle du continent de l'Europe et je sais que le gouvernement fédéral est disposé à faire pour cette dernière immigration tout ce qu'il fera pour l'immigration britannique. Du reste, le projet adopté à la conférence d'Ottawa permettra à chaque province et de tirer parti des efforts et des dépenses faites par le gouvernement central et de suppléer au besoin à ce qui pourrait lui paraître insuffisant dans ses efforts. Il ne s'agit point pour nous de faire de grandes dépenses comme province pour cet objet, de se risquer dans des aventures coûteuses, il s'agit simplement de tirer parti de ce qui dans tous les cas se ferait sans nous et, comme membres de la Confédération, en partie à nos dépens.

On a traité de chimérique le projet d'une immigration belge ou française, on a beaucoup exagéré. Je ne dis point qu'une telle immigration pourrait s'établir promptement et sur une large base; mais des essais bien dirigés ne seraient probablement pas infructueux. Il y a ceci à observer, c'est que des Bretons, ou des Belges ou n'importe quelle autre classe d'émigrés une fois sur notre sol ne seraient peut-être point pendant quelque temps, du moins, aussi exposés à la tentation de l'immigration aux Etats-Unis que notre population: l'ignorance complète de la langue qui y prédomine et le manque de rapports avec ces populations y seraient pour beaucoup. On sait que c'est en bonne partie les lettres et les conseils de parents et d'amis déjà établis aux Etats-Unis qui y attirent nos compatriotes; tandis qu'au contraire les lettres et les avis des familles composant ces petits noyaux d'émigration continentale que nous pourrions former attireraient également ici leurs parents et leurs amis d'Europe.

Du reste, tout ce qui sera fait pour l'encouragement de l'agriculture, de la colonisation, pour le perfectionnement de nos institutions municipales, contribuera à favoriser l'immigration. Ce qui nous manque le plus en Europe, surtout sur le continent de l'Europe, c'est d'être connus. Il y a en Europe de nombreuses populations rurales dont la somme d'aisance et de bonheur est bien au-dessous de celle de la moyenne des classes correspondantes sur ce continent, même de celles de notre pays, malgré les rigueurs du climat et les difficultés qui nous entourent. Aider au gouvernement central à nous faire connaître, prendre soin des émigrés, leur assurer comme à la population native une condition prospère reste notre tâche. Elle se trouve être aussi celle des sociétés de colonisation, qui pourront agir comme sociétés d'immigration

soit en ce qui concerne nos compatriotes établis aux Etats-Unis soit en ce qui concerne les immigrés d'Europe.

Le gouvernement propose des mesures importantes pour tous ces objets et il est également sincèrement désireux d'encourager dans les limites de ses ressources les projets de chemins à lisses. En ce qui concerne l'octroi gratuit des terres, il nous faudra agir avec la plus grande prudence, elles sont une de nos plus grandes ressources. Déjà le gouvernement sous l'ancienne constitution accordait des lots de terre gratuitement sur les grands chemins de colonisation; nous nous proposons de continuer ce système; mais nous ne pouvons point pour bien des raisons faire ce qui se fait aux Etats-Unis, donner une partie bien considérable des terres publiques gratuitement.

Aux Etats-Unis et dans le Haut-Canada, les colons, au moyen du système municipal qui y agit avec plus de vigueur et de promptitude, font leurs chemins eux-mêmes. Ils ont aussi généralement moins d'obstacles du côté de la nature au moins en ce qui concerne une grande partie de notre pays. Le gouvernement est obligé de faire lui-même les chemins de colonisation; ce qu'il retirera de la coupe du bois et de la vente des terres peut donc être considéré comme une taxe pour ces chemins.

Il est également évident que la plus grande prudence devra être apportée dans les octrois de terres à des compagnies; autrement, nous courons le risque de rétablir sur bien des points un monopole qui nous a fait tant de mal sous nos anciennes constitutions et contre lequel le Bas-Canada a lutté si longtemps et dont la province de Québec ressent encore les mauvais effets.

Tels sont quelques-uns des sujets importants mentionnés dans le discours du trône, soit comme le résumé des mesures adoptées déjà par le gouvernement, soit comme l'exposé de nos projets pour l'avenir. Il m'est impossible de parcourir tous les autres sujets à cette heure avancée de la nuit.

L'honorable représentant du comté de Terrebonne a regretté que les discours ne parlissent point davantage de l'instruction publique et il l'a fait contraster avec ce qu'il appelle les termes pompeux du discours de l'année dernière.

Le discours de l'année dernière ne contenait point seulement le programme de la session, ni celui d'une ou deux sessions, il contenait l'exposé de tous les droits et de tous les pouvoirs accordés aux institutions locales.

Nous disions au peuple de cette province quelle était l'étendue des droits qu'on lui avait conférés. Là-bas, lui disions-nous, vous discuterez et vous réglerez avec les autres provinces les grands intérêts du commerce, de la navigation, des tarifs, de la défense du pays; de tout ce qui vous est commun avec ces provinces. Ici, vous réglerez plus en famille, plus chez vous, tout ce qui regarde l'agriculture, la colonisation, l'ins-

truction publique, les institutions municipales et une partie de ce qui concerne l'administration de la justice. Vous n'êtes ici, sans doute, déshérités nulle part, mais vous avez un héritage qui vous appartient plus intimement. Etais-il nécessaire de redire toutes ces choses dans le discours de cette année?

Et puisque j'en suis sur ce point, je dirai quelque chose des rapports du gouvernement fédéral avec les gouvernements locaux. Il n'est peut-être point surprenant que dès le début il se manifeste deux tendances contraires dans l'opinion publique que les uns tendent à centraliser, les autres à décentraliser; c'est la nature de l'esprit humain, c'est l'histoire de toutes les constitutions et de tous les régimes. Pour notre part nous entendons ne rien céder des droits de la province ni empiéter en rien sur ceux que la constitution a accordée au gouvernement d'Ottawa. Nous n'en pouvons donner de meilleure preuve que l'empressement avec lequel nous avons réservé à la sanction du gouverneur général un des bills passés par les deux branches de notre législature.

Quant à la législation de la dernière session, nous sommes en correspondance avec le gouvernement fédéral, et nous avons tout lieu de croire que les changements que nous aurons à faire à cette législation qui a été pour bien dire unanime, ne seront que peu nombreux et peu importants et constateront la grande prudence de notre Législature et un grand respect pour la constitution.

L'honorable secrétaire d'Etat a bien voulu parler des rapports des deux gouvernements et répondre à certaines insinuations malveillantes à ce sujet. Il me semble que l'appui que les ministres du gouvernement fédéral qui font partie de cette Chambre ont donné et donnent à notre gouvernement et que celui que les ministres locaux, membres de la Chambre des Communes, ont donné au ministère fédéral sont des preuves évidentes et frappantes de l'absurdité de ces insinuations.

Il est un autre sujet sur lequel je ne dirai qu'un mot. C'est l'insinuation ou même l'assertion positive de dissensions dans le cabinet local. L'honorable procureur général a répondu avec éloquence à ces accusations; mais il y a quelque chose de plus éloquent que ses paroles encore, c'est sa présence dans le gouvernement.

Je reviens au sujet de l'instruction publique. C'est peut-être celui qui est le plus intimement lié avec celui de nos finances et de nos ressources. Que l'on soit obligé de diminuer les octrois de la colonisation, ce qui aura été fait restera fait, il n'y aura ni bouleversement, ni découragement, ni désarroi. On pourrait déplore cette diminution, mais aucune perturbation organique n'aura été causée dans notre système. Qu'au contraire le gouvernement se lance dans des voies nouvelles en ce qui concerne l'instruction publique, sans connaître précisément nos ressources, qu'il change l'organisation du système, qu'il crée de nouvelles institutions, pour les

laisser tomber plus tard, quel profond découragement, quelles déceptions, par suite que de tristes résultats!

Je dois remercier l'honorable représentant du comté de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) de l'occasion qu'il m'a fournie de rendre justice à nos écoles normales. Comme bien d'autres institutions, ces écoles n'ont peut-être pas encore produit tous les résultats que l'on pourrait désirer. Elles ont produit plus cependant qu'on n'en espérait. L'honorable secrétaire d'Etat connaît aussi bien que moi tous les obstacles qui s'opposent au développement de ce système, et il a suivi de près et avec le plus vif intérêt les grands résultats obtenus dans toute une moitié de la province, par les efforts zélés de quelqu'un qui lui est bien cher.

L'honorable représentant de Terrebonne a été mal informé sur le coût de ces écoles et sur le nombre d'élèves qui enseignent, mais je dois lui rendre cette justice qu'il n'a pas non plus donné comme positifs les chiffres qu'il a mentionnés. Il paraît croire que les écoles normales coûtent 60,000 piastres par année. Il est bien vrai que le budget de l'année dernière porte cette somme, mais c'était pour dix-huit mois. Il reste donc quarante mille piastres desquelles il faut déduire les revenus des écoles par les rétributions et pensions des élèves. Je n'ai point sous la main les chiffres de ces recettes pour l'année dernière, mais j'ai ceux de 1866, ils se montent à près de dix milles piastres; c'est donc environ trente mille piastres que coûtent nos trois écoles normales par année.

L'honorable député paraît croire que 25 élèves par année seulement se consacrent à l'enseignement. J'ai ici les chiffres d'un rapport

qui a été soumis l'année dernière à la demande de l'honorable député de Chicoutimi. Il résulte de ce rapport que, dans, une période de dix années dont la première devrait en toute justice être déduite car les écoles normales n'avaient été organisées que tard dans cette année-là, 1,500 élèves ont fréquenté les cours des écoles normales, 890 en sont sortis avec des diplômes et 627 enseignaient ou avaient enseigné. Mais, même en calculant pour une période de dix années, cela donnerait une moyenne de soixante et quelques élèves par année.

Ces chiffres ne sont peut-être point tout ce que l'on pourrait désirer; ils sont beaucoup au-dessus de ce que j'espérais moi-même lors de la fondation de ces institutions. Il est du reste de toute justice de dire que ce n'est pas uniquement pour les résultats statistiques que la valeur et les bienfaits d'une institution d'éducation doivent être jugés.

C'est surtout par son influence morale, par son rayonnement par la propagation de ses méthodes, par l'exemple qu'elle donne, qu'une institution d'éducation doit être jugée. C'est ce que j'ai dit l'année dernière, lorsqu'on a reproché aux écoles le petit nombre de leurs élèves; c'est ce qui est admis par tous ceux qui se sont occupés d'instruction publique ou de science sociale.

Il termine en remerciant la Chambre de sa bienveillante attention et en l'informant que le gouvernement amènerait promptement et pousserait avec vigueur les différentes mesures mentionnées dans le discours du trône.

L'adresse est adoptée.

La Chambre s'ajourne à une heure et demie A.M.

Séance du 22 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Par M. Dumoulin, la pétition de W. Carleton Farnum et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Beaudreau, la pétition du révérend Hilaire Millier, de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel.

Par M. Ross, la pétition de B. Pomroy et autres, de Cookshire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Veut déposer onze pétitions de Canadiens français établis à différents endroits des Etats-Unis; ces Canadiens suivent avec beaucoup d'attention l'attitude du gouvernement provincial dans le domaine de la colonisation et de l'immigration; ils veulent exprimer leur attachement au sol natal de même que leur désir d'y retourner si le gouvernement accepte de leur accorder les mêmes avantages qu'il donne aux immigrants européens, et si le gouvernement adopte des mesures pour développer les ressources manufacturières des provinces.

L'ORATEUR: Veut attirer l'attention de la Chambre sur la coutume adoptée à Ottawa de même qu'en Angleterre au sujet de la présentation des pétitions dans le but d'obtenir de l'argent pour des institutions charitables ou des concessions de terres. La coutume suivie dans ces Parlements consiste à obtenir la permission du gouvernement avant de présenter ces pétitions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement n'a pas d'objections à la présentation de pétitions demandant une aide ordinaire, telle que dans le cas de la colonisation ou de la concession de terres; il croit cependant qu'il serait bon de suivre la coutume établie en Angleterre et à Ottawa lorsque les pétitions réclament une aide pour des motifs extraordinaires.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Suggère de suivre la coutume établie à Ottawa et en Angleterre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Accepte l'avis des orateurs précédents.

Par M. Marchand, la pétition de E. Bourgeois et autres, membres de l'Académie de Saint-Jean; la pétition de Joseph Decelle et autres Canadiens de Woonsocket, dans l'Etat de Rhode Island; la pétition de Pierre L'Homme et autres Canadiens de Rochester, dans l'Etat de New York; la pétition de C. Jeannatt et autres Canadiens de Noshua, dans l'Etat de New

Hampshire; la pétition de P.-W. Vaillant et autres Canadiens de Fall River, dans l'Etat de Massachusetts; la pétition de Joseph Champagne et autres Canadiens de la paroisse de Richmond, dans l'Etat de Vermont; la pétition d'Olivier Pilon et autres Canadiens de West Rockland, dans l'Etat de Vermont; la pétition de F.-R. Dessureau et autres Canadiens de Meriden, dans l'Etat de Connecticut; la pétition de Pierre Breaux et autres Canadiens de Port Henry, dans l'Etat de New York; la pétition de Joseph-Onésime Houde et autres Canadiens de Wanchang, dans l'Etat de Massachusetts; la pétition de J.-B. Plante et autres Canadiens de Valley Falls, dans l'Etat de Rhode Island; et la pétition de Pierre Colin et autres Canadiens de Springfield, dans l'Etat de Massachusetts.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, des townships de Ware et de Cranbourne.

De Narcisse Roy et autres, du township de Cranbourne.

Et du révérend P. Kelly et autres, du township de Frampton-Ouest, toutes du comté de Dorchester; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Des Soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant de l'aide pour parachever un hôpital.

Des Soeurs de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Dames religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean, comté d'Iberville; demandant de l'aide.

De A.-C. Papineau et autres, demandant des amendements à l'acte concernant le Barreau.

Du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain de Rimouski et autres; demandant qu'une partie de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski soit érigée en ville.

Comités permanents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable M. le procureur général (M. Ouimet):

Qu'un comité spécial de onze membres soit nommé pour préparer et rapporter, avec toute la diligence possible, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Que l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin, M. Bachand, M. Chapleau, M. Clément, M. Coutlée, M. Hemming, M. Lavallée et M. Robertson composent ledit comité.

Il se permet de recommander à la Chambre de nommer dans ces comités les mêmes députés, si possible, que l'an dernier; ces députés ont de l'expérience dans le travail qui leur sera demandé. Ils prendraient aussi plus d'intérêt dans leur travail.

Documents

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Etat des opinions légales, rapports de conseil, et mandats spéciaux préparés par l'auditeur tel que requis par la clause 47, 31e Vict., chap. 9. (Voir annexe 1 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec: 1869)

La Chambre s'ajourne à trois heures et demie.

Séance du 25 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de l'asile des orphelins de Saint-Patrice et de l'hospice de la maternité, Québec, pour l'année finissant le 31 décembre 1868. (Documents de la session, no. 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition de John Lemesurier et autres, de la cité de Québec.

Par M. Moll, la pétition de Ambroise Gravelle et autres, du township de Brandon, comté de Berthier.

Par M. Ogilvie, la pétition de la Société bienveillance des dames de Montréal.

Par M. Picard, la pétition de Thos. Mackie et autres, actionnaires et officiers de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François, et la pétition de Henry Porter et autres, de Weedon.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester.

Par M. Marchand, la pétition de P.-M. Leclerc et autres Canadiens, de Woodstock, Etat de Connecticut; la pétition de Isaïe Bédard et autres Canadiens, de Attawaugan, Etat de Connecticut; la pétition de Janvier Lebeau et autres Canadiens, de Westboro, Etat de Massachusetts; la pétition de Isaïe Paré et autres Canadiens, de Holyoke, Etat de Massachusetts; la pétition de Joseph Courtois et autres Canadiens, de Central Falls, Etat de Rhode Island; la pétition de Gédéon Lureux et autres Canadiens, d'Albion, Etat de Rhode Island; la pétition de Edouard Davignon et autres Canadiens, de Buffalo, Etat de New York; la pétition de Pierre Emery et autres Canadiens, de Bennington, Etat de Vermont.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend Louis Saché et autres, du Sault-au-Récollet.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, trois pétitions des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal; la pétition des Soeurs de l'Asile Bethléem, Montréal; deux pétitions du révérend messire V. Rqusselot, de la cité de Montréal; et la pétition de la Soeur Jane Mary Slocombe et autres Soeurs de la charité en charge de l'Hôpital Général de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Wm. Carleton Farnum et autres, de la cité des Trois-Rivières; demandant un acte d'incorporation.

De E. Bourgeois et autres, membres de

l'Académie de Saint-Jean, de Mary McCarthy et autres, de l'Institution des aveugles de la cité de Montréal; demandant respectivement de l'aide.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal; demandant de l'aide pour l'hôpital Saint-Patrice de la cité de Montréal.

De la Société d'histoire naturelle, de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De Thomas Dohan et autres, du township de Melbourne, du révérend F.-X. Guay et autres, du township Bégon, comté de Témiscouata; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Eusèbe-Joseph Depoorter et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Frères de la Charité de l'hospice de Saint-Vincent-de-Paul."

Du révérend Hilaire Millier, de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel; demandant de l'aide pour l'Hôpital-Général du district de Richelieu.

De B. Pomroy et autres, de Cookshire, de C.J. Brydges et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant respectivement un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin à lisses.

Des conseils municipaux des comtés de Stanstead, Compton, Richmond, Wolfe, Drummond, Arthabaska et Shefford; demandant des amendements à l'Acte Municipal.

De la Société d'agriculture de la ville de Sherbrooke; demandant l'établissement de sociétés d'agriculture dans chaque district judiciaire.

De James Davis et autres, du township de Onslow, comté de Pontiac; demandant des changements dans quelques rangs dudit township.

De Pierre Coutu et autres, du township de Brandon, comté de Berthier; demandant à être annexés au comté de Joliette.

De Joseph Decelle et autres Canadiens, de Woonsocket, de J.-B. Plante et autres Canadiens, de Valley Falls, tous de l'Etat de Rhode Island; de F.-R. Dessureau et autres Canadiens, de Meriden, Etat de Connecticut; de Olivier Pilon et autres Canadiens, de West Rutland, de Joseph Champagne et autres Canadiens, de la paroisse de Richmond, tous de l'Etat de Vermont; de C. Jeannett et autres Canadiens, de Nashua, Etat de New Hampshire; de Pierre Breaux et autres Canadiens, de Port Henry, de Pierre L'Homme et autres Canadiens, de Rochester, tous de l'Etat de New York; de Pierre Colin et autres Canadiens, de Springfield, de Joseph-Onésime Houde et autres Canadiens, de Manchang, de P.-U. Vaillant et autres Canadiens, de Fall River, tous de l'Etat de Massachusetts; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays, en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Réponse du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport à la Chambre que, s'étant rendu auprès de Son Excellence avec l'adresse de cette Chambre de jeudi dernier, Son Excellence a bien voulu la recevoir très gracieusement et y faire la réponse suivante:

A Messieurs de l'Assemblée législative,

L'adresse que vous m'avez présentée affirme votre loyauté envers Notre Gracieuse Souveraine et votre zèle pour le service public.

Au nom de sa Majesté, je vous remercie de l'expression de ces sentiments et aussi de la promptitude que vous mettez à commencer les travaux de la session et à en remplir les devoirs.

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 23 janvier 1869.

Comités permanents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport que le comité spécial, nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, a préparé les listes suivantes:

1. Privilèges et élections: L'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., l'honorable M. Dunkin et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bachand, Carter, Chapleau, Coutlée, Craig, Dumoulin, Joly, Poupore et Simard.
2. Ordres permanents: L'honorable M. Langevin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, et MM. Bellingham, Benoît, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Harwood, Locke, Marchand, Pelletier et Thérien.
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mine et manufacturières: L'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., et l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin et MM. Bachand, Beaubien, Chapleau, Clément, Dumoulin, Fortin, Gaudet, Hemming, Lavallée, Molleur, Ogilvie, Pelletier, Pozer, Ross, Sénécal, Tremblay et Verreault.
4. Bills privés: L'honorable M. Langevin et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Blais, Carter, Chapleau, Church, Desaulniers (Saint-Maurice), Dumoulin, Gaudet, Hemming, Locke, Marchand, Rhéaume et Robertson.
5. Lois expirantes: L'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Beaudreau, Bessette, Craig, Hamilton, Harwood, Hearn, Laberge, LaRue, LeCavalier, Pozer et Robert.
6. Dépenses contingentes: L'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, et MM.

Bellerose, Bellingham, Blais, Brigham, Carter, Clément, Jodoin, LaRue, LeCavalier, Moll, Picard, Robertson et Sriver.

7. Impressions: l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin et MM. Coutlée, Gendron, Hemming et Joly.
8. Comptes publics: L'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bellerose, Bergevin, LeCavalier, Mathieu, Poupore, Pozer, Sriver, Simard et Verreault.
9. Agriculture, immigration et colonisation: L'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, et MM. Beaubien, Bessette, Church, Clément, Dugas, Fortin, Garon, Hamilton, Hearn, Jodoin, Joly, LaRue, La Vallée, Mailloux, Bachand, Mathieu, Picard, Robertson, Ross et Tremblay.

La Chambre adopte le rapport. Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informer leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Langevin, M. Coutlée, M. Gendron, M. Hemming, et M. Joly, agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Irvine, de M. Beaubien, M. Hemming, M. Joly et M. Marchand, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à trois heures et quinze minutes.

Séance du 26 janvier 1869

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ogilvie, la pétition de dame Catherine Simpson et autres, directrices de la Maison de Refuge, Montréal.

Par M. Hamilton, la pétition de la municipalité du township de Métapédia, comté de Bonaventure.

Par M. Hemming, la pétition de l'honorable Christopher Dunkin et autres, de Drummondville.

Par M. Beaudreau, la pétition du révérend J.-B. Bélanger et autres, de la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu.

Par M. Pelletier, deux pétitions du révérend J.-M. Rioux et autres, du township de Buckland, comté de Bellechasse.

Par M. Marchand, la pétition de Joseph Lemaire et autres Canadiens, de Woodstock; la pétition de P.-M. Dufresne et autres Canadiens, de Swanton Falls, tous de l'Etat de Vermont; la pétition de Médard Bouchard et autres Canadiens, de Alneyville, Etat de Rhode Island; la pétition de Edouard Welling et autres Canadiens, de New York, Etat de New York; la pétition de Joseph Bélanger et autres Canadiens, de Détroit, Etat de Michigan; la pétition de A. Charroux et autres Canadiens, de Wauregan, Etat de Connecticut; et la pétition de Régis Roy et autres Canadiens, de Lowell, Etat de Massachusetts.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de Davil Bell et autres, du village de Pembroke, comté de Renfrew, et la pétition des membres ecclésiastiques et laïques du Synode de l'Eglise d'Angleterre et d'Irlande, pour le diocèse de Montréal.

Par M. Carter, la pétition du barreau de la province de Québec, section du district de Montréal; la pétition du Synode du diocèse de Montréal, la pétition des dames de l'Asile des Orphelins catholiques de Montréal, la pétition de William Molson et autres, de la cité de Montréal; la pétition de John H. Isaacson et autres, de la cité de Montréal; et la pétition de l'Asile des Orphelins protestants de Montréal.

Par M. Dumoulin, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend V. Rousselot et autres, curé et marguilliers de la fabrique de Notre-Dame de Montréal.

Rapport de comités:

M. A.-C. DE LOTBINIERE-HARWOOD

(Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité, après avoir élu son président, a examiné la pétition de Sa Grandeur Monseigneur Jean Langevin, évêque de Saint-Germain de Rimouski demandant qu'une partie de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski soit incorporée en ville sous le nom de "Ville de Saint-Germain de Rimouski", et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Le rapport est adopté.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Ce projet a pour but de mettre à l'abri de toute atteinte l'indépendance des membres du Parlement. Les officiers salariés du gouvernement fédéral ou du gouvernement local ne pourront avoir un siège ni dans la Chambre d'assemblée, ni dans le Conseil législatif. Il y a exception pour les ministres fédéraux, le président du Sénat, les sénateurs, les officiers de la milice au-dessous d'un certain grade, les officiers d'état-major, les maîtres de poste recevant un salaire ne dépassant pas un certain chiffre. Il va sans dire que la mesure n'aura pas d'effet rétroactif, c'est-à-dire que les députés qui ont un siège soit dans le Conseil législatif, soit dans la Chambre d'Assemblée et qui tombent sous le coup de l'exclusion projetée pourront garder leur siège respectif pendant toute la durée du Parlement actuel.

Le bill est lu pour la première fois.

Adresse au gouverneur général

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre se forme immédiatement en comité pour examiner certaines résolutions devant servir de base à une adresse de bienvenue et de félicitations à Son Excellence le gouverneur général.

Ces résolutions sont les suivantes:

1o Que c'est le devoir de cette Chambre, au nom du peuple de cette province, d'offrir à Son Excellence le gouverneur général ses respectueuses félicitations sur son heureuse arrivée au milieu de nous, et de lui souhaiter, ainsi qu'à Lady Young, la plus cordiale bienvenue.

2o Que, connaissant la haute réputation que

l'honorable Sir John Young s'est acquise dans le gouvernement d'autres possessions importantes de l'Empire britannique, le peuple de cette province voit dans le choix que vient de faire Sa Gracieuse Majesté une nouvelle preuve de sa sollicitude pour le bon gouvernement du Canada et pour le bien-être et la prospérité de ses habitants.

3o Que, désireux de voir fonctionner notre nouvelle constitution pour le plus grand bien de toutes les provinces qui composent la Confédération, et pour la plus grande prospérité de toutes les classes des sujets de Sa Majesté, nous formons des vœux pour le succès du gouvernement de Son Excellence, et nous espérons que sa résidence en Canada lui sera aussi agréable qu'utile et avantageuse à notre pays.

4o Que, réunis pour nous occuper des intérêts que la constitution nous a confiés, nous apprécions toute l'importance et la responsabilité de la tâche qui nous est échue, et que tous, dans l'exercice de nos importants devoirs, nous ne perdrons jamais de vue les intérêts généraux de la Confédération, et serons guidés par cet esprit de fidélité et de dévouement à notre Gracieuse Souveraine, dont le peuple de cette province donne encore dans ce moment une nouvelle preuve par la promptitude avec laquelle il offre son concours au gouvernement de Son Excellence pour la nouvelle organisation de la milice et pour la défense du pays.

5o Que, Son Excellence nous trouvera toujours prêts à lui donner notre coopération active dans ses efforts pour promouvoir la prospérité des importantes possessions de Sa Majesté confiées à ses soins et pour le maintien de l'ordre et de l'harmonie entre toutes les classes des sujets de Sa Majesté.

La Chambre acceptera sans doute avec plaisir cette proposition car tout le monde connaît les services que Sir John Young a rendus à la Grande-Bretagne, tout le monde connaît également les missions difficiles qui lui ont été confiées et dont il s'est acquitté de manière honorable.

La Reine, en envoyant au milieu de nous un homme aussi distingué, a donné une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle nous porte et du désir qu'elle a de voir le peuple gouverner par l'entremise de ses représentants et jouir de tous les avantages des institutions constitutionnelles.

La Législature d'Ontario a été plus heureuse que la Législature du Québec. Elle a pu présenter, il y a quelque temps, ses félicitations à Sir John Young.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuie la proposition. Il approuve volontiers cette démarche et lui donne son concours. Quoiqu'il se soit opposé de toutes ses forces au changement constitutionnel inauguré le 1er juillet 1867, il a abandonné son opposition du jour où la Confédération est devenue un fait accompli. Il est aujourd'hui disposé à faire tous ses efforts pour tirer du nouveau régime tous les avantages

qu'il est destiné à produire. C'est pourquoi il voit avec plaisir Sir John Young prendre l'administration du gouvernement. Nous trouverons en lui un gouverneur dont l'habileté et les talents administratifs sont notoires et seront pour nous une cause de bonheur et de prospérité.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il approuve les résolutions. Le gouverneur général n'a maintenant ni pouvoir ni patronage. Il compare la position du gouverneur actuel avec celle des anciens gouverneurs. Aujourd'hui le gouverneur n'intervient nullement dans les luttes politiques. Il est placé dans une sphère élevée et tient la balance entre les partis.

Il parle de Lord Metcalfe et surtout de Lord Gosford, qui est une figure mal connue dans notre histoire. Il était très bien disposé à l'égard du Canada. C'est lui-même qui a fait cette déclaration à monsieur Bellingham en Angleterre. Lord Gosford se serait entendu avec Papineau, et des troubles ne seraient pas venus plonger le pays dans la terreur d'un incident malheureux que Lord Gosford lui a raconté.

Au moment où il allait partir pour le Canada, Guillaume IV le fit venir à la cour pour lui remettre ses instructions. Il les lut lui-même — Lord Gosford les trouva sévères et fit ses observations; le roi promit de les modifier. Après son arrivée à Québec, lord Gosford négocia avec M. Papineau; tout allait bien quand Sir Bon Head, qui n'aimait pas Lord Gosford, fit tenir à M. Papineau une copie des instructions primitives. Ce dernier, jugeant la politique anglaise d'après ces résolutions, se crut trompé et refusa de négocier; on sait la suite.

Il félicite le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) qui a appuyé les résolutions et qui est le chef de 500,000 Canadiens français revenant des Etats-Unis; et lui souhaite de devenir leur futur gouverneur (Rires).

Il félicite aussi Sir John Young de son talent d'administrateur, et croit que cette nomination donnera généralement satisfaction.

L'adresse suivante est adoptée.

A Son Excellence, le très honorable Sir John Young, Baronet, un des membres du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, chevalier grand croix du très honorable ordre du Bain de Sa Majesté, chevalier grand croix de l'ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George de Sa Majesté, gouverneur général de la puissance du Canada, etc., etc.,

Qu'il plaise à Votre Excellence:

Nous, les très loyaux et très fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, assemblés en Législature provinciale, demandons qu'il nous soit permis d'offrir à Votre Excellence, au nom du peuple de cette province, nos respectueuses félicitations sur son heureuse arrivée au milieu de nous, et de souhaiter à Votre Excellence, ainsi qu'à Lady Young, la plus cordiale bienvenue.

Connaissant la haute réputation que Votre Excellence s'est acquise dans le gouvernement d'autres possessions importantes de l'Empire britannique, nous osons assurer à Votre Excellence que le peuple de cette province voit dans le choix que vient de faire Sa Gracieuse Majesté une nouvelle preuve de sa sollicitude pour le bon gouvernement du Canada et pour le bien-être et la prospérité de ses habitants.

Désireux de voir fonctionner notre nouvelle constitution pour le plus grand bien de toutes les provinces qui composent la Confédération, et pour la plus grande prospérité de toutes les classes des sujets de Sa Majesté, nous prions Votre Excellence de vouloir bien accepter les vœux que nous formons par le succès de votre gouvernement, et nous espérons que votre résidence en Canada vous sera aussi agréable qu'utile et avantageuse à notre pays.

Nous sollicitons de plus la faveur d'assurer Votre Excellence que, réunis pour nous occuper des intérêts que la constitution nous a confiés, nous apprécions toute l'importance et la responsabilité de la tâche qui nous est échue, et que dans l'exercice de nos importants devoirs nous ne perdons jamais de vue les intérêts généraux de la Confédération, et serons guidés par cet esprit de fidélité et de dévouement à notre Gracieuse Souveraine, dont le peuple de cette province donne encore en ce moment une nouvelle preuve par la promptitude avec laquelle il offre son concours au gouvernement de Votre Excellence pour la nouvelle organisation de la milice et pour la défense du pays.

Nous prions aussi Votre Excellence de vouloir bien recevoir l'assurance que vous nous trouverez toujours prêts à vous donner notre coopération active dans vos efforts pour promouvoir la prospérité des importantes possessions de Sa Majesté confiées à vos soins, et pour le maintien de l'ordre et de l'harmonie entre toutes les classes des sujets de Sa Majesté.

La Chambre s'ajourne à 4 heures et demie.

Séance du 27 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Church, la pétition du conseil municipal du comté d'Ottawa.

Par M. Brigham, la pétition de Thomas Wood et autres, du township de Durham, comté de Missisquoi.

Par M. Benoît, la pétition du révérend J. Primeau et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Christostôme, comté de Châteauguay.

Par M. Robertson, la pétition du conseil de ville de la ville de Sherbrooke.

Par M. Thérien, la pétition du révérend J. Gravel et autres, de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie.

Par M. Pelletier, la pétition du révérend G.-E. Drolet et autres, de la paroisse Saint-Michel comté de Bellechasse, la pétition du révérend Ant. Campeau et autres, de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, comté de Bellechasse, la pétition du révérend E. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazar, comté de Bellechasse, et la pétition du très révérend Al. Mailloux et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse.

Par M. Robert, la pétition du révérend P.-L. Paré et autres, des paroisses de l'Ange-Gardien et Saint-Césaire, comté de Rouville, et la pétition d'Ambroise Lemonde et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville.

Par M. Marchand, la pétition d'Antoine Grégoire et autres Canadiens, de Grenville, et la pétition d'Olivier Ducharm et autres Canadiens, du village de Collinsville, toutes deux de l'Etat de Connecticut, la pétition d'Alexis Bourgeois et autres Canadiens, de Mibury, et la pétition d'Euclide Phénic et autres Canadiens, de la ville de Worcester, toutes deux de l'Etat de Massachusetts, la pétition d'Elie Boucher et autres Canadiens, de Shuyby Falls, Etat de New York, et la pétition de W. Arseneault et autres Canadiens, du village de Hamlet, Etat de Rhode Island.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de l'Asile des Orphelins protestantes de Québec, et la pétition de l'Asile des Orphelins de Québec.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de l'Asile des Orphelins de Saint-Patrice, Montréal; la pétition des dames religieuses du Bon Pasteur, directrices de l'Asile des Madeleines, Montréal; la pétition du révérend V. Rousselot, de la cité de Montréal, directeur des Salles d'asiles des rues Bonaventure et Nazareth; la pétition de la soeur Jane Mary Slocombe et autres, soeurs de la Charité

en charge de l'Hôpital Général, Montréal; la pétition des soeurs de l'Asile de la Providence de la cité de Montréal; et la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John Lemesurier et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La comDagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford."

De Ambroise Gravelle et autres, du township de Brandon, comté de Berthier, et de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourn comté de Dorchester; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Thos. Mackie, et autres actionnaires et officiers de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François; demandant la réduction du fonds social de ladite compagnie.

Du révérend Louis Saché, et autres, du Sault-au-Récollet; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet".

De Henry Porter, et autres, de Weedon; demandant qu'une partie du township de Weedon soit annexée au township de Ham-Sud.

De la Société bienveillante des dames de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

Des soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile de Saint-Vincent-de-Paul soit continuée.

Des soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la salle de l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, dans la dite cité, pour les derniers six mois de mil huit cent soixante-et-sept.

Des soeurs de l'Asile Bethléem, de la cité de Montréal; demandant de l'aide.

Du révérend messire V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la salle de l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal.

Du révérend messire V. Rousselot, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour la salle de l'Asile Nazareth, et pour une institution pour les aveugles dans ladite cité.

Des soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal, et de la soeur Jane Mary Slocombe, et autres soeurs de la Charité en charge de l'Hôpital-Général de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De P.-N. Leclerc, et autres Canadiens de Woodstock, de Isai'e Bédard et autres Canadiens de Attawaugan, tous de l'Etat de Connecticut; de Janvier Lebeau, et autres Canadiens de Westboro, de Isaïe Paré, et autres Canadiens de Holyoke, tous de l'Etat de Massachusetts; de Joseph Courtois, et autres Canadiens de Central Falls, de Gédéon Lureux, et autres Canadiens d'Albion, tous de l'Etat de Rhode Island; de Edouard Davignon, et autres Canadiens de Buffalo, Etat de New York; et de Pierre Emery

et autres Canadiens de Bennington, Etat de Vermont; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Rapport de comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de Eusèbe-Joseph Depoorter, et autres, de la cité de Montréal; demandant à être incorporés sous le nom de Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, et trouve que cette pétition n'est pas de nature à exiger d'avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Pierre Coutu et autres du township de Brandon, demandant qu'une partie de ce township soit annexée au comté de Joliette, et trouve que les objets de cette pétition tombent dans la catégorie de ceux effectués par des bills publics, et que pour cette raison, votre comité est d'opinion que nul avis n'est nécessaire.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a fait l'élection de son président, et il recommande respectivement que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Voici ce rapport :

Votre comité demande la permission de recommander que le quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J. ROSS (Compton): Demande la permission d'introduire un bill pour amender un acte intitulé: "Acte concernant le bureau d'Agriculture et les sociétés d'agriculture."

Accordé.

M. J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour obliger les propriétaires de pont de péage à tenir ces derniers en bon ordre pour la protection des passants et pour d'autres fins y mentionnées.

Accordé.

Municipalité du township de Percé

L'HONORABLE G. IRVINE (Dorchester) : Propose que la pétition présentée à la dernière session par la municipalité du township de Percé, comté de Gaspé, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées, soit renvoyée au comité des bills privés, et qu'il soit donné instruction audit comité de comparer l'acte passé à la dernière session avec ladite pétition, et de faire rapport s'il y a une erreur dans ledit acte qui demande à être corrigée par un acte de la présente session.

Adopté.

Message du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables Messieurs Archambault, Dionne, Hale, LeMaire, deLéry, Rodier et Ross, pour aider son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil législatif informe aussi cette Chambre qu'il a nommé les honorables Messieurs Beaubien, Beaudry, Ferrier, Hale, Thi-beauveau et Wood, pour agir de la part du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

Interpellations:

Code municipal

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de soumettre à cette Chambre, dès les premiers jours de cette session, le code municipal annoncé dans le discours du trône, afin de donner plus de temps à cette Chambre de le prendre en considération.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le code municipal est sous presse et sera distribué aux députés lundi ou mardi. La Chambre aura tout le temps nécessaire pour le prendre en considération.

Paiement des grands jurés

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'introduire un bill durant cette session, pour pourvoir au paiement des grands jurés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Non.

Avocat dans le district d'Iberville

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Deman-

de si c'est l'intention du gouvernement de nommer un avocat résident dans le district d'Iberville, comme représentant du procureur général aux assises criminelles pour ce district.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Aussitôt que les circonstances le permettront, il choisira un substitut dans le district même.

Demande de documents:

Employés du gouvernement

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente la motion suivante, secondé par le représentant de Napierville (M. Benoît):

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un tableau de tous les officiers ou employés du gouvernement dans les différents départements du service civil, dans la cité de Québec et dans les divers districts judiciaires de cette province, tels que greffiers, shérifs, protonotaires, greffiers de la paix, geôliers, gardiens des maisons de réforme, etc., etc., — avec les noms desdits officiers ou employés; le montant du salaire annuel, payable ou qui leur est payé respectivement, soit comme salaire en argent, ou par honoraires de bureaux, ou les deux à la fois, et refermant aussi le logement ou l'usage de tout article, animal, chauffage, éclairage, etc., — appartenant au gouvernement.

Et que les différents départements dans Québec soient distingués, et que les noms des officiers ou employés soient donnés, ainsi que les montants payés à cesdits officiers ou employés dans les divers districts et disposés par districts; — l'intention étant d'obtenir un rapport complet de tous ceux qui sont employés par ou sous le gouvernement provincial, avec la rémunération de chaque espèce qui leur est payée respectivement, soit que cette rémunération soit spécialement mentionnée dans la présente adresse ou non.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne s'oppose pas à la motion. Cependant, le représentant de Sherbrooke trouvera les renseignements demandés dans les comptes publics; s'il retirait sa motion, cela sauverait à la province des frais d'impression. Quant à ce qui concerne les employés, il annonce que le gouvernement va nommer une commission qui se livrera à une enquête et des recherches dans tous les bureaux publics.

Il ajoute qu'à la dernière session, l'on a fait présenter une foule d'adresses qui sont restées sans réponse, faute de temps. Il serait très facile à ceux qui désirent connaître les réponses préparées depuis, de les obtenir en passant au bureau du secrétaire provincial.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Fait re-

marquer qu'il existe une différence marquée entre le nombre et le salaire des employés dans les Cours de Québec et celles de Montréal. Dans le bureau de la Cour de cette dernière ville, les employés ont plus d'ouvrage qu'à Québec, et leur salaire n'est pas plus élevé que celui d'ici. Cela paraît injuste, et il faudrait donner un traitement en rapport avec le travail de chacun, A Québec, la besogne n'est très forte que pendant une partie de l'année, en été, par exemple, au moment où les navires étrangers sont dans le port. A Montréal, il y a abondance de procès d'un bout de l'année à l'autre. Une enquête faite dans les bureaux et un relevé des causes prouveraient ses avancés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Nie que la différence entre Québec et Montréal soit aussi grande que le député de Montréal-Centre (M. E. Carter) voudrait le faire croire à cette Chambre. Les cours Supérieures et de Circuit de Montréal ont sans doute plus de travail à accomplir, mais elles ont plus d'employés. Il dit que la police de Québec, à cause des navires quittant le port, est occupée pendant toute la saison d'été. Il explique la nature et l'étendue des devoirs du juge de paix et des officiers des différentes cours.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Se lève de nouveau et explique que les employés mis en cause n'ont pas eu le temps de donner les renseignements demandés avant la clôture de la session, et que c'est pour cette raison qu'on a répondu de façon incomplète à son adresse.

M. A. BESSETTE (Shefford): Rappelle qu'à la dernière session, il demanda qu'un rapport fait par les protonotaires de Québec et de Montréal, et d'Aylmer; celui de Montréal seul n'a pas transmis ce qu'on lui demandait.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Déclare n'avoir guère confiance dans le travail des commissions. Il rappelle l'histoire de cette commission qui, au moment où elle allait commencer l'enquête dans un bureau public, reçut invitation à dîner du chef de ce bureau. Le repas était excellent, et, au dessert, la commission, pour abrégé le travail et ne point perdre de temps, tint séance et adopta le rapport que voulut bien soumettre l'hôte, trop bon amphitryon pour n'être pas excellent administrateur. Il repousse toute la lésinerie dans l'économie que l'on veut effectuer, mais il trouve que plusieurs employés sont trop payés tandis que d'autres ne le sont pas assez.

Il règne à cet égard une inégalité dans bien des bureaux publics; de là naissent de nombreux abus. Ainsi les sous-chefs des départements touchent \$450 ou \$500, et leur importance est connue, ils sont l'âme des départements.

L'on voit par contre des employés bien

moins importants recevoir \$3,400. Le gouvernement parle de composer une commission du service civil, mais si le rapport de cette commission ne doit pas être soumis à la Chambre, il sera inutile.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie le représentant de Sherbrooke (M. Robertson). Il est d'avis que la réponse à l'adresse fournira matière à discussion.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): S'oppose à la proposition. Il dit que les anciens employés ont été supplantés par des étrangers qui sont aussi mieux traités, au point de vue des salaires.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Fait allusion à la comparaison que l'on a voulu établir entre le travail et les salaires des différents bureaux. L'on prétend que les occupations sont plus grandes à Montréal que dans les bureaux de Québec, et qu'en conséquence les employés de la première ville devraient recevoir un salaire en rapport avec leur travail. Or cette manière de procéder exposerait ceux qui la suivraient à commettre bien des injustices. En effet, à Montréal comme à Québec, les heures de travail sont fixées, qu'il y ait beau-

coup de besogne ou qu'il y en ait peu, les employés entrent au bureau à neuf heures et en sortent à quatre heures; et l'on ne peut pas dire que, pour chaque individu en particulier, il y ait une plus grande somme d'occupation. Si l'on veut établir une mesure des services, il faut la chercher ailleurs, faire entrer en ligne de compte le genre de travail, le soin, les aptitudes qu'il demande, l'importance qu'il comporte, et la responsabilité de celui qui l'accomplit. Tel employé copiera des masses de documents qui n'ont pas la moitié de la valeur de quelques pages d'un travail long et demandant des recherches pénibles.

C'est en ayant ces idées en vue que l'on doit se guider dans la rémunération des fonctionnaires.

L'adresse est adoptée.

Rapport du commissaire des Terres de la Couronne

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dépose le rapport du commissaire des Terres de la couronne pour l'année 1868 (Documents de la session, no 1).

La Chambre s'ajourne à quatre heures et vingt minutes.

Séance du 28 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Documents:

L'ORATEUR: Met devant la Chambre un état de la compagnie des chemins à barrières de l'île Jésus, comté de Laval, pour l'année 1868. (Documents de la session, no 11).

Egalement, rapport de la société de l'Union Saint-Pierre du village Bienville, de Lévis. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Sénécal, la pétition de N. Parenteau et autres, de la paroisse de Saint-Pie-de-Déguise; et la pétition de F.-R. Variasse et autres, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend F.-X. Guay et autres, du township de Bégon, comté de Témiscouata.

Par M. Pelletier, la pétition d'Hubert Blais et autres, de la paroisse de Saint-Valier, comté de Bellechasse.

Par M. LaRue, la pétition du révérend L. Provancher, de la paroisse de Portneuf.

Par l'honorable M. le procureur général Oimet, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité du township de Matapédia, comté de Bonaventure, et du révérend Joseph M. Rioux et autres, du township de Buckland, comté de Bellechasse; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du révérend Joseph M. Rioux et autres, des townships de Buckland, comté de Bellechasse, et de Standon, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour le chemin Taché.

De l'honorable Christopher Dunkin et autres, de Drummondville; demandant qu'un acte soit passé pour mettre en force l'acte chapitre cent onze des statuts du Canada.

Du barreau de la province de Québec, section du district de Montréal: demandant des amendements au chapitre 93 des statuts refondus du Bas-Canada.

Du révérend J.-B. Bélanger et autres, de la paroisse de Saint-Ours, comté de Richelieu; demandant une allocation annuelle pour une école dans ladite paroisse.

De David Bell et autres, du village de Pembroke, comté de Renfrew, et de William Molson et autres, de la cité de Montréal; demandant respectivement un acte d'incorporation.

De John H. Isaacson et autres, de la cité de Montréal: demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'"Association de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal".

Du révérend V. Rousselot et autres, le curé et les marguilliers de la fabrique de Notre-Dame de Montréal; demandant la passation d'un acte pour agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De l'asile des orphelins protestants de Montréal, des dames de l'asile des orphelins catholiques de Montréal, de dame Catherine Simpson et autres, directrices de la maison de refuge de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Synode du diocèse de Montréal; demandant la passation d'un acte donnant au doyen de l'Eglise d'Angleterre et d'Irlande, à Montréal, tous les pouvoirs d'un évêque, jusqu'à ce qu'un évêque soit nommé.

Des membres ecclésiastiques et laïques du synode de l'église d'Angleterre et d'Irlande, pour le diocèse de Montréal; demandant que les conclusions de la pétition du synode du diocèse de Montréal, ne soient pas accordées.

De Joseph Lemaire, et autres Canadiens de Woodstock, de P.-M. Dufresne, et autres Canadiens de Sowranton Falls, tous de l'Etat de Vermont, de Médard Boucher, et autres Canadiens de Alneyville, Etat de Rhode Island, de Edouard Welling, et autres Canadiens de New York, Etat de New York, de Joseph Bélanger, et autres Canadiens de Détroit, Etat de Michigan, de A. Charroux, et autres Canadiens de Wauregan, Etat de Connecticut, et de Régis Roy, et autres Canadiens de Lowell, Etat de Massachusetts; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays, en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre, les estimés ci-joints, qui ont été préparés par le comptable, du montant qui sera requis pour les dépenses contingentes de l'Assemblée législative, depuis cette date, jusqu'au 28 février prochain. Selon ces estimés, le montant requis sera de \$16,000.

Votre comité, convaincu que ces estimés sont raisonnables, recommande à votre honorable Chambre d'adopter la résolution suivante:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur de George Manly Muir, écuyer, greffier de cette Chambre, pour la somme de seize mille piastres (\$16,000.00), pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que cette Chambre fera bon usage de cette somme.

Bureau du comptable,
28 janvier 1869.

**ETAT des sommes requises pour défrayer les dépenses de
l'Assemblée législative, du 28 janvier au 28 février 1869**

	\$ \$	
Montant retiré de la Banque de Montréal, excédant celui du crédit	509.68	
Indemnité des députés.	10,000.00	
Salaires.	2,666.55	
Services extra.	787.50	
Messagers.	717.50	
Papeterie.	150.00	
Impressions et reliures.	218.77	
Journaux et annonces.	250.00	
Divers:		
Femmes de journée, en service permanent	24.00	
Femmes employées comme surnuméraires.	126.00	
Frais de port	400.00	
Divers.	150.00	700.00 16,000.00
Etant le montant requis.		\$16,000.00

J.-B. Fréchette,
Comptable,
A.L.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill concernant les voitures pour chemins d'hiver.
Accordé.

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Votre comité a examiné la pétition de B. Pomroy et autres, demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer, de quelque point sur le Grand Tronc, jusqu'à, ou près de Lennoxville, et suivant la vallée de la rivière Saint-François, devant se terminer dans le voisinage du lac Saint-François, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

Introduction de bills:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre valides tous les actes notariés qui n'étaient point contresignés, lors de la promulgation du code civil, pour cause de décès du second notaire devant contresigner tels actes.

Accordé.

Demande de documents:

Chemins à barrières

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. S. Dumoulin), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état de tous les arrangements, ou copies de toutes résolutions adoptées par les commissaires des chemins à barrières de l'île de Montréal, au sujet de tous arrangements qui peuvent avoir eu lieu en 1867 ou 1868, entre lesdits commissaires et la compagnie des chemins à barrières de Saint-Michel, relativement à la question de ne placer qu'une seule barrière de péage pour le chemin de cette dernière et le chemin Victoria ou Papineau, sous le contrôle desdits commissaires.

Un bref débat a lieu au cours duquel on discute le droit du gouvernement provincial de légiférer sur cette question.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à trois heures et quarante minutes.

Séance du 29 janvier 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de la Corporation sur L'Union Saint-Joseph de la ville de Lévis. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture des pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ross, la pétition de A.S. Martin et autres, du township de Clifton, comté de Compton.

Par M. Beaubien, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Par M. Désaulniers (Saint-Maurice), la pétition du révérend A.-H.-B. Lassiseraye et autres, de la paroisse du Cap-de-la-Magdeleine, la pétition du révérend J.-H. Dorion et autres, de la paroisse de Yamachiche, la pétition du révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface; et la pétition du révérend S. de Carufel et autres, de la paroisse de Saint-Etienne, toutes du comté de Saint-Maurice.

Par M. Dumoulin, la pétition de S.-E. Gervais et autres, et la pétition du révérendissime évêque catholique romain d'Anthédon et autres, toutes de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Beaudreau, la pétition d'Adolphe Bruneau et autres, de la ville de Sorel.

Par M. Fortin, la pétition de la municipalité du township de Malbaie, la pétition de la municipalité du township de Cape Cove, la pétition de la municipalité des townships de Newport et Pabos, et la pétition de la municipalité du township de Percé.

Par M. Pelletier, la pétition du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, comté de Bellechasse.

Par M. Marchand, la pétition d'Alexis Artois, et autres Canadiens du village de Natick; la pétition de Narcisse Laplante, et autres Canadiens du village de Phénix et Aetna, la pétition d'Hilaire Couillard, et autres Canadiens du village de Crompton, la pétition de Joseph Proulx, et autres Canadiens du village de Quidnick, la pétition de Joseph Poudrier, et autres Canadiens du village de Arctic, toutes de l'Etat de Rhode Island, et la pétition de Henry Lord, et autres Canadiens de Biddeford, Etat du Maine.

Par M. de Lotbinière-Harwood, la pétition de A.C. de Lotbinière-Harwood et autres, du township de Newton, comté de Vaudreuil.

Par M. Carter, la pétition de Thomas Workman et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend Père François-Xavier et autres, de Sainte-Justine-de-la-Trappe. township Langevin.

Par M. Gaudet, la pétition de E. Landry et

autres, de la paroisse de Bécancour, la pétition du révérend J. Harper et autres, de la paroisse de Saint-Grégoire, et la pétition du révérend A.-N. Bellemare et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, toutes du comté de Nicolet.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin à lisses.

De Thos. Wood et autres, du township de Durham, comté de Missisquoi; demandant un acte d'incorporation.

Du révérend J. Primeau et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay; demandant à être annexés à la paroisse Saint-Patrice de Sherrington, dans le comté de Napierville.

Du révérend G.-F.-E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel, du révérend Ant. Campeau et autres, de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont, du révérend E. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, et du très révérend Al. Mailloux et autres, de la paroisse de Saint-Charles, tous du comté de Bellechasse; demandant respectivement de détacher ledit comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec.

Du conseil municipal du comté d'Ottawa; demandant de l'aide pour un pont.

Du révérend P.-L. Paré et autres, des paroisses de l'Ange-Gardien et Saint-Césaire, comté de Rouville; demandant de l'aide pour un chemin.

De Ambroise Lemonde et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, comté de Rouville; demandant des amendements à l'acte municipal.

Du révérend J. Gravel et autres, de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie; demandant de l'aide pour un asile dans ladite paroisse.

De l'Asile des Orphelines protestantes de Québec, et de l'Asile des Orphelins de la cité de Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De l'Asile des Orphelins de Saint-Patrice de la cité de Montréal, des dames religieuses du Bon Pasteur, directrices de l'Asile de la Magdeleine, à Montréal, du révérend messire V. Rousselot, directeur des salles d'asile de la rue Bonaventure et de Nazareth, dans la cité de Montréal, et de Jane Mary Slocombe et autres, Soeurs de la Charité en charge de l'Hôpital-Général de la cité de Montréal; demandant respectivement de l'aide pour les derniers six mois de mil huit cent soixante-sept.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal, et de William Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant respectivement de l'aide pour construire une salle d'asile dans le quartier Saint-Jacques de ladite cité.

De Antoine Grégoire, et autres Canadiens de Grenville, de Olivier Ducharme, et autres Cana-

diens du village de Collinsville, tous de l'Etat de Connecticut, de Alexis Bourgeois, et autres Canadiens de Millbury, de Euclide Phénix, et autres Canadiens de la ville de Worcester, tous de l'Etat de Massachusetts, de Elie Boucher, et autres Canadiens de Schuyler's Falls, Etat de New York, et de Wm. Arseneault, et autres Canadiens du village de Hamlet, Etat de Rhode Island; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays, en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Rapport de comités:

M. A.-C. DeLOTBINIERE HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que, dans chaque cas, les avis qui ont été donnés sont suffisants, savoir:

De Wm. Carleton Farnum et autres, de la cité des Trois-Rivières, demandant un acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la ville des Trois-Rivières, demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du révérend V. Rousselot et autres, curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de Ville-Marie, de Montréal, demandant un acte pour l'agrandissement du nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Du Synode du diocèse de Montréal, demandant la passation d'un acte donnant au doyen de l'Eglise d'Angleterre et d'Irlande, à Montréal, certains pouvoirs.

Quant à la pétition du révérend Louis Saché et autres, du Sault-au-Récollet, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Maison St-Joseph du Sault-au-Récollet", à celle de William Molson et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation, et à celle de John H. Isaakson et autres, de ladite cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Association de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal", votre comité est d'opinion que ces pétitions sont de la nature de celles dont il n'est pas exigé d'avis.

Quant à la pétition de Henry Porter et autres, de Weedon, demandant qu'une partie du township de Weedon soit annexée au township de Ham-Sud votre comité trouve que les objets de cette pétition tombent dans la catégorie de ceux effectués par des bills publics, et que, pour cette raison, votre comité est d'opinion que nul avis n'est requis.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Le comité des bills privés, conformément à l'ordre de votre honorable Chambre, renvoyant

à ce comité la pétition présentée durant la session dernière par la municipalité du township de Percé, demandant de diviser ledit township en deux municipalités séparées, et à l'instruction de votre honorable Chambre, de comparer l'acte passé à la dernière session, se rapportant à ladite pétition, et de faire rapport s'il y a une erreur dans ledit acte qui demande à être corrigée par un acte de la présente session, à l'honneur de faire rapport :

1. Que le comité a comparé l'acte passé à la dernière session sous le chapitre 30, intitulé: "Acte pour diviser la municipalité du township de Percé, dans le comté de Gaspé, en deux municipalités séparées" avec la pétition présentée à votre honorable Chambre par ladite municipalité, et trouve que dans la 2e section dudit acte, il y a une erreur manifeste, en autant que ladite clause inclut dans les limites de la municipalité de Cape Cove, y mentionnée, la seigneurie et le township de la Grande-Rivière.

2. Que, dans l'opinion de ce comité, il est nécessaire qu'un acte soit passé durant cette session, pour amender le susdit acte, en retranchant les mots suivants, dans ladite seconde section, savoir: "et aussi la seigneurie et le township de la Grande-Rivière" et que ledit acte d'amendement contienne un proviso déclarant valides tous les actes et délibérations faits et adoptés depuis la passation dudit acte chapitre 30, par les municipalités de Cape Cove et de la Grande-Rivière respectivement, et comme si ces mots avaient été inclus dans ladite section.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre à la fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la "Compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice".

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assem-

blée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires. Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer la Législature de Québec dans le cas de décès du Souverain.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre d'assermenter les témoins dans certains cas, pour les fins de la Législature.

Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "La Maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet."

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour fixer les limites des comtés de Joliette et Berthier, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, électorales et d'enregistrement.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative aux jurés et jurys.

Accordé.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Richmond-Wolfe (M. Picard), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien émettre son warrant en faveur de George Manly Muir, écuyer, le greffier de cette Chambre, pour la somme de seize mille piastres, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que cette Chambre fera bon usage de cette somme.

Adopté.

Message du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe cette Chambre que leurs Honneurs concourent dans l'adresse à Son Excellence le gouverneur général tel que demandé par son message d'hier, et que les honorables Messieurs Beaubien, Wood et Dostaler forment la délégation pour présenter à Son Excellence le gouverneur général ladite adresse, conjointement avec les délégués nommés par l'Assemblée législative.

Adresse à Sir John Young

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il a télégraphié au secrétaire de Son Excellence qui a répondu que Sir John Young serait très heureux de recevoir cette adresse à Ottawa le premier de février ou à Montréal entre le premier et le six ou à Ottawa après cette date. Les délégués décideront eux-mêmes du jour. Il suggère aux délégués de se réunir immédiatement après la séance d'aujourd'hui, pour décider entre eux des arrangements à faire.

Indépendance de la Législature

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la deuxième lecture du bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Il explique brièvement les premières clauses qui sont les plus importantes. Dans une question de représentation, il faut avoir égard à la fortune, au talent et aux aptitudes, de manière que ces diverses qualités soient représentées en Parlement. Dans le projet de loi soumis à la Chambre, le gouvernement a tenu compte de tout. Nous nous trouvons dans une position spéciale sous nos nouvelles institutions; deux gouvernements se meuvent dans deux centres différents, marchent sous des influences diverses et sont en bien des points indépendants l'un de l'autre. Cette indépendance ne sera nullement affectée par la présence dans l'un et l'autre parlement des mêmes hommes, par l'action du double mandat, que le projet de loi admet dans la clause que voici :

"2. Mais rien de contenu dans la présente section ne rendra inéligible comme susdit ou ainsi inhabile à siéger ou à voter le président du Sénat, aucun sénateur, ou aucun membre du Conseil privé, qui n'est pas inhabile à siéger ou à voter dans la Chambre des Communes".

Les maîtres de poste sont admis au Parlement, (quoique fonctionnaires du gouvernement fédéral qui sont exclus), parce que, dans la plupart des localités, ils rendent service au peuple et sont peu rémunérés; leur salaire n'est pas un mode d'existence.

Il fait remarquer qu'il y a dans toute législation de ce genre deux écueils à éviter, la trop grande libéralité et l'exclusivisme outré. Je crois que la mesure que je soumets à la Chambre ne pêche par ni l'un ni l'autre de ces excès; elle est assez libérale pour permettre aux influences légitimes l'accès du Parlement et elle contient assez de restrictions pour en fermer la porte aux influences indues. Il rappelle qu'il a déjà expliqué son projet de loi et que ces explications le dispensent d'en parler plus longtemps.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne veut nullement entrer dans le vif de cette question du double mandat, de ce principe que le projet

de loi consacre, mais sa conduite pendant la dernière session l'oblige de protester contre cette loi et d'en dire quelques mots. Puisque pour maintenir ce principe on s'appuie sur les mêmes raisons, il n'est que juste de répéter la réfutation et de répliquer par les anciens raisonnements. L'honorable premier ministre dit qu'il faut envoyer en Parlement des hommes de talent et que le double mandat permet d'atteindre ce but. Tout le monde partage son opinion, mais il faut de plus des hommes indépendants; il est nécessaire que le talent s'allie à l'indépendance, et ce n'est pas le double mandat qui nous donnera l'un et l'autre.

Quant à la volonté populaire qui, dit-on, se manifeste dans la question du double mandat, nous savons à quoi nous en tenir sur cette assertion. Parce que quelques doubles mandataires sont dans cette Chambre, l'on ne doit pas en conclure que le peuple en général approuve cette double représentation. Ces députés, souvent, doivent leur élection à des qualités personnelles, à des circonstances particulières de talent et d'influence.

Si, au contraire, on jette un regard sur la composition de la Chambre, l'on ne tardera pas à se convaincre que la volonté populaire n'a confié le double mandat qu'à un très petit nombre de députés, à dix-sept environ.

Si l'on veut faire une loi provisoire qui n'existera que pendant le présent Parlement, il n'y aura pas lieu peut-être de la condamner car elle pourrait jusqu'à un certain point être utile à l'origine d'un nouvel ordre de chose, nous assurer les services des hommes d'expérience, mais si la loi doit être permanente, il faut la repousser.

Les maîtres de postes sont traités en privilégiés, parce que, dit-on, ils rendent de grands services à bon marché. S'ils sont utiles, ce n'est pas la peine de les enlever à ceux qu'ils servent si bien.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Explique en quoi notre législation pour la représentation parlementaire diffère de celle d'Angleterre, où aucune condition de propriété foncière n'est nécessaire; dans notre pays il faut plusieurs centaines de livres pour être éligible.

Le gouvernement a déclaré qu'il ne voulait pas restreindre les libertés populaires et laisser arriver au Parlement local les hommes que le peuple envoie aussi à Outaouais; mais s'il veut agir conformément à ce principe et ne pas être en désaccord avec lui, il lui faut aller plus loin, et laisser au peuple la faculté de choisir qui bon lui semble. Or il y a des hommes de talent qui sont populaires mais ne peuvent briguer un mandat, attendu qu'ils ne possèdent pas les conditions d'éligibilité exigées par la loi. Or le gouvernement suivant en cela l'exemple de l'Ontario et n'oubliant point son principe, devrait faire disparaître les conditions d'éligibilité, ne pas restreindre les volontés populaires et permettre aux gens de talent sans fortune

d'occuper un siège dans l'Assemblée législative. Il espère voir le jour où les contestations électorales seront, comme en Angleterre, soumises à des Cours Supérieures, plutôt qu'à des comités de la Chambre.

M. E. LABERGE (Châteauguay): N'approuve pas le double mandat pour deux raisons. D'abord parce que ses électeurs n'en veulent point, ensuite pour une raison de santé (rires). Le double mandat est très préjudiciable à la santé des ministres. On nous dit que l'honorable trésorier est bien malade, et que c'est la fatigue qui l'a mis dans cet état. S'il n'avait eu que la besogne de ministre local, il serait moins faible, moins fatigué, et serait moins malade de moitié. (Rires).

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): C'est un conseil de médecin que vous donnez!

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que si l'on désirait véritablement l'indépendance de la Législature, l'on devait rendre les membres indépendants; que d'ailleurs les clauses du projet semblaient indiquer l'état provisoire de la loi, et que s'il en était ainsi, on devrait l'annoncer, et qu'alors il devenait inutile de faire des exceptions.

Il condamne très fortement le double mandat; il propose qu'on suive l'exemple de l'Ontario par rapport aux ministres. Il considère que, d'après le projet soumis, il y a trop d'employés publics qui auront droit aux sièges dans cette Chambre.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Déclare que plus il écoute les adversaires du double mandat plus il trouve leurs arguments faibles et peu sérieux. Le député de Saint-Jean dit qu'en examinant la composition de la Chambre, on se persuade de suite que le peuple condamne le double mandat. Or, en faisant ce qu'il exige, on arrive à une tout autre conclusion. En effet, tous ceux qui l'ont demandé l'ont obtenu et le peuple ne l'a refusé à aucun de ceux qui ont brigué cet honneur. Les autres députés qui ne siègent que dans une Chambre n'ont pas demandé le double mandat; qui sait si le peuple ne se serait pas montré disposé à le leur accorder comme aux autres. Il est remarquable qu'il ne l'a pas refusé à ceux qui ont voulu l'obtenir.

M. P. Benoît (Napierville): Combat le double mandat parce qu'il prive la Chambre de la présence d'hommes de talent, qu'il a pour but, nous dit-on, de retenir au milieu de nous; mais pourquoi Cartier est-il absent?

Vous êtes illogiques. Vous proscrivez de la Chambre les fonctionnaires fédéraux et vous y admettez les ministres fédéraux. Pourquoi cette distinction? Ceux qui sont contrôlés sont-ils plus redoutables que ceux qui contrôlent? Ce n'est pas tout, la raison que vous donnez pour

ne pas abolir le double mandat, c'est qu'il n'y a pas eu de candidats sollicitant les suffrages pour les deux Chambres, qui aient été rejetés. Mais alors vous ne devez pas proscrire de cette Chambre les fonctionnaires.

Du reste, on dit que le peuple ne s'est pas prononcé contre le projet de loi, mais qu'il n'a pas non plus repoussé les fonctionnaires publics du gouvernement fédéral et pourquoi les exclut-on? Il est heureux que l'on n'insiste pas sur cette question, attendu que l'on désire éviter une crise ministérielle.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Dit qu'on ne peut pas soutenir que le peuple se soit opposé au double mandat. La Chambre représente l'opinion publique, et celle-ci a approuvé le double mandat comme le prouve la défaite du bill du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand). Sans le double mandat, nous perdriions les services de l'honorable trésorier (l'honorable C. Dunkin). Il ajoute que Sir G.-E. Cartier est actuellement occupé à défendre les intérêts de toute la puissance et qu'il rend encore plus de services à cette province que s'il occupait son siège dans cette Chambre.

Il prétend que sans le double mandat le gouvernement local ne verrait pas dans son sein les hommes d'expérience dont la présence est si nécessaire. Leurs talents les appellent naturellement à Outaouais, où notre intérêt nécessite leur présence et ce n'est que par une espèce de faveur qu'ils prennent part à nos travaux. L'indépendance du Parlement n'est nullement affectée par la double représentation et les inconvénients que l'on veut en faire découler ne frappent personne, tandis que les bons résultats sont évidents. Il fait régner entre les membres des deux Parlements une unanimité de vue, un esprit de corps qui préviendront les conflits et les embarras.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au député de Saint-Hyacinthe (M. Bachand) et dit que l'on ne sait si la mesure actuelle aura un caractère de permanence. En effet, on connaît le pouvoir du Parlement qui échange les lois si souvent. D'ailleurs, comme l'a fait remarquer le député d'Huntingdon (M. Sriver), le remède est entre les mains du peuple et il pourra l'appliquer quand bon lui semblera. C'est ce que personne ne doit oublier.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Prétend que tous ceux qui ont discuté le double mandat, ses partisans et ses ennemis se trompent. Le peuple n'est ni pour, ni contre le double mandat. Dans certaines circonscriptions électorales, il est pour, dans d'autres il est contre. On ne peut donc pas se prévaloir de son jugement. Quant à lui, c'est en grande partie à l'opposition qu'il a faite à ce système de représentation qu'il doit son élection. L'année

dernière, le député de Québec-Est aurait voté en faveur de la proposition du député de Saint-Jean, s'il n'avait pensé qu'il valait mieux pour le moment sacrifier son opinion sur une question que de courir un seul risque de renverser le gouvernement au début du nouveau régime.

Dans ce temps-là, il pensait que la gauche représentait l'opposition, et la droite la phalange ministérielle; mais il s'est aperçu depuis qu'il se trompait sur le compte du député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), et de ses amis, et que les deux partis n'en font qu'un.

Il ne veut pas donner néanmoins son appui à la proposition du député de Saint-Jean, parce que selon lui, elle implique un vote de non-confiance.

L'HONORABLE J.-C. CHAPAS (Champlain): Dit que nul sujet n'a été débattu plus souvent que le double mandat: il a été l'objet de discussions dans toutes les provinces et aujourd'hui l'on peut parfaitement connaître l'opinion de la Puissance comme corps sur cette question. La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick le condamnent, la province de l'Ontario l'a consacré deux fois, le Parlement fédéral une fois. Quant à la législature de Québec, nous connaissons son opinion. Aujourd'hui, toute opposition à cette mesure est inopportune et tout au moins inutile.

D'ailleurs, l'on a fait beaucoup de bruit autour de cette question et bien des adversaires ardents du double mandat sont aujourd'hui décidés à l'accepter si le peuple veut leur accorder. Qu'apprenons-nous en effet? Que M. Letellier de Saint-Just, déjà sénateur, et qui était l'an dernier si hostile au cumul des mandats, va briguer les suffrages dans le comté de Kamouraska pour l'Assemblée législative de Québec. De deux choses l'une: ou M. Letellier reconnaît qu'il avait tort, ou il n'était pas sincère l'an dernier. Dans un cas comme dans l'autre, son attitude actuelle donne raison à ceux qui sont d'opinion que le cumul des mandats est, dans les circonstances actuelles, nécessaires. On ne faisait donc qu'inventer des ruses, des subterfuges, l'opposition n'est pas plus opposée au double mandat, à l'occasion, que le parti conservateur. Le bill est lu pour la deuxième fois.

Demande de documents:

Immigration.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. Carter) qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toute correspondance qui a pu avoir eu lieu entre le gouvernement de Québec et celui du Canada, et entre le gouvernement de Québec et

celui de l'Ontario, relativement à l'immigration.
Adopté.

Inspecteurs de prisons

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. LeCavalier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de tous les rapports des inspecteurs de prison, qui concernent la prison du district judiciaire de Kamouraska faits depuis le rapport de 1863, et les rapports des grands jurés, depuis cette date, sur l'état de la cour et de la prison dudit district judiciaire.

Adopté.

Interpellations:

Dispensaire à Montréal

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande si le gouvernement a l'intention de rétablir à Montréal le dispensaire pour les maladies des yeux et des oreilles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement prendra une décision quand on lui demandera des secours.

Travaux publics

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre les démarches nécessaires pour avoir sous son contrôle les estacades, glissoires, et autres travaux qui se trouvent dans les limites de la province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Répond qu'il ne peut donner maintenant aucune réponse décisive.

Représentant du procureur général à Chicoutimi

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Demande si c'est l'intention du gouvernement de continuer à envoyer un avocat d'un district voisin à Chicoutimi, pour représenter le procureur général aux assises criminelles.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le greffier de la Couronne étant capable de faire l'ouvrage ordinaire, on ne devrait envoyer un avocat que pour conduire les causes importantes. Le gouvernement serait heureux, si cela était possible, de nommer un avocat résident.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 1er février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat des affaires de la corporation de l'Union Saint-Joseph de Saint-Joseph de Lévis, pour l'année 1867-68. (Documents de la Session no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de Louis Carrier et autres, de la ville de Lévis.

Par M. Church, la pétition de Léon David et autres, du township de Hull, comté d'Ottawa.

Par M. Pozer, la pétition de David G. Pozer et autres, de la paroisse de Saint-Georges, et la pétition de G. Perron et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, toutes deux du comté de Beauce.

Par M. Dumoulin, la pétition de Sévère Dumoulin et autres, commissaires pour les institutions charitables de la cité et du district des Trois-Rivières.

Par M. Simard, la pétition de l'Asile du Bon Pasteur, Québec, la pétition de l'Hospice de Saint-Joseph de la Maternité, Québec, la pétition de dame Eliza M. Massue et autres dames, directrices de l'Association charitable des dames catholiques de Québec, et la pétition d'Olivier Robitaille, M.D., de la cité de Québec.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition des Soeurs de la Charité du village de Plessisville de Somerset, comté de Mégantic.

Par M. Chapleau, la pétition de l'honorable Charles Mondelet et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Carter, la pétition de James P. Clark et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Bachand, la pétition de Philip Hamon et autres, des townships de New Port et Pabos, et la pétition de la municipalité du township de Grande-Rivière.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De N. Parenteau et autres, de la paroisse de Saint-Pie Deguise; demandant que cette paroisse soit érigée en municipalité locale et scolaire.

De Frs Régis Vanasse et autres, de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska; demandant qu'un acte soit passé les autorisant à faire constater leurs droits dans la commune de la seigneurie d'Yamaska.

Du révérend F.-X. Guay et autres, du township de Bégon, comté de Témiscouata, de A.S. Martin et autres, du township de Clifton, comté de Compton, et du révérend père François-Xavier et autres, de Sainte-Justine-de-la-Trappe, township Langevin; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Hubert Blais et autres, de la paroisse de Saint-Valier, et du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, tous du comté de Bellechasse; demandant respectivement de détacher ledit comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec.

Du révérend L. Provencher et autres, de la paroisse de Portneuf; demandant de l'aide pour la publication du Naturaliste Canadien.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois; demandant une allocation annuelle en faveur de l'Hospice de Saint-Joseph de Beauharnois.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres; demandant de l'aide pour l'Institution des Sourds-Muets de ladite cité de Montréal.

Du révérend A.-H.-B. Lassiseraye et autres, de la paroisse du Cap-de-la-Magdeleine, du révérend J.-H. Dorion et autres, de la paroisse de Yamachiche, de révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface, du révérend J.-D.-S. de Carufel et autres, de la paroisse de Saint-Etienne, tous du comté de Saint-Maurice, de S.-E. Gervais et autres, de la cité des Trois-Rivières, du révérendissime évêque d'Anthédon et autres, de la cité des Trois-Rivières, de Elz. Landry et autres, de la paroisse de Bécancour, du révérend J. Harper et autres, de la paroisse de Saint-Grégoire, du révérend A.-N. Bellemare et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, tous du comté de Nicolet; demandant respectivement la séparation de la compagnie de chemin de fer du nord de celle du chemin des Piles.

De Adolphe Bruneau et autres, de la ville de Sorel; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union Saint-Joseph de Sorel.

De Thomas Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation.

De A.C. de Lotbinière-Harwood et autres, du township de Newton, comté de Vaudreuil; demandant le redressement de la ligne du troisième rang dudit township de Newton.

De la municipalité du township de Malbay, de la municipalité du township de Cape Cove, de la municipalité des townships de Newport et Pabos, et de la municipalité du township de Percé; demandant respectivement l'abrogation de la section 28 du chapitre 109 des statuts refondus du Bas-Canada.

De Alexis Artois, et autres Canadiens du village de Natick, de Narcisse Laplante, et autres Canadiens du village de Phoenix et Aetna, de Hilaire Couillard, et autres Canadiens du village de Crampton, de Joseph Proulx, et autres Canadiens du village de Quidnick, de Joseph Poudrier, et autres Canadiens du village de Artic, tous de l'Etat de Rhode Island, et de Henry Lord, et autres Canadiens de Biddeford, Etat de Maine; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays, en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Prétend que le nouveau bill, étant un amendement à l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada, ne peut être un bill privé et que par ailleurs, le bill déjà présenté concernant les notaires a été considéré comme bill public. Il ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même cette fois.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Etablit la distinction entre les deux bills et définit la classe de celui du député de St-Hyacinthe (M. Bachand). Il distingue également le rôle des avocats et des notaires.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Avertit l'auteur du bill que la procédure prévue par les règlements de la Chambre doit être suivie.

Le bill est lu une première fois.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le 29 Vict. chap. 17, acte concernant les assurances sur la vie.

La même discussion reprend. Le bill est retiré pro tempore.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton.

Il fait quelques remarques pour démontrer la nécessité de passer ce bill.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Soulève une question d'ordre: le bill n'est pas un bill public et il aurait fallu donner un avis.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Fait quelques remarques.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Fait quelques remarques.

Le bill est lu une première fois.

Interpellations:Bâtisses du parlement.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande si le gouvernement a l'intention de faire ajouter aux bâtisses du parlement une rotonde ou autres constructions en matériaux incombustibles destinées à placer en sûreté la bibliothèque de l'Assemblée législative.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond négativement, mais déclare qu'à l'avenir toutes les bâtisses du gouvernement seront construites autant que possible en matériaux incombustibles.

Résidence du lieutenant-gouverneur

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire construire en la cité de Québec un édifice pour servir de résidence à Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement ne sait pas encore s'il achètera ou fera construire une résidence pour le lieutenant-gouverneur. Mais au cas où il ne ferait ni l'un ni l'autre, une somme suffisante serait mise de côté dans les prévisions budgétaires pour le loyer d'une bâtisse à cette fin.

Fonds de retraite.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande si le ministère a l'intention de proposer, durant la présente session, une mesure pour établir un fonds de retraite en faveur des employés des départements publics de la province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond, au nom du procureur général, que la commission du service civil vient d'être nommée et qu'elle s'occupera de cette question. Il annonce que la nomination de cette commission a été publiée dans la Gazette officielle et que les trois membres qui la composent sont: M. Dunscomb, percepteur des douanes à Québec, M. Vézina, de la Banque Nationale et Gaspard Drolet, auditeur des comptes pour la province de Québec.

La séance s'ajourne à trois heures et demie.

Séance du 2 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures et quinze

Dépôt et lecture des pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bellerose, la pétition de Honoré Guay et autres, de la ville de Lévis.

Par M. Carter, la pétition du très révérend John Bethume, recteur de la paroisse de Montréal, du titulaire et des marguilliers de l'église St-George, Montréal.

Par M. Laberge, la pétition du révérend L.-L. Pominville et autres, de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay.

Par M. Bachand, la pétition du révérend F.-A. Blouin et autres, du township de Grande-Rivière; la pétition de la municipalité du township de Grande-Rivière et la pétition de Charles Robin et autres, du township de Percé.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend S. Tassé et autres, de Ste-Thérèse de Blainville.

Rapport des comités:

M. A. C. de LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanentes. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de l'honorable C. Dunkin et autres demandant un acte pour mettre en vigueur l'acte chapitre cent onze des statuts du Canada; celle de John Lemesurier et autres demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de chemin à lisses de Québec à Gosford" et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

Votre comité a aussi examiné la pétition du révérend J. Primeau et autres de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, district et seigneurie de Beauharnois, demandant qu'une partie de ladite paroisse soit annexée à la paroisse de St-Patrice de Sherrington et il est d'opinion que cette pétition ne requiert pas d'avis.

Documents

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, les comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1868, et pour les six et dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868. (Documents de la session no 3).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur copies des ordres en conseil, datés respective-

ment le 18 et le 20 de décembre 1868, concernant la charge d'imprimeur de la Reine et la publication de la Gazette officielle de Québec (Documents de la session no 14).

Aussi, le rôle d'évaluation de la municipalité de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, révisé le 3 juillet 1868. (Documents de la session no 12).

Et aussi, état des affaires de l'hôpital général du district de Richelieu; — de l'hôpital des Trois-Rivières; — de l'Hôpital Général de Montréal; — et de la Société bienveillante des dames de Montréal, y compris la maison de refuge, tous pour l'année finissant le 31 de décembre 1868. (Documents de la session no 6).

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Accordé.

M.O. PELLETIER (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher, pour les fins judiciaires, le comté de Bellechasse du district de Montmagny, et l'annexer au district de Québec.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer les Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul de Montréal.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Comptes publics.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) que les comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1868, et pour les six et les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868, soient imprimés, pour l'usage des membres de cette Chambre.

Que les comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1868 et pour les six et les dix-huit mois finissant le 31 décembre 1868, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics.

Adopté.

Dépenses de la Chambre.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport :

Assemblée législative,
Québec, 2 février 1869.

Troisième rapport du comité des dépenses contingentes:

Votre comité a l'honneur de faire rapport que le sous-comité composé de Messieurs Bellingham, Moll, Blais et LeCavalier, auquel ont été renvoyés les rapports du greffier de la Chambre, celui de son assistant et d'autres employés, "fait rapport qu'il trouve que tous les documents qui lui ont été soumis prouvent que les divers officiers de la Chambre, qui les ont préparés, apportent beaucoup de soins et d'attention dans l'accomplissement de leurs devoirs."

Que votre comité approuve ledit rapport et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante et la prie de vouloir bien l'adopter.

"Que le rapport du sous-comité ci-annexé, marqué A, auquel a été soumis l'état des livres, des comptes et des dépenses de la Chambre

d'Assemblée, pour l'année finissant le 31 décembre 1868, soit adopté."

Le tout respectueusement soumis.

J.H. Bellerose,
Président.

Le sous-comité nommé par le comité des dépenses contingentes, pour faire rapport sur l'état des livres, comptes et dépenses de la Chambre d'Assemblée pour l'année finissant le 31 décembre 1868, a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné en détail toutes les dépenses encourues par la Chambre d'Assemblée depuis le 27 de décembre 1867 au 31 décembre 1868, et trouve qu'elles se montent à la somme de \$82,618.39 pour toutes les fins y compris l'indemnité des membres, les salaires, l'impression et la reliure, la papeterie, l'ameublement des bureaux et les dépenses incidentes.

L'allocation votée à la session dernière pour lesdites fins, était de	\$88,927.45
Le montant actuellement payé par mandat du département du Trésor est de	85,000.00
Laissant entre les mains du trésorier une balance de	3,927.45
De plus, argent déposé à la banque et payable sur les chèques du greffier de la Chambre	2,381.61
Laissant sur les appropriations ou estimés de \$88,927.45, une somme non dépensée de	6,309.06
On devra se rappeler aussi qu'il a été payé pour l'impression des lois municipales et d'agriculture, à laquelle on ne songeait pas, quand l'allocation a été faite, une somme de	1,589.84
Pour salaires payés par ordre du Conseil exécutif, jusqu'au 27 décembre 1867	930.54
Pour copies surnuméraires du rapport d'agriculture	237.00
Pour diverses dépenses de voyage, frais de port, etc.	149.84
Pour livres pour le greffier en loi	321.18
Pour impression de tableau, rapports statistiques judiciaires	43.00
Pour papeterie pour 1869.	1,519.59
Payé à M. Brousseau à compte.	409.17
Le tout se montant à la somme de	\$11,509.22

Laquelle est, en effet, moindre que l'allocation faite par la Chambre à la dernière session, c'est-à-dire \$6,309.06 entre les mains du trésorier de la province et en argent au crédit du greffier de la Chambre et \$5,200.16 actuellement payés en sus de ce qui avait été prévu quand l'allocation fut faite.

On doit remarquer aussi qu'il reste encore, non distribuées, 904 copies en français et 785 copies en anglais des actes municipaux impri-

més comme susdit; et 100 copies en français et 345 en anglais de la loi d'agriculture; et aussi que le montant dépensé comme susdit comprend les salaires des employés surnuméraires de la Chambre dont les services ont été discontinués à la clôture de la session.

Votre comité a examiné tous les comptes et les livres du ministère et les a trouvés corrects et tenus en bon ordre.

Les pièces justificatives ont aussi été exami-

nées et trouvées classées avec ordre, attestées en la manière requise par les règles de la Chambre et conformes aux entrées faites dans les livres.

Votre comité recommande que les anciennes règles soient maintenues, quant à ce qui regarde l'attestation de tous les comptes qui doivent être payés et insiste aussi sur la nécessité qu'il y a de pratiquer l'économie dans les dépenses de la Chambre.

Respectueusement soumis,

J.-H. Bellerose,
J.-G. Robertson,
Julius Scriver,
N.-M. LeCavalier,
Sous-Comité.

Chambre du comité,
1er février 1869.

Barreau du Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

Accordé.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que cette Chambre se formera en comité, vendredi, pour prendre en considération les subsides.

Adopté.

Indépendance de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

En comité:

Les deux premières sections du bill sont adoptées.

La troisième clause est lue ainsi :

"Et rien de contenu dans la présente section ne rendra inéligible comme susdit, ou ainsi inhabile à siéger ou à voter aucun officier de milice ou milicien ne recevant pas de salaire permanent comme officier de l'état-major de la milice ni aucun maître de poste dont l'emploi ne rapporte pas annuellement un revenu total excédant cent piastres".

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande quel est le chiffre du salaire des maîtres de poste, au-dessus duquel ces employés ne peuvent siéger dans la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Répond que c'est la somme de \$100.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Commence par féliciter le gouvernement d'avoir présenté une loi aussi libérale que l'est celle qu'il offre aujourd'hui à l'approbation du comité. Il la trouve de beaucoup supérieure à celle qui régit le Parlement fédéral. Celle-ci admet à siéger aux Communes tous les employés des gouvernements locaux: shérifs, protonotaires...

La loi qui est présentée admet comme principe que les employés du gouvernement du Canada ne sont pas éligibles: il en félicite les auteurs de la nouvelle loi, mais il regrette de voir qu'elle renferme des compromis. Il est et a toujours été opposé à toute législation de compromis qui n'est que l'oeuvre de gouvernements faibles. Il a toujours combattu toutes les demi-mesures: c'est un mauvais principe qu'il ne faut pas consacrer. L'adoption de la présente mesure créerait un précédent dont les suites seraient dangereuses. Il est malheureux de voir les ministres créer une exception en faveur d'une classe de fonctionnaires publics. La loi ne devrait pas souffrir cette exception.

Il (M. Chapleau) s'oppose à la partie de cette section qui donne aux maîtres de poste touchant un salaire qui ne dépasse pas \$100, le droit d'occuper un siège dans le Parlement.

Il ne comprend pas quelle différence le montant d'un salaire peut faire dans la question de l'indépendance d'un homme. Il s'oppose à l'admission au Parlement de toute personne recevant des émoluments du gouvernement fédéral, quelque faibles qu'ils soient.

En vertu de la dualité des mandats contre laquelle il s'élève assez longuement, nos ministres siégeant dans le Parlement fédéral ne peuvent-ils pas faire nommer maître de poste qui bon leur semble et donner cette charge à des partisans ou amis dévoués? Voilà des effets pernicieux du double mandat.

Pourquoi créer cette exception en faveur des maîtres de poste? On chercherait vainement des raisons plausibles pour la justifier.

On prétend qu'ils touchent des salaires trop modiques pour laisser soupçonner leur dépendance, qu'ils rendent de grands services à la province et qu'en en recevant une si faible rémunération, il serait trop rigoureux qu'ils fussent exclus de la représentation. Personne ne nie que les services que rendent ces fonctionnaires soient considérables; mais ne trouverait-on dans nos campagnes qu'un homme qui soit propre à remplir cette charge? Les capacités qu'elle demande sont-elles d'un ordre si élevé qu'il faille assurer à l'heureux mortel qui les possède un siège en Parlement?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le gouvernement, en admettant en Parlement les maîtres de poste qui touchent un salaire ne dépassant pas \$100, a agi avec une libéralité qui devrait lui mériter les éloges des députés plutôt que leur critique.

Le gouvernement fait cette exception en faveur des maîtres de poste recevant moins de \$100 parce que ce n'est pas un salaire, mais une

simple indemnité pour les services rendus.

Le bill a pour but d'assurer l'indépendance de la Législature. L'indépendance d'un député pourrait-elle être mise en doute s'il tombait sous l'exception que contient cette clause? Que l'on considère la position de ces maîtres de poste. Pourrait-on prétendre, parce qu'ils reçoivent un misérable salaire qu'ils touchent à titre de compensation plutôt que de rémunération, que leur indépendance est engagée? Ils rendent des services considérables et ce n'est qu'une rémunération infime que leur donne la province en récompense. La considération de ces services devrait être pour eux un nouveau titre à leur entrée en Parlement plutôt qu'une cause d'exclusion. En excluant tous les autres employés du gouvernement de la Puissance, le gouvernement a assez fait pour être à l'abri du soupçon d'avoir cherché à complaire aux ministres fédéraux et à placer indirectement la Législature locale sous le contrôle des autorités d'Ottawa.

On se plaint souvent que les départements des postes sont mal administrés et fonctionnent mal, et l'on voudrait leur enlever les employés les plus capables.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Il ajoute quelques arguments aux remarques qu'a faites le député de Terrebonne et qu'il approuve en tous points.

Dans les temps d'élection le maître de poste briguant les suffrages d'un comité pourra être un homme à craindre. Il se trouvera à portée de toutes les correspondances échangées; il pourra être tenté de prendre connaissance de secrets de beaucoup de prix pour lui, et rendre service à sa cause. On a déjà vu que, pour être de droit, l'inviolabilité des correspondances n'existe pas toujours de fait.

D'ailleurs, pendant ses absences pour les sessions, le maître de poste député laissera son bureau, et que fera-t-on sans les lumières de cet homme indispensable partout?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose qu'après le mot "milice", le reste de la clause 3 de cette section soit biffé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il ne comprend pas comment on peut témoigner tant de défiance pour l'indépendance d'officiers qui ne sont pas ceux du gouvernement local. Il rappelle des abus d'autrefois, et s'étonne qu'on veuille donner encore champ libre à de semblables absurdités. C'est loin d'être par l'attrait de cette charge, pour l'appât du lucre, que les bureaux de poste trouvent des fonctionnaires. Il a entre les mains des lettres de maîtres de poste prêts à remettre leur démission, vu le peu de profit qu'ils retirent de leur charge et les embarras qu'elle leur cause. Peut-on conclure à la dépendance de ces fonctionnaires, si l'on songe à la modicité de leur rétribution? Le gouvernement, en insérant cette dis-

position dans le bill, a été mu par un esprit libéral qu'il est étrange de voir méconnu par quelques députés dont il aurait dû plutôt être applaudi. Les exclusions que contient le bill doivent être suffisantes pour éloigner tout soupçon, et quiconque a étudié la mesure avec soin ne pourra s'empêcher de dire qu'en cette circonstance le gouvernement n'a subi aucune influence étrangère. Les employés qui auraient pu porter ombrage aux susceptibilités de la Législature ont été soigneusement exclus pour éloigner tout soupçon.

Il espère que le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) retirera son amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Répond que si le gouvernement avait présenté un bill comme celui du gouvernement fédéral, il lui donnerait son appui. Il déclare que le principe posé par le procureur général, en donnant des privilèges aux maîtres de poste qui reçoivent une rémunération fixe, et privant les autres maîtres de poste de ce même privilège parce que leur salaire excède cette somme, est un précédent que la Chambre ne doit pas établir. Il ne voit pas comment on peut limiter l'indépendance d'un député à un chiffre fixe. Pourquoi le maître de poste qui recevra cent piastres, pourrait-il siéger indépendamment, et celui qui en recevra cent deux ne le pourrait-il pas?

Répondant à l'objection de la prétendue difficulté de trouver dans les campagnes des gens capables de remplir la charge de maîtres de poste dont on motive cette exception, il prétend, entre autres choses, que, pour ce qui regarde les registrateurs, il doit être plus difficile de trouver des hommes pour cette charge que pour celle de maîtres de poste, et cependant ceux-là sont exclus de la Législature et doivent abandonner leur charge s'ils veulent y entrer. Il est donc évident que cette objection n'en est pas une.

Il répète que la loi entre dans la catégorie des compromis et des demi-mesures qu'il combattra toujours. Quant au double mandat, il le condamne aujourd'hui comme il l'a condamné durant les dernières élections. Si l'on veut lui donner un caractère permanent, et en consacrer le principe, c'est une injustice, un manque de logique inconcevable. Le double mandat empêche nécessairement les rouages de la Confédération de fonctionner sans entraves et il sape l'indépendance des gouvernements locaux. Sir G.-E. Cartier, dont on regrette l'absence, n'a pas favorisé le double mandat dans ces conditions. Comme bien d'autres, il l'a jugé nécessaire à l'origine d'un nouvel ordre de choses, mais voilà tout, et il l'a fort bien dit qu'avec ce Parlement devrait cesser la dualité de représentation.

La Chambre a été heureuse d'entendre, ces jours derniers, l'honorable secrétaire d'Etat déclarer que l'accord le plus parfait régnait entre les deux gouvernements. Partant de là, l'honorable ministre déduisait des arguments en faveur du double mandat.

Ce n'est pas du fait qu'il y a entente aujourd'hui que cette harmonie existera toujours; et c'est alors qu'une pression pourrait être exercée que l'indépendance de la Législature pourrait être en danger. Que l'on se fasse une idée des embarras qui naîtraient de cette lutte ! Cette considération serait suffisante pour nous faire condamner le double mandat.

Il demande le vote sur son amendement.

40 ont voté contre;

7 en faveur (MM. Chapleau, Bachand, Hearn, Tremblay, Molleur, Hamilton, Pozer).

Lecture de la quatrième clause.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Se déclare contre cette clause. Après avoir rappelé à la Chambre son vote de l'année dernière en faveur du double mandat, il plaide inexpérience pour justifier ce premier vote, mais il déclare que rien maintenant ne pourrait lui faire changer d'opinion lorsqu'il affirme qu'il est contre le principe du double mandat.

Il cite l'opinion de personnes expérimentées qui, toutes, reconnaissent qu'en outre que le principe soit mauvais, l'application n'en peut entraîner que des embarras de tous genres dans l'administration.

Il revient à la clause en question. Il est évident que cette clause n'est uniquement faite que pour permettre à un de ses collègues en Parlement de continuer à garder son siège en Chambre. Il ne voit pas la différence, quant au principe, que fera une date de nomination plutôt qu'une autre, quant à la dépendance ou l'indépendance de cet officier comme député. Il ne voit là qu'une demi-mesure et lui non plus n'aime pas à accepter cette manière de législater. Il propose donc, sans pourtant en faire une motion, certains amendements qu'il espère que le gouvernement adoptera avec satisfaction.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande le temps de prendre cette suggestion en considération et dit qu'à la troisième lecture du bill, le gouvernement se prononcera sur cette clause.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'élève contre le projet de loi, surtout ce qui sanctionne le double mandat qui est absurde. Le peuple y est opposé, témoins les quelques députés élus de cette façon. Il regrette que le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) ait aussi introduit dans sa mesure des exceptions en faveur d'un certain député, comme la clause qui a pour effet de permettre à M. Harwood, quoiqu'il reçoive un assez haut salaire comme officier de milice, de siéger comme un député indépendant.

Il se plaint de ce qu'on retarde tout, et réitère au gouvernement la demande du député de Montréal-Centre (M. Carter) de se prononcer sur sa suggestion.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Prie le député de Terrebonne de ne pas insister, et dit qu'il n'est que juste et de coutume de donner au gouvernement le temps qu'il demande pour considérer une question.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande, sans cependant proposer un amendement, que le mot "annuel" répété au 1er paragraphe de la troisième section soit retranché aux deux endroits.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit que ce mot "annuel" compris dans la clause n'a pas l'effet de faire une exception des personnes qui auraient des contrats du gouvernement, puisque ces contracteurs tombent sous le coup d'une clause subséquente de la loi, mais n'est que dans le but de permettre au gouvernement de pouvoir se servir, au cas échéant, des lumières et des talents de certains membres de différentes professions, quoique députés; autrement le gouvernement se trouverait sur un pied d'infériorité avec le simple particulier, qui, lui, peut toujours s'assurer des services de l'homme qu'il croit le plus capable. On fixe à \$1000 l'amende encourue par toute personne siégeant en Parlement en contravention aux clauses de l'acte.

Les autres sections du bill sont adoptées.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 3 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que son warrant pour la nomination des membres du comité général des élections est sur la table, et ledit warrant est lu comme suit:

Conformément à la trente et unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte concernant les élections parlementaires contestées", je nomme Henri-Gustave Joly, écuyer, député de la division électorale de Lotbinière, Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, député de la division électorale de Laval, Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood, écuyer, député de la division électorale de Vaudreuil, Edward Carter, écuyer, député de la division électorale de Montréal-Centre, Pierre Bachand, écuyer, député de la division électorale de Saint-Hyacinthe et Edward John Hemming, écuyer, député de la division électorale de Drummond et Arthabaska, pour être membres du comité général des élections, pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce troisième jour de février 1869.

J.-G. Blanchet,
Orateur, Assemblée législative

Dépôt et lecture des pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robert, la pétition de F. Larose et autres, de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville.

Par M. Picard, la pétition de E.S. Darche et autres, des townships de Ham-Nord et Ham-Sud.

Par M. Pelletier, la pétition de Octave Roy et autres du township d'Armagh, comté de Bellechasse.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de Frederick Fearon, de Moorgate street, dans la cité de Londres, Angleterre, écuyer, Henry Mather Jackson, de Lincoln's Inn, dans le comté de Middlesex, Angleterre, écuyer, et George Barnard Townsend, de Storey's Gate, Westminster, dans ledit comté de Middlesex, écuyer, syndics de la compagnie d'entrepôt, des bassins et des quais du Saint-Laurent.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis Carrier et autres, de la ville de Lévis; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin à lisses de Lévis à Kennébec.

De Léon David et autres, du township de Hull, comté d'Ottawa; demandant un acte

d'incorporation sous le nom de "La Société de Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull."

De James P. Clark et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Institut des marins de Montréal."

De David G. Pozer et autres, de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Famine.

De Georges Perron et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, comté de Beauce; demandant des amendements à la loi des jurés.

De Sévère Dumoulin et autres, commissaires pour les institutions charitables pour la ville et le district des Trois-Rivières, de l'Asile du Bon Pasteur de Québec, et des Soeurs de la Charité du village de Plessisville de Somerset, comté de Mégantic; demandant respectivement de l'aide.

De l'Hospice Saint-Joseph de la Maternité de Québec; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De dame Eliza M. Massue et autres, directrices de l'Association charitable des dames catholiques de Québec; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

De l'honorable Charles Mondelet et autres, de la cité de Montréal; demandant le rétablissement du dispensaire pour les maladies des yeux et des oreilles dans ladite cité.

De Olivier Robitaille, médecin de la cité de Québec; demandant l'autorisation de vendre les biens mobiliers et immobiliers de la succession de feu Angus Macdonald.

De la municipalité du township de la Grande-Rivière, et de Philip Hamon et autres, des townships de Newport et Pabos; demandant respectivement l'abrogation de la section 28 du chapitre 109, des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adresse au gouverneur général

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre que l'honorable M. le solliciteur général Irvine et les autres membres de la députation nommés par cette Chambre, pour présenter l'adresse conjointe de félicitation de la part des deux Chambres à Son Excellence le gouverneur-général, ont présenté ladite adresse à Son Excellence, qui l'a reçue gracieusement et a bien voulu y faire la réponse suivante :

Honorables Messieurs,
et Messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir que je reçois votre loyale et respectueuse adresse et vous prie d'accepter mes très sincères remerciements pour les félicitations que vous m'offrez à mon arrivée, en qualité de représentant de Sa Majesté.

Lady Young vous a aussi beaucoup d'obligation pour la cordiale bienvenue que vous lui avez donnée.

Vos promesses de coopération me sont très agréables, et elles ne peuvent manquer de contribuer beaucoup à assurer l'harmonie dans

l'action des diverses parties du gouvernement.

C'est cependant avec une satisfaction particulière que je porte les yeux sur la partie de votre adresse où vous m'assurez que, dans l'accomplissement des devoirs dont la constitution vous a chargés, vous ne perdrez pas de vue les intérêts généraux de la Confédération.

Je vous remercie de cette assurance et j'en apprécie pleinement la grande importance.

Ma fervente prière est que les Chambres provinciales se mettent toujours à l'oeuvre de la législation dans un semblable esprit qui, tout en les animant du sage désir d'avancer tous les intérêts locaux, ne les rendra pas moins zélées pour l'avancement de ces intérêts plus larges et vraiment nationaux qui sont essentiels à la prospérité et au pouvoir de la Puissance entière.

Pour ma part, je puis vous assurer franchement de mon ardent désir de coopérer avec vous à l'avancement du bien-être général. Avec les bénédictions de la divine providence, j'espère que nos efforts réunis obtiendront leur récompense dans la conscience d'avoir honorablement rempli nos devoirs, et dans la vue d'un peuple prospère et content.

(Signé.)

John Young.

Immigration

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence, N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie de toute correspondance qui a pu avoir lieu entre le gouvernement de Québec et celui du Canada, et entre le gouvernement de Québec et celui de l'Ontario, relativement à l'immigration. (Documents de la session no 13.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 2 février 1869.

Rapport de comités

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): Présente à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné la pétition d'Adolphe Bruneau et autres, de la ville de Sorel, demandant à être incorporés sous le nom de "l'union Saint-Joseph de Sorel".

Et celle de Thomas Workman et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés dans le but de prévenir les cruautés envers les animaux et trouve que dans le premier cas, l'avis n'a pas été publié en anglais dans un des journaux locaux et que dans le second cas

aucun avis n'a été donné, mais votre comité est d'opinion que ces pétitions n'exigent pas d'avis.

Quant aux pétitions suivantes:

De Thomas Mackie et autres, demandant une réduction dans le fonds social de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de St-François, et à celle de Thomas Wood et autres, du township de Dunham, demandant la passation d'un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer, votre comité trouve qu'il n'a été donné d'avis en français dans aucun des papiers locaux.

Introduction de bills

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande à la Chambre la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 29 Victoria, chapitre 17, concernant les sociétés d'assurance sur la vie:

Accordé.

Interpellations:

Cours de commissaires

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'abolir les cours de commissaires.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention d'abolir par un bill les cours de commissaires.

Message du lieutenant-gouverneur:

Imprimeur de la Reine

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Transmet à la Chambre le message suivant:

N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le rapport de l'imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session restant entre ses mains, avec un compte détaillé des frais par lui encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Documents de la session, no 14.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, le 3 février 1869.

La séance est levée à trois heures et quarante minutes.

Séance du 4 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Soulève une question de privilège. Il demande une séance à huis clos, d'une quinzaine de minutes. Adopté.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Craig, la pétition de Charles Dorion et autres, de la ville de Sorel.

Par M. Pozer, la pétition du révérend L.-B. Hallé et autres, des townships de Lambton, Price, Aylmer et Gayhurst.

Par M. LeCavalier, la pétition des Soeurs Marionites de Ste-Croix, de la paroisse de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Par M. Simard, la pétition de E. Beaudet et autres, de la cité de Québec.

Par M. Beaubien, la pétition du très révérend A.-F. Truteau, directeur de l'Institution des sourds-muets de la cité de Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition de Thomas P. Pelletier et autres, de la paroisse de Trois-Pistoles, et la pétition d'Antoine Bélanger et autres, du township de Bégon, toutes du comté de Témiscouata.

Par M. Robert, deux pétitions de Antoine Lemonde et autres, de la paroisse de St-Jean-Baptiste, comté de Rouville.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de la Compagnie d'entrepôt, des bassins et docks du St-Laurent.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Honoré Guay et autres, de la ville de Lévis; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société bienveillante de St-Jean-Baptiste de St-Joseph de Lévis".

Du très révérend John Bethume, recteur de la paroisse de Montréal, du titulaire et des marguilliers (Church-Wardens) de l'église St-George de Montréal; demandant le droit de vendre ou hypothéquer une propriété appartenant à ladite église.

Du révérend J. Tassé et autres, de Ste-Thérèse-de-Blainville; demandant un octroi gratuit de terre pour la construction d'un chemin à lisses de colonisation, au nord de Montréal et pour d'autres fins.

Du révérend L.-L. Pominville et autres, de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay; demandant de l'aide pour creuser la rivière passant à travers ladite paroisse de St-Jean-Chrysostôme.

Du révérend F.-A. Blouin et autres, du township de la Grande-Rivière, de la municipalité du township de la Grande-Rivière, et de Charles Robin et autres, du township de Percé;

demandant respectivement l'abrogation de la section 28 du chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Message du lieutenant-gouverneur;

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Communique un message du lieutenant-gouverneur transmettant un ordre en conseil du gouvernement fédéral à propos du bill de la compagnie hydraulique de Saint-Louis, accompagné du rapport de l'ingénieur en chef sur le sujet.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose l'impression dudit message. Adopté.

Dépenses contingentes

M.J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. J.G. Robertson), que la Chambre concoure dans le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Il dit qu'il ne peut présenter le rapport du comité dont il a l'honneur d'être le président, sans parler d'économie. C'est un sujet épuisé, mais l'économie est une question si vitale pour la province de Québec qu'il faut en parler sans craindre les railleries et les plaisanteries. Le comité n'a pas perdu les sages principes qu'il a posés l'an dernier, et il est bien pénétré de l'idée qu'il avait un grand devoir à remplir.

Si l'on n'était pas dans toutes les parties du pays disposé à faire cesser ce système ruineux dont le pays a souffert par le passé, il serait inutile d'inaugurer un nouveau régime.

Il est évident que le comité du contingent n'a pas à faire briller aux yeux de la Chambre une grande somme économisée par ses soins et sa surveillance; non, car avec le montant mis à sa disposition, il était difficile d'arriver à ce grand résultat. Mais, proportion gardée, l'économie réalisée n'est pas à dédaigner. Sur un crédit de \$80,000, l'on a mis de côté environ \$11,000! Que les autres départements fassent preuve du même zèle et l'on épargnera, en fin de compte, une somme assez ronde et ceux qui crient à l'économie des bouts de chandelle finiront par ouvrir les yeux et se persuader que l'on a tort de négliger les petites choses.

L'on est arrivé à ce résultat grâce à l'énergie des membres du comité, et grâce au concours puissant de la Chambre.

Le comité a décidé, l'an dernier, d'acheter la papeterie destinée aux députés, en Ecosse, et n'a qu'à se féliciter d'avoir pris cette détermination, car il a obtenu des papiers d'une qualité supérieure à celui acheté à Québec l'an dernier, pour un prix bien modique, à 40 p. 100 meilleur marché que l'an dernier. M. Bellerose est heureux de voir que la presse a parfaitement compris la position de notre gouvernement et l'a félicitée d'avoir cherché à réduire le chiffre

des dépenses. M. Bellerose parle longuement de la presse, des attaques dirigées par une feuille d'une ville voisine contre l'économie de bouts de chandelle et contre le président du comité du contingent, mais il méprise le rédacteur de ce journal. Il dit qu'un propriétaire d'un autre journal de cette ville a jeté le comité du contingent dans l'étonnement en présentant un compte de \$10.00 pour cinq insertions d'une annonce concernant les bills privés, tandis que les autres journaux n'ont exigé que \$3.00 pour sept insertions.

Il dénonce les propriétaires du journal dont il a l'intention d'envoyer des copies à ses électeurs, pour qu'ils voient eux-mêmes dans les colonnes éditoriales ce dont il est victime pour avoir cherché à protéger l'argent du pays; avec l'appui du comité il continuera sa politique tout au long de la session. Il dit avoir été élu sans l'appui de la presse et ne la craint pas malgré le grand pouvoir qu'elle a.

Le comité, l'an dernier, a conseillé à la Chambre de renvoyer quelques messagers inutiles et l'on a crié à la persécution. Ces plaintes n'étaient pas justifiées, car ce service se fait très bien avec le nombre actuel d'employés.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Il félicite la Chambre pour les services importants qu'a rendus le comité. La continuation du nouveau système dépend beaucoup de l'état des finances, et c'est avec l'économie que l'on réussira à payer les dépenses courantes et à créer un fonds pour payer la part de dette de chaque province. La colonisation et l'agriculture assureront la prospérité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Complimente les membres et le président du comité de dépenses contingentes sur leur zèle et leur activité. Il s'unit à la Chambre pour apprécier l'importance des épargnes dont le coffre public s'enrichira, mais il ne peut laisser la Chambre adopter ce rapport sans donner à M. l'Orateur la part de mérite qui lui revient dans la réalisation de ces économies. Sa vigilance dans l'intervalle des sessions montre quel intérêt il porte à la Chambre, la scrupuleuse exactitude avec laquelle il s'acquitte des devoirs de sa charge lui mérite nos éloges. (Marques d'approbation).

L'honorable premier ministre pense que la Chambre s'unira à lui pour reconnaître ces services. Le député de Laval s'est plaint de l'obscurité des comptes publics; ils renferment toujours une foule de dépenses sous des titres vagues. Il n'aura pas à faire ce reproche cette année, car jamais ils n'ont été aussi détaillés; chacun peut facilement se rendre compte des recettes et des dépenses.

On s'est plu à faire contraster les dépenses du gouvernement, de l'Ontario avec celles de la province de Québec; c'était là un beau thème pour les économistes à tous crins. Ainsi, ils ont pris leurs coudées franches; malheureusement,

la justice ne les inspirait pas. Ainsi, l'on n'a pas voulu faire entrer en ligne de compte une foule de circonstances qui entraînent des dépenses extraordinaires. Avec nos deux langues et nos deux Chambres, nous devons dépenser non pas le double mais deux tiers plus que dans la province voisine. Notre état social composé d'éléments hétérogènes force les gouvernements à étendre le patronage ou à ménager mille susceptibilités. C'est le désir du gouvernement de pratiquer une stricte économie, en autant qu'elle puisse rendre justice au pays et être compatible avec l'efficacité du service.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande au représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose) quelques explications sur le compte du comité.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Donne les explications demandées.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au premier ministre quelles sont les raisons qui l'ont engagé à nommer une commission du service civil. Il y a si peu de temps que notre nouvelle machine politique fonctionne, qu'il paraît étrange de vouloir imposer des travaux à une commission. Il veut aussi savoir si la Chambre pourra connaître les instructions données aux commissaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que si l'honorable trésorier qui a proposé de nommer cette commission était présent, il donnerait des explications bien complètes. Néanmoins il est facile de faire connaître la pensée des ministres.

On semble dire que le gouvernement est jeune, qu'il vient de nommer ses fonctionnaires et que, par conséquent, il n'a rien à apprendre sur leurs capacités et leurs services.

Il n'est pas juste de raisonner de cette façon, le gouvernement compte dix-huit mois et il a fait ses nominations à ses premiers jours; il a bien droit de s'enquérir s'il ne s'est pas trompé et si les exigences du service demandent autant d'employés. D'ailleurs, le régime précédent a légué au gouvernement de Québec plusieurs départements organisés, le bureau des protonotaires, les greffes, le département des Terres de la Couronne, et le gouvernement désire savoir comment ils sont administrés. Du reste, les gouvernements d'Ottawa et de l'Ontario n'ont-ils pas nommé des commissions et sont-ils plus vieux que le nôtre? Pouvons-nous rester en arrière? Pouvons-nous refuser cette satisfaction à l'opinion publique?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Après avoir fait les éloges du comité, dit qu'il a vu avec regret un des actes du comité. On lui a dit qu'il a renvoyé, l'an dernier, une malheureuse femme employée depuis 21 ans. Ce genre d'économie est pire que la persécution, il est odieux. Il ne faudrait pas imiter ce qui s'est fait

à Ouatouais et jeter sur le pavé de vieux serveurs.

Quant aux économies réalisées sur le papier dont les membres pourraient bien se passer, il aurait été plus suivant la justice de l'acheter en Canada où on aurait pu l'obtenir à bon marché.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit qu'il s'amuse plus à la Chambre qu'il s'est amusé à Montréal.

Le rapport est adopté.

Ajournement

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande au premier ministre un ajournement de quelques jours, vu que les mesures ne sont pas imprimées et que la Chambre les attend et n'a rien à faire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il répond qu'il n'est pas prêt à dire quelles sont les vues du gouvernement à ce sujet. On est en état de procéder aux affaires et plusieurs mesures importantes seront soumises dans quelques jours. La maladie du trésorier pourrait cependant engager le gouvernement à acquiescer au désir des députés en général. Le trésorier a fait son possible, mais il devrait souvent occuper le lit plutôt que son siège.

Il lui est pénible de voir le trésorier dans cet état malgré le courage et la persévérance de ce dernier. Le trésorier devra cependant être consulté sur cette question d'ajournement et il préférera probablement procéder avec les affaires du pays sans tarder. Mais on devrait peut-être lui conseiller ce repos. Le gouvernement donnera sa réponse demain.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Dit que tous les comités sont prêts à travailler, et qu'il est ridicule de parler d'un ajournement de 10 à 15 jours lorsqu'on vient de parler d'économie. L'année dernière, la presse et le public ont protesté contre une telle conduite et on a accusé le gouvernement de ne pas être prêt à procéder aux affaires lorsque la Chambre s'est ajournée à Noël.

La Chambre pourrait continuer à examiner les autres affaires en attendant que la santé du trésorier soit rétablie. Il espère que la Chambre s'opposera à l'ajournement pour que le peuple puisse apprécier les services de ses députés. (Ecoutez! écoutez!)

M. J. POUPORE (Pontiac): Dit que cela est fort bien pour les députés de Québec, mais qu'il demeurerait, lui, à l'autre bout de la province et qu'il désirerait voir sa famille et régler des affaires privées aussi importantes que celles du public. Les membres seront en meilleur état de continuer leur ouvrage après la vacance.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Dit que les députés auraient dû s'arranger, comme lui, pour être en mesure d'assister à la session sans interruption. Il est d'opinion qu'un ajournement serait préjudiciable au pays et au gouvernement. (Ecoutez!) On doit se souvenir du mécontentement causé par l'ajournement de l'année dernière. On dira comme alors que le gouvernement n'est pas prêt à procéder. D'après ce qu'il sait, il suffirait de peu pour que l'opinion publique s'émeuve à nouveau.

Il sympathise avec le trésorier, mais si on en juge par les paroles du premier ministre, on a raison de croire que son absence ne serait pas un obstacle sérieux à l'avancement des affaires.

Il y a une autre raison. On a dit que le gouvernement voulait ajourner à cause de l'absence du député de Montréal-est (M. Cartier) sans lequel il n'ose procéder, (Ecoutez! dit M. Chauveau) et le gouvernement doit prouver que cela n'est pas vrai.

Une troisième raison a été mise de l'avant. On dit que Québec manquait d'ateliers de typographie: les députés ne peuvent faire imprimer leurs bills privés. Si tel est le cas, le plus tôt on transportera le siège du gouvernement dans une localité plus convenable, le mieux ce sera.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Se déclare en faveur de l'ajournement si le gouvernement dit que cela n'aura pas l'effet de nuire aux intérêts du public.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Désire que la Chambre suspende ses travaux pour quelque temps.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Favorise l'ajournement et souhaite que les députés en profitent pour trouver eux-mêmes un endroit où faire imprimer leurs bills.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'exprimerait pas d'opinion avant demain.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 5 février 1869

Sous la présidence de l'honorable
J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

Livraison du courrier

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Attire l'attention du président de la Chambre, de qui relève cette question, sur le fonctionnement de la poste et de la livraison des lettres. Présentement, le dimanche, le bureau n'est ouvert que de midi à une heure, et si le courrier arrive après une heure, il est impossible de recevoir les lettres. Ce système nuit aux personnes désireuses de recevoir leurs lettres et d'y répondre promptement. Un autre inconvénient découle du refus du maître de poste de livrer des lettres après six heures. D'après les règlements actuels, si le courrier arrive quelques minutes après six heures, il est retenu jusqu'au lendemain. Il espère que le président accordera à cette question son attention, le plus tôt possible.

Dépôt et lecture des pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Desaulniers (Maskinongé), la pétition du révérend J. Boucher et autres, de la paroisse de la Rivière-du-Loup, la pétition de G. Caron et autres, de la paroisse de St-Léon, toutes du comté de Maskinongé.

Par M. Robert, la pétition de Félix Rainville et autres, de la paroisse de Ste-Angèle, comté de Rouville.

Par M. Carter, la pétition de Charles Alexander et autres, et la pétition de A. Bernard et autres, toutes de la cité de Montréal; deux pétitions de la Maison protestante d'Industrie et de Refuge de Montréal, la pétition de la Faculté de médecine de l'Université McGill, la pétition du très révérend John Bethune et autres, la pétition du révérend Charles Bancroft et autres, la pétition du révérend George Slack et autres, la pétition de James Muir et autres, membres ecclésiastiques et laïques de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande dans le diocèse de Montréal.

Par M. Moll, la pétition de E. Octavian Cuthbert et autres, des paroisses de Berthier, Isle-du-Pads et autres lieux, dans le comté de Berthier.

Par M. Church, la pétition de J. M. Currier et autres, du township d'Onslow, comté de Pontiac.

Par M. Fortin, la pétition de Sa Grâce l'archevêque de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De F. Larose et autres, de la paroisse de St-Hilaire, comté de Rouville; demandant des amendements à l'acte municipal.

De E.S. Darche et autres, des townships de Ham Nord et Ham Sud, et de Octave Roy et autres, du township d'Armagh, comté de Bellechasse; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Frederick Fearon, de la rue Moorgate, dans la cité de Londres, Angleterre, écuyer, Henry Mather Jackson, de Lincoln's Inn, dans le comté de Middlesex, Angleterre, écuyer, et George Barnard Townsend, de Story's Gate, Westminster, dans ledit comté de Middlesex, Angleterre, écuyer, syndics de la compagnie d'entrepôt, des bassins et des quais du St-Laurent; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite compagnie.

Rapport des comités:

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de James Davis et autres, du township d'Onslow, demandant le redressement de certaines lignes dans quelques rangs de ce township; et celle d'Olivier Robitaille, médecin, de la cité de Québec, demandant l'autorisation de vendre les biens mobiliers et immobiliers de la succession de feu Angus MacDonald, et trouve que dans les deux cas les avis sont suffisants.

Votre comité a aussi examiné la pétition de David Bell et autres, du comté de Renfrew, demandant un acte d'incorporation et trouve que les avis n'ont commencé à être publiés qu'à la fin de décembre; mais attendu que les deux mois seront à peu près expirés avant que le comité des bills privés s'occupe du bill, votre comité recommande pour cette raison la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a de plus examiné la pétition de Louis Carrier et autres, de la ville de Lévis, demandant à être incorporés sous le nom de "compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebéc", et celle de C. J. Brydges et autres, de la ville de Sherbrooke, demandant à être incorporés sous le nom de "compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des Townships de l'Est," et trouve que tous les avis nécessaires n'ont pas été donnés, mais votre comité est convaincu que tous les intéressés sont suffisamment informés de ces demandes, et recommande dans ces deux cas la suspension de la 51^e règle.

Quant aux pétitions suivantes, votre comité trouve qu'elles sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis, savoir:

Pétition de Honoré Guay et autres, de la ville de Lévis, demandant à être incorporés sous le nom de "La Société bienveillante de St-Jean-Baptiste de St-Joseph de Lévis."

Pétition de James P. Clark et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de "l'Institut des navigateurs" de Montréal.

Et pétition de Léon David et autres, du

township de Hull, demandant à être incorporés sous le nom de "La Société St-Joseph de Notre-Dame de Hull".

M. J. ROSS (Compton): S'oppose à la suspension du règlement 51 de la Chambre pour permettre l'introduction d'un bill de chemin de fer.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond qu'on ne peut suspendre ce règlement que par une motion, et quand cette motion sera présentée, il sera alors temps d'en discuter.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la veille, une foule de députés ont pressé le gouvernement d'accorder un congé à la Chambre, congé qui lui serait d'une grande utilité et ne nuirait nullement aux affaires du pays. Le gouvernement ne peut que répéter ce qu'il a dit hier, à savoir que plusieurs textes sont prêts et attendent l'épreuve de la discussion. Plusieurs sont déjà entre les mains des députés et il en arrivera d'autres de jour en jour.

L'acte pour assurer l'indépendance de la Législature est à sa dernière épreuve, le bill des jurés est imprimé, le code municipal est attendu d'un moment à l'autre. Les membres du gouvernement qui siègent au Conseil législatif sont en état d'expliquer leurs projets de loi sur l'agriculture et la colonisation. Il en est venu à la décision d'accéder au vœu de la Chambre, en considérant l'état de santé plus que précaire de l'honorable trésorier de la province. Il expose et louange le zèle et l'attention que l'honorable ministre prend non seulement aux mesures du ressort de son département, mais à toutes les affaires du gouvernement en général auxquelles il est toujours attentif à donner le secours de son activité et de ses lumières. Il déclare que son médecin, après consultation, lui a conseillé fortement un repos de quelques jours sans lequel il serait probablement forcé d'abandonner complètement son siège, mais qu'il espère que ce repos le mettra bientôt en état de continuer à prêter comme par le passé ses services à la province. L'assistance de l'honorable trésorier serait sans aucun doute requise en maintes occasions à propos des mesures que le gouvernement serait disposé à soumettre aux Chambres, et la privation de ses services ferait plus de tort à la province que les quelques jours d'ajournement demandés par les honorables députés. Le ministère se propose d'ailleurs de demander à la Chambre, après le présent ajournement, de lui accorder trois jours au lieu de deux jours par semaine, pour plus prompt expédition des affaires dont le gouvernement a l'initiative. Ainsi, il est à peu près certain que la Chambre aura tout à gagner à l'ajournement et évitera peut-être de grands retards que causerait la maladie du trésorier. C'est à la Chambre de

peser ces raisons et à décider. Il propose en conséquence que la Chambre s'ajourne au 16 février courant.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Suggère plutôt le 17 février, ce qui permettrait aux députés de la région de l'Outaouais de ne revenir que par le train du lundi.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Nous avons attendu jusqu'ici les mesures du gouvernement, lentes à paraître, et maintenant que les ordres du jour commencent à se couvrir, que les comités sont formés et que nous pouvons nous mettre sérieusement à la besogne, le premier ministre nous propose de prendre un congé de quinze jours. Mais n'a-t-on pas réfléchi aux justes critiques que cette mesure va soulever dans l'opinion? Tenons-nous donc si peu au prestige que doit conserver sous peine de déchoir un corps délibérant? C'est la première fois que nous voyons le gouvernement prendre l'initiative d'un ajournement prolongé.

Le prétexte que l'on prend est peu solide. La maladie du député de Brôme M. Dunkin ne saurait empêcher le gouvernement de faire passer ses mesures, car, à aucune de celles qui sont sur les ordres du jour n'est attaché le nom de l'honorable trésorier. La Chambre peut fort bien délibérer en son absence et, en attendant son rétablissement, discuter les bills présentés par ses collègues.

D'ordinaire, c'est la majorité des députés qui demande l'ajournement mais, dans cette circonstance, c'est le gouvernement qui prend l'initiative et se charge d'une grande responsabilité, qu'il aurait dû laisser assumer par la Chambre.

Le gouvernement parle de la maladie du trésorier; ne peut-il pas prendre le repos qui lui est nécessaire et, pendant son absence, la Chambre s'occupera aux travaux d'un intérêt secondaire? A tout considérer, l'ajournement est préjudiciable aux intérêts du pays, de la Chambre et du gouvernement.

Il plaide la désapprobation de l'opinion publique lors de l'ajournement à la dernière session; et d'ailleurs, il trouve ridicule que tout en parlant d'économie, on propose un ajournement qui coûtera à la province une somme qu'il ne serait pas mauvais d'épargner au Trésor. Il s'oppose donc énergiquement à tout ajournement de ce genre.

M. J. ROSS (Compton): Se déclare contre l'ajournement en principe. Si l'on veut que la Chambre en assume la responsabilité, il votera contre la motion. Mais si le gouvernement était prêt à déclarer que l'intérêt public demandait l'ajournement de la Chambre et voulait assumer la responsabilité des retards qu'il occasionnerait, il voterait en faveur de la motion; mais si, au contraire, on en rejetait la responsabilité sur la Chambre, il s'opposerait certainement à ce qu'elle passât.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit qu'il est inouï que l'on propose un ajournement dans de telles circonstances. Il faut beaucoup de courage au gouvernement pour prendre la responsabilité d'un tel acte. Déjà on a droit de l'accuser de retard; ses mesures ne sont pas prêtes et l'on veut encore un délai. Où la Chambre en est-elle dans ses travaux? Nous sommes en session depuis quinze jours et le gouvernement n'a encore fait discuter qu'une seule mesure. Dans le même espace de temps, le gouvernement de l'Ontario en a soumis cinquante-neuf. Le contraste est malheureux pour nous. Qu'attend-on pour procéder aux affaires?

On nous dit qu'à la reprise de la session, il y aura trois séances par jour pour hâter les travaux; je n'aime pas cette précipitation.

Ne vaudrait-il pas mieux ne pas ajourner, afin d'avoir le temps d'examiner à fond les mesures et de les adopter seulement après mûre délibération?

Il ne faut pas se dissimuler que la Législature et le gouvernement de Québec ont un bon nombre d'ennemis dans le pays, que va-t-on dire? Que l'on ajourne au 16 février, parce que Sir George-E. Cartier arrive le 15 et que l'on ne peut rien faire sans lui?

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Non, les journalistes ne blâmeront pas l'ajournement lorsqu'ils sauront que les députés souhaitent un congé uniquement pour aller revoir leurs tendres moitiés. Ce serait de leur part une chose barbare, inouïe. D'ailleurs l'ajournement ne nuit aucunement aux affaires publiques.

M. T. SCRIVER (Huntingdon): Parle dans les mêmes termes que la veille.

Cependant il ajoute que si la majorité de la Chambre désire l'ajournement, il se soumettra de bonne grâce à sa décision.

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Se prononce contre l'ajournement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ne croit pas l'ajournement nécessaire, à tel point qu'il ne veut pas en prendre la responsabilité. Si le gouvernement le demande, c'est autre chose, c'est son affaire et il aura à en répondre. Ce n'est qu'en faisant cette restriction qu'il votera pour la proposition faite par le premier ministre.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Se rend volontiers au désir de la Chambre et du gouvernement. Le congé a pour but de permettre à l'honorable trésorier de se rétablir et M. Dunkin jouit d'une si grande popularité que tout le pays applaudira à la conduite de la Chambre et approuvera son bon vouloir. D'ailleurs, il y a moyen d'utiliser ce congé; l'on pourra étudier le code municipal pendant cette courte vacance et ceux qui voudront se livrer à cette étude consciencieusement n'auront que très peu de loisirs.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit qu'il a été opposé à l'ajournement jusqu'à la dernière heure, mais du moment où on lui dit qu'il est nécessaire pour permettre au trésorier de se rétablir, il ne repoussera pas la proposition du premier ministre. C'est un acte de courtoisie que tous doivent s'estimer heureux de ne pas refuser.

L'ORATEUR: Demande si c'est le plaisir de la Chambre d'adopter la motion.

DES VOIX: Adopté!

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande la division.

Quelques autres députés demandent aussi la division.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaudreau, Beaubien, Bellerose, Bellingham, Bergevin, Bessette, Blais, Brigham, Carter, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (St-Maurice), Dugas, Fortin, Garon, Gaudet, Gendron, Hemming, Irvine, Jodoin, Joly, Laberge, LaRue, LeCavalier, Mailloux, Moll, Ouimet, Pelletier, Picard, Poupore, Rhéaume, Robert, Robertson, Sénécal et Thérien.

Contre: MM. Bachand, Benoît, Clément, Hamilton, Hearn, Lavallée, Locke, Mollé, Pozer, Ross, Scriver, Simard et Tremblay.

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le délai pour recevoir des pétitions pour des bills privés soit prolongé jusqu'au 28 février courant et, pour recevoir des bills privés, jusqu'au 8 mars prochain.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender un acte passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre 30.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M.E. CARTER (Montréal-Centre): Demande

la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institution protestante des sourds-muets et des aveugles.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue à l'égard d'un bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des Townships de l'Est.

M. J. ROSS (Compton): Soulève des objections à la suspension de ce règlement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Déclare que la procédure pour obtenir la suspension de ce règlement est de présenter une proposition, et le temps d'en discuter est celui où la proposition est présentée.

La proposition est acceptée et l'honorable J.G. Robertson (Sherbrooke) reçoit la permission de présenter son bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des Township de l'Est.

Le bill est alors renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Existence de la Législature en cas de décès du Souverain

Selon l'ordre du jour, on fait la deuxième lecture du bill pour continuer la Législature de Québec, dans le cas de décès du Souverain.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Assermentation des témoins

Selon l'ordre du jour, on fait la deuxième lecture du bill pour permettre d'assermenter les témoins dans certains cas, pour les fins de la Législature.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil législatif dans certains cas," auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil législatif dans certains cas," soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 16 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

A trois heures et quinze, l'Orateur monte à son fauteuil, même s'il n'y a pas de quorum. Les noms des députés présents sont alors enregistrés comme suit:

M. l'Orateur, MM. Bellingham, Chauveau, Garon, Hearn, Hemming, Joly, le procureur général Ouimet, Pozer, Rhéaume, Sriver, Simard et Tremblay.

Et à trois heures et quinze minutes de l'après-midi, M. l'Orateur, sans que la question soit mise aux voix, ajourne la Chambre jusqu'à demain.

Séance du 17 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à quatre heures.

Comité général des élections

Henri-Gustave Joly, écuyer, Edouard J. Hemming, écuyer, J.-Hyacinthe Bellerose, écuyer, et Pierre Bachand, écuyer, étant quatre des membres nommés par M. l'Orateur, pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, prêtent séparément le serment qui suit:

"Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections, et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte, ni faveur, AINSI QUE DIEU ME SOIT EN AIDE."

M. l'Orateur informe la Chambre qu'en conformité de la 39e clause de l'acte de la ci-devant province du Canada, concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à mercredi prochain, à 11 heures de l'avant-midi, dans la Chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pozer, la pétition de Isaac Dostie et autres, du township d'Adstock; la pétition de Pierre Boulé et autres, du township de Shenley; la pétition de Laurent Chouinard et autres, du township de Shenley; la pétition de la municipalité du township de Forsyth; et la pétition de Pierre Dupont et autres, des townships de Lambton et Aylmer.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérend D. Racine et autres, de la Paroisse de Notre-Dame-de-Hébertville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Charles Dorion et autres, de la ville de Sorel; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Association St-Pierre de Sorel."

De E. Beaudet et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Le Cercle de Québec."

De Chas. Alexander et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Association pour l'éducation des jeunes enfants de Montréal."

De A. Bernard et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Bureau d'Examineurs des dentistes pour la province de Québec."

De la Compagnie d'entrepôt, des bassins et des quais du St-Laurent, et de la Maison d'Industrie et de Refuge protestante de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

Du révérend L.-B. Hallé et autres, des townships de Lambton, Price, Aylmer et Gayhurst; demandant un octroi d'argent pour l'établissement d'une cour de circuit dans la paroisse de St-Vital de Lambton, comté de Beauce.

De Ambroise Lemonde et autres, de la paroisse de St-Jean-Baptiste, et de Félix Rainville et autres, de la paroisse de Ste-Angèle, tous du comté de Rouville; demandant respectivement des amendements à l'acte municipal.

De E. Octavian Cuthbert et autres, de la paroisse de Berthier, l'Ile-du-Pads et autres lieux, dans le comté de Berthier; demandant des amendements à l'acte 31 Vict., chap. 26, des statuts de la province de Québec, intitulé: "Acte pour amender les lois de la chasse en cette province."

De Sa Grâce l'archevêque de Québec; demandant des amendements à l'acte 16 Vict., chap. 263, intitulé: "Acte pour incorporer la Société ecclésiastique de St-Michel."

Du révérend J. Boucher et autres, de la paroisse de la Rivière-du-Loup, de G. Caron et autres, de la paroisse de St-Léon, tous du comté de Maskinongé; demandant respectivement la séparation de la compagnie du chemin de fer du nord de celle du chemin des Piles.

De Ambroise Lemonde et autres, de la paroisse de St-Jean-Baptiste, comté de Rouville; demandant qu'il ne soit fait aucun changement à l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

De Antoine Belavance et autres, du township de Bégon, comté de Témiscouata; demandant l'octroi gratuit de certains lots de terre.

Des Soeurs Marianites de Ste-Croix, de la paroisse de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier; demandant de l'aide.

Du très révérend A.-F. Truteau, directeur de l'Institution des Sourds-Muets de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour les derniers six mois de mil huit cent soixante-et-sept.

De la Faculté médicale de l'Université McGill, et de la Maison d'Industrie et de Refuge protestante de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De Thomas P. Pelletier et autres, de la paroisse des Trois-Pistoles, comté de Témiscouata; demandant de l'aide pour un chemin.

De J. M. Currier et autres, du township de Onslow, comté de Pontiac; demandant que les conclusions de la pétition de James Davis et autres, pour faire des changements dans quelques rangs dudit township ne soient pas accordées.

Du très révérend John Bethune et autres, du révérend Chas. Pancroft et autres, du révérend George Slack et autres, de James Muir et autres, le clergé et les laïques de l'Eglise Unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal; demandant respectivement la passation d'un acte donnant au doyen de l'Eglise d'Angleterre et d'Irlande à Montréal, tous les pouvoirs d'un évêque, jusqu'à ce qu'un évêque soit nommé au siège épiscopal de Montréal.

Présentation de documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 28 janvier 1869, demandant un état de tous les arrangements, ou copie de toutes résolutions adoptées par les commissaires des chemins à barrières de l'île de Montréal, au sujet de tous arrangements qui peuvent avoir eu lieu en 1867 ou en 1868, entre lesdits commissaires et la compagnie des chemins à barrières de St-Michel, relativement à la question de ne placer qu'une seule barrière de péage pour le chemin de cette compagnie et le chemin Victoria ou Papineau, sous le contrôle desdits commissaires. (Documents de la session, no 11).

Aussi, Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 29 janvier 1869, demandant copie de tous les rapports des inspecteurs de prison qui concernent la prison du district judiciaire de Kamouraska, depuis le rapport de 1863; et les rapports des grands jurés, depuis cette date, sur l'état de la Cour et de la prison dudit district judiciaire. (Documents de la session, no 16).

Pouvoirs de la Chambre

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose qu'il soit donné au comité des privilèges et élections des instructions d'examiner quels sont les droits constitutionnels et les privilèges de cette Chambre.

Il insiste sur la nécessité dans laquelle se trouve la Chambre de définir au plus tôt ses droits et ses privilèges et de combler par là la lacune qui existe dans la nouvelle constitution à ce sujet.

Il dit que la Chambre n'a pas le droit de punir par l'emprisonnement les contraventions à ses règles.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Soutient au contraire que la Législature du Québec a les mêmes privilèges que celle du Royaume-Uni. Sous l'ancien régime, la Chambre pouvait décréter l'incarcération de toute personne enfreignant ses règles et méconnaissant ses droits.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Conseille au député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) d'attendre une occasion plus opportune pour discuter cette question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande au député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) de remettre sa proposition à un autre jour, pour que les députés aient le temps de l'étudier.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Se rend à ce désir.

Introduction de bills:

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant, comme usufruitière, à Marie Eléonore Isabella Macdonald, sa pupille.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour abroger le chapitre trente-deux des statuts refondus pour le Bas-Canada, touchant les récompenses accordées pour la destruction des loups. Sous le code municipal, le droit de récompenser les destructeurs des bêtes sauvages sera laissé aux municipalités.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant les enquêtes sur les affaires publiques.

Accordé.

M. J. ROSS (Compton): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée du St-François.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Interpellations:

Asile à Montréal

M. T. SCRIVER (Huntingdon): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire quelques démarches pour l'établissement d'un asile de lunatiques à Montréal ou dans les environs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ce projet a été pris en considération mais qu'il ne peut affirmer quand l'état des fonds publics en permettra la réalisation.

Prisons

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Demande si le gouvernement a l'intention de faire entourer les cours de plusieurs prisons dans les nouveaux districts de la province de murs assez

élevés pour permettre aux prisonniers de prendre de l'exercice en plein air.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que telle est en effet l'intention du gouvernement, et que ces travaux seront commencés cette année; mais que l'état des fonds publics ne permet pas de les terminer de suite.

Abus en agriculture

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'insérer dans le code municipal l'acte concernant les abus en agriculture.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond d'une manière affirmative.

Gazette officielle

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande si le gouvernement a l'intention de faire distribuer la Gazette officielle de Québec aux députés de la Chambre, aux maires des conseils municipaux et aux magistrats locaux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que, relativement aux juges de paix, la Gazette officielle ne peut être envoyée à tous; mais que peut-être elle sera adressée au plus ancien dans chaque comté, municipalité ou paroisse.

Ponts à péage

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour obliger les propriétaires de ponts à péage à tenir ces derniers en bon état pour la protection des passants, et autres fins y mentionnées.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Actes notariés

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour valider tous les actes notariés qui n'étaient point contresignés lors de la promulgation du code civil, pour cause de décès du second notaire devant contresigner tels actes.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Picard, de l'honorable M. le procureur général Oumet, M. Bellingham, M. Carter, M. Hemming M. Joly, M. Rhéaume, et M. Verreault, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 18 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

M. J. ROSS (Compton): Soulève une question de privilège.

La Chambre siège quelques instants à huis clos.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ogilvie, la pétition de Frederick Penn, de la cité de Montréal; la pétition de la Maison de Refuge Sainte-Brigitte, de Montréal; et la pétition de l'Asile des Orphelins Saint-Patrice de Montréal.

Par M. Coutlée, la pétition du révérend C. Dufour et autres, de la paroisse du Côteau-du-Lac.

Par M. Brigham, la pétition de Augustin Thérien et autres, de la paroisse de St-Damien de Stanbridge.

Par M. Beaubien, la pétition du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition du révérend H. Desruisseaux et autres, des townships de Lambton, Price, Aylmer, Gayhurst, Forsyth et Shenly, comté de Beauce.

Par M. Sénécal, la pétition de L. Tourville et autres, de la cité de Montréal; la pétition du révérend J.-A. Moreau et autres, de la paroisse de St-Thomas-de-Pierreville; et la pétition du révérend Joseph Paradis et autres, de la paroisse de St-François-du-Lac.

Par M. Tremblay, la pétition du conseil municipal du comté de Chicoutimi.

Par M. Fortin, la pétition de William Gore Lyster et autres, du township de Cape Cove; la pétition de Charles Davis et autres, des townships de Gaspé Bay sud et York; la pétition de Charles Veit et autres, du township de Douglass; et la pétition de la municipalité du township de Percé, tous du comté de Gaspé.

Par M. Picard, la pétition de la municipalité des townships de Melbourne et Brompton Gore; et la pétition de U. Bonneville et autres, du township de Wolfstown.

Par M. Ross, la pétition de Allen McKenzie et autres, du township de Winslow; et la pétition de F. Paquet et autres, du township de Hereford, tous du comté de Compton.

Par M. Robertson, la pétition de la municipalité du township d'Orford; et la pétition de Willis Whitie et autres, dudit township.

Par M. Marchand, la pétition de Charles Pourvier et autres Canadiens, de Keene, Etat de New Hampshire; la pétition de Jules Gourd et autres Canadiens, de New Bedford; et la pétition de L.-F. Leclerc et autres Canadiens, de Brookfield Nord, tous de l'Etat de Massachusetts; et la pétition de Julien Béland et

autres Canadiens, de l'Assomption, Etat de l'Illinois.

Par M. Laberge, la pétition de la municipalité de la paroisse de Ste-Philomène, comté de Châteauguay.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction des Cantons du Sud-Est.

Introduction de bills:

M. J. BEAUDREAU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer le rang de Ste-Julie, dans la paroisse de St-Marcel, au comté de Richelieu, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, électorales et d'enregistrement.

Accordé.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la "Société bienveillante de St-Jean-Baptiste de St-Joseph-de-Lévis".

Accordé.

Interpellations:

Cour de circuit de Stanstead

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande si le gouvernement a l'intention de faire siéger la Cour de circuit alternativement à Coaticooke et Stanstead.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement n'a pas l'intention de faire siéger la cour de circuit alternativement à Coaticooke et à Stanstead avant que la municipalité de la première place n'ait pris des mesures pour fournir un palais de Justice.

Demande de documents:

Bibliothèque de l'Instruction publique

M. P. Benoît (Napierville): Propose, appuyé du représentant de Yamaska (M. Sénécal), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant:

1o La liste de livres qui composent la bibliothèque du département de l'Instruction publique;

2o Le loyer payé pour le local occupé par cette bibliothèque, et les salaires des employés qui y sont préposés.

Je ne dissimulerai pas le but ultérieur de ma question. Je désire que la bibliothèque de l'Instruction publique soit réunie à celle du Parlement, afin de compléter cette dernière. J'ai constaté qu'il manque dans la bibliothèque de la Chambre une foule de livres importants. On n'y trouve même pas le code civil, c'est là un

fait surprenant. Je pense que s'il y a tant de rayons vœufs de livres, nous devons en attribuer la cause à notre manque de moyens. En réunissant les deux bibliothèques nous réalisons une grande économie, et nous en aurions une complète à notre disposition.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'ai pas d'objection à l'adresse, mais je ne puis en dire autant de l'objet ultérieur de la proposition. Il serait très facile de donner de suite ce que l'honorable député demande. La bibliothèque de l'Instruction publique compte 11,000 volumes; il n'y a pas de bibliothécaire; l'employé qui en remplit la charge est en même temps assistant-rédacteur du Journal de l'Instruction publique et premier commis de la correspondance française. Pour les trois fonctions qu'il cumule, et qui doivent lui donner autant de besogne qu'il en peut faire, il n'a qu'un salaire moindre que le salaire de ceux qui occupent dans les bureaux une position analogue à la sienne, soit 250. Par ailleurs, le gouvernement ne paie pas de loyer pour la pièce qu'occupe la bibliothèque au département. M. Benoît demande aussi avec le nombre des livres le nom de chaque ouvrage.

Pour obtempérer à sa demande, il faudra un travail considérable et faire imprimer un catalogue complet de la bibliothèque. M. Benoît pense qu'en transportant au Parlement ces volumes, on compléterait la bibliothèque du Parlement. Il se trompe du tout au tout. La bibliothèque de l'Instruction publique ne renferme que des ouvrages de littérature, de science, d'histoire, ayant rapport aux besoins du département où elle se trouve.

La bibliothèque du Parlement se compose d'ouvrages qui ont trait à la jurisprudence, à l'histoire de la législation, à l'économie politique. Deux principes différents ont présidé à leur formation. Si le député de Napierville (M. P. Benoît) veut amender sa proposition de manière qu'il ne faille pas fournir le nombre des volumes, je consentirai à sa proposition.

M. P. Benoît (Napierville): Consent à amender sa motion de manière à n'inclure dans le catalogue que les livres qui n'ont pas trait à l'éducation. Il dit qu'il n'a en vue d'autre objet que l'économie. Son plan mis à exécution épargnerait à la province une forte dépense pour achat de livres.

La résolution est adoptée.

Nombre d'acres de terre vendues ou données

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre total d'acres de terre vendues ou données pendant l'année expirée le 30 juin 1868, classifiés selon le tableau no 3,

appendice no 12, savoir:

Dans la Gaspésie; les Cantons de l'Est; l'Outaouais; le St-Maurice et le Saguenay.

Adopté.

Commission du service civil

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay), que le gouvernement fasse connaître les instructions données à la Commission du service civil.

Le premier ministre a promis, quelques jours avant l'ajournement, de publier une copie des instructions données à la Commission du service civil. Nous sommes encore à les attendre et je veux le rappeler au gouvernement. Sans doute, la presse des affaires l'a empêché de tenir sa promesse. Il s'agit d'une affaire importante. Est-il besoin de dire que le service civil est le bras droit du gouvernement: de son efficacité dépend la bonne direction des affaires. Mais il semble étrange que cette commission ait été nommée. Le premier ministre avoue qu'elle n'a été formée que quelques jours avant la session. Il me paraît extraordinaire alors qu'il n'ait pas attendu pour consulter la Chambre. Les députés avaient le droit de donner leur opinion et de dire si la demande du gouvernement était opportune, mais on a préféré agir sans nous consulter: en revanche la responsabilité sera plus grande. Je dois dire que la nomination de cette commission m'a pris par surprise, attendu que je n'en voyais pas bien clairement la nécessité. Si au moins le gouvernement avait daigné nous faire connaître les instructions, il serait moins reprehensible. Dans tous les cas, nous aurions eu l'occasion de nous prononcer, et la conduite du gouvernement aurait été parfaitement d'accord avec les usages parlementaires. Jusqu'ici il m'a été impossible de trouver la justification de la conduite du gouvernement en cette circonstance. C'est en vain que le premier ministre nous a parlé du gouvernement de l'Ontario et d'Outaouais qui eux aussi ont nommé des commissions. Le gouvernement fédéral avait une tâche difficile à remplir. Il se trouvait avec quatre gouvernements et une foule d'employés et les ménagements qu'il devait garder paralysaient son action: il devait se réserver le droit d'examiner plus tard le résultat de sa conduite. Mais à Québec nous n'existons que depuis 18 mois et si la prévoyance avait présidé à l'organisation du service civil, on ne sentirait pas le besoin de nommer une commission.

On aurait dû procéder comme dans un bon ménage. Il fallait tout d'abord nommer un nombre restreint d'employés et augmenter suivant les besoins de la chose publique. C'est le système contraire qui a prévalu, et l'on a placé dans les bureaux plus d'employés qu'il n'en fallait.

Comme un grand nombre de ces fonctionnaires n'ont rien à faire et peuvent jouir des

douceurs du repos, le gouvernement a sans doute choisi parmi eux les trois commissaires? Le premier ministre cite l'exemple de l'Ontario. Or, tant qu'il ne m'aura pas donné les motifs de la conduite du gouvernement de cette province, je devrai dire qu'il a agi sans raison. Au reste, si le gouvernement voulait, en toutes choses, imiter ce qui se fait là-bas, je ne dirai pas un mot, car alors nous entrerions dans la voie de la prospérité et nous aurions le bon esprit de proportionner nos dépenses à nos moyens.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne puis m'opposer à la proposition du représentant de Lotbinière (M. Joly); bien plus, je le remercie de m'avoir rafraîchi la mémoire. Il a jugé par les apparences et est fort mécontent, mais il est très probable que dans son for intérieur, il est plus satisfait qu'il ne le paraît, ou au moins il doit l'être, car le député de Lotbinière disait en Chambre, l'année dernière, que le parfait bonheur ne consistait pas dans les grandes richesses, mais à posséder un revenu de 40 schellings et à en dépenser 20. Eh bien, notre position à nous rappelle cet heureux état, rêvé par M. Joly. Notre dépense est bien moindre que notre recette. L'honorable député s'est élevé contre la commission et l'a attaquée, mais, en fin de compte, il a fini par reconnaître que le gouvernement l'avait nommée pour un bon motif: il était très difficile de ne pas arriver à cette conclusion.

On a voulu rire des employés du gouvernement en insinuant que, vu leur loisirs considérables, le gouvernement choisirait parmi eux les membres de la commission. C'est là une accusation gratuite. Les fonctionnaires sont toujours tenus en haleine et si leurs détracteurs passaient dans les bureaux, ils changeraient bientôt d'opinion.

M. Drolet, auditeur des comptes publics, sera le seul fonctionnaire du gouvernement dans la commission. Il a autant d'ouvrage qu'un homme en peut faire. M. Dunscomb fera aussi partie de la commission, ainsi que M. Vézina. Je crois qu'il serait difficile de trouver trois hommes plus propres à remplir la tâche délicate de faire une enquête dans les différents départements.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Quels seront les salaires des commissaires?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ils recevront une indemnité dont le montant n'est pas encore fixé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prie de nouveau le gouvernement de communiquer verbalement à la Chambre les instructions qu'il a données à la commission.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que c'est lui-même qui a rédigé les instructions données à la Commission; et il ajoute qu'il ne s'en souvient plus. Il dit que ces instructions, contenues dans un ordre en conseil qui nommait les commissaires et définissait leur

pouvoir, étaient très courtes, mais qu'elles seraient produites dans quelques jours.

J'aimerais dire un mot des membres de la commission. Je connais M. Drolet mieux que qui que ce soit, et je suis heureux de dire que je n'ai jamais rencontré un homme plus en état de faire le travail qu'on demande de lui. Il a travaillé sous mes yeux et je suis certain qu'il sera à la hauteur de sa tâche. MM. Vézina et Dunscomb ne sont pas des hommes de parti, et nous pouvons attendre pleine et entière justice de leur part.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si le rapport de la commission relaterait l'état comparatif des dépenses de l'Ontario et de Québec. A ce propos, il a placé devant la Chambre le chiffre officiel de la valeur des propriétés immobilières des deux provinces mentionnées. La valeur des immeubles de l'Ontario s'élève au chiffre de \$360,000,000 et celle de la province de Québec seulement à \$204,000,000; différence de \$156,000,000. Il compare aussi le coût du Vermont à ceux de la province.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que la commission ne veut pas étudier des questions comme la concession des terres ou la législation des mines d'or, puisque ce sont là matières de politique générale qui ne relèvent pas de la commission. La cause du surcroît de dépenses dans cette province est la nécessité de préparer et traduire en deux langues tous les documents, et que les employés sont tenus de les connaître, ce pourquoi ils exigent un meilleur salaire.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Se dit convaincu des capacités des membres composant la commission; mais il manifeste un profond étonnement de voir de tels fonctionnaires s'occuper d'une chose aussi importante, exigeant un travail aussi consciencieux.

M. Dunscomb est collecteur de la douane, employé du gouvernement fédéral; M. Vézina, caissier de la Banque Nationale; M. Drolet, employé supérieur du Trésor de la province, tous hommes fort occupés, suivant l'honorable premier ministre, qui, même à propos de M. Drolet, a dit qu'il n'y avait point d'homme plus occupé que lui sous la calotte des cieux, et ce sont précisément des personnes dont les fonctions occupent tous les instants, qui ne peuvent sans négliger leurs devoirs, sans préjudicier aux intérêts dont ils ont la charge et le soin, ce sont eux qu'on choisit comme membres de la Commission du service civil?

Il manifeste une égale surprise en apprenant que l'honorable trésorier, en dépit de ses habitudes d'ordre, d'économie, de prévoyance enfin, ait accepté les services de personnes dont les appointements ou l'indemnité ne sont point déterminés.

Dans sa pensée, nul membre de la commis-

sion n'est aussi propre à s'acquitter de sa mission comme le seraient, par exemple, les chefs des départements. Aussi conseillerait-il à chaque ministre de faire l'enquête de son service et d'en soumettre le rapport à la Chambre.

Le conseil pêche moins par la justesse que par la convenance; car si les ministres sont les plus aptes à connaître les exigences, les besoins de leurs départements ce qui est vrai, il n'en est point de même lorsqu'il s'agit de statuer sur le sort d'employés, qui, dans notre régime, trouvent plutôt dans les places qu'ils occupent la récompense de services politiques rendus que l'emploi de leurs aptitudes à remplir convenablement telle ou telle fonction.

Le ministère eût dû, en bonne justice, après avoir prouvé à la Chambre la nécessité du travail de la commission, laisser à cette dernière le soin de composer la commission, et d'en déterminer sinon les opérations de détail, du moins le caractère général.

Mais l'exécutif semble se considérer comme un pouvoir supérieur, d'une essence particulière, oubliant trop facilement qu'il n'est que l'humble serviteur du pays, le mandataire des représentants et que la Chambre prononce et juge souverainement sa conduite et ses actes, dont, après tout elle porte la responsabilité, lorsqu'elle les accepte.

Adopté.

Rapport annuel des institutions de charité

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les rapports annuels des institutions littéraires, de charité, et hôpitaux ci-dessous mentionnés, qui reçoivent des octrois par un vote de la Législature, savoir:

Ecole de médecine, Montréal.
Société historique et littéraire, Québec.
Malades indigents, Montréal.
Hôpital St-Patrice, Montréal.
Maison de refuge, Montréal.
Hôpital des orphelins catholiques romains, Montréal.
Soeurs de la Charité, Montréal.
Asile des orphelins protestants, Montréal.
Dispensaire, Montréal.
Asile, Maison d'industrie, Montréal.
Institutions pour le traitement des maladies d'yeux, etc., Montréal.
Malades indigents, Québec.
Hôpital général catholique, St-Hyacinthe.
Hôpital des marins et émigrés, Québec.
Asile de Beauport, Québec.
Asile des aliénés de St-Jean, St-Jean.
Adopté.

Ponts à péage

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour obliger les propriétaires de ponts à péage à tenir ces derniers en bon état, pour la protection des passants, et d'autres objets y mentionnés.

Adopté.

En comité

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose un amendement à la première clause du bill. Le but du bill est d'obliger les propriétaires de ponts à péage à tenir ces derniers en bon état, sous peine de perdre leurs privilèges. Il argumente que le but du bill est de protéger la vie de ceux qui utilisent ces ponts et les marchandises qui les traversent. Si, après un avertissement, un propriétaire négligeait de remettre son pont en bon état on aurait le droit de laisser construire un autre pont. A présent, le propriétaire d'un pont possède de chaque côté du cours d'eau un droit de propriété pour une certaine distance.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à la clause qui oblige le propriétaire d'un pont à faire les réparations, avant deux mois après la présentation du rapport d'experts, sous peine de perdre ses privilèges.

Le comité remet la discussion à plus tard.

Comtés de Joliette et de Berthier

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill pour fixer les limites des comtés de Joliette et de Berthier, pour les fins judiciaires, scolaires, électorales et d'enregistrement, soit lu une deuxième fois.

Adopté.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. Lavallée, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Moll, M. Dugas, M. Mathieu, et M. Desaulniers (Maskinongé), pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Township de Wotton

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton soit lu une deuxième fois.

Adopté.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité spécial composé de M. Picard, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Robertson, M. Bellingham, M. Bessette, M. Church, M. Poupore, M. Sriver, M. Ross, M. Locke et M. Hemming, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose la

deuxième lecture du bill pour séparer le comté de Bellechasse du district de Montmagny et l'annexer au district de Québec pour les fins judiciaires.

Il explique pourquoi le comté de Bellechasse devrait être séparé du district de Montmagny pour les fins judiciaires. La principale raison est que les paroisses de Bellechasse sont plus près de Québec, le chef-lieu de ce district, que de Saint-Thomas, le chef-lieu de Montmagny, et aussi que les communications sont plus faciles qu'avec Montmagny.

La lecture est remise à plus tard.

La Chambre s'ajourne alors à cinq heures et demie.

Séance du 19 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Nouveau député

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de cette Chambre a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant, savoir :

CANADA,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt et un janvier dernier, émis par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Vincelas Taché, écuyer, shérif du district de Kamouraska, nommé officier rapporteur pour la division électorale de Kamouraska, en vertu d'une commission spéciale sous le seing et le sceau manuel du lieutenant-gouverneur, en date du vingt et unième jour de janvier dernier, pour l'élection d'un député, pour représenter ladite division électorale de Kamouraska dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement, Charles-F. Roy, écuyer, arpenteur, a été rapporté comme étant dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du dix-septième jour de février courant, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie,

Québec, 19 février 1869.

(signé,) L.-H. Huot,
Greffier de la couronne en chancellerie.

A.G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Charles-F. Roy, écuyer, député de la division électorale de Kamouraska, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de Weston Hunt et autres, de la cité de Québec.

Par M. Hemming, la pétition de Valentine Cook et autres, de la paroisse de Drummondville, comté de Drummond.

Par M. Pozer, deux pétitions de la municipalité du township de Tring, comté de Beauce.

Par M. Picard, la pétition de L. B. Bishop et

autres, des townships de Dudswell et Weedon; la pétition du révérend Adolphe Barolet et autres, du township de Garthley; et la pétition de Donald MacIver et autres, du township de Weedon.

Par M. Ross, la pétition de la municipalité du township de Bury; et la pétition de la municipalité du township de Lingwick, toutes deux du comté de Compton.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition du Bureau de l'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en connexion avec l'Eglise d'Ecosse; et la pétition de la Société de l'Hôpital-Général de Montréal.

Par M. Sénécal, la pétition du révérend J.-N. Héroux et autres, de la paroisse de Victoriaville, comté Arthabaska.

Par M. Brigham, la pétition d'Edward Flanagan et autres, du township de Sutton, comté de Brôme.

Par M. Rhéaume, la pétition d'Etienne Hallé et Louis Picard, de la cité de Québec.

Par M. LaRue, la pétition de l'Institut Canadien de Québec.

Par M. Lavallée, la pétition du révérend H. St-Jacques et autres, de la paroisse de St-Côme, dans les townships de Cathcart et Cartier.

Par M. Pelletier, la pétition d'Absolon Boissel et autres, du township de Buckland, comté de Bellechasse.

Par M. Hearn, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, et la pétition de la société de l'asile Ste-Brigitte, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

D'Isaac Dostie et autres, du township d'Adstock; demandant l'annexion d'une partie dudit township à la municipalité de St-Ephrem de Tring.

De Pierre Boulé et autres, et de Laurent Chouinard et autres, tous du township de Shenley; demandant respectivement qu'une partie dudit township soit annexée à la municipalité de St-Ephrem de Tring.

De Pierre Dupont et autres, des townships de Lambton et Aylmer; demandant de l'aide pour un pont.

De la municipalité du township de Forsyth, et du révérend D. Racine et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Hébertville; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapports de comités

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Présente à la Chambre le huitième rapport du comité des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes:

D'Elisée Baudet et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Le Cercle de Québec".

De Charles Alexander et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de 1^{re} "Association pour l'éducation des jeunes enfants de Montréal".

De "La Maison protestante de refuge et d'Ecole d'industrie de la cité de Montréal", demandant des amendements à leur acte d'incorporation, — et celle de Sa Grâce Monseigneur l'archevêque de Québec; demandant des amendements à l'acte 16 Vict., chap. 263, intitulé: "Acte pour incorporer la société ecclésiastique de St-Michel", et il est d'opinion que ces pétitions ne sont pas de nature à exiger la publication d'aucun avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition du très révérend John Bethune, recteur de la paroisse de Montréal, du titulaire et des marguilliers, (Church Wardens) de l'église St-George de Montréal; demandant à être autorisés à vendre ou à hypothéquer une propriété appartenant à ladite église.

De Charles Dorion et autres, de la ville de Sorel; demandant un acte d'incorporation, et trouve que les avis nécessaires ont été donnés.

Votre comité désire représenter à votre honorable Chambre que son sixième rapport dit que: Quant à la pétition de Thomas Wood et autres du township de Durham; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer, votre comité trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés en français dans aucun journal du district; votre comité représente à votre honorable Chambre que, depuis ce rapport, des preuves satisfaisantes ont été données que ces avis ont été publiés, et en conséquence, votre comité désire rectifier son précédent rapport, en déclarant que les avis nécessaires au sujet de cette pétition ont été donnés.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Présente à la Chambre le troisième rapport du comité des divers bills privés. Voici ce rapport.

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a été fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Acte pour incorporer la ville de St-Germain de Rimouski.

Acte pour permettre à la fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal, et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Introduction de bills:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada".

Accordé.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabas-

ka): Demande la permission d'introduire un bill pour remettre en vigueur et amender la charte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer des comtés de Drummond et d'Arthabaska.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour réduire le capital de la Compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Accordé.

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 2260 du code civil, relativement aux honoraires dus aux médecins.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill concernant la Compagnie d'entrepôt, des bassins et des quais du St-Laurent.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation.

Il explique à la Chambre que son bill ne pourvoit d'abord qu'à la formation d'une seule société pour commencer, dans chaque division électorale de la province; le devoir de cette société sera de promouvoir la colonisation en encourageant les colons déjà établis, répandant partout les informations touchant les terres à coloniser, parmi les habitants de chaque division respective, en attirant l'immigration étrangère, en facilitant le retour de ceux qui ont laissé la province.

Le commissaire de l'Agriculture aura le

pouvoir de remettre des certificats à ceux qui en demanderont, les autorisant à former des sociétés de ce genre et leur donnant une charte d'incorporation. Dans les comtés où il y a une minorité anglaise, on aura le droit de former deux sociétés séparées.

Les premières sociétés auront droit à un octroi du gouvernement pendant trois ans. Ce terme sera prolongé, si l'état des finances publiques le permet. Chaque société aura une certaine étendue de terres venant de la Couronne pour y exercer pendant un certain espace de temps des privilèges déterminés touchant l'établissement "des colons.

Le bill pourvoit encore à la formation d'une deuxième société dans chaque district, dans le cas où les circonstances nécessiteraient cette formation; mais ces sociétés ne recevraient rien du gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si ces octrois seraient faits en argent ou en terres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ces octrois seront faits en argent et le gouvernement prendra ses mesures pour en régler la distribution et sauvegarder les intérêts de chacune de ces sociétés, lesquelles seront sous le contrôle du département de l'Agriculture. Chaque société formera tous les ans un fonds de secours, et le gouvernement accordera une subvention égale à la moitié du fonds formé par chaque société.

Il y aura comme par le passé des sociétés indépendantes. Il sera défendu à toute société de travailler pour l'avantage de ses membres, qui ne pourront retirer aucun profit.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Exprime l'espérance que le gouvernement prendra toutes les précautions pour assurer une juste et équitable administration de l'octroi.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'on n'aura pas à se plaindre sous ce rapport.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si les sociétés seront soumises au département de l'Agriculture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Certainement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Ajoute qu'une partie tombera nécessairement sous la surintendance des terres de la couronne, telle que la réserve de terres.

Accordé.

Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme en comité pour

prendre en considération la proposition à l'effet que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

En comité

Le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur est lu. La proposition est alors adoptée.

Existence de la Législature en cas de mort du Souverain

Le bill pour continuer la Législature dans le cas de décès du Souverain est étudié en comité général de la Chambre.

Assermentation de témoins

Le bill pour permettre d'assermenter les témoins dans certains cas pour les fins de la Législature est étudié en comité général de la Chambre.

Privileges et pouvoirs de l'Assemblée et du Conseil

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la deuxième lecture du bill pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

En présentant ce projet de loi le gouvernement a pour but de protéger la Chambre, et l'entourer de prestige, et de lui donner les moyens de travailler sans crainte de se voir privée de quelques-uns de ses membres. Lors de la première lecture, le député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) a émis l'idée que cette loi allait trop loin et qu'une assemblée coloniale n'avait pas le droit d'emprisonner un citoyen. Il est probable que l'honorable député n'a pas compris la question telle qu'elle se présente à nous; il trouve de la présomption où il n'y a que l'exercice d'un droit incontestable, mais contesté. D'ailleurs il est bon que, dans une question de ce genre, chacun puisse se prononcer.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il n'a pas changé d'opinion depuis l'autre jour. Au contraire, il l'a fortifiée par l'étude et il est d'avis aujourd'hui que la Législature outrepasserait ses pouvoirs et s'arrogerait un droit qu'elle n'a pas si elle décidait, par exemple, qu'elle peut emprisonner ceux qui porteraient atteinte à sa dignité. C'est d'ailleurs ce que vient de décider le Conseil Privé en Angleterre dans la cause de Fenton, de Van Diemen. La Législature du pays avait emprisonné un homme. Ce dernier en a appelé de cette décision et l'on a décidé en Angleterre que la Législature était allée trop loin et que les assemblées parlementaires dans les colonies ne jouissaient pas des privilèges et immunités appartenant à la Chambre des Communes en Angleterre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Comme il s'agit, dans le bill soumis à notre attention, des droits de la Chambre, des moyens que nous devons prendre pour nous faire respecter, la question ne doit pas être une question de parti. Nous sommes tous également intéressés à nos privilèges, nous devons en être jaloux et les défendre surtout dans un temps où l'on cherche à déprécier l'importance des parlements locaux. Il y a certains pouvoirs inhérents à toutes les assemblées, pouvoirs communs à toutes les réunions qui veulent se faire respecter. Ainsi personne ne mettra en doute notre droit de maintenir l'ordre qui doit exister dans toute assemblée, mais il y a loin de là à ce qu'on nous demande par le bill et il est à craindre que nous n'outrepussions les limites de notre pouvoir comme vient de le prouver le député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham). Il a cité ce qui s'était passé à Van Diemen. Il résulte de ces arguments que les chambres coloniales ont le droit d'emprisonner pour une offense commise dans la salle même de leurs délibérations, mais non pour une offense commise dans une salle de comité, par exemple.

Si le gouvernement désire assumer la responsabilité du bill, nous n'avons rien à dire, mais il est probable qu'il se mettra en contradiction avec la constitution et en conflit avec le gouvernement fédéral. Avant le régime actuel, la Chambre d'Assemblée du Canada n'avait pas ce pouvoir. La constitution l'a accordé à la Chambre des Communes et le fait qu'elle donne ce pouvoir au gouvernement fédéral prouve que l'on a créé une exception en faveur d'une colonie, mais rien n'indique que nous puissions nous prévaloir de cette exception.

M. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Cite l'article 92 de l'acte de 1867 pour établir que la Chambre a le droit d'emprisonner ceux qui enfreignent ses règlements.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ne partage pas l'opinion du gouvernement. Il est très désirable que la Chambre prenne les moyens de se protéger, de sauvegarder sa dignité, c'est un but digne de tenter son ambition, mais il faut bien voir dans quel chemin on veut nous engager; il faut voir si la constitution nous donne ces privilèges extraordinaires que possède la Chambre des Communes en Angleterre. Si le ministère veut prendre la responsabilité de la mesure, nous ne devons pas lui faire la guerre, mais simplement l'avertir qu'il s'expose à se mettre en désaccord avec la constitution. De tous temps, il a été admis que le parlement dans les colonies n'avait pas ce pouvoir. Ce qui s'est passé il y a quelques années à Outaouais n'était pas légal, et la cour du Conseil Privé en Angleterre a décidé de ce point dans un cas analogue que M. Bellingham a cité à la Chambre. L'Acte de 1867 accorde au Sénat et à la Chambre des Communes les privilèges et immunités de la Chambre des Communes en Angleterre.

Pourquoi la constitution contient-elle un dispositif à cet effet? N'est-ce pas pour indiquer qu'il y avait doute sur ce droit et qu'elle veut le faire disparaître?

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Réplique aux orateurs précédents.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande de remettre la deuxième lecture du bill, attendu qu'il s'agit d'une mesure importante et qu'il faut donner à la Chambre l'occasion de l'étudier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la Chambre aura occasion de discuter la mesure dans plusieurs autres circonstances.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie la proposition de M. Bellingham et trouve étrange que le ministère insiste avec tant de force pour obtenir la deuxième lecture. Il déploie une énergie extraordinaire dont il devrait faire un autre usage.

Quand le public connaîtra l'importance de la question discutée, quand il apprendra que le gouvernement, sans vouloir examiner les arguments de M. Bellingham, sans connaître ce qui s'est passé en Angleterre, exige la deuxième lecture, il sera étonné de voir la ténacité du ministère.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Trouve singulière la prétention du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) et pense qu'il n'envisage pas la question à son véritable point de vue. Que la Chambre ait le droit d'emprisonner ceux qui enfreignent ses privilèges, c'est une question libre, on peut différer d'opinion sur ce sujet. On a dit que ce droit n'appartenait pas aux assemblées des colonies; que là le Conseil Privé, dans le cas de Fenton, a décidé qu'un parlement colonial n'avait pas le droit d'emprisonner qui que ce soit. Tous ces raisonnements ont leur valeur en eux-mêmes; ils pourraient en avoir si une question de privilège se présentait aujourd'hui. Mais, dans la circonstance actuelle, ils sont complètement hors du sujet et n'ont aucun rapport à la mesure soumise à l'attention de la Chambre.

Le député de Lotbinière (M. Joly) nous cite avec une persistance acharnée cette décision du

Conseil Privé dans l'affaire de la Législature de Van Diemen et en conclut que la législature coloniale n'a pas les privilèges de la Chambre des Communes. M. Joly sera bien étonné peut-être si on lui dit que, même en Angleterre, l'on conteste le droit d'emprisonner à la Chambre basse; maintes et maintes fois, les tribunaux anglais ont décidé qu'elle usurpait des pouvoirs qui ne lui appartenaient pas. A plus forte raison, doit-on mettre en doute les privilèges du parlement dans les colonies. Le Parlement anglais s'est vu obligé de légiférer pour se protéger et c'est ce que le gouvernement veut faire à Québec pour dissiper tout doute sur cette question.

Comme il n'est pas évident dans l'esprit de tous que la Législature possède ces privilèges comme droits inhérents, l'on propose de lui donner ces droits au moyen d'une loi; or, personne ne peut lui contester ce droit de légiférer pour atteindre ce but. Voilà la question, voilà ce que ne paraissent pas comprendre ceux qui attaquent le bill du premier ministre. Si la Chambre de Van Diemen avait formulé une loi semblable à celle que nous discutons, il est certain que le Conseil Privé en Angleterre lui aurait de suite donné gain de cause; c'est parce que cette législation n'existait pas que l'on a mis en doute l'existence de son privilège et que l'on a donné le bénéfice de ce doute à Fenton. Quand nous aurons une loi qui affirmera le principe du bill, jamais le Conseil Privé ne nous contestera le droit.

Le bill est lu une deuxième fois.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la deuxième lecture du bill pour amender un acte passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre 30.

Le bill est lu une deuxième fois.

Orateur du Conseil législatif

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour remplacer l'orateur du Conseil Législatif en certains cas".

Le bill est lu une deuxième fois.

La chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 22 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance débute à trois heures.

Une question de privilège étant soulevée, la Chambre siège quelque temps à huis clos.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Beaubien, la pétition de James Hodges et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Craig, la pétition de Narcisse Cartier et autres, du township d'Emberton, comté de Verchères.

Par M. Sénécal, la pétition de Joseph Le maître et autres, des paroisses de St-Thomas-de-Pierreville, St-François-du-Lac, St-Pie-de-Déguise, St-Bonaventure d'Upton et St-Zéphirin de Courval; la pétition de la compagnie du Richelieu, et de la compagnie des moulins à vapeur de Pierreville; la pétition du révérend M. Kerouack et autres, de la paroisse de St-Guillaume d'Upton; et la pétition de G.-L. Barthe et autres, de la ville de Sorel.

Par M. Jodoin, la pétition de C.-B. de Grosbois et autres, de la paroisse de Chambly, comté de Chambly.

Par l'honorable M. Chapais, la pétition du révérend W.-S. Fréchette et autres, des paroisses de St-François-Xavier-de-Batiscan, Ste-Geneviève-de-Batiscan et Ste-Anne-de-la-Pérade.

Par M. Dugas, la pétition de Edward Mason et autres, des townships de Rawdon et Chertsey; et la pétition de William Henry Parker, de Hunterstown, district des Trois-Rivières.

Par M. Church, la pétition de Messieurs Hamilton et frères, et autres, du district d'Ouataouais.

Par M. Joly, la pétition de l'Asile des Dames protestantes de Québec.

Par M. Bachand, la pétition de A.B. Parmelee et autres avocats, du district de Bedford.

Par M. Picard, la pétition de Horace Gilbert et autres, du township de Wesdon, comté de Richmond et Wolfe.

Par M. Ross, la pétition de A.W. Pope et autres, des townships de Eaton, Westbury, Clifton et Newport, comté de Compton, la pétition du révérend F.-X. Variasse et autres, des townships de Winslow-Nord et Winslow-Sud, comté de Compton, la pétition de John Graham et autres, des townships de Hampdon, Whitten et Martin; et la pétition de William Sawyer et autres, du township de Newport, comté de Compton.

Par M. Beaudreau, la pétition du révérend J.-G. Dumontier et autres, de la paroisse de St-Aimé.

Par M. Brigham, la pétition de l'honorable Thomas Wood, comme président et au nom de l'assemblée publique des maires et secrétaires-trésoriers du district de Bedford.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Rimouski.

Par M. Rhéaume, la pétition de la municipalité de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud.

Par l'honorable M. Chauveau, deux pétitions du révérend J. Laberge et autres, de la paroisse de l'Ancienne Lorette.

Par l'honorable M. le procureur général Oimet, la pétition de L. Dumouchel et autres, de la paroisse de St-Benoît, comté de Terrebonne; et la pétition du révérend J. Brissette et autres, de la paroisse de St-Colomban, dans le comté des Deux-Montagnes, et dans le Gore, comté d'Argenteuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Weston Hunt et autres, de la cité de Québec; demandant que la corporation élective de ladite cité soit remplacée par une commission de trois membres.

De Frédérick Penn de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre la propriété connue sous le nom de "St. Lawrence Hall".

De la société de l'Hôpital-Général de Montréal; demandant la passation d'un acte confirmant un certain acte de vente.

De la Maison de Refuge Ste-Brigitte, de la cité de Montréal, et de l'Asile des Orphelins de St-Patrice, de la cité de Montréal; demandant respectivement de l'aide.

Du révérend C. Dufour et autres, de la paroisse du Côteau-du-Lac; demandant de l'aide pour un Asile dans ladite paroisse.

De l'Institut Canadien de Québec, demandant une allocation annuelle.

De l'Association de l'asile Ste-Brigitte, de la cité de Québec; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

D'Augustin Thérien et autres, de la paroisse de St-Damien de Stanbridge, et de la municipalité de la paroisse de Ste-Philomène, comté de Châteauguay; demandant respectivement que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

Du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal".

De L. Tourville et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie d'amélioration des rivières Yamaska et St-François".

De Edward Flanigan et autres, du township de Sutton, comté de Brôme; demandant un acte d'incorporation.

De la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, du bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne en connexion avec l'Eglise d'Ecosse, et du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; demandant respectivement des amendements à leurs actes d'incorporation.

Du révérend J.-A. Moreau et autres de la paroisse de St-Thomas-de-Pierreville, du rév. Joseph Paradis et autres, de la paroisse de St-François-du-Lac, et de Valentine Cook et autres, de la paroisse de Drummondville, comté de Drummond; demandant respectivement l'amélioration des rivières St-François et Yamas-ka par le gouvernement et à défaut, l'octroi de certains privilèges à une compagnie qui se chargerait de faire ces améliorations.

Du rév. H. Desruisseaux et autres, des townships de Lambton, Price, Aylmer, Gayhurst, Forsyth et Shenly, comté de Beauce; demandant qu'un acte d'incorporation ne soit pas accordé à la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des Townships de l'Est.

De J.B. Bishop et autres, des townships de Dudswell et Weedon, comté de Wolfe, demandant qu'un acte d'incorporation soit accordé à la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke et des Townships de l'Est et pour autres fins.

De la municipalité du township de Bury, et de la municipalité du township de Lingwick, tous du comté de Compton; demandant respectivement qu'un acte d'incorporation ne soit pas accordé à la compagnie du chemin de fer de la vallée de St-François.

De William Gore Lyster et autres, du township de Cape Cove; demandant l'abrogation de la 28e section du chap. 109, des statuts refondus pour le Bas-Canada.

De Charles Davis et autres, des townships de Gaspé Bay South et York, et de Charles Veit et autres, du township de Douglass, tous du comté de Gaspé; demandant respectivement que la nouvelle cour et la prison du comté soient bâties au bassin de Gaspé, dans ledit comté.

De la municipalité du township de Percé; demandant que le township de Cap-des-Rosiers ne soit pas divisé en deux municipalités séparées.

De U. Bonneville et autres, du township de Wolfestown; demandant à être annexés au district judiciaire d'Arthabaska pour les fins de la justice en matière civile.

De Absolon Boissel et autres, du township de Buckland, comté de Bellechasse; demandant que l'acte intitulé: "Acte pour encourager la colonisation" soit abrogé ou amendé.

Du rév. J.-N. Héroux et autres, de la paroisse de Victoriaville, comté d'Arthabaska; demandant la séparation de la compagnie du chemin de fer du Nord de celle du chemin des Piles.

De Etienne Hallé et Louis Picard, de la cité de Québec; demandant à être remboursés des dépenses qu'ils ont faites pour ouvrir un chemin d'hiver jusqu'au lac Jacques-Cartier.

Du conseil municipal du comté de Chicoutimi, de la municipalité des townships de Melbourne et Brompton Gore, de Allan McKenzie et autres, du township de Winslow, comté de Compton, de F. Paquette et autres, du township de Hereford, comté de Compton, de la municipalité du township de Orford, de Willes Whittie et autres, du township de Orford, de Donald MacIver et autres, du township de

Weedon, deux pétitions de la municipalité du township de Tring, du révérend Adolphus Barolet et autres, du township de Granthby, et du révérend J.-H. St-Jacques et autres, de la paroisse de St-Côme dans les townships de Cathcart et Cartier; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Charles Bouvier et autres Canadiens, de Keene, Etat de New Hampshire, de Jules Gourd et autres Canadiens, de New Bedford, de B.-F. Leclerc et autres Canadiens, de North Brookfield, tous de l'Etat de Massachusetts, et de Julien Déland et autres Canadiens, de l'Assomption, Etat de l'Illinois; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays, en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Documents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 18 février 1869, demandant copie des instructions données à la Commission du service civil. (Documents de la session, no 17).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 18 février 1869, demandant un état indiquant:

1. Le nombre de livres qui composent la bibliothèque du département de l'Instruction publique.

2. Le loyer payé pour le local occupé par cette bibliothèque et les salaires des employés qui y sont préposés.

Rapport des comités:

M.L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la maison St-Joseph du Sault-au-Récollet, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité demande la permission de rapporter à cette honorable Chambre le bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, et de recommander que ledit bill soit adopté tel qu'amendé dans la copie ci-annexée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dor-

Chester): Demande la permission d'introduire un bill pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le cercle de Québec".

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer d'embranchement de Missisquoi.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour expliquer la 11e section de l'acte 27 Vict., chap. 9, concernant la vente des propriétés foncières par les municipalités.

Accordé.

Interpellations:

Exploitation des mines d'or

M. C.H. POZER (Beauce): Demande si c'est l'intention du gouvernement de réduire les droits sur les licences pour l'exploitation des mines d'or.

Il rappelle que d'après les règlements actuels une taxe d'un dollar est imposée aux mineurs ou prospecteurs d'or, et il croit ce montant excessif.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que le gouvernement n'a pas présentement l'intention de réduire la taxe sur les licences des mines d'or.

Police dans le comté de Beauce

M. C.H. POZER (Beauce): Demande si le gouvernement a l'intention de continuer à maintenir une force de police dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, comté de Beauce.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que la force ayant été réduite suffisamment, elle sera maintenue aussi longtemps que le service public l'exigera.

Commissions de la paix

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande si le gouvernement a l'intention, durant la session, de reviser et d'émettre de nouvelles commissions de la paix pour la province de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement n'a pas l'intention durant cette session de reviser et émettre de nouvelles commissions de la paix,

mais qu'immédiatement après la session il prendra des mesures pour reviser les commissions dans les divers districts.

Arrérages dus au fonds des bâtisses et jurés

M. P. LARUE (Portneuf): Demande si le gouvernement va à nouveau réclamer les arrérages dus au fonds des bâtisses et des jurés.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement n'a jamais un seul instant abandonné l'idée de réclamer ces arrérages.

Demande de documents:

Petits jurés

M. C. H. POZER (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état pour le district de Beauce, indiquant le montant reçu, sous l'autorité du chap. 16, 31 Victoria, pour le paiement des petits jurés, et aussi les montants payés à ces jurés, distinguant les montants payés aux jurés de chaque municipalité et les montants reçus de chaque municipalité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne désire rien cacher, mais il veut rappeler à la Chambre que de telles demandes sont très coûteuses. Par ailleurs, beaucoup de ces renseignements sont disponibles aux bureaux du gouvernement dans les rapports imprimés, et sans grand effort.

La résolution est adoptée, mais en l'appliquant seulement à la Beauce.

Nomination de M. Brydges

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose la résolution suivante:

Que cette Chambre, tout en appréciant les qualités qui distinguent monsieur Brydges, ne peut s'empêcher d'exprimer le regret qu'elle éprouve au sujet de la nomination comme commissaire du chemin de fer Intercolonial d'une personne étrangère à la province de Québec, et qui se trouve à la tête d'une compagnie endettée envers la caisse publique pour un montant énorme, et en même temps assez puissante pour pouvoir contrôler jusqu'à un certain point l'action du gouvernement, que le silence de cette Chambre, dans une circonstance où de si graves intérêts sont en jeu, pourrait être considéré comme un témoignage d'approbation pour un acte qu'elle considère comme contraire aux intérêts de la province de Québec et de la Puissance en général, et qu'elle se croit par conséquent obligée de protester contre cette nomination.

La discussion est remise à plus tard.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. P.-S. Gendron), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien adopter les mesures qui lui paraîtront convenables pour faire préparer et imprimer, dans la forme des lois de cette province, un tableau des subdivisions de paroisses dans cette province (Bas-Canada), depuis l'année 1854 (cette année comprise), indiquant les bornes, limites ou lignes de division des diverses paroisses établies et érigées civilement, soit comme nouvelles paroisses ou comme paroisses formées par le démembrement ou la subdivision de paroisses antérieurement érigées et reconnues suivant la loi; et indiquant aussi, d'une manière succincte, l'autorité en vertu de laquelle chaque subdivision de paroisse a été faite, le nom du gouverneur sous l'administration duquel elle a eu lieu, les noms des commissaires qui l'ont recommandée, la date de leur rapport ou de la proclamation qui l'ont établie et confirmée, y compris tous renseignements qu'il pourrait être au pouvoir du gouvernement de procurer, concernant les paroisses, ou paroisses réputées qui n'ont pas encore été érigées civilement; et aussi la subdivision de chaque comté en township, lorsqu'il en existe.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Pense que cette adresse coûtera cher au pays, puisque les renseignements désirés sont étendus. Cette demande nécessitera l'emploi de quelques copistes surnuméraires; très souvent, ceux qui désirent des renseignements qui ne sauraient être utiles qu'à eux-mêmes pourraient les obtenir en se rendant dans les bureaux du gouvernement.

La résolution est adoptée.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 23 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Locke, la pétition de W. W. Oliver et autres, du comté de Stanstead.

Par M. Fortin, la pétition de Napoléon Dion et autres, de la Côte-Nord du St-Laurent, et la pétition de Patrick Enright.

Par M. Beaubien, la pétition de Madame Saveuse de Beaujeu et autres, du township de Newton.

Par M. Beaudreau, la pétition de Paul Péloquin et autres, de la ville de Sorel.

Par M. LaRue, la pétition de F.-X. Fréchette et autres, de la paroisse du Cap-Santé, la pétition de John McCormack et autres, de la paroisse de St-Alban, la pétition du révérend N. Guertin et autres, de la paroisse de St-Casimir, la pétition de Léandre Delisle et autres, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, la pétition du révérend N. Bellenger et autres, de la paroisse de Deschambeault, la pétition du révérend J. O'Grady et autres, de la paroisse de Ste-Catherine, la pétition du révérend A. Milette et autres, de la paroisse de St-Augustin, la pétition de Léon Delisle et autres, de la paroisse de Portneuf, la pétition du révérend L.-T. Bernard et autres, de la paroisse des Ecureuils, la pétition d'Augustin Côté et autres, de la paroisse des Grondines, et la pétition de J.-P. Déry et autres, de la paroisse de St-Raymond, toutes du comté de Portneuf.

Par M. Church, la pétition de Edward Trempe et autres, des townships de Masham et Eardley.

Par M. Poupore, la pétition de James E. Judgson et autres, du township de Litchfield.

Comité des élections

M. A. C. de LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): Etant l'un des six députés nommés par M. l'Orateur pour servir dans le comité général des élections, auquel la Chambre n'a pas objecté, prête le serment qui suit:

"Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte, ni faveur. Ainsi que Dieu me soit en aide".

Rapports de comité :

M. A. C. de LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions sui-

vantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

De S.-E. Gervais et autres, de la province de Québec, demandant que la Compagnie de chemin de fer du Nord soit séparée de la Compagnie du chemin de fer des Piles.

De L. Tourville et autres, de la province de Québec, demandant l'incorporation de la Compagnie d'amélioration des rivières Yamaska et St-François.

De la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Et du très révérend A.-F. Truteau et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal".

M. L. R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements, qui sont soumis à la considération de votre honorable Chambre.

Acte pour incorporer les "Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul de Montréal".

Acte pour incorporer la "Société bienveillante de St-Jean-Baptiste de St-Joseph de Lévis".

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour fixer les limites des comtés de Joliette et Berthier, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, électorales et d'enregistrement a examiné le bill et lui a ordonné d'en faire rapport sans amendement.

Introduction de bills :

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social.

Accordé.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Accordé.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à l'incorporation de la cité des Trois-Rivières et pour d'autres fins.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. P. Benoît (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte relatif à la représentation du peuple dans l'Assemblée législative, et pour changer les

limites des comtés de Châteauguay et Napierville.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Législature de Québec en cas de décès du Souverain

Selon l'ordre du jour, le bill pour continuer la Législature de Québec dans le cas de décès du Souverain, est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assermentation des témoins

Selon l'ordre du jour, un bill pour permettre d'assembler les témoins dans certains cas, pour les fins de la Législature, est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Orateur du Conseil législatif

Selon l'ordre du jour, un bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil législatif dans certains cas", est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que la Chambre l'a passé sans amendement.

Indépendance de la Législature

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province, étant lu;

Et la question étant proposée;

Que le rapport soit maintenant reçu:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a résolu de se rendre à ce qui semble le désir général, savoir qu'on limitera l'exemption des députés occupant des postes rémunérés au présent Parlement.

Il propose, appuyé par le député de Brôme (l'honorable C. Dunkin), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "le bill soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'ajouter audit bill la clause suivante:

Toute disposition de toute loi actuellement en force, contraire aux dispositions de cet acte,

ou créant ou maintenant d'autres causes d'inéligibilité que celles contenues dans le présent acte, ou déclarant d'autres fonctionnaires inhabiles à siéger, que ceux mentionnés dans le présent acte sont révoqués", et aussi d'ajouter à la troisième clause, après le mot "et" dans le quatrième paragraphe, les mots suivants: "jusqu'à la prochaine élection générale" soient insérés à la place.

Adopté.

Cet amendement est adopté en comité général de la Chambre. Au moment de la présentation du rapport à la Chambre:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec "instruction audit comité de l'amender en ajoutant les mots suivants:

"Qu'après l'expiration du présent Parlement, aucune personne ne pourra être élue si elle reçoit un salaire annuel du gouvernement impérial, de celui de la Puissance ou du gouvernement local, excepté les membres du ministère de ce dernier", soient mis à la place.

Je ne désire pas que l'on discute cette question avec acrimonie; il faut se placer à un point de vue élevé et éloigné de tout esprit de parti. Il s'agit simplement de voir dans quelle mesure le double mandat affecte l'indépendance du Parlement. Je suis d'opinion qu'elle est très grande ici. A Outaouais, il est vrai, les mauvais effets du double mandat ne se font pas sentir avec la même intensité.

Il y a actuellement en Parlement neuf employés dont trois ministres fédéraux, et comme aucun ministère ne pourrait exister sans compter au moins 25 partisans, il obtiendrait toujours une majorité en ajoutant ces neuf députés dont les votes seraient sans aucun doute sous son contrôle.

On ne peut faire un parallèle entre le Parlement provincial et la Chambre des Communes en Angleterre. Dans cette dernière, a-t-on dit, des employés et des militaires peuvent siéger; mais on doit se rappeler qu'en Angleterre ces personnes sont généralement propriétaires et assez riches pour être à l'abri de la pression du gouvernement. En Angleterre, les députés sont bien plus indépendants qu'ici, puisqu'il y a cinq cents membres à l'abri de toute influence gouvernementale. Ils viennent des rangs de la landed gentry. L'absence de cette classe doit nous engager à établir l'indépendance de notre Parlement par tous les moyens possibles. Cette absence regrettable est due à l'esprit de nos lois qui s'y opposent, et qui sont une servile imitation de nos voisins américains. A l'appui de ma proposition, je puis citer l'opinion de Sir J. A. Macdonald, qui n'a pas voulu briguer l'honneur de représenter Kingston dans les deux Chambres.

Passant ensuite à la question du double mandat, il fait voir la pernicieuse influence exercée par la présence de trois ministres fédéraux et combat la prétention que la réforme restreindrait les libertés du peuple. Mais pourquoi alors ne limiter le choix du peuple qu'à des hommes qui ont une qualification en propriétés foncières? Pourquoi dire: "Vous pourrez élire un maître de poste, dont le salaire est de \$100, et vous ne pourrez en choisir un qui recevra \$101?" Le montant n'affecte en rien la question.

Pour appuyer ses opinions, il cite longuement des extraits des oeuvres de Edmund Burke.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis un de ceux qui profitent du double mandat et je dois expliquer mon opposition à la mesure actuelle. L'on ne doit pas en conclure non plus que mon comité partage l'opinion du gouvernement sur cette question: les personnes influentes et éclairées le condamnent certainement et je n'ai été élu que parce que les électeurs se sont trouvés surpris, étonnés et indécis sur le choix d'un nouveau député et désireux d'éviter des difficultés. C'est à ces raisons que je dois l'honneur d'occuper un siège en cette Chambre. Ce qui s'est passé à Lotbinière est aussi arrivé ailleurs et parce que treize ou quatorze députés sont dans cette Chambre et occupent un siège à Outaouais, l'on ne doit pas en conclure que les électeurs sont en faveur de la double représentation.

Plus je considère cette question, plus je l'étudie, plus j'aperçois les inconvénients auxquels elle donne et donnera naissance dans l'avenir, et combien elle est préjudiciable aux intérêts de la province de Québec et à la liberté du pays. Jusqu'ici, l'on n'a pu en voir les plus graves inconvénients, mais du jour où il y aura lutte ou collision entre le gouvernement de Québec et celui d'Outaouais, l'on verra que les intérêts de notre province ne seront pas représentés suffisamment dans cette Chambre. En effet, les trois membres du Conseil privé exerceront une grande influence contre le gouvernement local et il pourra se faire que les autres députés fédéraux les suivent et soient déjà engagés. Voilà un argument qui frappe et saute aux yeux. Il est normal de supposer qu'ils défendront dans cette Chambre les mêmes principes qu'ils auront défendus à Ottawa.

Quand on veut chercher un gouvernement qui ressemble au nôtre, pour établir une comparaison, il ne faut pas franchir les mers, il faut passer la frontière et examiner le fonctionnement des institutions américaines assez semblables à notre nouveau régime. Eh bien, aux Etats-Unis, je trouve dans la constitution de huit Etats la condamnation, en partie, du double mandat, surtout dans la constitution de New York et de Pennsylvanie. Il démontre que dans la Pennsylvanie, le Connecticut, l'Illinois, l'Ohio, le Massachusetts, le Minnesota, le Vermont et dans tous les Etats sauf deux, les

membres du Congrès et les sénateurs ne peuvent pas siéger dans les assemblées locales. Dans certains Etats, on refuse même le droit de siéger à des employés payés par le gouvernement général. Ces précédents doivent nous influencer grandement car ils s'appliquent très bien à notre système.

L'existence de la province de Québec sera menacée tant que nous verrons dans le Parlement des représentants du gouvernement fédéral, tant que les deux pouvoirs ne seront pas séparés. Aujourd'hui, il n'y a pas moyen de savoir d'où vient l'autorité qui commande à Québec. Si l'on posait cette question: Qui donne le mot d'ordre ici? Je suis cependant certain que la majorité de la Chambre avouerait que ce ne sont pas les ministres du gouvernement local.

Derrière eux, nous ne voyons que trop une autorité étrangère qui exerce une grande pression. J'espère que le moment est éloigné où un conflit divisera Ottawa et Québec, mais il est impossible que cette lutte n'arrive pas un jour et les députés à double mandat auront à se prononcer sur une question débattue entre les deux gouvernements.

Cette Chambre sera sous le contrôle du gouvernement fédéral tant que la Chambre ne s'assurera pas des hommes libres de toute influence venant d'un autre gouvernement et pouvant consacrer le meilleur de leur temps au Parlement local. Bien que détenant un double mandat, j'appuierai tout projet visant à l'abolir.

Tant que le double mandat existe et que les ministres fédéraux siègent dans la Chambre locale, il y a confusion entre deux ordres de choses qui doivent être entièrement distincts, il y a pression de l'autorité fédérale sur l'autorité provinciale et l'on ne sait pas laquelle de l'une ou de l'autre gouverne ici. En terminant, je dois rappeler que je ne suis mû en cette circonstance par aucun désir de nuire au gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois ne pas devoir laisser le débat continuer plus longtemps sur ce terrain sans définir la position du gouvernement. Malgré la déclaration du député d'Argenteuil, nous considérons sa motion comme la demande d'un vote de défiance. La mesure présentée par moi est une mesure ministérielle et toute modification radicale proposée par l'Opposition comporte une déclaration d'hostilité. C'est le devoir de tout gouvernement de ne pas reculer devant la responsabilité de ses actes.

La discussion que l'on soulève est injuste et constitue une attaque contre une mesure libérale, et tend à placer la question sous un jour très faux. En effet, l'on veut que les ministres fédéraux viennent parmi nous pour jeter la division et exercer une pression indue et nuire à nos intérêts. A les entendre, on dirait qu'il y a deux peuples en Canada, et que les députés des différents gouvernements ne leur sont pas responsables respectivement. L'on oublie que les

députés fédéraux, les députés au gouvernement local, tiennent leur mandat des mêmes électeurs auxquels tous sont tenus de répondre de leurs actes. Ils prennent donc les uns et les autres l'engagement de travailler à leurs intérêts à Québec comme à Outaouais.

Il paraît étrange de voir des députés élus pour les deux Chambres condamner le double mandat et s'en faire une arme contre le ministère. Il semble que si l'ardeur des convictions leur ouvre la bouche, ils devront joindre l'exemple au précepte et remettre un mandat; leur présence en Chambre ôte tout poids à leurs paroles. La Chambre est en droit de leur reprocher encore autre chose. Cette opposition ne pourra avoir qu'un résultat: entraver la marche du travail législatif, mettre en danger plusieurs mesures importantes que le gouvernement a soumis à l'attention des députés.

C'est ce moment que l'on choisit pour attaquer une mesure libérale, très libérale, même de l'aveu de ceux qui l'on combattue, et cela au risque de faire perdre les projets de loi sur la colonisation que le ministère met à l'étude.

Le député d'Argenteuil a proclamé un étrange principe qui ne renferme rien de bien flatteur pour le pays. Nous devons, nous dit-il, nous mettre en garde contre l'influence étrangère dans cette Chambre, parce que la représentation ne tire pas son origine d'une classe indépendante; nous n'avons pas, comme en Angleterre, de "landed gentry" que sa richesse met à l'abri des intrigues et de la corruption. N'en déplaise à M. Bellingham, je crois que nous n'avons aucune raison de regretter l'absence de cette "landed gentry" et que le peuple canadien accorde autant d'importance à l'éducation morale et religieuse et est tout aussi indépendant, aussi honnête, aussi intelligent que cette classe tant louangée par M. Bellingham.

Le député d'Argenteuil nous a encore parlé de la clause qui regarde les maîtres de poste. Il nous semble que nous avons fait justice de ces accusations, mais on ne veut pas comprendre la libéralité de cette clause qui permet à un fonctionnaire du gouvernement fédéral de siéger parmi nous; on ne veut pas comprendre que l'indépendance d'un maître de poste n'est pas affectée par le fait qu'il touche moins de \$100 par année.

Voyons un autre point du discours du député de Lotbinière (M. Joly). Il a cherché à établir une comparaison entre les institutions des Etats-Unis et des provinces anglaises, vu, dit-il, qu'elles se ressemblent beaucoup. Voilà quelque chose de nouveau; j'étais encore à apprendre qu'un pays où les ministres ne sont pas responsables, n'occupent pas de sièges dans le Congrès, et dépendent entièrement du président, offre des points de comparaison avec ce que nous voyons ici.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer qu'il n'a voulu comparer les deux pays qu'au

point de vue des doubles gouvernements qui les régissent : le gouvernement central et le gouvernement local.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne peut pas regarder l'amendement autrement que comme une motion de défiance.

Le projet est présenté par le gouvernement, et le gouvernement ne peut l'abandonner et renoncer à sa responsabilité. Il qualifie de factieuse l'opposition au bill assurant qu'elle a pour but d'enrayer la marche des affaires publiques.

La mesure projetée est aussi libérale qu'elle peut être et rend le Parlement aussi indépendant que n'importe quel autre dans le monde.

Ce sont précisément les membres du Parlement fédéral qui ont le plus de droit de siéger dans cette Chambre puisqu'ils ont à deux titres la confiance de la province de Québec, d'abord comme députés et en second lieu comme aviseurs du gouverneur général.

Il conteste la valeur de l'argument basé sur la similitude présumée qui existe entre notre constitution et la constitution des Etats-Unis. Aux Etats-Unis, les ministres ne sont pas responsables au peuple, aux Etats-Unis les trois branches de l'exécutif ne gravitent pas rigoureusement dans la même orbite puisqu'on a vu dernièrement le chef de l'exécutif, le président, mis en accusation par le Congrès, puisqu'on a vu depuis deux ans le président continuellement en guerre avec le Congrès.

Quant à la comparaison des doubles gouvernements dans les deux pays, il resterait à établir si la différence qui existe entre le principe qui a présidé à la formation des deux gouvernements n'exclut point toute comparaison. Je suis toujours surpris d'entendre dire que nous sommes moins indépendants, parce que nous sommes appelés à représenter le peuple dans le Parlement fédéral. C'est une contradiction manifeste avec ce qui a été dit à Outaouais. Là, le chef de l'école libérale, l'honorable M. Dorion, m'a reproché un jour d'être trop exclusif, trop attaché au gouvernement provincial, et a cru me mettre dans un grand embarras en me demandant quelle serait ma conduite dans le cas où il se présenterait une mesure d'intérêt local en conflit avec les intérêts de la Puissance? Je lui rétorquai l'argument et il me répondit qu'il voterait pour les intérêts de la Puissance. Je lui ai conseillé de faire part de cette résolution à ses électeurs; m'est avis que s'il entre en jugement avec eux, en s'appuyant sur une semblable doctrine, il sera bien vite condamné.

Il ne faut pas oublier que c'est le même peuple qui est représenté dans les deux Parlements et qu'il tient les députés responsables de leurs actes, et que nul ne pourra oublier les intérêts provinciaux chers au peuple sans s'exposer à un certain danger.

Un dernier mot: M. Bellingham a fait allusion à un article d'un journal de cette ville (Le Canadien) dans lequel il est dit que j'ai fait des promesses à mes électeurs relativement au double mandat. Or, je dois dire que je n'ai conclu aucun marché avec eux, j'ai été élu sans condition. Je n'ai pas promis à mes électeurs d'abandonner mon siège fédéral à la fin de la prochaine session.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Se prononce contre le double mandat, mais comme l'Opposition veut en faire une question ministérielle il soutiendra le gouvernement. D'ailleurs, le temps n'est pas venu de demander l'abolition du double mandat: attendons la dernière session du présent Parlement. Il dit qu'il n'aurait pas été fâché de représenter le comté de Maskinongé dans les deux Chambres.

M. A. BESSETTE (Shefford): Se dit opposé au double mandat, mais croit qu'on doit remettre cette discussion à deux ans. Il s'opposera à l'amendement, parce qu'il est présenté pour des raisons personnelles.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission de citer, à l'appui de son dire sur ce point, l'opinion d'un homme cher au premier ministre.

Il cite l'opinion d'un membre ayant exprimé la même façon de voir, lors des débats préliminaires de la Confédération. S'adressant au trésorier (M. Dunkin), il lui demande s'il connaît le député qui a émis une semblable opinion.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Donne quelques explications au sujet du discours qu'il a prononcé lors du débat sur la Confédération; il fait remarquer en particulier qu'il discutait alors d'un projet et non d'une constitution réelle. Il ajoute que si des membres de l'Assemblée locale n'avaient pas occupé un siège dans la Chambre des communes, lors de la dernière session, plusieurs bills auraient été adoptés qui auraient été préjudiciables aux intérêts de la province. Il n'a aucun doute que l'amendement est présenté comme un vote de défiance à l'endroit du gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, secondé par le représentant de St-Jean, (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement à l'amendement proposé, que les mots "Et qu'aucun sénateur ni aucun membre de la Chambre des communes du Canada ne pourra être nommé conseiller législatif ni élu pour l'Assemblée législative," soient ajoutés à la fin dudit amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est la première fois que je vois le secondé d'une proposition devenir le moteur d'un amendement à cette proposition. (Rires).

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

La séance reprend à sept heures et demie.

**Compagnie de chemin
à lisses de Québec à Gosford**

Selon l'ordre du jour, le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford est lu une deuxième fois.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**Reprise du débat
sur l'indépendance de la Législature**

M. J. ROSS (Compton): Il est personnellement opposé au principe du double mandat, comme l'est aussi son comté, mais il croit que la circonstance actuelle est inopportune et qu'on ne s'en sert que pour susciter des embarras au gouvernement. Il considère l'amendement devant la Chambre comme une motion de non-confiance. C'est pourquoi il votera contre l'amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit que les arguments du représentant de Compton (M. J. Ross) sont parmi les meilleurs en faveur de l'amendement et contre le double mandat. Sa position n'est ni si ridicule qu'elle le parut d'abord, ni aussi ridicule que celle du député qui, ayant introduit un bill pour réduire le salaire des députés, fut ensuite obligé de voter contre son propre projet. Le gouvernement a pour argument principal que l'amendement est en principe une motion de non-confiance. Aux membres honnêtement opposés au double mandat, il rappelle que, chaque fois que la question fut débattue, le gouvernement a invoqué le même argument. Le gouvernement s'en servira chaque fois qu'il sera question du double mandat. Le premier ministre a sans doute fait un appel éloquent aux sympathies de la Chambre et a voulu faire croire qu'il (Joly) préfère les institutions démocratiques américaines au gouvernement monarchique de l'Angleterre.

Pourquoi s'acharner contre l'exemple américain, quand plusieurs vieux pays européens l'approuvent et l'imitent? La question du double mandat a été discutée dans l'Assemblée de l'Ontario, et on y a introduit une clause qui fut plus tard retirée. Il admet que les intérêts du Québec sont bien représentés aux Communes. Quant aux membres du Conseil privé qui siègent dans cette Chambre, il ont fait la preuve de leur économie et de leur activité en faveur du peuple, car on est étonné du nombre de milles qu'ils ont faits aller-retour à Ottawa depuis le début de la session.

Il signale les mesures prises par l'Assemblée de la Nouvelle-Ecosse relativement à cette question, et le fonctionnement du système américain.

Pour terminer, il rappelle à la Chambre que c'est sa deuxième session, et la deuxième fois que cette question est débattue, et la deuxième

fois que le gouvernement en fait une question de confiance, et il en sera ainsi encore longtemps. On répétera la même chose l'année prochaine et l'année suivante.

M. E.-J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Reproche au député de Lotbinière d'avoir voté du côté opposé à la dernière session.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond qu'il a voulu donner au gouvernement le temps de faire ses preuves.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): N'aperçoit aucun danger immédiat dans le système, et il votera contre l'amendement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je suis heureux d'avoir une nouvelle occasion de me prononcer contre le double mandat; je ne le fais pas dans un but hostile, mais seulement pour obéir à mes convictions. Si je me vois en lutte avec le ministère ce n'est pas ma faute, c'est lui qui nous place toujours sur le terrain des hostilités.

Cette après-midi, le premier ministre a déclaré à ses amis que sa démission priverait le pays des avantages des mesures importantes à l'étude. La valeur et l'importance des projets gouvernementaux paraissent discutables à beaucoup de membres qui les trouvent moins importants que le gouvernement voudrait le leur faire croire. La logique du député de Compton est extraordinaire, et touche à l'héroïsme; bien que dénonçant le double mandat, il approuvera le bill et désapprouvera l'amendement. Pour ma part, je voterai pour l'amendement.

M. J. GARON (Rimouski): Dit qu'il voterait contre le principe si la question se présentait sous la forme d'un bill, mais qu'il ne peut voter en faveur d'un amendement comportant la non-confiance, attendu qu'il a été élu pour supporter le gouvernement.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Fait remarquer que, possédant lui-même le double mandat, il se croit tenu de donner quelques explications.

A l'opinion émise que les services des honorables ministres fédéraux sont indispensables pour la mise en opération de notre nouvelle constitution, il croit devoir observer que nous avons à peine eu l'occasion, depuis l'inauguration du nouveau régime, de profiter de l'habileté, des connaissances étendues de ces honorables messieurs. Dans le cours de la session dernière, l'honorable ministre de la milice n'a assisté que pendant peu de temps aux séances de l'Assemblée, les affaires de son département nécessitant sa présence à Ottawa.

Depuis le commencement de la session, nous n'avons pu jouir de la présence de l'honorable monsieur, et il est probable que son absence se prolongera jusqu'au-delà de la session.

L'honorable secrétaire d'Etat lui-même a été obligé de s'absenter pendant une partie de la session l'année dernière et, tout dernièrement, il a dû passer plusieurs jours à Ottawa dans le but, sans doute, de protéger, de défendre les intérêts des Bas-Canadiens à l'occasion de l'octroi de contrats pour la confection du chemin de fer Intercolonial.

L'honorable ministre de l'Agriculture, dont le département à Ottawa est beaucoup moins important que ceux de ses honorables collègues, a cru devoir laisser son poste, oublier pendant quelques jours les intérêts du comté qu'il représente pour aller prêter main forte, donner le secours de son appui à un ami politique dans la lutte si intéressante pour le pays tout entier qui a eu lieu dans le comté de Kamouraska.

Ce comté a prouvé, comme le comté de Portneuf, que le peuple est opposé au double mandat; l'honorable député de Laval (M. J.-H. Bellerose) doit avoir la preuve dans ces deux faits que l'argument dont il s'est servi l'autre jour n'est pas un argument à double tranchant.

Si la présence des ministres fédéraux est nécessaire à Ottawa pour la bonne administration des affaires, on peut en dire autant de celle des ministres locaux à Québec.

Le surcroît d'ouvrage nécessité par la double mission qu'ils ont à remplir a été cause, sans doute, qu'après dix mois de vacances leurs mesures n'étaient pas encore prêtes à l'ouverture de la session. Aussi, après quinze jours de session, le gouvernement s'est vu dans l'étrange obligation de proposer un ajournement de douze jours pour préparer ses mesures. En référant aux délibérations de la Chambre d'Ontario, il voit que l'honorable premier ministre de cette province a proposé lui-même et fait passer une loi abolissant le double mandat, du moins dans ce qu'il a de plus défectueux, la présence des ministres locaux et fédéraux dans l'un et l'autre Parlements. Voici ses propres paroles citées par un journal de Toronto:

Ce bill pourvoit à l'exclusion des membres de l'Exécutif de la Puissance et vice versa pour prévenir le plus léger soupçon de conflit entre les deux exécutifs. Mais les membres qui ne sont ni dans l'un ni dans l'autre cabinet peuvent être regardés comme indépendants; et ce serait une intervention indue avec les droits des électeurs de dire qu'aucun homme indépendant ne siègerait dans les deux Chambres, si les électeurs jugeaient à propos de l'y envoyer.

On voit que cette mesure diffère de l'amendement proposé en ce qu'elle n'exclut pas les membres qui n'occupent point de siège dans l'un ou l'autre cabinet. Comme l'honorable premier ministre d'Ontario, il ne voit rien qui puisse gêner la liberté d'action de ces députés, mais il ne veut pas faire d'exception en sa faveur, et il est disposé à abolir complètement le double mandat.

L'honorable premier ministre, qui a prétendu devoir imiter l'Ontario sur la question des

privilèges, devrait l'approuver pareillement sur la question du double mandat. La longue expérience de l'honorable premier ministre d'Ontario devrait être pour lui une garantie suffisante que l'amendement proposé n'offre aucun danger.

Avant de terminer, il croit devoir dire dans quelles circonstances son élection a eu lieu. Il y avait à peine quelques jours qu'il était de retour d'un voyage en Europe lorsque l'appel nominal a eu lieu. Prié d'accepter un double mandat, il a cru devoir se rendre à l'invitation qui lui était faite parce qu'il avait compris avec un grand nombre de personnes (s'il lui était permis de dévoiler des correspondances, il pourrait citer les noms de personnes en dehors du comté, occupant de très hautes positions) qu'il était convenable que, pour le premier Parlement, plusieurs députés occupassent un siège dans les deux Chambres. Il a donc accepté le double mandat pour le présent Parlement, en assurant ses électeurs que, si une loi était proposée pour abolir le double mandat, il voterait pour une telle mesure.

Le présent amendement lui donne l'occasion de remplir ses promesses.

Il ajoute que ce qui s'était passé au moment même de la proclamation lui a prouvé que l'opinion de son comté n'était pas unanime en faveur du principe du double mandat. Il s'est opposé à ce que la personne qui a été proposée au moment même de la proclamation fût élue par acclamation, parce que les électeurs du comté, étant sous l'impression qu'il ne serait proposé qu'un seul candidat, n'avaient pas cru devoir laisser leurs travaux dans une saison très précieuse, celle de la récolte, pour assister à l'assemblée. Il ne s'est pas objecté à la candidature de celui que l'on amenait alors de l'avant, mais le nombre des personnes alors présentées était tellement limité, et surtout celui de celles demandant un deuxième député, que pour ne pas tromper ceux qui l'avaient sollicité d'accepter le double mandat, il crut devoir inviter le candidat proposé à demander un poll pour constater si réellement l'opinion de la majorité du comté était en sa faveur.

Avant de prendre son siège, il ne peut s'empêcher d'exprimer le regret de voir que plusieurs députés qui ont promis à leurs électeurs de combattre le principe du double mandat, ont déclaré solennellement devant cette Chambre ne pas avoir le courage de voter suivant leurs convictions et de céder devant la menace d'un vote de non confiance.

Pour lui, nonobstant la confiance qu'il a dans la capacité, les connaissances, et l'expérience des honorables messieurs qui composent l'administration, il ne peut faire autrement que d'être fidèle à ses engagements; il ne peut pousser la complaisance jusqu'à approuver ce qu'il crut condamnable, contraire aux intérêts de ses constituants et de la population entière de cette province. Conformément à ses convic-

tions les plus sincères, il votera pour l'amendement de l'honorable député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

M. J. ROSS (Compton): Ne croit pas devoir aller jusqu'à voter la non-confiance envers un gouvernement parce qu'il n'approuve pas chacun de ses petits gestes. Il blâme le genre d'attaque que l'on fait et croit que l'Opposition aurait dû se déclarer ouvertement.

M. T. SCRIVER (Huntingdon): Dit qu'il ne peut rester sans se prononcer. Il croit que le peuple résoudra bientôt cette question par lui-même en élisant des députés différents à chaque Chambre, ce que l'élection récente à Kamouraska confirme. Il regrette que la question soit présentée comme un élément secondaire, mais il ne peut voter contre l'amendement, en justice pour lui-même et ses électeurs. Il regrette aussi que le gouvernement en fasse une question de non-confiance, et pense que le gouvernement se montre trop enclin à agir ainsi.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit qu'il ne peut comprendre comment après avoir pris l'engagement devant ses électeurs de voter contre le double mandat, on pourrait refuser d'appuyer l'amendement du député de Lotbinière (M. Joly).

Si le premier ministre a tenu à déclarer qu'il n'a pas pris l'engagement de ne point briguer de nouveau les suffrages de ses électeurs pour les deux Chambres, c'est donc qu'il se serait considéré forcé par cet engagement de ne point faire d'opposition à une proposition du genre de celle de M. Joly. Je suis dans la position où il se serait trouvé s'il avait pris cet engagement, car j'ai promis à mes électeurs de voter en faveur de l'abolition du double mandat, et c'est pour cela qu'ils m'ont élu. Mieux que personne, le premier ministre comprendra donc que je n'ai pas d'autre alternative que de voter pour l'amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Se déclare contre l'amendement.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Assure la Chambre que son amendement n'a pas pour but de gêner le gouvernement et qu'il n'a pas d'attachement personnel dans cette question. Il a proposé l'amendement par devoir et croit que le pays l'approuvera. Son vote à la dernière session l'oblige à voter contre le sous-amendement de M. Joly. Les arguments contre le double mandat n'ont pas reçu de réponses adéquates et ne peuvent en recevoir.

M. P. Benoît (Napierville) et M. LeCavalier (Jacques-Cartier) prennent aussi la parole à ce sujet.

L'amendement à l'amendement est mis aux voix:

Pour: MM. Bachand, Benoît, Joly, Laberge, La Rue, Marchand, Pelletier, Pozer, Rhéaume, Robert, Scriver, Sénécal, Tremblay - 13.

Contre: MM. Beaudreau, Beaubien, Belle-rose, Bellingham, Bergevin, Bessette, Brigham, Cauchon, Chapais, Chapleau, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers, (Maskinongé), Desaulniers (St-Maurice), Dugas, Dumoulin, Dunkin, Fortin, Garon, Gaudet, Gendron, Hamilton, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.) Jodoin, Langevin, Lavallée, LeCavalier, Mailloux, Mathieu, Moll, Ouimet (pro.gén.) Picard, Poupore, Robertson, Ross, Roy, Thérien et Verreault. - 43

L'amendement (de M. Bellingham) étant mis aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue négativement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose à nouveau que le rapport soit maintenant reçu.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à minuit et quart.

Séance du 24 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de Louis-A. Routier et autres, de la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec.

Par M. Beaubien, la pétition de David Pelletier et autres, du Sault-au-Récollet, et la pétition de la municipalité de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Par M. Chapleau, la pétition de A. A. Wilson et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Chapais, la pétition du révérend G. S. E. Duhault et autres, de la paroisse de Saint-Stanislas; la pétition du révérend J. Lottinville et autres, de la paroisse de Saint-Narcisse; la pétition du révérend J.-O. Prince et autres, de la paroisse de Saint-Maurice; la pétition de Joseph Lor et autres, de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel la pétition du révérend M. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Tite; et la pétition de N. Gagnon et autres, de la paroisse de La Visitation, toutes du comté de Champlain.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De James Hodges et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation.

Du révérend J. Laberge et autres, de la paroisse de l'Ancienne-Lorette; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec, dans le but de limiter ses pouvoirs quant à la taxation des marchés.

De Joseph Lemaître et autres, des paroisses de Saint-Thomas-de-Pierreville, Saint-François-du-Lac, Saint-Pie-de-Deguisse, Saint-Bonaventure d'Upton et Saint-Zéphirin-de-Courval; demandant la passation d'un acte réglant le flottage et le commerce de bois de corde sur la rivière Saint-François.

De la compagnie du Richelieu et de la compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, du révérend Nap. Kérouac et autres, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de G.-J. Barthe et autres, de la ville de Sorel, et du révérend J.-G. Dumontier et autres, de la paroisse de Saint-Aimé, demandant respectivement l'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska, par le gouvernement, et à défaut, l'octroi de certains privilèges à une compagnie qui se chargera de faire ces améliorations.

De C.B. de Grosbois et autres, de la paroisse de Chambly, comté de Chambly; demandant que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

De William Henry Parker de Hunterstown, dans le district des Trois-Rivières; demandant la passation d'un acte lui accordant certains privilèges sur la rivière l'Assomption.

D'Hamilton et Frères et autres, du district d'Ottawa; demandant le transfert de la cour, la prison et le bureau d'enregistrement pour le

comté d'Ottawa, d'Aylmer à Hull, ou autre place convenable, près de la cité d'Ottawa.

De l'honorable T. Wood, en rapport avec une assemblée publique des maires et des secrétaires-trésoriers du district de Bedford; demandant des amendements à l'acte municipal.

De A.B. Parmelee et autres, avocats, du district de Bedford; demandant des amendements à l'acte concernant le barreau.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud; demandant des amendements à "l'acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de Saint-Roch de Québec-Sud," et pour autres fins.

Du révérend J. Laberge et autres, de la paroisse de l'Ancienne-Lorette; demandant que la compagnie des chemins à barrières de la rive Nord soit libérée de la dette de celle du Sud.

De Horace Gilbert et autres, du township de Weedon, comté de Richmond et Wolf, de A. W. Pope et autres, des townships de Eaton, Westbury, Clifton et Newport, et du révérend F.-X. Variasse et autres, des townships de Winslow-Nord et Winslow-Sud, comté de Compton; demandant respectivement qu'un acte d'incorporation ne soit pas accordé à la Compagnie du chemin de fer de Sherbrooke et des townships de l'Est, mais à la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Saint-François.

Du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain de Rimouski; demandant de l'aide pour la construction d'un collège à Rimouski.

De l'Asile des Dames protestantes de la cité de Québec; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De L. Dumouchel et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, comté de Terrebonne; demandant une allocation annuelle en faveur de l'hospice Youville.

Du révérend W.-T. Fréchette et autres, des paroisses de Saint-François-Xavier-de-Batiscan, Sainte-Geneviève-de-Batiscan et Sainte-Anne-de-la-Pérade; demandant de l'aide pour un pont.

De Narcisse Cartier et autres, du township d'Emberton, comté de Verchères, de Edward Mason et autres des townships de Rawdon et Chertsey, de John Graham et autres, des townships de Hampden, Whitton et Martin, de William Sawyer et autres, du township de Newport, comté de Compton, et du révérend J. Brissette et autres, de la paroisse de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, et le Gore, comté d'Argenteuil; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Introduction de bills:

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 95 des statuts refondus du Canada, concernant les loteries.

Accordé.

M. L.-A. SENEAL (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie d'amélioration des rivières Saint-

François et Yamaska, et pour le creusement desdites rivières.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande la permission d'introduire un bill pour fixer les limites des comtés de Montcalm et Joliette pour les fins électorales et autres.

Accordé.

Interpellations:

Code municipal

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si le gouvernement a l'intention de faire passer le bill concernant le code municipal durant la présente session.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour faire adopter le code civil durant cette session, si cela est possible.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ajoute qu'il en dépendra beaucoup de la bonne volonté des députés.

Demande de documents:

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. A.-L. Desaulniers), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le rapport des protonotaires du district de Montréal et des greffiers de la Cour de circuit pour ledit district, indiquant leur nombre, le nombre d'employés dans leurs bureaux, leur nom, leurs salaires et la nature de leur emploi; et de plus, le montant des dépenses contingentes desdits bureaux, pour 1867, avec un état de leurs revenus pour ladite année; et aussi un rapport des greffiers de la paix du district de Québec, indiquant leur nom, le nombre d'employés dans le bureau, leurs salaires et la nature de leur emploi; et aussi, le montant des dépenses contingentes dudit bureau pour l'année 1867, avec un état de leurs revenus pour ladite année.

Adopté.

Incorporation de la maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose appuyé par le représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose), que l'honoraire payé pour le bill pour incorporer la maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet soit remboursé.

Il précise qu'il s'agit d'un montant de cent dollars.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que ce montant fut versé par erreur, alléguant que les institutions de charité habituellement n'étaient pas tenues de verser les honoraires d'incorporation.

Adopté.

Le bill est lu pour la deuxième fois.

Comtés de Joliette et Berthier

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour fixer les limites des comtés de Joliette et Berthier. Le comité adopte le bill sans amendement et fait rapport à la Chambre.

Bureau d'Agriculture

M. J. ROSS (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, que le bill pour amender l'acte intitulé "Acte concernant le bureau d'Agriculture et les sociétés d'agriculture" soit lu une deuxième fois.

Il explique que son but est de permettre la formation de sociétés d'agriculture dans les districts. Les officiers seront un président et un vice-président pour chaque société de comté et de canton, et un président et un vice-président pour les sociétés de district qui seront représentées dans la Chambre d'agriculture. Il prétend que son bill aura l'effet d'encourager de grandes expositions de district auxquelles assisteront les fermiers; en plus, elles améliorent les expositions provinciales.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ne veut pas s'opposer à la deuxième lecture, mais il avertit le député de Compton (M. J. Ross) qu'un membre du Conseil législatif prépare un bill qui renferme plusieurs changements demandés par le bill de M. Ross.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement a décidé de permettre la deuxième lecture du bill et de laisser au comité permanent sur l'agriculture l'entière discussion du bill.

Incorporation de St-Germain de Rimouski

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la ville de St-Germain de Rimouski.

M. J. GARON (Rimouski): Dit qu'il aurait présenté le bill lui-même, comme député du comté, mais la position dans laquelle l'a placé la pétition contre lui l'a engagé à mettre le bill entre les mains du secrétaire d'Etat, dont le frère est le vénérable évêque du diocèse dans lequel se trouve située la nouvelle ville.

Quant à la pétition, c'est une manœuvre d'ennemis personnels et politiques. Quelques curés l'ont signée, mais ni l'évêque, ni le vicaire général, ni les prêtres du collège n'ont suivi l'exemple.

Le bill est lu pour la deuxième fois.

Société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 25 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie.

Par M. Dugas, la pétition du révérend J.-E. Dupras et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne.

Par M. Laberge, la pétition de James McGowan et autres, de la paroisse Saint-Clément, comté de Beauharnois.

Par M. Roy, la pétition de Joseph Sirois et autres, de la paroisse de Saint-Onésime d'Ixworth, comté de Kamouraska.

Par M. Clément, la pétition du révérend J.-N. Gingras et autres, de la paroisse de la Baie Saint-Paul; la pétition du révérend J.-A. Bureau, de la paroisse de Sainte-Agnès; la pétition du révérend Julien Rioux et autres, de la paroisse de la Petite-Rivière; et la pétition du révérend N.-J. Gauvin et autres, de la paroisse de Saint-Irénée; tous du comté de Charlevoix.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition du révérend J.-B. Villeneuve et autres, du Saguenay.

Par M. LaRue, la pétition de F.-X. Mottard et autres, de la paroisse de Saint-Basile, comté de Portneuf.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De W. W. Oliver et autres, du comté de Stanstead; demandant un octroi gratuit de terre et une aide de \$100,000 pour la construction du chemin de fer de Waterloo, Magog et Stanstead.

De Napoléon Dion et autres, de la Côte-Nord du Saint-Laurent; demandant la nomination d'un juge commissaire sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, depuis la Pointe-des-Monts jusqu'à Blanc-Sablons.

De madame Saveuse de Beaujeu et autres, du township de Newton; demandant que les conclusions de la pétition de A. C. de Lotbinière-Harwood et autres, pour redresser la ligne du 3^e rang de Newton, ne soient pas accordées.

De Paul Péloquin et autres, de la ville de Sorel; demandant des amendements à l'acte 31 Victoria, chap. 26, des statuts de la province de Québec, intitulé: "Acte pour amender les lois de la chasse en cette province."

De James E. Judgson et autres, du township de Litchfield; demandant que la partie dudit township connue sous le nom de "Little Litchfield" soit érigée en municipalité séparée.

De Edward Trempe et autres, des townships de Masham et Eardley; demandant de l'aide pour un chemin.

De Patrick Enright et autres; demandant de l'aide pour un chemin et pour quatre ponts.

De F.-X. Frenette et autres, de la paroisse du Cap-Santé, de John McCormack et autres, de la paroisse de Saint-Alban, du révérend N. Guertin et autres, de la paroisse de Saint-Casimir, de Léandre Delisle et autres, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, du révérend N. Bellenger et autres, de la paroisse de Deschambault, du révérend J. O'Grady et autres, de la paroisse de Sainte-Catherine, du révérend A. Milette et autres, de la paroisse de Saint-Augustin, de Léon Delisle et autres, de la paroisse de Portneuf, du révérend L.-T. Bernard et autres, de la paroisse des Ecureuils, de Augustin Côté et autres, de la paroisse des Grondines, et de Ignace P. Déry et autres, de la paroisse de Saint-Raymond, tous du comté de Portneuf; demandant respectivement des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec, dans le but de limiter ses pouvoirs quant à la taxation des marchés.

Rapports de comités:

M. A.C. de LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

Du bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en connexion avec l'Eglise d'Ecosse, demandant des amendements à son acte d'incorporation; de la Société de l'Hôpital Général de Montréal, demandant la passation d'un acte pour confirmer un acte de vente d'une certaine propriété, faite par elle; du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité; de Weston Hunt et autres, de la cité de Québec, demandant que la corporation de la cité de Québec soit remplacée par une commission de trois membres.

Votre comité a aussi examiné la pétition de James Hodges et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de compagnie hydraulique de Saint-Louis. Votre comité désire faire remarquer à votre honorable Chambre, à l'égard de cette pétition, qu'un bill portant le même titre, et pour les mêmes fins qui sont mentionnées dans cette pétition, a été passé par cette Chambre à sa session dernière, puis réservé à la sanction de Son Excellence le gouverneur général qui, depuis, a refusé de le sanctionner. Il a été représenté à votre comité que cette décision n'ayant été communiquée aux pétitionnaires que tout dernièrement, les avis requis pour la présente pétition n'ont pu être insérés que depuis le vingt de ce mois; mais votre comité considère qu'ils sont suffisants pour faire connaître aux intéressés les objets de la pétition, et recommande en conséquence la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a de plus examiné la pétition de William Henry Parker, de Hunterstown, district des Trois-Rivières, demandant la passation d'un acte lui accordant certains privilèges sur la rivière L'Assomption, et trouve qu'il n'en a pas été donné avis; mais votre comité est informé que tous les intéressés sont instruits des objets de la pétition et, de plus, que personne ne s'y oppose. C'est pourquoi votre comité recommande à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

Introduction de bills:

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire le bill d'incorporation de la compagnie hydraulique de St-Louis.

Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité des chemins de fer, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

M. A.B. CRAIG (Verchères): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "L'Association St-Pierre de Sorel".

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte passé dans la 28^e année du règne de Sa Majesté, chapitre vingt-huit, intitulé: "Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud," et changer le nom collectif de ladite municipalité en celui de "La Corporation de la paroisse Saint-Sauveur," et pour d'autres fins y mentionnées.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J. GAUDET (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu et les titres-nouveaux postérieurs auxdits cadastres.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Vict., chap. 40, des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement, les bureaux d'enregistrement et les livres et registres tenus en vertu desdits actes.

Accordé.

Présentation de documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 24 février 1869, demandant un rapport des protonotaires du district de Montréal et des greffiers de la

Cour de circuit pour ledit district. (Documents de la session no 19).

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre concoure dans le rapport du comité de toute la Chambre pour qu'une somme soit accordée à Sa Majesté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention de la Chambre sur le fait qu'il se trouve de grandes contradictions entre les copies française et anglaise des comptes publics.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'il sait que malgré tout le soin apporté dans leur compilation, quelques erreurs se sont introduites, mais ce n'est pas la faute des employés de son département. Les comptes avaient été rédigés en anglais, et cette version était correcte à tout point de vue. La traduction française n'avait pas été faite par son département mais par les employés de la Chambre.

Il annonce de plus qu'il proposera demain, "pro forma", que la Chambre se forme en comité des subsides; il dit à la Chambre en même temps qu'il ne sera pas prêt à donner son exposé financier, parce que les prévisions budgétaires ne sont pas encore prêtes. Il donnera avis du jour qu'elles le seront en temps et lieu.

Indépendance de la Législature

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture du bill pour assurer l'indépendance de la Législature.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privilèges et pouvoirs de l'Assemblée et du Conseil

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Acte 31 chap. 30

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour amender un acte passé dans la 31^e année du règne de Sa Majesté, chap. 30. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Les jurés et les jurys

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture de la loi relative aux jurés et aux jurys.

Il explique les dispositions de son projet de loi.

Les deux buts principaux de la mesure sont: 1^o d'amener une diminution des dépenses que nécessite l'administration de la justice en matière criminelle en simplifiant la procédure; 2^o de donner plus de garanties à la société, en élevant

la qualification exigée des jurés. Il dit que son intention était de refuser le droit d'être juré à tout locataire qui, dans les villes, paie moins de cent piastres de loyer; et il ajoute qu'il n'aurait pas d'objection à porter à un chiffre encore plus élevé la qualification requise des locataires, si c'est le désir de la Chambre.

Le projet de loi ne va pas aussi loin que nous le désirons mais nous ne pouvons frapper tous les abus, obvier à tous les inconvénients, car la constitution nous défend de toucher à la procédure criminelle. J'ai formé le projet de demander au gouvernement fédéral certains changements, qui, réunis à ceux que je propose ici, modifieront beaucoup la loi actuelle.

Dans tous ces changements, il y a un point important que nous ne perdons jamais de vue. Nous nous efforçons de diminuer les frais de l'administration de la justice. Je dois ajouter que, depuis la formation du gouvernement actuel, nous avons fait des progrès en ce sens. Je sais que certains journaux, dont je m'occupe fort peu du reste, crient aux abus dans l'administration de la justice. Unissant la perfidie à la mauvaise foi, ils ont cherché à placer le gouvernement dans une position difficile en comparant les dépenses de Québec avec celles de l'Ontario dans ce département.

Ils ont oublié ou ils ont feint d'oublier une chose importante; c'est que les municipalités de l'Ontario pourvoient en partie aux frais de l'administration qui à Québec, sont à la charge du gouvernement. La différence dans les moyens de soutenir la justice devrait, ce me semble, leur interdire toute comparaison. Mon projet de loi renferme une clause importante qui, je l'espère, fera disparaître bien des abus. L'on se plaint bien souvent du peu d'intelligence, du manque d'honnêteté des jurés. Eh bien, il faut élever le niveau de ces juges spéciaux qui se trouvent momentanément investis de grands pouvoirs et reçoivent une si haute mission. Pour être juré, il faudra à l'avenir payer un loyer de \$100 au moins au lieu de \$50. Cette clause s'applique aux villes. Si la Chambre trouve cette somme trop minime, je serai heureux de la voir élevée.

Depuis plusieurs années, il s'élève un concert de plaintes contre les jurés, et les faits ne justifient que trop ces plaintes. En effet, l'on dirait dans certains procès que les jurés veulent se moquer du bon sens ou donner des preuves d'un manque d'intelligence complet. On a vu de grands criminels, grâce aux jurés, échapper à la sévérité de la justice et marcher la tête haute.

Ces dénis de justice ne sont propres qu'à soulever l'opinion publique contre l'admirable institution du jury et à la faire tomber en discrédit. En rendant plus difficile l'admission dans le corps des jurés, nous l'élevons et nous verrons la justice mieux administrée et la société mieux protégée.

Il serait à désirer que nous puissions assimiler en partie notre loi à celle de l'Ontario. Par exemple, j'aimerais qu'un verdict puisse être

rendu par les deux tiers d'un juré et non à l'unanimité. On éviterait ainsi bien des dénis de justice. Dans bien des procès très clairs un seul juré a entravé l'action de la justice et replacé un criminel dans la société qui voulait le repousser. Des journaux mal intentionnés ont dit avec satisfaction que, dans mes exemptions, je ne comptais pas les personnes accusées de félonies. Il faut une mauvaise foi rare pour lancer une pareille accusation. A coup sûr, si je n'avais pas fait entrer dans la classe des exceptions les personnes accusées de félonie, mon honneur aurait été gravement compromis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Loue l'honorable procureur général du courage et de l'énergie qu'il lui avait fallu entretenir pour proposer d'élever les qualifications des jurés et ainsi de les élever eux-mêmes à un niveau supérieur soit de \$100; ce qui doit être considéré comme service d'une grande importance rendu à l'administration de la justice, lorsqu'on a été témoin, pendant nombre d'années déjà, de toutes les défaillances dont elle a été entourée.

Le bill est lu pour la deuxième fois.

Interpellations:

Code municipal

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si c'était l'intention du gouvernement de faire adopter à cette session le bill concernant le code municipal.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement ferait tout en son pouvoir pour y parvenir. Il demande à la Chambre si elle désire procéder de suite à la deuxième lecture du code municipal, les explications en anglais n'ayant pas encore été distribués aux députés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a jeté un coup d'oeil sur la loi municipale et trouve qu'elle ne pêche pas par les principes qu'elle renferme, mais par le manque de méthode et de classification. Le style en est parfois incompréhensible; la clarté est nécessaire dans une loi de ce genre, et il conseille de le simplifier autant que possible. Les gens de la campagne doivent pouvoir le comprendre sans effort.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il se peut que le code municipal ne soit pas aussi parfait qu'il pourrait l'être, mais que les explications qui seront données donneront lieu à plusieurs proviso qui tendront à le simplifier.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Raconte que plusieurs de ses collègues et lui se sont réunis à leur maison de pension pour étudier en petit comité le projet de code et se communiquer familièrement leurs idées et leurs objections. Il dit qu'en délibérant ainsi ils ont

découvert bien des points discutables et entrevu plus d'une réforme. Il suggère que le code municipal soit renvoyé à un comité composé des membres versés dans les lois municipales, lequel comité examinerait le code et ferait rapport sur ses déficiences.

M.V.ROBERT (Rouville): Insiste sur la clarté qui doit distinguer par-dessus tout les lois destinées à être mises en opération par le peuple lui-même. Il faut que ces lois soient simplifiées autant que possible et mises à la portée de tout le monde, qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir sans cesse recours aux avocats pour les interpréter.

Le peuple s'attend à une loi courte et explicite, qu'il puisse comprendre et appliquer: Mieux que personne vous sentez notre faiblesse, l'embarras que nous éprouvons devant un texte obscur et des dispositions trop compliquées. Je ne veux rien ôter au mérite du travail qu'on nous a soumis, cependant je dirai qu'en l'examinant j'ai rencontré un bon nombre de difficultés qu'il m'a été impossible de résoudre et que ceux qui appartiennent comme moi à la classe des cultivateurs seraient aussi impuissants à résoudre. Il me semble que c'est là le principal défaut à éviter dans une pareille loi et que nous devons nous appliquer à le faire disparaître tout à fait.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le code municipal, même tel qu'il est à présent, fait honneur au talent et à l'habileté de celui qui l'a réparé. Il n'y a pas moins de 51 statuts qui sont entrés dans cette compilation. L'auteur de ce code est un jeune avocat qu'il est heureux d'avoir pour compatriote. M. Marsan a exécuté ce travail en une année et quiconque a vu son travail conviendra qu'il n'est guère possible d'arriver à un meilleur résultat. Il (M. Oumet) ajoute qu'il est heureux de compter M. Marsan au nombre des employés de son bureau. C'est un jeune homme d'une intelligence supérieure.

Les débats sur le code municipal sont ajournés, la copie anglaise du bill n'étant pas prête.

Acte du Barreau du Bas-Canada

M. P. BACHAND (St-Hyacinthe): Propose la deuxième lecture de l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande quelques explications sur ce bill.

Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité spécial composé de l'honorable M. le procureur général Oumet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Joly, M. Carter, M. Hemming, M. Chapleau, M. Bachand et M. Rhéaume, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Statuts refondus pour le Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill pour abroger le chapitre 32 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Adopté.

Affaires publiques

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la deuxième lecture du bill concernant les enquêtes sur les affaires publiques.

Adopté.

Cimetière Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre à la Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Adopté.

Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill pour constituer en corporation les Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul de Montréal.

Les frères de St-Vincent-de-Paul reçoivent non seulement les vieillards et les infirmes qu'ils soignent avec un dévouement sans bornes mais encore les jeunes gens qui sont dans la misère. Ces jeunes, ils les placent dans les ateliers, leur donnent vivre et couvert et surveillent leur éducation. A l'établissement des frères est attachée une grande ferme que les bons frères cultivent eux-mêmes. Cette ferme sera sous peu une des meilleures écoles d'agriculture pratique du pays.

Adopté.

Interpellations:

Inspection des liqueurs

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si le gouvernement a l'intention d'introduire durant cette session une mesure pour l'inspection des liqueurs comme le demande la santé publique.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que non.

Demande de documents:

M. C.H. POZER (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous rapports faits par R. Pope, écuyer, inspecteur des mines d'or, de la Beauce, au sujet des sentences par lui prononcées ainsi que tous les états qu'il a transmis au gouvernement, quant à l'application des amendes par lui prélevées.

La question étant mise aux voix, la Chambre se divise et elle est résolue négativement.

M. C.-H. POZER (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi-Saguenay (M. P.A. Tremblay), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la pétition de Narcisse Rodrigue et autres, de la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, au sujet de la mise en opération des lettres-patentes De Léry, ainsi que copie des dites lettres-patentes, tous ordres en conseil ayant rapport à ces lettres-patentes et à ladite pétition et toutes correspondances qui a eu lieu à ce sujet.

Adopté.

Limites du comté de Joliette et Berthier

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour fixer les limites des comtés de Joliette et Berthier, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, électorales et d'enregistrement.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Barreau du Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à
sept heures et demie

Chemin à lisses de Québec à Gosford

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford. Après avoir siégé quelque temps, le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Incorporation de la ville de Saint-Germain de Rimouski

La Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la ville de Saint-Germain de Rimouski et l'adopte sans amendement.

Incorporation de la Maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Incorporation de la Société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis

La Chambre se forme en comité pour étudier

le bill pour incorporer la Société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis et l'adopte sans amendement.

Comté de Bellechasse

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, suivant l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Larue), la deuxième lecture du bill pour détacher maintenant, pour les fins judiciaires, le comté de Bellechasse du district de Montmagny et l'annexer au district de Québec.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le premier ministre, sous forme d'amendement à la question principale, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Fait voir l'inconvénient qu'éprouvent les habitants de Bellechasse, qui se trouvent obligés d'aller à Saint-Thomas au lieu de venir à Québec, beaucoup plus près d'eux.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie le représentant de Bellechasse.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuie le représentant de Bellechasse.

M. L. H. BLAIS (Montmagny): Est opposé à la proposition du député de Bellechasse (M. O. Pelletier) et démontre comment elle pourrait susciter de mauvais effets.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à la deuxième lecture du bill du représentant de Bellechasse et le gouvernement est d'avis qu'il doit être repoussé. Il est impossible de démembrer un district judiciaire pour des raisons aussi faibles que celles données par le représentant de Bellechasse.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Souligne que la demande du député de Bellechasse est contraire au principe de décentralisation judiciaire adopté en Canada et qui est si fertile en bons résultats. D'ailleurs, ce que M. Pelletier demande, un autre pourra aussi l'exiger et, une fois engagé dans cette route, le gouvernement sera obligé de déranger chaque année les limites des comtés. M. Pelletier a parlé d'un gouvernement qui avait poussé la tyrannie jusqu'à refuser ce qu'il réclame aujourd'hui. C'est une accusation injuste; il n'y a jamais eu de tyrannie. D'ailleurs, à l'époque dont parle M. Pelletier, l'honorable M. Dorion était au pouvoir.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

La séance est levée à neuf heures et quarante-cinq.

Séance du 26 février 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Beaudreau, la pétition du conseil de ville de la ville de Sorel.

Par M. Tremblay, la pétition du révérend G. Gérard et autres, de la paroisse de l'Anse Saint-Jean.

Par M. Ross, la pétition de J. Harris et autres, du township d'Ascot, la pétition de S. B. McDonald et autres, des townships unis de Whitton, Hampden et Marston, et la pétition de John McIver et autres, des townships unis de Whitton, Hampden et Marston, tous du comté de Compton.

Par M. Picard, la pétition de J. B. Bell et autres, du township de Stoke.

Par M. Rhéaume, la pétition de Charles Ryan et autres, de la cité de Québec.

Par M. Robertson, la pétition de R. W. Heneker et autres, de la ville de Sherbrooke.

Par l'honorable M. Chapais, la pétition du révérend J.-B. Chrétien et autres, de la paroisse de Sainte-Flore, et la pétition du révérend M.-D. Marcoux et autres, de la paroisse de Champlain.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend L.-J. Guyon et autres, de la paroisse de Saint-Eustache; la pétition du révérend J. Dequoy et autres, de la paroisse de St-Hermas, et la pétition du révérend J.-S. Théberge et autres, de la paroisse de Saint-Augustin, toutes du comté de Terrebonne.

Par M. Carter, la pétition de la Maison de Refuge et d'Ecole d'industrie, de la cité de Montréal, la pétition de Thomas Simpson et autres, le clergé et les laïques de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal, la pétition de Messieurs Gillespie, Moffat et compagnie et autres, agents et procureurs de diverses compagnies d'assurance contre le feu, dans la cité de Montréal, la pétition de Nelson Davis et autres, de la cité de Montréal, la pétition de Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal; et trois pétitions du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par M. Church, la pétition de John MacLaren et autres, du township de Wakefield; et la pétition de Thomas McVeigh et autres, du township de Litchfield.

Par M. Clément, la pétition du révérend Clovis Gagnon et autres, de la paroisse des Eboulements; et la pétition du révérend N. Doucet et autres, des paroisses de l'Anse-Saint-Jean et Saint-Etienne-de-la-Malbaie, dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis-A. Routier et autres, de la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec, dans le but de limiter ses pouvoirs quant à la taxation des marchés.

De David Pelletier et autres, du Sault-au-Récollet, et de la municipalité de la paroisse du Sault-au-Récollet; demandant respectivement un octroi gratuit de terre pour la construction du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour autres fins.

De A. A. Wilson et autres, de la cité de Montréal; demandant l'abrogation ou l'amendement de l'acte 31 Vict., chap. 27, des statuts de la province de Québec, concernant l'emmagasinage de la poudre dans et près les cités de Québec et de Montréal.

Du révérend G.-S.-E. Duhault et autres, de la paroisse de Saint-Stanislas; du révérend J. Lotinville et autres, de la paroisse de Saint-Narcisse; du révérend J.-O. Prince et autres, de la paroisse de Saint-Maurice; de Joseph Lor et autres, de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont Carmel; du révérend M. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Tite; et de A. Gagnon et autres, de la paroisse de la Visitation, tous du comté de Champlain; demandant respectivement que la compagnie de chemin de fer du nord soit séparée de celle du chemin des Piles.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Acte pour incorporer l'institution protestante pour les sourds-muets et pour les aveugles.

Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le Cercle de Québec."

Introduction de bills:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la tenue de la Cour de circuit dans le comté de Wolfe.

Accordé.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour régler le mesurage des billots de sciage.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Différents délais

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que le délai pour recevoir les pétitions pour des bills privés soit prolongé jusqu'à lundi, 8 mars prochain; pour recevoir les bills privés jusqu'à lundi, 15 mars prochain; et pour recevoir les rapports sur iceux jusqu'à lundi, 22 mars prochain.

M. C. DUNKIN (Brôme): Est d'avis que le délai peut être accordé.

Adopté.

Privilèges du Conseil législatif et de l'Assemblée législative

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité du township de Percé

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte passé dans la 31^e année du règne de Sa Majesté, chap. 30.

Adopté. Il est résolu que le bill passe et que le titre soit:

"Acte pour amender l'acte passé dans la 31^e année du règne de Sa Majesté, chap. trente, concernant la municipalité du township de Percé".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Destruction des loups

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour abroger le chapitre 32 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour abroger le chapitre trente-deux des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la destruction des loups".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les jurés et les jurys

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier sur le bill pour amender la loi relative aux jurés et aux jurys.

Le comité étudie le bill et fera rapport à la Chambre mardi.

Cimetière Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour permettre à la Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière de Montréal et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour constituer en corporation les Frères de la Charité de St-Vincent-de-Paul, de Montréal.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre sans amendement.

Enquêtes sur les affaires publiques

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill concernant les enquêtes sur les affaires publiques. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable M.C. Dunkin), la deuxième lecture du bill pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation.

Il fait remarquer que les promesses du discours du trône sont à peu près remplies. Un grand nombre de mesures ont été soumises à l'Assemblée législative et plusieurs projets de loi ministériels sont devant le Conseil législatif.

La colonisation a fait l'année dernière des progrès rapides et les perspectives qu'elle offre sont des plus encourageantes.

Le but de son bill n'est pas de décharger le gouvernement du soin de protéger les intérêts de la colonisation, mais de faire appel au dévouement, au patriotisme du peuple même et le mettre en état d'aider le gouvernement dans les efforts qu'il tentera dans ce dessein.

On s'est effrayé de la formation de ces sociétés; on a dit qu'on voulait leur donner ce qui devait être donné directement à la colonisation. Eh bien! je puis déclarer, sans vouloir empiéter sur les terres de mon collègue le trésorier provincial, que cette année les octrois en faveur de la colonisation seront plus considérables que jamais.

Il est à regretter que quelques-uns des octrois faits autrefois en faveur de la colonisation aient été gaspillés; mais la mesure actuelle est destinée à combler ce vide et, tout en encourageant la formation de sociétés, elle les mettra plus à même de connaître et de développer les parties incultes de notre pays. Elle donne à ces sociétés une grande liberté d'action: elles pourront coloniser les terres de la couronne, ouvrir des chemins, attirer des colons du Vieux Monde; en

un mot elles seront en position de faire ce qu'elles voudront de l'argent en leur possession. Si l'on désire sincèrement ouvrir le pays à la colonisation, la mesure actuellement devant la Chambre facilitera ce dessein et elle corrigera en même temps les abus du passé. Elle concentrera l'action et la rendra efficace; elle assure à la minorité une organisation séparée. La première société qui sera fondée recevra \$200 du gouvernement et les autres \$100 chacune. Le lieutenant-gouverneur aura le pouvoir d'augmenter l'octroi, mais dans aucun cas cet octroi ne devra excéder la moitié de ce que les membres de la société auront souscrit entre eux. Les sociétés pourront demander des octrois de terres de la couronne, mais ces octrois seront l'objet d'une surveillance telle qu'il sera impossible d'en faire des spéculations. La mesure est aussi destinée à offrir à ceux qui résident aux Etats-Unis des avantages pour revenir au pays et de travailler à sa colonisation.

On encourage la formation de ces sociétés afin de venir en aide à tous ceux qui veulent s'occuper de colonisation. On a émis beaucoup de théories sur la meilleure manière de coloniser, les uns veulent qu'on se borne à garder notre population au milieu de nous, d'autres prétendent qu'il faut faire venir des émigrés de l'étranger. Mais ce ne sont là que des théories. Nous espérons que les sociétés de colonisation, par leur sollicitude, leur connaissance des localités, pourront faire beaucoup pour consoler le colon ou l'engager à s'établir.

Nous croyons qu'il vaudrait mieux qu'il n'y eût qu'une seule société de colonisation par division électorale. Mais il nous faut tenir compte des différences de langue et d'origine. Nous ne voulons pas que, dans les comtés où la population est mixte, la majorité puisse s'emparer des pouvoirs de la société et mener les choses à sa guise. Voilà pourquoi nous avons permis qu'il y eût dans le même comté deux et même trois sociétés.

Des sociétés pourront également se former dans les villes et recevoir des subventions. En dehors même de toute circonscription électorale, des sociétés de colonisation pourront se former, mais celles-ci ne recevront aucune subvention.

Si tout le monde veut mettre la main à l'oeuvre, il sera facile de doubler avant vingt ans la vaste étendue de terre qui est en culture. Il y en a encore une énorme quantité intacte: la grande péninsule qui longe le golfe.

Il ne faut pas oublier que le pays n'est qu'en partie défriché, qu'il peut encore contenir des millions et que notre mission ne sera accomplie que lorsque les terres qui se trouvent derrière les Laurentides, l'Ottawa, la Gaspésie, autour du Lac St-Jean et grand nombre d'autres auront été ouvertes à la civilisation.

M. Cartier a fait deux grandes choses pour ses compatriotes. Il a donné à la Confédération la loi de milice, qui nous met en état d'être réellement un peuple, et il nous a donné la ligne

Robinson, qui devra développer une portion considérable du territoire de notre province.

Dans les Cantons de l'Est, dans la vallée de l'Ottawa, de la Mantawa, la colonisation a un champ immense. Le gouvernement entend continuer les travaux commencés. Il est trop important de relier le Saguenay et le Lac Saint-Jean à Québec.

Nous ne sommes qu'au début du défrichement de nos terres incultes. Il y a beaucoup à faire. Nous aurions voulu allouer des sommes plus considérables, mais nous nous proposons d'augmenter le chiffre de l'octroi, si l'élan est donné à l'opinion publique.

Nous avons une grande fortune à notre portée: la mesure actuellement devant la Chambre contribuera puissamment à nous la faire atteindre.

La mesure n'est peut-être pas parfaite, mais je propose qu'elle soit renvoyée à un comité.

M. P. FORTIN (Gaspé): Le brillant et patriotique discours dont l'honorable premier ministre vient de gratifier la Chambre en proposant la deuxième lecture de l'acte pour pourvoir à la formation et à l'encouragement des sociétés de colonisation ne m'a laissé que bien peu de choses à dire. Non seulement il a traité ce sujet d'une manière éminemment habile, mais il l'a épuisé.

Cependant, en ma qualité de représentant d'un comté d'une grande étendue, qui est entouré de deux autres également vastes, où la colonisation ne fait que commencer à s'introduire, je crois de mon devoir d'adresser quelques mots à cette honorable Chambre sur cette importante question. Je partage absolument les vues exprimées par le gouvernement dans ses idées sur la colonisation telles que contenues dans le bill. J'en ai lu chaque clause et je trouve, dans mon humble opinion, qu'il est destiné à produire les résultats qu'on peut en attendre. Le principe que renferme ce bill n'est autre que l'action de personnes de ce pays dévouées et animées de sentiments patriotiques, qui se forment en sociétés de colonisation, dans le dessein d'aider le gouvernement dans l'établissement des terres incultes. Je ne doute pas qu'il se rencontrera dans toute l'étendue du pays de ces personnes qui seront prêtes à faire des sacrifices de temps et d'argent pour aider à l'accomplissement de ce désirable objet, mais ce ne pourra être que par un acte de coopération volontaire de leur part.

La partie réelle et effective sera à la charge du gouvernement, et je suis heureux d'avoir entendu l'énoncé fait par l'honorable premier ministre, que le gouvernement ne faillirait pas dans l'accomplissement de sa tâche; car cet honorable monsieur a déclaré non seulement que le gouvernement continuerait ses octrois ordinaires pour les chemins de colonisation, mais encore qu'il les augmenterait. Cette promesse a été reçue avec satisfaction par tout le pays, et elle chassera l'impression qu'on aurait

pu ressentir que le gouvernement n'était pas disposé ou était dans l'impossibilité, eu égard à l'état des finances, d'accorder des octrois dans la proportion que le pays attend. On ne peut nier que bien que les sociétés de colonisation soient appelées à faire un grand bien, le gouvernement ne devra accomplir la plus grande partie de la tâche qui consiste à favoriser le défrichement des terres incultes. Le gouvernement doit ouvrir des chemins aux colons pour leur permettre l'accès des forêts; car, sans l'ouverture de chemins, aucune colonisation n'est possible ainsi que tout le monde le sait. La tâche du colon est encore assez rude, même quand les routes sont ouvertes. La vie du colon est une rude vie, d'autant plus qu'elle est généralement pauvre; car les goûts et les dispositions champêtres qui distinguent si éminemment le peuple anglais ne se sont pas frayés une voie jusque dans ce pays, et il est rare que nous voyons des hommes en moyens s'établir sur des terres incultes.

Je le répète, la vie d'un colon est une vie difficile, une vie d'abnégation et souvent de misère.

Il ne rencontre pas ici les mêmes avantages que dans les prairies de l'Ouest ou dans les pampas de l'Amérique du Sud, où il n'a qu'à labourer et ensemercer la terre pour recueillir une moisson abondante. Ici, outre le travail pénible qu'il lui faut entreprendre pour défricher sa terre et la préparer avant d'ensemencer, il peut arriver qu'une longue sécheresse ou des pluies continues, une saison humide ou un froid hâtif bouleversent et détruisent ses meilleures espérances, et il se trouve privé pendant un long hiver des moyens de soutenir sa famille; et il se peut qu'il manque de grains de semence pour le printemps suivant. C'est alors que les sociétés de colonisation pourront venir à son secours et le mettre en état de surmonter les difficultés et les misères auxquelles il est exposé pendant les premières années de son établissement.

M. P. FORTIN (Gaspé): L'administration des terres de la couronne n'a pas toujours été ce qu'elle aurait dû être mais on est actuellement à mettre en opération un meilleur système qui fournira au colon des informations exactes touchant ses terres, et lui facilitera le moyen de se procurer un titre pour le lot dont le défrichement lui aura coûté tant de labeurs. Tout ceci, joint à la politique que le gouvernement a inaugurée de ne pas permettre l'agiotage ou la spéculation sur les terres, favorisera à un haut degré les établissements dans le pays et leur prospérité et le gouvernement mérite qu'on lui donne crédit pour ce qu'il a fait.

Pour ce qui concerne la question de l'immigration, sur laquelle l'honorable premier ministre a si habilement discouru, je vais présenter mes opinions et j'espère qu'on les trouvera libérales.

Je crois que nous devrions recevoir les

immigrants de quelque partie du monde qu'ils viennent, sans égard à leur nationalité, et surtout les émigrés des Îles Britanniques; mais nous devrions en même temps choisir ceux qui peuvent devenir de bons colons et des artisans industriels. Nous avons besoin de bons cultivateurs. Il nous faut des ouvriers habiles et actifs pour les employer dans nos usines et nos manufactures et en faire autant d'institutions pour les différents arts et métiers qui sont encore inconnus en ce pays, nos compatriotes n'ayant pas eu de moyens d'acquérir par un apprentissage régulier l'habileté nécessaire pour y réussir.

Je le répète de nouveau: voilà la classe d'hommes qu'il nous faut. Leur présence ajoutera à la richesse, à la prospérité et à la stabilité du pays. Quant aux émigrants que nous pourrions recevoir de la classe qui remplit les "work houses" dans la Grande-Bretagne, vu que les classes oisives et plus pauvres du continent européen peuvent nous fournir, ce ne sont pas là les hommes dont nous avons besoin. Mais faut-il que nous fermions sur eux l'entrée de ce pays? Non! La charité, la bienveillance, la fraternité chrétienne nous obligent à les recevoir s'ils mettent le pied sur notre sol. Et s'ils demandent du secours, nous devons les assister suivant la mesure de nos ressources, bien que la plupart d'entre eux se rendent ensuite aux États-Unis pour y chercher un travail manuel que nous ne pouvons leur procurer assez abondamment dans ce pays. Je donne ici un exemple qui fera mieux comprendre mes vues sur ce sujet.

C'est un fait bien connu qu'il y a quelques années une colonie de Norvégiens est venue s'établir dans le comté de Gaspé. Le gouvernement leur a donné des secours; ils ont acquis des terres; on a ouvert un chemin pour eux, on a établi un agent pour veiller à leurs besoins. Ils formaient une population forte et habile; mais étant étranger aux mœurs et aux usages du pays, et n'étant ni bons cultivateurs, ni bons pêcheurs, ils n'ont pu réussir et après une couple d'années, ils étaient forcés d'abandonner ce pays, plus pauvres qu'ils ne l'étaient à leur arrivée.

C'est aussi un fait bien connu que nos compatriotes nés en ce pays vivent bien et un grand nombre d'entre eux ont très bien réussi dans cette même partie de la province que les Norvégiens ont dû abandonner à cause de leur inaptitude pour le genre de travail qu'on exerce dans cette même partie du pays, y compris leur inexpérience dans la manière de faire nos pêcheries et leur ignorance du mode de culture mis en oeuvre sur notre sol.

Le dernier point sur lequel je désire m'appuyer et qui n'est pas le moins important à mes yeux, c'est l'émigration des Canadiens aux États-Unis; j'entends les Canadiens de toutes les origines. Je dis que le gouvernement devrait faire tout en son pouvoir pour en engager un aussi grand nombre que possible, surtout les

cultivateurs et les artisans, à revenir dans leur terre natale; car la plupart de ces Canadiens ont laissé ce pays sans but arrêté, simplement par goût d'aventure, et ils seraient bien heureux maintenant de pouvoir revenir au foyer. Ce sont les hommes qui feraient, suivant moi, les meilleurs colons pour nos terres incultes.

Je ne puis donc que louer le patriotisme du gouvernement dans ses efforts de colonisation.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement a raison de compter sur la bienveillance de la Chambre pour la mesure qu'il présente. Néanmoins, on me permettra, je l'espère, de présenter quelques observations qu'on voudra bien ne pas prendre comme un signe de manque de confiance. Des sociétés existent déjà dans tous les comtés sous le nom de sociétés d'agriculture. Ne pourrait-on se servir de cette organisation toute prête pour favoriser les fins de la colonisation? C'est une suggestion que je me permets de faire.

On regarde trop souvent les émigrés comme appartenant à une classe de paresseux, d'êtres indignes de sympathie. Eh bien, j'ai pu constater par moi-même que beaucoup de ces émigrés sont au contraire très laborieux et s'éloignent de notre pays précisément à cause des difficultés qu'ils trouvent à s'établir sur notre terre inculte.

J'ai vu partir dernièrement de ma propre paroisse un homme emportant avec lui une somme de cinquante mille francs qu'il voulait employer pour établir honorablement ses enfants aux États-Unis.

Cet exode a d'autres causes: il est surtout déterminé par le désir qu'ont les chefs de familles d'établir leurs enfants convenablement et par l'absence de facilités de les établir dans le pays. A ma connaissance, un de ces émigrants possède 50,000 francs et plusieurs autres sont également riches ou à l'aise. En règle générale, quand une famille réussit à faire de l'argent aux États-Unis, elle revient en Canada et consacre son argent à l'achat de terres, puis elle retourne aux États pour compléter le prix d'achat. Ces faits démontrent la nécessité d'une bonne organisation et serviront à corriger les maux actuels. Je crois que l'octroi pécunière devrait être augmenté et que des encouragements spéciaux devraient être donnés à ceux qui s'établissent dans les nouveaux districts: pourquoi, par exemple, ne donnerait-on pas gratuitement cent acres aux dix premiers colons et leurs terres à moitié prix aux dix autres? Quant à l'immigration, le pays est sans doute ouvert à tout le monde; mais avant d'offrir des avantages aux immigrants européens, il serait bon de s'assurer s'ils veulent s'établir ici ou bien n'y passer que pour se rendre ailleurs.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Incorporation de Saint-Germain de Rimouski

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Adopté. Il est résolu que le titre soit: "Acte pour incorporer la ville de Saint-Germain de Rimouski."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de la maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer "La maison Saint-Joseph du Sault-au-Récollet."

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Incorporation de la Société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

Sociétés de colonisation

Et la Chambre reprend les débats sur la motion proposée ce jour, que le bill pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois;

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): La mesure proposée intéresse autant la population anglaise que l'élément français. Je partagerais l'avis de l'honorable député de Saint-Jean que la mesure n'est pas assez libérale, si elle était la partie principale de la politique du gouvernement sur la question; mais elle n'est qu'une fraction de ce que nous nous proposons de

faire. La grande somme du travail de la colonisation doit être faite par d'autres rouages que ceux de sociétés de colonisation. Le gouvernement désire encourager par tous les moyens possibles l'immigration des deux races, et il ne ferait pas bien en donnant tout son argent à ces sociétés; mais il leur en donne assez pour les porter à l'aider dans cette affaire. Il ne leur promet de l'aide que pendant trois ans, après lesquels il verra s'il doit continuer à leur donner des octrois, à les augmenter ou à les cesser tout à fait; s'il est nécessaire que nous leur en donnions plus, j'espère que nous serons en mesure de le faire; mais aujourd'hui il nous faut user de prudence et prendre garde de nous engager à des octrois permanents.

L'honorable député de Saint-Jean (M. Marchand) a demandé pourquoi les sociétés d'agriculture ne sont pas converties en sociétés de colonisation. Je répondrai que l'objet essentiel des sociétés agricoles est d'encourager l'agriculture dans leurs propres districts, mais que celui des sociétés de colonisation est d'ouvrir des terres à distance. Le gouvernement doit présenter une mesure pour réorganiser les sociétés agricoles, mais ce serait engendrer des complications que d'ajouter au but qu'ont déjà ces sociétés celui de la colonisation: il vaut mieux tenir ces deux buts complètement distincts.

Quant à la mesure que l'on discute actuellement, elle n'est qu'un essai. Elle ne fournit pas une constitution aux sociétés de colonisation parce qu'il est impossible de prévoir quelles seront les circonstances qui accompagneront la formation de ces sociétés, et que chaque société est meilleur juge en cette matière. Cependant la constitution de chaque société sera sanctionnée par le commissaire des Terres de la couronne. Le fonctionnement de ces sociétés étant pour le bien public, la nouvelle loi pourvoit avec raison qu'aucun de leurs officiers ou membres ne recevra de salaire ou retirera des avantages pécuniaires quelconques de la vente des terres. De plus, il ne sera pas vendu de terres à ces sociétés, parce qu'elles ne seront pas des compagnies de terres et qu'elles ne pourront même en avoir un seul acre en leur possession; mais toute société pourra demander une partie quelconque des terres de la couronne et y établir annuellement un certain nombre de colons dont le nombre devra être fixé entre le commissaire des Terres et chaque société.

Le but est de coloniser les terres non occupées de la province, et le gouvernement espère recevoir l'appui de tous. Il ne devrait pas y avoir de distinctions de race ou de croyance, et chacun devrait s'efforcer pour aider toutes les classes de la population.

Le bill permettra à une société de consacrer une partie de ses fonds aux chemins de colonisation, déclarés tels par un ordre en conseil. Une société pourra coopérer à l'ouverture ou à l'amélioration de tels chemins, et y consacrer toute somme dont elle pourra disposer.

Ainsi donc, cette grande oeuvre dépendra surtout de l'aide publique, l'octroi du gouvernement étant principalement destiné à payer les dépenses incidentes et à mettre les sociétés en fonction. Cette mesure n'est qu'un moyen pris par le gouvernement pour inviter le peuple de cette province à travailler à la colonisation.

Le fonctionnement de l'acte procurera à la province de grands avantages par le peuplement de terres inhabitées et par l'encouragement des intérêts agricoles.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ne croit pas que le projet fonctionnerait aussi bien qu'il l'a d'abord pensé à première vue, parce que le bill ne contient rien autre chose qu'un avantage imaginaire pour le public à souscrire pour l'établissement de ces sociétés; il a pensé aussi que les sociétés mêmes étaient superflues, jusqu'à un certain point, attendu que ce serait quelques hommes formant partie des sociétés d'agriculture qui composeraient ces nouvelles sociétés et feraient, tout en restant une seule société, l'ouvrage de deux ou trois.

Le désir de promouvoir l'intérêt public pour stimuler le peuple à donner de l'argent à ces sociétés n'est pas suffisant pour affecter considérablement les goussets du peuple. Lors même que le gouvernement accorderait quatre fois le montant prélevé par les sociétés, le député de Saint-Jean ne croit pas que la mesure serait susceptible de grands résultats. En exigeant que la souscription atteigne un chiffre double de celui de la subvention, on a placé devant la mesure un obstacle qu'elle ne franchira pas.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Pense qu'avant de penser à attirer l'immigration ici, on devrait prendre des mesures pour prévenir l'émigration. Il taxe de rêves les résultats qu'on attend des futures sociétés de colonisation. Il dit que nous devrions faire pour la colonisation bien plus de sacrifices que les Etats-Unis et qu'Ontario, car nous avons moins d'avantages qu'eux à offrir.

M. J. GARON (Rimouski): Dit que la mesure serait généralement approuvée dans la province.

M. P.-J. VERREAULT (L'Islet): Je n'ai que peu de choses à ajouter aux suggestions faites par les honorables membres de la Chambre. Je

me joins à ceux qui ont cru devoir féliciter le gouvernement sur l'initiative qu'il prend actuellement, sur son intervention directe dans la lutte du colon, pour surmonter les misères et les difficultés journalières de la vie du défricheur. Mais j'espère que ce n'est là qu'un premier pas, que dès la session prochaine l'on fera plus encore. Dès maintenant, je suggérerais d'amener le projet actuel en permettant aux associés des sociétés futures de colonisation de payer leur souscription en nature, c'est-à-dire en grains ou graines de semence.

M. L'Orateur, je m'empare de l'occasion pour dire quelques mots de la colonisation dans le comté de l'Islet. Pendant la session dernière, un honorable député (M. Tremblay), jetant un coup d'oeil sur le progrès ou défaut de progrès de la colonisation dans plusieurs comtés de la rive sud, s'arrêtait avec une complaisance assez marquée, et trop marquée, sur le comté de l'Islet. Il disait que le township Lafontaine ne contenait que 5 familles, et que dans Casgrain, 4 colons seulement avaient défriché, laissant entendre que, dans ce dernier township, il ne se trouvait aucun colon résidant.

Ce n'est pas ici mon intention de censurer ou de défendre les administrations passées. Mais ce que je puis dire, c'est que je ne suis nullement disposé à leur reprocher d'avoir prodigué les deniers publics pour la confection des chemins de colonisation, Dieu m'en garde! Cependant je suis heureux de pouvoir donner d'autres chiffres, et qui témoignent mieux en faveur de la cause sur la route Elgin, dans le comté de l'Islet. Au moment où le député de Chicoutimi parlait ainsi, il se trouvait dans les townships Dionne et Casgrain une population de 239 âmes, dont environ 140 pour Casgrain.

Dans Lafontaine et Garneau, il y avait une population de 223 âmes, et la population totale de la route Elgin était de 512 âmes. Je puis ajouter que dans ce même township Casgrain plus d'un colon a récolté cet automne 100 minots de seigle d'automne, et l'un d'eux 550 minots. Un de ces colons a refusé \$2,000 pour une propriété qu'il a prise en bois debout il y a, je crois, huit années. Enfin, dans ces cantons qu'on a représentés comme si peu propices à l'établissement, où les deniers publics auraient été prodigués en pure perte, deux nouvelles paroisses ont été érigées canoniquement cet été et deux chapelles sont en voie de construction.

Je me devais à moi-même, M. l'Orateur, et plus particulièrement aux braves colons de la route Elgin qui ont appris avec chagrin les appréciations de l'honorable député, de rectifier ses avancés. Je veux croire qu'il n'y a eu chez lui qu'erreur de chiffre, qu'il est trop chrétien et surtout trop patriote pour avoir voulu déprécier les progrès de la colonisation sur la rive sud au profit de la rive nord du fleuve. J'aime mieux croire qu'il est persuadé que le

succès de la cause, en tel ou tel endroit, est en somme le succès du pays, celui que tous nous avons à coeur, et que nous avons, je crois, raison d'espérer.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle longuement et dit que le gouvernement devait faire tout son possible pour favoriser la colonisation de nos terres incultes et pour secourir et protéger le colon. Il voit dans la question de colonisation de nos terres incultes la première et la plus grande de toutes les questions qui s'imposent à l'attention de nos hommes politiques.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Félicite le gouvernement de présenter un projet si important, et espère qu'il recevra l'appui unanime de la Chambre. Il attire l'attention sur les avantages qu'offrent les Cantons de l'Est à la colonisation, et se prononce en faveur des chemins à lisses comme auxiliaires importants de la colonisation.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Parle favorablement des sociétés de colonisation et dit que la partie de la province qu'il représente donnera son appui à cette initiative du gouvernement. Le groupe anglophone de la Chambre est, autant que les autres députés, intéressé au but de ce projet de loi. Il ajoute que chacune des nouvelles sociétés devrait garder une description de tous les lots sous sa protection, afin de pouvoir renseigner les futurs colons sur la qualité du sol, les moyens de communication et les autres avantages qu'on peut y trouver.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement prendrait en sérieuse considération plusieurs bonnes suggestions faites dans le cours de la discussion. D'ailleurs, elles peuvent être présentées de nouveau devant le comité de la colonisation et de l'agriculture auquel le bill sera référé. Et, la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

Le bill est renvoyé au comité permanent sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Assurances sur la vie

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le 29e Vict., chap. 17, concernant les assurances sur la vie.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Carter, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Bellingham, M. Church et M. Beaubien, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 1er mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Désaulniers (St-Maurice), la pétition du révérend H. Trahan et autres, de la paroisse de St-Sévère, comté de St-Maurice.

Par M. Poupore, la pétition de Terrence Duff et autres, des townships de l'Isle-des-Allumettes, Mansfield, Waltham, Chichester, et Sheen, comté de Pontiac.

Par M. Garon, la pétition de E. Lacroix et autres, de la partie est du comté de Rimouski.

Par M. Bachand, la pétition de François Dion et autres, de la paroisse de Saint-Damasse, comté de Saint-Hyacinthe.

Par M. Marchand, la pétition de L.-A. Grenier et autres, de la paroisse de Lacolle, la pétition de Cyrille Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Valentin, toutes du comté de Saint-Jean; la pétition de Alfred Duplessis et autres Canadiens, de Forest Dale, Etat de Rhode Island, la pétition de Hubert Blanchet et autres Canadiens, de Saint-Albans, Etat de Vermont: la pétition de Joseph Hirbour et autres Canadiens de Grosvenor Dale, Etat de Connecticut; et la pétition de Joseph Gendron et autres Canadiens, de Cahoes, Etat de New York.

Par M. Laberge, la pétition de A.R. Bisson et autres, du district de Beauharnois.

Par M. Carter, la pétition de G. G. Stevens et autres, du comté de Shefford, la pétition de Jeremiah Hiliker et autres, du comté de Brôme, et deux pétitions de William Workman et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Hemming, la pétition du révérend Joseph Tessier et autres, des townships de Wickham et Grentham, comté de Drummond.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Charles Ryan et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De F.X. Mottard et autres, de la paroisse de Saint-Basile, comté de Portneuf; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec, dans le but de limiter ses pouvoirs quant à la taxation des marchés.

De Thomas McVeigh et autres, du township de Litchfield; demandant que la partie du township connue sous le nom de "Little Litchfield" ne soit pas érigée en municipalité séparée.

De Messieurs Gillespie, Moffat & Cie., et autres, agents et procureurs des compagnies d'assurance pour le feu, dans la cité de Montréal; demandant l'abolition de la charge de prévôt des incendies dans la cité de Montréal.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité

de Montréal; demandant l'abrogation de la loi concernant les prévôts des incendies.

De Thomas Simpson et autres, le clergé et les laïques de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal; demandant la passation d'un acte donnant au doyen de l'Eglise d'Angleterre et d'Irlande, à Montréal, tous les pouvoirs d'un évêque, jusqu'à ce qu'un évêque soit nommé au siège épiscopal de Montréal.

De James McGowan et autres, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois; demandant la passation d'une loi changeant le système des voitures d'hiver.

De Joseph Sirois et autres, de la paroisse de Saint-Onésime d'Ixworth, comté de Kamouraska; demandant la passation d'un acte reconnaissant la nouvelle ligne de démarcation entre les paroisses de Saint-Onésime et Sainte-Louise, telle que fixée par le décret canonique du vingt-huit de décembre dernier.

Du révérend J.-B. Chrétien et autres, de la paroisse de Sainte-Flore; demandant que la compagnie du chemin de fer du Nord soit séparée de celle du chemin des Piles.

Du conseil de ville de la ville de Sorel; demandant des amendements au code municipal de manière à ce que la ville de Sorel continue à être régie par sa charte spéciale (l'acte 23 Vict., chap. 75)

De J. Harris et autres, du township d'Ascot; demandant qu'un acte d'incorporation ne soit pas accordé à la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke, et des townships de l'Est, mais à la compagnie du chemin de fer de la Vallée de Saint-François.

De J. B. Bell et autres, du township de Stoke, et de R. W. Heneker et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant qu'un acte d'incorporation soit accordé à la compagnie du chemin de fer de Sherbrooke et des townships de l'Est, et pour autres fins.

De Nelson Davis et autres, et de Hugh Allan et autres, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement que le gouvernement leur donne des garanties quant à leurs droits de propriété, dans le cas que la corporation de la cité de Montréal serait autorisée à acquérir et établir un boulevard sur la montagne de Montréal et dans ses environs.

De la maison de refuge et d'école d'industrie de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'établissement d'une maison de correction et d'industrie.

Du révérend M.-D. Marcoux et autres, de la paroisse de Champlain; demandant de l'aide pour la construction d'une maison école.

Du révérend J.-E. Dupras et autres, de la paroisse de Sainte-Julienne; demandant de l'aide pour reconstruire un moulin à scie.

Du révérend L.-J. Guyon et autres, de la paroisse de Saint-Eustache, du révérend J.

Duquoy et autres, de la paroisse de Saint-Hermas, et du révérend J.-S. Théberge et autres, de la paroisse de Saint-Augustin tous du comté de Terrebonne; demandant respectivement de l'aide pour un chemin à lisses.

De John MacLaren et autres, du township de Wakefield; demandant de l'aide pour un pont.

Du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, du révérend G. Girard et autres, de la paroisse de l'Anse Saint-Jean, du révérend N. Doucet et autres, des paroisses de l'Anse Saint-Jean et Saint-Etienne de la Malbaie, dans les comtés de Chicoutimi et Charlevoix, de J. B. McDonald et autres, et de John McIver et autres, tous des townships-unis de Whitton, Hampden et Marston, comté de Compton; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du révérend J.-B. Villeneuve et autres, du Saguenay; demandant de l'aide pour les chemins du Lac Saint-Jean et Kinogami.

Du révérend J.-N. Gingras et autres, de la paroisse de la Baie Saint-Paul, du révérend J.-A. Bureau et autres, de la paroisse de Sainte-Agnès, du révérend Julien Rioux et autres, de la paroisse de la Petite-Rivière, du révérend Nap. — J. Gauvin et autres, de la paroisse de Saint-Irénée, et du révérend Clovis Gagnon et autres, de la paroisse des Eboulements, tous du comté de Charlevoix; demandant respectivement de l'aide pour les chemins Saint-Urbain et Kinogami.

Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents, lequel se lit comme suit:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

De Frederick Penn, de la cité de Montréal, demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre la propriété connue sous le nom de "St. Lawrence Hall;" de E. Judgson et autres, du township de Litchfield; demandant que la partie dudit township connue sous le nom de "Little Litchfield" soit érigée en municipalité séparée.

Quant à celle de A. Bernard et autres, de la ville de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Bureau des examinateurs des dentistes pour la province de Québec," votre comité demande la suspension de la 51^e règle, vu que cette demande est plus dans l'intérêt public que dans celui des pétitionnaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre qu'en conformité de la 48^e section de l'acte relatif aux élections parlementaires contestées le comité a choisi, sur la liste alphabétique des membres qui lui a été renvoyée, les quatre membres suivants pour

composer la liste des présidents qui devront servir comme présidents de comités d'élection pour la présente session, savoir:

Sydney Bellingham, écuyer, Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, Félix-Gabriel Marchand, écuyer, Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, lequel se lit comme suit:

Votre comité demande la permission de rapporter à cette honorable Chambre le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec et de recommander que ledit bill soit adopté tel qu'amendé dans la copie y annexée.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des divers bills privés, lequel se lit comme suit:

Votre comité a pris en considération le bill pour incorporer la société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de cette honorable Chambre.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes, lequel se lit comme suit:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes:

1. Qu'aucune marchandise, effet d'ameublement ou autres objets quelconques achetés ne soient reçus à moins que le compte détaillé de ces objets et leur prix ne les accompagnent et que ces comptes n'aient été préalablement examinés par M. le greffier en chef des bureaux, qui devra certifier le compte en y apposant sa signature.

2. Que le comptable ne paie aucun de ces comptes à moins qu'il n'ait été préalablement certifié par le greffier en chef des bureaux, attesté par le greffier de la Chambre et, si c'est pendant la session, approuvé par le président du comité des dépenses contingentes; et, si c'est pendant la vacance, approuvé, quand faire se pourra, par M. l'orateur.

Adopté.

Introduction de bills:

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la vente en partie de la propriété immobilière, substituée par le testament de feu dame Ann Jones, veuve de Henry Crose.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J. GARON (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser en deux la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill concernant les chemins de fer.

Accordé.

Compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Québec à Gosford.

Adopté. Ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institution pour les sourds-muets et les aveugles

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles.

Adopté.

Le Cercle de Québec

L'HONORABLE H.L. LANGEVIN (Dorchester): Selon l'ordre du jour, il propose, en l'absence du représentant de Québec-Centre (M. G.-H. Simard), la lecture du bill pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le cercle de Québec".

Adopté.

Interpellations:

Acte de judicature

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le gouvernement a l'intention d'amender l'acte de judicature de manière à nommer un juge résidant dans chaque district judiciaire de la province.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que ce n'est pas l'intention du gouvernement d'amender l'acte de judicature de manière à nommer un juge résidant dans chaque district judiciaire de la province. La nomination des juges appartient au gouvernement fédéral et, avant de régler l'affaire, il faudrait s'entendre avec ce gouvernement. En conséquence, le gouvernement ne peut pas donner de réponse précise.

Envoi de documents aux membres des Communes

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande si le gouvernement a l'intention d'envoyer les documents de la Chambre, les statuts provinciaux, etc. aux membres des Communes qui n'ont pas de siège dans le Parlement local?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Quand le gouvernement fédéral sera prêt à nous adresser ses papiers, documents, nous serons heureux d'en faire autant et de lui rendre la pareille.

Colonisation

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. P. Fortin), la motion suivante:

1. Que cette province contient de grandes sources de richesse manufacturière et agricole, dont une partie reste inexploitée, pendant qu'une portion importante de notre population traverse la frontière pour aller consacrer son industrie à la prospérité d'un peuple étranger.
2. Qu'il importe à la Législature de cette province de prendre les moyens de retenir au pays la population native et d'y ramener les Canadiens expatriés de toutes les origines qui désirent y entrer.
3. Qu'instruction soit donnée au comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation de prendre ces faits en considération; de rechercher un mode de colonisation favorable aux objets ci-dessus et de faire rapport du tout à cette Chambre.

Il semble qu'après la longue discussion que le bill du premier ministre sur les sociétés de colonisation a provoquée, je dusse retirer mes résolutions. Mais je crois que bien des députés seront heureux d'exprimer leurs pensées sur la colonisation, et je me décide à les présenter.

Nous avons un fleuve qui nous donne toutes les facilités pour le transport des marchandises et il est déplorable de voir que nous ne prenons pas avantage des moyens que nous fournit la nature.

Je connais un grand nombre d'anciennes familles de cultivateurs qui ont été obligées de laisser le Canada pour obtenir de l'emploi dans les manufactures des Etats-Unis, non seulement pour elles-mêmes, mais pour leurs enfants. Notre population n'aime pas naturellement émigrer et j'ai vu plusieurs des personnes que le besoin obligeait à partir être plongées dans le plus grand chagrin.

Je désapprouve le système des agences tel qu'établi actuellement et je pense que les sommes distribuées par le gouvernement sont employées plus pour des fins politiques que pour des fins de colonisation.

La colonisation et le rapatriement de nos compatriotes est une question vitale et il est de la plus grande importance que chaque député exprime son opinion à ce propos.

Il n'y a qu'une voix dans cette Chambre pour dire que nous devons, par tous les moyens placés à notre disposition, empêcher notre population de décroître; nous devons par contre chercher à l'augmenter.

C'est une proposition qu'il suffit d'énoncer pour la faire accepter: notre influence en dépend dans les conseils de la nation à Ottawa, car notre représentation est basée sur la

population. Plus les habitants de la province de Québec seront nombreux, plus nous serons respectés.

Ainsi, il faut attirer dans leur patrie les Canadiens que la misère en a chassés. Je ne partage pas l'opinion de ceux qui veulent repousser l'immigration européenne pour l'excellente raison que je ne veux pas priver le pays du capital, de l'intelligence qu'elle apporte, notre industrie de son habileté, l'agriculture de son esprit pratique.

Les requêtes des Canadiens des Etats-Unis constatent qu'il y a dans notre pays d'immenses étendues de terre dont on ne tire aucun parti. Il est bon d'ajouter que notre province possède des richesses minières, forestières, etc.

Dans les anciennes paroisses, les moyens de subsistance étant inférieurs aux besoins de la population croissante, les jeunes gens doivent en conséquence dire adieu à leurs parents et chercher à l'étranger ce que le pays leur refuse. Voilà la position de la plupart des émigrés.

Ce sont là les causes déterminantes de l'émigration. Il est injuste de donner pour cause à ce courant l'esprit d'aventure de nos compatriotes.

Ce ne sont pas des gens aventureux qui laissent le Canada, mais très souvent les habitants les plus vigoureux, les plus intelligents. Pour se convaincre de la vérité de mes paroles, il suffit d'être placé comme moi sur la frontière et d'assister au départ des Canadiens. Tous partent la tristesse dans l'âme, les larmes aux yeux et se flattent, pour adoucir les rigueurs de la séparation, de l'espoir souvent trompeur de revenir au Canada.

Quand on a assisté à ces scènes navrantes on est convaincu que c'est la nécessité absolue qui les forces de passer à l'étranger. La première cause de l'émigration se trouve donc dans la difficulté que l'on trouve à pourvoir aux frais d'un établissement et dans le manque d'ouvrage, dans l'absence d'une industrie manufacturière. Il y a d'autres causes accessoires contre lesquelles nous ne pouvons rien. Le luxe, par exemple, contribue à appauvrir les familles et à les mettre dans la terrible nécessité de chercher fortune à l'étranger. Je dois en dire autant de l'usure, cette plaie qui ronge nos campagnes.

Il y a plusieurs moyens à prendre pour obvier à ces inconvénients et diminuer les progrès du mal dont nous nous plaignons et qui nous appauvrit. Ce moyen c'est de trouver ce qui nous a manqué jusqu'à aujourd'hui: un bon système de colonisation. Pendant longtemps les gouvernements ont dépensé beaucoup d'argent, mais les résultats n'ont pas été en rapport avec les sacrifices et n'ont presque rien produit. De 1854 à 1867 on a donné \$726,000 pour la colonisation et les résultats sont très peu frappants.

Il est vrai de dire que d'immenses sommes ont été accordées pour des fins politiques et dépensées dans des comités qui n'en sentaient pas le besoin.

Que l'on consulte le long rapport du comité de l'agriculture, les réponses des hommes à l'abri de tout soupçon, l'on verra que l'on assigne ces mêmes causes à l'émigration. C'est ce que nous lisons dans les réponses de M. l'abbé Mailloux. Je suis en faveur de concessions de terre gratuite et je crois que la loi qui les autorise donnera une grande impulsion au mouvement colonisateur, mais à certaines conditions que j'ai déjà fait connaître.

La colonisation ne doit pas nous faire perdre de vue les soins que nous devons donner au développement de l'industrie.

Les manufactures contribueraient dans une large mesure à occuper un grand nombre de nos jeunes gens aujourd'hui inactifs, mais c'est là un sujet qu'il est inutile de traiter, vu que nous n'avons aucun contrôle sur les manufactures. Il ne nous reste qu'à engager le gouvernement fédéral à encourager les manufactures en leur donnant les moyens de soutenir la concurrence étrangère.

L'établissement de chemins à lisses est un des nombreux moyens que nous ne devons pas négliger pour retenir nos compatriotes en Canada et pour ramener ceux qui sont aux Etats-Unis. La construction de ces chemins nécessiterait un grand nombre de travailleurs.

Je ne dis pas que le gouvernement doive accorder des concessions de terres aux compagnies qui entreprennent la construction de ces chemins. J'hésite beaucoup à me prononcer en faveur de ces concessions; l'on ne sait pas si elles seraient avantageuses.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Arrêter le courant d'émigration qui se dirige vers les Etats-Unis ou le faire remonter vers le Canada, c'est une chimère, tant que vous n'aurez pas à offrir plus de travail, de plus hauts salaires à l'ouvrier, à l'employé, de plus grands avantages aux industriels qu'les Américains, et quand pourrez-vous en offrir d'égaux? Pour changer cette situation, vos discours patriotiques ne peuvent rien, et vous ne sauriez vous soustraire aux conséquences du voisinage d'un pays plus puissant et plus prospère que le vôtre: Ne pouvant l'appauvrir, vous ne pouvez vous enrichir.

Aucune espèce de législation particulière ne pourra apporter un remède quelconque au flux et reflux inhérent aux prix du travail. La demande d'ouvriers de la part des Etats-Unis et l'élévation des salaires ont pu seules engager nos compatriotes à s'y rendre; et aucune législation de notre part ne pourrait empêcher cet état de choses à l'avenir.

On dit: Il nous faudrait des manufactures; on serait tenté de mettre dans les journaux des autres pays des annonces ainsi conçues: Le Canada demande des manufactures. Mais l'annonce n'aura pas d'effet, si en même temps vous n'êtes pas en mesure de prouver aux capitalistes que ces manufactures que vous souhaitez les paieront, qu'ils tireront bon profit

de leur argent ainsi placé. Soyez convaincus qu'ils n'établiront pas des manufactures dans votre intérêt et dans le seul espoir de mériter vos éloges. Il faut que vous ayez à leur offrir autre chose que des compliments sur leur esprit d'entreprise. Là est toute la difficulté et cette difficulté vous ne pouvez la résoudre par une loi; elle est hors de votre atteinte, vous n'y pouvez rien.

Vous dites: nous avons des pouvoirs d'eau magnifiques. Fort bien, mais avez-vous aussi des communications faciles et rapides avec le reste du continent, un marché immense? C'est ce qui fait naître et soutient les manufactures.

Le peu de manufactures qu'il y a sont à Montréal, parce que Montréal est un grand centre à la porte des Etats-Unis.

Acceptons donc notre situation telle qu'elle est. Ne cherchons pas à l'améliorer par des phrases. Ce serait en vain que par des lois nous décréterions l'établissement de manufactures. En affaires, nous avons un concurrent qui nous distancera toujours, nous ne pouvons pas entrer en lutte avec lui. Contentons-nous des avantages que nous possédons, la sécurité, l'aisance, le progrès lent et graduel. Ne demandons pas au gouvernement ce qu'il ne peut donner; n'attendons pas des capitalistes ce qu'ils n'accordent jamais par faveur, mais par intérêt.

Il nous est impossible de devenir un peuple manufacturier, car nous n'avons pas de marché pour écouler nos produits. Les Etats-Unis, il est vrai, pourraient nous en fournir, mais les Américains se garderont bien de le faire. Même si nous concluons un traité de réciprocité avec eux, ils fermeront l'entrée aux produits de nos manufactures, que nous pourrions fournir à meilleur marché que leurs industriels. Si nous voulions devenir riches, il nous faudrait l'annexion, mais nous préférons rester dans l'heureuse médiocrité et conserver nos institutions et le lien qui nous unit à la mère-patrie. Ainsi, il ne faut pas se faire illusion sur notre avenir. Ce qu'il est nécessaire de faire, c'est d'engager les capitalistes à placer leurs capitaux dans le pays.

Il discute longuement le système d'agriculture employé dans cette province en signalant les défauts et suggère certaines améliorations.

Il dit que ce qui manque surtout à ce pays, c'est des routes de communication dans les districts agricoles; que, dans l'état actuel, nos chemins sont presque impraticables et que les habitants de certains endroits, où l'on ne se sert pas de sleighs doubles, sont incapables de s'éloigner de leurs cantons durant l'hiver. Il fait voir le contraste qui existe entre l'état des chemins où l'on se sert de ces sleighs et l'état de ceux où on les méprise, montrant la supériorité des premiers. Il appuie sur la nécessité qu'il y a pour les sociétés d'agriculture de faire l'importation des bestiaux dans chacun de nos districts, en les faisant venir des districts d'Ecosse, et d'adopter un meilleur système d'exploitation des terres.

Il termine en faisant une revue des témoigna-

ges donnés devant le comité d'agriculture et de colonisation. Dominées par l'idée que le gouvernement a le pouvoir de tout faire et qu'il faut attendre de lui toute chose, la plupart des personnes dont le témoignage est cité demandent qu'on leur fasse cadeau de manufactures, de chemins de fer et de ligne de steamers.

Avec une ligne régulière de steamers et le chemin du lac Saint-Jean à Québec, nous serons satisfaits, dit l'un.

Un autre, plus modeste et plus sage, assure qu'avec 20 acres de terres bien cultivées on est plus heureux dans la Gaspésie qu'aucune part ailleurs.

Il dit que la Gaspésie a eu la part du lion dans les octrois; il prétend que l'on a trop dépensé dans le comté de Gaspé et pas assez dans celui d'Argenteuil.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait remarquer que les pétitions qui lui ont été adressées ne viennent pas seulement de Canadiens-français, mais de Canadiens de toutes les origines. Il désire aussi faire disparaître une fausse appréhension qui s'est répandue. Les pétitionnaires dont il vient de présenter la requête n'ont demandé aucune aide au gouvernement mais ils prient seulement ce dernier de vouloir bien faciliter leur retour et leur établissement dans le pays, sur les terres publiques.

M. P. FORTIN (Gaspé): Les paroles du représentant d'Argenteuil (M. Bellingham), semblent dénoter un esprit de rivalité à l'égard du comté de Gaspé; mais, sans s'en apercevoir, il tombe dans de graves erreurs, et je dois contester l'exactitude de ses paroles. Il prétend que le comté de Gaspé a touché beaucoup d'argent du gouvernement, mais il ne fait pas entrer en ligne de compte les revenus que ses pêcheries rapportent au pays. Si le gouvernement les prenait en considération, nous devrions recevoir plus d'argent à Gaspé et ouvrir le chemin qui nous manque. Il y a encore sur la rive sud du bas du fleuve Saint-Laurent 120 milles de côte où il n'y a ni chemin ni sentier, et les populations qui habitent aux extrémités du comté sont isolées les unes par rapport aux autres durant tout l'hiver. Ce manque de communication est très préjudiciable aux intérêts des peuples, et ce à tous les égards. Pour ne citer qu'un exemple, je citerai le cas des paroisses de Cap-Chat, de Sainte-Anne-des-Monts, de Mont-Louis et de plusieurs autres centres de pêche qui se trouvent dans la stricte impossibilité de rester en communication avec le chef-lieu du district pendant l'hiver, vu que ce dernier est à une extrémité du comté et que l'administration de la justice est à l'autre extrémité. Ce n'est pas un simple chemin de colonisation que l'on demande, mais la continuation du chemin du roi, interrompu sur une distance de 120 milles.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures trente

M. P. FORTIN (Gaspé): Reprend la parole. Il n'est pas étonnant qu'aux yeux de M. Bellingham, Gaspé paraisse avoir reçu plus que le comté d'Argenteuil, mais qu'il veuille bien remarquer que la Gaspésie comprend huit comtés. Argenteuil, qui ne forme que le sixième de l'étendue de Gaspé, a reçu pendant une année \$2,000 et Gaspé, \$1,600. La proportion a changé dans d'autres années, mais, en prenant tout en considération, Gaspé a moins reçu qu'Argenteuil.

Le député d'Argenteuil donne comme un gigne de pauvreté de Gaspé le fait que l'on n'y voit pas de maisons de pierre ni de briques. Mais veut-il en savoir la raison? Elle est facile à trouver. C'est parce que les conditions climatiques de cette partie du pays ne le permettent pas; les pluies les détériorent complètement. A part cela, il y a de jolies maisons, aussi belles que celles que l'on rencontre dans le comté d'Argenteuil, d'Outaouais, sans parler bien entendu des bâtisses de la capitale. Le comté de Gaspé est un des districts les plus industriels du pays et ses pêcheries sont une source de revenus considérable.

Il poursuit en décrivant les bâtisses qui servent à apprêter le poisson à Gaspé et précise qu'elles sont comparables ou même supérieures à plusieurs autres établissements de la province de Québec. Il se réfère ensuite à l'appendice de 1854 concernant les pêcheries et avance que les habitants des comtés de Bonaventure et Gaspé possèdent au-delà de 140 bateaux de pêche et que ces deux comtés fournissent ainsi de l'emploi à plus de 10,000 personnes. Il démontre ensuite que ces gens participent au commerce international dans une mesure plus grande que n'importe quelle autre région de la province.

Il conclut en disant que, si ces deux comtés n'avaient pas fourni leur part au revenu du service des Terres de la couronne, ils s'en acquittaient honorablement dans les autres secteurs du commerce. Il espère enfin que le gouvernement viendra en aide aux Gaspésiens qui vivent à l'intérieur des terres et leur fournira l'assistance nécessaire pour leur donner accès aux villes portuaires.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il n'avait nullement le désir d'avancer quelque chose de contraire à l'exposé couleur de rose de la condition de ce comté soumis par son propre représentant; mais qu'il inférait de cette description attrayante que ce comté n'avait aucunement besoin de l'aide du gouvernement; cependant il était prouvé par les comptes publics qu'il avait reçu du gouvernement pour ses routes beaucoup plus qu'il ne lui avait remis en revenus.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Fait allusion à l'intérêt considérable que la

population en général accorde à l'oeuvre de la colonisation; il soutient que les octrois de colonisation faits aux différents comtés ne devaient pas être proportionnés aux revenus, tirés de ces mêmes comtés, attendu que, puisqu'ils avaient besoin d'aide, il ne fallait pas être si exigeants à leur égard.

Il blâme l'idée qu'on entretenait de vouloir appeler étrangers des personnes vivant dans le pays et exprime le regret de voir qu'il y a parmi les documents de la Chambre une résolution dans laquelle M. Brydges est appelé un étranger: On a entendu le député de Chicoutimi, dans cette Chambre, se servir du mot "étranger".

Tant que cette distinction existera, il n'y aura aucun moyen d'arriver à un résultat avantageux. Je ne veux pas accuser les Canadiens français d'exclusivisme, d'autant plus que je représente un comté canadien-français.

Je crois qu'il est de notre devoir d'encourager toute personne qui le désire à devenir Canadien.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond au député d'Arthabaska (M. E. J. Hemming) qu'il n'a pas voulu désigner par étrangers tous ceux qui sont arrivés depuis peu au Canada, mais seulement ceux qui ne viennent pas des Des britanniques.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Dit que la Chambre doit considérer l'esprit manifesté dans cette proposition avec un juste ressentiment.

Il passe ensuite à l'exposition des avantages qu'on peut retirer de l'emploi des lisses en bois dans l'intérêt de la colonisation et s'indigne d'un rapport qui a circulé et qui prétend que les promoteurs de ces bills ont formé ou tenté de former un ring pour opérer une pression sur le gouvernement et s'assurer par là plus d'octrois considérables en faveur de ces plans.

Il recommande d'adopter ces chemins à lisses de bois; il signale que les chemins de colonisation deviennent souvent impraticables à cause de la végétation, alors que le chemin de fer reste en bon état. Il nie la rumeur voulant que notre climat soit trop rigoureux pour des lisses de bois, et cite des cas où elles ont fonctionné durant les pires froids.

Faisant allusion au bill de la colonisation, il dit qu'il n'attend pas grand résultat des sociétés proposées. Il regrette de dire que la valeur des propriétés foncières est dépréciée et il pense que cet état de choses est dû, dans une certaine mesure, au peu de satisfaction que donnent les lois municipales concernant les titres.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Il réfute les avancés du député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham). Il ne croit pas nécessaire de vanter les mérites du comté d'Ottawa, puisqu'on n'a qu'à jeter un coup d'oeil sur l'état des comptes publics pour se rendre compte de l'apport considérable de cette région au revenu de l'Etat.

Il invite l'Assemblée à consulter la page treize des comptes publics, où il est dit que pour les six derniers mois le district d'Ottawa a fourni une somme de \$212,861 au département des Terres de la couronne. Les travaux publics effectués dans le comté d'Ottawa ont profité plus à la province que n'importe quels autres travaux publics effectués ailleurs. Ils ont rapporté l'équivalent de 15 p.c. en revenu et ils ont maintenant \$600,000 à leur crédit. Il n'entend pas ici aborder le problème de la colonisation parce qu'il croit à cet effet que plusieurs députés plus anciens le feraient mieux que lui.

M. J. ROSS (Compton): Blâme les remarques du député d'Argenteuil (S.R. Bellingham) qui prétend que le comté d'Argenteuil exerce infiniment moins d'attraction auprès des émigrants que l'Ouest des États-Unis. Il ajoute que ces remarques manquent de patriotisme et portent injure au pays. Il s'efforce de démontrer que l'argent dépensé dans les nouveaux comtés pour les chemins retournera dans les coffres de l'État en temps et lieu, quand, par la suite, la population aura été augmentée par ce moyen.

Quant au district d'Ottawa, il le voit dépouillé de son bois et ne croit pas qu'il pourra constituer longtemps une source de revenu aussi considérable qu'il peut l'être en ce moment.

M. C. HAMILTON (Bonaventure): Regrette de n'avoir pu entendre le discours du député d'Argenteuil (M.S.R. Bellingham). Il souligne le fait que, tandis que les comtés de Bonaventure et de Gaspé exportent des produits pour une valeur de \$76,000, ils ne reçoivent, sous forme d'octrois de colonisation, qu'entre \$3,000 et \$4,000. Il dit vivre au village de New Carlisle et n'être pas au courant qu'autant de maisons soient dépourvues de cheminées, comme voudrait le faire croire le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham). Au cours des deux dernières années, 250 colons sont venus s'établir dans le comté. D'après ce que lui a dit un agent de l'immigration avant qu'il n'arrive à Québec, une société d'émigration en Angleterre a offert d'envoyer dans son comté 500 familles, chacune devant apporter un capital de \$250, si elles ont la promesse de 100 acres de terre. Il pense toutefois que les chemins ne sont pas dans un état propice pour rendre justifiable une immigration aussi forte à cette époque.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prend la défense du député d'Argenteuil (M.S.R. Bellingham), mais il pense qu'une réponse plus juste aurait été donnée aux arguments des orateurs précédents, si celui-ci avait été présent.

Mais pour conserver nos relations de bon voisinage, je veux répondre à quelques attaques dirigées contre mon voisin; M. Bellingham a émis de bonnes idées sur la position de la province de Québec comme pays manufacturier. Les paroles du consul américain Potter, qui

conseillait à son gouvernement de ne pas nouer de relations commerciales avec nous, pour nous forcer à nous annexer, justifient pleinement les avancés de M. Bellingham.

Les députés suivants prennent la parole: L.-J. Beaubien, T. Scriver, J.-P. Rhéaume, J. Garon.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Comme chaque député se croit, ce soir, obligé de parler pour sa paroisse, je dois dire un mot de la vallée du Saint-Maurice, dont on paraît ignorer l'importance et la richesse.

Il soutient que le million et demi d'acres de terre, qu'il ait été donné à la Compagnie du chemin des Piles ou qu'il ait été donné aux compagnies des Piles et du Nord réunies, a cessé d'appartenir au gouvernement, qui ne peut retirer ce qu'il a donné.

Si l'on craint les spéculations, que le gouvernement prenne la chose en main et la contrôle rigoureusement; mais qu'on ne refuse pas au district des Trois-Rivières ce qu'on lui doit, qu'on ne fasse pas échouer une entreprise si profitable au public et qui ouvrirait à la colonisation une si vaste région.

Que demande la population des Trois-Rivières? Non qu'on livre les terres à des spéculateurs, mais qu'on fournisse le moyen de les ouvrir à la colonisation sur un parcours de 130 milles.

Je ne citerai que quelques chiffres pour démontrer l'importance et la richesse de la région.

Depuis quatorze ans, la valeur des propriétés foncières dans trois paroisses, Saint-Étienne, Saint-Boniface et Sainte-Flore, est au moins de \$662,000. L'on demande ce que produit le Saint-Maurice; voici des chiffres qui en diront plus long que bien des discours. L'automne dernier, le Saint-Maurice a donné \$474,865. Qu'avons-nous en retour? On n'a fait aucun travail et nous n'avons pas eu notre part des faveurs du gouvernement. L'intérêt des Trois-Rivières, du pays en général, exige impérieusement que l'on construise un chemin dans cette vallée. Pourquoi nous refuser les moyens de le construire?

Il est prouvé par les journaux de l'ancienne Chambre du Canada que le gouvernement de ce temps-là nous a accordé le million et demi d'acres de terres dont nous avons besoin. C'est là un droit acquis et incontestable et le gouvernement a cédé ses droits sur ces terres.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Parle dans le même sens.

M. J. ROSS (Compton): Prétend au contraire que c'est le chemin de Sherbrooke qui est la véritable question de colonisation, alléguant que la construction des deux voies parallèles à la rivière Saint-François ferait plus que tout pour la richesse, la prospérité et l'avenir.

M. J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Se dit du même avis que le représentant de Compton. Les débats sont ajournés à demain.

Impressions

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant:

1. Les sommes payées séparément à diverses personnes pour les impressions de la Chambre, les noms des soumissionnaires et la nature de leurs impressions, les noms des imprimeurs actuels et la teneur et la durée de leurs contrats ou de leurs arrangements.

2. Les prix convenus et les arrangements faits entre l'imprimeur de la reine ou le gouvernement et divers imprimeurs pour l'impression de la Gazette officielle et autres impressions officielles, les noms des personnes auxquelles on a demandé des soumissions, leurs réponses et leurs conditions et tous documents relatifs à la distribution des susdites impressions.

Adopté.

A onze heures quinze, la séance est levée.

Séance du 2 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Chauveau, deux pétitions de Barnabé Parent et autres, de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec.

Par M. Mailloux, la pétition de Joseph Lebel et autres, du township de Hocquart, comté de Témiscouata.

Par M. Carter, la pétition de John Platt, de la cité de Montréal.

Par M. Bellerose, la pétition de monseigneur Jacques-Janvier Vinet et autres.

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de J.-B. Renaud et autres, syndics des chemins à barrières de Québec-Nord.

Rapport de comités:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport :

Conseil Législatif, Québec,

Chambre de comité no 3,

1er mars 1869.

Comité conjoint des impressions. Premier rapport:

Le comité conjoint des impressions pour les deux Chambres a l'honneur de soumettre comme son premier rapport le rapport de son sous-comité au sujet des impressions, papier à imprimer et reliure, avec le rapport du greffier du comité, pour l'année écoulée.

Votre comité est particulièrement satisfait de l'économie opérée dans cette branche du service.

Conseil législatif, Québec,

Chambre de comité no 3,

25 février 1869.

Au président du comité conjoint pour les impressions

Monsieur.

Votre sous-comité nommé pour examiner les comptes d'impressions, papier à imprimer et reliure pour les deux Chambres et le rapport du greffier à ce sujet, pour l'année écoulée, a l'honneur de vous faire rapport:

Qu'il a pris connaissance des pièces justificatives,

Qu'il a trouvé les livres propres et bien tenus.

Que les comptes sont détaillés et établis d'une manière claire et correcte.

Votre sous-comité est heureux de dire que le montant payé pour les impressions de l'année dernière est beaucoup moins élevé que celui auquel il s'attendait et il attribue une grande partie de ce bon résultat aux soins attentifs du greffier qui a rempli fidèlement son devoir.

Votre sous-comité croit ne devoir pas faire de suggestions au sujet d'un tarif à être adopté pour les impressions de la Législature, préférant laisser à votre honorable comité l'initiative de considérer les avantages qui pourraient résulter ou d'un tarif ou d'un contrat.

Le tout respectueusement soumis.

(signé,) J.-L. Beaubien, président.

Thos. Wood,

H.-G. Joly,

P.-S. Gendron.

**Conseil législatif, Québec,
Chambre du comité no 3,**

29 février 1869.

Au président et aux membres du comité conjoint des impressions pour les deux Chambres.

Messieurs. Conformément à l'ordre permanent du comité, je vous sou mets les comptes pour les impressions, le papier et la reliure. Les impressions depuis le commencement de la session 1867-1868 ont été faites par différents imprimeurs de cette ville. Deux documents ont aussi été imprimés à Montréal pendant la vacance.

Les comptes pour les impressions sont accompagnés de pièces justificatives numérotées comme suit:

Ceux de l'honorable Conseil législatif sont de 1 à 255, et ceux de l'Assemblée législative de 1 à 580, en tout 835.

La reliure des documents de l'honorable Conseil législatif et de l'Assemblée législative a été faite par trois relieurs de Québec:

Les comptes de l'honorable Conseil législatif forment le montant suivant:

Impressions	\$ 893.25	
Papier à imprimer	206.15	
Reliure	194.86	
		\$ 1,294.26
Ceux de l'Assemblée législative sont comme suit:		
Impressions	4,865.18	
Papier à imprimer	1,649.76	
Reliure	327.50	
		\$ 6,842.44
Montant total		\$ 8,136.70

Outre le montant ci-haut mentionné pour la reliure, M. Desbarats a relié des volumes pour M. le greffier en loi, au montant de \$32.60.

Il a aussi relié une partie des documents publics de la Législature fédérale; le compte est de \$182.75 et n'a pas encore été payé.

Le tout respectueusement soumis.

C.-F. Langlois,
G.C.CI.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "l'Association St-Pierre de Soré", et y a fait des amendements qui sont respectueusement soumis à la considération de votre honorable Chambre.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial sur le bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton. Voici le rapport:

Que, vu que ledit bill aurait l'effet de modifier les délimitations de deux des districts électoraux énumérés dans la deuxième cédule de "l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867," et qu'il n'appert pas à votre comité que ledit bill ait passé à sa deuxième lecture avec le concours de la majorité des membres représentant lesdites divisions électORALES, tel que requis par la clause 80 dudit acte, votre comité ne peut procéder à la considération dudit bill.

Introduction de bills:

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill pour changer

le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les magistrats de district en cette province.

Accordé.

Enquêtes sur les affaires publiques

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les enquêtes sur les affaires publiques.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetière de Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, en conformité à l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour permettre à la Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal, et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frères de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour constituer en corporation les frères de la charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte des jurés et des jurys

L'ordre du jour prévoit la réception du rapport du comité de toute la Chambre pour étudier le bill pour amender la loi relative aux jurés et aux jurys.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Poupore), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "le bill soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé, en insérant les mots "et dix" immédiatement après le mot "six", dans la quatrième ligne de la première section dudit bill, et en effaçant le mot "et" après le mot "cinq", dans la même ligne, soient mis à la place.

Le bill pourvoit au paiement des jurés à même un fonds formé par les contributions des

municipalités. La section 16 du chapitre 109 des statuts refondus du Canada, abrogée à la dernière session, laissait aux municipalités la faculté de ne rien payer au fonds des jurés et des bâties et, comme conséquence naturelle, les jurés venant de ces comtés ne devaient toucher aucune indemnité.

L'ancienne loi qui était juste décréait que les jurés seraient payés à même le "fonds des jurés et des bâties", et que les shérifs n'auraient le droit d'exiger la contribution des municipalités que dans le cas où ce fonds serait épuisé par des dépenses imprévues. En abrogeant cette loi, l'on a commis une grande injustice à l'endroit des districts ruraux qui s'en plaignent amèrement. Cette contribution qui varie entre 12 et 48 dollars, ajoutée aux autres taxes, devient un fardeau pour les municipalités pauvres. Si l'on veut payer les jurés, rien n'empêche qu'on le fasse en prenant l'argent ailleurs que dans le coffre des municipalités. On dit qu'il faut habituer le peuple à payer certaines taxes, mais je pense qu'il se passera une longue suite d'années avant que l'on n'arrive à ce résultat, avant que cette habitude ne devienne une seconde nature, surtout si l'on commence par lui faire porter le poids d'une taxe injuste.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je suis surpris de voir M. Desaulniers présenter un amendement aussi peu motivé. Il prétend que cette taxe de \$12 que les municipalités doivent verser dans le fonds des jurés est très lourde dans les districts pauvres. La loi abrogée l'an dernier permettait aux municipalités de s'exempter de cette taxe à la condition que les jurés venant de ces localités ne fussent pas payés. Mais ceux qui, comme moi, ont représenté la Couronne, savent que cette loi ne recevait qu'une application partielle.

Très souvent, les jurés venant des districts exemptés de la taxe réclamaient une indemnité pour le temps perdu et on ne se rendait pas à leur demande. M. Desaulniers dit que cette taxe est une charge trop pesante! Mais il me semble qu'il en exagère le poids et il nous persuadera difficilement qu'une taxe de \$12 ou \$24, suivant le cas, soit un poids bien lourd pour une municipalité. Mais si cette municipalité ne peut payer cette somme comment ses contribuables pourront-ils s'éloigner de leurs foyers pendant une quinzaine de jours sans indemnité? L'injustice serait criante et le peuple aurait alors droit de se plaindre.

Le député de Maskinongé nous dit que l'on peut substituer une autre taxe à celle que l'on exige des municipalités et que ce moyen de pourvoir au paiement des jurés sera plus juste. Il veut sans doute rejeter sur les épaules des plaideurs le fardeau dont il veut débarrasser les municipalités. Mais ce changement ne sera pas juste. Il est impossible d'y consentir, il est impossible d'élever les dépenses des plaideurs, car elles ne sont déjà que trop élevées.

Le tarif des avocats a été dernièrement révisé

et les juges ont augmenté en bien des cas les honoraires des avocats.

Le principe en vertu duquel nous faisons supporter aux municipalités une minime partie des frais de l'administration de la justice est des plus justes et, si on voulait faire disparaître de mon bill la clause qui le consacre, on le détruirait en partie.

L'opposition qu'on lui a faite, je le répète, a lieu de surprendre d'autant plus que dans tout le pays la loi proposée est vue d'un bon oeil: on en a compris l'importance au point de vue de la bonne administration de la justice.

Un député de l'Opposition a aussi demandé que les notaires et avocats ne soient pas exemptés du service de jury parce qu'ils forment une classe intelligente et seraient d'un grand service dans l'administration de la justice.

Les avocats doivent être exemptés parce qu'ils doivent souvent conseiller ou défendre des criminels qu'ils pourraient éventuellement être appelés à juger. Sous l'ancienne loi, les médecins étaient exemptés, mais seulement les médecins pratiquant le seront désormais.

Qu'on ne vienne donc pas entraver la marche de la mesure par des amendements qui sont propres à nuire à la chose publique.

M. J. POUPORE (Pontiac): Appuie l'amendement de M. Desaulniers et dit que son comté réclame le changement proposé.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): J'ai assisté à plusieurs assemblées publiques, à des conventions municipales où l'on a discuté les changements demandés par la loi du procureur général. Partout, on les a approuvés, partout l'on a demandé que chaque municipalité supporte une partie des frais de l'administration de la justice. Quant à ce qui regarde l'indemnité accordée aux jurés, je crois que l'on peut accuser de mesquinerie les municipalités qui passent condamnation sur la loi du procureur général.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): L'amendement de M. le député de Maskinongé a une apparence trompeuse et il ne comporte pas cet acte de justice que l'on vient nous vanter. Raisonons par analogie. L'on accorde une indemnité aux députés, aux conseillers, aux sénateurs, gens aisés, pourquoi ne ferait-on pas la même faveur aux jurés qui, très souvent, sont dans des conditions de fortune très peu heureuses. On veut donc que ces derniers rendent leurs services gratuitement.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Je suis prêt à donner mon appui à l'amendement du député de Maskinongé, parce qu'il demande que justice soit faite, et combat un principe qui peut devenir dangereux. On dit que la taxe de douze piastres n'est pas considérable; c'est vrai, mais le principe en vertu duquel on la prélève est dangereux et ouvre la porte à bien des abus. Comme dit l'Écriture, "abyssus abyssum invocant", les taxes appellent les taxes.

Une fois entré dans ce chemin on ne sait plus où s'arrêter; on commence par douze sous pour finir par douze piastres.

M. V. ROBERT (Rouville): Je veux, au nom de la classe que je représente, faire quelques remarques sur le bill des jurés. Je trouve juste que les jurés soient rémunérés, mais il ne faut pas que l'on puise dans le coffre des municipalités pour cela. Il y a assez d'argent dépensé inutilement ailleurs; que l'on fasse des économies et que ces économies servent à payer les jurés.

La nouvelle loi contient encore trop d'exemptions; j'aimerais à voir parmi les cultivateurs qui composent les jurés, des avocats, des médecins. Ce serait très utile, car il s'agit souvent de décider de questions de vie ou de mort. Je ne veux pas rabaisser ma classe, non; les cultivateurs sont honnêtes et intelligents, mais manquent de l'éducation nécessaire.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Les médecins en raison de leurs occupations ne peuvent pas s'absenter pendant dix ou douze jours. Quant aux avocats, il serait injuste de les mettre au nombre des jurés attendu que l'accusé peut requérir leurs services.

Le bill n'exempte pas les notaires de la charge honorable de jurés. Le député de Rouville (M. Robert), s'est constitué l'avocat des cultivateurs, et veut les défendre. Qu'il soit tranquille; presque tous, nous descendons de cultivateurs et leurs intérêts nous sont très chers. Nous ne voulons pas les taxer, ni leur imposer des charges inutiles; nous voulons même les payer pour leur services malgré leurs avocats.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je vais en appeler à la Chambre pour mettre les députés en garde contre l'amendement du député de Maskinongé. Si son amendement n'était pas écarté, nous descendrions dans l'estime du pays; on nous regarderait comme des rétrogrades et l'on dirait que, dans la province de Québec, les municipalités sont tellement pauvres qu'elles craignent de s'imposer une charge de \$12. C'est pour une somme aussi minime que l'on risque de détruire ce bill, mais oublie-t-on que le projet de loi du procureur général est une mesure qui lui a valu les éloges du pays en général, qu'elle tend à relever l'institution des jurés, cette base de nos libertés! Ainsi, adopter l'amendement soumis à la Chambre, ce serait rétrograder.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Repousse l'amendement de M. Desaulniers et félicite le procureur général d'avoir présenté cette mesure.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Se prononce contre l'amendement.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Il donne beaucoup de crédit au procureur général pour

les efforts qu'il fait pour amender la loi du jury, surtout en haussant la valeur de la qualification des jurés. Il dit qu'un des résultats de la loi actuelle est d'amener de fréquents scandales dans l'administration de la justice. Sans la restriction imposée au gouvernement local par le gouvernement fédéral, qui lui a enlevé tout pouvoir de s'occuper de la loi criminelle, le premier aurait pu accomplir de plus grandes réformes. Il n'est que juste que les jurés soient payés pour l'accomplissement de leur devoir ardu et souvent désagréable. Et les municipalités qui en retirent les bénéfices devraient en payer les frais.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il n'y a pas de doute que les jurés doivent être payés et qu'il n'est pas déraisonnable de demander aux municipalités de payer ces dépenses, puisqu'elles jouissent des avantages apportés par cette institution.

L'amendement étant mis aux voix, la question est résolue négativement.

La question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement, et le rapport est reçu.

Retrait d'un bill:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission de retirer le bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton.

Accordé.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Je suis heureux d'annoncer à la Chambre que je serai prêt à présenter mon budget vendredi prochain.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Mégantic (M. G. Irvine), la deuxième lecture du bill, intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Il dit que le code doit s'appliquer à toute la province de Québec, à l'exception des villes de Montréal, Québec, Saint-Hyacinthe et Trois-Rivières. Le code renferme la loi municipale dont les dispositions se trouvaient dispersées dans environ cinquante-neuf statuts. On les a réunies pour faire disparaître les contradictions et l'on a opéré plusieurs changements.

Le code contient plus de douze cents articles et se divise en quatre livres. Le premier traite de l'organisation des corporations municipales. Le deuxième comprend les attributions des conseils municipaux. Le troisième s'occupe des travaux publics et des corporations municipales. Le quatrième renferme les dispositions et procédures spéciales. Chacun de ces livres est subdivisé en titres et ces derniers en chapitres.

Il indique les principaux changements et fait l'éloge de monsieur Marsan qui, pendant une année, s'est imposé le travail herculéen de réunir les lois municipales, de les comparer pour les incorporer dans une loi uniforme.

Il ne veut pas entrer dans les détails maintenant, puisque le projet ira en comité où il sera sans doute étudié en détail.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que le code lui paraît un système de concentration de pouvoirs municipaux entre les mains du lieutenant-gouverneur. Il a déjà vu la même tendance dans d'autres bills devant la Chambre. Il mentionne aussi plusieurs endroits du code qui ne répondront pas aux besoins, et aux vœux des populations.

Il fera des remarques plus étendues sur le sujet en comité et il proposera des amendements.

M. T. SCRIVER (Huntingdon): Fait quelques observations.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à
sept heures et demie

Institution pour les sourds-muets
et les aveugles

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles.

Le comité examine le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Le Cercle de Québec

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le Cercle de Québec".

Le comité examine le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Compagnie du chemin à lisses
de Lévis à Kennebec

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec.

Adopté.

Société pour empêcher
la cruauté envers les animaux

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du

bill pour constituer en corporation la société canadienne pour empêcher la cruauté envers les animaux.

Adopté.

Actes des clauses générales des compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social.

Adopté.

Compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Adopté.

Colonisation

L'ordre du jour prévoit la reprise des débats ajournés sur la question proposée hier, "Qu'il soit résolu:"

1. Que cette province contient de grandes sources de richesses manufacturières et agricoles dont une partie reste inexploitée, pendant qu'une portion importante de notre population traverse la frontière pour aller consacrer son industrie à la prospérité d'un peuple étranger.

2. Qu'il importe à la Législature de cette province de prendre des moyens de retenir au pays la population native et d'y ramener les Canadiens expatriés, de toutes les origines, qui désirent y rentrer.

3. Qu'une instruction soit donnée au comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation, de prendre ces faits en considération; de rechercher un mode de colonisation favorable aux objets ci-dessus et de faire rapport du tout à cette Chambre.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): M. l'Orateur.

Les remarques faites par l'honorable député d'Argenteuil sur la colonisation dans les diverses parties du pays et en particulier sur le comté de Chicoutimi m'obligent de soumettre quelques observations à l'attention de la Chambre. L'honorable député nous a parlé de chiffres avec le talent qui lui est propre, et je crois que si jamais il devient ministre du Trésor, on dira dans l'occasion qu'il a fait l'exposé poétique des finances de la province.

On a parlé de l'immense étendue de nos terres arables, et l'honorable député de Terrebonne nous a présenté un tableau de l'avenir de notre colonisation avec cette éloquence qui charme tous ceux qui l'entendent et particulièrement les honorables députés de cette Chambre.

Mais il ne faut pas tomber dans l'exagération, ni ajouter foi à de trop brillantes espérances, si j'en juge par ce que j'ai entendu dire depuis quelque temps. Il paraîtrait que le gouvernement aurait le dessein de faire faire une exploration des Sept-Iles au lac Saint-Jean,

de là au St-Maurice, et du St-Maurice à l'Ottawa. Les explorations que j'ai faites moi-même sur la rivière Péribonka, à une profondeur de 150 milles dans l'intérieur des terres au nord du lac St-Jean, les connaissances acquises pendant un séjour de deux ans sur la côte du Nord, et des rapports faits par divers arpenteurs sur les terrains arrosés par les rivières Mistassini et Ashuapmohchouan, me permettent de dire qu'une telle exploration n'aura aucun résultat favorable pour la colonisation. A partir du lac Satagama, situé à 45 milles par la rivière Péribonka, du lac Saint-Jean, à aller dans la direction du lac Pimagan jusqu'aux Sept-Iles, où à aller dans la direction opposée à la tête des rivières Saint-Maurice et Ottawa, je ne crois pas qu'il existe de terres propres à la culture.

Les bonnes terres se trouvent dans les environs du lac Saint-Jean depuis les bords du lac Saint-Jean jusqu'à une profondeur de 30 à 45 milles. Ce qui est connu du Saguenay, du Saint-Maurice, de la Mantawa, de l'Ottawa suffit pour occuper l'attention du gouvernement d'ici à longtemps.

L'honorable député d'Argenteuil s'est plu à faire, au moyen du rapport sur l'agriculture, une visite minutieuse dans les comtés de Bonaventure, Gaspé et Chicoutimi, pour revendiquer ensuite avec plus de force les droits de son comté. L'honorable député d'Ottawa s'est aussi plaint que le gouvernement de l'ancienne province avait négligé cette partie du pays. Je vais essayer de démontrer que ces messieurs ne sont pas réellement aussi à plaindre qu'ils paraissent l'être d'après leur exposé. Le rapport général du bureau des Travaux publics me fournira toutes les preuves nécessaires. Je toucherai d'abord à ce qui a rapport au comté d'Argenteuil. Le front de ce comté sur la rivière Ottawa est de 28 milles, sa profondeur moyenne de 40 milles. Sa superficie est donc de 1120 milles. En jetant les yeux sur la carte, je vois une grande rivière qui offre une magnifique voie de communication, puis un canal construit aux frais du gouvernement impérial. A partir de là pour gagner l'intérieur du comté, le rapport de l'agriculture démontre que le gouvernement canadien a fait ouvrir une quarantaine de routes, construire 3 ponts, et dépensé sur le canal Blondeau \$63,000. Dans le district d'Ottawa, \$4,280,000 ont été appliquées par le gouvernement impérial à la construction des canaux. Cet argent, remarque faite en passant, n'a pas moins de valeur que l'argent provincial. Le canal des Chats a coûté \$483,000; les édifices du Parlement ont absorbé 3 millions et les glissoires \$719,000. Voilà un joli montant dont le district d'Ottawa a dû profiter, et le comté d'Argenteuil aussi pour sa part. De plus, d'après ce que nous a dit le député d'Ottawa, l'exportation des bois se monte à \$14,000,000 (14 millions). Ces pinières qui forment la richesse de la province, ses fonds réels, sont mises à la disposition des commerçants, cultivateurs et autres qui doivent retirer un profit net par année d'une couple de millions. Après cet exposé, je ne trouve pas raison de m'apitoyer

sur le sort de cette partie de la province. Néanmoins, je ne suis pas jaloux de son bonheur, et je ne regrette pas les dépenses faites à propos pour l'encouragement de la colonisation et du commerce. Pour donner une idée de la manière dont les ouvrages se font dans cette partie du pays, je dirai que je n'ai vu nulle part ailleurs ce que j'ai vu lors du voyage aux Joachins en 1866. Le chemin du portage du Fort, long de 8 milles, est pavé en marbre et a coûté à la province \$23,000.

Dans les Cantons de l'Est, à part les sommes dépensées sous le contrôle de bureaux de la Colonisation, je trouve à la charge du bureau des Travaux publics la somme de \$280,000. Le chemin de la rive nord du Saint-Laurent au-dessus de l'Île de Montréal a coûté \$83,000. La province a payé 7 millions pour la construction des chemins de fer dans le Bas-Canada. Le montant entier de la dépense en comprenant le roulant a été de 43 millions. A cela joignons les 14 millions dépensés pour les canaux. Ces travaux nécessaires pour le commerce ont profité à la province en général, mais principalement aux sections du pays où ils ont été effectués. Le Saguenay n'en a certainement pas retiré une large part.

Jetons maintenant un coup d'oeil sur la péninsule de Gaspé. Au montant dépensé par le bureau de la Colonisation il faut ajouter ce qui a été dépensé par le département des Travaux publics. Je dois faire remarquer en passant à l'honorable député de Gaspé que je suis bien aise que le gouvernement ait favorisé le comté qu'il représente. Sa grande étendue et son peu de population sont des raisons qui lui donnent droit aux secours du gouvernement. Les argents de la colonisation sont destinés aux comtés dépourvus de moyens et non à ceux qui sont riches. Gaspé a reçu du département des Travaux publics, en sus de sa part des \$203,000 sous la désignation de Gaspésie, la somme de \$160,000. Bonaventure et Rimouski ont aussi reçus en sus de leur part des \$203,000, \$217,000 et Témiscouata \$204,000. Je dois encore faire mention des quais construits audessous de Québec. Voici leur coût: Quai de Berthier \$37,000; de l'Islet \$113,000, des Eboulements \$65,500, de la Malbaie \$53,500, Rivière-Ouelle \$225,000, Rivière-du-Loup \$170,000, Rimouski \$107,000. Voyons maintenant quelle a été la part des comtés de Chicoutimi et Saguenay, en y comprenant pour une assez large part le comté de Charlevoix. Sur la somme de \$124,000, les comtés que je représente ont reçu, du département de la Colonisation, y compris, comme je viens de le remarquer, le comté de Charlevoix, \$88,000, plus \$35,000 du bureau des Travaux publics, pour divers chemins, et \$45,000 pour des glissoires. Ces montants ont été répartis sur une longueur de chemin d'environ 300 milles, savoir: chemin de Saint-Urbain et de Kénogami, depuis la paroisse de Saint-Urbain jusqu'à la tête du lac Saint-Jean, 150 milles; chemin de la Côte-Nord, 50 milles; chemin Sainte-Agnès, 63 milles;

chemin Cartier, 37 milles. Le nom de l'honorable ministre de la Milice n'a pas porté bonheur à ce dernier qui, dans la liste, figure pour un montant de \$800. La superficie des terres arables est d'environ 2000 milles pour le comté de Chicoutimi, et 400 milles pour le comté de Saguenay, en tout 3000 milles, ou presque trois fois la superficie entière du comté de Vaudreuil. C'est dans l'année 1862, sous l'administration Sicotte, que le gouvernement a montré le plus de libéralité à l'égard du Saguenay, la somme dépensée étant de \$17,000. L'année dernière, le gouvernement a dépensé sur cette longue distance que je viens de mentionner \$3,800. D'après les promesses faites, je n'ai pas sujet de féliciter le gouvernement sur sa générosité. Il convient de remarquer que les fonds généraux ont été cependant plus considérables que ceux des années précédentes.

Je crois devoir saisir cette occasion pour faire mention du chemin du lac Saint-Jean. Il existe un certain malaise dans mon comté. On est sous l'impression que l'argent employé à l'ouverture de ce chemin sera pris sur les fonds devant être affectés à l'ouverture des routes de l'intérieur. La part assez active que j'ai prise dans l'exploration de cette grande voie de communication ne me permet pas d'être indifférent au succès de cette entreprise. J'espère donc que le gouvernement accordera, à part les fonds de la colonisation, une somme spéciale de \$25,000 à \$30,000 par année jusqu'à ce que le chemin soit terminé, afin qu'il n'en soit pas de ce chemin comme de celui de Kénogami, commencé depuis 16 à 17 ans, et qui est à peine praticable à son point de départ, et que la première section ne soit pas complètement détériorée, lorsque la dernière sera en voie de confection.

En vue de favoriser les développements de la colonisation, je prendrai la liberté d'attirer l'attention de la Chambre sur une recommandation faite par le révérend M. Marquis, dans ses réponses aux questions du comité de colonisation, recommandation que j'ai cru devoir réitérer moi-même dans le cours de l'été dernier à l'honorable ministre de la Colonisation, mais qui n'a eu d'autre résultat que l'accusé de réception de ma lettre. Il s'agirait "d'accorder au colon la permission de travailler sur les chemins que le gouvernement fait ouvrir; le prix de son travail devant être porté en déduction du prix de sa terre."

Avant de terminer, je ferai quelques remarques à l'honorable député de l'Islet, dont les observations n'ont certainement rien eu de blessant pour moi, vu qu'elles constatent seulement des erreurs involontaires de ma part; en cela elles sont bien différentes de celles d'un journal de cette ville (le Journal de Québec) dont le rédacteur n'a pas pris la peine de lire le discours de l'honorable monsieur, bien que ce discours soit imprimé en tête de ses remarques, et qui affirme que je me plais à dénigrer certains comtés pour donner l'avantage à ceux que je représente. J'ai en mains le rapport des Terres de la couronne où j'ai puisé mes renseignements

l'année dernière. La seule erreur que je reconnais avoir commise a rapport au canton Casgrain où j'ai dit qu'il y avait 4 colons, comme le dit le rapport, mais sans mentionner que ces colons étaient établis dans le 4e et le 5e rang. C'est un oubli qui certainement ne pouvait conduire à des conséquences funestes. Je n'ai jamais eu d'autre intention en attirant l'attention de la Chambre sur les travaux effectués dans divers comtés que de démontrer que des sommes considérables avaient été dépensées sans profits réels pour la colonisation sur certaines routes traversant des terrains impropres à la culture, et d'engager par là le gouvernement à exercer une surveillance plus active sur l'emploi de nos fonds.

Il donne un court aperçu de la ligne de conduite qu'il entend suivre vis-à-vis du gouvernement, et avoue son désir sincère de l'appuyer dans les mesures qui lui paraissent convenables.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Interrompt le député de Saguenay.

M. P.-A. TREMBLAY (Saguenay): Fait remarquer que ne possédant pas un quart de siècle d'expérience, il ne pouvait se féliciter d'avoir, comme maire de Québec, endetté cette ville de \$150,000 dans le cours de deux ans d'administration.

Qu'il n'avait pas été à Niagara pour y découvrir que si la chute Niagara n'était pas là, la navigation du fleuve n'y serait pas interrompue; qu'il n'avait pas, à son début dans la vie publique, copié et publié un traité de physique.

Qu'il n'avait pas, pour le recommander à l'administration de ses concitoyens, la gloire d'avoir publié une première brochure pour dire que la Confédération serait la ruine du Bas-Canada, la perte de nos institutions, et une seconde brochure pour dire tout le contraire;

Qu'il n'avait pas le courage de faire un jour, des menaces au gouvernement pour l'accabler de flatteries le lendemain.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Développe une nouvelle fois sa thèse suivant laquelle les chemins de fer sont un remède contre l'émigration, un fortifiant pour la colonisation, un tonique pour l'industrie.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Dit qu'il ne doute pas que les chemins à lisses de bois ne produisent quelque bien, en favorisant l'ouverture des chemins de colonisation; mais c'est une erreur de supposer qu'ils contribueront à favoriser les intérêts manufacturiers, attendu que ce qu'il faut pour développer les manufactures, c'est un marché, et que c'est la raison pour laquelle tous les pouvoirs d'eau dont Montréal est entouré restent inutilisés.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je ne puis me lever pour prendre part à ce débat déjà long sur la colonisation sans féliciter à mon tour

l'administration actuelle sur la persistance avec laquelle elle s'est attachée à étudier toutes ces questions qui ont rapport à l'établissement des terres incultes; sur la bonne volonté qu'elle met à essayer de nouveaux moyens, un nouveau système, dans l'impatience qu'elle est d'améliorer notre sort sans se croire obligé de marcher uniquement et toujours dans les vieux sentiers; enfin sur la manière pratique avec laquelle elle a fait l'étude du pays, le faisant pour ainsi dire parler dans chaque localité, quelque petite et éloignée qu'elle fût.

Avant de se mettre résolument à l'ouvrage, on a voulu apprendre les besoins du pays. Pour obtenir ce résultat, on a interrogé tout le monde, l'agriculteur à la grande culture, comme le cultivateur possédant peu; le colon hardi et laborieux dans la forêt et son continuel et ferme compagnon le missionnaire.

Tous ont répondu, chacun à sa manière, chacun avec ses idées, chacun avec ses conseils, ses projets. De ces informations venues de toutes les parties du pays et de tous les rangs de notre société, on a formé comme un grand fonds de renseignements qui sera toujours là, pour l'instruction de tous, pour donner de l'expérience à ceux qui n'en auraient pas dans cette matière. De ce grand fonds d'informations nous sommes redevables à notre administration et quand même il serait vide de renseignements, ce qui est loin d'être le cas, on saurait du moins que le pays n'a rien à proposer, n'a aucun changement à demander. Nous avons devant nous l'opinion du pays, nous connaissons les besoins qui doivent être satisfaits les premiers; à quelque chose que l'on se décide, on n'aura pas à soutenir le reproche de n'avoir pas tout d'abord fait les études préliminaires.

Et maintenant, que l'on ne se plaigne pas de ce que l'ouvrage avance lentement. L'oeuvre qui est à faire n'est pas l'oeuvre d'un jour, surtout avec les moyens qui sont à notre disposition. Et ne sait-on pas que les grandes oeuvres, les oeuvres durables, sont celles qui naissent difficilement et croissent lentement? Il faut des années et quelquefois des siècles pour donner aux grands arbres de nos forêts toute leur force et toute leur croissance, tandis qu'une saison suffit pour voir croître, mûrir et dépérir les plantes de nos jardins.

On vient de nous dire que nous avons contre nous toutes les rigueurs de notre climat et que les fertiles plaines du Sud, avec leurs longs étés, lutteront toujours avec avantage pour s'attirer les faveurs des colons. Mais les populations du Nord, les actives, industrieuses populations du Nord n'ont-elles pas toujours été regardées comme possédant une énergie égale aux obstacles qu'elles avaient à vaincre, et réussissant par leur activité à se procurer dans nos froides régions la vie aisée et le confort que les climats tempérés semblent tenir en réserve pour leurs fortunés habitants?

Cette sollicitude que montre notre administration pour tout ce qui a rapport à l'établis-

ment de nos terres incultes doit d'autant plus nous réjouir que nous sommes réellement arrivés au moment décisif d'action pour nous. Nous sommes devenus majeurs et nous devons travailler seuls et pour notre bien-être particulier. Nous n'avons plus les entraves d'une liaison avec une autre province; nous n'avons plus d'obstacles sur notre chemin, plus rien à tramer derrière nous, plus rien à pousser au-devant de nous, plus rien pour nous nuire comme rien pour nous aider; nous sommes laissés seuls. A nous l'avenir avec la responsabilité, avec ses devoirs. Et nous ne pouvons plus excuser notre inaction en plaçant une alliance retardant notre marche.

Avant de nous mettre résolument à l'oeuvre, il fallait nous instruire, et c'est ce que nous avons fait en procédant à cette grande enquête qui a eu lieu entre nos deux sessions, enquête dans laquelle tout le pays a été appelé à exposer ses besoins.

Maintenant, quel est le résultat de l'investigation, quel est le grand besoin du colon, le premier que nous avons à satisfaire? Si on le laisse parler, la première demande qu'il formulera sera celle de chemins. C'est là ce qu'il a toujours et constamment demandé. Non pas seulement des chemins pour lui permettre de pénétrer dans la forêt, mais aussi des chemins pour relier son établissement avec les endroits populeux, des chemins qui lui permettent de se rendre à un marché où il pourra obtenir un prix raisonnable pour ses produits. Si le rapport nous prouve une fois de plus les nécessités de ces routes, il nous démontre aussi surabondamment que les chemins de colonisation au moyen desquels nous voulons poursuivre l'établissement de nos terres incultes sont de nature à empêcher presque tout trafic entre le colon et le marché.

Nous pouvons dire que nos chemins de colonisation mènent à la forêt, mais qu'ils n'en ramènent pas. Une fois que le colon les a parcourus pour se rendre à sa destination, s'il ne retourne pas en arrière il se voit de suite séparé de son pays, pour ainsi dire. Son village, ses amis, ses parents, tout cela est loin, très loin, tant la route est difficile, impraticable.

Et ces routes qui sont là pour faciliter l'accès à la forêt ne lui apparaissent plus que comme le mur même qui le sépare de ce qui lui est le plus cher.

Disons après cela que les chemins de colonisation favorisent aussi puissamment la colonisation que quelques-uns veulent bien le croire.

Les colons domiciliés le long de ces routes ne sont jamais assez nombreux pour pouvoir, par leur travail réuni, les maintenir en bon ordre. Alors, sur ces chemins qui ont été frayés par la province, les ornières ne font que se multiplier:

Trois ou quatre années après leur établissement, de passables qu'ils étaient d'abord, ils deviennent impraticables si toutefois il n'arrive pas ce qui souvent s'est vu, que la seconde pousse du bois s'en empare pour les disputer opiniâtrement au colon.

Et c'est par ces routes que le colon doit porter ses produits au marché; et c'est par là qu'il doit amener à la forêt tout ce dont il a besoin. Quoi d'étonnant si le découragement s'empare quelquefois de lui et s'il quitte la forêt pour s'expatrier.

Mais si encore, au bout de son affreux chemin de colonisation, le colon pouvait être sûr de trouver un marché, la chose ne serait qu'à demi-mal. Mais il lui faut encore souvent suivre de longs et mauvais chemins à travers les différentes localités jusqu'à ce qu'enfin il mette le pied sur les routes macadamisées des bords de nos grandes villes. Il est enfin parvenu là où il peut vendre, mais à quel prix et quelle perte de temps? Le grand nombre de nos colons sont aujourd'hui dans cette position, avec soixante à soixante-quinze milles entre eux et un endroit où ils puissent trouver un marché. Supposez maintenant un colon qui ait la hardiesse de laisser son établissement avec un chargement quelconque pour le marché: est-il possible de concevoir qu'il puisse revenir chez lui avec un peu de cet argent que ses produits lui auront procuré? Aussi il ne va pas au marché, il n'a pas de marché, il est chez lui et séparé des autres, la mauvaise route est là, il restera chez lui; ce qu'il récoltera, il le consommera chez lui; il lui faut peu, il sèmera et récoltera peu: voilà sa vie; il ne sera jamais prospère, il ne sera pas avant de longues et longues années un grand propriétaire. Voilà notre colonisation, voilà comment nous progressons dans notre combat contre la forêt.

Pourquoi cela? Parce que nous nous sommes dit: pour coloniser, adoptons le système suivant: envoyons le colon dans la forêt par un sentier qu'il se frayera lui-même. Il portera longtemps ses provisions sur son dos comme une bête de somme; après qu'il se sera rallié quelques compagnons de peine et d'infortune, à eux tous, ils se feront un mauvais chemin; au bout de plusieurs années, on viendra enfin à leur secours et on leur donnera un chemin que personne n'entretiendra et qui restera presque impraticable jusqu'à ce que le nombre de colons devenus agriculteurs soit suffisant pour y faire quelques améliorations et le rendre passable, mais jamais excellent. On a dit: ayons l'établissement, et puis, longtemps après, le chemin. Et la colonisation a été lente, et souvent le colon, après avoir tenté un établissement, s'en est retourné le découragement au coeur.

Ce qu'il nous faut, ce que ne peut s'empêcher de proposer celui qui a consulté tous ces témoignages rendus par tout le pays, c'est que l'ordre des choses soit renversé et que l'on puisse amener le marché, et les établissements surgiront bientôt en grand nombre le long de ces chemins; ou du moins, s'il est impossible que le chemin précède tous les établissements, qu'il les suive de près et que pas un colon du pays ne soit à plus de vingt-cinq milles d'un marché.

Voyez comme la colonisation a marché à pas de géants, lorsque ce chemin lui a été donné tout d'abord. Voyez avec quelle rapidité se sont

établies les rives de nos fleuves et de nos rivières navigables. La route était là, ouverte, facile, le colon s'y est précipité. Il savait qu'une fois rendu, il pouvait facilement revenir.

Les chemins de fer, les chemins à lisses en bois et les chemins macadamisés, voilà les rivières artificielles, les chemins rapides, toujours bons, toujours passables que nous devons établir dans l'intérieur des terres et qui seuls peuvent apporter le marché au colon.

Au moyen de ces chemins qui mettent le marché à la portée du colon, nous lui assurons par là même la première récolte du sol, celle qui doit l'aider à vivre pour lui faire attendre toutes les autres; le bois de la forêt dont alors il pourra tirer parti. Ce bois est un si grand obstacle pour lui, qu'il lui faut abattre, empiler et brûler sans profit ou presque sans profit, devient de suite une source de revenu et le colon vit sans misère, sans manger le pain noir de l'indigence jusqu'à ce que ses champs aient remplacé la forêt et lui fournissent leurs abondantes récoltes.

Mais avons-nous le moyen d'exécuter ce que nous semblons maintenant si facilement proposer?

Je vois avec plaisir que l'administration est disposée à favoriser l'établissement des différents chemins à lisses dont le public s'occupe actuellement.

C'est là un essai qu'il faut tenter et le gouvernement, par tout ce que nous entendons et voyons, est parfaitement justifiable de vouloir tenter cet essai.

Nous ne voulons raisonner que dans l'hypothèse que ces chemins exécuteront réellement tout ce que l'on attend d'eux.

Supposons cela pour un instant et l'expérience ne tardera pas à nous éclairer sur ce point.

Et d'ailleurs nous pourrions toujours avoir recours aux bons chemins macadamisés, si les chemins à lisses venaient à nous manquer.

Nous admettons pour un instant que nous procédions au moyen des chemins à lisses.

Le réseau, car tel est le mot dont je dois me servir, le réseau de chemins à lisses que nous proposent les honorables membres pour les townships de l'Est a été tellement bien tracé sur la carte qu'après l'établissement de toutes ces lignes, bien peu de colons dans ces localités se trouveront à une grande distance d'une voie rapide de communication.

Maintenant, pour en finir avec le côté sud du fleuve Saint-Laurent, si nous exceptons quelques localités dans la Gaspésie et si nous regardons comme terminé le chemin de fer Intercolonial, nous pourrions dire que, dans cette partie du pays les grandes artères de communication, les troncs principaux auront été poussés assez loin pour les besoins actuels.

Si nous passons au côté nord, nous trouvons un projet, le chemin Gosford, le chemin de colonisation du Nord de Montréal, le chemin des Piles. Avant de longues années, espérons-le, ces différents chemins seront en opération.

Pour compléter le réseau au nord du fleuve,

voici ce qui semblerait laissé à faire à ceux qui s'occupent d'activer la colonisation du pays: ouvrir la vallée du Saguenay en faisant un chemin à lisses entre le lac Saint-Jean et le chemin Gosford; ouvrir la vallée du Saint-Maurice en reliant les eaux navigables du Saint-Maurice avec l'extrémité du chemin de Joliette prolongé ou le chemin du Nord de Montréal, ouvrir la vallée de l'Ottawa en construisant une route par l'intérieur des terres depuis Lachute qui sera aussi reliée à Montréal par un chemin à lisses, jusqu'à la ville capitale, Ottawa.

Si nous considérons que nous en serons rendus avant longtemps à donner cent mille piastres pour les chemins de colonisation et pour les sociétés de colonisation que le gouvernement crée par l'acte qui a été discuté l'autre jour, on n'aura peut-être pas de peine à croire que le pays consentirait volontiers à voir une bonne partie de cet octroi donné pour des chemins à communication rapide. Quel est le colon qui se refuserait à voir des retards apportés dans la confection du mauvais chemin de colonisation qui est à construire vers son établissement ou au-delà de son établissement, s'il savait que, pour le dédommager, on fera en sorte qu'à vingt-cinq milles de sa demeure il pourra vendre avantageusement tous ses produits? Ce colon ayant ainsi la bonne fortune de pouvoir de suite réaliser un bon revenu, étant même devenu quelquefois assez aisé par la vente de ses bois et dans tous les cas voyant le nombre de ses voisins se grossir tous les jours, ne se refuserait pas à construire ces chemins que la province construit à elle seule aujourd'hui. En un mot, que les artères principales soient établies et les petites ramifications naîtront d'elles-mêmes. Que la province fasse pour les troncs principaux ce qu'elle fait pour les ramifications, et la colonisation progressera rapidement.

Et qui ne sait pas que, dans les immenses prairies de l'Amérique du Nord, le chemin du Pacifique, poussé vigoureusement dans le désert sème les villes et les bourgades sur son passage?

En aidant à des particuliers et pour cela, en prenant une certaine proportion de la grande somme qui annuellement sera votée pour la colonisation d'ici à longtemps, nos hommes publics pourront compléter par tout le pays un réseau salubre rapprochant chaque colon des grands centres et lui permettant de venir de temps en temps prendre force et courage au milieu des siens.

Pour nous résumer, disons que nous voudrions réduire à vingt-cinq milles la distance que tout colon aura à parcourir pour parvenir au marché.

M. L.-J. MOLL (Berthier): Monsieur l'Orateur, comme appui moral aux résolutions proposées par l'honorable député du comté de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il me soit permis d'ajouter quelques observations sur la teneur de ces résolutions.

Député moi-même par un comté dont la population est essentiellement agricole, je me croirais digne de reproches et méritant le blâme de mes constituants si je n'élevais la voix dans cette enceinte. Cependant, M. l'Orateur, en parlant sur la colonisation après tant de discours prononcés sur le sujet, on court le risque de marcher sur les brisées des autres, de se rabattre sur une route déjà parcourue; en un mot, M. l'Orateur, on se condamne à répéter des arguments déjà dits et redits. Malgré cela, il me faut cependant entreprendre la tâche, et fort de la bonté de ma cause, me décider à entrer en lice.

Le développement de la colonisation des terres incultes est sans aucun doute le moyen le plus incontestable d'augmenter la richesse d'un pays, d'en soutenir la moralité et d'en constituer la véritable grandeur.

En effet, M. l'Orateur, les forêts vierges et le sol non cultivé ne sont-ils pas le capital par excellence d'un peuple? Chaque arpent de terre ouvert à la culture n'est-il pas une valeur qui d'un état latent passe à un état productif? Cet arpent ajouté à bien d'autres de la même espèce finissent dans leur ensemble par constituer des produits considérables, qui accroissent la prospérité la mieux fondée d'une nation. Car, sans contredit en effet, les produits de la terre forment la base et la source la plus assurée de la prospérité et du bien-être général d'une société. Le sol, en fournissant l'alimentation nécessaire au cultivateur, produit un grand résultat, et le produit de la terre qui, bien cultivée, sait toujours rendre avec usure, donne surabondance que le laboureur échange dans les grands centres avec le travail de l'industriel. Si donc, M. l'Orateur, comme je viens de l'établir, la dimension du territoire est nécessaire à la prospérité d'un pays, la population doit correspondre à sa vaste étendue, sans quoi le sol non exploité demeurera stérile. Supposons pour un instant, M. l'Orateur, que la population d'une contrée corresponde à son étendue; un élément de vigueur, un engin de première force lui manquera peut-être, je veux dire les capitaux.

De là découle, M. l'Orateur, que, pour qu'une nation devienne riche et prospère, il lui faut également posséder ces trois forces dans une même proportion. Je m'explique: je veux dire l'étendue du territoire, la densité de la population et les capitaux nécessaires pour que ces trois engins de prospérité réagissent mieux l'un sur l'autre, le dernier fournissant au second les moyens d'exploiter et de faire mouvoir le premier. Voyons, M. l'Orateur, si notre province de Québec possède simultanément ces trois forces ou si l'une ou deux d'entre elles ne lui manquent pas. D'un côté, si je promène mes regards de l'immense bassin d'Ottawa à l'extrémité de la Gaspésie en passant par la fertile vallée du St-Maurice, et si, de l'autre, je porte ma vue sur la vaste étendue des Cantons de l'Est, j'observe un territoire pour ainsi dire sans bornes, dont les dimensions dépassent plusieurs royaumes de l'Europe. Je me sentirais à cette

inspection, M. l'Orateur, saisi d'un mouvement d'orgueil, si une autre pensée, si un pénible souvenir, si une triste réalité ne me faisaient comprendre que non seulement une surabondance de population manque pour l'exploitation de ces vastes forêts, mais qu'un décroissement sur une vaste échelle s'opère tous les jours dans notre population franco-canadienne. Des milliers de nos Canadiens prennent le chemin de l'exil, passent la ligne 45e pour aller demander à un pays étranger le pain que leur refuse le sol natal.

Quelle est donc la raison de ce mouvement incessant vers une autre atmosphère? C'est le manque de travail et le besoin de la famille qui les commandent et les forcent d'aller à l'étranger chercher ce qu'ils ne peuvent trouver aux foyers de la patrie. Ce sentiment, pénible aux coeurs canadiens, est d'autant plus triste qu'il n'est guère facile d'y remédier.

Nous manquons malheureusement de cette troisième force, je veux dire des capitaux pour arrêter cette pérégrination de notre population s'acheminant vers un autre soleil dans l'espoir de le trouver plus clément et plus doux. Aurions-nous même les capitaux qu'il ne serait peut-être pas encore prudent, du moins pour le moment, de les employer dans les industries manufacturières, car, il ne faut pas se le cacher, la concurrence et les capitaux abondants de la république voisine ne manqueraient pas d'écraser notre industrie coloniale.

Dans cette position donc, M. l'Orateur, nos seuls moyens de développer les ressources de la province de Québec et d'en exploiter les richesses latentes, c'est de favoriser, de développer et d'étendre par tous les moyens possibles la colonisation de nos terres incultes et de nos forêts vierges. Nos moyens, M. l'Orateur, ne nous permettent certainement pas de faire marcher la colonisation à pas de géant, mais nous pouvons la faire progresser graduellement et résolument, et les moyens sont multiples. Mais je me bornerai actuellement, M. l'Orateur, à suggérer les moyens suivants comme propres à hâter la colonisation dont le développement est l'avenir du pays et la richesse de l'Etat.

Comme cause efficace du progrès de la colonisation, je suggérerai d'abord l'aide du gouvernement par l'ouverture de chemins de fer, dont le tracé favorise au plus haut point le développement de la colonisation, remarquant cependant que, dans l'octroi de chartes aux compagnies de voies ferrées, le gouvernement doit agir avec la plus grande circonspection et la plus minutieuse prudence, car l'établissement de ces routes peut quelquefois produire un tout autre effet que l'on en attend et mettre le gouvernement dans des pertes inattendues qui finiront peut-être, avec d'autres causes imprévues, par nous conduire à la taxe directe qui serait sans aucun doute non seulement le malheur des Canadiens français, mais encore la ruine totale de la population essentiellement agricole de la province de Québec.

Le gouvernement pourrait aussi favoriser la colonisation en faisant des octrois gratuits, c'est-à-dire en donnant des lots de terre, là où l'on veut établir, attirer un centre de population, en exigeant seulement des colons de se charger de la moitié du grand chemin qui fait la frontière de leurs lots. Je crois que le gouvernement en donnant ces lots n'y perdrait rien, car en alternant les lots donnés, réservant au domaine des lots intermédiaires, la valeur de ceux-ci doublerait au moins et procurerait au gouvernement le moyen de coloniser sans sacrifice pour lui.

Un autre moyen de favoriser l'établissement du colon sur les terres incultes serait la création d'un bureau où les colons auraient tous les renseignements désirables, dans tout le détail possible, au sujet des terres à coloniser. Ici, M. l'Orateur, je me permettrai quelques observations. Je pense que le gouvernement qui, par une mesure déjà devant une Chambre d'une de nos branches de la Législature, a l'intention de diviser la province de Québec en dix-sept arrondissements ou districts, sous le nom d'agence de telle nomination, sous la direction d'un agent spécial, je pense, dis-je, M. l'Orateur, qu'il ne serait peut-être pas hors de propos de lui suggérer (au gouvernement), de charger ses agents du soin de l'établissement des colons, d'obliger ses agents à faire une exploration des terrains propres à la colonisation dans chaque district d'agence. Si ces agents ne pouvaient le faire, ne serait-il pas bon d'employer quelqu'un dans ces différentes agences, comme recruteurs de colons, avec l'injonction de fournir aux colons tous les renseignements possibles sur toutes les questions concernant la colonisation?

Un troisième moyen pour l'ouverture de la forêt, M. l'Orateur, c'est la formation des sociétés de colonisation. Le gouvernement ne peut pas tout faire pour le défrichement des terres encore vierges. Il lui faut notre coopération, il lui faut notre aide dans la mesure qui est actuellement devant la Chambre, présentée par l'honorable premier ministre. Il faut profiter des avantages que cette loi nous offre, il faut former des associations en faveur de la colonisation. A la tête de ces sociétés, je serais heureux, M. l'Orateur, de voir le clergé de notre province prendre l'initiative, se mettre à la tête du mouvement et imiter les exemples de ses devanciers dans des temps passés. Les différentes associations formées tant dans le Haut-Canada, notre soeur province d'Ontario, que dans la république voisine, n'ont pas peu contribué au développement respectif de leurs ressources agricoles. Il faut ici, franchement parlant, faire

la part de l'esprit d'entreprise de nos frères d'origine britannique. C'est à cette union, qui constitue la force et par là le pouvoir, qu'on doit d'avoir vu, dans un peu plus d'un quart de siècle les forêts abattues et les arbres séculaires faire place à de grandes cités, à de nombreuses villes, et à de riants villages.

Mais, M. l'Orateur, si le gouvernement veut bien faire sa part, si les sociétés de colonisation ne refusent pas leur coopération et leur secours, il faut aussi que nous ayons de la part du colon ce que j'appellerai sa force d'action. Il lui faut, aussi lui, contribuer de son côté; il lui faut apporter sa quote-part d'aide et faciliter le développement de la colonisation. Il lui faut une aptitude aux travaux des champs et de la colonisation. Il faut qu'il se livre sans arrière pensée à la tâche qu'il entreprend, tâche pénible à la vérité dans les commencements, mais riante aussi d'un autre côté puisqu'elle lui fait voir, dans un avenir non lointain, la prospérité, le bonheur et le repos. Il faut aussi de la part du colon certains moyens de subsistance pour lui et sa famille, pendant au moins un an ou deux, pour pouvoir travailler à l'avancement rapide de sa terre et la mettre au plus tôt en état de subvenir aux besoins les plus impérieux de son maître. Il faut aussi au colon éviter l'isolement, par crainte du découragement. Il doit chercher de préférence les terres où il y a des routes ouvertes, des débouchés, des chemins de colonisation.

Avec ces moyens, M. l'Orateur, la colonisation, j'espère, prospérera assez rapidement relativement à nos moyens. Pour favoriser la rapidité du développement de nos terres incultes, il nous faut avoir recours à l'immigration. Eh bien! sans faire allusion aux différents colons du vieux continent, sans entretenir vis-à-vis d'aucune nation un esprit d'exclusion, il me semble que nous devrions tendre une main secourable à ceux de nos compatriotes de la république voisine qui sollicitent leur admission aux foyers de la patrie. Je crois que ce sont eux qui par excellence doivent former nos meilleurs colons; tout les convie à s'attacher au sol qui les a vus naître, et ils y seront d'autant plus attachés que l'amertume de l'exil les a fait souffrir. Ne sont-ils pas aussi habitués à la rigueur du climat et à l'inclémence des saisons? Dans ces considérations, M. l'Orateur, j'appuie les résolutions de l'honorable député de Saint-Jean, et je reprends mon siège en vous remerciant, M. l'Orateur, et la Chambre, de votre bienveillante attention.

Les résolutions sont adoptées sans division.

La séance est levée à onze heures et vingt.

Séance du 3 mars 1869

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Benoît, la pétition de Joseph Dacier et autres, de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de Henry Crawford et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-Ouest, comté de Québec.

Par M. Bergevin, la pétition de Octave Marchand et autres, de la paroisse de Saint-Clément, et la pétition de J.-C. Duranceau et autres, de la ville de Beauharnois, toutes du comté de Beauharnois.

Par M. Laberge, la pétition de T.-J.-L. Derome et autres, de la paroisse de Saint-Urbain, et la pétition de A.C. Brown et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, toutes du comté de Château-guay.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de James Dinning et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De William Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Hôpital de Montréal pour les enfants malades."

De William Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant une allocation annuelle en faveur de "l'Hôpital de Montréal pour les enfants malades."

De E. Lacroix et autres, de la partie Est du comté de Rimouski; demandant que le comté de Rimouski soit divisé en deux municipalités de comté séparées.

Du révérend H. Trahan et autres, de la paroisse de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice; demandant la séparation de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord de celle du chemin des Piles.

De François Dion et autres, de la paroisse de Saint-Damase, comté de Saint-Hyacinthe; demandant que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver ne soit pas adopté.

De L.-A. Grenier et autres, de la paroisse de Lacolle, de Cyrille Hébert et autres, de la paroisse de Saint-Valentin, tous du comté de Saint-Jean, et de A.-R. Bisson et autres, du district de Beauharnois; demandant respectivement que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

Du révérend Joseph Tessier et autres, des townships de Wickham et Grantham, comté de Drummond; demandant des amendements à la loi des cours d'eau, de manière à permettre l'amélioration de la Rivière Noire dans lesdits townships.

De Jérémie Hiliker et autres, du comté de Brôme, et de G.G. Stevens et autres, du comté de Shefford; demandant respectivement un octroi gratuit de terre et une aide de \$100,000 pour la construction du chemin de fer de Waterloo, Magog et Stanstead.

De Terrence Duff et autres, des townships de l'Isle-des-Allumettes, Mansfield, Waltham, Chichester et Sheen, comté de Pontiac; demandant de l'aide pour un pont.

De Alfred Duplessis et autres Canadiens, de Forestdale, Etat de Rhode-Island, de Hubert Blanchet et autres Canadiens, de Saint-Albans, Etat de Vermont, de Joseph Hirbour et autres Canadiens, de Grosvenor Dale, Etat de Connecticut, et de Joseph Gendron et autres Canadiens, de Cohoes, Etat de New-York; demandant respectivement que le Parlement de Québec leur fournisse l'occasion de rentrer au pays, en leur accordant les avantages qu'il paraît disposé à offrir aux immigrants européens.

Rapport de comités:

M. A.C. de LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité de Saint-Roch de Québec Sud, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés. Mais votre comité, considérant que les parties intéressés ont été suffisamment informées de l'objet de la pétition, prend la liberté de recommander la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de Charles Ryan et autres, de la cité de Québec, demandant l'incorporation de la Société bienveillante des arriérés de Québec, votre comité considère que des avis ne sont pas requis.

Et, quant à la pétition du maire, échevins et citoyens de la cité de Montréal, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, votre comité trouve que les avis ont été donnés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens immobiliers de la succession de feu Angus Macdonald et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. J. BEAUDREAU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'union Saint-Joseph de Sorel.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission de présenter un bill pour amender l'acte d'incorporation de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch Sud et la suspension du règlement 51e de la Chambre.

M. C. HAMILTON (Bonaventure): S'oppose à la présentation de ce bill, parce que M. Rhéaume n'en a pas donné avis.

M. L'ORATEUR: Décide que M. Rhéaume doit donner avis. En conséquence le député de Québec donne l'avis requis.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les termes de la cour du Banc de la reine pour le district de Québec.

Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill concernant la progression légale en cette province.

Accordé.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Informe la Chambre que les députés parlant la langue anglaise recevront 30 copies du Code municipal en anglais et 15 en français et que les députés parlant la langue française en recevront 40 copies en français et 20 en anglais.

Nomination de M. Brydges

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose appuyé par le représentant de Beauce (M. C.H. Pozer), que cette Chambre, tout en appréciant les qualités qui distinguent M. Brydges, ne peut s'empêcher d'exprimer le regret qu'elle éprouve au sujet de la nomination, comme commissaire du chemin de fer Intercolonial, d'une personne étrangère à la province de Québec, qui se trouve à la tête d'une compagnie endettée envers la caisse publique pour un montant énorme et, en même temps, assez puissante pour pouvoir contrôler jusqu'à un certain point l'action du gouvernement; que le silence de cette Chambre, dans une circonstance où de si graves intérêts sont en jeu, pourrait être considéré comme un témoignage d'approbation pour un acte qu'elle considère comme contraire aux intérêts de la province de Québec et de la Puissance en général. Elle se croit par conséquent obligée de protester contre cette nomination.

J'ai laissé écouler un certain temps avant de

présenter cette résolution pour ne pas être accusé de prendre la Chambre par surprise, afin de donner le temps aux membres du Conseil privé qui siègent dans cette Chambre de parer les coups de cette épée de Damoclès. Je ne veux pas tracer aux députés la ligne de conduite qu'ils doivent suivre, mais je veux simplement exprimer mon opinion sur une question importante, opinion que le pays, j'ai lieu de le croire, partage complètement. Il y a des gens qui aiment à faire le sacrifice de leurs convictions: nous n'avons rien à leur dire. Un député accepte un mandat parce qu'il sait qu'il a l'intelligence nécessaire pour diriger les affaires du pays, avec la volonté sincère d'accomplir ses devoirs. On peut citer l'opinion de Montalembert sur les devoirs du député. Les lois doivent découler de la volonté collective de toute la Chambre et être l'opinion de nos idées. Si nous devons obéir passivement à quelques individus il vaut mieux que ce Parlement disparaisse et que l'argent épargné par ce coup d'Etat soit appliqué à des fins d'utilité publique.

J'ai été attaqué par un journal anglais de cette ville et accusé de fanatisme parce que j'ai présenté cette résolution. Il me sera facile de repousser cet avancé en expliquant ma position. Je ne suis animé d'aucun esprit d'hostilité à l'égard des races anglaises. Longtemps j'ai appuyé la candidature d'un Anglais dans mon comté et je dois dire aussi que j'ai eu souvent à me féliciter de l'esprit libéral des Anglais.

Il répète l'éloge qu'il a fait de feu M. Price, le fondateur de la colonie du Saguenay, et de ses fils qui suivent si noblement son exemple. Il cite la libéralité de M. Campbell, l'ex-commissaire des Terres de la couronne qui lui a donné raison contre l'un de ses collègues, le ministre de l'Agriculture. Il fait mention de la générosité des Anglais de la province de Québec, comparée à la conduite d'un homme résidant ici seulement en passant, (Lord Monk) recevant \$32,000 de la province et ne donnant que la dixième partie de ce que certains particuliers anglais ont donné.

Il rappelle qu'à Ottawa les membres anglais accordent plus de silence à ceux qui parlent le français que les Canadiens français eux-mêmes.

Il fait l'éloge de Sir John Macdonald qui, dans la conférence de Londres, n'a cessé de réclamer pour la minorité catholique du Haut-Canada qu'après l'abandon de cette cause par les délégués canadiens-français.

Que les Anglais favorisent leurs nationaux, il n'a que des louanges à leur adresser, l'amour national est de tous les temps et de tous les lieux. Il existe peut-être plus fort chez ceux qui n'ont pas donné de preuves qu'il en existe un autre.

Lors de la concession faite en faveur des douze comtés anglais du Bas-Canada, il a voté pour cette concession.

S'il a péché en cette circonstance, c'est par un excès de libéralité.

Venant à ma résolution, je dois dire, et je

crois être l'écho de l'opinion publique, que j'aurais été heureux si un Canadien français avait été nommé commissaire du Chemin de fer Intercolonial. Je crois que l'on aurait pu trouver parmi mes compatriotes un homme parfaitement capable de remplir cette charge et de protéger les intérêts du pays. MM. Trudeau, Simard, Chinic, Têtu, Garneau ont toutes les capacités et les talents nécessaires à un commissaire du Chemin de fer Intercolonial.

Je n'aurais pas présenté cette résolution si l'on avait nommé un Canadien anglais, M. Workman, le maire de Montréal, M. Galt, M. Dunn, me semblent préférables à M. Brydges. J'aurais été content de voir un de mes compatriotes dans cette commission comme je suis heureux de voir M. Langevin dans le Conseil privé, dans le comité des chemins de fer pour veiller à nos intérêts. Je jette les yeux sur le Journal de Québec du 22 février et j'y trouve une correspondance de M. Cimon, qui se plaint de la manière dont lui et les autres Canadiens qui ont présenté des soumissions pour obtenir des contrats, ont été traités. Il n'a pu obtenir de renseignements. Eh bien! s'il y avait eu un Canadien pour représenter la province de Québec, nos compatriotes auraient été mieux traités et auraient obtenu les renseignements nécessaires.

Lors de cette nomination, un cri général s'est élevé dans la province. Le Courrier du Canada, le Journal de Québec et la plupart des journaux français se sont prononcés énergiquement contre M. Brydges. Il a deux fonctions incompatibles à remplir: comme directeur du Grand Tronc, il doit diriger le commerce par la voie de Portland. Il est donc intéressé à retarder la confection du chemin d'Halifax. On parle de l'inopportunité de la question. Cela est dans les attributions du Parlement fédéral. Que feront les Bas-Canadiens d'Ottawa, lorsque le premier leur fera la menace comme sur la question du Nord-Ouest et celle du chemin de fer d'Halifax lui-même, à propos du choix de la route? Plutôt que de passer par le désagrément d'une élection, plutôt que de dépasser 5 ou \$6,000 pour se faire élire, ils diront comme alors, mieux vaut approuver la nomination de M. Brydges.

L'Acte Constitutionnel permet à la minorité de faire appel sur certaines questions au Parlement fédéral. La Chambre entière devrait au moins avoir le droit de se plaindre, dans le cas d'une législation injuste de la part du Parlement fédéral. Mais c'est au nom de toute la population de cette province qu'il proteste.

M. Howe a réclamé des changements à la constitution en faveur de la Nouvelle-Ecosse.

La Chambre de Québec a reçu l'année dernière une foule de pétitions en faveur de la route Robinson. Quelle différence quant à notre droit de réclamer le choix d'un commissaire? Autre injustice: pourquoi choisir M. Walsh comme président de la Commission, lorsque la province de Québec est la plus intéressée dans cette entreprise?

Si l'on avait nommé M. Brydges pour le Haut-Canada, pense-t-on que cette province aurait été satisfaite?

Pourquoi ne pas le nommer pour la Nouvelle-Ecosse qui, certes, n'aurait pas eu raison de se plaindre?

Si la Chambre n'a pas le droit de protester maintenant, quand aura-t-elle ce droit?

Si le gouvernement fédéral nommait, pour un district judiciaire du Bas-Canada, un juge incapable, ignorant par exemple la langue française aurait-on à accepter une telle injustice sans mot dire?

Supposons que, plus tard, dans des vues d'économie, le Parlement fédéral demande au Parlement impérial le droit de proscrire l'usage du français, faudrait-il encore garder le silence?

Il ajoute que le gouvernement a traité le Bas-Canada avec mépris et injustice en déposant les plans et devis à Ottawa, Toronto et dans le village de Rimouski et celui de Dalhousie.

La capitale, Québec, a été oubliée.

Je crois que le gouvernement veut écarter mon amendement sous prétexte que nous n'avons pas droit de nous en occuper et qu'il n'est pas opportun de blâmer cet acte du gouvernement fédéral. Comment ferons-nous donc pour exprimer l'opinion de la province de Québec? Pourrions-nous y réussir à Outaouais? C'est impossible. Là on viendra effrayer les députés avec la perspective d'une crise ministérielle et d'une élection générale. On veut nous contester le droit d'interjeter appel des décisions du Parlement fédéral; on veut nous nier la faculté de blâmer ses actes, mais la constitution nous accorde ce droit et la Nouvelle-Ecosse le fait bien voir: elle s'est prévalu de ce droit. J'accepte le fait accompli, mais je veux me réserver le privilège de blâmer un acte injuste pour montrer que la province de Québec peut ressentir les injures. Si nous n'avons pas ce droit, pourquoi avons-nous présenté des pétitions en faveur du tracé Robinson?

M. Brydges est le gérant du Grand Tronc, et il aura tout intérêt à retarder la construction du chemin afin de transporter les produits d'outremer par son chemin. Si nous ne protestons pas contre cette nomination, nous ne donnerons pas une haute idée de notre fermeté, de notre courage, et nous montrerons une grande apathie peu en rapport avec les sentiments exprimés par le peuple lors de la nomination de M. Brydges.

En terminant, il exprime la confiance qu'il a été compris par les membres anglais de la Chambre, qu'ils ont apprécié ses motifs et bien saisi l'esprit de libéralité qui l'anime à leur égard. Que l'on observe dans les nominations de choisir des hommes dont les intérêts sont identifiés avec ceux du Bas-Canada, et tout sera satisfait.

Il espère que l'administration comprendra que ses remarques ont été faites dans un bon esprit et sans intention de lui créer des embarras.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): L'honorable député de Chicoutimi-Saguenay (M. Tremblay) a dit en commençant son discours qu'il ne voulait pas causer d'embarras au gouvernement local. Je crois que sa résolution ne doit pas embarrasser la Chambre. Je ne nie pas le droit que la constitution nous accorde de discuter toute espèce de question. Nous pouvons tout blâmer ou tout approuver. Nous pouvons nous occuper de la Prusse, de l'Espagne, etc., mais il faut voir s'il y a de l'opportunité à adopter telle ou telle ligne de conduite. Dans la circonstance actuelle, je conteste la convenance de blâmer un acte purement administratif du gouvernement fédéral. Quel sera l'effet de notre désapprobation? Mais le gouvernement fédéral n'en prendra pas note et nous tomberons dans le ridicule.

Je crois que M. Tremblay, en présentant cette résolution, a voulu prêcher contre le double mandat et en faire voir les inconvénients qui peuvent en résulter, et je conviens que c'est le plus sérieux, c'est-à-dire que, par erreur, il a tiré de son pupitre, à Québec, les papiers qu'il voulait lire à Outaouais. Je propose la question préalable pour écarter l'amendement de M. Tremblay :

Que la question soit maintenant mise aux voix.

La Chambre se divise, et la question est résolue dans la négative.

Education

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le représentant de Montréal-Ouest, (M. A. W. Ogilvie), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance qui a pu avoir lieu entre le gouvernement de cette province et celui de la Puissance, relativement à l'éducation et aux moyens à adopter pour donner effet aux dispositions de l'acte de la Confédération, accordant à la minorité de cette province les privilèges accordés à la minorité dans la province de l'Ontario.

Il dit que l'objet qu'il avait en vue en proposant la présente adresse à Son Excellence sur un sujet aussi important que celui auquel il faisait allusion était de constater d'une manière efficace si ceux qui sont chargés de la responsabilité de faire fonctionner notre nouvelle constitution ont fait quelques démarches pour mettre à effet cette disposition de l'acte de la Confédération qui déclare que "tous les pouvoirs, privilèges et obligations conférés dans l'Acte d'Union par la loi et imposés en Haut-Canada aux écoles séparées et aux syndics d'école parmi les sujets catholiques romains de la Reine seront étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec." A l'époque où l'acte de la Confédération était pris en considération, il fut trouvé nécessaire d'adopter quelques mesures

pour fournir aux universités protestantes de cette province une certaine garantie que leurs droits et privilèges dans les questions d'éducation seraient protégés; et aucun homme d'Etat n'a été plus énergique et plus zélé dans l'accomplissement de cet objet que l'honorable M. Galt, dont les efforts ont été couronnés de succès dans l'introduction du second paragraphe de la 30e clause de l'acte de la Confédération.

Cette loi est maintenant en force depuis le 1er juillet 1867 mais, pour ce qui regarde Montréal dans cette disposition, il faut l'intervention de la Législature locale pour donner effet aux droits garantis par cette clause à l'université protestante.

Le Parlement impérial ayant décrété que l'université protestante serait investie des mêmes droits conférés à l'Université de l'Ontario, il est devenu du devoir capital de ceux qui ont été chargés de l'inauguration de notre nouveau système de donner effet de suite par une législation adéquate à une question si intimement liée au bien-être d'une classe nombreuse et influente des sujets de Sa Majesté.

Quand la présente administration a été d'abord organisée par l'honorable député du district de Québec en qualité de premier ministre qui, à cause de son dévouement précieux à la cause de l'éducation et de ses vues larges et libérales si souvent exprimées dans les occasions, a manifesté un vif intérêt au succès de nos institutions protestantes, la confiance s'est manifestée parmi toutes les dénominations protestantes que leurs droits et privilèges ne pouvaient être placés en de plus sûres mains. Chacun paraissait satisfait de sa nouvelle position; comme chef du gouvernement il prendrait soin de maintenir l'opinion si favorable qu'on avait conçue de lui, par une action prompte et énergique de sa part pour conférer à l'université protestante tous les avantages accordés par les dispositions de l'acte impérial qu'on a déjà cités.

Dans l'attente que la Législature, lors de sa première session, adopterait quelque mesure relative aux écoles communes et à l'éducation en général, les bureaux des commissaires d'écoles catholiques romains et protestants ont eu à Montréal des conférences à plusieurs reprises et en étaient arrivés à une entente parfaite sur la distribution des argents prélevés pour les fins scolaires, en partant de ce principe établi en faveur des minorités dissidentes, que le montant à être payé aux commissaires d'écoles catholiques romains devait être proportionné à celui qui était prélevé sur les biens-fonds appartenant à des propriétaires catholiques romains seulement.

Ici, le député de Montréal-Centre (M. Carter) donne lecture d'un document portant la signature de tous les commissaires d'écoles catholiques de Montréal et appuyant son affirmation. Il ajoute que l'honorable premier ministre et l'honorable trésorier de la province étaient au fait de tout cela dès le commencement de la

dernière session; et ils ont été priés à plusieurs reprises et avec instance par le bureau des commissaires d'écoles protestantes, de présenter une mesure qui donnerait effet à cette entente qui, après tout, n'était ni une concession ni un compromis mais seulement une admission franche et honnête de la part des commissaires catholiques du fait que la minorité protestante possédait au sujet des écoles des droits garantis par l'acte de la Confédération.

Je suis fier de pouvoir dire ici que les commissaires d'écoles catholiques ont agi avec la plus parfaite franchise et avec une sincérité qui ne saurait être mise en doute. Cette circonstance doit être suffisante pour faire disparaître tout soupçon de difficulté ou de conflit d'opinions entre les deux bureaux catholique et protestant.

Au lieu de présenter aucune mesure qui aurait pu régler cette importante question, le gouvernement n'a demandé que du délai, en disant qu'il ne pouvait prendre aucune décision à la première session; mais en même temps il promit formellement qu'un projet serait présenté à la deuxième session, et ce n'est qu'en accordant à cette promesse une confiance parfaite que la députation consentit à ce délai.

Une année entière s'est écoulée avant la réunion de cette deuxième session — et d'après les circonstances que je viens de mentionner, on avait lieu d'espérer que dans le discours de Son Excellence, à l'ouverture de cette session, au moins une allusion serait faite, indiquant d'une manière claire la politique que le gouvernement se proposait de poursuivre sur cette question qui nous intéresse si vivement. Au lieu de cette attente, qu'avons-nous vu dans le discours de Son Excellence? Rien du tout, si ce n'est quelques mots annonçant qu'une partie de nos lois sur les écoles allaient être révisées.

Voici maintenant ce dont nous nous plaignons: après la promesse formelle qui nous a été donnée à la dernière session, nous comptions sur une déclaration claire de la politique du gouvernement sur cette question vitale, et nous espérions qu'un bill serait présenté pour régler l'application de la disposition de l'acte de la Confédération. Au contraire, nous trouvons dans ce même discours une foule d'autres sujets. On y parle du code municipal, de l'exploitation des terres publiques, des projets de chemins à lisses, comme devant être l'objet de notre attention la plus favorable au dernier paragraphe, on lit: "La révision de notre loi des jurés et d'une partie de notre loi sur les écoles recevra certainement une part de votre attention." Je ne puis comprendre ce qu'on entend par cette révision d'une partie de nos lois sur les écoles; cela peut signifier peu ou rien du tout; mais je sais que ceci n'indique pas que l'honorable premier ministre a l'intention d'accomplir les promesses qu'il faisait à la dernière session. Voilà ce que le discours renferme de plus clair pour nous.

On met au premier rang les chemins de fer et

les autres entreprises dont nous devons nous occuper, et nos lois d'écoles qui sont d'une importance vitale pour la minorité protestante ne viennent qu'après.

La session actuelle s'est ouverte le vingt janvier, et aucune mesure n'a été présentée sur l'éducation. Lorsque l'ajournement a été proposé à cause de la maladie de l'honorable trésorier de la province, on crut que durant cette vacance cette mesure promise serait proposée. Nous sommes maintenant en session depuis cinq semaines, et nous attendons toujours ce bill qui doit prouver à la minorité que le gouvernement est décidé à mettre en pratique les dispositions de l'acte de la Confédération qui les concernent. Durant cette vacance, j'ai lu, dans le *Nouveau-Monde*, publié à Montréal, dans une communication de son correspondant de Québec, l'annonce que ce n'est pas l'intention du premier ministre de présenter à cette session aucune mesure concernant l'éducation et que l'état de nos finances n'est pas assez connu pour que le gouvernement puisse entreprendre une politique décidée sur ce point; si cette nouvelle est vraie, elle nous explique le silence du discours du trône; mais j'espère, M. l'Orateur, qu'elle sera contredite, attendu qu'elle impliquerait un manque de bonne foi de la part de l'honorable premier ministre envers la délégation qui, à la dernière session, a reçu leurs promesses en sens contraire.

L'honorable premier ministre peut être assuré que nous attendons de lui autre chose que des promesses qui seraient démenties dans un journal que l'on dit bien informé et qui affirme que le gouvernement n'a aucunement telle intention.

Nous espérons qu'il examinera notre demande avec le même esprit de libéralité qui a toujours caractérisé son administration du département de l'Instruction publique; nous espérons que sans autre retard il présentera une mesure destinée à tenir les promesses que nous faisait l'acte de la Confédération. On ne peut donner aucune excuse valable, ni aucune explication pour les retards qui ont déjà eu lieu.

On a pu dire maintenant que l'état des finances n'est pas connu et les comptes publics mentionnent un excédant considérable.

Je crois, M. l'Orateur, que je puis mentionner en toute confiance la conduite des députés anglais de cette Chambre et dire qu'ils n'ont cessé de montrer la plus complète bonne volonté de coopérer cordialement avec nos collègues d'une origine et d'une croyance différentes à l'oeuvre de la législation.

Nous avons donné des preuves répétées de notre sincère désir de maintenir l'harmonie entre toutes les classes. L'honorable premier ministre ne doit pas oublier que le seul moyen de conserver cette harmonie et de la conserver pour l'avenir, c'est d'offrir quelque preuve évidente de son désir de reconnaître et d'assurer les droits garantis par la constitution.

Nous ne demandons pas de faveurs; mais nous demandons un droit consacré par un

pouvoir supérieur à cette Chambre, par le Parlement impérial. En faisant droit à notre demande, on ne fera que rendre justice à une classe nombreuse et influente de cette province. En la repoussant, en apportant de nouveaux délais, on nous ferait une grande injustice; bien plus, ce serait un crime dont le chef du gouvernement serait responsable, et si telle est la manière dont nous devons être traités, il vaut mieux que nous le sachions de suite.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Il n'y a aucune question qui intéresse plus vivement la population de Montréal que celle de l'éducation, et je saisis cette occasion pour déclarer que personne dans cette province n'a été plus satisfait de la nomination de l'honorable premier ministre que la population protestante de Montréal, parce qu'elle savait son dévouement à la cause de l'éducation. Mais nous avons été désappointés en voyant que jusqu'à présent, rien n'avait été fait depuis pour assurer le gouvernement que l'opinion est très affectée sur ce sujet; et j'espère que la politique des ministres nous permettra de ne plus soulever de semblables discussions dans cette Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Commence par faire remarquer que tout député a le désir de rester en bons termes avec ses électeurs. Quant aux remarques du député de Montréal-Centre, au sujet des droits et des intérêts de ses coreligionnaires protestants, elles sont tout à fait inutiles et inopportunes.

A la dernière session, le gouvernement n'a pas législaté sur l'éducation parce qu'il voulait mieux connaître l'état des finances et qu'il préparait à cette époque une révision de toutes les lois concernant l'instruction. Ce grand travail ne pourra être fait qu'après une connaissance complète de l'état des finances, du montant du revenu permanent sur lequel le gouvernement peut compter. Tant que les arbitres provinciaux n'auront pas fait leur rapport et que la dette du Canada-Uni ne sera pas répartie entre la province de Québec et celle de l'Ontario, il sera presque impossible de soumettre à la Chambre une bonne loi sur l'éducation.

D'ailleurs, si les Protestants de Montréal ne demandaient que ce qu'ils doivent attendre aux termes de la constitution, ils seraient bientôt satisfaits; mais ils vont bien au-delà et il nous faut délibérer et bien réfléchir avant de faire droit à leur réclamation. Il ne faut pas, dans le but de leur plaire, déranger l'équilibre qui existe et placer la majorité dans une position inférieure, et la mettre sous les pieds de la minorité. Toutes les races qui vivent dans la province de Québec doivent jouir des mêmes droits et le gouvernement fera tous ses efforts pour que personne ne puisse se plaindre. Le député de Montréal-Centre (M. E. Carter) aurait dû avoir plus de confiance à l'égard du trésorier. Le gouvernement est disposé à régler cette question le plus tôt possible.

Dans tous les cas le gouvernement ne voudrait pas courir le risque de diminuer le montant accordé aux catholiques; quand on demandait que les constitutions fussent basées sur les propriétés respectives des protestants et des catholiques, cette demande affectait les finances; et par conséquent il était de la plus grande nécessité de l'examiner dans ses relations avec le budget.

Le gouvernement est prêt à considérer cette question avec beaucoup de libéralité et à la régler dans les intérêts de la justice, à l'égard de tous les intéressés; mais au moins doit-on laisser au gouvernement la liberté de choisir le moment favorable pour soumettre cette mesure à la Chambre. Depuis le commencement de cette session, les ministres s'occupent de cette mesure qui est encore sous leur considération.

Je regrette que les remarques de mon honorable ami me forcent à donner mon opinion sur la conduite de la Corporation de Montréal. J'aurais préféré n'en rien dire plutôt que d'avoir à déclarer que cette corporation a délibérément violé la loi (marques d'attention). Les citoyens de Montréal sont très malvenus de nous accabler de leurs exigences, eux qui depuis un an jettent un défi au gouvernement, à la loi, et bravent les ordres du gouvernement. Montréal s'est mise en état de rébellion contre la loi, et malheureusement ce n'est pas la seule fois qu'elle a fait preuve de mépris pour le gouvernement local et pour les membres de cette Chambre; je me contenterai d'ajouter que la cité la plus riche, la plus populeuse, celle qui veut se faire passer pour la plus intelligente de l'Amérique britannique, a pris sur cette question de l'éducation une position que l'on n'aurait jamais pu prévoir. Une cité qui fait d'aussi grandes dépenses pour l'élargissement de ses rues devrait s'occuper davantage de l'intelligence de ses enfants. On peut difficilement croire qu'une cité qui demande sans cesse de nouveaux pouvoirs afin d'élever ses impôts, établir des parcs et continuer ses embellissements, se mette ainsi en opposition directe avec la loi. On a dit que Québec était dans la même position que Montréal, mais au moins Québec a une excuse, sa pauvreté, comme peuvent malheureusement s'en convaincre ceux qui examinent les finances de cette corporation.

Mais Montréal est assez riche pour exécuter cette loi; de fait, la corporation en avait commencé l'exécution et avait même prélevé une taxe plus considérable que celle requise par la loi; mais ensuite elle est revenue sur ses pas et a défait ce qu'elle avait commencé.

Quant à la correspondance demandée par mon honorable ami, tout ce que je puis dire, c'est qu'il n'existe entre les gouvernements fédéral et local aucune dépêche de ce genre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Je dois me joindre à mon honorable collègue pour trouver étrange la conduite du député de Montréal-Centre (M. E. Carter). Je trouve qu'il a fait inutilement une dépense d'éloquence et

qu'il a fait preuve d'une défiance qui ne devrait pas exister chez lui. L'état de nos finances a seul empêché le gouvernement de résoudre cette question de l'éducation pendant la dernière session. Comme nous voulons avoir une loi fixe, une loi digne de servir de modèle à la législation qui doit exister dans une société de races et de religions différentes, il est très important que nous ne passions pas de loi à la légère.

Je suis réellement peiné que mon honorable ami ait cru devoir présenter cette motion et l'accompagner des remarques que nous venons d'entendre. Cet honorable député savait parfaitement que le gouvernement avait promis cette mesure pour cette session; et quelques minutes avant qu'il ne présentât sa motion, je lui répétais qu'il était à peu près inutile de plaider cette cause aussi longuement, attendu que le gouvernement, pour des motifs dont il n'est pas responsable, a résolu de changer sa manière de voir.

L'honorable premier ministre a fait connaître les raisons qui nous ont empêché de législater sur ce sujet à la session dernière. Ces raisons sont bien connues, et dans mon opinion elles justifient la conduite du gouvernement.

Je n'ai jamais aimé à m'occuper de cette question dans des conditions qui pourraient tant soit peu ressembler à une imposition; il n'y a aucune nécessité d'entretenir une pareille idée. C'est vrai que l'acte de la Confédération impose certaines obligations; mais je n'ai jamais cru à l'utilité de cette disposition; je n'ai jamais pensé que nous dussions législater touchant, suivant la lettre exacte de la constitution, sans jamais nous en écarter; mon projet est de reprendre tout notre système des écoles, pour dans la révision qui en sera faite, répondre aux intérêts de la justice et de la libéralité; et je ferai tout mon possible pour établir un système modèle et applicable à une population divisée d'origine et de croyance. Maintenant quelles sont les difficultés qui nous empêchent de réaliser ce projet? D'abord, comme l'a dit l'honorable premier ministre, l'entière incertitude dans laquelle nous étions sur le montant entier d'argent qui serait à notre disposition; 2o il nous fallait le temps nécessaire pour mettre la dernière main à un système qui ne doit pas durer seulement quelques années, mais qui doit rester toujours.

Pour cela, nous avons besoin de connaître le montant d'argent à notre disposition et nous ne le connaissions pas à la dernière session.

Le peu que nous avons fait à cette époque a été fait à la demande des parties intéressées, avec l'entente explicite que de nouvelles mesures seraient proposées aussitôt que possible.

Dans le temps, on ne demandait pas ce que nous pourrions faire; le gouvernement promet simplement qu'il s'occuperait de cette question et qu'il soumettrait à la Législature une mesure qui rencontrerait toutes les réclamations d'une manière juste et équitable.

La Corporation de Montréal a fait tout son possible pour empêcher l'exécution de la loi; elle a commencé par prélever une taxe de \$50,000 en chiffres ronds, lorsque la loi lui permettait d'en prélever à peu près trente mille (\$30,000); alors surgirent une foule de malentendus et de préjugés inutiles, et le règlement de la corporation fut rappelé.

Dans le discours du trône, à cette session, on disait clairement qu'une partie de la loi des écoles serait révisée.

Le député de Montréal-Centre a critiqué le langage du discours du trône. Mais je crois qu'il était rédigé d'après les habitudes les plus suivies; ce n'est pas l'habitude de soulever une discussion prématurée, en faisant entrer dans ce discours autre chose qu'une indication des questions qui seront discutées dans le cours de la session.

S'il y a une question d'importance vitale pour l'existence du gouvernement, alors on a coutume d'en faire mention dans le premier paragraphe du discours, afin que la discussion ait lieu dès l'ouverture de la session. Mais lorsqu'il s'agit seulement de faire connaître les questions qui seront soumises au Parlement ce n'est pas la pratique d'insister sur tous les détails de ces mesures.

Si mon honorable ami avait voulu attendre un jour ou deux, jusqu'après l'exposé financier, il aurait vu l'inutilité de sa motion et de ses remarques. Dans peu de jours le gouvernement soumettra à la Chambre la mesure qu'il a préparée.

Le gouvernement de la Puissance ne nous a jamais soupçonnés de mauvaise volonté à cet endroit; c'est pourquoi la correspondance demandée n'existe pas.

Je puis difficilement croire que mon honorable ami qui vient de proposer cette motion se ruinerait lui-même en négligeant de régler cette importante question.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il désire autant que personne promouvoir les intérêts de l'éducation dans toutes les classes.

Plusieurs ont ressenti un malaise inutile. J'ai toujours cru que cette question pouvait être réglée d'une manière prompte en la traitant avec un esprit libéral. J'aurai le temps encore de supposer que la majorité ne cédera pas un peu de ses droits à la minorité quand j'aurai remarqué quelques symptômes de manque de bon vouloir; mais jusqu'ici, je n'ai rien vu qui me fasse soupçonner leur existence.

Avant l'ouverture de cette session, j'avais espéré qu'on ferait quelque allusion à ce sujet dans le discours du trône. L'allusion a été faite, et, dans une conversation que j'eus avec un ou deux membres du gouvernement, je fus assuré qu'une mesure serait présentée à cette session.

Je n'ai jamais cru que le gouvernement ait eu l'intention d'abandonner cette mesure. Sans doute, il m'eût été agréable de la voir présentée plus tôt; mais je suis parfaitement d'avis que le

gouvernement choisisse le temps et le mode qui lui conviennent pour l'introduire.

Après avoir vu qu'il était disposé à faire ce qui était juste, il ne m'est pas venu à la pensée qu'il pouvait y avoir aucun danger réel, ni aucune difficulté sujets à s'élever dans le règlement de cette question.

Il suffisait d'éloigner dans chaque parti les extrêmes pour en venir à une solution pratique.

Je crois que ce que les protestants s'apprennent à demander, les catholiques sont tous disposés à l'accorder.

Mon honorable ami de Montréal-Ouest a parlé du sentiment de gratitude avec lequel la population de Montréal a accueilli la promotion de l'honorable premier ministre à sa position actuelle. Le même sentiment a prévalu dans la partie du pays confiée aux soins de l'honorable premier ministre alors qu'il était à la tête du département de l'Instruction publique.

Je n'ai jamais, pendant tout ce temps, entendu faire le moindre reproche à son administration; au contraire, j'ai toujours pensé que l'honorable ministre de l'Instruction publique étendait un peu les dispositions de la loi, de manière à aplanir les difficultés qui auraient pu jeter quelque confusion parmi les administrés.

Il m'est pénible d'entendre les remarques que l'honorable premier ministre vient de faire touchant la Corporation de Montréal qu'il accuse de s'être mise en rébellion avec la loi. J'espère que le gouvernement oubliera cette faute qu'il a commise.

En même temps, je suis d'opinion que l'on devrait laisser au gouvernement toute occasion de présenter les mesures qu'il propose, pour alors en discuter les mérites.

Je regrette que cette motion ait été présentée lorsqu'on savait que dans peu de jours le gouvernement devait présenter le projet de loi dont il est question. Cependant, si je voyais que le gouvernement se préparait à se soustraire à son devoir, je serais prêt à lui demander compte de sa conduite.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Désire donner quelques explications. Il veut d'abord rectifier l'impression qui pourra résulter des paroles du dernier orateur; il n'a pas du tout eu l'intention d'exprimer un sentiment de défiance vis-à-vis du gouvernement, en supposant qu'il ne serait pas disposé à faire justice; et il exprime quelque doute sur les dispositions des catholiques à l'égard des protestants.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il sera toujours temps de condamner la Chambre si elle refuse ce qu'on lui demande; cette occasion ne s'est pas présentée encore.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je trouve que l'honorable premier ministre a été très modéré. Cette motion est intempestive puisque le gouvernement dans les discours du trône, a promis de s'occuper de cette

question, et il n'est pas probable qu'il refuse de tenir ses promesses.

Les protestants de Montréal ont mauvaise grâce de se plaindre des lenteurs du gouvernement. Ils n'ont tenu aucun compte, pour ainsi dire, de la loi concernant l'éducation, passée dans la première session du Parlement de Québec. Ils portent l'exigence trop loin et devraient reconnaître les bonnes dispositions du gouvernement à leur égard. Les députés protestants affirment leur confiance dans la libéralité des Catholiques, mais se comportent comme s'ils n'y croyaient pas. S'ils exigent cette libéralité, elle leur sera refusée; leurs demandes ne doivent pas outrepasser de justes limites.

A la place du premier ministre, j'aurais dénoncé en termes très sévères la conduite de la Corporation de Montréal qui a semblé prendre plaisir à braver la loi. Elle a poussé les sentiments d'hostilité jusqu'à recourir à des petites ruses pour jeter le discrédit parmi la population sur le Parlement local. Aussi, en demandant la taxe des écoles, elle a eu soin d'indiquer sur les comptes dans une colonne spéciale que c'était une taxe du gouvernement. Pourquoi cette précaution pour appliquer ce nom à une taxe destinée au soutien des écoles de Montréal?

La corporation a essayé de forcer les commissaires d'écoles à se mettre sous son contrôle. Cette tentative était dirigée plus contre les catholiques que contre les protestants.

De plus, lorsque les protestants ont reçu leur part, les catholiques sont obligés de s'adresser aux tribunaux pour retirer la leur; une conduite comme celle-ci ne saurait faire honneur à Montréal. Les protestants doivent être convaincus que la majorité de cette province est prête à reconnaître tous leurs droits; mais cependant la loi doit être respectée.

Le gouvernement considère que cette violation de la loi est loin d'être d'accord avec la justice et n'a aucun rapport avec l'opinion publique extérieure.

Je suis, comme mes collègues, parfaitement bien disposé à l'égard des protestants; je veux leur donner tout ce qu'ils doivent raisonnablement attendre, mais je déclare que je ne céderai jamais devant les menaces. Plusieurs protestants ont dit qu'ils avaient confiance dans l'esprit libéral des catholiques, qu'ils s'efforceront à l'avenir d'agir suivant leurs principes. Ce qui vaudra mieux pour eux et pour le pays en général.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Exprime l'espoir que les catholiques accorderont à la minorité les droits qu'elle réclame; il puise cette croyance dans l'expérience qu'il a de l'esprit libéral des Canadiens français vis-à-vis de leurs compatriotes protestants; il regrette que ses remarques aient été prises en mauvaise part par l'honorable premier ministre qui, évidemment, en a méconnu le sens.

J'ai toujours été prêt à donner crédit à l'honorable premier ministre pour la conduite

qu'il a tenue comme ministre de l'Instruction publique; maintenant, je me plains que notre attente ait été trompée sur ses mérites comme homme d'Etat. Cette session est maintenant très avancée, et rien n'a été encore fait.

L'honorable premier ministre a eu l'air de croire que je parlais seulement pour les protestants de Montréal. Voudrait-il jeter du ridicule sur eux? S'il en est ainsi, ses paroles ne peuvent s'expliquer que par le fait que tout ce qui vient de Montréal paraît lui être extrêmement désagréable.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne pense pas avoir fait usage d'un seul mot qui puisse être regardé comme désagréable pour les protestants de Montréal.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai compris par les remarques de l'honorable premier ministre qu'il regardait les protestants de Montréal comme une classe séparée et que je ne représentais que cette classe en cette circonstance. Je désire faire connaître que je parle au nom des protestants, non seulement de Montréal, mais de toute la province. Je me suis efforcé de montrer au gouvernement que toute la province était intéressée à cette question et qu'on devait la régler au plus tôt.

L'honorable premier ministre a fait la remarque que les députés faisaient très bien de se conserver les bonnes grâces de leurs électeurs. Il a voulu dire sans doute que moi et ceux qui pensent comme moi, nous ne travaillons que pour gagner un peu de popularité et que nous dédaignons les principes dont nous demandons l'application. L'honorable premier ministre ne s'est jamais plus trompé que dans cette circonstance. Je ne suis pas de ceux qui se rendent au désir de tout le monde, en sacrifiant mes principes. D'ailleurs, je n'ai pas besoin de faire de pareils sacrifices; car je crois que mes constituants ont pleine confiance en moi.

Si l'honorable premier ministre désire connaître les motifs qui me font agir, je lui dirai que je voulais faire connaître au gouvernement la nécessité de faire quelque chose pour conserver cette précieuse harmonie qui existe aujourd'hui parmi la population.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): L'honorable premier ministre a insisté sur le fait que la corporation était en rébellion contre la loi. C'est la première fois que j'entends rapporter ce fait. Il est vrai que la Corporation de Montréal désire obtenir des amendements à sa charte, mais elle ne demande aucune faveur du gouvernement. J'espère que les sentiments que l'honorable premier ministre paraît entretenir contre Montréal lui feront apprécier avec justice les amendements que demande cette corporation.

L'honorable premier ministre a paru dire que c'était une disgrâce de vivre à Montréal; pour ma part, je pense tout différemment; et au lieu d'en rougir, j'en suis fier.

La corporation ne demande que ses droits et nul doute qu'elle les obtiendra de ce gouvernement. Je ne crois pas qu'il existe à Montréal aucune hostilité contre les membres du gouvernement ou de la Chambre.

Comme membre de la Chambre de commerce, je vois souvent les principaux marchands de Montréal; et s'ils entretenaient de ces sentiments, je le saurais. Quelques circonstances ont pu donner lieu à de pareilles accusations; mais je repousse de toutes mes forces l'idée d'une hostilité systématique.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que s'il a fait allusion aux protestants de Montréal en particulier, c'est parce qu'ils occupent une position distincte; mais je n'ai jamais voulu faire de comparaison qui pût leur être désavantageuse; de fait, lorsqu'il a existé des difficultés, elles ont eu lieu avec les protestants de Montréal. S'ils sont prêts à suivre la lettre de la constitution et s'ils désirent être mis sur le même pied que les catholiques de Toronto, le gouvernement est prêt depuis longtemps à présenter un bill en ce sens. Mais ils demandent davantage; le gouvernement est prêt à se rendre à leurs désirs; mais il demande un peu de temps pour préparer cette mesure, et cela pour des raisons que j'ai déjà fait connaître: savoir, l'état incertain de nos finances. Nous ne pouvons avoir l'intention de mettre les catholiques de Montréal dans une position pire que celle qu'ils occupent aujourd'hui. Quant à la Corporation de Montréal, je m'en tiens à ce que j'ai dit; elle a refusé d'exécuter la loi et s'est mise, je ne dirai pas dans un état de rébellion, puisque le mot déplaît à mon honorable ami de Montréal-Ouest, mais du moins en opposition directe avec la loi.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Il aurait préféré que l'honorable premier ministre s'élève davantage, non contre tous les Montréalais, mais contre une certaine clique de fanatiques qui ne perd aucune occasion d'insulter les membres de la Législature locale. Il admire l'énergie des Montréalais et la beauté de leur ville.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Institution pour les sourds-muets et les aveugles

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer l'Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Cercle de Québec

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Propose selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le Cercle de Québec".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie de chemin à lisses de Lévis à Kennebec

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Société pour empêcher les cruautés envers les animaux

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour constituer en corporation la Société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Association Saint-Pierre de Sorel

M. A.B. CRAIG (Verchères): Propose la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Association Saint-Pierre de Sorel.

Adopté.

Voitures pour chemins d'hiver

M. P. Benoît (Napierville): Propose, en l'absence du représentant d'Iberville (M. L. Molleur), la deuxième lecture du bill intitulé "Acte concernant les voitures pour chemins d'hiver."

Il explique l'objet de cette loi. On veut introduire une amélioration dans la manière d'attacher le timon aux voitures d'hiver. Le timon doit être placé de côté de manière que l'un des patins suive la trace du cheval. Quand deux chevaux sont attelés, leurs traces et les patins se trouvent dans les mêmes lignes.

Douze comtés demandent cette innovation.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Appuie le bill.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Appuie le bill.

M. P. FORTIN (Gaspé): Appuie le bill.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuie le bill et démontre clairement que ces voitures sont très utiles et rendent les chemins d'hiver

excellents. Seulement il combat la clause qui permet au conseil des municipalités de mettre cette loi obligatoire. Chaque comté doit être libre d'adopter ce genre de voitures, ou de le repousser.

M. P. Benoît (Napierville): Consent à retirer cette clause.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. P.S. Gendron), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Beaudreau, Bellerose, Chauveau, Coutlée, Craig, Desaulniers, (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Langevin, LaRue, Mailloux, Mathieu, Rhéaume, Roy et Verreault.

Contre: MM. Beaubien, Bellingham, Benoît, Bergevin, Bessette, Brigham, Cauchon, Chapais, Chapleau, Clément, Desaulniers, (St-Maurice), Dugas, Fortin, Garon, Hamilton, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Joly, Laberge, Lavallée, Locke, Marchand, Moll, Ogilvie, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Picard, Poupore, Pozer, Robert, Robertson, Ross, Sriver, Thérien et Tremblay.

Ainsi la question est résolue dans la négative.

Alors la question principale étant mise aux voix; le bill est lu une deuxième fois.

Acte concernant les municipalités dans le Bas-Canada

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada".

Adopté.

Lois de la chasse

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Adopté.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que le bill soit renvoyé à une comité spécial composé de M. Bellingham, de l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Hamilton, M. Tremblay, M. Fortin, M. Verreault et M. Rhéaume, pour en faire rapport avec toute la

diligence convenable et avec pouvoir d'envoyer
quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 4 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures et vingt.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Fortin, la pétition de F.-X. Bossé et autres, du township de la Rivière-au-Renard.

Par M. Bellerose, la pétition de la compagnie des chemins à barrières de l'Ile Jésus, la pétition de Daniel-Adolphe Plessis dit Bélair, de la paroisse de Ste-Rose, et la pétition de J.-B. DeBien et autres.

Par M. Bessette, la pétition de R. L. Ball et autres, de Roxton et autres townships.

Par M. Picard, la pétition de J. Williamson et autres, du township de Melbourne.

Par M. Carter, la pétition de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la compagnie hydraulique de Chambly.

Par M. Rhéaume, la pétition de John Davidson et autres, de la cité et des faubourgs de Québec.

Par M. Robertson, la pétition de l'honorable J. Sanborn et autres, de la ville de Sherbrooke.

Par M. Beaubien, la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Bernabé Parent et autres, de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; demandant que la compagnie des chemins à barrières de la rive Nord soit libérée de la dette de celle du Sud.

De John Platt, de la cité de Montréal; demandant à être déclaré propriétaire absolu de certains biens qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

De Monseigneur Jacques-Janvier Vinet et autres; demandant la conservation des droits et privilèges qui leur sont confiés par les actes Guil. 4, chap. 30, et 10 et 11 Vict., chap. 97, concernant l'érection des ponts "Lachapelle" et "Viau."

De J.-B. Renaud et autres, de la cité de Québec, syndics de la compagnie des chemins à barrières de la rive Nord; demandant qu'il ne soit fait aucun amendement à l'acte 29 et 30 Vict., chap. 108, intitulé: "Acte pour autoriser William John Bickell à construire un pont sur la rivière St-Charles."

De Bernabé Parent et autres, de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, et de Joseph Lebel et autres, du township de Hocquart, comté de Témiscouata; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapports de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les estimés ci-annexés, qui ont été préparés par le comptable, du montant requis pour défrayer les dépenses contingentes de l'Assemblée législative, depuis cette date jusqu'à la fin de la session, soit le 2 avril 1869. Selon cet estimé, le montant requis est de \$30,000.

Votre comité est satisfait de l'équité de ces estimés, et recommande en conséquence à votre honorable Chambre, l'adoption de la résolution suivante:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur de George Manly Muir, écuyer, greffier de cette Chambre, pour la somme de \$30,000 (trente mille piastres), pour défrayer les dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Excellence que la Chambre fera bon usage de cette somme.

Votre comité ayant été informé qu'il y avait une vacance parmi les messagers de cette honorable Chambre, recommande respectueusement que pour le reste de la session seulement, cette vacance soit remplie.

Bureau du comptable,

2 mars 1869.

ETAT des sommes requises pour rencontrer les dépenses de l'Assemblée législative, depuis cette date jusqu'à la fin de la session, soit: 2 avril 1869.

Indemnité des membres, balance due pour allocation sessionnelle taux par mille (aller et retour)	23845.90	
Salaires	2466.55	
Service extra	630.00	
Messagers	560.00	
Papeterie	50.00	
Journaux et annonces	192.00	
Impressions et reliure	1654.35	
DIVERS:		
Femmes de journée, en service \$	24.80	
Femmes employées comme surnuméraires	89.60	
Frais de port	486.80	
	601.20	30000.00
J.-B. Fréchette Comptable A.L.		

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer l'"Union St-Joseph de Sorel," et y a fait des amendements qui sont soumis à votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton.

Accordé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte seigneurial refondu et pour réparer certaines erreurs commises dans la confection des cadastres de quelques seigneuries et notamment de la Seigneurie Nicolas Rioux.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le plus haut dignitaire de l'Eglise d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal, qui tient le premier rang après l'évêque, à accomplir certains devoirs et à exercer certains pouvoirs tant que le siège épiscopal de Montréal ne sera pas rempli, et pour d'autres fins y mentionnées.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Message du Conseil législatif:

Le message se lit comme suit:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Administration des terres de la Couronne

L'HONORABLE C. IRVINE (Mégantic): Propose que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Budget

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Désire avertir la Chambre, avant la lecture des ordres du jour, que l'autre jour, lorsqu'il a déclaré pouvoir déposer les prévisions budgétaires vendredi prochain, il n'avait pas le moindre doute de pouvoir remplir sa promesse; cependant, depuis ce moment-là, des circonstances incontrôlables l'ont forcé de remettre encore la présentation de ses prévisions; en conséquence, il ne pourra pas le faire demain. Son intention n'est pas de tromper la Chambre mais il doit prendre cette décision pour des raisons très sérieuses. Afin de rendre ce délai aussi court que possible, il demandera à la Chambre de faire passer les projets du gouvernement en premier, lundi prochain, après sept heures et

demie, alors qu'il prononcera son discours du budget.

Il propose donc de donner la priorité, lundi prochain, aux mesures du gouvernement, à sept heures et demie.

Adopté.

Acte des jurés et des jurys

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender la loi relative aux jurés et aux jurys.

Adopté. Ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte des clauses des compagnies à fonds social

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill dans le but d'amender l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social. Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Incorporation des compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Code municipal de la province de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Adopté.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que chaque clause du bill soit lue séparément avant d'être adoptée.

A six heures, la chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose la troisième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec.

Adopté. Ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société pour empêcher les cruautés envers les animaux

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour constituer en corporation la société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Adopté. Ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association de Saint-Pierre de Sorel

M. A.B. CRAIG (Verchères): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill pour incorporer l'Association de Saint-Pierre de Sorel. Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Olivier Robitaille

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, en l'absence du représentant de Québec-Centre (G.-H. Simard), la deuxième lecture du bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers, appartenant comme usufruitière, à Marie Eléonore Isabella Macdonald, sa pupille.

L'objet de cette loi est de permettre à un tuteur de vendre des biens immobiliers improductifs appartenant à sa pupille, pour en placer le produit dans le fonds du gouvernement.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que," soient retranchés et que les mots "le bill soit lu d'aujourd'hui en huit jours, et qu'en même temps il soit donné instruction au comité des bills privés de faire rapport à cette Chambre des témoignages sur lesquels son rapport sur ledit bill est appuyé," soient mis à la place.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Rappelle quelques griefs à l'endroit de l'adoption de l'amendement, alléguant que le moteur siège déjà au comité des bills privés, où il a la possibilité de formuler toute objection contre une deuxième lecture. La législation spéciale que nous demandons est parfaitement motivée et est entièrement dans l'intérêt de la pupille. Les biens de Miss Macdonald consistent en de vieux moulins et autres biens qui se détériorent d'année en année. Les profits qu'on en retire sont insuffisants pour couvrir les frais de réparations; les taxes municipales dévorent les profits par ailleurs. De la sorte, on est obligé de puiser à même le capital: un quart de celui-ci est déjà disparu. Il est donc urgent de permettre la vente telle que demandée.

L'amendement est mis aux voix et est résolu négativement.

La question principale est adoptée.

Code municipal de la province de Québec

La Chambre reprend, en comité, l'étude du bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

La séance est levée à dix heures.

Séance du 5 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. Church, la pétition de Messieurs Allan, Gilmour et compagnie et autres, marchands de bois des provinces de Québec et Ontario.

Par M. Ogilvie, la pétition de l'honorable John Young, de la cité de Montréal.

P. M. Gaudet, la pétition de Valère Guillet, George Baptiste et D.-G. LaBarre et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition des directeurs du dispensaire de Québec.

Par M. Carter, la pétition de l'association de la salle St-Patrice de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De James Dinning et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société bienveillante des Irlandais protestants de la cité de Québec."

De Henry Crawford et autres, de la paroisse de St-Gabriel-Ouest, comté de Québec; demandant de l'aide pour un chemin.

De Jos. Dacier et autres, de la paroisse de St-Athanase, comté d'Iberville, de Octave Marchand et autres, de la paroisse de St-Clément; de P.-C. Duranceau et autres, de la ville de Beauharnois, toutes du comté de Beauharnois; de I.-J.-L. Derome et autres, de la paroisse de St-Urbain, et de A. C. Brown et autres, de la paroisse de St-Malachie, toutes du comté de Châteauguay; demandant respectivement que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

Rapports de comités:

M. P. Benoît (Napierville): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Hôpital de Montréal pour les enfants malades"; de la compagnie hydraulique de Chambly; demandant des amendements à son acte d'incorporation; votre comité trouve que ces deux pétitions sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de E. Lacroix et autres, de la partie est du comté

de Rimouski, demandant que le comté de Rimouski soit divisé en deux municipalités de comté séparées, et il recommande la suspension de la 51e règle, vu que d'après la nature de la demande, les intéressés paraissent suffisamment avertis.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que l'avis de dix jours, requis par la 60e règle de cette Chambre, soit limité à cinq jours seulement, à compter de la date de l'ordre de renvoi de tous les bills privés, pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, cinq jours après celui de l'affichage.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Acte pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice.

Acte pour incorporer "l'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull".

Acte pour incorporer la "Société bienfaitante des ouvriers anglais de Montréal".

Votre comité a aussi l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que l'avis de dix jours, requis par la 60e règle de cette Chambre, soit limité à cinq jours seulement, à compter de la date de l'ordre de renvoi de tous les bills privés pour la prise en considération de ces bills par ce comité, pour le reste de la session, et que ladite 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, cinq jours après celui de l'affichage.

Introduction de bills :

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte intitulé "Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud et changer le nom collectif de la municipalité en celui de la Corporation de la paroisse de Saint-Sauveur, et pour d'autres fins y mentionnées".

Il dit qu'il ne comprend pas l'opposition que l'on a faite à sa mesure. Il est vrai qu'il n'a pas donné les avis requis par les règlements, mais la Chambre peut suspendre et suspend souvent une règle et il désire se prévaloir de ce privilège. On objecte que ce projet n'a pas eu la publicité nécessaire, mais qu'on se rappelle que ce même bill a été présenté l'an dernier.

De plus, il s'agit d'amender l'acte d'incorporation d'une municipalité qui est à nos portes et qui n'ignorera pas ce qui se passe dans la Législature.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Croit devoir s'opposer à la première lecture du bill, parce que M. Rhéaume n'a pas donné les avis nécessaires. Il est vrai, ce bill a été présenté à la dernière session. Ce fait doit nous mettre sur nos gardes, car on a eu pleinement le temps de se conformer à l'usage.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je trouve que les objections faites à la demande de M. Rhéaume, ne sont pas motivées, et que l'on pourrait suspendre en sa faveur, comme on l'a fait pour d'autres députés, un règlement de la Chambre. Il n'y a pas longtemps, l'on a passé par dessus une règle pour permettre à M. le député d'Hochelaga de présenter un bill demandant l'incorporation d'une compagnie de chemin de fer. Cette mesure affecte trois comtés, placés à une grande distance de la Législature. M. Rhéaume veut présenter une mesure concernant une municipalité située à nos portes et qui sera facilement informée de la présentation du bill. Il semble qu'à tous les égards, M. Rhéaume a droit de demander la suspension du règlement.

MONSIEUR L'ORATEUR: Demande l'opinion de la Chambre, qui permet à M. J.-P. Rhéaume (Québec-Est) de présenter son bill.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Clauses générales des compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Incorporation des compagnies à fonds social

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bill concernant les chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les chemins de fer.

Adopté.

Ventes et administration des terres publiques

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé:

"Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques".
Adopté.

Ponts de péages

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Informe la Chambre qu'il ne demandera pas à présent la prise en considération en comité de son "bill pour obliger les propriétaires des ponts de péages à tenir ces derniers en bon état." Le gouvernement doit en intercaler les dispositions dans une de ses mesures et il vaut mieux attendre.

Education

La Chambre reprend les débats sur la question proposée, vendredi dernier, par le député de Montréal-centre (M. E. Carter): qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance qui a pu avoir lieu entre le gouvernement de cette province et celui de la Puissance, relativement à l'éducation et aux moyens à adopter pour donner effet aux dispositions de l'acte de la Confédération, accordant à la minorité de cette province les privilèges accordés à la minorité dans la province de l'Ontario.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je suis heureux de dire que je me suis trompé dans mon discours sur la question des écoles.

J'ai appris de source privée et par les journaux que les protestants de Montréal avaient reçu leur part de l'argent destiné aux soutiens des écoles et que des catholiques avaient été forcés d'intenter une action contre la corporation pour obtenir leur part d'argent. Il se trouve que cet avancé est faux; j'en suis content et j'aime mieux être tombé dans l'erreur que de voir la corporation sous le coup de l'accusation que l'on portait contre elle.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit que pour rectifier ce que le procureur général a dit sur la conduite de la corporation, il suffit de lire à la Chambre une lettre à lui adressée par le greffier de la cité de Montréal. La lettre prouve que la corporation n'a jamais eu l'intention de ne pas exécuter la loi à l'égard des commissaires protestants ou catholiques; elle est comme suit :

Québec, 3 mars 1869.

Ed. Carter, Ecr.

Cher Monsieur,

Je m'empresse de répondre à votre note me demandant des informations relatives aux mesures du conseil de ville sur la taxe des écoles.

En avril dernier, la corporation adopta un règlement imposant une taxe d'un dixième de centin par piastre pour former la somme que la ville devait payer aux commissaires d'écoles des deux dénominations.

Le montant prélevé par cette taxe s'étant trouvé plus élevé que la somme accordée en faveur des écoles par le statut, la validité de ce règlement fut mise en doute, et on considéra qu'il était nécessaire de le rappeler.

On passa un nouveau règlement imposant une taxe d'un vingtième de centin, ce qui fut regardé comme suffisant pour pourvoir au paiement de la moitié de la somme destinée au soutien des écoles, l'autre moitié devant être payée à même le revenu ordinaire de la ville, et sans avoir recours à la taxation.

Lorsque les commissaires d'écoles demandèrent le paiement du premier versement, le comité des finances fit au conseil un rapport recommandant que les premiers fonds obtenus pour cet objet fussent employés à payer le montant. Ce rapport fut adopté. Il est vrai que la corporation n'avait pas alors et n'a pas encore, je crois, des fonds pour payer cette réclamation; mais on espère avec confiance qu'elle sera bientôt en position de payer ce second versement comme elle a payé le premier.

Je puis assurer qu'en aucune occasion, lorsque cette question fut discutée dans le conseil de ville, un seul membre ne se soit prononcé de manière à laisser croire qu'il désirait répudier le paiement de la somme en question. Quelques membres furent d'opinion que l'on devait prendre des mesures pour amender la loi de façon à distribuer plus équitablement l'argent suivant chaque dénomination; voilà tout.

L'assertion que les commissaires des écoles protestantes avaient reçu leur part de l'argent tandis que ceux des écoles catholiques avaient été forcés de demander en justice la leur était tout à fait dénuée de fondement. On n'a pas fait une telle distinction.

Quant au fait que les mots "taxe du gouvernement" ont été imprimés sur les comptes, je pense que cela est dû entièrement à l'inadvertance du trésorier de la cité, lorsqu'il ordonna l'impression des comptes, et sans qu'il y eut de sa part la moindre intention de vexer ou de blesser.

Ces explications, je pense, seront regardées comme satisfaisantes,

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très obéissant serviteur,

Charles Glackmayer,
Greffier de la Cité.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit qu'aucune correspondance n'ayant été échangée, il serait préférable que la motion fut retirée. C'est une simple suggestion qu'il fait.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il ne la retire pas dans les circonstances, uniquement pour qu'elle soit consignée dans les journaux de la Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond qu'il n'y a pas de raison de craindre qu'elle ne serait pas consignée. Il sera dit qu'elle a été retirée avec le consentement de la Chambre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Consent à retirer la motion.

Et ladite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Code municipal de la province de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: " le code municipal de la province de Québec".

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Association Saint-Pierre de Sorel

M. A. B. CRAIG (Verchères): Propose, en conformité de l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer l'association Saint-Pierre de Sorel.

Adopté. Il est ordonné que le titre soit: " Acte pour incorporer l'association connue sous le nom de "l'Association Saint-Pierre de Sorel."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Olivier Robitaille

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant comme usufruitière, à Marie Eleonore Isabella Macdonald, sa pupille.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

Union Saint-Joseph de Sorel

M. J. BAUDREAU (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'union Saint-Joseph de Sorel.

Adopté

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Code municipal de la province de Québec

La Chambre reprend en comité la considération du bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Le comité décide de siéger à nouveau lundi prochain.

La séance est levée à neuf heures.

Séance du 8 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Moll, la pétition du conseil de ville de la ville de Berthier.

Par M. Church, la pétition de J.C. Chamberlin et autres, du comté d'Ottawa, et la pétition du conseil municipal du comté d'Ottawa.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Par M. Joly, la pétition de Joseph Laurin et autres, notaires du district de Québec.

Par M. Bergevin, la pétition de Narcisse Leclerc et autres, de la paroisse de Saint-Etienne, comté de Beauharnois.

Par M. Chapleau, la pétition de Louis Maillé et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte.

Par M. Desaulniers (Saint-Maurice), la pétition du révérend T. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Bernabé; et la pétition du révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface.

Par M. Mailloux, la pétition d'Etienne Fournier et autres, des paroisses de Saint-Antonin et Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable John Young, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie hydraulique de Montréal," et pour étendre les dispositions de l'acte 24 Victoria, chapitre 96.

De la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et de l'Association de la salle Saint-Patrice de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De Valère Guillet, George Baptist, D.-G. LaBarre et autres, de la cité des Trois-Rivières; demandant que tout bill tendant à autoriser leur conseil de ville à faire des emprunts d'argent, soit par l'émission de débentures ou autrement ou à créer de nouveaux impôts dans ladite cité, soit rejeté et ne devienne pas loi;

De R.L. Ball et autres, de Roxton et autres townships; demandant à être érigés en paroisse sous le nom de Sainte-Pudentienne;

De John Davidson et autres, de la cité et banlieue de Québec; demandant la nomination d'un inspecteur pour le pain et le bois dans ladite cité;

De l'honorable J.S. Sanborn et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant des amendements au bill concernant le notariat;

De F.-X. Bossé et autres, du township de la Rivière-au-Renard; demandant l'abrogation de

la section 28 du chapitre 109 des statuts refondus pour le Bas-Canada;

De Messieurs Allan, Gilmour et Compagnie, et autres, marchands de bois des provinces de Québec et d'Ontario; demandant qu'avant qu'un pont soit construit sur la rivière Ottawa, au Nord de l'île de Montréal, des commissaires soient nommés par le gouvernement pour en choisir le site.

De Daniel-Adolphe Plessis dit Bélair, de la paroisse de Sainte-Rose; demandant la conservation des privilèges qui leur sont confiés par l'acte 10 et 11 George IV, chap. 56, concernant l'érection d'un pont sur la rivière Jésus, vis-à-vis le village Sainte-Rose.

De J.-B. DeBien et autres; demandant la conservation des droits et privilèges qui leur sont confiés par l'acte 12 Victoria, chapitre 187, concernant l'érection du pont "DeBien."

De la compagnie des chemins de péage de l'île Jésus; demandant une indemnité dans le cas que le projet de loi, pour la construction d'un chemin à lisses entre Montréal et Saint-Jérôme, serait adopté.

De l'école de médecine et de chirurgie de la cité de Montréal; demandant que leur allocation soit continuée.

Des directeurs du dispensaire de la cité de Québec; demandant une allocation annuelle en faveur dudit dispensaire.

De J. Williamson et autres, du township de Melbourne; demandant de l'aide pour un chemin.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la pétition de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue, laquelle demande des amendements à l'acte d'incorporation de ladite compagnie.

Accepté.

Rapports de comités:

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la "Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi," et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de rapporter à votre honorable Chambre le bill pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation et de recommander que ledit bill soit adopté sans amendement.

Il dit que le rapport de ce comité n'était

soumis que pour matière de forme; l'intention du gouvernement étant, comme cela avait été annoncé déjà, de recevoir toute espèce de suggestions tendant à rendre la mesure la plus utile possible. Il proposa d'envoyer de nouveau le rapport et le bill à un comité de toute la Chambre jeudi.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des townships de l'Est, le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de la vallée du Saint-François, et le bill pour réduire le fonds capital de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François, et a fait des amendements à chacun de ces bills, lesquels il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions des divers actes relatifs à l'incorporation de la cité de Québec.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dit qu'il secondait la motion, sans s'engager à voter pour ce bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatifs à l'incorporation de la cité de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): En l'absence du représentant de Brôme (M. Dunkin), demande la permission d'introduire un bill concernant les cautionnements des officiers de cette province.

Accordé.

Olivier Robitaille

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant, comme usufruitière, à Marie Eléonore Isabella Macdonald, sa pupille.

Adopté. Il est ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Sorel

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter du bill visant à incorporer l'Union Saint-Joseph de Sorel.

La Chambre étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec un amendement.

Compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention de la Chambre sur la deuxième clause de ce bill, laquelle lui paraît accorder à la compagnie des pouvoirs illimités relativement à la construction de chemins de fer par tout le pays.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Dit que l'objet de son bill tente seulement de mettre la compagnie en état de relier leurs travaux à la rivière. Aucune portion des routes n'excéderait trois milles en longueur.

Adopté.

Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull.

Adopté.

Société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal.

Adopté.

Interpellations:

Rapport des enquêtes de coroners

M. P. LARUE (Portneuf): Demande le rapport des enquêtes des coroners depuis l'organisation de la Confédération avec certains détails y ayant trait.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que ce rapport exigerait une grande somme de travail et de dépenses, sans qu'il pût y entrevoir aucun bénéfice apparent.

Spencer Wood

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Dit qu'il a reçu instruction de M. Simard qui est confiné dans son lit, de retirer sa motion insérée dans les ordres du jour, deman-

dant le rapport de la correspondance relative à Spencer Wood, attendu qu'il a été informé qu'il n'en existe pas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande pendant que la Chambre en est sur cette question si la rumeur suivante est fondée: Le gouvernement se propose-t-il d'acheter dans les environs de Québec, un site de très grande valeur afin d'y ériger un château, pour le lieutenant-gouverneur?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette rumeur n'est pas fondée, mais que le gouvernement a en vue l'achat d'une bâtisse convenable pour une résidence privée.

Loteries

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill visant à amender le chapitre 95 des statuts 'refondus' du Canada, concernant les loteries.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Approuve la première clause qui permet aux bazars pour les institutions religieuses ou charitables de tirer les objets au sort; mais il s'oppose à tout encouragement donné à des loteries pour des buts séculiers. Si le moteur ne retire pas la deuxième clause, il propose le renvoi à six mois.

M. P. FORTIN (Gaspé): Soutient l'opinion émise par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), et cite comme exemple de certains abus, l'histoire de cette fameuse loterie de Kankakee qui fit ici un si grand nombre de victimes.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Au contraire, plaide en faveur du bill tel quel, et dit qu'en principe, les loteries ne sont point immorales.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Après une longue discussion, consent à retirer la clause, et obtient la permission d'ajouter le mot "d'éducation" aux buts mentionnés dans la première clause.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Dumoulin, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Oimet, l'honorable M. Langevin, M. Poupore, M. Church, M. Marchand, M. Joly et M. Bellerose, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet le message suivant à la barre de la Chambre:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour continuer la Législature de Québec, dans le cas de décès du Souverain."

Bill intitulé: "Acte pour changer les limites des comtés de Joliette et de Berthier."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association de la salle d'asile de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal."

Introduction de bills:

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour incorporer l'association de la salle d'asile de Montréal".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Subsides

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, lequel est revêtu de la signature de Son Excellence. Voici ce message:

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, un estimé des sommes requises pour la province, pour dix-huit mois, à compter du premier janvier 1869, et en conformité des dispositions de la 54e section de "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867." Il recommande ces estimés à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 5.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 8 mars 1869.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): En me levant ce soir je me rappelle involontairement l'indulgence et la générosité dont la Chambre faisait preuve à mon égard, dans une pareille circonstance l'an dernier. Cette indulgence je la réclame encore, non pour la même raison, mais parce que je dois mettre sous vos yeux un sujet aride et entrer dans de longs détails de nature à fatiguer l'attention et à lasser

la patience des députés. Avant d'aborder la question principale qui forme le fond de mon discours, il me faut donner quelques explications que la Chambre ne trouvera pas déplacées.

Je ne peux oublier cette indulgence, d'autant moins que je suis embarrassé, car la connaissance de notre état financier reste inexacte. Les obstacles nous empêchant alors de connaître notre situation financière sont toujours là. A cause de circonstances contre lesquelles ni moi ni personne n'avons pu agir, je ne peux mettre devant la Chambre un état précis comme je l'aurais voulu et comme l'aurait mérité le pays. Le gouvernement local n'est sûrement pas blâmable, ni le gouvernement du Dominion. On ne peut accuser personne, mais seulement regretter que cet état de chose continue.

Le système financier du Canada présente des côtés nouveaux. C'est une machine qui n'est pas compliquée mais qui a besoin d'être étudiée pour que l'on puisse se rendre compte de tout. C'est le gouvernement fédéral qui absorbe le revenu du Canada; les provinces ont ce qu'il leur donne et les sources de revenus qu'elles peuvent créer elles-mêmes.

D'un autre côté, il faut en dire autant des dettes des provinces. Le gouvernement fédéral, lors de l'Union, les a acceptées jusqu'à concurrence d'une certaine somme qui, pour Québec et Ontario, atteint le chiffre de 62 millions de dollars. Mais la dette réelle dépassait cette somme de plus de \$9 millions. C'est la part afférente à chacune des deux provinces qu'il faut déterminer. Ce travail n'est pas encore fait, à mon grand regret. L'an dernier je vous disais à peu près la même chose et j'espérais qu'à la prochaine session nous saurions à quoi nous en tenir sur notre dette. Mais il a été impossible d'en venir à une solution. En exprimant de nouveau mon regret, je dois dire qu'il n'y a personne à blâmer, et que ce retard ne peut raisonnablement être imputé ni à l'Ontario, ni au Canada, ni à la province de Québec.

On a dit que ces délais avaient lieu de surprendre. On a répété sur tous les tons qu'il était facile de trancher cette difficulté et que les parties intéressées faisaient preuve de mauvaise volonté. Il suffit de connaître un tant soit peu la question pour voir combien peu cette accusation est fondée et qu'elle n'a pu être lancée que par l'ignorance ou la mauvaise foi. Qu'on veuille bien se rappeler que la constitution n'indique pas la manière dont on doit diviser ce surplus de dette; qu'il n'y a en Canada aucun tribunal pour juger sur les points en litige dans cette affaire et qu'il faudrait, advenant un conflit, en appeler au gouvernement impérial. D'ailleurs, jetons un regard sur les temps antérieurs à l'union des provinces. Cette question de la dette divisait alors les esprits. Le Haut et le Bas-Canada la discutaient à perte de vue: jamais l'on a pu s'entendre; les différents gouvernements, les partis politiques ont augmenté ou diminué la dette et fini par tout embrouiller.

S'il était très difficile alors de voir clair dans

cette question, l'on peut conclure que maintenant elle ne s'est pas éclaircie d'elle-même et que ce n'est pas en jouant que l'on peut la résoudre. Alors, il n'y avait qu'un gouvernement, aujourd'hui il y en a deux en présence avec des intérêts différents. Les livres sont entre les mains d'un troisième gouvernement, ce qui n'aplanit aucun obstacle.

Il est donc nécessaire d'agir avec prudence et modération; si nous céditions à la pression extérieure, si nous prenions conseil de la violence, tout se briserait et, nous ne gagnerions rien à brusquer les choses.

On ne cesse de répéter que les nouvelles institutions fonctionnent depuis dix-huit mois et que l'on peut accomplir des travaux herculéens pendant une aussi longue période.

Chose singulière, on paraît oublier que les trois gouvernements avaient un nombre infini d'occupations à l'origine. Le travail d'organisation avec des éléments nouveaux est long et pénible.

L'oeil du maître est nécessaire et la présence du ministre est indispensable; il lui faut s'occuper de minuties qui ne le regardent nullement.

Quand un gouvernement était prêt à agir, un autre ne l'était pas, et de là des retards. Il avait été arrêté que nous nous réunirions au mois de juin, mais bientôt M. Rose dû partir pour l'Angleterre. Il s'agissait de conclure un emprunt important dans des conditions favorables, et il eut commis une grande faute politique en ne se rendant pas où les intérêts du Canada l'appelaient. Nous nous sommes rencontrés plusieurs fois, mais dans chaque circonstance, les affaires ne nous ont pas permis de tout régler.

Il y a plusieurs lettres écrites de part et d'autres. Toutes ces négociations ont préparé les voies et jeté un peu de lumière sur les chiffres embrouillés.

Cependant, ces discussions préliminaires nous ont fait connaître plusieurs détails importants. Le surplus de la dette dépasse \$9 millions.

C'est la dette nominale.

Mais dans ce chiffre entrent bien des sommes qui devront être déduites de la dette des deux provinces.

D'ailleurs, nous avons aussi entre les mains du gouvernement du Canada des créances pour un montant de \$11 millions. Sans doute l'on ne pourra pas réaliser la plus grande partie de cette somme, mais nous pourrions en tirer quelque chose. Il serait donc inutile d'exagérer cette dette et de vouloir la faire peser à l'avance comme un cauchemar sur le gouvernement de Québec.

Encore une fois, le jour n'est pas éloigné où il nous sera permis de connaître à un centin près le montant de nos obligations et je serai très heureux alors, car on doit éprouver une grande satisfaction quand on connaît exactement la position financière de son pays.

J'aborde de suite un autre sujet: je veux

maintenant établir une comparaison entre les estimés de revenu de 1868 et les recettes. Si vous jetez un regard sur les estimés du revenu présenté à la dernière session, vous verrez que je les portais au chiffre de \$2, 531,297. et nous avons reçu \$2,436,796. La différence est de \$94,000., c'est une très petite somme sur un montant aussi considérable. Elle est moindre en réalité car il nous est dû \$75,000. de différentes sources. Le gouvernement fédéral nous doit encore une somme considérable et je crois que mes assertions sont fondées et qu'il nous revient une somme assez ronde.

Voici quelques chiffres des estimés du revenu. J'attendais \$655,000 des terres de la Couronne, nous avons touché \$734,639., \$93,186. des licences, etc., et elles ont rapporté \$99,866; les timbres, etc., devaient produire, suivant nos calculs, \$189,000. et j'en ai retiré \$198,813. Le fonds d'emprunt municipal m'a trompé, il ne m'a donné que \$92,000. au lieu de \$110,500. que j'en attendais. L'éducation a rapporté \$14,061. et nous comptions sur \$6,890. Les réformes ont donné \$3,860. et non \$12,000. Je portais \$6,000. au compte du revenu casuel et j'en ai reçu \$5,381. Le fonds des incendies de Québec, sur lequel je ne comptais pas, m'a donné \$2,000.

Un mot maintenant sur l'estimé de la dépense et sur la dépense réelle de l'an dernier. Les estimés étaient portés à \$2,097,717. Nous avons épargné sur cette somme au-delà de \$206,000.

A tout prendre, notre position financière est bonne et meilleure que nous avions lieu de nous y attendre. Aujourd'hui, je puis dire que la province possède \$749,636.

Ce dernier chiffre peut paraître considérable. Il contient en effet une partie du subside fédéral et l'on peut s'attendre à voir cette somme diminuer vu que d'ici au prochain

subsidi les recettes seront moins considérables que les dépenses.

Sans doute, l'on cherchera à faire voir que cette somme n'est pas considérable en montrant le surplus de l'Ontario. Mais pourquoi toujours établir des comparaisons quand les positions entre les deux provinces sont différentes? Ai-je besoin de dire que nous avons ici deux langues, et que ce fait entraîne des frais d'impression considérables: il exige un plus grand nombre d'employés et les frais d'impressions sont deux tiers plus considérables. Ai-je besoin de parler du Conseil législatif, qui n'existe pas en Ontario et dont nous reconnaissons la nécessité à Québec? Ce sont là des choses connues et que je ne devrais pas être obligé de rappeler.

De plus, l'Ontario reçoit un subside plus considérable que le nôtre. Son sol est meilleur, ses sources de revenus sont plus nombreuses. Voilà des faits qu'il faut faire entrer en ligne de compte si l'on veut arriver à la vérité. Autrement on risque de la défigurer et d'être accusé de mauvaise foi.

Le surplus que nous possédons doit nous inspirer de la confiance dans l'avenir; nous ne devons pas nous laisser aller à la tristesse ou au désespoir. Mais il faut bien aussi se mettre en garde contre l'excès contraire et contracter des dettes pour développer nos ressources.

Cet acte accuserait chez nous beaucoup d'audace et d'imprudence. Avant de contracter des obligations, il faut asseoir notre crédit sur des bases stables, de manière à inspirer la confiance à tous ceux qui transigeront des affaires avec nous.

J'arrive maintenant aux estimés de la dépense et du revenu pour les dix-huit mois à partir du 1er janvier 1869. Je les ai calculés pour une période de dix-huit mois afin d'arriver au bout de l'année fiscale qui se termine au mois de juillet 1870. Voici le chiffre du revenu probable pour cette période:

En main le 1er janvier 1869	\$ 674,608.22
Subside du Canada	1,438,879.20
Balances	16,582.70
Terres de la Couronne	616,772.00
Licences et timbres	344,827.00
Education	25,481.00
Réformes	1,950.00
Asile de Saint-Jean	300.00
Casuel	6,000.00
Législature	1,500.00
Assurance, palais de justice, (Aylmer)	12,000.00
Intérêts en balances	15,000.00
Gazette officielle	24,091.00
Total	\$3,177,991.12

Les estimés de la dépense sont entre vos mains et j'attire votre attention sur quelques chiffres. Vous trouverez un item de \$12,000.

pour l'immigration. Vous savez tous que l'été dernier nous avons conféré sur ce sujet avec le gouvernement fédéral et les autres provinces.

Tous les délégués sont arrivés à une entente complète. Le gouvernement du Canada conserve le contrôle sur l'immigration. Mais les provinces pourront agir de concert avec lui, établir des agences en Europe et le Canada accrédi-tera nos agents. Ces \$12,000. seront employés pour promouvoir les intérêts de l'immigration et nous agirons sans esprit de parti ou de nationalité, sans esprit d'exclusion. Tous les émigrés pourront se présenter ici, ils seront bienvenus s'ils appartiennent à la classe honnête et laborieuse. C'est le seul titre que nous exigeons de ceux qui viennent s'établir au milieu de nous.

Plus loin se trouve une somme de \$45,000. affectée aux chemins à lisses de bois. Depuis quelque temps ce système nouveau a fait beaucoup de bruit; on l'a vanté sur tous les tons: plusieurs compagnies désirent faire l'essai de ces chemins dont elles attendent les meilleurs résultats. Le gouvernement veut le succès de ces entreprises qui ne pourront que promouvoir les intérêts du pays et ils se montrent disposés à en encourager quelques-unes dans la mesure de ses forces. Le gouvernement, après avoir bien étudié la question, a décidé d'accorder pendant une période de 20 ans, 3 pour cent sur le coût de l'ouvrage, soit \$150 par mille, car l'on dit que ces chemins coûteront \$5,000 par mille.

Après avoir bien réfléchi, le gouvernement n'a pu se résoudre à accorder des concessions de terre à ces compagnies. Nous ne pouvons les céder pour bien des raisons, car c'est un système qui retarde la colonisation; en effet la spéculation s'en empare, et les garde jusqu'au jour où l'on peut en retirer de bons profits. On cite l'exemple des États-Unis, mais nos voisins possèdent des terres immenses très fertiles où ils ne sont pas obligés de construire des chemins. Si nous voulions donner des terres sans ouvrir des voies de communications, personne n'en voudrait.

D'ailleurs, les terres sont une de nos principales sources de revenus.

Quant au chemin de fer des Piles, nous sommes prêts à lui accorder les mêmes secours qu'aux autres chemins, mais nous ne pouvons lui accorder les 1,500,000 acres de terres que

l'on demande de lui assurer. L'on prétend que ces terres ont été données, l'on veut nous faire confirmer cette donation. Nous ne pouvons passer aucune loi dans ce sens.

Quelques-uns de ces chemins à lisses de bois ont des grands ponts à construire. Le gouvernement a décidé que l'on estimerait leurs frais de construction, et que l'on accorderait aussi 3 pour cent sur le coût de l'ouvrage.

Le trésorier termine son discours en faisant un tableau de notre position et des efforts que tous doivent faire pour empêcher notre population de diminuer, stimuler l'énergie de nos populations et faire disparaître la langueur qui semble s'être emparée de bien des gens. Nous pouvons avec nos ressources, nos richesses, atteindre ce but, si nous mettons à contribution notre énergie, notre courage et notre sagesse.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Félicite le trésorier de l'état du budget. Il partage son avis sur bien des points mais ne peut s'empêcher de différer d'opinion sur d'autres. Il a l'intention de proposer l'ajournement de la Chambre afin d'avoir le droit de parler le premier à la prochaine séance.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le comité peut se former et rapporter simplement progrès ce qui donnera ainsi droit de parole au représentant de Lotbinière (M. H.-G. JOLY) à la prochaine séance, comme celui-ci le désire.

Il est ordonné que ledit message, avec les estimés qui l'accompagnent, soit renvoyé au comité des subsides.

La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Il est résolu qu'une somme n'excédant pas trente-neuf mille sept cent soixante et une piastres et quarante centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité et allouance pour frais de voyage des députés et les salaires et dépenses contingentes du Conseil législatif, pour les dix-huit mois expirant le 30 juin 1870.

La séance est levée à une heure trente.

Séance du 9 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ross, la pétition de Norman McDonald et autres, du township Whitton, comté de Compton.

Par M. Hamilton, la pétition de A. Tourangeau et autres, de la municipalité de Saint-Roch de Québec-Sud.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de Louis-Antoine Routier et autres, du comté de Québec.

Rapport de comité:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait rapport que le comité spécial sur le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province a examiné le bill et y a fait des amendements.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières.

Voici le rapport:

Votre comité demande la permission de rapporter à cette honorable Chambre le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et de recommander que ledit bill soit adopté tel qu'amendé.

M. A. C. DE LOTBINIERE — HARWOOD (Vaudeuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de James Dinning et autres, de la cité de Québec, demandant à être incorporés sous le nom de "la Société bienveillante des Irlandais protestants de la cité de Québec," et trouve que les avis ne sont pas nécessaires pour les demandes de cette nature.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis nécessaires ont été donnés.

Quant à la pétition de l'association de la salle Saint-Patrice de la cité de Montréal, demandant le pouvoir de faire un emprunt de trente-cinq mille piastres, votre comité trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donné, mais il est convaincu, d'après les déclarations contenues dans la péti-

tion, que les actionnaires de ladite salle sont bien informés de la demande, et votre comité, en conséquence recommande la suspension de la 51^e règle.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société bienveillante des Irlandais protestants de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la 20^e Victoria, chapitre 149, intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice."

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par l'honorable premier ministre que la Chambre se forme en comité général des subsides.

Il donne de longues explications sur les positions relatives des provinces et du gouvernement de la Puissance, sous l'acte de la Confédération.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pendant la dernière session et jusqu'à la moitié de celle-ci, le gouvernement a vu la voie libre devant lui et n'a rencontré aucun obstacle en son chemin. Il est temps que cet état de choses cesse, et pour son propre bien et pour celui du pays; en un mot, il faut de l'opposition. L'opposition est nécessaire pour assurer le fonctionnement des institutions constitutionnelles. Un auteur a dit que l'opposition était le sel du gouvernement; j'ajoute que c'est le sel et le poivre.

Je suis décidé à faire une opposition loyale au gouvernement et l'exposé financier du trésorier me fournit l'occasion de commencer dès aujourd'hui.

Il se rapporte au montant du surplus en faveur de la province à l'usage duquel on devrait destiner ce surplus.

Il assure qu'il n'agit pas dans un esprit factieux, mais seulement pour remplir le devoir de tout député qui doit désapprouver les mesures du gouvernement lorsque cela est raisonnable.

Si l'on ne s'est opposé que peu encore au gouvernement, ce n'est pas une question pour qu'il n'y ait pas de commencement.

La presse de la province n'a pas ménagé ses mesures. Les journaux conservateurs ont même attaqué fortement le gouvernement sur certains

points et la seule raison qui lui fait expliquer cette ligne de conduite, c'est que si la Chambre n'avait pas assez d'indépendance pour élever sa voix contre les abus, c'était leur devoir comme représentant et dirigeant l'opinion publique et de mettre franchement de côté les considérations de parti pour exposer leurs vues sur le sujet.

Il estime le premier ministre à raison de ses grandes qualités, mais il se croit obligé de s'opposer à la politique de son gouvernement.

Une remarque a dû naturellement se présenter à l'esprit des députés, en entendant le brillant exposé du trésorier: ils ont dû dire: "Comment pouvons-nous avoir un surplus, comment l'Ontario peut-il avoir un excédent quand, sous l'ancien régime, tous les ministres des Finances nous annonçaient un déficit chaque année?" C'est là un fait incontestable. Pourtant aujourd'hui les dépenses doivent être plus considérables.

Il a été frappé des exposés financiers si favorables faits par les deux gouvernements de Québec et Ontario, et comparant cet état de choses avec ce qui se passait à l'époque du Parlement-Uni du Canada, alors que le trésorier accusait année après année un déficit il s'est demandé comment il se faisait qu'avec trois Parlements au lieu d'un seul accompagnés de leur ruine d'employés et de quelques sources de revenus, on pouvait annoncer des excédents considérables dans les deux Législatures. D'où provenaient-ils? Voilà la question qui l'intriguait et qu'il a entrepris d'étudier. Nous avons un plus grand nombre de gouvernements à maintenir. Ce fait doit nous mettre en garde. J'ai étudié pendant longtemps les comptes publics et j'en suis arrivé à la conclusion que le ministre des Finances part de données fausses pour nous donner un excédent beaucoup trop considérable.

Ces surplus ne sont que fictifs. Ils pourront se maintenir un an ou deux, mais le pays ne doit pas se méprendre sur leur caractère.

On doit se rappeler que, dans le cas où Ottawa se trouverait en déficit sous le rapport financier, les fonds nécessaires devront venir de la même place, et comme les intérêts des provinces sont intimement liés à ceux du pouvoir central, les provinces devront naturellement fournir tôt ou tard ces fonds.

Le trésorier a fixé le montant de l'intérêt sur l'ancienne dette à \$20,000 par année, représentant la somme de \$4,000,000.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Peut-être n'aurons-nous pas besoin d'un montant aussi élevé. J'ai choisi ce chiffre pour être en sûreté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Tout en admettant que la somme pourrait être moins élevée, le surplus devrait être d'un quart de million de moins que le chiffre de plus de \$674,000 auquel l'a estimé le trésorier.

La part de la dette, que devra payer Québec est d'à peu près \$4,000,000 avec \$300,000 dus

au gouvernement central pour l'intérêt pendant 18 mois, de sorte qu'en déduisant la balance de \$75,000 que le gouvernement d'Ottawa a entre ses mains à l'actif de la province, une somme de \$225,000 pèse encore sur nous pour l'intérêt. Ces \$225,000 déduits réduisent le surplus du trésorier à un quart de million.

Ainsi, contre les \$75,000 que nous doit encore la Puissance sur son subside, nous lui devons \$300,000 d'intérêt sur la dette afférente à notre province après le partage, pour les dix-huit mois expirés le 31 décembre dernier. Il y a donc une balance de près d'un quart de million contre nous, soit \$224,967.14.

L'excédant se trouve réduit en réalité à \$449,641.08.

J'arrive maintenant aux estimés. Je serai bref, car tous les différents crédits devront être discutés en comités.

Dans les estimés on demande plus que l'année dernière pour les dépenses de la Législature et celles du gouvernement civil, tandis que plusieurs départements ont encore à leur crédit une partie des sommes allouées l'année dernière.

Ainsi, l'année dernière, on a demandé \$18,000 pour la trésorerie, et il reste en mains une balance de \$913.00. Cette année on demande \$24,000. Pourquoi cette augmentation?

Voyons l'administration de la justice. Le trésorier nous a dit que la somme votée l'année dernière n'avait pas été dépensée, et cependant il nous demande \$40,000 de plus que ce qui a été dépensé. On nous a promis, l'an dernier, de réaliser de grandes économies dans l'administration de la justice.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Nous avons tenu notre promesse, de l'aveu de l'honorable député.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): C'est vrai, mais pourquoi demander une somme aussi considérable? Les dépenses de la police, l'an dernier, ont atteint le chiffre de \$12,000, et l'on demande \$32,000: pourquoi cette anomalie? Je passe maintenant au titre des maisons de réforme et j'y vois un crédit de \$47,033. Ici, je suis obligé d'entrer dans quelques détails et d'appeler l'attention sur la page 61 des comptes publics.

Les ateliers de cet établissement coûtent plus cher qu'ils ne rapportent. Si on en juge par le résultat obtenu jusqu'ici, le métier de "government farmer" coûte encore plus cher que celui de "gentleman farmer". Les travaux de la ferme à Saint-Vincent-de-Paul coûtent \$1,430, et rapportent seulement un revenu de \$294. On y achète ce que l'on trouve sur toutes les autres fermes, comme le beurre, le lait, etc.

Il y a cinq ateliers, et tous dépensent plus qu'ils ne produisent. La province y fait chaque année des pertes considérables. L'asile de Beaufort coûte \$114,000. Je suppose que cette somme sert à payer les services de l'honorable député de Montmorency.

L'atelier des ferblantiers coûte \$1,200, et en

rapporte \$500; celui des charpentiers coûte \$202 et en rapporte \$147; celui des tailleurs donne une piastre douze cents de bénéfice; celui des forgerons, dix-neuf piastres; enfin celui des cordonniers un bénéfice de \$221.

Le tout ensemble forme une perte de \$500.

Au sujet des \$6,000 demandés pour la bibliothèque législative, il (M. Joly) exprime l'espoir que le premier ministre, se rendant au désir général, consentira enfin au transfert de la bibliothèque de l'Instruction publique dans l'édifice du Parlement.

Les crédits affectés aux chemins de colonisation sont par trop considérables et dépasseront nos moyens. Il n'hésite pas à déclarer que la subvention de \$307,500 que l'on demande pour les chemins de colonisation, divisés par fantaisie en trois classes, et pour les chemins à lisses en bois, est beaucoup trop élevée.

Nous n'avons pas de système organisé pour le bon emploi d'une somme aussi considérable, qui, en partie du moins, sera gaspillée en pure perte et dépensée pour des fins autres que celles de la colonisation.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Même au chemin Gosford?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oui, si le pays doit en souffrir. Il préfère que les chemins à lisses en bois restent à l'état de projet plutôt que d'entamer ainsi les ressources publiques, et de nous acheminer, par une pente si rapide, vers les taxes directes. Que l'on songe enfin, que cette énorme somme votée pour dix-huit mois, sera en réalité dépensée en entier durant l'été prochain; et l'on hésitera encore davantage à sanctionner de telles largesses.

L'honorable député critique ensuite la somme accordée pour la construction d'un pont dans le comté de Champlain, à Batiscan. Si le gouvernement commence ainsi à construire des ponts dans les diverses localités qui en réclament, où s'arrêtera-t-il?

Quant à la subvention de \$113,000 accor-

dée, pour douze mois seulement, à l'asile de Beauport, (se tournant du côté de M. Cauchon) il y a une question que depuis longtemps je désire poser au député de Montmorency et c'est celle-ci: Combien, sous divers titres, Asile de Beauport, Gazette officielle, impressions de la Chambre, etc., reçoit-il de la province pour les éminents services de toute nature qu'il lui rend? C'est seulement lorsque nous connaîtrons le chiffre exact que nous saurons si nous en avons pour notre argent.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que les comptes ont été complétés avec soin, par des officiers expérimentés, et il a raison de croire qu'il ne s'est pas trompé en portant l'excédant au taux qu'il a fixé.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je ne répondrai rien aux allégations du député de Lotbinière (M. Joly) qui me sont personnelles. Il espère sans doute couvrir ses faux calculs avec ces accusations malveillantes. Ses calculs sont faux. Il a été établi par le ministre des Finances à Outaouais, dont les rapports s'accordent avec ceux de M. Dunkin et M. Woods, que tout était réglé jusqu'au 31 décembre 1868, et que le surplus indiqué dans les comptes publics est réel. Aussi, nous savons que votre passé est libéré de toute dette et nous connaissons ce que nous aurons à payer à l'avenir comme intérêt sur notre part de la dette du Canada. Cet intérêt n'atteindra pas le chiffre de \$200,000.

Le député de Lotbinière n'a nullement tenu compte des sommes qui sont à notre crédit à Outaouais. Nous avons notre part de \$11 millions de dettes actives, et cette part nous aidera à payer notre dette. Sous l'ancien régime ces créances rapportaient des revenus considérables.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Union Saint-Joseph de Sorel

Selon l'ordre du jour, le bill pour incorporer l'union Saint-Joseph de Sorel est lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice.

Le comité étudie le bill, puis demande à siéger de nouveau un autre jour.

Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des townships de l'Est.

Adopté.

Compagnie du chemin à lisses de la vallée du Saint-François

M. J. ROSS (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de la vallée du Saint-François.

Adopté.

Compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour réduire le capital de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François.

Adopté.

Subsides

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Reprend les débats sur les estimés, présentant quelques explications concernant les remarques qu'il a faites avant l'ajournement de la Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond en corrigeant certaines déclarations du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) relativement au surplus accrédité au gouvernement provincial. Il fait remarquer au chef de l'Opposition qu'il fait des omissions considérables et importantes dans ses calculs et que c'est grâce à ces erreurs qu'il parvient à diminuer l'excédent.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Dit qu'il a souvent regretté l'absence du ministre de la Milice (l'honorable G.-E. Cartier) au cours de la présente session, et il est convaincu que si le ministre de la Milice était présent, il féliciterait aussi le trésorier de la province de son discours financier. Il aurait été heureux de voir que nous possédons un excédent de \$670,000. C'est avec un certain plaisir que nous, qui avons fait la Confédération, constatons ces résultats; on nous avait prédit qu'avant douze mois nous serions obligé de recourir à la taxe directe pour trouver les moyens de nous maintenir; au lieu de ce malheur, nous avons une position financière des plus prospères.

Il lui est agréable de voir que le trésorier qui a combattu le présent système, maintenant qu'il l'a accepté, met toute son énergie à le faire fonctionner à son avantage et empêcher la taxe directe par une gestion soignée et économique de nos finances.

Il est content de voir M. Joly à la tête de l'Opposition. Il aurait cependant préféré le voir de l'autre côté de la Chambre afin de profiter de ses talents.

L'opposition est nécessaire au Parlement, mais en même temps elle ne doit point aveugler les membres au point de leur présenter tous les faits sous un faux jour.

En parlant de la dette dont nous sommes chargés vis-à-vis du gouvernement fédéral, le chef de l'Opposition a oublié de dire qu'une bonne partie de nos créances actives pourraient faire compensation à cette dette et de fait elles peuvent au moins l'égaliser.

Quant aux projets de chemin à lisses soumis au Parlement, il demande qu'on leur donne tout l'appui compatible avec l'état actuel de nos finances.

Il insiste sur les avantages de ces chemins à lisses en bois qui bénéficieront beaucoup au pays et il demande d'augmenter cet encouragement si cela est possible de quelque manière. Il termine en remarquant qu'il considère notre position financière comme très satisfaisante, mais que la Chambre doit en même temps agir avec prudence et économie.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il répète en français le discours que le trésorier vient de faire en anglais. L'honorable chef de l'Opposition de Sa Majesté voudra bien accepter mes félicitations. Il nous a promis une opposition franche et loyale; je sais qu'il tiendra sa promesse. En retour, je puis lui assurer que nous sommes prêts à accepter franchement la lutte et à opposer la loyauté à la loyauté. Le chef de l'Opposition a bien débuté, car il a félicité mon collègue sur son discours, mais ensuite il (M. Joly) s'est vu obligé de blâmer bien des choses, et il a fait un sujet de critique de ce qui aurait dû être pour lui un sujet d'éloge.

Il a vivement combattu la politique du gouvernement à l'égard de la colonisation, alléguant que les crédits affectés à cet objet étaient trop considérables. Pour répondre aux espérances du pays, aux instances des députés qui tous demandent que l'on encourage la colonisation, nous proposons de consacrer une somme assez considérable à ces intérêts. Chose singulière, l'Opposition qui, elle-même, a fait d'éloquents plaidoyers en faveur de la colonisation, refuse son approbation à la politique du gouvernement. Elle fait un sujet de critique de ce qui aurait dû mériter ses éloges.

En s'opposant au gouvernement sur cette question, elle ne se rendra pas bien populaire. Si les intérêts de la colonisation sont aussi grands qu'on a bien voulu nous le faire croire, nous sommes parfaitement justifiables de lui consacrer une somme aussi considérable.

On a encore élevé la voix contre le nombre trop considérable des employés du gouvernement. Il est malheureux que l'on s'obstine à critiquer et à blâmer sans prendre la peine d'examiner, sans considérer l'ouvrage que ces employés ont à faire.

Il ne faut pas oublier que le gouvernement de Québec a été organisé au complet bien avant celui de l'Ontario, et que ce fait a dû donner lieu en grande partie à la balance qui semble être contre Québec. Même actuellement nous n'avons qu'un tiers des employés dont on se servait sous l'ancien régime et la plupart reçoivent des salaires qui, en moyenne, sont inférieurs de deux tiers à leurs traitements antérieurs.

Le nombre d'employés du gouvernement ne forme pas la moitié du nombre des fonctionnaires au service de l'ancienne province du Canada. Prenons quelques bureaux au hasard. Ainsi, avant l'Union, le bureau de l'Exécutif renfermait 11 employés, dont les salaires s'élevaient à \$12,170. Il y a 4 fonctionnaires dont les salaires forment la somme de \$4,000.

Au bureau du registraire du Canada, il y avait 13 employés touchant ensemble \$11,080; au bureau du registraire de Québec, il y a 4 employés qui reçoivent ensemble \$3,800. Un dernier exemple: on comptait au secrétariat 21 employés recevant ensemble \$21,266 par année. Le secrétariat de Québec n'en renferme que 7 qui reçoivent \$6,800.

L'Opposition ferait bien de tenir compte de ces chiffres avant de lancer ses traits au hasard.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il dit que notre condition financière n'était pas florissante, même si l'on s'en tient à l'exposé du trésorier. Il n'entend pas dire que les comptes sont défigurés mais il y a un certain mode de dresser des chiffres qui se prêtent à certaine théorie. Le subside dû en janvier prochain a été inscrit dans la liste des recettes.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Explique, une quatrième fois, qu'il n'en est pas ainsi, et cite à nouveau la 118e clause de l'Acte de la Confédération pour le démontrer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ajoute que le gouvernement a pris toute mesure pour augmenter le budget, et a dû vendre des terres de la Couronne, ce qui a pour le moment épuisé les limites de bois. Il serait heureux, cependant, d'apprendre le contraire; mais il ne doute pas que l'honorable trésorier a agi dans le meilleur intérêt public. Il félicite le gouvernement de ses initiatives en colonisation, sur laquelle dépend l'avenir du pays. Il espère que le gouvernement trouvera les sommes nécessaires à l'exécution de ces mesures, mais plutôt que de dépenser sans sagesse, mieux vaudrait laisser cet argent dans les coffres publics.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Dit que les considérations faites par les honorables messieurs qui ont parlé avant lui le dispensent de faire un examen spécial des estimés. Il croit devoir féliciter le gouvernement au sujet des octrois demandés en faveur de la colonisation, mais il regrette que l'on n'ait pas adopté d'abord un système convenable pour assurer le bon emploi des deniers affectés à cette oeuvre, et partage jusqu'à un certain point les craintes exprimées par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly). Il a entendu avec plaisir l'honorable secrétaire d'Etat féliciter le gouvernement de son excessive libéralité: l'honorable monsieur ne pouvait faire une critique plus verte de la conduite des administrations passées qui, n'ayant à subvenir qu'aux dépenses d'un seul gouvernement, n'auraient accordé généralement qu'un octroi annuel de \$50,000. Il y a lieu d'espérer, d'après les déclarations du gouvernement en faveur de la colonisation, que l'octroi pour les comtés de Chicoutimi et Saguenay serait en proportion de l'augmentation de la somme demandée, et que l'on agirait avec plus d'équité que l'année dernière où, avec un octroi de \$12,000, on a accordé seulement la moitié des octrois ordinaires. D'après les renseignements obtenus par le sous-chef de l'Agriculture, M. LeSage dont il apprécie hautement le mérite et la capacité, et qui a fait dans son comté une visite dont il attend les plus heureux résultats, le gouvernement est en train de faire un emploi judicieux des argents dûs à ces comtés; il dit qu'il aurait désiré que M. LeSage fasse la visite de toutes les terres

destinées à la colonisation afin de pouvoir répartir convenablement tous les octrois.

Pour le moment, il se contente de dire que l'année dernière, une partie des \$62,000 ont été mal employés et que cela est sans doute dû à la pression exercée sur le gouvernement par certaines personnes influentes. Il espère qu'à l'avenir, le gouvernement se mettra sur ses gardes et remplira fidèlement la mission qui lui est confiée par la Chambre.

Il ne peut manquer cette occasion de faire observer, au moment où il fait allusion à l'item des dépenses du département des Terres, qu'un comité nombreux a été formé à la dernière session pour s'enquérir sur les moyens les plus propres à tirer un profit avantageux de nos bois; que ce comité après une étude approfondie du sujet, a fait diverses recommandations que le gouvernement a dû considérer; à l'encontre de ces recommandations, le gouvernement a adopté en juillet des règlements qui ont été de suite désavoués par tous les commerçants de bois; en octobre, ces règlements ont été modifiés, mais non de manière à rencontrer encore d'une façon satisfaisante les intérêts du commerce; le comité a aussi recommandé de diminuer les droits sur les bois de construction, en vue d'encourager une branche d'industrie aujourd'hui presque anéantie.

Le gouvernement local aurait dû venir en aide au Parlement fédéral qui s'est occupé de cette question à sa dernière session. La nombreuse classe ouvrière de Saint-Roch, aujourd'hui réduite à une si grande misère, aurait ressenti les effets d'une politique propre à encourager cette industrie. Il fait remarquer que la taxe de 10 p.c. sur la valeur des bois de construction rendus sur les lieux d'embarquement, pèse bien lourdement sur un nombre considérable de ceux qu'il a l'honneur de représenter; les commerçants de billots de sciage paient \$15 par cent billots, tandis que ces pauvres colons paient \$30 par cent morceaux de bois qu'ils transportent sur les bords des rivières navigables.

Il espère que le gouvernement qui, jusqu'à présent, a refusé de mettre à effet les recommandations du comité et celles que, à diverses reprises, il a cru devoir faire à l'honorable commissaire des Terres, portera son attention sur une question d'une aussi grande importance et réduira cette taxe à ce qu'elle était il y a quelques années, savoir à 5 p.c.

En comité

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose qu'une somme n'excédant pas cent mille trois cent treize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité et allouance pour frais de route des membres, et les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870; qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870; qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quatre-vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870; qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la Couronne en chancellerie, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que les divers items sous ce titre soient mis séparément.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Consent à cette demande, pourvu qu'on n'en adopte aucune séparément mais en bloc.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose qu'une somme n'excédant pas deux cent trois mille, deux cent quarante-trois piastres et soixante six centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des divers départements du gouvernement civil, savoir: bureau du lieutenant-gouverneur, la somme de \$3,959.00; département du Conseil exécutif, la somme de \$6,487.00; département du Secrétaire et Registraire, la somme de \$21,375.00; département des officiers en loi de la Couronne, la somme de \$14,325.00; département du Trésor, la somme de \$24,175.00; département des Terres de la Couronne la somme de \$49,016.66; département de l'Agriculture et des Travaux Publics, la somme de \$20,175.00; département de l'Instruction publique, la somme de \$15,640.00; l'Orateur du Conseil législatif, la somme de \$4,800.00; dépenses contingentes, la somme de \$43,291.00, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande pourquoi l'on augmente l'estimé de l'item de \$21,375. pour le bureau du secrétaire et registraire.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il répond qu'une augmentation est inévitable en raison de la différence dans le temps de l'engagement de quelques-uns des employés dont plusieurs ne servaient que depuis 8 ou 10 mois lorsque le dernier vote a été pris.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que l'augmentation du bureau du Trésorier, dont l'item est de \$24,175, lui semble très considérable.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que cela est nécessaire parce qu'on prévoit que ce département aura à s'occuper de beaucoup d'affaires qui peuvent lui échoir à chaque instant. Ce total contient aussi des items pour paiements d'arrérages pour le commis ayant la charge de l'emprunt du feu de Québec et pour autres dépenses.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Demande quand le rapport du département des Terres de la Couronne sera prêt.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que ce rapport sera soumis à la Chambre sous peu. La résolution est adoptée.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille cinq piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour rencontrer les dépenses de la police, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que ce montant est très élevé et demande des explications.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement a cru nécessaire d'augmenter la police d'eau de Montréal, et que cela nécessite de plus fortes dépenses.

Une force de police est indispensable à un gouvernement et un acte a été passé autorisant le gouvernement fédéral à lever une telle force aussi nombreuse qu'il le désirerait. La Puissance

et les cités ont ce pouvoir dont ne saurait se passer le gouvernement local afin de maintenir la paix en cas de nécessité. Il insiste sur les avantages d'une telle force de police.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Est en faveur de l'établissement d'une telle force de police. L'administration judiciaire ne peut qu'y gagner.

Le gouvernement devrait introduire un bill sur le sujet comme l'a fait le gouvernement de l'Ontario.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il approuve l'idée du député de Terrebonne (M. Chapleau). Le gouvernement a déjà eu l'idée d'introduire un bill, mais la question rencontre tant de difficultés qu'il a décidé d'attendre encore. On pourrait introduire un tel bill à la prochaine session et l'on devra considérer comment le pays devra s'arranger pour payer un corps aussi nombreux.

La résolution est adoptée.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose qu'une somme n'excédant pas six mille cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que le comité se lève, rapporte progrès et demande de siéger encore demain.

Adopté.

La séance est levée à onze heures et quarante.

Séance du 10 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures quinze

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de Québec, pour l'année 1868. (Documents de la session, no 8.)

Lecture et dépôt de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Desaulniers, (Maskinongé), la pétition de Louis Provost et autres, des paroisses de Saint-Didace et Saint-Gabriel.

Par M. Fortin, la pétition d'Alphonse Dumais, notaire, du comté de Gaspé.

Par M. Rhéaume, la pétition de Félix Bigaouette et autres, de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Bruno Côté et autres, du township de Simpson; demandant que ledit township fasse partie de la société d'agriculture No 1, dans le comté de Drummond.

Du conseil de ville de la ville de Berthier; demandant que le code municipal soit amendé de manière à ce que la ville de Berthier continue à être régie par sa charte spéciale, l'acte 29 Victoria, chapitre 61.

De Jos. Laurin, et autres notaires, du district de Québec; demandant que le bill concernant le notariat soit adopté avec certains amendements.

De Narcisse Leclerc et autres, de la paroisse de Saint-Etienne, comté de Beauharnois; demandant que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

De Louis Maillé et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte; demandant à être détachés du comté de Montcalm, pour être annexés au comté de Terrebonne.

Du révérend Thomas Martel et autres, de la paroisse de Saint-Barnabé; demandant que la compagnie du chemin de fer du Nord soit séparée de celle du chemin des Piles.

Du révérend J.-D. Comeau et autres, de la paroisse de Saint-Boniface; demandant le droit d'exploiter seuls tout le bois qui se trouve sur leurs lots de terre.

Du conseil municipal du comté d'Ottawa; demandant de l'aide pour un pont.

De J.C. Chamberlin et autres, du comté d'Ottawa, et de Etienne Fournier et autres, des paroisses de Saint-Antonin et de la Rivière-du-Loup comté de Témiscouata; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapports de comités:

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la

Chambre le quinzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, demandant la passation d'un acte qui déclare que sa charte n'a pas cessé d'être en opération, une grande partie du chemin étant terminée, et trouve qu'il n'a pas été donné d'avis; mais comme il est évident que personne ne peut être intéressé dans ces avis, votre comité recommande la suspension de la 51e règle en faveur de vos pétitionnaires.

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'honorable John Young, de la cité de Montréal, demandant que le temps donné par l'acte 24 Victoria, chapitre 96, aux pétitionnaires et autres, sous le nom de "Montreal Hydraulic and Dock Company", pour compléter leurs travaux, soit prolongé, et que la compagnie soit nommée "The Montreal Hydraulic Company", il trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés, mais votre comité considérant, d'après les exposés de la pétition, que les avis ordinaires ne sont pas requis, de plus, toutes les parties étant suffisamment informées, il recommande la suspension de la 51e règle.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill concernant la compagnie d'entrepôt, des bassins et des quais du Saint-Laurent, et y a fait quelques légers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Fait rapport que le comité spécial relatif au bill visant à amender le chapitre 95 des statuts refondus du Canada concernant les loteries a examiné le bill et y a apporté des amendements.

Introduction de bills:

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Demande la permission d'introduire un bill amendant la 27e Victoria, chapitre 26, intitulé: "Acte pour suppléer à la perte des archives et documents occasionnée par l'incendie de la cour et prison du district de Kamouraska, et pour assurer les droits des parties intéressées."

Accordé.

Charles de Salaberry

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose la lecture de l'entrée dans les journaux de cette Chambre de la dernière session, au sujet de la pétition de Charles De Salaberry, demandant un octroi de terre en considération des services rendus par son père, feu le lieutenant-colonel Charles de Salaberry, pendant la guerre de 1812.

Adopté.

Il est ordonné que ladite pétition soit reçue et lue lundi prochain.

Comtés de Montcalm et Joliette

L'ordre du jour prévoit la deuxième lecture du bill fixant les limites des comtés de Montcalm et Joliette, pour les fins électorales et autres.

Le bill est retiré.

Demande de documents:

Enquêtes des coroners

M. P. LARUE (Portneuf): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des enquêtes des coroners dans la province de Québec, depuis l'inauguration de la Confédération; cet état indiquant le nombre d'enquêtes tenues par les coroners, les causes de la mort, le nom des médecins dont les services ont été requis par les coroners et les jurés dans ces cas d'enquêtes; le nombre d'autopsies faites par le ou les médecins appelés dans ces enquêtes et les rapports faits par le jury du coroner dans chaque enquête.

Adopté.

Incendies sur la côte du Golfe

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre la correspondance officielle et tout autre document relatif aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du Golfe Saint-Laurent, dans le district de Gaspé, en 1867 et 1868.

A l'appui de cette motion il rapporte que, durant les années ci-dessus citées, le Labrador a été ravagé deux fois par le feu, en 1867 et en 1868; le feu a consumé une superficie de terres en bois debout de plus de 30 à 40 milles de longueur et de 15 ou 20 milles de largeur, sans mentionner plusieurs établissements de pêcheries qui ont été détruits en deux occasions différentes, par la négligence criminelle des gens préposés à ces établissements. Un autre feu a éclaté dans le voisinage du Cap-Chat — ce qui a causé une immense destruction de bois, de moissons non récoltées et de bâtisses. De telles calamités font voir la nécessité qu'il y a de protéger nos forêts contre cet élément destructeur, puisqu'elles sont une des plus importantes sources de revenu de la province; mais si, chaque année, le feu en détruit autant que la hache du colon ou du commerçant de bois, cette ressource n'existera pas longtemps.

Je suis heureux de voir qu'il se trouve dans notre nouveau code municipal une clause tendant à mettre un frein à cet esprit d'insouciance

avec lequel on diminue si rapidement et sans nécessité la richesse en bois du pays. Cette clause donne aux municipalités le droit de fixer un temps pendant lequel les colons auront le droit de mettre le feu à leurs coupes de bois. Quant à la question de savoir jusqu'à quel point on peut éclaircir les forêts sans nuire au sol et sans altérer le climat, et tout en faisant la part de nos besoins futurs, elle se décide d'elle-même. Nous avons aujourd'hui dans le Nord de l'Afrique un triste exemple, des mauvais effets du dépouillement excessif des forêts dans un pays. Autrefois, l'Afrique du Nord avait reçu le nom de grenier de Rome, à cause de sa grande fertilité et de l'abondance de grains qu'elle produisait. Je prétends que nous viendrons ici à souffrir du même état de choses dont souffre aujourd'hui l'Afrique, si nous continuons à dépenser notre bois de la manière que nous le faisons aujourd'hui sans songer à pourvoir aux moyens d'obtenir un renouvellement de nos forêts; dans une couple de cent ans, nous aurons perdu les trois quarts de nos richesses forestières. Dans l'état où en sont les choses, il est triste de considérer notre position, comparée à ce qu'elle était par le passé.

Dans les anciennes paroisses, c'est à peine si l'on peut apercevoir un seul arbre et, pour construire nos vaisseaux, nous sommes obligés d'avoir le chêne et l'orme de la province de l'Ontario.

Je regrette de dire que dans le Bas-Canada, qui était autrefois couvert de magnifiques forêts de chênes, d'ormes, de noyers noirs et tendres, nous sommes forcés aujourd'hui de recourir à l'étranger pour nous procurer ces bois de si grande valeur. Notre bois de pin même n'est plus aussi commun.

En Europe, on a apporté tant de soin à la conservation des forêts que l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Belgique et d'autres pays anciens doivent l'existence de leurs forêts aux lois rigoureuses qu'ils ont appliquées à cette fin.

C'est un fait notoire aussi que notre climat change et je ne doute pas que cela soit dû au dépouillement excessif de nos forêts. Nos inondations et nos sécheresses peuvent encore être attribuées à cette cause. Les forêts entretiennent cette fraîcheur nécessaire à la fertilité d'un pays.

Il appuie sur l'importance de prendre des mesures pour empêcher cette dévastation, ce gaspillage.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Précise que, dans la région du Saguenay, une grande proportion du territoire fut complètement dévastée par le feu et ajoute que dans les environs du lac Saint-Jean une superficie de deux à trois cents milles carrés a connu le même sort. Il croit que, dans la région du Saguenay, la quantité d'arbres détruits par le feu représente le double des bois coupés à des fins particulières, commerciales ou domestiques. Il fait quelques commentaires généraux relativement à ces grandes dévastations et se dit heureux d'appren-

dre qu'un comité d'enquête allait être formé afin d'étudier ce problème qu'il considère très important.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Dit qu'il ne voit pas quelle législation on pourrait adopter sur la question. Les incidents de cette sorte sont en grande partie causés par des Indiens et des étrangers (ou voyageurs) que la loi ne peut atteindre. Il dit que les malheurs dont on vient de parler sont bien déplorables, mais pourquoi en parler si on n'indique pas les moyens de prévenir les feux dans les bois. Quel est le moyen d'empêcher les incendies et de les arrêter? Voilà ce qu'il faut nous dire. Autrement, il vaut mieux ne pas parler de ce sujet.

La proposition est adoptée.

Bureaux d'enregistrement

M. P. Benoît (Napierville): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant:

1. Le nom des bureaux d'enregistrement qui sont actuellement pourvus de plans et livres de renvoi pour les fins d'enregistrement suivant les articles 2166 et 2167 du code civil du Bas-Canada, et le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

2. La date de la nomination et le nom des commissaires, arpenteurs et autres personnes préposés ou employés jusqu'à ce jour à la confection des plans et livres de renvoi, en vertu des lois et statuts suscités.

3. Le montant des salaires qui ont été payés à ces commissaires, arpenteurs et autres employés et les autres dépenses faites jusqu'à ce jour pour la confection desdits plans et livres de renvoi.

Adopté.

Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill visant à étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada."

La Chambre étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

Lois de la chasse

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose que la Chambre se forme en comité, selon l'ordre du jour, pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

La Chambre étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Township de Tingwick

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, appuyé par le représentant de Laval (M. J.-H. Bellerose), la deuxième lecture du bill pour annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. J. Scriver), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Il y a un débat sur cette fonction.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires," sans amendement.

Aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre 30," avec un amendement auquel il désire le concours de cette Chambre.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux

Reprise de la séance à sept heure et demie

Union St-Joseph de Notre-Dame de Hull

M. R.L. CHURCH (Ottawa): Propose la troisième lecture du bill pour incorporer l'union St-Joseph de Notre-Dame de Hull.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société bienfaisante des ouvriers anglais de Montréal

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose la troisième lecture du bill pour incorporer la société bienfaisante des ouvriers anglais de Montréal.

Adopté.

Ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des bois et des terres du St-Maurice

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill visant à incorporer la compagnie des bois et des terres du St-Maurice.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter du bill visant à incorporer la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des townships de l'Est.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

Compagnie du chemin à lisses de la Vallée de St-François

M. J. ROSS (Compton): Propose suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill visant à incorporer la compagnie du chemin à lisses de la vallée du St-François.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

Compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de St-François

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill visant à réduire le capital de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de St-François.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour amender les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, et demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Township de Tingwick

Reprise des débats sur l'amendement au bill visant à annexer une partie du township de Tingwick au township de Wotton, remplaçant le mot "maintenant" par les mots "de ce jour en six mois" ajoutés à la fin de la question.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Consent avec la permission de la Chambre à retirer son amendement.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Consent avec la permission de la Chambre à retirer sa proposition.

Subsides

La Chambre reçoit les résolutions adoptées

hier par le comité général au sujet des subsides. Ces résolutions sont adoptées par la Chambre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande pourquoi le trésorier n'a pas jugé à propos de placer les surplus de la province dans les débentures et le fonds de la Puissance. Le trésorier d'Ontario a fait un tel placement qui semble avantageux et profitable.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que le gouvernement n'a en main un surplus que depuis peu de temps; ce n'est qu'à la fin de l'année que le surplus a augmenté, à cause de l'entrée des sommes provenant des terres de la Couronne. Le gouvernement considère actuellement la façon de faire fructifier ce surplus. D'ailleurs, lorsque le gouvernement avait de l'argent à investir, les débentures du Dominion n'étaient pas au pair et, lorsqu'elles étaient au pair, le gouvernement de la province n'avait pas d'argent à investir. Il n'a pas voulu acheter d'actions afin de ne pas avoir à les revendre dans peu de temps. Aussi, a-t-il cru préférable de placer ces fonds à la Banque de Montréal où il a pu obtenir des conditions favorables.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il n'a aucun désir de rabaisser notre position financière, ainsi que l'en accuse le trésorier. Mais il (M. Joly) maintient sa position, que le surplus devrait être moindre que celui qui est indiqué: aucune personne raisonnable, en lisant les comptes publics, ne pourrait tirer une autre conclusion. Le trésorier m'a aussi accusé de "pourfendeur de paille". Mais il me semble que j'ai déjà entendu faire ce reproche à quelqu'un. Ne serait-ce pas à l'honorable trésorier lui-même? Je lui rappellerai qu'on parlait de lui dans le temps passé comme d'un "pourfendeur de cheveux" et cela requerrait une machine très délicate pour fendre les cheveux. (Rires)

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Passe longuement en revue l'état financier, et félicite l'honorable trésorier de son discours d'hier. Avant de conclure, il aborde le sujet des subventions à l'Asile de Beauport, et ridiculise le député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon). En se rendant chez lui, hier soir, il (Bellingham) a vu l'établissement de M. Côté, l'imprimeur, magnifiquement éclairé et en pleine activité. Il s'en est allé chez lui et il a rêvé que le Parlement s'était changé en une vaste imprimerie, avec M. Cauchon au fauteuil, et que des institutions comme Beauport florissaient dans chaque comté de la province.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Prend la parole.

M. J.A. CHAPLEAU (Terrebonne): Prend la parole.

Quelques discussions suivent.

La question est mise aux voix et elle est résolue affirmativement.

La Chambre en conséquence se forme en comité.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas quarante-sept mille trente-trois piastres et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien de la maison de réforme de St-Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires des inspecteurs d'écoles, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des journaux de l'éducation, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, collègue McGill, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société d'histoire naturelle, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société historique, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société historique et littéraire, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour les six mois expirés le 31 décembre 1868, montant non dépensé à cette date, lequel a été rayé en conséquence.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à diverses sociétés d'agriculture, etc., pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869, et comprenant les allocations autorisées par les statuts.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour le bureau d'Agriculture, dans le cas d'une exposition provinciale, mais non autrement, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'enseignement agricole attaché aux écoles normales, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une

aide à l'école d'agriculture de Sainte-Anne, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'agriculture de L'Assomption, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent sept piastres et soixante-dix centins soit accordée à Sa Majesté, dont partage sera fait par égales parts entre les écoles d'agriculture de Sainte-Anne et de L'Assomption pour service antérieur au 30 juin 1867, si l'obtention en est faite du gouvernement de la Puissance pour le compte de la province, mais non autrement.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté en faveur de l'immigration, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour les sociétés de colonisation (couvrant les allocations autorisées par les statuts), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-

vingt-sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1re classe, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2e classe, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3e classe, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'arpentage pour les fins de la colonisation, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de cartes, tableaux et états pour les fins de la colonisation, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

La séance est levée à une heure et demie.

Séance du 11 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Beaubien, la pétition des Soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité de Montréal, des dames religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal, et de Pierre Frigon et autres, du village de la côte St-Louis, comté de Hochelaga.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Norman McDonald et autres, du township de Whitton, comté de Compton; demandant de l'aide pour un chemin.

De Louis-Antoine Routier et autres, du comté de Québec; demandant que la compagnie des chemins à barrières de la Rive Nord soit libérée de la dette de celle du Sud.

De A. Tourangeau et autres, de la municipalité de St-Roch de Québec-Sud; demandant que le bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud, et changer le nom collectif de ladite municipalité en celui de la "corporation de la paroisse St-Sauveur," et pour d'autres fins y mentionnées," ne devienne pas loi.

Rapport de comités:

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte intitulé: "Acte pour étendre les pouvoirs de la municipalité de la paroisse de St-Roch de Québec-Sud, et changer le nom collectif de ladite municipalité en celui de "la Corporation de la paroisse de St-Sauveur," et pour d'autres fins y mentionnées," et trouve que le préambule n'a pas été prouvé à la satisfaction de votre comité.

Introduction de bills:

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société bienveillante des arrimeurs de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Acte des municipalités et des chemins dans le Bas-Canada

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill

pour étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada." Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada," et pour amender la 25e Victoria, chapitre 49.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

La Chambre reçoit les résolutions adoptées par le comité des subsides, hier.

Code municipal de la province de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Le comité étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Déclare qu'il ne procédera pas davantage à l'étude du code, à cause de l'heure avancée à laquelle la Chambre s'est ajournée hier soir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Suggère de passer aux bills publics et aux ordres du jour. Cette suggestion est agréée.

Loteries

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 95 des statuts refondus du Canada, concernant les loteries.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Compagnie des bois et des terres du St-Maurice

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour incorporer la Compagnie des bois et des terres du St-Maurice.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propo-

se, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke et des townships de l'Est. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

**Compagnie du chemin à lisses
de la vallée du St-François**

M. J. ROSS (Compton): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de la vallée de St-François.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

**Compagnie pour l'exploitation
et la fonte des minerais de St-François**

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour réduire le capital de la Compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de St-François.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

**Compagnie du chemin à lisses
de la colonisation du nord de Montréal**

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal.

En comité

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Propose d'introduire une clause pour donner une indemnité aux propriétaires dont les revenus se trouveraient diminués par la construction du chemin.

La proposition est rejetée par 22 voix contre 6.

Le comité fait rapport à la Chambre, avec un amendement.

**Compagnie d'amélioration
de la rivière Maganacippi**

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi.

Adopté.

**Compagnie d'entrepôt,
de bassins et de quais du St-Laurent**

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la Compagnie d'en-

trepôt, de bassins et de quais du St-laurent.

Adopté.

Vente et administration des terres publiques

La Chambre, selon l'ordre, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques".

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Tout le monde comprend l'importance de la mesure qui nous est présentement soumise. Il s'agit des intérêts les plus grands de la société, de la propriété, de la fortune et de la richesse publiques. On ne saurait donc apporter trop de soin à la préparation de cette loi. Ceux qui par le passé ont eu des rapports avec le département des Terres de la couronne ont pu se convaincre de la confusion qui y régnait. J'ai été témoin moi-même de faits d'une négligence impardonnable.

Un sous-officier était obligé de venir montrer du doigt à son chef les documents déposés devant lui, sur sa table depuis deux ou trois jours. J'ai eu à régler pour certains colons des affaires qui traînaient devant le département depuis sept à huit ans; et ces affaires, par suite de la négligence de l'officier principal, étaient tellement embrouillées qu'il n'aurait été impossible d'en voir la fin si je n'avais connu personnellement les terrains auxquels elles avaient rapport. Je n'ai point de reproches réels à adresser au gouvernement actuel sur la gestion des affaires de ce département; cependant, je ne puis m'empêcher de remarquer que j'ai été surpris de ce qui a été effectué dans les comtés que je représente en fait d'arpentage. Il n'est peut-être pas une partie du pays où la colonisation ait fait autant de progrès que dans ces comtés où le gouvernement a vendu cette année près de 20,000 acres de terre tandis qu'il en a été vendu 6,500 dans le district de Gaspé etc., et cependant les seuls arpentages faits dans Chicoutimi consistent dans la division de leurs rangs de 23 lots chacun dans le canton Bagot et de 22 lots dans le canton Signai.

Le rapport annuel concernant le département des Terres de la couronne n'étant pas encore publié, je ne sais ce qui a été fait ailleurs; mais je crois avoir le droit de remarquer que l'on a fait très peu dans Chicoutimi. Le gouvernement doit avoir eu des raisons pour en agir ainsi, et j'espère qu'il nous les fera connaître. Les cantons Méty, Caron, Métabecthouan contiennent encore des étendues considérables de terres arables, et j'espère que je n'aurai pas la douleur de voir l'arpenteur qui y réside prendre la route de l'exil et aller dans la république voisine effectuer les arpentages qui lui sont offerts comme en fait foi la lettre que je tiens en ce moment dans ma main.

A part ces quelques observations, je suis heureux de mentionner le fait que j'ai remarqué une amélioration notable dans l'organisation

actuelle du département, et j'en offre sincèrement mes félicitations à celui à qui elles sont dues. Dans M. Bourgeois, dont je ne saurais trop louer l'activité, j'ai toujours trouvé un homme prêt à entendre toutes les réclamations des colons, toujours empressé de fournir tous les renseignements demandés. Je prendrai aussi la liberté de mentionner le nom de M. Lemoine, qui remplit avec zèle et habileté l'emploi qui concerne la vente des terres.

En parcourant le bill, je remarque la clause qui permet au commissaire de faire des octrois gratuits seulement sur les chemins de colonisation. A mon avis, c'est précisément là où l'on ne doit pas en faire. Les lots situés sur les chemins de colonisation acquièrent de suite une grande valeur; les colons qui les possèdent ont de grands avantages, et il me paraît pour le moins singulier que l'on donne ces lots, tandis que ceux situés au loin dans l'intérieur de la forêt, où les colons éprouvent toute sorte de privations, des fatigues dont on ne peut se faire une idée, quand on n'en a pas été témoin, sont vendus. Il est certaines localités où le gouvernement devrait avoir le droit de faire des octrois gratuits; je mentionnerai entre autres l'anse St-Jean, petite paroisse formée sur la rive droite du Saguenay, dans un isolement complet, entre deux chaînes de montagnes, et occupant une étroite vallée de 12 à 20 arpents de largeur. La paroisse la plus rapprochée de l'anse St-Jean, en suivant les sentiers actuellement ouverts, est à 30 ou 35 milles. Les difficultés sans nombre qu'ont à vaincre les habitants de cette localité devraient engager le gouvernement à leur donner les lots qu'ils occupent, et la mesure présente devrait par conséquent être amendée à cet effet.

En parlant des bois, l'autre jour, j'aurais dû attirer l'attention du gouvernement sur l'à-propos de permettre aux colons établis sur la côte du nord d'exploiter ces bois mous en partie détruits ou desséchés par le feu, qui seront entièrement perdus s'ils ne sont promptement enlevés, et qui ne le seront pas si le gouverne-

ment exige la taxe imposée sur ces bois. Il y aurait avantage pour les colons, pour les habitants des villes, et il n'en résulterait aucun tort pour le gouvernement.

J'ajouterai encore que la taxe imposée sur les bois d'exportation me paraît trop élevée. Ceux qui ont fondé des établissements considérables, fait des dépenses énormes pour construction de moulins, écluses, booms, avaient des droits acquis que le gouvernement semble avoir perdus de vue. En doublant le loyer des limites, en augmentant de 50 par cent la taxe sur les bois, l'effet sera probablement de décourager les capitalistes qui, aussitôt que les circonstances le leur permettront, retireront leurs fonds de ce genre d'industrie. Je crois que, dans l'intérêt du pays, il importe que le gouvernement favorise l'exploitation des bois, afin de tirer parti de ces richesses que des feux peuvent détruire d'un jour à l'autre. Les remarques qui ont été faites à ce sujet il y a quelques jours dans cette chambre doivent convaincre le gouvernement et tous les honorables députés que l'on doit faciliter autant que possible l'exploitation de nos forêts.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Documents :

MONSIEUR L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Etat général des baptêmes, mariages et sépultures, dans le district de Chicoutimi, pour l'année 1868. (Documents de la session, no 8.)

Cautionnements des officiers de cette province

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les cautionnements des officiers de cette province.

Adopté.

La séance est levée à dix heures et demie.

Séance du 12 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Hemming, la pétition de la municipalité du township de Stanfold, comté d'Arthabaska.

Par M. Scriver, la pétition de John Scriver et autres, du district de Beauharnois.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de J.-B. Pruneau et autres, des paroisses de St-Roch de Québec, Charlesbourg et Beauport.

Par M. Tremblay, la pétition de la municipalité du township de Hébertville, comté de Chicoutimi.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis Provost et autres, des paroisses de St-Didace et St-Gabriel; demandant de l'aide pour un chemin.

De Alphonse Dumais, notaire, résidant dans le comté de Gaspé; demandant l'abrogation de la 13e section du chapitre 38 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les titres de la propriété, dans Gaspé.

Rapports de comités:

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les deux bills suivants et à l'honneur d'en faire le rapport avec quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir:

Bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer l'association de la salle d'asile de Montréal".

Bill pour incorporer la Société de bienfaisance protestante irlandaise de la cité de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente au nom de l'honorable Conseil exécutif de cette province, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 10 mars 1869, demandant la correspondance officielle et tout autre document relatif aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du golfe St-Laurent, dans le district de Gaspé, en 1867 et 1868. (Documents de la session, no 22.)

Absence de M. C.H. Pozer

M. C.H. POZER (Beauce): Demande la permission de s'absenter jusqu'à mercredi prochain, à raison d'affaires pressantes.

Accordé.

Barreau du Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Présente le rapport du comité spécial auquel ont été renvoyés le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada", et le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada". Voici le rapport:

Le comité spécial sur le bill no 35, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le barreau du Bas-Canada," et le bill no 31, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le barreau du Bas-Canada", a l'honneur de faire rapport qu'il a, du consentement des promoteurs desdits bills, combiné les dispositions desdits bills en un seul bill, no 35, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada," avec des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Il est ordonné que ledit bill soit réimprimé tel qu'amendé.

Incendies sur la côte du golfe St-Laurent

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre reçoive la réponse à une adresse du 10 courant, demandant la correspondance et tous les autres documents relatifs aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du golfe St-Laurent, dans le district de Gaspé, en 1867 et 1868.

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay), que la réponse à une adresse du 10 du mois courant, demandant la correspondance et tout autre document relatif aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du golfe St-Laurent, dans le district de Gaspé, en 1867 et 1868, soit renvoyée à un comité spécial composé de M. Fortin, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Oumet, M. Church, M. Poupore, M. Tremblay, M. Joly, M. Lavallée, M. Hamilton, M. Roy et M. Hemming, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Donne avis qu'il proposera lundi que la Chambre se forme en comité de subsides sur les chemins à lisses de bois ou de colonisation.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant les enquêtes sur les affaires publiques", sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif demande que cette Chambre veuille bien renvoyer à leurs Honneurs le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre 30", afin de retrancher un amendement fait par erreur à ce bill par leurs Honneurs.

Vente et administration des terres publiques

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques" soit reçu.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. L.-H. Blais), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "ledit bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en substituant, dans la treizième clause, aux mots "sur tous chemins publics qui traversent lesdites terres, dans les nouveaux établissements", les mots suivants: "dans tous les endroits qui lui paraîtront convenables".

Si le gouvernement peut me faire un reproche, c'est de lui témoigner trop de confiance en cette circonstance. On dit que le gouvernement craint une pression de la part des députés qui voudront obtenir des octrois gratuits considérables. Mais où sont les faits qui justifient une telle crainte? Le gouvernement n'a pas d'abus à se reprocher de ce côté. Les concessions gratuites ne sont pas encore considérables. Les chemins donnent une grande valeur aux terres, la centuplent. Ce sont les terres que le gouvernement doit vendre de préférence à celles qui sont d'un accès difficile.

Ces terrains, situés près des chemins, se vendent souvent très cher.

Il est à ma connaissance que des terres considérées comme de peu de valeur ont été vendues à l'ouverture d'une voie de communication de \$400 à \$500. Par le passé, le gouvernement a opposé un refus aux demandes de concessions gratuites. Le même fait peut se renouveler, quand il croira que l'intérêt public le conseille.

On alléguera qu'il faut prévenir le mal et qu'il faut songer à l'avenir. Mais il sera temps de remédier au mal quand il commencera à se faire sentir.

D'ailleurs, il est de toute nécessité que, pour donner suite à son projet d'encourager les sociétés de colonisation, le gouvernement ait le droit de donner des terres à des distances du chemin.

Il faut que ses droits soient de ce côté plus étendus. Supposons qu'un grand seigneur veuille favoriser ses censitaires et faire cadeau d'une partie de ses terres, ne serait-il pas singulier que ce seigneur s'adressât à la Législature pour

obtenir un acte qui l'obligerait à ne donner des terres que près des grands chemins?

Le gouvernement est le seigneur de la province de Québec, il faut lui laisser toute la liberté de disposer des terres publiques, d'en donner là où cela lui paraîtra convenable.

Je suis surpris de voir que les honorables ministres, en combattant l'amendement proposé, paraissent se défier d'eux-mêmes beaucoup plus que je ne m'en défie moi-même. Ils paraissent aussi reposer peu de confiance dans leurs amis puisqu'ils redoutent une pression dangereuse de leur part.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois que l'amendement proposé n'est pas dans l'ordre et est contraire à la constitution. Il enfreint les privilèges du gouvernement qui seul a le droit de proposer le mode de distribution des deniers du domaine de la province. Toutefois je laisserai l'amendement subir l'épreuve de la discussion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie la motion du représentant de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) et fait remarquer à la Chambre que M. Tremblay s'occupe de colonisation depuis quinze à vingt ans, qu'il habite une partie du pays où la colonisation a pris un essor considérable, que son expérience lui donne droit à une attention toute particulière de la part de la Chambre et surtout de la part du gouvernement. Il ajoute que la proposition de M. Tremblay est tellement juste qu'il ne peut croire que l'administration y fasse de l'opposition, et qu'elle devrait être traitée et considérée seulement au point de vue du mérite. Il regrette la conduite du gouvernement car les raisons données par M. Tremblay, pour l'extension des octrois gratuits, lui semblent indiscutables. Il ne voit pas en quelle manière cet amendement intervient dans la politique du gouvernement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Pense que si le gouvernement consentait à cet amendement, il serait l'objet de pressions considérables de la part de personnes désirant obtenir des octrois gratuits. Ces concessions provoqueraient souvent des spéculations condamnationnelles. La présente loi est sage et aussi libérale que possible.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Croit que la seule politique sage à suivre est celle recommandée par le député de Chicoutimi. Les octrois gratuits sont une nécessité de la colonisation.

Si nous jetons un regard sur les autres provinces et si nous comparons leur position à la nôtre, nous serons forcés d'avouer que nous sommes bien en arrière d'elles toutes.

La Nouvelle-Ecosse possède une loi plus libérale que la province de Québec. Les terres s'y vendent à un prix purement nominal.

Au Nouveau-Brunswick, le colon achète un

lot qu'il paie \$20, mais il ne débourse pas un sou, car il a le droit d'offrir son travail sur les chemins de colonisation pendant un certain nombre de jours en compensation du prix de sa terre.

Dans la province de l'Ontario, la loi est encore bien plus libérale.

Dès la première session de la Législature, le gouvernement a introduit un bill accordant gratuitement 100 acres de terres aux colons de bonne foi qui s'établiraient dans tels ou tels cantons désignés au statut.

A la seconde session, qui s'est terminée en janvier, ce bill a été amendé, et au lieu de 100 acres, on en accorde 200.

Aux Etats-Unis, les terres se donnent gratuitement, et c'est à la libéralité de son gouvernement que la république voisine doit l'augmentation si rapide de ses richesses et de sa population.

Quel a été, en Canada, le résultat du système actuel? C'est que des centaines de milles de chemins ont dû être abandonnés faute de colons, et que la végétation y a repris toute sa vigueur.

M. P. FORTIN (Gaspé): Il semble que le député de Saint-Hyacinthe n'a pas lu la loi concernant les octrois gratuits, car, aux termes de cette loi, il a plein pouvoir d'accorder des terres. Le député de Chicoutimi voudrait que l'on fasse des octrois là où il n'y a pas de chemins, mais c'est là une suggestion que le gouvernement ne doit pas écouter, car les concessions faites dans cette circonstance seraient parfaitement inutiles. En effet, l'on sait que sans chemin il est inutile de parler de colonisation. L'on pourrait donner gratuitement la moitié de la province de Québec et les colons n'en voudraient pas s'ils ne trouvaient pas de communications faciles avec les centres de population.

Le gouvernement a déjà fait des octrois gratuits sur le chemin Elgin, Taché et dans le comté de Gaspé. Voilà la réfutation des avancés du député de Saint-Hyacinthe.

Je suis d'avis qu'on ne saurait suivre une politique plus sage, et j'approuve les crédits affectés à la colonisation. Si l'on veut sincèrement le succès du pays, si l'on veut que les colons s'y établissent, il faut dépenser de l'argent et beaucoup d'argent. C'est le nerf de la colonisation du pays.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il n'entre pas dans mon intention de faire un discours sur la colonisation, sujet que l'on a discuté à tous les points de vue, je veux simplement faire remarquer que le député de Chicoutimi-Saguenay (M. Tremblay) ne prétend pas que la loi n'accorde point d'octrois gratuits; il propose seulement de changer le mode de distribution.

Il dit qu'on devrait permettre aux colons de construire leurs propres chemins et qu'on devrait alors les considérer comme chemins de colonisation ou d'octrois gratuits.

M.P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): On prétend que la colonisation n'avance point où il ne se trouve pas de chemin du gouvernement, c'est une erreur: dans le Saguenay, les colons ont pris des terres sur une superficie de 300 milles où l'on ne voyait aucun chemin du gouvernement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le député de Chicoutimi (M. Tremblay) a fait hier à l'honorable M. Beaubien des éloges qui, dans sa bouche, n'étaient pas suspects. Je veux maintenant attirer son attention sur le fait que le gouvernement ne désire que modifier la loi actuelle sur les octrois. La loi existe déjà. Les modifications ont pour objet de limiter les pouvoirs du gouvernement et des gouvernements suivants que nous voulons aussi soustraire aux opportunités. Quand il s'agit d'octrois de ce genre, l'on doit appréhender une pression extraordinaire même des députés, qui voudraient obtenir des terres pour des électeurs. Encore une fois, le gouvernement n'introduit rien de nouveau; il ne s'agit que de diriger le courant d'émigration vers les territoires les plus favorables à la colonisation.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je suis heureux de voir M. Joly à la tête de l'Opposition, mais je regrette qu'à cette époque avancée de la session, il juge à propos d'entraver la marche des mesures. On veut nous effrayer peut-être, mais je crois que nous pouvons délibérer sans trembler. La mesure du gouvernement est libérale et mérite l'approbation de la Chambre, et je voterai contre la motion du député de Chicoutimi (M. Tremblay).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le député de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume) parle d'obstacles que l'Opposition veut jeter sur le chemin du gouvernement. J'admets m'être opposé à certaines mesures du gouvernement, et je promets de faire mon possible pour l'embarasser encore davantage avant la fin de la session. Je crois que nous sommes parfaitement dans notre droit et je prétends exercer ce droit. Mais à propos d'entraves, que dira la Chambre, que dira M. Rhéaume d'un député qui présente un bill dans la Chambre et fait ensuite tous ses efforts pour le perdre? Je n'ai pas besoin d'en dire plus long, je suis compris.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je ne cache pas que c'est à moi que ce reproche s'adresse. Je ne me sens pas humilié, au contraire, je suis heureux d'avoir vu tomber le bill que je n'approuvais pas et que mes électeurs condamnaient. Seulement, comme quelques membres du Conseil me demandaient de présenter cette mesure, j'ai dû leur laisser la voie libre, leur fournir l'occasion de faire valoir leurs prétentions et de plaider leurs causes devant le comité. C'est ce que je devais à ma position, c'est ce que me prescrivait le droit de pétition

que possède tout citoyen. Mais quand j'ai vu que le bill n'était l'oeuvre que de quatre conseillers et qu'il ne rencontrait pas les vues de seize cents électeurs, j'ai dû le laisser tomber et je pense que tout député aurait suivi la même ligne de conduite dans la même circonstance.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Appuie le ministère et dit avoir compris que le gouvernement entendait dépenser tout l'argent qu'il recevait des terres publiques pour les fins de colonisation; il croit que le gouvernement a rempli à la lettre ses intentions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je reconnais l'habileté de l'Opposition loyale de Sa Majesté, qui augmente la vigueur de ses attaques, et j'admire sa tactique, même si j'en conteste l'utilité.

Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) reprochait au gouvernement d'aller trop loin dans ses octrois pour les chemins de colonisation; aujourd'hui son lieutenant, le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay), reproche au gouvernement de ne pas aller assez loin. Quel est le moyen, s'il vous plaît, de contenter une aussi capricieuse opposition?

Nous devons cependant combattre l'amendement parce qu'il est contraire à deux principes constitutionnels.

La constitution veut que lorsqu'il s'agit de donner de l'argent pour des fins d'utilité publique, ou des parties du domaine public, le gouvernement prenne l'initiative. Jamais par exemple un député ne peut demander d'accorder une somme d'argent; il lui est permis de suggérer un changement. Le second principe, c'est que le pouvoir du gouvernement doit être limité, et l'Opposition a surtout la charge d'opposer des barrières à cette puissance. Mais ici les rôles semblent être changés et le gouvernement veut restreindre les pouvoirs que l'Opposition désire étendre.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): L'amendement du député de Chicoutimi (M. Tremblay) ne mérite pas les honneurs de la discussion, vu qu'il est contraire aux principes constitutionnels. En vertu de ces principes, c'est le gouvernement qui demande et c'est la Chambre qui accorde ou refuse. Jamais un député ne peut demander d'accorder une somme d'argent. Ce principe élémentaire s'applique dans le cas actuel où il s'agit du domaine public.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est clairement établi que l'amendement de M. Tremblay n'est pas dans l'ordre et je demande la décision de l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Dit que, dans son opinion, la motion n'est pas dans l'ordre, parce que, par les 54e et 90e sections de l'Acte Impérial, 30 Victoria, chap. 3, (Acte de l'Amérique Britannique

du Nord, 1867), il est prescrit que la Chambre ne pourra introduire ni passer un vote, une résolution, une adresse ou un bill ayant pour but d'affecter aucune partie du revenu public, ou de toute autre taxe ou impôt, à aucun objet qui n'a pas été d'abord recommandé par un message du lieutenant-gouverneur pendant la session où ce vote, cette adresse, résolution ou bill est passé.

Cette motion tend à affecter le domaine public. La treizième clause du bill, qu'elle propose d'amender, spécifie les endroits où les octrois gratuits seront accordés, tandis que la motion pour renvoyer le bill en comité général, avec instruction de l'amender, mettrait tout le domaine public à la disposition de l'exécutif, pour des octrois gratuits en vertu d'un statut.

La question principale étant alors mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, en conformité de l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le bill, pourvoyant à l'amélioration de la navigation, n'est pas inconstitutionnel et opposé à l'Acte d'Union.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Réplique que l'objection n'a pas sa raison d'être vu que la Maganacippi n'est pas navigable et ne peut pas même servir au flottage d'un radeau de bois.

Il ne croit pas que ce bill tombe sous la clause de l'Acte d'Union qui concerne le sujet.

Les promoteurs du bill se proposent de dépenser une somme considérable d'argent pour la rendre utile à leur entreprise qui a pour but de faire descendre le bois le long de la rivière.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Dit que si l'objection s'applique au bill pourvoyant à l'amélioration de la navigation sur les rivières Yamaska et Saint-François, elle doit s'attaquer également au cas présent et que pour sa part il ne voit pas de différence entre les deux sur le sujet.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Compagnie d'entrepôt des bassins et quais du Saint-Laurent

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité sur le bill concernant la Compagnie d'entrepôt des bassins et quais du Saint-Laurent.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Cour du Banc de la reine pour le district de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les termes de la cour du Banc de la reine pour le district de Québec.

Adopté.

Loteries

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour amender le chapitre 95 des statuts refondus du Canada, concernant les loteries.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mesurage des billots

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la deuxième lecture du bill relatif au mesurage des billots.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Pense que ce n'est pas constitutionnel et demande un délai de réflexion.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Consent à cette demande.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières.

Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de colonisation du nord de Montréal.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il a reçu une dépêche de M. Carter et que le solliciteur général en a reçu une autre de M. Ogilvie, selon lesquelles l'un et l'autre sont enneigés sur le chemin de Montréal. Ils demandent que la troisième lecture du bill soit

remise à lundi prochain et il (M. Ouimet) suggère qu'on acquiesce à cette proposition.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Considère que les députés de Montréal devraient être à leur poste et il conseille au député d'Hochelaga de presser la troisième lecture de son bill.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit que s'il avait été lui-même consulté comme affaire de courtoisie il n'aurait pas eu d'objection à retarder la passation du bill, mais il connaît l'objet de ce délai qu'on veut avoir afin d'amener le bill et de forcer la compagnie à prolonger le chemin dans le cœur de la cité, ce qui retarderait le projet.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Est d'opinion que la Chambre accordera le délai demandé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il n'y aurait aucun inconvénient pour le bill que de différer sa troisième lecture jusqu'à lundi.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait remarquer que, si les députés de Montréal remplissaient leurs devoirs comme les autres députés, ils ne seraient pas enneigés aujourd'hui sur le chemin, ce qui du reste est fort douteux puisque les dépêches sont datées de Montréal. Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voitures pour chemin d'hiver

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les voitures pour chemin d'hiver.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Bill concernant les chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les chemins de fer.

En comité:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, en amendement, que la propriété du chemin de fer ne soit pas taxée pour les fins municipales à moins que les propriétaires reçoivent un revenu de leurs versements égal à 3 par cent annuellement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que, si l'amendement est inséré dans le bill, il exemptera le chemin de fer concerné par cet acte des impôts municipaux, mais que tous les autres chemins de fer soumis aux lois du

Parlement fédéral n'en seront pas exemptés. L'amendement serait introduit avec plus d'à-propos dans le code municipal; dans ce cas il affecterait tous les chemins de fer.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska-Drummond): Appuie l'amendement.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Dit que, si ces honorables membres réussissaient à faire adopter un tel amendement, ils ne devraient plus se montrer dans certaines municipalités sans avoir leurs vies assurées au préalable.

Le député d'Argenteuil (M. Bellingham) n'est pas conscient du danger qu'il encoure en offrant cet amendement, mais il acceptera la proposition du solliciteur général et retirera son amendement sans avoir l'intention de l'introduire dans le code municipal.

Le comité étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

Code municipal de la province de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: " le code municipal de la province de Québec."

Après quelques discussions, le comité demande à siéger de nouveau.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 15 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, la pétition d'Antoine Ruel et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis; la pétition du bureau de commerce de Québec; et la pétition du conseil du bureau de commerce de Québec.

Par M. Ross, la pétition de Narcisse Roy et autres, du township de Hereford, comté de Compton.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend J.-A. Baile et autres, de la cité de Montréal, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, la pétition de la municipalité du village de Saint-Jérôme, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, la pétition du révérend L.-A. Dequoy et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle, la pétition du révérend A. Giguère et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, et la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Janvier.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de Frédéric B. Matthews, de la cité de Montréal.

Par M. Hearn, la pétition de l'honorable I. Thibault et autres, de la cité de Québec.

Rapport de comités:

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a considéré les bills suivants, à chacun desquels il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour remettre en vigueur et amender la charte d'incorporation du chemin de fer des comtés de Drummond et Arthabaska.

Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés de Sud-Est.

M. A.C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de John Platt, de la cité de Montréal, demandant à être

déclaré propriétaire seul et absolu d'une certaine propriété qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt, et trouve que les avis requis ont été donnés.

M. P. FORTIN (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial auquel a été renvoyée la réponse à une adresse du 10 du mois courant, demandant la correspondance et tous autres documents relatifs aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du golfe Saint-Laurent, dans le district de Gaspé, en 1867 et 1868.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre l'adoption des résolutions suivantes:

1. Résolu que le quorum de ce comité soit fixé à cinq membres.

2. Résolu que votre comité est d'opinion qu'il serait utile et avantageux d'augmenter ses pouvoirs de manière à l'autoriser à s'occuper de tout ce qui se rapporte aux incendies qui peuvent avoir lieu dans les forêts d'aucune partie du pays et aussi de toutes les questions qui se rapportent au déboisement et au reboisement.

3. Résolu que votre comité soit autorisé à faire rapport de temps en temps à votre honorable Chambre du résultat de ses opérations.

Introduction de bills

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour assurer le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte du Parlement de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en union avec l'Eglise d'Ecosse".

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour amender l'acte incorporant l'association de la salle Saint-Patrice de Montréal et demande la permission d'introduire ce bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport général des inspecteurs de prisons pour la province de Québec, pour l'année 1868. (Documents de la session no 23.)

Introduction de bills

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser et confirmer la vente d'une certaine propriété immobilière par la société de Hôpital Général de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Demande que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill pour remettre en vigueur et amender l'acte incorporant la compagnie hydraulique et des docks de Montréal, et demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les cimetières possédés par des congrégations religieuses.

Accordé.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'engagement des pêcheurs et le recouvrement de leurs gages.

Accordé.

Association de la salle d'asile de Montréal

Suivant l'ordre du jour, le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour incorporer l'association de la salle d'asile de Montréal" est lu une deuxième fois.

Requête de Charles de Salaberry

M. E. J. HEMMING (Arthabaska-Drummond): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), que la requête de M. de Salaberry soit renvoyée à un comité spécial.

Ce ne sont pas, M. l'Orateur, des motifs personnels qui me poussent à me lever en cette

circonstance, mais je suis mû par des sentiments d'un ordre plus élevé. La requête vous les a fait connaître; elle demande que le gouvernement récompense les services de de Salaberry, le héros de Châteauguay. Je crois qu'il est du devoir de tout pays de récompenser les services de ses enfants qui se sont distingués. C'est là une coutume qui a été suivie dans tous les pays et dans tous les temps, à Rome comme à Athènes, en Angleterre comme en France et même en Canada. Tous les députés savent que l'on a récompensé les services du général Brock. Il y a dans cette question une considération politique; c'est que, lorsqu'un citoyen fait une action d'éclat, l'on doit le récompenser pour que l'on puisse ensuite dire aux jeunes gens: "Suivez cet exemple et la même récompense et la même gloire vous attendent."

Il s'agit maintenant de savoir si M. de Salaberry a rendu des services qui méritent la reconnaissance nationale.

Eh bien, qu'on ouvre l'histoire de notre pays et l'on verra qu'il a accompli des actions d'éclat; que ses faits d'armes surpassent ce que nous offre l'histoire des autres pays. Qu'ai-je besoin de parler des batailles de Four Corners et de Châteauguay? Leur souvenir vivra éternellement. Le parlement du Canada a reconnu ses services en demandant au prince régent de lui accorder une concession de terre et il est de notre devoir de donner suite à ce projet.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): En secondant la motion du député de Drummond et Arthabaska, je n'ai pas l'intention de faire un discours, je veux seulement engager la Chambre à s'acquitter au nom du pays d'une dette de reconnaissance dont le paiement a été malheureusement trop retardé. Il n'est que juste qu'aujourd'hui nous donnions le capital et l'intérêt pour faire pardonner notre oubli.

Je ne veux pas faire un discours pour une autre raison, c'est que l'on a trop parlé dans notre pays d'honneur, de reconnaissance et de patrie; l'on a fait une trop grande dépense d'éloquence. Il faut aujourd'hui moins de paroles et plus d'action.

Depuis 50 ans, l'on fait l'éloge du vainqueur de Châteauguay, l'on a élevé sa gloire jusqu'au ciel, les Chambres ont voté des remerciements; mais qu'est-il résulté de ces marques de sympathies? Rien, on n'a donné aucune marque tangible de reconnaissance et le pays ne s'est pas acquitté de ses obligations.

Pour réparer cette indifférence inconcevable, est-il besoin de rappeler des titres que tous doivent connaître? Est-il besoin de faire l'éloge de la loyauté de cette famille dont les enfants ont versé leur sang pour l'Angleterre et ont même combattu contre la France pour rester fidèles à leur serment? Est-il nécessaire de parler du libérateur du Canada, du héros de Châteauguay? Ce serait inutile, ces exploits sont dans la mémoire de tous les Canadiens.

L'an dernier, le gouvernement nous a fait

entendre qu'il n'était pas convenable alors de s'occuper de la requête et qu'il vaudrait mieux en remettre la prise en considération à cette session. Le temps est venu de remplir ce devoir et de payer notre dette non avec des discours, mais par des marques plus appréciables. Allons, il faut acquiescer à la demande de M. de Salaberry, il faut accomplir un acte de justice, il faut réparer un oubli, il faut donner un exemple de générosité. Dans notre siècle, il semble que l'on ne comprenne plus ces mots d'honneur et de patrie; ils ne font plus vibrer aucune corde dans le cœur humain. On veut reléguer ces sentiments dans les collèges, ces sentiments bons tout au plus pour passionner les écoliers.

On ne voit plus que les intérêts matériels, la vapeur et la prospérité; l'on parle constamment des besoins du peuple et l'on foule aux pieds bien des droits imprescriptibles.

Quoi, l'on donne des milliers de piastres pour établir les colons, l'on encourage la formation des corps de troupes pour défendre le pays et l'on ne veut rien donner à celui qui a repoussé ces étrangers, au sauveur du pays! Au moment où l'on veut mettre une armée sur pied, il serait très impolitique de ne pas reconnaître le mérite de la plus vaillante personnification du soldat canadien. Si l'on néglige de lui rendre cet honneur, la jeunesse n'aura rien à attendre. Le découragement se glissera partout et le découragement est la ruine d'une armée; il est plus fatal que les revers et la défaite.

Je ne veux pas faire l'insulte au gouvernement et à la Chambre de croire qu'ils n'écouteront point nos réclamations. Certes je connais trop leurs sentiments pour mettre en doute leur bon vouloir et leur générosité. Un orateur français disait: "Il y a de l'écho en France quand on prononce les mots d'honneur et de patrie" et je puis dire que ces mots réveillent les mêmes sentiments parmi les Canadiens.

M. E. LABERGE (Châteauguay): M. le Président, je ne consultais que mes faibles forces et le sentiment de mon incapacité, je garderais certainement le silence sur une question comme celle-ci, mais, d'un autre côté, en prenant conseil de mon cœur, je sens qu'il est de mon devoir de dire au moins quelques mots, persuadé que cette honorable Chambre tiendra compte plutôt de mes intentions que des faibles moyens qui sont à leur disposition.

Pour parler dignement du sujet qui nous occupe en ce moment, je voudrais avoir l'éloquence des deux orateurs qui viennent de me précéder; mais, M. le Président, n'ayant ni l'une ni l'autre, je me contenterai de joindre aux leurs mon faible tribut d'admiration et de louanges à la mémoire du vainqueur de Châteauguay. Représentant du comté où le héros canadien a accompli ses plus beaux exploits, il m'appartient surtout d'affirmer la reconnaissance que nous devons à ce brave défenseur du pays. Puisse sa grande ombre me pardonner si ma

voix n'est pas à la hauteur de la tâche qui m'incombe!

Et d'ailleurs, si je ne m'acquittais pas de ce devoir, j'aurais raison de craindre les reproches mérités de bon nombre de mes constituants qui ont fait la campagne de 1812 sous l'illustre de Salaberry. Il me semble les voir, ces vieillards aux cheveux blancs, courbés sous le poids des années, se redresser fièrement et reprendre leur vigueur de 20 ans en entendant le nom du chef qui les conduisait à la victoire; il me semble entendre un de ces vieillards qui m'était bien cher me raconter, quand j'étais enfant, cette mémorable bataille où l'on vit 300 Canadiens animés, comme les 300 Spartiates des Thermopyles, du désir de vaincre ou de mourir mettre en fuite une armée 20 fois plus nombreuse que la leur et remporter une victoire immortelle. Cette victoire qui a chassé du Canada un ennemi envahisseur, cette victoire qui a fait la gloire du lieutenant-colonel de Salaberry, de ses soldats, de la nation canadienne tout entière, cette victoire est un des plus beaux faits d'armes que l'histoire des peuples ait enregistrés et son souvenir existera éternellement dans nos âges les plus reculés.

Je suis heureux, je suis fier, M. le Président, de parler de cette glorieuse épopée, non seulement parce qu'elle fait la gloire de Salaberry et de ses braves, mais encore parce qu'elle fait l'honneur et la gloire du comté que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre. Les noms de Salaberry et de Châteauguay sont intimement liés ensemble; on ne peut prononcer l'un sans rappeler les émouvants souvenirs de l'autre; aussi la famille de Salaberry a-t-elle bien compris cela, puisqu'elle a donné à l'un de ses petits-fils le nom de Châteauguay; si ma mémoire ne me fait pas défaut on l'appelle le petit Châteauguay.

M. le Président, s'il est un homme qui ait rendu de grands services à son pays, qui ait élevé bien haut la gloire de sa patrie, c'est bien le héros de Châteauguay: personne plus que lui n'a mérité la reconnaissance de ses compatriotes. Il fait peine aujourd'hui aux populations du Canada de voir la seconde fois réclamer devant cette honorable Chambre les récompenses dues aux nombreux services rendus par leur père. Assurément ce n'est pas là le sort qui devrait être réservé à la famille du vainqueur de Châteauguay.

J'espère donc, M. le Président, que la province de Québec se fera un devoir de récompenser les vertus, le patriotisme et la bravoure de ce vaillant soldat en accordant à ses descendants un octroi si bien mérité. C'est pour nous une obligation d'honneur, une dette sacrée, de faire quelque chose pour cette famille, plus maintenant que jamais, puisqu'elle en a un besoin réel.

S'il s'agissait de fortes sommes d'argent, d'octrois considérables, je comprendrais que la Législature devrait user de prudence, mais rien de tout cela: on demande seulement quelques lots de terres dans nos cantons, terres qui nous ont été conservées par l'intrépidité et le génie du chef de la famille qui nous en fait aujourd'hui la demande. Tous les jours on donne des sommes assez élevées pour le soutien de familles dont le chef a rendu des services importants au pays. Or, qui a rendu de plus grands services à sa patrie que le héros de Châteauguay? Personne, M. le Président.

Rappelons-nous qu'il a bravé en face le fer de l'ennemi, qu'il s'est exposé très souvent à la mort et qu'il n'a jamais su ce que c'est que reculer devant l'ennemi supérieur en nombre, et tout cela pour sauver son pays. Et nous qui jouissons aujourd'hui des fruits de sa bravoure, nous ne faisons rien pour la récompenser! Non, ce n'est pas possible: j'ai une trop grande confiance dans le patriotisme de cette honorable Chambre pour le croire.

Je demanderai même plus que ce qu'il y a dans la motion; je voudrais que l'on érigeât à la mémoire du vainqueur de Châteauguay un monument public sur les lieux illustrés par ses grands exploits.

N'oublions pas que c'est une des grandes gloires du pays et qu'il nous faut relever nos gloires pour les transmettre à la postérité afin qu'elles soient pour les générations futures un exemple toujours vivant.

Avec ces quelques remarques, M. le Président, je reprends mon siège, espérant que mes paroles, qui sont l'interprète fidèle de mes sentiments, se réaliseront.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai écouté avec plaisir les éloquentes discours des députés, mais je ne peux en partager les conclusions. Je désire avec le gouvernement reconnaître les services rendus au pays par la famille de Salaberry, mais sans enfreindre les lois. L'ancien Parlement du Canada avait passé des lois en vertu desquelles les officiers et les miliciens canadiens avaient droit à des concessions de terres. Mais on a laissé expirer le délai pendant lequel on pouvait se prévaloir des dispositions de la loi. En accordant une concession de terre à une famille, l'on ouvrirait la terre à une foule de réclamations. D'ailleurs, le gouvernement ne veut pas se mettre en contradiction avec sa politique et donner des terres.

Ainsi le gouvernement ne peut prendre la requête en considération mais avisera. La famille de Salaberry a toutes nos sympathies et nous nous engageons à lui en donner des preuves à la première occasion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'espère que la

Chambre et le pays ne seront pas accusés d'avoir plaidé présomption de la reconnaissance, mais je regrette que nos ressources, de l'aveu des ministres, ne nous permettent pas de nous acquitter d'une dette sacrée.

Cependant, il m'est avis que si les deniers de la province étaient employés avec discernement nous pourrions trouver moyen de nous libérer d'une grande obligation.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je partage les sympathies de MM. Chapleau et Hemming, mais je crois que, dans l'intérêt de la famille, ils feraient mieux de suivre l'avis du gouvernement. Les ministres ne peuvent point se mettre en contradiction avec leur politique et avec la ligne de conduite suivie sous les gouvernements précédents. C'est trop exiger de lui et c'est demander qu'il s'attire une foule d'embarras. Beaucoup d'autres personnes, au Canada, ont rendu des services importants au pays et mériteraient une reconnaissance publique si elles insistaient.

Le gouvernement promet de faire tout en son pouvoir pour reconnaître les services de M. de Salaberry; il faut attendre l'accomplissement de cette promesse.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Nous sommes les héritiers d'une politique qui nous a été léguée par les gouvernements précédents.

Le pouvoir a fixé jadis un laps de temps pendant lequel les miliciens et les officiers supérieurs devaient faire leurs réclamations. Plusieurs ont refusé de se prévaloir de leurs droits.

Aujourd'hui, accorder la demande de M. de Salaberry, ce serait ouvrir la porte à une foule de réclamations qui sont entre nos mains. La famille Barthe, la famille du major Razel, etc. ont aussi des droits à notre reconnaissance et ce que nous accorderions à l'un nous ne pourrions le refuser à l'autre.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Après quelques remarques, retire sa motion.

Pouvoirs des officiers de la Chambre

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait motion qu'un comité spécial de cette Chambre soit nommé aux fins de définir d'une manière précise les pouvoirs des différents officiers chargés de l'administration intérieure de cette Chambre et que ce comité soit composé des honorables MM. Chauveau, Ouimet, Langevin et Cauchon; de MM. Joly, Bellingham, Church, Chapleau et Hearn.

Il dit qu'il y a conflit entre certains officiers de la Chambre, dont les pouvoirs ne sont pas suffisamment définis. Il ne s'agit pas de matières importantes en soi, mais qui le deviennent par le principe en jeu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement s'opposera à cette motion. C'est un vote de censure contre le comité des contingents, dont la Chambre a ratifié les résolutions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Manifeste la surprise que lui fait éprouver cette détermination du gouvernement, dont l'un des membres lui a quelques heures auparavant déclaré le contraire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il y a quelques jours, le député de Terrebonne me montra le texte de sa motion demandant l'assentiment du gouvernement. Je lui répondis que je le soumettrais au conseil. Aujourd'hui nous avons décidé de nous y opposer, et l'honorable procureur général reçut instruction d'en instruire le moteur.

L'honorable procureur général me fait signe qu'il s'est acquitté de sa mission; la chose reste donc établie.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Dit qu'il avait décidé de laisser voter sur la motion du député de Terrebonne et si elle eût été adoptée il eût demandé une enquête sur toute l'administration de la Chambre. Comme président du comité des contingents, il ne peut consentir à l'adoption de la proposition du député de Terrebonne (M. Chapleau), car c'est un vote de non-confiance.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Assure qu'il ne s'agit que de petites difficultés et convient que le but de sa motion était d'assurer à certains officiers des droits que l'on méconnaît. Cependant, puisque le gouvernement s'oppose à sa proposition, il se trouve obligé de la retirer.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Lois de la chasse

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant de nouveau les lois de la chasse dans cette province.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Voitures pour chemins d'hiver

M. P. Benoît (Napierville): Propose que le rapport du comité de toute la Chambre forme pour discuter du bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit reçu.

La Chambre reçoit le rapport.

**Limites des comtés de Châteauguay
et Napierville**

M. P. Benoît (Napierville): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendement

"L'Acte relatif à la représentation du peuple dans l'Assemblée législative, et pour changer les limites des comtés de Châteauguay et Napierville."

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Benoît, de l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Laberge, M. Sriver, M. Fortin, M. Picard et M. Bellerose, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Mesurage des billots de sciage

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose le retrait du bill réglant le mesurage des billots de sciage prévu à l'ordre du jour.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour abroger le chapitre trente-deux des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la destruction des loups".

Bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "Le Cercle de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institution protestante des sourds-muets et des aveugles".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association connue sous le nom de "l'Association Saint-Pierre de Sorel".

Bill intitulé: "Acte pour amender un acte passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre trente".

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal", amendé dans la version anglaise seulement.

Bill intitulé: "Acte pour permettre d'assermenter les témoins dans certains cas, pour les fins de la Législature".

Bill intitulé: "Acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province".

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant le départe-

ment de l'Agriculture et des Travaux publics" soit lu une première fois.

Adopté.

Subventions aux sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité, pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les subventions aux sociétés de colonisation.

Par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, il informe alors la Chambre que Son Excellence, ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

En comité:

1. Qu'une somme annuelle, pour l'espace de trois années, soit accordée à Sa Majesté pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation en cette province, n'excédant point six cents piastres chaque année pour chaque division électorale, et que tout comté uni à un autre comté, pour les fins électorales, soit considéré comme formant par lui-même une division électorale pour cet objet;

2. Que toute société de colonisation, dans les trois mois qui suivront la publication de l'avis officiel de sa formation, devra transmettre au commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics un certificat assermenté par son président ou son vice-président et son secrétaire-trésorier, constatant qu'il a été payé pour les objets de la société, entre les mains de son secrétaire-trésorier, une somme d'au moins cent piastres, et que le commissaire paiera alors à la société une somme égale, mais n'excédant pas trois cents piastres, si c'est la première société formée dans la division électorale, et une somme n'excédant pas cent cinquante piastres, si c'est la seconde ou la troisième; et qu'aucune société ne puisse dans aucun cas recevoir au-delà de trois cents piastres, plus de la moitié de la somme qui aura été payée et souscrite par les membres au-delà de cette somme; mais que s'il n'est formé qu'une seule société, la balance qui reviendrait aux deux autres puisse lui être payée, de même que s'il n'est formé que deux sociétés, la balance qui reviendrait à la troisième puisse être partagée entre elles, pourvu que ces sociétés aient souscrit et payé le montant requis; et que dans le cas où la première société formée n'aura point souscrit suffisamment pour recevoir tout ce qui lui revient, les autres puissent se partager la différence pourvu qu'elles aient souscrit le montant requis.

3. Que toute société établie dans une division électorale devra transmettre chaque année un certificat assermenté des sommes payées par ses membres, lesquelles devront se monter au moins à cent piastres; et qu'après la première année de l'établissement d'une société, le com-

missaire de l'Agriculture et des Travaux publics pourra proportionner les subventions aux résultats obtenus, pourvu cependant qu'il ne soit payé à aucune société une somme plus considérable que celle qui aura été payée et souscrite entre les mains du secrétaire-trésorier pour l'année, jusqu'au montant de trois cents piastres, et pas plus de la moitié de l'excédent; et pourvu aussi qu'il ne soit pas distribué en tout aux diverses sociétés d'une même division électorale plus de six cents piastres dans une même année.

Le comité fait rapport de ces résolutions à la Chambre.

Vente et administration des terres publiques

Suivant l'ordre du jour, un bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques" est lu une troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec un amendement, auquel elle désire le concours de leurs Honneurs.

Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture du bill incorporant la Compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Soutient que, suivant l'Acte d'Union, toutes les améliorations locales de la description mentionnée dans le bill, bien que tendant à rendre un cours d'eau navigable, tombent sous la juridiction de la Législature locale.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Parle longuement, alléguant que, lors du passage de l'Acte d'Union, on n'a pas établi avec précision les compétences du pouvoir central et du pouvoir local relativement à la navigation.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Croit que tous les députés de la Chambre sont en faveur du bill et estiment que le présent projet de loi tombe sous la juridiction du Parlement local.

Le bill est adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie d'entrepôt, de bassins et de quais du Saint-Laurent

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que le bill concernant la Compagnie d'entrepôt, de bassins et de quais du Saint-Laurent soit lu une troisième fois.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte de la Compagnie d'entrepôt, de bassins et de quais du Saint-Laurent, 1869."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Bill des chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter du bill concernant les chemins de fer.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Termes de la Cour du Banc de la Reine pour le district de Québec

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendement le chapitre soixante-dix-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les termes de la Cour du Banc de la Reine pour le district de Québec.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec amendements.

Bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Suivant l'ordre du jour, propose la deuxième lecture du bill amendement le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Victoria, chap. 40, des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement, les bureaux d'enregistrement et les livres et registres tenus en vertu desdits actes.

Adopté.

Société bienveillante protestante irlandaise de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant "La Société bienveillante protestante irlandaise de la cité de Québec."

Adopté.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 16 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes son séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Clément, la pétition du révérend J.-N. Gingras et autres, de la Baie Saint-Paul.

Par M. Pelletier, la pétition du révérend Antoine Campeau et autres, du comté de Bellechasse.

Par l'honorable M. le procureur général Oimet, la pétition de Sa Grâce l'archevêque de Québec.

Ordonné, que la pétition du révérend Antoine Campeau et autres, du comté de Bellechasse, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Rapport de comités:

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay) que cette Chambre concoure dans le rapport du comité spécial auquel a été renvoyée la réponse à une adresse datée le 10 du mois courant, demandant la correspondance officielle et tous autres documents relatifs aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du golfe Saint-Laurent, dans le district de Gaspé, en 1867 et 1868.

Adopté.

Cour du Banc de la Reine, district de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender le chapitre soixante-dix-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les termes de la Cour du Banc de la Reine, pour le district de Québec.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indépendance de la Législature

La Chambre procède à prendre en considération, selon l'ordre du jour, les amendements du Conseil législatif concernant l'assermentation des témoins et pour assurer l'indépendance de la Législature, lesquels amendements sont adoptés.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Se plaint qu'il est impossible d'avoir une juste idée

de notre position financière en consultant les comptes publics remplis d'erreurs propres à dérouter celui qui les étudie. Il signale nombre de chiffres qui ont été placés en guise d'autres, lorsqu'on les a compilés et dit que cela n'est nullement de la faute du trésorier.

Il demande aussi pourquoi l'on a pas donné la correspondance sur la dette publique comme il l'avait demandé. Il se plaint du ministère qui garde cette correspondance secrète.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que si le député de Saint-Hyacinthe (M. Bachand) avait été présent lors du discours du budget, il aurait reçu plusieurs réponses aux questions qu'il a soulevées. Il déplore les critiques de notre position financière qui peuvent discréditer la province. Quant à la correspondance au sujet de l'arbitrage, il ne croit pas qu'il serait de l'intérêt public de la divulguer.

Il n'a pas besoin de donner les détails sur les raisons qui lui font croire que le gouvernement fédéral nous doit de larges sommes encore qui nous laisseront notre surplus actuel et nous assureront une réduction matérielle du surplus de la dette afférente aux deux provinces.

Il dénonce la conduite de l'Opposition qui veut discréditer la position financière de la province, détruire la confiance dans le gouvernement qui régit nos finances et surtout en ce qui regarde l'arbitrage.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il soutient que le trésorier n'a pas donné de preuve que le gouvernement fédéral a assez d'argent en main pour couvrir l'intérêt de l'excédent de notre dette.

Il croit que cet excédent sera réduit à rien, si l'on continue la politique que l'on a suivie pour les 18 mois passés et pour les 18 mois courants.

Les comptes sont inextricables et tout à fait inintelligibles aux députés, et le trésorier, selon toute probabilité, sera très déçu lors de l'examen détaillé de nos affaires à Ottawa.

Il condamne le gouvernement pour avoir ainsi embrouillé les comptes, de manière à faire paraître qu'il y a un surplus de \$646,000.

Il appuie longuement sur l'incertitude et l'état si peu satisfaisant de nos affaires financières, et dénonce avec sévérité le gouvernement qui se précipite dans des dépenses inconsidérées. En supposant même que le trésorier soutienne avec raison qu'il ne sera nécessaire de faire aucune réduction à ce surplus et qu'il ne sera pas nécessaire, non plus, de payer l'intérêt des six premiers mois sur l'excédent de la dette, le surplus du gouvernement en 1870 ne sera que de \$190,000.

La difficulté financière est la plus grande que la province va avoir à rencontrer, toutes les autres sont des bagatelles à côté. Le gouvernement puise dans la caisse comme si elle était inépuisable.

Ce n'est pas nuire à notre crédit que de critiquer ce système; c'est éviter à la province

des mécomptes et un réveil désastreux. Si l'on continue dans la voie où l'on est entré, si l'on ne revient pas hardiment à l'économie en 1870, on ne trouvera absolument rien dans le Trésor.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Fait quelques remarques.

La Chambre se forme alors en comité des subsides.

En comité :

1. Qu'une somme n'excédant pas trente mille six cent trente-cinq piastres et quatre-vingt-dix centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des explorations et inspections des travaux et édifices publics, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt et un mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à l'achèvement de la maison de Réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que cette somme excède le montant nécessaire et accuse le gouvernement de demander, tous les ans, un semblable montant. Il demande quand on arrêtera.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Pense que, si le comité des comptes avait étudié cette question, il aurait dispensé la Chambre d'aller dans les détails et lui aurait épargné du temps.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Partage cette opinion que c'est le devoir du comité des comptes d'étudier ces détails et de fournir à la Chambre les renseignements nécessaires en comité général.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que les députés ont amplement l'occasion de discuter cette matière en comité de toute la Chambre.

La proposition est adoptée.

4. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour réparations ou changements aux appareils calorifères du palais de Justice de Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de

bâtisses et de jurés de chaque district intéressé, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille neuf cent cinquante-quatre piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés de chaque district intéressé, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cent trente-sept piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés de chaque district intéressé, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas douze mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour le district d'Ottawa, pour défrayer les dépenses de la reconstruction et ameublement du palais de justice et de la prison d'Aylmer, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour le district de Montréal, pour défrayer les dépenses de la prison de Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés du district de Gaspé, pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouvel édifice pour palais de justice et prison dans le comté de Bonaventure, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés du district de Gaspé, pour défrayer les dépenses du palais de justice et prison dans le comté de Gaspé, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés du district de Québec, pour défrayer les dépenses de l'achèvement du mur d'enceinte et pour l'exécution des réparations et changements suggérés par les inspecteurs de prisons à la nouvelle prison de Québec, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés du district de St-François, pour défrayer les dépenses de l'achèvement d'un mur d'enceinte, de la construction de communs et de changements à

la nouvelle prison de Sherbrooke, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Saint-Germain de Rimouski".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la maison de Saint-Joseph du Sault-au-Récollet.

Bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation la société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux".

Société bienfaitrice irlandaise protestante de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour incorporer la société bienfaitrice irlandaise protestante de la cité de Québec.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif à la version anglaise du bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal."

Adopté.

Il est ordonné que le greffier rapporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

Adopté.

Salle d'asile de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Association de la salle d'asile de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Charte d'incorporation du chemin de fer des comtés de Drummond et Arthabaska

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour remettre en vigueur et amender la charte d'incorporation du chemin de fer des comtés de Drummond et Arthabaska.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme à nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

14. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés du district de Terrebonne, pour défrayer les dépenses pour restaurer et meubler le palais de justice et la prison de Ste-Scholastique, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour défrayer les dépenses de la construction de murs d'enceinte du palais de justice et des prisons dans les nouveaux districts, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cent treize mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Beauport, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la raison d'une augmentation d'octroi de \$20,000 à l'asile de Beauport.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Félicite les administrateurs de l'institution et explique que l'augmentation est due au fait qu'un nombre extraordinaire d'aliénés ont été placés à l'asile ou le seront bientôt.

La proposition est adoptée.

17. Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés, Saint-Jean,

pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications à propos des \$22,000 accordés à l'asile de Saint-Jean. D'après les rapports publiés au sujet des soins donnés aux aliénés, leur sort est enviable; faisant une revue du rapport, il a souligné que des sommes importantes étaient consacrées à l'alcool, au tabac et autres luxes du même genre.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Explique que l'alcool sert à des fins médicales.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Il annonce que le gouvernement entend introduire un nouveau système pour l'administration des asiles et dit que cet octroi n'est que temporaire, attendu que l'asile de Saint-Jean n'est pas adapté aux fins pour lesquelles on s'en sert et qu'un changement de local est devenu nécessaire.

La proposition est adoptée.

18. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de marine et émigrés, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institution des sourds-muets, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Mont-

réal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la maison de refuge, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins de Saint-Patrice, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité de l'université, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la Madeleine (Bon Pasteur), Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins protestants, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants aveugles et pauvres, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme

une aide au dispensaire, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école d'industrie et maison de refuge, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Sainte-Brigitte, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'association des dames charitables de l'asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile du Bon Pasteur, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la maternité, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des dames protestantes, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent

vingt piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins protestantes, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile militaire du Canada, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au dispensaire, Québec, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital général, Sorel, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice Youville, Saint-Benoît, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la providence, Côteau-du-Lac, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Marie-de-Monnoir, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Mascouche, pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide aux institutions suivantes, savoir: aide à l'hôpital Saint-Jean, \$200.00; aide à l'hospice Lajemmerais, Varennes, \$200.00; aide à l'hospice de Laprairie, \$200.00; aide à l'hospice des Soeurs de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laprairie, \$200.00; aide à l'hospice des Soeurs de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, \$200.00; pour les douze mois finissant le 31 décembre 1869.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, si l'obtention en est faite du gouvernement de la Puissance pour le compte de la province, mais non autrement, aux institutions suivantes, savoir:

Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, la somme de \$2,000; institution des sourds-muets, Montréal, la somme de \$1,500.00; malades indigents, Montréal, la somme de \$1,600.00; hôpital Saint-Patrice, Montréal, la somme de \$800,000; Soeurs de la Providence, Montréal, la somme de \$560.00; asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, la somme de \$215.00; maison de refuge, Montréal, la somme de \$240.00; asile Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal, la somme de \$320.00; hospice de la maternité de l'université, Montréal, la somme de \$240.00; asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal, la somme de \$160.00; asile des orphelins catholiques romains, Montréal, la somme de \$160.00; Soeurs de la Charité, Montréal, la somme de \$400.00; asile des orphelins protestants, Montréal, la somme de \$320.00; hospice de la maternité, aux soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, la somme de \$240.00; asile de la rue Bonaventure, Montréal, la somme de \$215.00; asile Nazareth, pour les enfants aveugles et pauvres, Montréal, la somme de \$215.00; dispensaire, Montréal, la somme de \$160.00; Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins, Montréal, la somme de \$160.00; école d'industrie et refuge, Montréal, la somme de \$160.00; malades indigents, Québec, la somme de \$1,600.00; Association des dames charitables de l'asile des orphelins catholiques romains, Québec, la somme de \$240.00; asile du Bon Pasteur, Québec, la somme de \$320.00; hospice de la maternité, Québec, la somme de \$240.00; asile des dames protestantes, Québec, la somme de \$160.00; asile des orphelins, Québec, la somme de \$160.00; asile Finlay, Québec, la somme de \$160.00; asile des orphelines protestantes, Québec, la somme de \$160.00; asile de Sainte-Brigitte, Québec, la somme de \$160.00; asile militaire du Canada, Québec, la somme de \$80.00; malades indigents, Trois-Rivières, la somme de \$1,120.00; hôpital général, Sorel, la somme de \$150.00; hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, la somme de \$160.00; pour les six mois expirés le 30 juin 1867.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins protes-

tants, Montréal, pour les douze mois expirés le 30 juin 1868, montant non dépensé au 31 décembre 1868, lequel a été rayé en conséquence.

Adopté.

Le comité décide de siéger à nouveau, plus tard.

Bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40, des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement, les bureaux d'enregistrement et les livres et registres tenus en vertu desdits actes.

Le comité commence l'étude du bill et décide de siéger de nouveau.

Barreau du Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant le Barreau du Bas-Canada.

Le comité étudie le bill et décide de siéger de nouveau.

Voitures pour chemins d'hiver

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. L.-A. Sénécal), la troisième lecture du bill concernant les voitures pour chemins d'hiver.

La Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cadastres

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres-nouveaux postérieurs auxdits cadastres.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Gaudet, l'honorable M. le Procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Bachand, M. Desaulniers (Saint-Maurice), M. Desaulniers (Maskinongé), et M. Moll, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Seigneurie à Mingan

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose une adresse demandant copie de tout titre créant ou accordant une seigneurie à Mingan, Labrador, ou près de cette place.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement ne peut pas encore fournir les titres demandés.

La proposition reste sur les ordres du jour. A neuf heures et dix, la séance est levée.

Séance du 17 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Church, la pétition de la municipalité des townships unis de Egan et Kensington, comté d'Ottawa.

Par M. Marchand, la pétition de Joseph Roy et autres, de l'Acadie, comté de Saint-Jean.

Par M. Sriver, la pétition de D. Baker et autres, du township de Dundee.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Bureau de commerce de la cité de Québec; demandant des amendements aux amendements demandés à l'acte d'incorporation de la cité de Québec.

Du Conseil du Bureau de commerce, de la cité de Québec; demandant des amendements au bill autorisant la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, sur le côté nord de l'île de Montréal.

Du révérend J.-A. Baile et autres, de la cité de Montréal; demandant l'établissement de Maisons de réforme et d'industrie, dans cette province.

De Frédérick B. Matthews, de la cité de Montréal; demandant que le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie hydraulique de Saint-Louis" ne devienne pas loi.

De Antoine Ruel et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, et de Narcisse Roy et autres, du township de Hereford, comté de Compton; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Sauveur, de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, de la municipalité de Sainte-Agathe-des-Monts, de la municipalité du village de Saint-Jérôme, de la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, de la municipalité de la paroisse de Saint-Janvier, du révérend L.-A. Dequoy et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle, et du révérend A. Giguère et autres, de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, tous du comté de Terrebonne; demandant respectivement un octroi gratuit de terre pour la construction d'un chemin à lisses de colonisation au nord de Montréal, et pour autres fins.

Chemins à lisses

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que ses résolutions touchant les octrois aux chemins de fer de colonisation ne sont pas tout à fait préparées, attendu qu'il y a encore un ou deux détails à régler; mais il espère être en état de les mettre entre les mains des députés demain.

Cependant, comme l'affaire est très importante, il va donner immédiatement à la Chambre un aperçu des résolutions afin que le gouvernement puisse profiter de toute bonne suggestion que des députés pourraient faire.

La première résolution dit qu'il est expédient d'encourager par une aide provinciale la construction en bois, le maintien et le fonctionnement de certaines lignes projetées de chemins de fer de colonisation.

Il n'y a pas de difficulté à propos de quatre de ces lignes — Québec et Gosford, Lévis et Kennébec, Drummond et Arthabaska, et le chemin du nord de Montréal — pour une longueur non interrompue de 15 milles de chacun de ces chemins qui aura été construit en bois et sera bona fide en opération le ou avant le 1er juillet 1872.

Un subside de 3 par cent sur le coût bona fide de la construction sera payé à même le fonds du revenu consolidé de la province par paiements annuels qui deviendront dus le 1er septembre de chacune des 20 années prochaines durant lesquelles, après le premier paiement, telle longueur de chemin sera bona fide maintenue en opération; mais pas autrement ni pour un espace de temps plus long. Tel coût cependant — à moins que ce soit pour des ponts exceptionnels — ne devra excéder un montant moyen de \$5,000 par mille.

En calculant ce subside, sera considéré comme pont exceptionnel tout pont sur une rivière ou ruisseau excédant cinquante verges de largeur à l'eau haute, dont le coût raisonnable dans une telle place et la construction et les matériaux auront été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont ce dernier estimera le coût à plus de \$5,000; 3 par cent par année seront accordés non sur la longueur mais sur la partie exceptionnelle sur le coût établi bona fide pourvu que cela, dans chaque cas, n'excède pas le total que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera comme la valeur raisonnable et réelle pour le calcul de tel subside.

Cette dernière clause est établie pour empêcher les compagnies de construire des ponts plus dispendieux qu'il ne serait nécessaire.

Quant à la forme du paiement de ces subsides, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps en temps, pourvoir, comme il lui paraîtra nécessaire, au paiement de ces subsides ou d'une partie à toute personne les réclamant au nom de la compagnie qui y a droit, et pour faire tel paiement pourra émettre toute sorte d'inscription ou certificat avec ou sans coupons payable à ordre ou au porteur et autrement dans telle forme pour tel montant et sujet à tous les règlements qui seront jugés avantageux au public.

Lorsqu'une moitié non interrompue de tel chemin de fer ou pas moins de 25 milles non interrompus auront été complétés et seront bona fide en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande à cet effet faite

par la compagnie, pourra déclarer que la moitié du subside a été convertie en un subside payable à la condition ci-dessus indiquée du maintien continu du chemin en opération bona fide; mais aux conditions qui suivent.

Lorsque le tout ou pas moins de 50 milles non interrompus auront été complétés et seront bona fide en opération, le lieutenant-gouverneur pourra sur une semblable demande, déclarer que tout le subside a été converti de la même manière.

Dans l'un ou l'autre cas, cependant, cette conversion n'affectera aucune partie de tel subside représenté par des débentures, inscriptions ou certificats demeurant conditionnels.

Pour un montant limité, le lieutenant-gouverneur en conseil, pour assurer le paiement de tout subside ainsi converti à toute personne le réclamant de la compagnie qui y a droit, pourra émettre toute sorte de débentures, inscriptions ou certificats avec ou sans coupons payables à ordre ou au porteur et autrement, et d'après telles conditions qui seront regardées comme avantageuses au public.

Tels débentures, coupons ou certificats pourront, dans tout cas, être émis comme le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera avantageux au public, soit pour assurer chaque année le paiement de tel subside converti pour le nombre d'années mentionné ou pour assurer le paiement de l'intérêt à six par cent annuellement sur la valeur de tel subside converti et capitalisé aux mêmes taux de six par cent et payable en un espace pas moins de 20 ans et de pas plus de 30 depuis la date de la conversion en capital; ce subside sera payable à tout bona fide porteur réclamant de la compagnie et non à la compagnie si elle a encore les coupons, malgré que la compagnie ne maintiendrait pas le chemin en opération bona fide pensant tout le temps que le subside serait accordé.

Lorsque tels débentures, inscriptions ou certificats auront été ainsi émis, le chemin de fer et toutes ses propriétés seront sujets à telle inspection spéciale par le bureau des chemins ou autrement que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser, et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, ordonner à la compagnie de faire les réparations jugées nécessaires par cette inspection pour maintenir le chemin et ses propriétés en bon état d'opération.

Si la compagnie refuse de faire telle inspection ou néglige de faire ce qui est nécessaire pour maintenir le chemin, ou si elle suspend son opération, le gouvernement prendra possession du chemin qui aurait droit à tous les crédits que la loi pourra lui accorder, la province devant avoir la première réclamation.

Tel est le système général d'octrois que le gouvernement a l'intention d'accorder aux quatre chemins de fer déjà mentionnés.

Les mêmes principes généraux s'appliqueront aux autres chemins projetés avec certaines conditions; quant aux lignes rivales de Sher-

brooke et de Lennoxville qui suivent une route parallèle et à une courte distance l'une de l'autre, le gouvernement a vu qu'il était impossible de donner un subside aux deux, et il propose de diviser le subside entre les deux compagnies, dans le cas où les deux chemins seraient mis en opération. Si les compagnies faisaient un amalgame pour ne se servir que d'un chemin, tout le subside serait accordé à cette ligne.

Quant au chemin des Piles, le gouvernement en est venu à cette conclusion: si, durant cette session ou la prochaine, une compagnie est incorporée pour construire un chemin en bois à partir des Trois-Rivières ou vis-à-vis jusqu'aux grandes Piles, cette compagnie recevra 4 pour cent au lieu de 3 sur son déboursement et aura quatre années au lieu de trois pour compléter tous ses travaux.

Introduction de bills:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande la permission d'introduire un bill amendant le paragraphe sept de la section trente-cinq du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé.

Bibliothèque du Parlement

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose qu'il soit résolu:

1. Que cette Chambre croit devoir exprimer l'opinion, que l'usage de la bibliothèque du département de l'Instruction publique lui serait très utile, vu que les volumineuses collections de livres d'histoire, de sciences et d'ouvrages concernant l'enseignement, fourniraient aux députés les moyens de faire une étude spéciale des diverses matières ayant rapport, soit à la politique proprement dite, soit au sujet de l'enseignement, sur lequel une mesure sera probablement proposée à une prochaine session.

2. Que dans le but d'obtenir cet avantage, et en vue de limiter les dépenses pour l'acquisition d'une bibliothèque provinciale, cette Chambre croit devoir exprimer le désir, qu'il lui paraît convenable que le département des Travaux publics soit transféré, des bâtisses du parlement, à celles occupées actuellement par les départements du Secrétariat et de l'Instruction publique, et que ces derniers départements soient transférés aux appartements occupés par le département des Travaux publics; la bibliothèque de l'Instruction publique devant être placée dans la salle en partie occupée actuellement par la bibliothèque du Parlement, l'usage de ces deux bibliothèques réunies devant appartenir aux membres des deux Chambres et aux officiers du bureau de l'Instruction publique.

Avant d'aborder mon sujet, je dois exprimer ma surprise sur la manière dont je suis traité par le premier ministre. Chaque fois qu'il élève la voix en Chambre pour répondre à mes objec-

tions, il profère des menaces que, je crois, il n'osera pas mettre à exécution. Le premier ministre n'est pas seul à me menacer; l'honorable secrétaire d'Etat partage sa manière de voir à cet égard, et non seulement il me menace, mais il vise tous ceux qui ont le malheur de porter mon nom et si je ne fais pas trembler la Chambre, comme dit M. Rhéaume, j'ai lieu de trembler.

Quand je fais la guerre, je la fais franchement, sans détour, et pour des motifs d'intérêt public. Aujourd'hui, je ne me cache pas et je la porte dans le saccuaire de l'honorable premier ministre que je désire faire capituler. Mais pour excuser une telle audace, je dois dire encore une fois que je ne suis mû par aucun motif d'intérêt personnel.

Je ne suis animé d'aucune hostilité envers le gouvernement et je prends l'initiative de ces résolutions par pur esprit d'économie.

En parlant des onze mille volumes confiés à l'autorité du surintendant du département de l'Education, il dit que même s'il a été intimidé par le premier ministre (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) et le représentant de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon), il reste déterminé à soumettre à la Chambre ces résolutions. Il admire comme tout autre représentant la personnalité éminente du premier ministre et le félicite de s'être si bien comporté il y a quelques années en Europe. Il croit nécessaire néanmoins de rappeler à la Chambre les avantages multiples qui accompagneraient le déplacement des onze mille volumes remisés présentement au département de l'Education à la bibliothèque du Parlement. Il explique que ces volumes dont la propriété est publique devraient être placés sous l'autorité de la Chambre, considérant que dans l'état actuel où ils se trouvent ils risquent d'être détruits par le feu.

Lorsque le premier ministre aura laissé la mer orageuse de la politique, il sera heureux de se trouver près du théâtre de ses exploits, et il nous aura aidés à réaliser une grande économie.

Nous devons, dans toutes ces questions, éloigner tout esprit de parti qui gêne ce qu'il touche; nous devons discuter cette question avec des vues élevées et dignes de législateurs. En terminant, qu'il me soit permis de citer les paroles d'un orateur français sur l'esprit de parti. Après avoir fait une description des dangers que courait la France, il dit: "Vous connaissez ce fleuve qui roule ses flots à travers les déserts de l'Amérique et qui se précipite d'une hauteur effrayante et forme cette cataracte, la plus formidable du monde. Malheur à ceux qui se laissent entraîner par le courant. Malheur à nous aussi car nous sommes emportés par le courant d'un fleuve semblable! Déjà l'oreille la moins attentive entend les mugissements de l'esprit de parti qui menace de nous entraîner dans l'abîme".

Tirons donc profit de ces paroles: elles renferment un conseil que nous ferions bien de suivre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il me serait difficile de suivre le député de Chicoutimi (M. Tremblay) dans ses remarques dont un grand nombre ont, avec la question discutée, un rapport que l'on ne sait point.

Par ces résolutions, il demande que l'on transporte la bibliothèque et le département de l'Instruction publique dans les bâtiments du Parlement. Il nous rappelle l'histoire de Mahomet qui, voyant que la montagne ne voulait pas venir à lui, prit le parti d'aller la trouver.

La demande de M. Tremblay est peu parlementaire. Le gouvernement doit avoir la responsabilité de placer ces bureaux où bon lui semble. Quant à la question en elle-même, M. Tremblay oublie que pour faire ce déménagement il faudra dépenser une somme d'argent considérable.

D'ailleurs, il y a peu de bibliothèques dans le pays, et nous devons chercher à en augmenter le nombre autant que cela est possible. La bibliothèque de l'Instruction publique est à la disposition des députés.

Les provinces de Québec et d'Ontario ont des réclamations contre le gouvernement fédéral pour une part de l'ancienne bibliothèque du Canada, et si l'on fait droit à cette réclamation, nous aurons une jolie somme qui nous aidera à garnir les rayons de la bibliothèque du Parlement.

La bibliothèque que l'on veut enlever à l'Instruction publique, pour le simple plaisir de l'enlever, ne pourrait guère servir aux députés. Elle ne contient que peu d'ouvrages sur le droit politique ou constitutionnel. Elle a été formée, grâce aux économies réalisées par le département, et en partie avec les dons des gouvernements d'Europe, des Etats-Unis, et des professeurs.

On parle d'économie, mais je puis dire que lors même que les livres de l'Instruction publique auraient été transportés au Parlement, nous aurions été obligés d'acheter les livres que nous voyons dans la bibliothèque. Puisque l'on parle toujours de l'Ontario en cette Chambre, je dois rappeler à ceux qui nous citent son exemple, que le gouvernement de cette province n'a pas réclamé la bibliothèque de l'Instruction publique, quoique le Parlement fut moins riche en livres que nous le sommes nous-mêmes.

Je nie par ailleurs le fait qu'il y ait à la cave onze milles volumes entreposés, puisque cet endroit doit servir à entreposer du bois et non des ouvrages précieux.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Pense que le problème suscité par ces résolutions est de nature à intéresser le public comme le démontre la réaction de la presse à cet égard. Il croit que la Chambre pensera comme lui qu'il est souhaitable que cette précieuse collection d'ouvrages soit soumise à l'autorité immédiate du premier ministre, et maintient que la province économiserait en effectuant le déménagement de ces

volumes. En terminant, il souligne la pauvreté de la bibliothèque du Parlement qui se trouve privée de cette précieuse collection et souligne les avantages de son déplacement pour les députés et le public.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a l'intention de laisser ces ouvrages là où ils se trouvent présentement.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Je désire faire une remarque dont je prie quelques députés de prendre note. C'est que je ne répondrai pas ici aux attaques personnelles qui sont dirigées contre moi en ma qualité de secrétaire d'Etat.

Ce n'est pas à Québec que l'on devrait m'attaquer, mais dans le Parlement fédéral. Répondre ici à ces attaques serait manquer de respect à la Chambre et à ma position.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense que cette déclaration démontre les raisons essentielles qui militent en faveur de l'abolition du double mandat.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Ne croit pas que le déplacement des volumes soit de quelque utilité à la Chambre. Comme il s'agit d'ouvrages littéraires ou scientifiques, ils serviraient très peu aux députés en ce qui a trait à leur fonction parlementaire.

Peut-être le député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) n'est-il mu par aucune hostilité, il n'oserait le nier. Néanmoins son comportement n'est pas rassurant.

Il est d'avis que le premier ministre a toujours fait montre de ménagement à l'égard du député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay), et que ce dernier n'a pas raison de se plaindre d'avoir été menacé.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue négativement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Annonce que par respect des représentants irlandais et dans le but de permettre à ceux-ci de remplir des engagements ou de se rendre à des invitations au cours de la soirée, il consent à ajourner la séance jusqu'à demain, à la levée de la première partie de la séance.

Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-est

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-est.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Le gouvernement donnera donc priorité aux mesures privées avant la levée de la séance.

Société bienfaisante protestante irlandaise de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture du bill incorporant la société bienfaisante protestante irlandaise de la cité de Québec.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Association de la salle d'asile de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour incorporer l'Association de la salle d'asile de Montréal."

Adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Chemin de fer d'embranchement de Missisquoi

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill incorporant la compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Bill concernant les chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture du bill concernant les chemins de fer.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture du bill concernant la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation.

Adopté. Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation."

Il est ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Comté de Richelieu

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose la deuxième lecture du bill annexant le rang de Sainte-Julie, dans la paroisse de Saint-Marcel, au comté de Richelieu, pour les fins judiciaires, municipales, scolaires, électorales et d'enregistrement.

M. J. BEAUDREAU (Richelieu): S'oppose au bill.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): S'oppose au bill qu'il juge contraire aux intérêts de la paroisse de Saint-Marcel qui a contribué dans une large mesure à la construction des chemins.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne peut consentir à ces mesures de division à moins que les députés des comtés intéressés soient d'accord sur le changement proposé. Le député de Richelieu s'étant opposé à la seconde lecture, le bill ne doit pas être adopté.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens immobiliers appartenant à la succession de feu Angus Macdonald."

Bill intitulé: "Acte pour permettre à la Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal, et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social."

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative aux jurés et aux jurys."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec."

La séance est levée à cinq heures trente.

Séance du 18 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Locke, la pétition de C. A. Richardson et autres, du comté de Stanstead.

Par M. Dugas, la pétition du révérend N. Coutu et autres, des townships de Rawdon et Chertsey, comté de Montcalm.

Par l'honorable M. le procureur général Oimet, la pétition de la maison de Miséricorde de Montréal.

Par M. Verreault, la pétition du conseil municipal du comté de l'Islet.

Par M. Tremblay, la pétition de la municipalité du township de Roberval.

Par M. Carter, la pétition de l'Association des citoyens de Montréal; la pétition de la Société de tempérance de Montréal; la pétition de Théodore Hart et autres, propriétaires de bien-fonds, dans la cité de Montréal; la pétition du révérend H. F. Darnell et autres, le clergé et les laïques de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande dans le diocèse de Montréal; la pétition de George Giddings et autres, du comté de Brôme; et la pétition de A. S. Williams et autres, du comté de Shefford.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition d'Etienne Dussault et autres arriéreurs, de la cité de Québec.

Par M. Chapleau, la pétition de la municipalité du village de New Glasgow, la pétition du conseil municipal du comté de Terrebonne, la pétition du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, la pétition du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse Saint-Sauveur; et la pétition du révérend Georges Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Lin.

Rapport de comités:

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly, et est convenu d'en faire rapport sans amendement.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser et ratifier la vente d'un certain immeuble fait par la Société de l'Hôpital Général de Montréal, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer la compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska, et pour le creusement desdites rivières, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre d'hypothéquer les meubles en certains cas.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut maritime de Montréal.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est

Le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est est, selon l'ordre du jour, lu pour une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre des résolutions adoptées le 16 mars dernier. La Chambre adopte ces résolutions.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis," sans amendement.

Et aussi le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour expliquer le chapitre vingt-trois des statuts refondus du Canada," auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour expliquer le chapitre vingt-trois des statuts refondus du Bas-Canada", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Maisons de réforme et d'industrie

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant les maisons de réforme et d'industrie.

M. H.G. JOLY (Lotbinière): Demande quel est l'objet du bill.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que l'objet du bill est de permettre au gouvernement, s'il le juge convenable, d'envoyer les jeunes délinquants comme en Angleterre à des maisons de réforme privées établies par des personnes charitables.

Accordé.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis heureux d'annoncer à la Chambre que le gouvernement fera connaître demain sa politique relativement à la question des écoles.

Comme la session dure depuis longtemps et que les députés désirent en voir le terme, en conséquence, je propose qu'à partir de samedi prochain il y ait deux séances par jour: l'une de 10 à 2 heures, et l'autre de 4 à 6 heures avec la reprise de la séance à 7 heures et demie.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Serait-il indiscret de demander au gouvernement quand l'ajournement aura lieu?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Nullement, mais il y aurait pour moi de l'indiscrétion à répondre à cette question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il nous reste encore à examiner un grand nombre de mesures, et si l'on veut ajourner avant Pâques, il faudra légiférer à la vapeur. Nous n'avons pas étudié ni le bill des notaires, ni le bill des magistrats suspendiaires, etc. Il serait utile de remettre quelques mesures à la prochaine session.

Si le gouvernement a l'intention d'ajourner bientôt, il espère qu'il ne pressera pas l'adoption de ces mesures dont quelques-unes sont très importantes.

Si la Chambre s'ajourne mercredi prochain, il sera impossible de prendre convenablement en considération ces mesures.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que le comité des bills privés a encore un grand nombre de bills à considérer et, puisque le comité ne peut siéger en même temps que la Chambre, il partage l'opinion du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'il serait préférable de remettre à la prochaine session quelques mesures du gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Suggère que la séance du matin commence à midi au lieu de dix heures.

M.J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): S'oppose à ce qu'on hâte le passage des bills et

préfère que la Chambre siège quelques jours de plus pour étudier attentivement les mesures qui lui sont soumises.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Dit que les projets les plus importants pour le pays sont ceux du gouvernement. Si, comme on le prévoit, la prorogation a lieu avant Pâques, il ne peut pas voir comment la Chambre pourra accorder suffisamment d'attention aux projets annoncés. En plus des bills du gouvernement, il y a un nombre considérable de bills privés, comme ceux concernant Québec et Montréal. En passant, il se permet de faire remarquer que les promoteurs des bills privés sont souvent responsables des retards de la session parce qu'ils se présentent devant la Chambre beaucoup trop tard. C'est ce qui explique que la législation est souvent passée à la vapeur et il espère que le gouvernement tiendra compte des suggestions du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il est évident que les ministres ont été si occupés pendant la vacance qu'ils n'ont pas pu préparer leurs mesures; c'est très fâcheux, car la chose publique en a souffert. Après nous avoir laissé inactifs pendant longtemps, ils veulent nous forcer à travailler incessamment.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a pas présenté ses mesures plus tôt pour une raison bien simple: c'est qu'il lui fallait consulter ses amis sur l'opportunité et la nécessité de présenter telle ou telle mesure. C'est d'ailleurs la conduite suivie par tous les gouvernements.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): En tant que président du comité permanent des divers bills privés, il s'oppose à toute suggestion contribuant à entraver le travail de ce comité très important; ainsi, il s'oppose aux séances du matin. Le comité a devant lui, à ce moment, des projets affectant d'une façon vitale les intérêts de Québec et de Montréal, et ces intérêts ne peuvent pas être négligés. Si la Chambre siège pendant les matinées, il serait impossible au comité de se réunir. La Chambre pourrait peut-être songer à se réunir plus tôt dans la soirée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Suggère que les séances de l'après-midi et du soir soient considérées comme des séances séparées afin d'expédier les affaires.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'il serait satisfait d'un tel arrangement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement ne veut pas presser l'adoption des mesures par la Chambre pas plus que celle-ci, pense-t-il, n'a l'intention de pousser le gouvernement à agir.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): S'oppose à ce qu'on légifère avec autant de rapidité qu'à la dernière session.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le gouvernement tente de faire avancer sous un titre insignifiant une mesure très importante pour amender la loi concernant les "limites à bois". Il demande pourquoi ce bill, qui est très court, n'a pas été inclus dans celui touchant l'administration et la vente des terres publiques.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ces bills ont toujours été distincts.

Après quelques discussions:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Eh bien, soit ! Nous aurons une séance de 2 heures à 6 heures et une de 7 heures à minuit.

Il propose donc, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin), que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi, à 11 heures a.m., et que depuis lundi inclusivement, durant le reste de la session, il y ait deux séances distinctes chaque jour, les samedis exceptés, la première devant commencer à 3 heures p.m., et finir à six heures p.m., et la seconde à sept heures et demie jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

Lois des jurés et des jurys

L'ordre du jour prévoit la deuxième lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative aux jurés et aux jurys".

Adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Magistrats de district

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill concernant les magistrats de district en cette province.

En demandant la deuxième lecture du bill concernant les magistrats stipendiaires, je dois en expliquer le but. Nous voulons: 1o perfectionner le système de décentralisation judiciaire qui fonctionne dans le pays depuis un certain nombre d'années; 2o diminuer les frais d'administration de la justice dans les causes criminelles et prévenir de grands abus dans les campagnes. Les magistrats pourront juger toutes les offenses minimales. Vous connaissez déjà la loi. Elle donne aux magistrats stipendiaires, les pouvoirs, privilèges et l'autorité d'un ou deux juges de paix, en certains cas, lorsqu'il s'agit des jeunes délinquants, les pouvoirs des cours du recorder, sheriff, etc.

Je dois dire que la loi ne s'applique pas aux districts de Montréal et de Québec.

Un des effets de la loi sera de diminuer les procès de jurés surtout pour les jeunes délinquants. Si nous obtenons l'adoption de cette loi, nous aurons réussi à diminuer les frais de l'administration de la justice dans les causes criminelles. On m'a fait observer que l'avocat nommé à cette charge ne devrait pas exercer sa profession. Je n'ai aucune objection à introduire ce changement.

L'on nous a dit que cette loi entraînerait des dépenses considérables, vu qu'il faudrait nommer un grand nombre d'officiers. Mais je dois dire que les greffiers des cours de circuit, seront les greffiers de ces magistrats. Le député d'Argenteuil semblait craindre le patronage politique dans cette question. Je puis l'assurer que cette crainte n'est pas fondée. Nous ne nommerons que deux magistrats pendant la première année et si la loi fonctionne bien nous pourrions en augmenter le nombre.

Voilà en peu de mots cette loi que je soumets à l'attention des députés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je suis un des députés que le procureur général a consulté; j'ai proposé certains changements, mais dans le temps, je n'avais pas étudié le projet de loi. Depuis que j'ai accompli cette tâche, je dois m'opposer aux détails et au principe de la mesure.

Il trouve étrange que le gouvernement ait attendu presque à la fin de la session pour introduire ses plus importantes mesures. Il veut profiter de la fatigue générale pour les faire adopter à la vapeur et sans discussion. C'est le devoir des membres de s'opposer à une telle politique.

L'Opposition ne désire pas retarder la clôture de la session, mais elle n'entend pas assumer la responsabilité de laisser se faire une législation hâtive dont le pays souffrirait. Pourquoi le gouvernement ne renvoie-t-il pas à l'année prochaine des bills comme ceux des magistrats de district, du notariat, du département d'Agriculture, du code municipal, etc.? S'il n'y veut pas consentir, il ne doit pas s'attendre à ce que la Chambre les adopte au gré de ses désirs, et la session durera un mois encore.

Quant au projet de loi qui nous est soumis, il tend à introduire dans notre système judiciaire une révolution complète. On veut remplacer par des hommes qui seront des créatures du gouvernement, les commissaires pour la décision sommaire des petites causes et les juges de la paix. Un changement aussi radical est proposé dans les derniers jours d'une session, sans que le pays l'ait demandé, sans qu'on en ait prouvé ni la nécessité, ni l'utilité, ni la valeur, ni l'à-propos.

Le bill que nous discutons contient un grand nombre de clauses aussi vicieuses que son principe. La 3e section déclare "qu'il ne sera pas nécessaire que le magistrat réside habituellement dans le ou les districts pour lesquels il pourra être nommé".

Nous aurons donc encore des juges ambulants. On prétend créer ces magistrats pour l'utilité des gens de la campagne. La première condition que le gouvernement devrait exiger serait bien au contraire qu'ils fussent présents sur les lieux de leur juridiction, afin que les intéressés puissent avoir en tout temps accès auprès d'eux.

La 29e clause déclare qu'il n'y aura pas d'appel de la décision de ces magistrats. Cette disposition met aux mains d'un homme qui peut être l'instrument à tout faire d'un gouvernement peu scrupuleux un pouvoir monstrueux; elle leur livre sans réserve l'honneur et la fortune des citoyens.

Le projet de loi leur confère le pouvoir de réviser les listes d'électeurs des diverses municipalités de leurs districts. Ils pourront manipuler à leur gré les listes électorales au profit des candidats ministériels. C'est une mesure de défiance contre les municipalités.

Pour toutes ces raisons, je demanderai à l'honorable procureur général s'il a l'intention de faire adopter son bill à cette session, ou s'il consent à le renvoyer à l'année prochaine. Dans ce cas, je me verrai obligé de proposer le renvoi de la deuxième lecture à six mois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement fera tout en son pouvoir pour faire adopter sa mesure.

Si M. Joly croit utile à la chose publique de la combattre, qu'il agisse comme bon lui semble. Le gouvernement est sérieux et prend la responsabilité de ses actes.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Après la déclaration du gouvernement, je propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit que malgré qu'il soit peu disposé à se jeter dans l'Opposition, il ne peut approuver ce bill. C'est une insulte à nos commissaires pour la décision des petites causes et à nos juges de paix.

La loi, si elle est adoptée, sera une cause de discorde entre citoyens, de difficultés avec le député du comté, surtout s'il est choisi en dehors de ses limites, et une occasion de troubles et de jalousies.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Approuve les principes du bill qui seraient très avantageux aux districts de la campagne où, sous le système actuel, il arrive souvent qu'un accusé demeure plusieurs mois en prison, et est ensuite déclaré innocent.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je trouve étrange la conduite de l'Opposition de Sa Majesté qui vient essayer de détruire radicalement une mesure destinée à produire d'heureux résultats, quand même les détails pourraient

n'être pas du goût de quelques-uns des membres de cette Chambre.

Que l'on s'oppose à ce qui peut être défectueux dans la mesure, très bien; que l'on fasse adopter par la Chambre les modifications que l'on croit nécessaires, à la bonne heure; mais que l'on n'entrave pas d'une manière aussi cavalière une mesure utile.

L'honorable député de Lotbinière a trois raisons, dit-il, pour s'opposer à cette mesure. La première, c'est que cette législation n'est pas nécessaire, et qu'elle est trop hâtive. Il faut avoir fermé les yeux sur les représentations faites depuis plusieurs années par les grands jurés demandant les réformes contenues dans ce bill. Dans le district de Montréal, dans les districts environnants ainsi que dans les districts de la frontière, on a demandé une législation dans ce sens. D'ailleurs, on sait que par ce moyen, les dépenses de l'administration de la justice criminelle seront considérablement diminuées. Pour les jeunes délinquants, ce système aura les effets les plus salutaires en leur exemptant les dangers d'une détention provisoire dans les prisons d'où souvent ils sortent pour aller se faire déclarer innocents par un jury, mais d'où ils ne sortent jamais sans être démoralisés.

Voilà pour l'utilité du bill. Maintenant, cette mesure n'est pas une surprise pour la Chambre ni pour le pays. Dès l'ouverture de cette session, le gouvernement annonça son intention d'introduire cette mesure cette année. Tout le monde connaissait alors, comme on le sait aujourd'hui, ce que devait être un magistrat stipendiaire, et, à part la juridiction civile que l'on donne à ce magistrat, il n'y a rien de nouveau dans le bill. Quelques minutes sont suffisantes pour se rendre compte de toutes les dispositions de la mesure.

Une objection formidable du député de Lotbinière est encore la non-qualification foncière de ces magistrats, et l'exemption de résidence dans le district où ils exerceront leurs fonctions. Pour se donner le plaisir de la censure qui est le premier apanage d'un chef d'Opposition, l'honorable député oublie les principes du libéralisme qu'il est censé représenter et parmi ces principes se trouve l'inutilité de telle qualification. La non-résidence est une puérilité qui ne mérite pas les honneurs de la discussion.

La dernière objection de l'honorable membre est fondée sur le pouvoir exorbitant donné à ces magistrats par la section 29 qui défend tout appel et certiorari des décisions rendues par eux. Il est surprenant qu'un avocat de la position et du savoir de l'honorable député ait oublié qu'il n'y a dans cette disposition rien de nouveau. Les statuts refondus renferment plusieurs dispositions de ce genre, et la découverte de l'honorable député à ce sujet ne vaut certes pas la peine de prendre une année pour en calculer l'importance.

Une telle opposition de la part de l'honorable député prend une allure factieuse que cette Chambre ne doit pas encourager.

L'honorable député d'Argenteuil trouve, lui, que cette mesure est une insulte pour les magistrats déjà nommés sous l'ancienne loi. Chose étrange, cependant, depuis le commencement de la session, la nouvelle de ces nominations s'est répandue dans tous les comtés, et pas une plainte n'a été faite, pas une protestation ne s'est fait entendre. Le fait est que non seulement les juges de paix existant ne s'en plaignent pas, mais qu'ils la désirent plus que les autres parce que ces magistrats stipendiaires les exempteront de la partie la plus ardue et la plus difficile de leurs fonctions.

Cette mesure est utile, elle est nécessaire dans plusieurs localités; elle est demandée depuis longtemps, et le gouvernement doit se louer de l'avoir présentée.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): J'approuve le bill, parce que je le crois utile et de nature à rendre de grands services au pays. Dans le district des Trois-Rivières, il y a onze ans que l'on demande cette mesure, et la mesure est regardée comme favorable. Il est très difficile à présent de faire condamner un accusé pour vente de boissons sans licence.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Chemin de fer d'embranchement de Missisquoi

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Magistrats stipendiaires

Les débats sur l'amendement à la question proposée: Que le bill concernant les magistrats de district soit maintenant lu une seconde fois, lequel amendement était que le mot "maintenant", fut effacé, et que les mots "de ce jour en six mois", fussent ajoutés à la fin de la question, sont repris.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La mesure est inutile et n'est réclamée par aucune nécessité. Le pays ne la demande point, et elle contient des vices qui la rendent contraire aux vœux de notre population. Si le gouvernement désire réellement opérer une réforme dans l'administration de la justice, il devra avoir recours à un autre moyen.

Ce bill confère un pouvoir arbitraire incompatible avec les institutions du pays.

Le fonctionnaire ne possédant aucune propriété n'aura aucune responsabilité et il est

grandement à craindre qu'il ne soit une créature du gouvernement, un instrument du pouvoir.

La nomination de ces fonctionnaires n'offrira aucune garantie. Le gouvernement, sans doute, qui ne redoute pas les atteintes de l'Opposition, nommera des fonctionnaires honnêtes. Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut faire les lois. Il faut s'occuper de l'avenir. Quand le ministère sera mort de vieillesse, qui sait si celui qui lui succèdera ne se prévaudra pas des défauts de cette loi pour caser des partisans dévoués?

Je ne comprends pas cette tendance du gouvernement à tout centraliser. Il faut qu'il ait de la défiance à l'endroit de ses forces; il craint pour l'avenir de voir ses amis se diviser et il veut trouver des moyens d'étayer plus tard sa puissance. Cette tendance se produit partout; voyez le bill des notaires et les autres mesures.

Toutes les mesures du gouvernement ont une tendance de concentration, sont opposées aux meilleurs intérêts du pays, et n'ont pour but que de maintenir le parti ministériel au pouvoir. Il veut aussi donner à ses subordonnés autant de pouvoir que possible. Le bill des magistrats en offre un exemple.

Il y a une clause qui donne un pouvoir illimité au magistrat. Suivant le bon vouloir du gouvernement, on fera de ce personnage un petit despote qui pourra distribuer des punitions à droite et à gauche.

Il y a une autre inconvénient: c'est que le magistrat ne sera pas tenu de résider dans le district. Je m'oppose de toutes mes forces à la clause qui leur donne le droit de réviser les listes des notaires. Supposez que ce magistrat soit un suppôt servile du pouvoir, quel sera le résultat de son action? L'on a droit d'appréhender les plus grands abus.

Ce bill est inconstitutionnel, attendu que le gouvernement local n'a pas le pouvoir de nommer des officiers exerçant une juridiction aussi étendue.

Il est certain que le bill sera désapprouvé s'il est adopté.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Il prétend que le bill est nécessaire et serait d'un grand avantage pour les districts ruraux.

Le système actuel est absurde parce que les meilleurs juges sont obligés de voyager la moitié du temps pour décider souvent des causes d'une couple de piastres.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Appuie le bill.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit que le procès par jury est très souvent inutile, attendu qu'il n'est plus essentiel d'entourer la liberté du sujet de toutes les sauvegardes possibles pour le préserver contre les empiètements de la Couronne.

Le bill cependant a ses vices. La 12e clause énumère plusieurs crimes que les magistrats

n'ont pas le droit de juger, et elle est déplacée.

Il approuve les clauses conférant la juridiction civile aux magistrats nommés en vertu du bill.

M. P. A. TREMBLAY (Chicoutimi): S'oppose à la mesure.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit qu'en général les magistrats de campagne sont incompetents; mais il maintient que si chaque paroisse peut avoir un médecin et un notaire, elle peut avoir aussi un magistrat à meilleur marché que le veut le gouvernement en introduisant le système des magistrats stipendiaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Affirme que les principes de ce bill ont été demandés par le pays en général et que le présent système est plus qu'inutile.

On a des plaintes fréquentes contre les magistrats et les commissaires, et il est temps de mettre un terme à cela.

Nous avons besoin du système français. En Angleterre, il n'est pas nécessaire parce qu'un grand nombre de riches propriétaires siègent sur le banc judiciaire; mais ici nous n'avons pas cette moyenne classe riche, et nous devons choisir nos magistrats parmi les cultivateurs et autres classes qui ont des relations intimes avec toutes les autres et sont influencées par la haine ou la faveur.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Pense que ce bill est la conséquence naturelle de la récente loi pour élever la qualification des jurés, et qu'il aura pour effet de purifier l'administration de la justice.

Un député de l'Opposition a dit que la mesure avait un but de concentration; mais cela est inexact, attendu qu'elle favorisera, au contraire, la décentralisation de la justice.

Il repousse les attaques dirigées contre lui, pendant le débat, à propos d'un appel à l'autorité religieuse. Cette attaque, pour dire le moins, était vile. L'occasion aussi était peu convenable. Si on avait fait une attaque franche et loyale, il serait prêt à y répondre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Benoît, Joly, Laberge, Marchand, Pozer, Robert, Sénécal et Tremblay.

Contre: MM. Beaudreau, Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Carter, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, DeLotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (St-Maurice), Dugas, Dumoulin, Dunkin, Fortin, Gaudet, Gendron, Hamilton, Hemming, Irvine (soliciteur général), Jodoin, Langevin, La-

Rue, Lavallée, LeCavalier, Mathieu, Moll, Ouimet (procureur général), Pelletier, Picard, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Scriver, Thérien et Verreault.

Le bill est lu une deuxième fois.

Cimetières

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la possession des cimetières par des congrégations religieuses.

Adopté.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill, du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics."

Adopté.

Bureau d'agriculture

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin) que l'ordre de cette Chambre du 24 février dernier, renvoyant le bill pour amender un acte intitulé: "Acte concernant le bureau d'agriculture et les sociétés d'agriculture", au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé au comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics".

Demande de documents:

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. P.-S. Verreault), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport du trésorier de la commission des chemins à barrières de la rive Nord, établissant le revenu du pont Dorchester, ainsi que les revenus et les dépenses de chaque chemin, sous le contrôle des commissaires des chemins à barrières, pour les années 1865, 1866, 1867 et 1868, et de plus un rapport établissant le montant des dépenses encourues pour l'entretien et l'amélioration de ce pont, durant les trois dernières années, spécifiant le montant de chaque année.

Adopté.

La séance est levée à onze heures et dix minutes.

Séance du 19 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures quinze

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Robertson, la pétition de Charles Brooks et autres, du township d'Ascot.

Par M. Hemming, la pétition de la municipalité du township de Tingwick, comté d'Arthabaska.

Par M. Dugas, la pétition de Joseph Beaudry et autres, du township de Kilkenny, comté de Montcalm.

Par M. Church, la pétition de la municipalité du village de Buckingham, comté d'Ottawa, et la pétition du conseil municipal du comté d'Ottawa.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de Messieurs Allan, Gilmour et compagnie et autres, de la cité de Québec.

Par M. Carter, la pétition du révérend D. J. Ramsay et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Rhéaume, la pétition de Sa Grâce l'archevêque de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité des townships unis de Egan et Kensington, comté d'Ottawa, demandant de l'aide pour un pont.

De Joseph Roy et autres, de l'Acadie, comté de Saint-Jean, et de D. Baker et autres, du township de Dundee; demandant respectivement que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

Rapports de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité spécial chargé de discuter du bill amendant la 27e Victoria, chapitre 17, concernant les assurances pour la vie, a fait plusieurs amendements au bill.

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité demande à cette honorable Chambre de faire rapport en ce qui concerne le bill pour amender la 20e Victoria, chapitre 149, intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice" qui a été envoyé à ce comité, que, ce jourd'hui, M. Dumoulin, le promoteur dudit bill, a comparu devant le comité, et a demandé la permission de retirer ledit bill, ce qui lui a été octroyé.

Votre comité demande, de plus, la permission de recommander à votre honorable Chambre, que l'honoraire de cent piastres, que l'honorable membre de Trois-Rivières a déposé entre les mains du greffier des bills privés, à

raison de ce bill, lui soit remboursé; et de plus, qu'il lui soit fait remboursement des frais d'impression.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour expliquer la section septième de l'acte douzième Victoria, chapitre cent trente-six, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains en cette province.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le recteur de la paroisse de Montréal, et le bénéficiaire et les marguilliers pour le temps d'alors, de l'église Saint-George, à vendre ou à hypothéquer certain biens-fonds, appartenant à ladite église.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 71 des statuts refondus du Canada.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes qui incorporent la compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province.

La question que cette mesure est destinée à régler est considérée et discutée depuis plusieurs années. On s'en occupait 3 ou 4 ans avant la Confédération dans le Parlement et dans toute l'étendue du pays avec un haut degré d'intérêt.

Plusieurs mesures ont été introduites qui n'ont pas passé, et on nous a laissé la question pour la régler sous notre nouvelle constitution. Bien que cette constitution ait pourvu à ce que la minorité protestante de cette province puisse conserver les droits qu'elle possédait en vertu de la loi, avant la Confédération, et jouir des mêmes droits que la minorité catholique dans la province de l'Ontario possédait à l'époque de la Confédération, je n'ai, quant à moi, jamais douté, au moment d'en venir à cette grande question, que la minorité protestante ne rencontrerait pas de la part de la majorité une libéralité moindre que celle que cette dernière était disposée à lui accorder avant la Confédération.

Durant la dernière partie de l'ancien régime,

deux mesures ont été introduites pour le règlement de cette question. La première ne s'occupait que d'affaires relatives aux campagnes.

Dans la dernière session du Parlement du Canada, on a abordé un point plus épineux et plus élevé de la question, celui qui regarde l'éducation supérieure.

Dans le discours du trône à l'ouverture de cette session, Son Excellence disait qu'on ferait quelque révision de nos lois scolaires. Nous avions en vue alors le règlement des difficultés sur les écoles communes et la question de la répartition de l'argent scolaire tant pour les octrois que pour les cotisations dans Montréal et Québec.

Nous n'avions pas alors en vue de législater sur l'éducation supérieure: nous avons pensé qu'il vaudrait mieux laisser de côté cette partie du sujet, jusqu'à ce que nous eussions acquis une pleine connaissance des ressources du pays; mais considérant l'intérêt immense que toutes les parties de la population portent à cette question, et l'impression défavorable qui pourrait surgir à cause d'une discussion trop prolongée, nous en sommes venus à offrir à la Chambre la mesure que je me propose d'expliquer maintenant.

Cette mesure pourvoit à ce que le Conseil de l'Instruction publique sera désormais composé de 21 membres dont 14 seront catholiques romains et 7 protestants. Ce conseil sera divisé en deux comités auxquels toutes les questions qui intéresseront spécialement soit les catholiques soit les protestants seront référées.

Pour l'avenir seulement — parce que l'octroi en faveur de l'éducation supérieure n'est pas payable d'avance et que celui qui est dû actuellement est pour l'année dernière — pour l'avenir donc seulement, l'octroi en faveur de l'éducation supérieure sera divisé d'après la population entre les institutions catholiques et protestantes.

Quand dix des membres du Conseil de l'Instruction publique ou cinq des membres protestants seront d'opinion que les intérêts des Protestants et des Catholiques doivent être divisés, ils pourront signer un document à cet effet au lieutenant-gouverneur en conseil et par un ordre en conseil on en fera la division en deux conseils dont l'un protestant et l'autre catholique.

Si à ce temps ou à aucun autre temps ensuite le Conseil de l'Instruction publique est divisé, il y aura un ministre de l'Instruction publique. Deux secrétaires dont l'un catholique et l'autre protestant seront nommés et dirigeront les affaires scolaires sous l'impulsion dudit ministre.

Un ministre ne pourra pas conférer tous ses droits et pouvoirs à aucun sous-chef de département. Le surintendant, s'il y en a un, au lieu d'un ministre, devra être catholique et sera assisté de deux députés dont l'un catholique et l'autre protestant. Le député protestant gèrera

toutes les affaires intéressant les Protestants et aura précisément les mêmes pouvoirs que celui du ministre lui-même.

Immédiatement après la séparation, tous les octrois du gouvernement seront répartis entre la majorité et la minorité suivant leur population respective.

J'espère que nous n'en viendrons jamais à une séparation du système mais que les deux branches du Conseil de l'Instruction publique fonctionneront harmonieusement. Le meilleur moyen d'assurer ce résultat est de donner aux deux sections le pouvoir de se séparer si elles appréhendent de trop grandes difficultés.

Ces dispositions sont beaucoup en avant des concessions que l'on ait jamais faites aux minorités dans aucune partie de ce continent.

La majorité, animée des meilleurs sentiments, désire prouver qu'elle est libérale et donner un exemple qui, espérons-le sera suivi par l'Ontario à l'égard de la minorité catholique.

Je parlerai maintenant des écoles dissidentes. En traitant ce sujet je dois dire que la majorité est aussi disposée à être libérale qu'elle l'était avant la Confédération.

Nous sommes en effet prêts à effectuer tout ce qu'on a promis en faveur de l'extension des droits des dissidents et concernant les écoles communes eu égard à la situation du pays.

Cette mesure renferme des clauses identiques à celles des bills de Sicotte et Langevin.

Relativement aux dissidents, elle pourvoit à ce que tout résident puisse devenir dissident. Aucune personne catholique ou protestante qui n'a pas dans sa localité une école de sa propre croyance peut payer ses contributions à une école voisine, bien qu'elle appartienne à une autre municipalité, pourvu que la distance ne s'étende pas à plus de trois milles.

Ceci est la copie exacte de la loi du Haut-Canada et ce privilège est garanti par la constitution, mais il y a ce point important qu'en Haut-Canada les taxes imposées sur les institutions publiques et les corps incorporés de tous genres sont payées à la majorité.

Sous ce rapport, nous allons plus loin que la constitution et leurs taxes payables aux commissaires d'écoles de la majorité doivent être divisées parmi les directeurs des écoles dissidentes dans la même proportion que les octrois du gouvernement, c'est-à-dire en proportion du nombre des enfants qui assistent à ces écoles. Cela dépasse ce que le Haut-Canada a légiféré sur le sujet.

J'aborderai maintenant une partie du sujet qui a créé beaucoup d'intérêt à Montréal et à Québec. Elle est très importante et très compliquée.

Conformément à l'ancienne loi, tous les octrois du gouvernement et cotisations étaient répartis en prenant la population pour base. Plusieurs années avant la Confédération, j'ai été frappé de la pauvreté des ressources des commissaires d'écoles de Montréal et de Québec en comparaison des sommes données aux États-

Unis et même dans les plus pauvres municipalités de cette province et j'ai demandé aux corporations de ces deux villes d'augmenter leurs cotisations pour les fins d'écoles.

Un bill facultatif a été passé pour leur permettre de le faire.

Durant la dernière session de ce Parlement, les commissaires d'écoles de Montréal, tant protestants que catholiques, sont venus ici vers le milieu de la session (en général, tous ceux qui ont quelque affaire à régler avec cette Chambre prennent grand soin de venir ici plutôt tard que de bonne heure) et ont demandé une loi pour augmenter les taxes d'école de Montréal. Nous leur dûmes qu'à cette époque avancée de la session, nous ne pouvions toucher à cette question des crédits.

Ici, il semble qu'il y a eu quelques malentendus mais notre intention était que la question de crédit resterait intacte; le bill fut introduit avec cette restriction et passa.

Je n'appuierai pas sur les difficultés qui ont surgi depuis; qu'il me suffise de dire qu'elles n'existent plus. Tout est bien qui finit bien.

Le gouvernement a demandé à Montréal de contribuer pour une large part aux fins des écoles. En justice il était obligé de le lui rendre par un octroi proportionné à celui qui est accordé aux autres localités.

La raison pour laquelle on a adopté jusqu'ici une règle différente, c'est que, à l'époque où la loi a été passée, l'octroi des écoles communes était faible. Les écoles du pays n'étaient pas florissantes et en plusieurs endroits il était tout à fait difficile de percevoir les taxes des écoles.

En conséquence, pour l'encouragement des écoles du pays, il leur a distribué une somme comparativement plus forte que celle accordée à Montréal et à Québec. Il y avait en outre à cette époque dans ces deux villes des corporations publiques très importantes qui ont contribué d'une manière admirable à l'oeuvre de l'éducation pour une part considérable. Mais l'accroissement de la population a été tellement rapide que malgré leur zèle et leur libéralité, leurs moyens n'ont pu égaler la tâche. Aussi puisque nous demandons maintenant à Montréal et à Québec d'apporter un contingent considérable à l'oeuvre de l'éducation, nous devons nous tenir prêts à leur payer une part proportionnée à leur population comme cela a eu lieu pour les autres localités.

Cependant, comme les populations agricoles pourraient considérer ces impositions comme un fardeau, et que l'octroi en faveur des écoles est loin d'être ce que j'aimerais à le voir, nous ajouterons annuellement au budget, si nous avons les moyens d'en agir ainsi, et je n'ai aucun doute que nous avons, une somme égale à celle qui est placée au crédit des commissaires d'écoles de Montréal et de Québec, de sorte qu'il n'y aura aucune diminution dans l'octroi fait aux différentes parties de la contrée, à raison de l'accroissement de la population de Montréal et Québec.

Outre cela, le gouvernement avait l'intention

de prendre en considération les effets de ce changement dans plusieurs districts ruraux pour ajouter un montant considérable à l'octroi en faveur des municipalités pauvres.

Pour ce qui touche au prélèvement de l'argent, je pense qu'il vaut mieux, pour écarter tout prétexte à des difficultés, dire que la corporation prélèvera l'argent sur les propriétés immobilières exclusivement et sera responsable du paiement et qu'elle divisera les sommes reçues de parties neutres comme on pourrait appeler les corporations publiques, les banques et les sociétés et des parties qui ne s'inquiètent pas où va leur contribution, qu'elle divisera telles sommes d'argent suivant la population; le reste du montant prélevé sera payé par les commissaires à proportion des cotisations, qu'elles aient été prélevées ou non. Il sera de son devoir de prélever la taxe. Ceci facilitera le prélèvement de l'argent et préviendra ce qui j'espère n'arrivera pas, mais qui pourrait fort bien arriver: la difficulté de prélever l'argent en cas de mauvais vouloir entre les commissaires et la corporation. Cette dernière paiera l'argent aux commissaires à proportion des rôles des cotisations entre les catholiques et les protestants. Comme les catholiques recevront, par cet arrangement, un peu moins que par le passé, on comblera le déficit en puisant à même le fonds de l'éducation supérieure.

J'espère que j'ai réussi à faire entendre mes explications. Je ne fatiguerai pas la Chambre de plus longues remarques. Je m'appuie maintenant sur la bonne volonté des membres, sur ce bon vouloir dont toutes les classes de la population ont fait preuve pour la passation de cette mesure.

Je pense que cette mesure réglera pour toujours cette question qui aurait pu être une source de troubles et de divisions.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Je dois féliciter le ministère sur la résolution qu'il a prise et sur la mesure libérale qu'il présente. Je dois en même temps réclamer ma part de mérite, car si je n'avais pas attiré son attention sur la question, il n'aurait pas présenté à la Chambre ce projet de loi pendant cette session; le premier ministre avait avoué que le gouvernement n'entendait pas aborder durant cette session la question de l'éducation supérieure. Le gouvernement est entré dans la bonne voie et j'ai lieu de croire que sa conduite recevra l'approbation du pays, et je crois que les difficultés seront tranchées. Il peut se faire que certains détails ne soient pas du goût de tout le monde, mais l'ensemble ne pourra manquer de réunir tous les suffrages.

Pour ce qui est des clauses traitant de l'éducation commune, le principe adopté par le gouvernement dans la distribution des fonds n'a jamais été contesté et est admis depuis longtemps.

Catholiques et protestants désiraient depuis longtemps une loi sur la question des écoles et

ils ont enfin ce qu'ils réclament. Le bill consacre un principe juste et que tout homme doit admettre. C'est que les deniers doivent être distribués suivant la valeur de la propriété possédée par chaque partie. La disposition qui permet à ceux qui ne sont pas résidents de devenir dissidents fera beaucoup de bien; jusqu'ici on avait eu des doutes sur le sujet, et c'est un exemple des vues libérales de nos juges que, lorsqu'ils ont eu à décider des difficultés de ce genre, les juges catholiques se sont prononcés en faveur des protestants, et les juges protestants en faveur des catholiques. On pourra mieux discuter de ce projet de loi lorsqu'il sera imprimé.

Je saisis cette occasion pour réfuter des accusations dirigées contre moi. On a voulu dire que je semais la discorde. Rien n'est plus éloigné de ma pensée que cette idée. Personne ne désire plus que moi voir régner l'harmonie et la concorde entre tous. Je la crois nécessaire au bien de l'éducation et à la prospérité du pays.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Approuve en quelques mots le projet de loi du premier ministre.

M. J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Se dit heureux du projet du gouvernement et est assuré de le voir adopté par la grande majorité des députés. Il a toutes les raisons de croire que justice complète sera rendue à la minorité protestante du Bas-Canada.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je vois avec plaisir la mesure actuelle. Elle est juste et libérale. Nous donnons un exemple que nos voisins de l'Ontario devraient suivre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Quelque faible que soit l'Opposition, je dois déclarer qu'elle est heureuse en ce moment. Jamais je ne me suis levé avec autant de satisfaction. Les membres de l'Opposition s'engagent à supporter le gouvernement en cette circonstance. Nous comprenons sa position difficile, nous voyons les intérêts en jeu et nous sommes décidés à ne pas créer d'embarras et à approuver sa politique libérale avec tout le pays.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Je félicite le premier ministre de nous avoir élaboré une loi aussi juste, aussi large, qui règle la question des écoles non seulement pour le présent mais aussi pour l'avenir. Sa mesure est libérale, car elle accorde aux protestants non seulement ce que la constitution leur donne, mais aussi plusieurs faveurs: des choses auxquelles ils n'avaient pas absolument droit mais qui étaient nécessaires au bon fonctionnement du système. Elle est juste, parce que, en rendant justice à la minorité, elle ne fait pas tort à la majorité. Je suis fier que le gouvernement ait si bien réussi. Avant la Confédération, des hommes exagérés prétendaient que nous maltraite-

rions la minorité. Mais à la première session, nous donnons un démenti à cette assertion, et la majorité s'est montrée très bien disposée. D'ailleurs, nous sommes en minorité dans la Confédération et l'exemple que nous donnons aujourd'hui aura un bon effet dans le Parlement fédéral et plaidera en notre faveur.

M. J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je ne me lève pas précisément dans les mêmes dispositions que l'honorable député de Dorchester, probablement parce que nos positions par rapport à cette importante question ne sont pas les mêmes. J'ai cru apercevoir dans le bill, tel que nous l'a défini le premier ministre, des dispositifs qui sont en contradiction avec la position que j'ai prise sur la même question en deux occasions solennelles. S'il en était ainsi je le regretterais infiniment, car je désire de tout mon cœur pouvoir donner au bill tout mon appui sans restriction aucune. Je l'attendrai pour le juger et si je puis lui donner mon concours sans aucun sacrifice d'honneur et de principes, je serai heureux.

J'ai regretté beaucoup le débat soulevé, l'autre jour, par la motion de l'honorable député de Montréal-Centre. Son discours un peu agressif a provoqué une discussion trop vive.

J'approuve toutes les clauses libérales de la mesure, toutes celles qui peuvent avoir un résultat matériel et tangible et j'aurais aimé qu'on en fût resté là pour obtenir l'harmonie et l'entente parfaite.

On sait que je ne suis pas un fanatique et ce qui le prouve encore, c'est que je compte des protestants parmi mes amis les plus intimes.

Il est regrettable que cette mesure soit venue si tard et qu'il faille l'adopter en courant.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Joint son tribut d'éloges à ceux des autres députés qui ont approuvé la mesure et dit que les protestants de cette province doivent des remerciements à la majorité française pour la manière libérale dont elle s'est conduite.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): La mesure proposée ainsi que la manière dont elle vient d'être accueillie par les députés français confirment l'opinion que j'ai toujours eue du Bas-Canada depuis que je le connais, il n'y a pas de pays où une majorité et une minorité aussi différentes soient mieux disposées qu'en ce pays à agir conjointement avec autant de libéralité.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): M. l'Orateur, la mesure que vient d'introduire le gouvernement est essentiellement liée à la question de l'éducation dans cette province. Toute question d'éducation est vitale pour un pays, pour une nation, et doit affecter l'avenir de ce pays, de cette nation, et la plus grande circonspection doit présider à toute législation sur ce sujet.

Nous nous plaçons tous à dire que dans cette province comme dans la Puissance du Canada, nous ne devons reconnaître qu'une seule et même nationalité; cependant on ne peut nier que deux croyances religieuses existent, croyances qui doivent être respectées et protégées. Il s'ensuit que dans une société mixte comme celle qui existe parmi nous, la délimitation des droits, des privilèges et des faveurs envers chacune de ces croyances, doit être déterminée avec le plus grand soin, pour ne pas fausser les droits de la majorité, tout en respectant les justes demandes de la minorité, appuyées par la loi. Du moment que l'on s'écarte de ce juste milieu, on ne doit pas s'étonner si l'opinion publique s'émue, si les consciences sont troublées. Déjà cette question a mis à deux doigts de sa perte un gouvernement tout aussi influent, tout aussi solide que celui-ci; la leçon doit servir à régler le pouvoir dans sa conduite actuelle.

Un des honorables messieurs qui vient de parler a félicité le gouvernement sur l'accueil cordial que la minorité protestante dans cette Chambre avait donné à l'introduction de cette mesure et aux promesses de l'honorable premier. Quant à l'Opposition, la responsabilité de cette détermination pèse sur elle, et elle en rendra compte. Je dois accepter la déclaration de l'honorable député qui s'est déclaré le chef de cette Opposition, comme représentant l'opinion de toute cette opposition sur cette question, quoique je regrette de n'avoir entendu aucun autre des honorables membres sur ce sujet. Pour ce qui regarde l'accueil chaleureux dont l'honorable député de Montréal-Centre s'est fait l'interprète, j'en félicite le gouvernement, mais je dois ajouter que cet accueil sympathique ne m'étonne nullement, c'est tout naturel, et l'on ne pouvait s'attendre à moins.

On a dit aussi que cette mesure était libérale et fermait la bouche à ces boutefeux qui, avant l'Union, ne cessaient d'en appeler aux passions, en criant partout que lorsque la majorité catholique aurait le pouvoir dans la province de Québec, la minorité protestante serait écrasée.

Il est vrai, M. l'Orateur, que quelques têtes chaudes avaient alors poussé ce cri, mais il me semble entendre encore la réponse de la minorité catholique dans l'ancien gouvernement, lors des préliminaires de l'Acte d'Union: "Vous, la minorité dans le Bas-Canada, vous êtes ici la majorité; fixez vous-mêmes les limites dans lesquelles sera restreinte la législation dans la future province de Québec;" et l'on décréta alors la section 93 de l'Acte d'Union qui porte, entr'autres dispositions, que: "Par cette sage disposition on fermait la porte à toute oppression comme à tout envahissement." On prévoyait les immenses difficultés que cette question brûlante ne manquerait de susciter dans l'avenir, si on n'y mettait pas d'avance une digue infranchissable. Ces hommes, M. l'Orateur, connaissaient l'esprit libéral qui avait toujours animé la représentation bas-canadienne, et n'hésitèrent pas à calmer toutes craintes,

même imaginaires, en déterminant d'avance la législation sur ces matières.

L'autre jour, j'entendais au milieu du débat orageux soulevé un instant dans cette Chambre, un honorable député déclarer solennellement que le gouvernement n'aurait ni emportement ni faiblesse sur cette question; cette voix me semblait être l'écho des auteurs de notre constitution. L'honorable membre disait: "La minorité a des droits; ces droits sont sacrés, nous les respecterons, ils sont définis par la constitution, nous vous les accorderons; ne craignez rien, vous les aurez tous, mais vous n'aurez pas plus." Il y avait dans ces paroles énergiques de quoi satisfaire la minorité tout en respectant la majorité. Quand un gouvernement administre la loi, on ne peut lui en faire un crime, surtout quand cette loi a été faite pour limiter ses pouvoirs.

Après cette ferme déclaration qu'avons-nous maintenant? Une mesure que je ne veux pas aujourd'hui discuter ni juger, parce que nous ne l'avons pas devant nous préparée, rédigée et que nous n'en connaissons pas encore assez bien les dispositions, mais une mesure, qui, je le crains, M. l'Orateur, d'après l'exposé qui vient de nous en être fait, consacre une politique de favoritisme contraire à l'esprit de la constitution et dangereuse pour l'avenir.

Cette mesure, nous a dit l'honorable premier ministre lui-même, contient deux dispositions qui sont "bien en avant de la législation de l'Ontario et des autres provinces." Elle consacre déjà des privilèges. Comme tous mes compatriotes, sur cette question, M. l'Orateur, j'aime la libéralité, et certes, ce n'est pas moi qu'on accusera jamais de fanatisme mais il est des conditions, des circonstances où la libéralité est dangereuse, où les privilèges deviennent odieux; c'est lorsque cette libéralité, ces privilèges ouvrent la porte à des empiètements et donnent lieu à des récriminations. Et je crains, M. l'Orateur, que la présente mesure soit de nature à faire appréhender de pareils dangers.

Qu'on veuille bien le remarquer, M. l'Orateur, les observations que je fais en ce moment n'ont pas pour objet de faire une guerre injuste au gouvernement sur cette mesure, je ne fais qu'exprimer mes craintes, espérant que les explications que le gouvernement sera appelé à donner sur l'opportunité, la nécessité d'une telle législation satisferont l'opinion et la conscience publique.

Une chose, je dois le dire, serait de nature à calmer ces appréhensions. Je ne veux pas entrer dans la discussion de cette mesure; nous aurons occasion de le faire lorsqu'elle sera imprimée et devant nous. Qu'il me suffise de dire que j'ai compris qu'elle contenait trois dispositions différentes de la législation du Haut-Canada à ce sujet.

La première est la faculté pour les non-résidents de se déclarer dissidents, et dans les villes de Québec et Montréal la répartition égale des taxes prélevées sur les corporations publiques et

les individus qui ne font pas de déclaration de dissidence, tandis que dans le Haut-Canada ces taxes vont à la croyance en majorité; la seconde est l'appropriation de la taxe sur les propriétés foncières dans ces deux villes, faite spécialement aux écoles de la croyance de ceux qui possèdent ces propriétés. Cette seconde disposition me paraît consacrer un principe faux: c'est que l'appropriation de la taxe scolaire doit se faire selon la propriété et non suivant la population scolaire. En outre, on sait qu'en définitive c'est le locataire qui paie la taxe et il arrivera alors que non seulement la taxe sera payée par lui, mais qu'elle servira à maintenir des écoles qui ne seront pas de la majorité et qui ne seront pas de sa croyance.

Le troisième changement est la réorganisation du bureau de l'Instruction publique dans certaines éventualités, réorganisation qui diffère essentiellement des privilèges et des droits des catholiques de l'Ontario.

Espérons que le gouvernement préviendra ces craintes par sa mesure ou qu'il expliquera cette politique d'innovations par les besoins absolus de la situation.

Le bill est lu une première fois.

Message du Conseil législatif :

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques," sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé un bill, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat."

Adopté.

Barreau du Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant le Barreau du Bas-Canada.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

M. L'ORATEUR: Présente à la Chambre le premier rapport du comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque du Parlement. Voici ce rapport:

Le rapport du comité de la bibliothèque représente humblement:

Que la bibliothèque de la Législature, devenue, depuis l'année dernière, riche de plusieurs mille volumes, est fréquentée chaque jour par un grand nombre de personnes;

Que les nouveaux achats de livres, qui vont être faits prochainement, seront encore une source d'attrait pour le public;

Qu'il y aura, par conséquent, une surveillance attentive à exercer et de nombreux messages à faire, et qu'il sera impossible au bibliothécaire de bien administrer son département sans l'aide d'un messenger;

Que le recours aux messagers des autres bureaux entraînerait toujours des inconvénients;

Qu'il est ainsi nécessaire qu'un messenger permanent soit attaché à la bibliothèque, et que c'est le désir de M. le bibliothécaire que le messenger sessionnel, qui sait lire, écrire, et qui remplit parfaitement ses fonctions, soit nommé permanent par cette honorable Chambre;

Votre comité recommande, en conséquence, la nomination d'un messenger permanent pour la bibliothèque.

Chemins de fer des comtés de Drummond-Arthabaska

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill visant à remettre en vigueur et amender la charte d'incorporation du chemin de fer des comtés de Drummond-Arthabaska.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Société de l'Hôpital Général de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill autorisant et ratifiant la vente d'un certain immeuble faite par la Société de l'Hôpital Général de Montréal.

Adopté.

Compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska

M. L.-A. SENEAL (Yamaska): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant la compagnie d'amélioration

des rivières Saint-François et Yamaska, et pour le creusement de ces rivières.

Adopté.

Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant l'acte incorporant la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Adopté.

Cimetières

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la possession de cimetières par des congrégations religieuses.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics".

Adopté.

En comité

Plusieurs députés prennent la parole.

M. P. LARUE (Portneuf): Ne s'attaque pas directement au principe du bill, mais il dit ne pas approuver notre organisation actuelle et, à cet effet, il formule quelques idées nouvelles.

M. J. ROSS (Compton): Présente, au cours du débat, deux amendements qu'il retire ensuite avec l'intention de les représenter lorsque le comité fera son rapport.

Le comité fait rapport à la Chambre et demande la permission de siéger de nouveau.

La Chambre s'ajourne à onze heures et quarante.

Séance du 20 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à onze heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Sénécal, la pétition du révérend J.-B. Chartré et autres, de la paroisse de Saint-David; la pétition du révérend L. Tourigny et autres, de la paroisse d'Yamaska; et la pétition du révérend Joseph Tessier et autres, de Saint-Germain, Grantham.

Par M. Bessette, la pétition des compagnies de mines de Huntingdon et Ives.

Par M. Pozer, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition du conseil du Bureau de Commerce de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De C. A. Richardson et autres, du comté de Stanstead; demandant que le bill du Conseil législatif, pour amender les lois concernant le notariat, ne devienne pas loi.

De Etienne Dussault et autres, arrimeurs de la cité de Québec; demandant que le bill pour incorporer la Société bienveillante des arrimeurs de Québec, ne devienne pas loi.

Du conseil municipal du comté de l'Islet; demandant que les conclusions de la pétition de Joseph Sirois et autres, pour annexer une partie du township d'Ashford à la paroisse de Saint-Onésime, ne soient pas accordées.

De la maison de la Miséricorde de Montréal, rue Fullum; demandant une allocation annuelle.

Du révérend N. Coutu et autres, des townships de Rawdon et Chertsey, comté de Montcalm, et de la municipalité du township de Robertval; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De George Giddings et autres, du comté de Brôme, et de A. S. Williams et autres, du comté de Shefford; demandant respectivement un octroi gratuit de terre et \$100,000 pour la construction du chemin de fer de Waterloo, Magog et Stanstead.

De la municipalité du village de New Glasgow, du conseil municipal du comté de Terrebonne, du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur, du révérend Georges Laporte et autres, de la paroisse de Saint-Lin; demandant respectivement un octroi gratuit de terre pour la construction d'un chemin à lisses de colonisation au Nord de Montréal, et pour d'autres fins.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Est): J'ai l'hon-

neur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la bill pour autoriser la vente de partie des immeubles substitués par le testament de feu dame Anne Jones, veuve de feu Henry Corse, et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. J. GAUDET (Nicolet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial sur le bill concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres nouveaux postérieurs auxdits cadastres.

Le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Introduction de bills:

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill pour expliquer l'acte seizième Victoria, chapitre 263, intitulé: "Acte pour incorporer la société ecclésiastique de Saint-Michel."

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Barreau du Bas-Canada

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Chapitre 23e des statuts refondus

L'ordre du jour prévoit la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour expliquer le chapitre vingt-trois des statuts refondus du Canada."

Adopté.

Chemin de fer des comtés de Drummond et Arthabaska

L'ordre du jour prévoit la troisième lecture du bill pour remettre en vigueur et amender la charte d'incorporation du chemin de fer des comtés de Drummond et Arthabaska.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose que ledit ordre soit déchargé et que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

En comité:

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose trois amendements.

Le comité fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska

M. L.-A. SENECA (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska, et pour le creusement desdites rivières.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'union Saint-Joseph de Sorel".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société appelée l'union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull".

Bill intitulé: "Acte pour réduire le capital de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François, du township de Cleveland, province de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société de bienfaisance des ouvriers anglais de Montréal."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et de Kennebec." avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Chemins à lisses de colonisation

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les octrois à accorder aux chemins à lisses de colonisation.

Etant l'un des membres de l'honorable Conseil exécutif de cette province, par ordre de son Excellence le lieutenant-gouverneur, il informe alors la Chambre que son Excellence, ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de cette Chambre.

En comité:

M. J. ROSS (Compton): Je suis d'avis qu'il n'est pas d'une sage politique d'accorder des secours aux compagnies qui se proposent de construire des chemins à lisses de bois. C'est un système nouveau, inconnu dans ce pays et il est bien à craindre que l'argent qu'on donne pour cette fin ne soit dépensé inutilement.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande que l'on élabore des lois concernant les chemins de fer, pour protéger les intérêts des actionnaires.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): C'est là une question qui est du ressort du Parlement du Canada.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose:

1. Qu'il est à propos d'encourager au moyen d'une subvention provinciale, jusqu'à concurrence du montant, de la manière, et sujets aux conditions et restrictions mentionnées dans les résolutions suivantes, la construction en bois et l'entretien et l'exploitation des voies de communication suivantes projetées de chemins à lisses de colonisation, savoir:

le chemin à lisses de Québec à Gosford,

le chemin à lisses de Lévis à Kennébec,

le chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal et,

le chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

2. Que pour toute longueur continue et non interrompue, pas moindre que quinze milles, de chacun desdits chemins à lisses, qui aura été construit en bois, et sera mis en opération, bona fide, le ou avant le premier jour de juillet 1872, il sera payé à même le fonds consolidé de revenu de la province, — par paiements annuels à échoir le premier jour de septembre de chacune des vingt années suivant immédiatement le premier de ces paiements, durant lesquelles cette longueur de chemin sera, bona fide, maintenue en opération non interrompue, mais non autrement, ni pour une période de temps plus longue, — un subside aux taux de trois pour cent sur le montant des frais, bona fide, de leur construction; ces frais, cependant, (à moins que ce ne soit pour des ponts exceptionnels,) ne devant pas excéder, en moyenne, le montant de cinq mille piastres par mille.

3. Qu'en faisant le calcul de ce subside, tout pont construit sur une rivière ou ruisseau d'une largeur excédant cinquante verges à l'époque

des eaux hautes, dont le coût raisonnable et réel, à tel endroit et sur tel plan, avec les matériaux, et d'après le genre de construction qui auront été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sera démontré à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, excéder cinq mille piastres, sera considéré être un pont exceptionnel; et un subside sera alloué pour ce pont, non d'après sa longueur, mais au taux exceptionnel de trois pour cent annuellement sur le montant établi du coût bona fide d'icelui, n'excédant pas cependant le total que le lieutenant-gouverneur en conseil dans chaque cas, limitera et allouera expressément comme étant la valeur juste et réelle d'icelui pour faire le calcul de ce subside.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra, de temps à autre, prendre les mesures qui seront jugées expédientes pour pourvoir au paiement de tout tel subside, ou d'aucune partie ou montant d'icelui, à tous les porteurs de titres de créance à eux transférés par la compagnie, ou qui y a primitivement droit; et pour assurer ce paiement, il pourra émettre toutes espèces de bons (débentures), bordereaux (scrips) ou certificats conditionnels, avec ou sans coupons y attachés, payables à ordre ou au porteur, et autrement, en telle forme, jusqu'à concurrence de tels montants et sujets à toutes telles dispositions à leur égard qui seront considérées être dans l'intérêt public.

5. Que chaque fois qu'une moitié continue d'aucun tel chemin à lisses, ou pas moins de vingt-cinq milles continus d'une longueur non interrompue d'icelui, auront été achevés, et seront, bona fide, mis en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande faite à cet effet par la compagnie, pourra déclarer la moitié du subside d'icelle avoir été, et être à l'avenir convertie en un subside payable, non pas à la condition ci-dessus énoncée du maintien continu du chemin à lisses en opération bona fide, mais aux termes et sujet aux conditions ci-après; et chaque fois que la totalité, ou pas moins de cinquante milles continus d'une longueur non interrompue de ce chemin auront été achevés, et seront, bona fide, en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil sur semblable demande, pourra déclarer la totalité du subside d'icelui avoir été, et être à l'avenir convertie de la même manière.

(a) Cette conversion n'aura pas cependant l'effet, dans l'un ou l'autre cas, d'affecter aucune partie de ce subside représentée par des bons, bordereaux (scrips,) ou certificats conditionnels qui seront encore en circulation.

(b) Sans dépasser les limites qui viennent d'être fixées relativement au montant, le lieutenant-gouverneur en conseil, pour sûreté du paiement de ce subside converti, aux porteurs de titres de créance transférés par la compagnie, qui y a primitivement droit pourra émettre toutes espèces de bons (débentures,) bordereaux (scrips), ou certificats, avec ou sans coupons y attachés, payables à ordre ou au

porteur, et autrement, en telle forme, pour tels montants et sujets à telles dispositions à leur égard qui seront jugées à être dans l'intérêt public.

(c) Ces bons, bordereaux (scrips) ou certificats pourront en toute circonstance être émis, selon ce que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera le plus dans l'intérêt du public, — soit pour assurer le paiement annuel du montant de ce subside converti, pour le nombre d'années requis ou pour assurer le paiement des intérêts au taux de six pour cent par année sur la valeur de ce subside converti, capitalisés au même taux de six pour cent, et payables en ce qui concerne le capital dans pas moins de vingt, ni plus de trente ans à compter de la date de cette capitalisation; et seront payables à tous bona fide porteurs de titres de créance à eux transférés par la compagnie, quoiqu'ils ne le seraient pas à la compagnie lors même qu'elle ne serait encore en possession, nonobstant que la compagnie ait négligé de maintenir le chemin à lisses en opération continue, bona fide, pendant toute la durée des termes de paiement dudit subside.

(d) Dans le cas d'émission de ces bons, bordereaux (scrips), ou certificats capitalisés, le trésorier de la province fera placer annuellement, comme fonds d'amortissement pour leur rachat, en bons publics de la Puissance ou de cette province, une somme égale à la différence existant entre le montant de l'intérêt annuel sur ces bons, bordereaux (scrips) ou certificats capitalisés et celui du subside converti, représenté par iceux.

(e) Chaque fois que tous tels bons, bordereaux (scrips) ou certificats auront été ainsi émis, le chemin à lisses en question et toutes ses propriétés, appartenances et outillage seront sujets à l'avenir à toutes telles inspections spéciales par le bureau du comité des chemins de fer, ou autrement, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner ou autoriser de temps à autre; et le lieutenant-gouverneur en conseil, pourra, en aucun temps enjoindre à la dite compagnie de faire, dans le délai raisonnable qui sera fixé, toutes les réparations ou de faire toute autre chose qui, à la suite de cette inspection, sera jugée nécessaire afin de conserver ledit chemin, avec ses propriétés, appartenances et outillage, dans un parfait état d'efficacité en vue de son exploitation convenable.

(f) Si, en aucun temps, la compagnie refuse de se soumettre à cette inspection spéciale, ou si elle intervient à l'encontre d'icelle, ou souffre qu'il y soit fait quelque obstacle, ou si elle refuse ou manque de faire (dans le délai raisonnable qui sera fixé,) toute telle chose qui lui sera ordonnée par le lieutenant-gouverneur en conseil à raison d'icelle, ou si elle néglige de maintenir les chemins à lisses en opération continue, bona fide, pendant toute la durée des termes de paiement du subside, alors, immédiatement après et en vertu du premier paiement qui sera subséquemment fait à même le fonds

consolidé de revenu de la province, à compte d'aucun de ces bons, bordereaux (scrips) ou certificats en circulation, le chemin à lisses et toutes ses propriétés, appartenances et outillage et tous les privilèges de la compagnie deviendront et seront ipso facto la propriété de la Couronne, et lui seront transférés pour servir aux usages publics de la province, sujets seulement aux fidéi-commis qui auront été, ou seront à l'avenir déclarés législativement ou reconnus comme s'y rattachant; et, comme étant ainsi transférés, ils seront possédés, administrés, et il en sera disposé (par vente ou autrement,) par tel département ou officier public, et de telle manière, qui aura été, ou qui sera à l'avenir prescrite à cette fin par le pouvoir législatif; et comme constituant une charge privilégiée (Trust) sur lesdites propriétés, etc., et par préférence à toute autre, tous les produits qui en résulteront, quel que soit le montant de leur réalisation, seront portés jusqu'à concurrence d'autant au crédit de la province, à ou en vue de l'acquit de ce premier paiement ci-haut mentionné, et de tous les paiements ultérieurs à compte desdits bons, bordereaux (scrips) ou certificats en circulation.

6. Que, dans le cas de fusion des deux compagnies projetées pour la construction des chemins à lisses connus respectivement sous le nom de "Chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est et Kennébec," et "Chemin à lisses de la vallée de Saint-François et Kennébec," ou de l'organisation de l'une d'elle seulement, — ou de la construction et de la mise en opération par l'une d'elle seulement, dans le cours de l'année, d'une longueur continue de chemin, pas moindre que quinze milles, — il est expédient que cette compagnie amalgamée, ou l'une ou l'autre des dites compagnies, selon le cas, soit aussi encouragée au moyen d'une subvention provinciale suivant la teneur des résolutions qui précèdent; et que autrement, elles soient toutes deux ainsi encouragées, mais seulement jusqu'à concurrence d'un subside limité au taux de un et demi pour cent, au lieu de trois pour cent, annuellement.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, que, dans le cas de l'incorporation, dans le cours de cette ou de la prochaine session de la Législature, d'une compagnie pour construire et exploiter un chemin à lisses de bois de colonisation entre Trois-Rivières et les Grandes Piles, il est expédient qu'elle soit également encouragée au moyen d'une subvention provinciale, suivant la teneur des résolutions qui précèdent, mais jusqu'à concurrence d'un subside plus élevé qui sera fixé au taux de quatre pour cent, au lieu de trois pour cent annuellement, et pour telle longueur continue et non interrompue de ce chemin, pas moindre que quinze milles, qui aura été construite et mise, bona fide, en opération le ou avant le premier jour de juillet 1873.

J'espère que les partisans du chemin de fer des Piles abandonneront leurs prétentions sur le million et demi d'acres de terre. Le gouvernement se propose, en retour, de leur venir en aide autant que les moyens du pays le permettent. Nous attendons une réponse lundi.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Je conseille aux députés du district des Trois-Rivières d'accepter la proposition libérale du gouvernement.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Je suis profondément peiné de voir que le gouvernement ne s'est pas rendu aux justes réclamations du district des Trois-Rivières. Il a été établi en comité, d'une manière satisfaisante, que le million et demi d'acres de terre n'appartenait plus au gouvernement et que par conséquent il ne faisait pas un sacrifice en laissant devenir loi le bill que j'ai présenté. L'ouverture du Saint-Maurice devrait être vue favorablement par le ministère qui semble prendre un vif intérêt à la colonisation du pays.

Le gouvernement a reconnu, jusqu'à un certain point, la supériorité et l'importance du chemin des Piles puisqu'il offre 4 pour 100 de garantie, tandis que les autres chemins n'auront que 3 pour 100. Je ne considère pas l'offre suffisante. Je suis certain qu'il est impossible de construire le chemin avec ce secours. Le devoir du gouvernement est tout tracé: qu'il prenne la chose en mains et fasse explorer le Saint-Maurice dans le courant de l'été, afin d'être prêt, à la prochaine session, à introduire une mesure qui donnera satisfaction au district des Trois-Rivières qui a droit d'exiger que justice lui soit rendue, comme aux autres parties du pays. La députation des Trois-Rivières ne peut reculer devant la tâche que les habitants du district lui imposent et elle ne cessera de réclamer que le jour où elle aura atteint son but.

M. J. GAUDET (Nicolet): Parle dans le même sens avec beaucoup de force.

L'Orateur reprend son "fauteuil."

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions. Il est ordonné que le rapport soit reçu, à la première séance de la Chambre, lundi prochain.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que cette Chambre se formera de nouveau en ledit comité, à la première séance de la Chambre, lundi prochain.

Engagement des pêcheurs

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill

concernant l'engagement des pêcheurs et le recouvrement de leurs gages.

Adopté.

Vente des propriétés foncières par les municipalités

Le bill pour expliquer la onzième section de l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des propriétés foncières par les municipalités, est lu pour la deuxième fois.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Picard, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Gendron, M. Lavallée, M. Gaudet, M. Desaulniers (Maskinongé), M. Hemming, M. Benoît, M. Bessette, M. Chapleau et M. Moll, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Perte des archives

La Chambre procède à la seconde lecture du bill pour amender la 27e Victoria, chapitre 26, intitulé: "Acte pour suppléer à la perte des archives et documents occasionnée par l'incendie de la Cour et de la prison du district de Kamouraska et pour assurer les droits des parties intéressées".

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Bellerose, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Bachand, M. Chapleau, M. Hemming, M. Desaulniers (Maskinongé), et M. Rhéaume, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable et avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Tenue de la cour de circuit dans le comté de Wolfe

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill pour pourvoir à la tenue de la cour de circuit dans le comté de Wolfe.

Vente des propriétés foncières par les municipalités

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill pour amender le paragraphe sept de la section trente-cinq du chapitre vingt-quatre des statuts refondus du Bas-Canada.

Le bill est renvoyé à un comité spécial nommé pour étudier le bill concernant la vente des propriétés foncières par les municipalités.

À quatre heures, la séance est levée.

Séance du 22 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ross, la pétition de la municipalité du township de Lingwick.

Par M. Beaudreau, la pétition du conseil de ville de la ville de Sorel.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la Compagnie d'assurance maritime du Canada.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Charles Brooks et autres, du township d'Ascot; demandant des amendements au bill concernant le notariat.

De Joseph Beaudry et autres, du township de Kilkenny, comté de Montcalm; demandant de l'aide pour un chemin.

De la municipalité du village de Buckingham, comté d'Ottawa; demandant une indemnité pour le pont de la Rivière-aux-Lièvres, dans le comté d'Ottawa.

Du conseil municipal du comté d'Ottawa; demandant que le chef-lieu du district d'Ottawa, et le Bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, soient transférés d'Aylmer à Hull.

De Sa Grâce l'archevêque de Québec, et du révérend D. J. Ramsay et autres, de la cité de Montréal; demandant respectivement l'établissement de maisons de réforme et d'industrie dans cette province.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse en date du 18 février 1869, demandant les rapports annuels des institutions littéraires, de charité et hôpitaux ci-dessous mentionnées, qui reçoivent des octrois par un vote de la Législature, savoir:

Ecole de médecine, Montréal.

Société historique et littéraire, Québec.

Malades indigents, Montréal.

Hôpital Saint-Patrice, Montréal.

Maison de refuge, Montréal.

Hôpital des orphelins catholiques romains, Montréal.

Soeurs de la Charité, Montréal.

Asile des orphelins protestants, Montréal.

Dispensaire, Montréal.

Asile, maison d'industrie, Montréal.

Institution pour le traitement des maladies d'yeux, etc. Montréal.

Malades indigents, Québec.

Hôpital général catholique, Saint-Hyacinthe.

Hôpital des marins et émigrés, Québec.

Asile de Beauport, Québec.

Asile des aliénés de Saint-Jean, Saint-Jean.

(Documents de la session no. 6).

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Présente à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte du ci-devant Parlement du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse," et le soumet sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les trois bills suivants, savoir:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'association de la salle Saint-Patrice de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'institut maritime de Montréal."

Bill du Conseil, intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal"; et y a fait des amendements qui sont soumis à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour abroger l'acte d'incorporation de la compagnie d'assurance maritime du Canada.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité du comté de Rimouski en deux municipalités séparées.

Accordé.

Rivières Saint-François et Yamaska

M. L.-A. SENEAL (Yamaska): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska, et pour le creusement desdites rivières.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Hôpital Général de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose,

suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill autorisant et ratifiant la vente d'un certain immeuble faite par la Société de l'Hôpital Général de Montréal.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Testament de feu dame Ann Jones

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill autorisant la vente de partie de la propriété immobilière substituée par le testament de feu dame Ann Jones, épouse de Henry Corse.

Adopté.

Seigneurie à Mingan

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de proposer à la Chambre qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tout titre ou document, s'il en existe, créant ou octroyant une seigneurie sur la terre ferme de la rive Nord du Golfe Saint-Laurent, à Mingan, ou dans ses environs; copie de tout rapport fait au département des Terres de la Couronne, ou de tout autre document soumis audit département ou au gouvernement, ayant rapport à cet octroi ou prétendu octroi d'une seigneurie, dans cette partie de la province ci-dessus mentionnée.

Adopté.

Société de l'Hôpital des enfants malades de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour constituer en corporation la société de l'hôpital des enfants malades de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Cens et rentes

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de proposer à la Chambre qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de tous les arrérages dus dans les seigneuries appartenant au gouvernement pour cens et rentes, et aussi un état des montants perçus par les agents de gouvernement dans lesdites seigneuries, depuis le 1er juillet, mil huit cent soixante-sept.

Adopté.

Bill concernant les assurances sur la vie

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que la Chambre se forme en comité pour

discuter le bill amendant la 29e Victoria, chapitre 17, concernant les assurances sur la vie.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Cour de circuit du comté de Wolfe

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour pourvoir à la tenue de la cour de circuit dans le comté de Wolfe. Le comité étudie le bill, fait rapport de quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Engagement des pêcheurs

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'engagement des pêcheurs et le recouvrement de leurs gages.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre, avec des amendements.

Division d'enregistrement du comté de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill divisant en deux la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski.

Adopté.

Seigneurie Nicolas Rioux

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'Acte seigneurial refondu et pour réparer certaines erreurs commises dans la confection des cadastres de quelques seigneuries et notamment de la seigneurie Nicolas Rioux.

Objection est faite que ce bill est bill privé.

M. L'ORATEUR: Décide que ce bill tombe sous l'effet de la 51e règle et qu'il aurait dû être présenté à la suite d'une pétition.

Le bill est retiré.

Règlements de la Chambre

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par l'honorable premier ministre, qu'un comité spécial composé de huit membres soit nommé pour aider M. l'Orateur à préparer les règles, règlements et les ordres permanents pour la régie de cette Chambre, pour faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ce comité sera composé de l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Carter, M. Joly et M. Simard.

Adopté.

Chemins à lisses de colonisation

La Chambre reçoit le rapport du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les octrois à accorder aux chemins à lisses de colonisation.

Subsides

La Chambre se forme en comité des subsides.

En Comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent soixante et un mille neuf cent quatorze piastres et cinquante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Après avoir pris connaissance des rapports des protonotaires de Montréal, il pense que le gouvernement demande des sommes bien supérieures à ce qu'il est nécessaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que cette somme excède de \$40,000 la somme votée l'an dernier à cette même fin. Le gouvernement devrait pratiquer ici des économies.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que le gouvernement est aussi économe qu'il peut l'être. Il passe ensuite en revue les différents services de la justice, expliquant la demande de cette année et la comparant avec celle de l'année dernière.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de subsides pour les chemins à lisses et de colonisation, (couvrant les allocations autorisées par les statuts), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent quatre-vingt-douze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme allocation pour la résidence du lieutenant-gouverneur, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fonds de retraite, si la chose est jugée expédiente, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour faire exécuter les lois de la

chasse, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, (couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-six mille cinq cent huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales par le département des Terres de la Couronne (y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de Lauzon et les bois et forêts, couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., (couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses (comprenant l'inspection générale, etc., couvrant toutes les allocations autorisées par les statuts), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre cent quarante-neuf piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses imprévues en vertu de mandats spéciaux et pour les services de l'enregistrement, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qui recevra ce rapport demain.

Statuts refondus du Canada

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour expliquer le chapitre vingt-trois des statuts refondus du Canada." Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Deuxième séance du 22 mars 1869

La séance débute à 7 heures et demie.

Dépôt et lecture de pétition.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des compagnies de mines de Huntingdon et Ives; demandant à être incluses sur la liste des compagnies recevant de l'aide pour chemin à lisses en bois.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend J.-B. Chartre et autres, de la paroisse de Saint-David, du révérend L. Tourigny et autres, de la paroisse de Yamaska, et du révérend J. Tessier et autres, de Saint-Germain-de-Grantham; demandant respectivement l'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska, par le gouvernement, et à défaut, l'octroi de certains privilèges à une compagnie qui se chargerait de faire ces améliorations.

Hôpital Général de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que le bill autorisant et ratifiant la vente d'un certain immeuble fait par la société de l'Hôpital Général de Montréal soit lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament de feu dame Ann Jones

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill autorisant la vente de partie de la propriété immobilière substituée par le testament de feu dame Ann Jones, veuve de Henry Corse.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Bureau d'administration des biens de l'Eglise presbytérienne

Le bill amendant l'acte du ci-devant Parlement du Canada, intitulé "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse", est lu une deuxième fois.

Association de la salle d'asile de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, que le bill amendant l'acte d'incorporation de l'association de la salle Saint-Patrice de Montréal soit lu une deuxième fois.

Adopté.

La Chambre se forme en comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Institut maritime de Montréal

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill incorporant l'institut maritime de Montréal.

Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal".

Acte concernant les assurances sur la vie

La Chambre procède à la troisième lecture du bill amendant l'acte 29e Victoria, chapitre 17, concernant les assurances sur la vie.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Engagement des pêcheurs

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, suivant l'ordre du jour, que le bill concernant l'engagement des pêcheurs et le recouvrement de leurs gages, soit lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts refondus du Canada

La Chambre procède à la troisième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé "Acte pour expliquer le chapitre vingt-trois des statuts refondus du Canada".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre l'a passé sans amendement.

Acte concernant la profession légale

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, suivant l'ordre du jour, que le bill concernant la profession légale en cette province, soit lu une deuxième fois.

Adopté.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, appuyé par l'honorable trésorier, que le bill amendant les lois concernant l'éducation en cette province, soit lu une deuxième fois.

Je prends la parole pour demander la deuxième lecture du bill des écoles. Je dois dire quelques mots pour expliquer certains points et

dissiper les doutes qui auraient pu s'élever dans l'esprit des députés. Cette mesure renferme trois parties. La première a trait à l'organisation générale de l'instruction publique; la seconde aux écoles communes; la troisième aux cités de Montréal et Québec.

Je crois très utile de faire remarquer que l'opposition au bill présenté à Outaouais ne venait pas du principe du bill lui-même, mais parce qu'il créait une disparité entre les droits des deux minorités du Haut et du Bas-Canada. C'est pour cela que les évêques tout en approuvant le principe du bill, se prononcèrent contre son adoption, si l'on ne tenait pas compte des réclamations de la minorité catholique du Haut-Canada.

Aujourd'hui la position est changée et nous sommes parfaitement libres dans la province de Québec.

En tenant compte de ce changement, il ne nous reste plus qu'à demander si la mesure actuelle est sage, si en faisant droit aux demandes de la minorité elle nuit aux intérêts des catholiques.

Les deux officiers qui auront la mission d'aider le ministre ou le surintendant de l'instruction publique, pourront être d'une grande utilité quand il s'élèvera des différends entre les catholiques et les protestants.

La loi décrète que le Conseil sera formé de deux comités. Le ministre de l'Instruction publique sera membre du Conseil ex-officio, mais n'aura que voix délibérante, on ne lui donne le droit de voter que dans le comité catholique.

Les allocations accordées à l'éducation supérieure seront divisées suivant la population.

Une clause permet au Conseil de se diviser pour former deux Conseils distincts. Cette éventualité regrettable n'aura jamais lieu peut-être; nous souhaitons qu'il y ait toujours harmonie au sein de cette assemblée, mais il faut tout prévoir. Pour prévenir cette scission, il faut entourer la clause qui la permet de bien des conditions.

Quand 10 membres catholiques ou 5 membres protestants l'auront demandée, l'on laissera écouler un mois avant de s'occuper de la question et si au bout de ce délai les opinions n'ont pas changé, il y aura séparation des catholiques et des protestants.

La clause qui concerne les dissidents faisait partie du bill présenté à Outaouais. Ce dispositif favorisera autant les catholiques que les protestants, car on remarque chez les premiers une tendance à se déclarer dissidents.

La division des taxes prélevées sur la propriété des neutres entre les protestants et les catholiques est en réalité favorable aux catholiques. C'était là une question compliquée. Comme la plupart de ces institutions sont entre les mains des protestants, elles refusaient de payer la taxe et il s'ensuivait une longue suite de procès. Aujourd'hui ces taxes seront payées sans murmures.

Quant à la taxe des villes, nous l'avons assise

sur la propriété, et comme elle paie, elle doit recevoir; aussi les taxes venant des catholiques retourneront aux catholiques. Il en sera de même des taxes des protestants.

Nous donnerons \$4,000 aux écoles des municipalités pauvres et une somme aux catholiques de Montréal qui recevront moins que les protestants. C'est pour établir une compensation. Je n'ai pas besoin de faire remarquer que ces deux villes recevront la subvention suivant le chiffre de la population.

Voilà les quelques explications que je désirais présenter.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je regrette que le gouvernement demande la deuxième lecture du bill ce soir. Il vient à peine d'être distribué et l'on veut que nous soyons prêts à nous prononcer. Les ministres ne rendent donc pas justice à la Chambre et préjugent la question en pressant le débat. Que l'on nous donne le temps de l'étudier. Je propose en conséquence, appuyé par le député de Trois-Rivières (M. Dumoulin), que la prise en considération soit remise à samedi ou lundi.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le bill n'a été distribué que cet après-midi et les occupations n'ont pas permis aux députés d'y jeter un coup d'œil. De plus, quand même nous aurions eu le temps, il serait très à propos de nous accorder un ou deux jours pour étudier une question qui a préoccupé l'attention du gouvernement pendant quinze jours, et la Chambre aimerait à avoir le bénéfice d'une nuit pour qu'elle nous porte conseil. Je suis donc décidé à appuyer la proposition du représentant de Laval (M. Bellerose).

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Les députés qui s'opposent à la deuxième lecture n'ont fait valoir aucune raison plausible à l'appui de leur demande. Comment, ils prétendent ne pas connaître la mesure? Les détails soit, mais les principes qu'elle renferme leur sont parfaitement connus. L'honorable premier ministre l'a parfaitement expliqué l'autre jour, et elle est aussi connue qu'elle le sera demain soir. On ne peut pas plaider surprise. Au reste, en laissant le bill subir sa deuxième lecture, les députés ne s'engagent pas à ne point critiquer les détails plus tard; ils en adoptent le principe seulement.

Le ministère qui a montré tant de bonne volonté, et d'esprit de justice ne doit pas céder ni se rendre à la demande de M. Bellerose. La mesure du gouvernement est juste et nous devons sekunder ses efforts pour qu'il arrive promptement à la solution de cette question si importante.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai promis

mon appui à la mesure et je ne veux pas la retirer. Voyant que le camp ministériel est menacé d'une scission, je viens au secours des deux parties et je demande que la discussion de la mesure soit remise à demain.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Se dit prêt à poursuivre les débats ce soir.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Cette mesure est parfaitement connue de la Chambre et nous aurions tort de la remettre à un autre jour.

La session est avancée et il faut décider cette question pendante depuis longtemps.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le gouvernement désire permettre la discussion de ce bill et ne veut pas presser la deuxième lecture ce soir. Il croit que la Chambre devrait être prête à procéder immédiatement à la deuxième lecture, mais si un groupe de députés le désirait ainsi, il accepterait de remettre les débats à demain.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit que si les députés doivent faire preuve de courtoisie à l'endroit du gouvernement, le gouvernement en retour se doit d'en faire autant à l'endroit des députés, et il précise qu'il n'est certainement pas courtois de la part du gouvernement de hâter le déroulement des débats relatifs à ce bill après les explications qu'il vient de fournir.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se dit en faveur de remettre la deuxième lecture du bill à demain soir, ce qui donnerait aux députés assez de temps pour étudier mieux le bill.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Veut que l'on procède avec le débat.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Affirme que la deuxième lecture ne fait que reprendre les principes du bill, et prétend que les députés ont une connaissance suffisante de son contenu pour soutenir un débat intelligent autour des principes généraux, les détails pouvant être discutés en comité.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'on devrait remettre à plus tard le débat.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Après une courte discussion, retire sa proposition.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que les débats soient ajournés, jusqu'à la première séance de la Chambre, demain.

Adopté.

La séance est levée à dix heures.

Séance du 23 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bellingham, la pétition de David McIntosh et autres, du township de Harrington.

Par M. Chapleau, la pétition de Napoléon Mignault et Adolphe Beauvais, notaires, et la pétition du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de N. Casault et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues;

De la municipalité du township de Tingwick demandant de l'aide pour un chemin.

Du conseil de la ville de Sorel; demandant que le code municipal soit amendé de manière à ce que la ville de Sorel continue à être régie par sa charte spéciale, l'acte 29 Vict., chap. 60.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec.

Bill pour autoriser le recteur de la paroisse de Montréal et le bénéficiaire et les marguilliers pour le temps d'alors de l'église de Saint-George de Montréal, à vendre ou à hypothéquer certains biens-fonds appartenant à ladite église.

Bill pour assurer le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

Quand à ce dernier bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'honoraire de \$100.00 payé pour ce bill par le pétitionnaire, lui soit remboursé, vu que l'honoraire payé sur le bill présenté à votre honorable Chambre durant la session dernière, pour les mêmes objets qui sont demandés par le présent bill, et qui n'est pas devenu loi, n'a pas été remboursé.

Votre comité a aussi examiné le bill pour incorporer la société bienveillante des arrimeurs de Québec, et trouve, d'après les déclarations faites à votre comité, que le préambule n'a pas été prouvé à sa satisfaction.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):

Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant l'organisation de la Cour Supérieure pour le Bas-Canada, et la procédure en icelle.

Accordé.

Bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour discuter le bill amendant le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40 des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement, les bureaux d'enregistrement et les livres et registres tenus en vertu desdits actes. Le comité examine le bill et fait rapport, avec amendements.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente — Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 10 mars 1869, demandant un état indiquant:

1. Le nom des bureaux d'enregistrement qui sont actuellement pourvus de plans, et livres de renvoi pour les fins d'enregistrement suivant les articles 2166 et 2167, du code civil du Bas-Canada, et le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

2. La date de la nomination et le nom des commissaires, arpenteurs et autres personnes proposées ou employées jusqu'à ce jour, à la confection des plans et livres de renvoi, en vertu des lois et statuts suscités.

3. Le montant des salaires qui ont été payés à ces commissaires, arpenteurs et autres employés, et les autres dépenses faites jusqu'à ce jour pour la confection desdits plans et livres de renvoi. (Documents de la session, no 24).

Magistrats de districts

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill concernant les magistrats de district en cette province.

En comité:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Explique quelques-unes des clauses les plus importantes de l'acte.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'élève contre la clause qui interdit aux magistrats de pratiquer leur profession en même temps.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'oppose au bill parce qu'il confère aux magistrats trop de pouvoirs. L'acte en effet ne prévoit pas d'appel aux jugements rendus par les magistrats, alors qu'un appel est possible aux jugements

rendus par les juges de la Cour supérieure.

Le comité décide de siéger de nouveau, plus tard.

Bibliothèque du Parlement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette chambre concoure dans le premier rapport du comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque du Parlement. Il informe la Chambre, à l'occasion, que les députés ont décidé de retenir les services permanents d'un messenger affecté à la bibliothèque durant la période d'arrêt des séances.

Adopté.

Cadastres

Suivant l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité pour discuter le bill concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres postérieurs auxdits cadastres.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

Profession légale

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill concernant la profession légale en cette province.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Testament de feu Ann Jones

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill autorisant la vente de partie de la propriété immobilière substituée par le testament de feu dame Ann Jones, veuve de Henry Corse.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Association de la salle Saint-Patrice de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant l'acte incorporant l'association de la salle Saint-Patrice de Montréal.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant

l'acte du Parlement de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en union avec l'Eglise d'Ecosse."

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Institut maritime de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill incorporant l'institut maritime de Montréal.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal."

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Asile de Beauport

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande un rapport concernant l'asile des aliénés de Beauport.

Il parle longuement et fournit des chiffres pour démontrer que les directeurs de l'institution empochent annuellement \$64,000. en profit net. Il ajoute que le nombre maximum de patients que l'on doit admettre est de 680, et que le rapport de l'année dernière constate qu'il y a eu 800 admissions.

Après quelques discussions, on demande au moteur de maintenir sa proposition, afin de permettre au député de Brôme (l'honorable C. Dunkin) de fournir certains chiffres.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre.

Qu'il a pris en considération le bill pour remettre en vigueur et amender "l'acte incorporant la compagnie hydraulique des docks de Montréal" et est convenu d'en faire rapport tel qu'amendé.

Votre comité demande de plus, à cette

honorable Chambre, de faire rapport en ce qui concerne le bill "pour incorporer la compagnie hydraulique de Saint-Louis" qui a été renvoyé à votre comité, que ce jourd'hui, M. Beaubien, le promoteur dudit bill, a comparu devant ce comité et a demandé la permission de retirer ledit bill, ce qui lui a été octroyé.

Votre comité demande de plus, que l'honorable de cent piastres, que l'honorable membre d'Hochelaga a déposé entre les mains du greffier des bills privés, à raison de ce bill, lui soit remboursé.

Bureau d'enregistrement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture du bill amendant le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 40, des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement, les bureaux d'enregistrement et les livres et registres tenus en vertu desdits actes.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Profession légale

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture du bill concernant la profession légale en cette province.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant l'acte du Parlement de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada en union avec l'Eglise d'Ecosse".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Institut maritime de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant l'institut maritime de Montréal.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amen-

der l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill, avec plusieurs amendements, auxquels elle demande le concours de leurs Honneurs.

Incorporation des dentistes de la province de Québec

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant les dentistes de la province de Québec.

Adopté.

Paroisse de Montréal

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill autorisant le recteur de la paroisse de Montréal et le bénéficiaire et les marguilliers d'alors de l'église Saint-George, à vendre ou à hypothéquer certains biens-fonds appartenant à ladite église.

Adopté.

John Platt

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill assurant le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

Adopté.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, la reprise des débats ajournés sur la question qui fut proposée hier: que le bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province soit maintenant lu une deuxième fois.

La question étant de nouveau proposée, la Chambre reprend ces débats ajournés.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): La question que nous devons discuter ce soir est importante à plus d'un point de vue et susceptible de soulever des tempêtes et des orages qu'il est de notre devoir de conjurer.

C'est pour cela qu'il faut l'aborder avec calme pour conserver parmi nous l'entente cordiale et l'harmonie. Le bill consacre un principe auquel j'ai concouru de tout mon coeur dans une autre circonstance.

Si je comprends l'objet du bill, le gouvernement veut donner aux protestants la faculté de dépenser leur argent pour l'éducation de leurs enfants et d'en disposer comme bon leur semble. Il y a des gens qui considèrent la question au point de vue social et qui prétendent que la taxe prélevée pour les écoles doit

être dépensée comme les autres sans égard aux croyances des contribuables. Pour d'autres, c'est une question d'ordre moral et de conscience, surtout dans un pays où l'éducation religieuse accompagne partout l'instruction littéraire. Si un protestant croit dans sa conscience qu'il ne doit pas donner son argent aux catholiques, il y a injustice à l'employer à ce but. La même remarque s'applique aux catholiques. Il est donc naturel que chacun aime à propager ses convictions et remplisse ce qu'il croit être son devoir devant Dieu et devant sa conscience.

S'il n'y avait que le principe de libéralité à l'égard des Protestants dans ce bill, je lui donnerais mon approbation entière, mais il y a un point que je dois combattre. Il y a trois ans que cette question est devant le pays. On connaît les tempêtes qu'elle a provoquées et les acrimonies qu'elle a fait naître. Toutes ces querelles sont dangereuses, dans un pays comme le nôtre, et tendent à y semer la défiance dans tous les rangs de la société. Aussi tout Canadien qui a à coeur l'intérêt de son pays doit désirer que l'on arrive au plus tôt à la solution de cette question.

Il y a dans la vie de tout homme certaines choses qu'il doit respecter. Si dans plusieurs circonstances il a exprimé une opinion, si ses convictions sont sincères, s'il les a défendues dans bien des circonstances, ces convictions doivent être pour lui quelque chose de sacré, surtout si elles ne sont pas en contradiction avec la justice. Je suis dans cette position de ne pas accepter certains détails du bill à moins que le ministère ne consente à les modifier. Si le gouvernement se rend à ma proposition, je voterai avec bonheur pour la deuxième lecture du bill. Ainsi je lui demande de vouloir enlever de la clause qui regarde le surintendant, les sous-surintendants et les secrétaires, les désignations de catholiques et de protestants, que je regarde comme odieuses. Pour appuyer ma position et montrer quelle a toujours été mon opinion sur cette question, je citerai ce que j'ai écrit en 1866:

J'écrivais le 31 juillet 1866:

"L'on se rappelle la lettre confidentielle de M. Galt, aux députés des townships; l'on se rappelle également les circonstances dans lesquelles l'Opposition la fit connaître à la Chambre et le sentiment de désapprobation avec lequel le peuple du Bas-Canada l'a accueillie. Eh bien, j'ai le triste devoir de vous informer que tout cela va devenir loi et constitution, les députés au Bas-Canada l'ayant accepté dans une réunion secrète.

"Lors du débat sur l'adresse, il était expressément entendu en ce qui regarde les écoles que le Haut-Canada resterait immuablement dans son système actuel des écoles séparées et qu'on établirait pour le Bas-Canada des dispositifs protecteurs en faveur des protestants. Il s'agissait uniquement du partage sur de certaines bases de l'argent public approprié aux écoles; il s'agissait encore de remanier la loi de l'éduca-

tion pour permettre aux groupes isolés de protestants dans un comté de s'incorporer au comté voisin pour les fins de l'enseignement et d'y porter leurs contributions.

"A cela personne ne pouvait objecter. Mais il s'agit de bien autre chose. D'après l'arrangement proposé, il y aura un surintendant et deux députés surintendants de l'Instruction publique. L'un de ces députés sera nécessairement protestant. De sorte donc qu'il sera dans le bureau de l'Instruction publique le représentant du protestantisme. Ou il pourra contrôler les actes du surintendant ou il ne le pourra pas. S'il peut les contrôler, il serait bon d'établir de suite deux surintendants et organisations distinctes. Si c'était étrange et insultant pour la masse du Bas-Canada, au moins, ce ne serait pas odieux comme le système d'espionnage, de méfiance et d'insupportable antipathie qui doit nécessairement naître du projet que l'on doit bientôt, aujourd'hui peut être, soumettre à la Législature.

"Il n'y aurait rien pour le Haut-Canada parce que, dit-on, la majorité protestante ne veut pas donner plus que ce qui existe. Or, tandis qu'il n'y a que 165,000 protestants en Bas-Canada, l'on compte 257,000 catholiques en Haut-Canada.

"On en serait réduit à ces anomalies parce que M. Galt se serait compromis vis-à-vis des siens par des promesses imprudentes.

"Ce qui attriste surtout un coeur catholique et canadien-français, c'est qu'après les preuves incessantes de notre esprit de justice et d'extrême libéralité envers la minorité protestante celle-ci s'isole de nous par des tranchées et des murs de circonvallations".

Quelques jours plus tard, le 6 août, voici ce que j'écrivais:

"Le mal n'est pas sans remède encore. Quelques légères modifications dans le bill du Bas-Canada suffiraient pour sauver la position. Dans ce cas, le bill du Haut-Canada, qui menace de mettre tout en feu, n'aurait plus sa raison d'être".

Voici enfin ce que j'écrivais le 8 août:

"M. Cauchon a dit qu'il ne s'attendait pas à l'abandon complet du bill du Bas-Canada; que, d'après le projet de Québec et des déclarations faites en Chambre dans le printemps de 1865, le Haut-Canada catholique ne pouvait prétendre à de nouveaux privilèges et que l'on en accordait aux protestants du Bas-Canada.

"Or, le pacte fédéral, écrit ou parlé, accordait à ces derniers tout le bill, moins les clauses odieuses relatives au député-surintendant sectaire."

M. Cauchon ajoute: "Mettez autant de protestants que vous voudrez dans le bureau de l'Instruction publique, mais ne dites pas par une loi que les employés de ce département seront nécessairement catholiques ou protestants; ne consacrez pas l'espionnage légal et ne proclamez pas par un statut organique, en face d'une histoire qui vous contredit, que nous autres

Canadiens français et catholiques nous ne sommes pas capables de rendre justice à la minorité protestante."

Voilà ce que j'ai dit dans le Journal de Québec en 1866 et ce que j'ai répété plus tard dans ma correspondance avec l'honorable trésorier, lorsqu'il s'est agi de former le premier gouvernement de la province de Québec.

Je cite un extrait de lettre en date du 10 juillet 1867:

"Je vous demandai si, lorsque vous parliez du bill des écoles, vous vouliez faire allusion au surintendant ou député surintendant protestant, et, sur votre affirmation, je répondis que le fait que je vous offrais à vous, ainsi qu'à M. Irvine, de faire partie de l'administration était une première preuve de mes sentiments à l'égard de la population protestante; que je n'avais aucune objection à laisser vos coreligionnaires, tout naturellement par une loi, le contrôle entier de leurs écoles et de leur part afférente de l'argent public; que le département de l'Éducation serait organisé à leur pleine satisfaction et qu'on y placerait un ou des protestants; qu'en un mot, pour satisfaire à leurs exigences, j'étais prêt à tout faire, excepté de m'engager à faire constater à la majorité qu'elle n'avait pas la volonté de rendre justice à la minorité; que cette législation d'un odieux soupçon était un stigmate que je ne pourrai jamais consentir à imprimer de ma propre main au front de ceux de ma croyance et de mon origine."

Je ne puis aujourd'hui renier ces opinions, et vous voyez qu'elles établissent clairement ma position en cette circonstance. Cette législation est odieuse, elle consacre en principe la défiance des protestants à l'égard des catholiques et sanctionne une insulte jetée à la face des Canadiens français. Le temps pourra venir où un protestant sera ministre ou surintendant de l'Instruction publique. Eh bien, je déclare que si un protestant était choisi parmi les hommes de cette croyance, possédant autrement ma confiance, je l'accepterais aussi volontiers que s'il était catholique.

Que l'on fasse disparaître ces expressions malheureuses de catholiques et de protestants et je donnerai mon approbation pleine et entière à la mesure. J'espère qu'il n'y aura pas une seule voix discordante dans la Chambre et que tout le pays applaudira à notre conduite.

Je dois dire un mot des dispositifs relatifs à l'éducation. Je n'y attache pas grande importance, parce que le moment ne peut pas être éloigné où les octrois pour la haute éducation cesseront tout à fait. Il y a déjà trop dans la province de Québec de collèges qui multiplient les demi-savants et éloignent de l'agriculture et de l'industrie des jeunes gens qui n'auraient jamais dû embrasser des professions où il végètent. C'est là une des causes de notre infériorité dans l'industrie.

La clause du projet de loi qui décrète que la

taxe prélevée sur les propriétés protestantes sera consacrée aux soutiens de leurs écoles ne peut créer de difficultés. Elle est pour ainsi dire avantageuse aux deux intéressées. Si, en vertu de cette disposition, les protestants retireront plus à Montréal, les catholiques seront dans la même position à Québec.

Voilà ce que je pense du bill, et j'ai l'espoir que les ministres prendront mes observations en bonne part et feront disparaître de la mesure ce qui, à mes yeux et aux yeux de bien des députés, constitue une insulte pour les catholiques. Alors la mesure sera acceptée à l'unanimité, tous les partis seront contents et nous aurons obtenu le plus beau résultat qu'il nous fût permis d'espérer.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dois remercier l'honorable député de Montmorency de ses observations et déclarer que j'apprécie parfaitement toutes ses raisons; quant aux expressions qui ne lui paraissent pas convenables, elles peuvent facilement être retranchées et j'espère donc avec l'honorable député de Québec-Montmorency que la mesure sera bien vue de toute la Chambre.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Le bill des écoles est une question nouvelle dans la Législature de Québec, mais elle ne l'était pas dans le Parlement du Canada. Pendant longtemps elle a préoccupé l'attention des Chambres et du public. Le peuple était dans l'inquiétude et les différents gouvernements qui se succédèrent alors firent plusieurs tentatives de législation pour calmer les craintes. En 1866, le gouvernement dont je faisais partie se décida à accomplir cette tâche entourée de difficultés et je fus chargé par mes collègues de présenter le bill qui porte mon nom. Cette mesure était juste et libérale, car elle a obtenu l'approbation des plus hautes autorités religieuses du pays. L'on a essayé de faire croire que ces autorités la désapprouvaient, mais c'est là une fausseté; qu'on lise la lettre des évêques et l'on verra qu'ils la trouvaient juste et demandaient que la minorité du Haut-Canada jouisse des droits que l'on accordait à la minorité du Bas-Canada.

Cette mesure rendait justice aux protestants du Bas-Canada et ne lésait aucun intérêt catholique. La mesure a dû être retirée, pour des raisons de finance. Mais ce bill a eu une grande portée et servait notre cause d'une façon admirable. C'était une preuve manifeste de la libéralité des Canadiens français qui se constituaient, encore une fois, défenseurs des minorités. Nous avions offert protection à la minorité du Bas-Canada et nous voulions étendre cette protection à la minorité du Haut-Canada.

Telle a toujours été notre attitude vis-à-vis de la minorité et c'est encore ce que nous voyons aujourd'hui dans cette Chambre.

La minorité souffre-t-elle? Est-elle persécutée? Au contraire les protestants n'ont-ils pas leurs coudées franches? et je crois qu'à l'avenir

jamais ils n'auront raison de se plaindre plus qu'aujourd'hui.

Le passé offre une garantie pour l'avenir.

Je regrette que le chef de la majorité dans la province de Québec, Sir G.-E. Cartier, ne soit pas au milieu de nous, car il verrait avec plaisir que l'on a tenu sa promesse.

Quand le bill Langevin fut retiré, Sir G.-E. Cartier déclara à la minorité du Bas-Canada qu'il s'engageait à faire passer une mesure analogue et que sa parole donnée valait la mesure.

On a voulu faire croire que les évêques du Canada désapprouvaient, comme je l'ai déjà dit, le bill Langevin. Eh bien, je puis donner la preuve du contraire. Je trouve dans le livre bleu mis devant le Parlement anglais un mémoire des évêques qui en reconnaissent la justice. (Ici l'honorable secrétaire d'Etat fait plusieurs citations de ce document important.) L'esprit du clergé, j'en ai la certitude, n'a pas changé aujourd'hui et l'approbation qu'il donnait à mon bill, il la reporte sur la mesure de l'honorable premier ministre.

Il fait allusion à certains articles de journaux, de parution récente, écrits comme s'ils étaient les porte-parole des autorités religieuses de la province. Ces journaux ne sont pas les porte-parole de l'Eglise et n'ont aucun droit d'écrire en son nom. Il dénonce ces écrits qui créent des conflits où il n'y en avait pas. Il profite de l'occasion pour faire le procès du *Courier du Canada* qui, en 1866, a insinué que le secrétaire d'Etat pouvait se tromper. Il tente d'établir que ce journal n'exprime pas plus aujourd'hui l'opinion du clergé sur le bill Chauveau qu'il ne l'exprimait en 1866.

Il dit qu'on a porté des accusations contre la délégation du Bas-Canada qui avait fait passer l'acte de Confédération au Parlement impérial, pour avoir accordé des privilèges à la minorité protestante de cette province; mais les mêmes droits et privilèges ont été accordés aux catholiques de l'Ontario.

Quant au présent acte, il approuve la taxe sur les propriétaires. On a dit que les locataires catholiques paient leur taxe aux écoles protestantes si leur propriétaire est protestant. Mais on pourrait retourner l'argument puisque les locataires protestants peuvent payer leur loyer à des propriétaires catholiques.

J'ai été heureux de voir l'attitude du député de Montmorency, ce soir, et je crois que le gouvernement a bien fait de ne pas lui refuser ce qu'il demande. D'ailleurs, le résultat sera toujours le même et jamais l'on ne placera un catholique à la tête d'un comité protestant et, réciproquement, un protestant à la tête d'un comité catholique.

J'ai aimé aussi à entendre le député de Montmorency dire que la loi actuelle existait en germe dans la législation antérieure. Cette assertion est facile à prouver, il suffit d'ouvrir nos

statuts. Je suis certain qu'il n'y aura qu'une voix dans la Chambre pour approuver la mesure et donner un exemple de la bonne entente et de l'harmonie qui doit régner entre les catholiques et les protestants.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je tiens à donner mon adhésion à la mesure, parce que je crois qu'elle tranche les difficultés qui pouvaient exister entre les Catholiques et les Protestants. Je suis heureux de voir que la question est réglée sur des bases équitables et qu'elle est bien vue de tous. D'ailleurs, ceux qui pouvaient craindre ont posé les conditions, c'est une garantie qu'ils ne pourront se plaindre. Je suis heureux qu'il en ait été ainsi, d'autant plus que les intérêts de la majorité ne souffrent pas.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): J'aurais été très heureux si cette mesure, que le gouvernement devait introduire durant cette session, avait pu recevoir l'accueil unanime et des membres de cette Chambre et du public. Je conçois, cependant, que lorsqu'il s'agit de changer tout un système, non seulement dans son organisation, mais dans ses effets pratiques, il soit bien permis aux parties intéressées de s'inquiéter un peu. Comme l'honorable premier ministre l'a dit, cette mesure est la plus libérale que jamais gouvernement placé dans les circonstances où celui-ci se trouve placé ait proposée à une Chambre.

S'il a existé chez la population anglaise et protestante de la province de Québec quelque crainte et défiance à l'égard de la majorité, ces craintes et défiances doivent être aujourd'hui entièrement disparues par les concessions libérales faites par la majorité, concessions qui auraient pu ne pas être toutes faites sans qu'on eût vu à l'injustice. Mais j'espère que cette mesure, si elle devient loi, aura l'effet non seulement d'assurer l'harmonie entre les deux populations de la province, mais sera aussi un exemple que la majorité dans la province de l'Ontario sera appelée à suivre à l'égard de la minorité.

Ce sont les seules observations que je désire faire avant la deuxième lecture de cette mesure. Lorsque nous serons en comité sur cette question, nous pourrions nous occuper de certains détails.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Parle longuement sur la question.

Et, la question étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la première séance de la Chambre, demain.

A onze heures, la séance est levée.

Séance du 24 mars 1869

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bessette, la pétition de William Hackwell et autres, du township de Ely, comté de Shefford.

Par M. Hearn, la pétition du très révérend G.-A. Taschereau, et autres, de la cité de Québec.

Par M. Ogilvie, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De David McIntosh et autres, du township de Harrington; demandant de l'aide pour un chemin et un pont.

De Napoléon Mignault et Adolphe Beauvais; demandant des amendements au bill concernant le notariat

Du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; demandant que le terminus du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, soit fixé à Mile-End, près Montréal.

De N. Casault et autres, de la cité de Québec; demandant l'établissement de maisons de réforme et d'industrie en cette province.

Rapport en comités:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour expliquer la 11e section de l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des propriétés foncières par les municipalités, a étudié le bill et y a fait plusieurs amendements.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le 20e rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la société de l'hôpital de Montréal pour les enfants malades et aussi le bill pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins; et y a fait des amendements, qui sont soumis à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le 9e rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le bill pour amender de nouveau les actes relatifs à la

compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly qui lui a été renvoyé et qu'il est convenu d'en faire rapport sans amendement.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à l'orateur trois messages de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtus de la signature de Son Excellence N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet, pour l'information de l'Assemblée législative, une copie d'une dépêche du très honorable secrétaire d'Etat pour les colonies, au sujet des titres qui doivent être donnés à certains fonctionnaires des provinces britanniques.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 24 mars 1869.

Ottawa, 15 août 1868.

No. 524.

Monsieur,

J'ai l'honneur, par ordre de Son Excellence le gouverneur général, de transmettre à Votre Honneur, sous ce pli, copies des deux dépêches de Sa Grâce le secrétaire d'Etat pour les colonies, datées respectivement le 23 et 24 expirés, (la première avec une incluse), et de vous prier d'avoir la bonté de faire publier ces divers documents dans la Gazette officielle de la province de Québec.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre obéissant serviteur,

(Signé), G. POWELL,
Faisant fonction
de sous-secrétaire d'Etat.

A Son Honneur,
L'honorable Sir Narcisse-F. Belleau,
Chevalier, lieutenant-gouverneur,

Québec.

Downing Street, 14 juillet 1868.

Milord,

La réunion des provinces britanniques en confédération a rendu nécessaire la révision des titres qui y ont été en usage jusqu'à ce jour, et j'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Sa Majesté d'approuver les règlements suivants à cet égard;

1. Le gouverneur général du Canada portera le titre de Son Excellence.

2. Les lieutenants-gouverneurs, celui de Son Honneur.

3. Les membres du Conseil privé du Canada, celui d'Honorable pour la vie.

4. Les sénateurs du Canada, d'Honorable, mais seulement durant office, et le titre devra discontinuer ensuite.

5. Les conseillers exécutifs des provinces, d'Honorable, seulement tant qu'ils seront en charge, et le titre devra discontinuer ensuite.

6. Les conseillers législatifs des provinces ne porteront pas à l'avenir le titre d'Honorable, mais les messieurs qui étaient conseillers législatifs, lors de l'Union, le retiendront pour la vie.

7. Le président du Conseil législatif dans les provinces portera le titre d'Honorable tant qu'il sera en charge.

8. Les orateurs des Chambres d'Assemblée des provinces porteront le titre d'Honorable tant qu'ils seront en charge.

(Signé,) BUCKINGHAM ET CHANDOS

N.-F. Belleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet, pour l'information de l'Assemblée législative, une copie d'un ordre approuvé par Son Excellence le gouverneur-général en conseil en date du neuf juin, mil huit cent soixante-huit, avec copie d'un memorandum du ministre de la Justice au sujet des pouvoirs possédés par le gouvernement fédéral du Canada de désavouer les actes des Législatures locales.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 24 mars 1869.

(Copie)

**Copie d'un ordre approuvé
par Son Excellence
le lieutenant-gouverneur en conseil
en date du 9 juin 1868.**

Le comité a pris en considération le memorandum ci-annexé de l'honorable ministre de la Justice et procureur général, au sujet des pouvoirs que le gouvernement de la Puissance possède, en ce qui concerne le désaveu des actes des Législatures locales, et dans lequel il expose ses vues et fait des recommandations concernant la ligne de conduite à tenir dans toutes les occasions quand les actes des Législatures locales devront être transmis au gouverneur général, et il recommande respectueusement que ses vues et ses conseils soient approuvés et adoptés.

(Signé)

Wm. H. Lee,
Greffier, CP.

Département de la Justice,
Ottawa, 8 juin 1868.

Le soussigné demande la permission de soumettre à la considération de Votre Excellen-

ce qu'il est expédient de déterminer la ligne de conduite à suivre concernant les actes passés par les Législatures provinciales.

Les mêmes pouvoirs de désaveu qui ont toujours appartenu au gouvernement impérial, concernant les actes passés par les Législatures coloniales, ont été conférés par l'Acte d'Union au gouvernement du Canada.

Durant ces dernières années le gouvernement de Sa Majesté, en règle générale, n'est pas intervenu dans la législation des colonies ayant des institutions représentatives et un gouvernement responsable, excepté dans les cas spécialement mentionnés dans les instructions données aux gouverneurs ou dans les affaires qui touchent aux intérêts impériaux et qui ne sont pas seulement des affaires d'un intérêt local.

Sous la constitution actuelle du Canada, le gouvernement général sera appelé à prendre en considération la convenance de l'approbation ou de la désapprobation des actes provinciaux beaucoup plus souvent que ne l'a été le gouvernement de Sa Majesté, concernant les décrets coloniaux. En décidant si un acte d'une Législature provinciale devrait être désavoué ou sanctionné, le gouvernement ne doit pas seulement prendre en considération si tel acte affecte les intérêts de toute la Puissance et s'il ne les affecte pas, mais aussi s'il est inconstitutionnel, s'il est en dehors de la juridiction conférée aux Législatures locales et, dans le cas où il est sous leur juridiction, s'il est en opposition avec la législation du Parlement général. Comme il est important que la marche de la législation locale soit entravée le moins possible et que le pouvoir de désapprobation soit exercé avec précaution et seulement dans les cas où la loi et les intérêts généraux de la Puissance le demandent impérieusement, le soussigné recommande de suivre l'ordre suivant :

Que, sur la réception, par Votre Excellence, des actes passés dans une province, ces actes soient renvoyés au ministre de la Justice pour qu'il en fasse un rapport, avec toute la diligence convenable, mentionnant ceux de ces actes qu'il considère exempts d'objections. Si ce rapport est approuvé par Son Excellence en conseil, que cette approbation soit communiquée sans délai au gouvernement provincial.

Qu'il fasse un rapport ou des rapports séparés, sur les actes qu'il considérera :

1. Comme étant tout à la fois illégaux ou inconstitutionnels.

2. Comme étant illégaux ou inconstitutionnels en partie.

3. Dans les cas de juridiction égale entravant la législation du Parlement général.

4. Comme affectant les intérêts de la Puissance en général.

Et dans ce rapport ou rapports il donne les motifs de ses opinions.

Que, là où une mesure est considérée seulement défectueuse partiellement ou, là où elle est blâmable, comme étant préjudiciable aux intérêts généraux de la Puissance ou entravant

la législation, on devra communiquer avec le gouvernement provincial par rapport à cette mesure, et que dans le cas où l'acte ne serait pas désapprouvé, si l'intérêt général le permet, jusqu'à ce que le gouvernement ait l'occasion de considérer et de discuter les objections faites; et que la Législature locale ait aussi l'occasion de remédier aux déficiences qu'on y trouve.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé) JOHN A. MACDONALD.

N.-F. BELLEAU,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet, pour l'information de l'Assemblée législative, une copie d'une dépêche du très honorable secrétaire d'Etat pour les colonies, au sujet du tableau général de la préséance, tel qu'entré dans le livre des règlements coloniaux.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 24 mars 1869.

Downing Street, 23 juillet 1868.

Milord,

Considérant que, sous le nouveau régime qui a modifié la situation du Canada, le tableau général de préséance établie dans le livre des règlements coloniaux ne s'adapterait plus aux circonstances actuelles, j'ai l'honneur de vous transmettre, par ordre de la reine, un tableau de préséance amendé, lequel a été amendé, lequel a été approuvé par Sa Majesté et devra être suivi dans la Puissance du Canada.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé,) BUCKINGHAM & CHANDOS.

Au Gouverneur,
Le Très Honorable
Vicomte Monck
Etc., Etc., Etc.

TABLEAU DE PRESEANCE A SUIVRE DANS LA PUISSANCE DU CANADA

1. Le gouverneur général ou l'officier administrant le gouvernement.

2. L'officier commandant les troupes de Sa Majesté dans la Puissance, s'il occupe le rang de général, et l'officier commandant les forces navales de Sa Majesté à la station de l'Amérique britannique du Nord, s'il a le rang d'amiral. Le rang relatif de l'un ou l'autre devra être déterminé par les règlements de la reine à ce sujet.

3. Le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

4. Le lieutenant-gouverneur du Québec.

5. Le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.

6. Le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick.

7. Les archevêques et évêques, selon leur ancienneté.

8. Les membres du cabinet, selon leur ancienneté.

9. Le président du Sénat.

10. Les juges en chef des Cours de loi et d'équité, selon leur ancienneté.

11. Les membres du Conseil privé, qui ne font pas partie du cabinet.

12. Les officiers généraux de l'armée de Sa Majesté servant dans la Puissance et les officiers ayant le rang d'amiral dans la marine royale, servant à la station de l'Amérique britannique du Nord et n'ayant pas le commandement en chef; le rang relatif de ces officiers devra être déterminé par les règlements de la reine.

13. L'officier commandant les troupes de Sa Majesté dans la Puissance, s'il a le rang de colonel ou un rang inférieur, et l'officier commandant les forces navales de Sa Majesté, à la station de l'Amérique britannique du Nord, s'il a un rang équivalent; leur rang relatif devant être constaté par les règlements de la reine.

14. Les membres du Sénat.

15. L'orateur de la Chambre des communes.

16. Les juges puînés des cours de loi et d'équité, selon leur ancienneté.

17. Les membres de la Chambre des communes.

18. Les membres du Conseil exécutif (provincial) dans leur province.

19. Le président du Conseil législatif, dans sa province.

20. Les membres du Conseil législatif, dans leur province.

21. L'orateur de l'Assemblée législative, dans sa province.

22. Les membres de l'Assemblée législative, dans leur province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre une réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 25 février 1869, demandant la pétition de Narcisse Rodrigue et autres, de la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, au sujet de la mise en opération des lettres patentes de Léry, ainsi que copie desdites lettres patentes, tout ordre en conseil ayant rapport à ces lettres patentes et à ladite pétition et toute correspondance qui a eu lieu à ce sujet. (Documents de la session, no 25.)

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'interprétation de Québec et l'acte 39 Victoria, chapitre 20, intitulé: "Acte pour encourager la colonisation."

Accordé.

Association des dentistes

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec.

Le comité étudie le bill et décide de siéger à nouveau, plus tard.

Eglise Saint-George de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le recteur de la paroisse de Montréal, le bénéficiaire et les marguilliers d'alors de l'église Saint-George dans la cité de Montréal à vendre ou à hypothéquer certains biens-fonds appartenant à ladite église.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Testament de feu John Platt

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour assurer le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Cadastres

La Chambre procède à la troisième lecture du bill concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu et les titres nouveaux postérieurs auxdits cadastres.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de circuit dans le comté de Wolfe

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour pouvoir à la tenue de la cour de circuit dans le comté de Wolfe.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

Interpellations:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande si le gouvernement a l'intention de siéger samedi prochain.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que, si la Chambre siège samedi prochain, le gouvernement pourrait terminer la session à la fin de la semaine prochaine.

Il propose donc que, lorsque cette Chambre s'ajournera à sa seconde séance aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain et que, ce jour-là, il y ait deux séances distinctes, la

première de 11 heures a.m. à 1 heure p.m. et la seconde de trois heures p.m. jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire d'Agriculture et des Travaux publics pour les 18 mois finissant le 31 décembre 1868. (Documents de la session, no 4).

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet de l'instruction publique et pour le prélèvement d'une taxe d'écoles. Il informe alors la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, que Son Excellence, ayant été informée du sujet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

En comité:

Le comité adopte les résolutions suivantes:

1. Que les corporations desdites cités de Québec et de Montréal paieront, pour l'entretien des écoles dans lesdites cités, une somme triple de la part de l'allocation du gouvernement revenant aux écoles desdites cités, d'après les dispositions contenues dans les 22 premières sections du bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province, maintenant devant cette Chambre; et que la somme revenant à chacun des bureaux des commissaires d'écoles catholiques romains et protestants, d'après les dispositions contenues dans les sections qui suivent la 24e section dudit bill, sera payée aux secrétaires-trésoriers desdits bureaux par les dites corporations en deux paiements semi-annuels égaux, le premier de janvier et le premier de juillet de chaque année, et pourra être recouvrée par lesdits bureaux devant toute cour compétente avec intérêt et dépens; et que, pour la présente année, le paiement dû le premier juillet pourra être retardé jusqu'au premier d'août.

2. Que les corporations de Québec et de Montréal prélèveront, annuellement, par cotisation sur la propriété foncière dans lesdites cités une taxe suffisante pour couvrir le montant à être payé par elles pour l'entretien des écoles en vertu des dispositions contenues dans les 22 premières sections dudit bill; que ladite taxe sera imposée, prélevée et recouvrée devant la cour Recorder dans le même temps en la même manière que les autres taxes de la cité sur la propriété foncière, excepté que si, pour l'année courante, le temps d'imposer et de prélever

lesdites taxes est passé quand cette loi deviendra en force, ladite taxe n'en sera pas moins imposée et prélevée immédiatement et que ladite taxe sera connue sous le nom de "taxe des écoles de la cité."

3. Que la somme appropriée annuellement, en vertu du chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en aide aux municipalités pauvres, sera à l'avenir de huit mille au lieu de quatre mille piastres, et pour cette fin, il sera ajouté et demeurera ajouté une somme de quatre mille piastres à l'allocation des écoles communes permanente et additionnelle et aussi une somme égale à l'augmentation qui aura lieu en vertu de cet acte dans la part de ladite allocation revenant aux cités de Québec et de Montréal.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province.

Il déclare qu'il proposera des amendements audit bill.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande une explication sur la façon dont on disposerait des contributions des non-résidents.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Donne quelques explications. Adopté.

En comité:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la septième clause soit amendée, selon le désir de l'honorable membre de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon), qui a demandé la suppression des mots "catholiques" et "protestants", laissant la religion des deux secrétaires en suspens.

M. P.-A. TREMBLAY (Saguenay-Chicoutimi): Demande si les mots odieux de catholiques et de protestants ne sont pas incrustés ailleurs et s'ils seront également retranchés des autres clauses.

Après quelques discussions, le comité demande de siéger de nouveau, plus tard.

Message du Conseil législatif :

Le greffier du Conseil législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada, et pour amender la 25e Victoria, chapitre 49".

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les termes de la cour du Banc de la Reine, pour le district de Québec".

La Chambre prend en considération les amendements du Conseil législatif.

A six heures, l'orateur ajourne la Chambre.

Deuxième séance du 24 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Mailloux, la pétition de Thomas-P. Pelletier et autres, du township de Bégon.

Par M. Rhéaume, la pétition du comité de surveillance des quartiers Montcalm et Saint-Jean, de la cité de Québec.

Ordonné, que la pétition du comité de surveillance des quartiers Montcalm et Saint-Jean, de la cité de Québec, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que le nombre des membres du conseil de ville de ladite cité ne soit pas réduit, et pour d'autres fins, est reçue et lue.

Rapport de comité

M. P. Benoît (Napierreville): Présente le rapport du comité spécial formé pour étudier le bill pour amender l'acte concernant la représentation du peuple dans l'Assemblée législative et pour changer les limites des comtés de Château-guay et Napierville.

Introduction de bills

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour donner l'authenticité à certains écrits.

Accordé.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande la permission d'introduire un bill concernant la légalisation et la garde des registres de l'état civil.

Accordé.

Recteur de la paroisse de Montréal

L'ordre du jour prévoit la troisième lecture du bill pour autoriser le recteur de la paroisse de Montréal, le bénéficiaire et les marguilliers, pour le temps d'alors, de l'église Saint-Georges, dans la cité de Montréal, à vendre ou à hypothéquer certains bien-fonds appartenant à ladite église.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament de John Platt

L'ordre du jour prévoit la troisième lecture du bill pour assurer le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt;

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de Circuit dans Wolfe

L'ordre du jour prévoit la troisième lecture du bill pour pourvoir à la tenue de la cour de Circuit dans le comté de Wolfe.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Possession de cimetières

L'ordre du jour prévoit la troisième lecture du bill pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la possession de cimetières par des congrégations religieuses.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de Stanstead, Shefford et Chambly

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Adopté.

Société de l'hôpital pour enfants malades de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose la deuxième lecture du bill pour incorporer la société de l'hôpital pour les enfants malades de Montréal.

Adopté.

La Chambre étudie le bill en comité, qui fait rapport à la Chambre, sans amendement.

Corporation de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les actes concernant la corporation de Montréal et pour d'autres fins.

Adopté.

Municipalités et chemins dans le Bas-Canada

La Chambre adopte l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour étendre les dispositions du chapitre 24, des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada" et pour amender la 25e Vict., chap. 49.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Division de la municipalité du comté de Rimouski

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser la municipalité du comté de Rimouski en deux municipalités séparées.

Adopté.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-comté): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender les lois concernant l'éducation en cette province.

Le comité étudie le bill et y fait quelques amendements. Ces amendements sont adoptés.

Compagnie d'assurance maritime du Canada

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la deuxième lecture du bill pour abroger l'acte d'incorporation de la compagnie d'assurance maritime du Canada.

Adopté.

Termes de la cour du Banc de la reine

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les termes de la cour du Banc de la reine pour le district de Québec.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leur Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Chapitre 71 des statuts refondus

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 71 des statuts refondus du Canada.

Adopté.

Salaire des magistrats de district

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par l'honorable solliciteur général (M. Irvine), que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet du salaire des magistrats de district.

Il informe les députés que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé de cette proposition, la recommande à la considération de cette Chambre.

En comité

Il est résolu que le salaire annuel des magistrats de district n'excédera pas douze cents piastres chacun.

La Chambre adopte alors cette proposition. Il est ensuite décidé d'envoyer cette proposition au comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill concernant les magistrats de district de cette province.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics".

Le comité discute diverses clauses du bill et décide de continuer ses discussions à une autre séance.

La Chambre s'ajourne alors à onze heures.

Séance du 27 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance débute à onze heures A.M.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de Frederick B. Matthews.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De William Hackwell et autres, du township d'Ely, comté de Shefford, et de Thomas-P. Pelletier et autres, du township de Bégon; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du très révérend G.-A. Taschereau et autres, de la cité de Québec; demandant l'établissement de maisons de réforme et d'industrie dans cette province.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant que les conclusions de la pétition de la compagnie du chemin à lisses pour les passagers de Montréal, ne soient pas accordées.

Rapport de comités:

M. L.-R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le 21^e rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour expliquer l'acte 16^e Victoria, chapitre 263, intitulé: "Acte pour incorporer la Société ecclésiastique de Saint-Michel", et a l'honneur d'en faire rapport, sans amendement.

Avis de motion:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Annonce à la Chambre qu'il a l'intention à la prochaine séance de présenter un acte amendant la loi relative aux aubergistes, porte-cassettes, colporteurs et tables de billards.

Compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie d'assurance maritime du Canada

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième

lecture du bill abrogeant l'acte d'incorporation de la compagnie d'assurance maritime du Canada.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Magistrats de district

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill concernant les magistrats de district en cette province.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Incorporation des évêques catholiques romains

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill expliquant la section 7^e de l'acte 12^e Victoria, chapitre 136, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains en cette province.

Adopté.

Colonisation

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant l'acte d'interprétation de Québec et l'acte 31^e Victoria, chapitre 20, intitulé: "Acte pour encourager la colonisation".

Adopté.

Cour supérieure pour le Bas-Canada

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant la loi concernant l'organisation de la cour supérieure pour le Bas-Canada et la procédure en icelle.

L'objet du bill est de permettre aux juges de la cour supérieure de soumettre leur jugement par écrit, en cas d'absence. Le gouvernement procédera à la deuxième lecture du bill relatif au notariat à la séance de l'après-midi.

Adopté.

Hôpital pour les enfants malades de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant la société de l'hôpital pour les enfants malades de Montréal.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des dentistes.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose,

suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour discuter du bill incorporant l'association des dentistes de la province de Québec.

Le comité étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant les lois concernant l'éducation en cette province.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Avant que ce bill ne devienne loi, je demande que le bill subisse certains changements bien désirables. Il est statué, par la 13^e clause, que les propriétés appartenant aux maisons d'éducation seront exemptées de taxes pour les écoles. Cette disposition de la loi ne me paraît pas juste. Je crois qu'il serait préférable de conserver la loi qui existe maintenant et en vertu de laquelle les corporations religieuses dévouées à l'enseignement ne paient point de taxes pour les propriétés où leurs maisons d'éducation, collèges, hospices sont construits, mais sont sujettes aux taxes pour les autres propriétés qu'elles possèdent.

Si la loi actuelle est abrogée comme le projet de loi du premier ministre le demande, bien des municipalités seront dans une position financière très précaire, le projet de loi n'atteindra pas son but au moins sur un point important. Cette disposition va nuire aux écoles de plusieurs municipalités. Je peux citer le cas d'une municipalité qui va perdre le sixième de ses taxes scolaires et dont plusieurs écoles vont être fermées.

En effet, les municipalités privées de la taxe qu'elles prélevaient sur des propriétés considérables ne pourront pourvoir d'une manière convenable à l'entretien de leurs écoles. Dans plusieurs endroits, les propriétés possédées par des communautés sont très considérables.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Parle dans le même sens.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Prétend qu'il n'est pas juste que les institutions religieuses de la ville qui ont des propriétés à la campagne produisant des revenus considérables soient exemptées de l'obligation de contribuer au soutien des écoles dans les municipalités où se trouvent ces biens-fonds.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Répond que les corporations en question ont pour but l'enseignement et les oeuvres de charité. Les taxes auxquelles on veut les assujettir ont le même but. Il n'est donc pas nécessaire de les taxer pour l'éducation puisque leur charte stipule que leurs revenus ne peuvent être employés à d'autres fins.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a beaucoup hésité avant d'en venir à cette détermination, mais les inconvénients du système contraire lui ont fait adopter une baisse qui sauverait un grand nombre de difficultés.

Il sait d'ailleurs que les communautés riches n'hésiteraient pas à se montrer généreuses.

Si la clause treize a pour effet d'appauvrir quelques municipalités, le gouvernement, qui a déjà doublé l'octroi en faveur des municipalités pauvres, le triplera s'il le faut.

L'HONORABLE J. E. CAUCHON (Montmorency): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'y insérer les amendements suivants:"

"Que la section 13 soit amendée en y ajoutant les mots suivants: Pour les propriétés par elles occupées pour le but pour lequel elles ont été établies; mais les propriétés par elles possédées, pour en retirer un revenu, seront taxées par les commissaires d'école ou syndics de la majorité ou minorité religieuse à laquelle telles institutions ou corporations appartiendront, ou d'après les déclarations faites par eux à cet effet; et dans le cas où le caractère dissident de ces institutions ne serait pas apparent et qu'aucune déclaration semblable n'aurait été faite, ces institutions ou corporations seront traitées comme les autres corporations ou compagnies incorporées sous l'autorité de cette clause."

Qu'après le mot "corporations", dans la 25^e section, les mots suivants soient insérés:

"Et occupées par telles institutions ou corporations pour les fins pour lesquelles elles ont été établies et non pas en vue seulement d'en retirer un revenu."

Que les mots "appartenant aux institutions ou corporations" dans la 4^e sous-section de la section 29^e soient retranchés et que ladite section soit amendée en y ajoutant le paragraphe suivant: "Sous-section 5^e. Les propriétés gardées en vue d'en retirer un revenu par des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation seront inscrites sur les tableaux numéro un ou numéro deux, selon le caractère dissident de ces institutions ou les déclarations faites à cet effet par leurs directeurs, ou si le caractère dissident de ces institutions n'est pas apparent et si aucune déclaration n'a été faite, sur le tableau numéro trois," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bellingham, Benoît, Bessette, Cauchon, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Laberge, LeCavalier, Mailloux, Picard, Robert, Roy, Sriver et Verreault. 15.

Contre: MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Bergevin, Brigham, Carter, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Desaulniers (Saint-Maurice), Dumoulin, Dunkin, Garon, Hemming, Irvine (solliciteur général), Joly, Laitue, Lavallée, Locke, Marchand, Mathieu, Moll, Ouimet (procureur général), Poupore, Pozer et Robertson. 27.

Ainsi la question est résolue négativement.

Et, la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose, appuyé par le représentant de Château-guay (M. E. Laberge), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité général avec instruction de l'amender comme suit: Que les mots après "maison d'école" dans la 13e ligne de la 13e section soient retranchés et que les mots suivants leur soient substitués: "Qu'aucune bâtisse employée ou occupée directement par des institutions ou des corporations religieuses, charitables ou d'éducation soient cotisées pour les fins scolaires," soient mis à la place.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Benoît, Bessette, Cauchon, Chapleau, Craig, Desaulniers (Saint-Maurice), Laberge, LeCavalier, Mailloux, Picard, Robert, Roy et Verreault. 13

Contre: MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Bellingham, Bergevin, Brigham, Carter, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Dumoulin, Dunkin, Garon, Hemming, Irvine (solliciteur général), Joly, LaRue, Lavallée, Locke, Marchand, Mathieu, Moll, Ouimet (procureur général), Poupore, Pozer, Rhéaume, Robertson et Sriver. 31

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors, la question principale étant de nouveau mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à une heure.

Deuxième séance du 27 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bellingham, la pétition de A.-B. Filion et autres, du township d'Arundel, comté d'Argenteuil.

Par M. Bachand, la pétition du révérend A. Lemay et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe, et la pétition de Honoré Meunier et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe.

Documents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente — Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 18 mars 1869, demandant que le trésorier de la commission des chemins à barrières de la rive nord donne un rapport, établissant le revenu du pont Dorchester ainsi que les revenus et les dépenses de chaque chemin sous le contrôle des commissaires des chemins à barrières, pour les années 1865, 1866, 1867 et 1868, et de plus un rapport établissant le montant des dépenses encourues pour l'entretien et l'amélioration de ce pont, durant les trois dernières années, spécifiant le montant de chaque année. (Documents de la session no 11.)

Introduction de bills :

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les aubergistes, les colporteurs, les porte-cassettes et les tables de billards.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant les écoles d'industrie.

Accordé.

Magistrats de district

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les magistrats de district en cette province.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Colonisation

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, la

troisième lecture du bill amendant l'acte d'interprétation de Québec et l'acte 31e Victoria, chapitre 20 intitulé: "Acte pour encourager la colonisation".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département d'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour discuter du bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant le département d'Agriculture et des Travaux publics".

Le comité étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

Evêques catholiques romains

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill expliquant la section 7e de l'acte 12e Victoria, chapitre 136, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains de cette province.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement. Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour Supérieure du Bas-Canada

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant la loi concernant l'organisation de la cour Supérieure pour le Bas-Canada et la procédure en icelle.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement. Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de Montréal

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant les actes relatifs à la corporation de Montréal et pour d'autres fins.

En comité:

Débats relatifs à la 17e clause

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prétend que cette clause aurait un effet rétroactif et déciderait certaines causes maintenant pendantes devant les cours, à Montréal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Insiste vivement pour que la discussion ait lieu tout de suite, attendu que la session est trop avancée pour qu'on remette cette affaire à une autre séance.

Après quelques interventions des représentants des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), de Lotbinière (M. H.-G. Joly), de Brôme (l'honorable C. Dunkin), il est décidé que le débat soit reporté à mardi prochain.

Compagnie hydraulique et des docks de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour remettre en vigueur et amender un acte pour incorporer la compagnie hydraulique et des docks de Montréal.

Adopté.

Société ecclésiastique de Saint-Michel

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill expliquant l'acte 16 Victoria, chapitre 263, intitulé: "Acte pour incorporer la Société ecclésiastique de Saint-Michel".

Adopté.

Limites des comtés de Châteauguay et Napierville

M. P. Benoît (Napierville): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant l'acte concernant la représentation du peuple dans l'Assemblée législative et pour changer les limites des comtés de Châteauguay et Napierville.

Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts refondus du Canada

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant le chapitre 71 des statuts refondus du Canada.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures, la séance est levée.

Séance du 30 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Pozer, la pétition du révérend N.-M. Huot et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton; la pétition de Pierre Paquet et autres, de la paroisse de Saint-George; la pétition de Alexandre Cathcart et autres, du township de Linière; la pétition de Michael Foley et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar; la pétition de Henri Jobin et autres, de la paroisse de Sainte-Marie; et la pétition de Damase Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, toutes du comté de Beauce.

Par M. Fortin, la pétition de la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, comté de Gaspé.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Frederick B. Matthews; demandant que le bill pour incorporer la compagnie pour utiliser les rapides du Sault-Saint-Louis, ne soit pas adopté.

De a.-B. Filion et autres, du township de Arundel, comté d'Argenteuil; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend A. Lemay et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe; demandant que le bill concernant les voitures pour chemins d'hiver soit adopté.

De Honoré Meunier et autres, de la paroisse de Saint-Charles, comté de Saint-Hyacinthe; demandant que le bill, concernant les voitures pour chemins d'hiver, ne soit pas adopté.

Chemins à lisses de colonisation

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet des octrois à accorder aux chemins à lisses de colonisation.

Je demande à la Chambre d'adopter la dernière de mes résolutions concernant les chemins de colonisation. Elle a rapport au chemin des Piles. Après mûre réflexion, le gouvernement n'a pu se décider à accorder ce que plusieurs personnes demandent, c'est-à-dire de décréter que les 15 cents acres de terre de la vallée du Saint-Maurice appartiennent à la compagnie du chemin de fer des Piles. Nous redoutons les spéculations qui nuiraient au pays et à ce district.

Cependant, le gouvernement désire encourager la colonisation de la vallée du Saint-Maurice. Si une compagnie est prête à entreprendre la construction d'un chemin à lisses de bois, elle

recevra l'appui du gouvernement. Ce secours, vu les difficultés que présente l'entreprise, sera plus considérable que celui que nous accordons aux autres chemins.

Voici la résolution que je demanderai à la Chambre d'adopter en comité:

"Dans le cas de l'organisation avant le premier de juillet 1870 d'une compagnie pour la construction et l'exploitation d'un chemin à lisses de bois de colonisation entre Trois-Rivières et les Grandes Piles, cette compagnie aura droit à une subvention provinciale suivant la teneur des six premières sections du présent acte, mais jusqu'à concurrence d'un subside fixé au taux de six au lieu de trois pour cent annuellement, et pour telle longueur continue et non interrompue de chemin pas moindre que quinze milles, qui aura pu être construite et mise, bona fide, en opération le ou avant le premier de juillet 1873, et sujette à cette autre condition-ci: c'est qu'avant de commencer les travaux sur ce chemin le lieutenant-gouverneur en conseil aura donné son approbation et son assentiment au tracé d'icelui, sur le rapport du bureau du comité des chemins de fer."

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Je crois que le gouvernement aurait pu adopter une politique plus libérale relativement au chemin de fer des Piles. La députation des Trois-Rivières ne cessera de réclamer tant que justice ne lui sera pas rendue. Il est vrai que le gouvernement a montré qu'il reconnaissait la supériorité du chemin de fer des Piles sur les autres projets mis à l'étude pendant la présente session.

Les offres faites par le gouvernement sont-elles suffisantes? Je ne le crois pas; nous ne pouvons pas céder notre droit d'afnesse pour un plat de lentilles. Les députés des Trois-Rivières ne peuvent pas accepter les résolutions proposées par le gouvernement; ils ne peuvent pas et ne doivent pas les refuser non plus; mais ils ne doutent nullement que, lorsque le gouvernement aura fait compléter l'exploration qu'il désire faire dans la vallée du Saint-Maurice l'été prochain, il n'en vienne à la conclusion qu'il est de son devoir et qu'il est de l'intérêt de toute la province que ce territoire immense soit ouvert à la colonisation et cela sans délai.

Que le gouvernement n'oublie pas que nous ne voulons pas de spéculations, pas plus qu'il ne le désire lui-même, mais qu'il n'oublie pas non plus que, s'il est sincère, il doit être prêt lui-même à présenter une mesure, à la prochaine session, qui rencontre les vues de tous et rende justice à toutes les parties intéressées.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande quelques renseignements au sujet des subventions qui seront accordées aux chemins à lisses du Nord.

M. A.-D. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Avant que cette dernière résolution soit définitivement adoptée, je me permettrai de faire quelques remarques.

L'honorable trésorier, au nom du gouvernement, offre aujourd'hui 6 p.c. au lieu de trois offerts aux autres chemins de colonisation projetés. Le gouvernement en faisant cette offre n'entend nullement lier la députation du district des Trois-Rivières, car s'il en était autrement, moi pour un, je m'opposerais à l'adoption de cette résolution; mais comme je n'y vois rien qui nous lie et comme j'y aperçois de plus que le gouvernement reconnaît, par cette résolution, la supériorité du chemin des Piles sur les autres chemins projetés, je la regarde comme un acheminement vers des offres capables de permettre enfin la construction de cette voie de communication si importante pour le district des Trois-Rivières en particulier et de la province en général.

Il y a une immense différence entre le chemin des Piles et les autres chemins mentionnés dans les résolutions qui nous occupent en ce moment. On a, il est vrai, appelé ces sortes de chemins chemins de colonisation. Dans une certaine mesure c'est assez vrai, mais réellement on ne peut pas dire que ces chemins soient essentiellement chemins de colonisation. Ces chemins sont destinés, par la nature et la position des lieux où ils passeront, à rendre certains services au commerce. Celui de Québec à Gosford est particulièrement destiné au transport de bois de chauffage, depuis la forêt jusqu'à Québec; celui de Lévis à Kennebec reliera un grand centre commercial avec la frontière américaine; celui de Montréal à Saint-Jérôme est, comme celui de Québec, destiné à fournir à la cité de Montréal le bois de chauffage nécessaire; celui des townships du Sud reliera deux villes déjà assez considérables et passera à travers une suite de paroisses déjà peuplées; de telle sorte que tous ces chemins ne sont point spécialement des chemins de colonisation. Mais il n'en est pas ainsi du chemin des Piles. Ce chemin est essentiellement un chemin de colonisation et par conséquent un chemin nécessaire.

Le gouvernement peut-il s'attendre qu'une compagnie puisse faire le sacrifice de construire un chemin qui ne devra payer peut-être que dans 25 à 30 ans d'ici. D'ailleurs, l'offre faite en ce moment par le gouvernement ne peut tout au plus qu'aider, dans une mesure encore assez restreinte, la construction d'un chemin à lisses de bois; or, est-ce bien cela qu'il faut pour permettre l'ouverture de la vallée de Saint-Maurice? Il y a plus que de la colonisation à faire dans le Saint-Maurice, il y a d'immenses mines de fer très riches à exploiter, dans l'avantage non seulement du district des Trois-Rivières mais de toute la province.

Il n'y a qu'à jeter les yeux sur les rapports publiés sur la vallée du Saint-Maurice pour s'assurer de toute la richesse de ce territoire.

Un chemin à lisses de bois pourrait à la rigueur suffire, s'il ne s'agissait que de favoriser l'exploitation des mines. Mais pour cet objet et pour développer ce territoire, qui contient 15

millions d'acres de terre, il est inutile. En effet, pendant l'hiver les communications seront interrompues et quel sera le sort des colons établis sur les terres éloignées des centres de population? La perspective est si effrayante que jamais les colons n'iront s'établir dans ces solitudes, si le gouvernement ne leur assure point le moyen de communiquer avec Trois-Rivières, de pouvoir écouler leurs produits.

Il est donc injuste, parce que l'on redoute les menaces des spéculateurs, de retarder la colonisation de cette partie importante du pays. Si le gouvernement a cette crainte, qu'il prenne l'affaire en mains et qu'il construise lui-même le chemin dont le district des Trois-Rivières attend de si heureux résultats.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je regrette que le gouvernement en soit venu à la détermination annoncée par l'honorable trésorier de la province. Je regrette d'avoir à constater que, cédant à une pression de l'opinion préjugée, le gouvernement a reculé devant la responsabilité d'assumer les obligations imposées par l'acte de 1857 en faveur du chemin de colonisation du Saint-Maurice. Je n'ai pas l'intention de faire ici un plaidoyer en faveur des représentants de la compagnie du Saint-Maurice incorporée en 1857. Ce plaidoyer serait fait en pure perte, la position prise par le gouvernement sur cette question ayant fixé d'une manière arrêtée l'opinion de la Chambre.

Qu'il me soit seulement permis de protester contre le déni de justice, fait à cette compagnie sous un prétexte spécieux qui ne saurait soutenir un moment un examen sérieux. Qu'il me soit permis de déclarer encore une fois ici que personne dans cette Chambre, à l'exception d'un seul député non membre du gouvernement, n'a osé se lever pour contester le droit conféré à la compagnie du Saint-Maurice par l'acte de 1857; je veux parler de l'octroi des 1,500,000 acres de terres incultes pour la construction du chemin des Piles et l'ouverture de la navigation du Saint-Maurice.

Je disais en comité, lors de la discussion de cette question, qu'il n'y avait pas un avocat ayant une position respectable dans la profession qui voudrait mettre son nom au bas d'un écrit contenant l'opinion légale que cet octroi n'était pas promis pour la construction du chemin des Piles et l'ouverture de la navigation du Saint-Maurice. Je fais le même défi aujourd'hui, et je sais qu'il ne sera pas relevé.

Le gouvernement a compris la position fautive où il se trouvait sur cette question et il n'a pu en sortir qu'en se retranchant derrière les droits que la compagnie du chemin de la rive nord avait acquis par ce même acte de 1857 et qui lui étaient réservés jusqu'en 1872 par l'acte de 1856.

J'ai déjà admis que la compagnie du chemin de la rive nord pouvait, si elle le voulait, revendiquer le privilège pour bâtir le chemin du Saint-Maurice et y ouvrir la navigation; seule-

ment, j'ai maintenu, et je maintiens encore, que ces droits, pour ce qui concerne la compagnie du chemin de la rive nord sont maintenant lettre morte par la dissolution de la compagnie, et que ces droits doivent retourner à la compagnie originaire du Saint-Maurice ou à ses représentants.

D'ailleurs, les résolutions que présente le gouvernement sont en contradiction avec les déclarations qu'il a faites pour justifier son opposition à cette mesure en comité. "Nous ne pouvons pas, disait le gouvernement, appuyer une législation qui rétablirait en faveur d'une compagnie des droits qu'une autre compagnie possède jusqu'à une époque encore éloignée. Que la compagnie du chemin de la rive nord fasse le chemin du Saint-Maurice et nous verrons alors si l'octroi doit être fait."

Eh bien! Le gouvernement vient aujourd'hui par ses résolutions déclarer que les droits de la compagnie du chemin de la rive nord peuvent être mis virtuellement de côté par la formation d'une nouvelle compagnie qui fera le même chemin. Pourquoi donc ces droits ont-ils cessé si subitement d'être sacrés? Et pourquoi ne vouliez-vous pas hier donner même une réponse sur la légalité des prétentions de la compagnie du Saint-Maurice sous prétexte que vous pouviez déranger des droits acquis? Il m'est pénible d'avoir à le dire, mais le gouvernement me paraît avoir cédé ou à une pression étrangère ou à la crainte et, dans les deux cas, c'est une faiblesse et une inconséquence que je regrette pour lui.

À côté de cette défaillance, j'ai vu avec plaisir la position noble et énergique que les députés du district des Trois-Rivières ont prise sur cette question. Forts de leur droits, confiants dans l'importance incontestable de l'immense vallée du Saint-Maurice, ces députés n'ont pas hésité à dire au gouvernement que les offres insidieuses qu'on leur faisait ne satisfaisaient pas leur droits. "Nous ne sommes pas venus, disait l'un d'eux, pour mendier des faveurs; nous sommes venus demander justice, et on nous la refuse. Ne soyez donc pas surpris si nous n'acceptons pas vos offres".

On reconnaît pourtant tellement l'existence de droits pour cette compagnie que l'on est forcé de lui offrir le double de ce que l'on donne aux autres compagnies en voie de formation. On consacre aussi la reconnaissance de l'importance extraordinaire de la vallée du Saint-Maurice. C'est bien quelque chose, mais il est malheureux que ce soit inutile. En effet, je dis hautement et, pour me donner raison, je me réserve l'avenir qui me rendra justice, j'en suis sûr: le gouvernement, par l'action qu'il prend sur cette question, compromet gravement et pour longtemps les intérêts de l'immense vallée du Saint-Maurice et, du même coup, les intérêts de toute notre province. Vous avez beau faire, vous ne pourrez jamais, avec toutes vos offres, induire une compagnie à construire un chemin dans les limites des privilèges de l'ancienne

compagnie; bien plus, vous, le gouvernement, vous n'oserez pas construire ce chemin vous-même, et le Saint-Maurice restera comme un chantier pour les spéculateurs qui ruinent la forêt sans rien faire pour la colonisation.

La responsabilité en tombera sur ceux qui l'assument aujourd'hui, mais je ne veux pas porter le poids de ce que je considère être une injustice et je voterai contre cette résolution.

Je dois ajouter que la compagnie du Saint-Maurice avait condescendu jusqu'à proposer au gouvernement d'accepter les offres faites par ces résolutions à la condition que le gouvernement lui donne une promesse de vente de 500,000 acres de terres au prix de vingt centins l'acre à l'achèvement des travaux. C'était pour la compagnie un immense sacrifice, mais, puisqu'elle le voulait, le gouvernement aurait dû l'accepter.

On a répondu que la politique du gouvernement était opposée à tout octroi en bloc des terres publiques. Alors, la compagnie a consenti à s'assimiler aux sociétés de colonisation et à ne prendre qu'un township à la fois, en s'astreignant aux mêmes conditions de défrichement avant d'être mise en possession d'un second township. On a poussé le mauvais vouloir jusqu'à repousser même cette proposition, et pourtant le gouvernement sait qu'à l'heure qu'il est les terres choisies dans le Saint-Maurice ne se vendent que trente centins, avec l'obligation de la part du gouvernement de faire les ponts et les chemins.

Je le répète et je termine, le gouvernement a fait preuve dans cette question de craintes éphémères et de faiblesse. Une injustice en résulte et les intérêts de la colonisation en souffriront considérablement pour l'avenir.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): On pourrait faire des réclamations, mais à condition qu'on exécuterait certaines choses qui ne seront pas faites.

La compagnie n'est qu'une ombre et qu'une affaire de spéculation. Il est dans la politique du gouvernement de tenir les terres publiques sous son propre contrôle et de ne pas permettre que de grandes sections de propriétés passent entre les mains des spéculateurs.

Ainsi qu'il a déjà été annoncé, c'est l'intention du gouvernement de faire explorer le Saint-Maurice et, lorsque cette exploration sera terminée, on verra s'il est politique d'accorder certains octrois au Saint-Maurice. Le gouvernement est parfaitement décidé d'encourager une entreprise de cette nature.

La Chambre se forme alors en comité.

Le comité adopte les résolutions suivantes: 7. Que si une compagnie, désirant convertir un subside en vertu de la cinquième des résolutions précédentes, demande que la ligne principale de son chemin à lisses ou l'équivalent de ladite ligne principale, à part de toutes autres branches ou lignes de prolongement, soit considérée (pour cette fin seulement) comme étant la

totalité de tel chemin, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner la conversion dudit subside en conséquence et, dans ce cas, la réclamation de cette compagnie deviendra, par cela, limitée à cette ligne principale seulement ou déclarée équivalente.

8. Que, dans le cas de l'organisation, en tout temps avant le premier jour de juillet 1870, d'une compagnie pour construire et exploiter un chemin à lisses de bois de colonisation entre Trois-Rivières et les Grandes Piles, il est expédient qu'elle soit également encouragée au moyen d'une subvention provinciale suivant la teneur des résolutions qui précèdent, mais jusqu'à concurrence d'un subside fixé au taux de six pour cent, au lieu de trois pour cent, annuellement, et pour telle longueur continue et non interrompue de ce chemin, pas moindre que quinze milles, qui aura été construite et mise, bona fide, en opération le ou avant le premier jour de juillet 1873.

Et, sujet à cette autre condition, qu'avant de commencer les travaux sur ce chemin le lieutenant-gouverneur en conseil aura donné son approbation et son assentiment au tracé, sur le rapport du bureau du comité des chemins de fer.

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour l'encouragement de certains chemins à lisses de colonisation.

Accordé.

Aubergistes

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant les aubergistes, porte-cassettes, colporteurs et tables de billard.

Adopté.

Encouragement de l'agriculture

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin) que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant des octrois pour l'encouragement de l'agriculture.

Le comité adopte les résolutions suivantes:

1. Que chaque société d'agriculture de comté aura droit à une allocation annuelle sur le Trésor provincial égale à trois fois le montant souscrit et payé par ses membres.

Mais qu'il ne sera fait aucune allocation à une société à moins que quatre-vingts piastres n'aient été souscrites et payées à son trésorier par, au moins, quarante membres et que la totalité de l'allocation accordée à toute société de comté, ou aux sociétés de tout comté si plus

d'une société y est organisée, n'excédera, en aucune année, la somme de huit cents piastres;

2. Que ladite allocation sera due et payable à chaque société aussitôt que ses rapports, état de comptes et programme d'opérations auront reçu l'approbation du commissaire et que le secrétaire-trésorier ou tout autre officier de ladite société aura transmis au commissaire un affidavit assermenté devant un juge de paix, indiquant les membres alors faisant partie de ladite société dont les souscriptions, pour l'année courante, ont été payées et sont entre les mains du trésorier. Si deux sociétés sont organisées dans un même comté et prélèvent ensemble une somme excédant quatre-vingts piastres, l'allocation sera divisée entre elles en proportion du montant souscrit et payé par chacune.

3. Que l'allocation publique à laquelle les sociétés d'agriculture ont respectivement droit leur sera payée sur l'ordre du commissaire, mais il pourra retenir dix-huit pour cent sur chaque allocation, dont dix pour cent seront pour l'usage du conseil d'Agriculture et huit pour cent affectés à l'enseignement agricole.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin) que lesdites résolutions soient renvoyées au comité de toute la Chambre sur le bill concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics.

Adopté.

Maisons de réforme et d'industrie

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les maisons de réforme et d'industrie.

Il explique que le but de ce bill est de protéger les enfants et de leur éviter les dangers conduisant à une vie immorale.

Adopté.

Ecoles d'industrie

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, en conformité de l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les écoles d'industrie.

Adopté.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics".

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait quelques amendements.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour la formation et l'encouragement de sociétés de colonisation".

Bill intitulé: "Acte pour amender les lois concernant les bazars et les loteries".

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de la vallée du Saint-François et de Kennébec."

Lois de la chasse

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province."

Adopté.

Compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice."

Compagnie du chemin à lisses de la vallée de Saint-François et de Kennébec.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de la vallée de Saint-François et de Kennébec."

Division d'enregistrement du comté de Rimouski

M.J.GARON (Rimouski): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser en deux la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski.

Le comité étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

Vente des propriétés foncières par les municipalités

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour expliquer la 11e section de l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des propriétés foncières par les municipalités.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Deuxième séance du 30 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant les travaux publics de la Puissance, par elle cédés ou transportés dans cette province.

Il explique que le gouvernement du Dominion a récemment abandonné sa réclamation au sujet du pont de Batiscan, et le but de ce bill est de légiférer pour les travaux publics de ce genre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Blâme le gouvernement de permettre sans cesse que des mesures d'une telle importance soient présentées à la fin de la session. Le gouvernement aurait dû s'acquitter avec plus de diligence des travaux de la Chambre.

Accordé.

Durée de la session

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je désirerais savoir combien de temps la session va encore durer. Elle menace de se prolonger indéfiniment, car l'honorable trésorier vient de présenter un bill et peut-être ce ne sera pas le dernier. Il est vraiment étrange que l'on présente des mesures si tard et il nous sera impossible d'examiner toutes les mesures qui sont devant la Chambre: le bill des notaires, le bill d'agriculture, etc.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Espère que la prorogation aura lieu sous peu.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Proteste contre la conduite du gouvernement qui soumettait des mesures très importantes à la fin de la session.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que le cas était vraiment exceptionnel. Un bill est absolument nécessaire dans l'affaire du pont Batiscan qui, dans l'état actuel des choses, n'est la propriété de personne et tombe en ruines.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): M. le député de Lotbinière oublie qu'il y a un Conseil législatif et que les bills dont il parle ont passé par cette Chambre; voilà pourquoi ils nous arrivent si tard.

Association des dentistes

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec.

En comité:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose

un amendement pour que les provisions du code civil relatives aux médecins soient appliquées aussi aux dentistes.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Regrette l'absence de médecins en Chambre et a l'impression qu'on s'est entendu pour que le bill ne soit pas étudié en comité pendant leur absence.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit que les membres de la Chambre qui sont médecins ont vu les amendements et y ont donné leur accord.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Compagnie hydraulique et des docks de Montréal

La Chambre selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour remettre en vigueur et amender un acte pour incorporer la compagnie hydraulique et des docks de Montréal.

En comité:

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Dit, au nom de M. A. W. Ogilvie (Montréal-Ouest), qui est absent, qu'il ne procédera pas avec le bill. La députation de Montréal est encore à Rivière-Noire, le convoi étant bloqué par la neige.

Le comité demande à siéger plus tard.

Société ecclésiastique de St-Michel

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour expliquer l'acte seizième Victoria, chapitre 263, intitulé: "Acte pour incorporer la société ecclésiastique de St-Michel."

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Compagnie des bois et des terres du St-Maurice

L'ordre du jour, pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie des bois et des terres du St-Maurice", est lu.

Les amendements sont lus et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie du chemin à lisses de la vallée de St-François et de Kennebec

L'ordre du jour, pour la deuxième lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé "acte pour incorporer la compagnie

du chemin à lisses de la vallée de St-François et de Kennebec" est lu.

Ledit amendement est, en conséquence, lu une deuxième fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Maisons de réforme et d'industrie

L'HONORABLE P.J.O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill concernant les maisons de réforme et d'industrie.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics," est lu.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé et que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité. Le comité étudie le bill et fait des amendements.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable M. C. Dunkin), que le rapport soit reçu maintenant.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, secondé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender le bill, en effaçant la 19e section telle qu'amendée et en insérant la suivante à la place :

"19. Le Conseil d'agriculture sera composé de 20 membres à être pris respectivement dans chacun des vingt districts de la province.

2. Lorsque, dans un district, il y a une société d'agriculture de district, le président de cette société est le membre du Conseil pour ce district.

3. Si, dans un district, il n'existe pas de société de district, les sociétés d'agriculture de comtés dans ce district éliront chacune à leur assemblée générale du mois de décembre, chaque année, une personne pour être membre du Conseil; la personne qui sera membre du Conseil sera celle qui aura eu la majorité des sociétés de district en sa faveur et, dans le cas d'égalité dans le nombre des sociétés en sa faveur, le commissaire décidera qui sera membre du Conseil.

4. Si, le premier février, les sociétés d'agricultu-

re de comtés d'un district où il n'existe pas de société de district n'ont pas fait rapport au commissaire qu'elles ont élu comme susdit une personne pour être membre du Conseil, alors le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer une personne de ce district pour être membre du Conseil." soient mis à la place. Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Benoît, Laberge, Locke, Marchand, Pozer, Robert et Tremblay. -8.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Bergevin, Bessette, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Clément, Coutlée, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dumoulin, Dunkin, Fortin, Garon, Hemming, Irvine (solliciteur général), Jodoin, Joly, Ouimet (procureur général), Picard, Rhéaume, Robertson, Roy, Sriver et Verreault. -29.

Ainsi la question est résolue négativement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose à nouveau que le rapport soit reçu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Napierville, (M. P. Benoît), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender le bill en y ajoutant les mots 'et le secrétaire', après le mot 'vice-président', dans la première ligne de la section trente-deux," soient mis à la place,

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Benoît, Joly, Laberge, Locke, Marchand, Pozer, Robert et Tremblay. -9.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Bergevin, Bessette, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Clément, Coutlée, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Dumoulin, Dunkin, Fortin, Garon, Hemming, Irvine (solliciteur général), Jodoin, Ouimet (procureur général), Picard, Rhéaume, Robertson, Roy, Sriver et Verreault. -27.

Ainsi la question est résolue négativement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose à nouveau que le rapport soit reçu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. H.-G. Joly), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender le bill en substituant le mot "Conseil" au mot "commissaire" partout où ce dernier se rencontre dans les cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-huitième, soixante-dix-septième, soixante-dix-huitième, quatre-vingt-troisième, quatre-vingt-quatrième et quatre-vingt-quinzième clauses, et que les mots "les recommandations dudit Conseil" soient substitués après le mot "suivant" dans la sixième ligne de la quatre-vingt-unième clause," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la question est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Déclare qu'il a encore plusieurs suggestions à faire au gouvernement, dont l'adoption améliorerait le bill et en ferait une bonne loi; devant la tendance de la Chambre à appuyer la politique centralisatrice du gouvernement, il remet à plus tard la présentation d'autres amendements.

Chemins à lisses de colonisation

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour encouragement de certains chemins à lisses de colonisation.

Adopté.

Aubergistes

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant les aubergistes, les colporteurs, les porte-cassettes et les tables de billard.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

La séance est levée à dix heures cinquante.

Séance du 31 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Beaubien, la pétition de Pierre Frigon et autres, de la paroisse de la Côte-Saint-Louis, comté de Hochelaga.

Par M. Carter, la pétition de John J. Day et autres, de la cité de Montréal.

Ordonné, que la pétition de Pierre Frigon et autres, de la paroisse de la Côte-Saint-Louis, comté de Hochelaga, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant la passation d'un acte pour autoriser le prolongement du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, est reçue et lue.

Ordonné, que la pétition de John J. Day et autres, de la cité de Montréal, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que la section 17 du bill pour amender les actes concernant l'incorporation de la cité de Montréal, ne devienne pas loi, est reçue et lue.

Ordonné, que ces pétitions soient renvoyées au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines et manufacturières.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend N.-M. Huot et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton, de Pierre Paquet et autres, de la paroisse de Saint-George, de Alexander Cathcart et autres du township de Linière, de Michael Foley et autres, de la paroisse de Saint-François, du révérend L.-H. Grenier et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, de Henri Jobin et autres, de la paroisse de Sainte-Marie, et de Damas Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, tous du comté de Beauce, demandant respectivement des amendements à la loi des jurés.

De la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, comté de Gaspé; demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'il est heureux de pouvoir constater que les suggestions faites à la dernière session du Parlement, par votre comité, ont été mises en pratique, comme votre honorable Chambre pourra s'en convaincre en référant aux cédules A et B annexées à ce rapport.

D'après ces cédules, il appert que quatre charges ont été abolies depuis la fin de la première session de ce Parlement, faisant une réduction d'à peu près \$1800 par année dans les dépenses de cette Chambre, savoir:

1. Celle du second assistant du Journal français, occupée ci-devant par M. Simoneau, qui remplace actuellement M. Langevin, ci-devant assistant comptable au bureau du comptable de cette Chambre, qui a résigné cette charge.

2. Celle du second assistant du Journal anglais, occupée ci-devant par M. Molony, maintenant employé dans un des départements du gouvernement, savoir au bureau de l'Imprimeur de la Reine, et aussi au bureau du greffier en chef des bureaux, et qui recevra en conséquence de cette Chambre une moitié seulement de son salaire.

3. Celle du second assistant au bureau du greffier des bills privés, occupée ci-devant par M. Whydden, transféré au bureau du greffier des journaux anglais en qualité d'assistant en remplacement de M. McGrath, décédé.

4. Celle de copiste permanent, occupée par M. Pageau, transféré, lui aussi, dans un des départements du gouvernement, celui de l'Imprimeur de la Reine.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander qu'attendu que, sur recommandation du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque du Parlement, un des messagers sessionnels de cette Chambre a été nommé permanent, et attendu qu'il est survenu une vacance parmi les messagers sessionnels, qu'en conséquence le nombre des messagers permanents de cette Chambre soit fixé à sept, et celui des messagers sessionnels à huit, avec de plus un journalier sessionnel à une piastre par jour.

Le tout respectueusement soumis.

"A"

Liste des officiers et clerks permanents de l'Assemblée législative
de la province de Québec, le 1er avril 1869

<u>NOMS</u>	<u>CHARGE</u>	<u>SALAIRE</u>	
		<u>ANNUEL</u>	
		\$	cts.
G.M. Muir	Greffier	1,800.00	
Etienne Simard	Assistant greffier	1,400.00	
Thomas McCord	Greffier en loi	1,800.00	
C.-A. Pariseault	Assistant do	800.00	
J.-Bte. Fréchette	Comptable	1,000.00	
L. Simoneau	Assistant comptable et teneur de livres, ci-devant 2e assistant du Journal français	600.00	
C.-F. Langlois	Greffier en chef des bureaux, gardien et distributeur de la papeterie et surveillant des commis surnuméraires . . .	1,000.00	
Charles-J. Ardouin	Clerc copiste	500.00	
Alex. Boulanger	do do	500.00	
Cyrille Petitgrew	do do	500.00	
Thos. Prendergast	do do ayant la charge des records	500.00	
Charles P. Lindsay	Greffier des comités et élections	1,200.00	
Ed. Demers	Assistant greffier et secrétaire de l'Orateur	700.00	
Ed. Lemoine	Greffier des bills privés	1,200.00	
Ed.-S. Belleau	Assistant do do	800.00	
W. Cook	Chef des traducteurs anglais	1,200.00	
John B. Duggan	Assistant do do	800.00	
Ed. Moreau	Chef des traducteurs français	1,200.00	
Benoît Marquette	1er assistant do do		
	Traducteur français des votes et délibérations	800.00	
Buteau Turcotte	2d assistant do do	600.00	
O.-C. de la Chevrotière	Greffier du Journal français	1,200.00	
Louis Fortier	Assistant du Journal français	600.00	
P. Ernest Smith	Greffier du Journal anglais	1,200.00	
Joseph Whydden	Assistant do do	600.00	
Léon-P. Lemay	Bibliothécaire	1,000.00	
Charles Garneau	Sergent d'armes	800.00	
Pierre Chenest	Maître de poste	600.00	
Olivier Robitaille	Messager en chef	600.00	

Clerks surnuméraires

1. Adjutor-Ed. Demers	à \$ 2.50 par diem
2. William P. Anderson	" "
3. Ernest Taschereau	" "
4. J.T. Wotherspoon	" "
5. Jos. Bolduc	" "
6. Louis Turcotte	" "
7. Edward H. Nesbitt	" "
8. Alfred Evanturel	" "
9. John H. O'Neil	" "

"B"

Liste des messagers permanents de l'Assemblée législative

<u>NOMS</u>	<u>EMPLOI</u>	<u>SALAIRES</u>
		\$ cts.
Chs. Dion	Messenger, asst. maître de poste	500.00
Ed. Littlejohn	Messenger	400.00
Martial Roy	do	400.00
Jos. Trudel	do	400.00
Sim. Gagné	do	400.00
Alfred Pelletier	Messenger de l'Orateur	400.00
Jacques Morin	Messenger de la bibliothèque	400.00
<u>Messagers extra</u>		
Rémi Quirouet	à \$1.50 par diem	
Sen. King	" "	
James McGolrick	" "	
Etienne Gauvreau	" "	
Aug. Vallières	" "	
J.-Bte. Parent	" "	
Vital Roy	" "	
F.-X. Gagnon	" "	
<u>Pages</u>		
Victor Anger	à \$1.00 par diem	
Edward Workman	" "	
Wilfrid Blouin	" "	
Ernest Dubois	" "	
<u>Journaliers extra</u>		
Elie Ouimet	à \$1.00 par jour	

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a pris en considération les bills nos 55 et 73, ayant tous deux pour objet l'amendement des dispositions des différents actes d'incorporation de la cité de Québec, et a pris certaines parties et certains détails de chaque bill, et a fait diverses modifications et additions, que la même considération de ces bills lui a suggérées, de manière à former un bill sous une forme amendée et tel que maintenant rapporté, marqué A, et portant le no 55, et dont l'adoption est humblement recommandée à votre honorable Chambre.

Demande de documents:

M. J.-B. JODOIN (Chambly): Propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. E. Mathieu), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des montants empruntés par les municipalités des villages de Longueuil et du Bassin-de-Chambly, des montants payés en déduction du montant ainsi emprunté, des arrérages dus, tant sur les intérêts que sur le pourcentage qui doit être payé en amortissement du capital emprunté.

Adopté.

Division d'enregistrement du comté de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour diviser en deux la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Municipalité du comté de Rimouski

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour diviser la municipalité du comté de Rimouski en deux municipalités séparées.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

Honoraires dus aux médecins

M. J. S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. L.-J. Moll), la deuxième lecture du bill pour amender l'article 2260 du code civil relativement aux honoraires dus aux médecins.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Il est regrettable d'avoir à s'opposer à une mesure d'un collègue et surtout d'un excellent voisin comme l'est M. Brigham. Mais son bill demande un

changement dans la législation que je ne puis approuver.

Le code civil dit: Que les comptes des médecins ne se prescrivent qu'au bout de cinq ans et que, pour les comptes de l'année, il suffit du serment du médecin pour prouver ce compte. Or, M. Brigham demande que cette dernière manière de prouver un compte soit étendue à cinq ans.

C'est là une disposition qu'il m'est impossible d'approuver, car elle tend à léser les intérêts des particuliers. En conséquence, je propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. V. Robert), que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "de ce jour en trois mois", soient ajoutés à la fin de la question.

L'HONORABLE G. OUMIET (Deux-Montagnes): Approuve l'amendement au code proposé, et n'est pas d'accord que le bill modifie la prescription. Le but de ce bill est uniquement de permettre aux médecins de percevoir leurs honoraires, en faisant un serment, si les services ne datent pas de plus de cinq ans. L'état des médecins mérite quelque considération, car ne pouvant amener des témoins auprès des patients, ils ne peuvent prouver devant des cours de justice les services qu'ils ont rendus.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'an dernier, le procureur général s'opposait à tout changement dans le code civil. Aujourd'hui, il se montre très accommodant. Je crois que la loi actuelle est très juste et que le député de Soulanges a bien fait de combattre le bill de M. Brigham.

Il cite Troplong pour répondre au procureur général qui soulignait la difficulté du médecin de poursuivre en justice une famille plongée dans le deuil après la mort du patient. Le code de Paris et le code Napoléon prévoient ce cas. Ces lois prolongent la prescription pendant toute la maladie du patient; si le patient est malade deux ou trois ans, la prescription ne commence qu'après la fin de la maladie. Cette situation est applicable aussi à l'avocat et au notaire. Le code civil a été rédigé par des hommes compétents versés dans la loi, qui ont agi avec discrétion et je crois que les dispositions du code en ce qui regarde les médecins sont justes. C'est pourquoi je supporterai l'amendement de M. Coutlée.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Dit qu'il supportera le bill. Il pense qu'il est tout à fait normal d'accorder une certaine considération à la position du médecin.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Explique les différents aspects de la loi et conclut, tout en déplorant les modifications au code civil, que ce bill est dans la bonne direction.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Bergevin, Clément, Coutlée, Jodoin, Joly, Marchand, Mailoux, Mathieu, Rhéaume, Robert et Tremblay.

Contre: MM. Bellerose, Bessette, Brigham, Chapleau, Church, Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dumoulin, Fortin, Hamilton, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Laberge, LaRue, Lavallée, Locke, Moll, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Picard, Pozer, Robertson, Ross, Roy, Sriver et Verreault.

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors, la question principale étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La Chambre procède à la troisième lecture du bill.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Registres de l'état civil

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la législation et la garde des registres de l'état civil.

Adopté.

Il est résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport, sans amendement.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Propose la troisième lecture du bill concernant la législation et la garde des registres de l'état civil.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des dentistes de la province de Québec

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. E. Carter) que le bill soit amendé en ajoutant les mots "étant sujet britannique par naissance ou naturalisation," après les mots "toute personne", dans la première ligne du proviso de la quatorzième section.

La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société ecclésiastique de St-Michel

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon

l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour expliquer l'acte treizième Victoria, chapitre 263, intitulé: "Acte pour incorporer la société ecclésiastique de St-Michel."

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins à lisses de colonisation

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour encourager certains chemins à lisses de colonisation.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aubergistes

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que l'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender la loi concernant les aubergistes, colporteurs, porte-cassettes et les tables de billard, soit déchargé et que le bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnité des députés de l'Assemblée législative

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet) que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet de l'indemnité des députés et du salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Le gouvernement prend le parti de changer la loi passée l'an dernier et d'accorder \$600 au lieu de \$450 vu que la session a été très longue. Mais je dois dire que le gouvernement n'accorde cette indemnité que pour la présente session.

L'acte passé en la trente et unième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative," est par le présent acte remis en vigueur et continuera d'être en force, de manière à ce que toutes les dispositions d'icelui relatives au salaire de l'Orateur s'appliquent à cette année et que toute celles relatives à l'indemnité des membres s'appliquent à la présente session: ces dernières dispositions, cependant, étant amendées comme suit:

En substituant, à la fin de la première section, les mots "six cents piastres par session, mais pas plus," aux mots "quatre cent cinquante piastres par session, mais pas plus."

Nul député n'aura droit à ladite indemnité sessionnelle s'il n'a été présent au moins trente et un jours calculés comme susdit, mais son indemnité pour tout nombre de jours moindre sera de six piastres pour chaque jour qu'il sera présent."

En comité:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose les résolutions suivantes :

1. L'acte passé en la trente et unième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative," est par le présent acte remis en vigueur et continuera d'être en force, de manière à ce que toutes les dispositions d'icelui relatives au salaire de l'Orateur s'appliquent à cette année, et que toutes celles relatives à l'indemnité des membres s'appliquent à la présente session; ces dernières dispositions, cependant, étant amendées comme suit :

(a) En substituant à la fin de la première section de l'acte, les mots "six cents piastres par session mais pas plus" aux mots "quatre cent cinquante piastres par session, mais pas plus."

(b) En insérant dans la seconde section de l'acte, après les mots "mais chaque jour," les mots "après le premier jour auquel le membre sera présent comme susdit."

(c) En ajoutant à cette seconde section le paragraphe suivant :

2. "Nul membre n'aura droit à ladite indemnité sessionnelle s'il n'a été présent au moins trente et un jours calculés comme susdits, mais son indemnité pour tout nombre de jours moindre sera de six piastres pour chaque jour qu'il sera présent."

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant que le comité ne se prononce sur cette résolution, je dois proposer un amendement.

Je n'entrerai pas dans de longs détails sur cette question délicate qui, je l'espère, ne sera pas discutée à l'avenir. Le trésorier vient de déclarer que le gouvernement assume la responsabilité d'accorder \$600 au lieu de \$450. Je regrette de ne pouvoir porter ma part de cette responsabilité et je crois que la proposition du gouvernement est très mal placée.

Il ne convient guère, dans l'état de nos finances, lorsque le pays a tant besoin d'argent, d'augmenter l'indemnité. C'est une grande faute politique et le gouvernement s'expose au blâme du pays.

Quant à nous qui formons l'Opposition, nous ne voulons pas encourir ce blâme et nous nous opposons à cette augmentation d'indemnité.

Je propose donc, appuyé par le représentant

de Rouville (M. V. Robert), que l'indemnité ne soit pas fixée au chiffre de \$600, mais à \$450.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): La Chambre est parfaitement libre d'agir comme elle l'entend dans cette circonstance. S'il lui plaît de voter pour l'amendement du député de Lotbinière, qu'elle le fasse.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement, après avoir assumé la responsabilité de la mesure par la bouche de l'honorable trésorier, la rejette sur la Chambre et se rétracte. Ce n'est pas juste.

M. J. SCRIVER (Huntingdon): Si la session de cette année a été exceptionnellement longue, les députés pourront recourir à leur indemnité de la dernière session qui a été courte et moins dispendieuse. En conséquence, je considère que l'augmentation proposée est parfaitement inutile.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Je ne trouve pas l'indemnité trop considérable et tous ceux qui feront entrer en ligne de compte nos sacrifices, la perte de temps, partageront ma manière de voir.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): La question que nous discutons est très délicate, c'est pourquoi je dois motiver mon vote. Quelques journaux se sont plu à rapetisser cette Législature et à la comparer à un conseil municipal, à une petite corporation.

Eh bien! Il faut montrer que nous occupons un rang aussi élevé que toute autre Chambre, de toutes manières. Que l'on compare notre travail à celui des autres corps législatifs et l'on aura la preuve que nous avons étudié et préparé autant de mesures que les anciennes Législatures du Canada. Voilà une des raisons qui m'engagent à voter contre l'amendement du député de Lotbinière. Il y en a beaucoup d'autres. Quelques députés ne veulent pas accepter l'indemnité par scrupules. N'y aurait-il pas un moyen de tout arranger en insérant un proviso dans le bill? Ce proviso dirait que les gens à conscience timorée accepteraient \$450 et la différence qui manque pour former \$600 sera versée dans les fonds destinés à l'agriculture et à la colonisation. Ce serait un moyen de contenter tout le monde et fournir à plusieurs l'occasion de faire un acte patriotique.

L'amendement est rejeté par 29 voix contre 15.

UN DEPUTE: Demande les noms des députés votant sur la question.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que ce n'est pas l'habitude de prendre les noms en comité.

Les résolutions sont adoptées.

L'Orateur reprend son fauteuil.

Maisons de réforme et d'industrie

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUMEAU (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant les maisons de réforme et d'industrie.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill concernant le notariat.

Il serait inutile, en demandant la deuxième lecture de ce bill, d'entrer dans de longs détails pour en faire connaître le but. Il a été discuté longuement dans une autre assemblée et dans la presse. Aucune mesure peut-être n'est plus connue du public, des députés et du pays. Tous connaissent l'origine antique de cette profession, son caractère important et son utilité pour la société.

Cette profession, que Louis IX et plus tard Henri IV ont mise en France sur un pied respectable, devrait donner un caractère de solennité aux actes des particuliers et assurer les fortunes. Il est bien important de remarquer que ce n'est pas seulement une profession, mais aussi une fonction. Le notariat était entouré d'un tel prestige en France qu'à l'époque des grands bouleversements il est resté sur les ruines de la société, car les révolutionnaires eux-mêmes étaient persuadés de son importance.

Il est donc du devoir des législateurs d'entourer de protection une profession dont l'utilité n'échappe à personne et qui est, pour ainsi dire, un appui de la société.

C'est aussi le but que la loi actuelle se propose d'atteindre.

Elle est devenue nécessaire, car la facilité des études classiques rend possible et probable l'encombrement. C'est ce mal qu'il faut prévenir tout en élevant le niveau de cette profession. A six heures de l'après-midi M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Deuxième séance du 31 mars 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Cauchon, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne; et la pétition de la municipalité de la paroisse de Château-Richer, toutes deux du comté de Montmorency.

Message de Son Excellence:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Remet à l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur transmet à l'Assemblée législative les estimés supplémentaires des sommes requises pour le service des dix-huit mois à compter du premier janvier dernier et, en conformité des dispositions de la 54e section de l'Acte de l'Amérique du Nord, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 5).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 31 mars 1869.

Il est ordonné que le message soit renvoyé au comité des subsides.

Corporation de Montréal

M. G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender les actes concernant la Corporation de Montréal et pour d'autres fins.

Adopté.

En comité

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose un amendement pour qu'on limite à 150 acres la superficie des terrains qu'on pourra acheter pour des parcs publics.

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose un amendement à l'amendement pour remplacer "150 acres" par "200 acres".

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Se plaint de la conduite des corporations de Québec et de Montréal qui retardent jusqu'à la fin de la session la présentation de leur bill. Il est alors impossible pour la Chambre d'accorder à ces bills l'attention qu'ils méritent. Il cite un

cas où, pendant la session de l'année dernière, un bill très important pour les habitants de Québec a subi trois lectures au Conseil législatif pendant une seule séance.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si le solliciteur général parle au nom du gouvernement.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Dit au nom de la corporation (de Québec) que le bill de cette dernière a été présenté dans les délais prévus par les règlements de la Chambre.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi", avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi".

Adopté.

Indemnité des membres de l'Assemblée législative

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) que le rapport du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées au sujet de l'indemnité des membres et du salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative soit reçu.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je propose, appuyé par le représentant de Rouville, (M. V. Robert) sous forme d'amendement à la question, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en effaçant les mots suivants:

(a) Par la substitution, à la fin de la première section de l'acte, les mots: "six cents piastres et pas plus" au lieu des mots "quatre cent

cinquante piastres et pas plus," soient mis à la place.

Je désire ajouter quelques remarques à celles que j'ai faites à la séance précédente. Il est très important de s'entendre sur cette question. Quiconque l'envisagera à son véritable point de vue pourra se convaincre que l'indemnité de \$600 est trop considérable. Qu'on remarque bien ce mot indemnité. Il ne veut pas dire salaire; c'est simplement une compensation que l'on nous accorde.

Ainsi, nous n'avons pas droit d'attendre le prix de nos services. D'ailleurs, la somme de \$450 me paraît une indemnité bien suffisante. Faisons un calcul bien éloquent.

Il y a 75 jours que nous sommes ici. Eh bien, en divisant, nous avons \$6 par jour; c'est fort raisonnable; nos services sont largement payés. Mais, de ces 75 jours, nous pourrions soustraire les vacances, les congés, etc., et il nous restera, comme il appert par le numéro des votes et délibérations, 43 jours de travail.

Si nous nous gratifions d'une somme de \$600, nous aurons \$8 par jour. C'est une bonne aubaine. Il me semble que, dans l'état de nos finances et dans la position peu prospère du pays, il est peu convenable de voter une somme aussi considérable. Songeons moins à nous et plus aux intérêts de l'agriculture et de la colonisation.

M. E.J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Ne partage pas l'avis de son honorable ami de Lotbinière. Il ne voit pas comment une indemnité qui paraît raisonnable à Ottawa devient déplacée à Québec. Penser ainsi contribue à faire des députés provinciaux une classe inférieure, ce qu'il ne peut accepter, ou bien à laisser croire que l'on travaille moins à Québec, ce qui n'est pas le cas. L'attitude du député de Lotbinière pourrait également faire croire que la province n'est pas capable de payer une somme aussi petite, ce qui est sûrement faux si l'on considère les surplus que nous avons accumulés. Il veut bien montrer que la question débattue actuellement n'en est pas une de cents et de piastres, mais plutôt une grande question politique. Si la province ne rémunère pas suffisamment ses députés, les électeurs devront choisir leurs représentants uniquement dans la classe qui est suffisamment riche pour assumer les sacrifices requis. En d'autres termes, les députés proviendraient surtout de nos villes, au détriment des comtés ruraux. Pour toutes ces raisons, il doit s'opposer à l'amendement, ajoutant cependant que, jusqu'à maintenant, il n'a jamais directement ou indirectement participé à une cabale sur cette question.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Condamne les insinuations qu'on essaie de faire concernant les députés qui voteront pour l'amendement, en les accusant d'être poussés par autre chose que leur propre conviction qu'une augmentation d'indemnité n'est pas nécessaire à présent.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Appuie les résolutions et repousse les amendements.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Parle de nouveau en faveur des résolutions.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Se prononce contre la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Bachand, Beaubien, Benoît, Clément, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Hearn, Joly, Marchand, Mailloux, Pozer, Robert, Sriver, Tremblay, Verreault. 16.

Contre: MM. Beaudreau, Bellerose, Bellingham, Bergevin, Bessette, Brigham, Carter, Chapleau, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, DeLotbinière-Harwood, Desaulniers (St-Maurice), Dugas, Dumoulin, Dunkin, Fortin, Garon, Hamilton, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Picard, Poupore, Rhéaume et Robertson. 34.

Ainsi, la question est résolue négativement. Alors, la question principale, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'indemnité des membres de la Législature et le salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Accordé.

Comité des subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose les résolutions suivantes:

1. Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour défrayer les dépenses du Conseil législatif, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

2. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour défrayer les dépenses de l'Assemblée législative, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour le soutien de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour défrayer les dépenses pour loyers, assurances et réparations des édifices publics en général, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour défrayer les dépenses pour loyers des palais de justice et des prisons, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

7. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention pour réparer ou reconstruire le pont de Bastican, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la maison protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel pour aide à l'asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

10. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi additionnel et comme aide à la société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins, Montréal, (y compris l'ancienne maison de refuge), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

11. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hospice de la Miséricorde, rue Fullum, Montréal, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la Providence, Joliette, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux habitants indigents de la Rivière-Rouge, pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

15. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux demandes des fonds des municipalités (Statuts refondus pour le Bas-Canada, chapitre 110, section 7), pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1870.

Les résolutions sont adoptées.

Ecoles d'industrie

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les écoles d'industrie.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que ledit bill soit lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux publics de la Puissance

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les travaux publics de la Puissance par elle cédés ou transportés dans cette province.

Adopté.

Authenticité de certains écrits

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour donner l'authenticité à certains écrits.

Adopté.

Il est proposé que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lois de la chasse

Les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province," sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Division d'enregistrement du comté de Rimouski

M.J.GARON (Rimouski): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour diviser en deux la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité du comté de Rimouski

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour diviser la municipalité du comté de Rimouski en deux municipalités séparées.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A onze heures et quart, la séance est levée.

Séance du 1er avril 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hamilton, la pétition de la municipalité de township de Shoolbred.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur transmet à l'Assemblée législative les estimés additionnels supplémentaires des sommes requises pour le service des dix-huit mois, à compter du premier janvier 1869 et, en conformité des dispositions de la 54e section de l'Acte de l'Amérique du Nord, 1867, il recommande ces estimés additionnels supplémentaires à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 5).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 1er avril 1869.

Il est ordonné que ledit message, ainsi que les estimés additionnels supplémentaires qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Rapport de comités

M. A. C. DE LOTBINIERE-HARWOOD (Vaudreuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité du township du Cap-des-Rosiers, comté de Gaspé, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées, et trouve que les avis nécessaires ont été donnés.

Demande de documents:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de patients dans l'asile des aliénés, à Beauport, le 30 décembre 1866, le jour où le Dr Douglas vendit cette institution aux Drs F.-Elzéar Roy et J.-E.-G. Landry.

Le nombre de patients admis chaque mois depuis le 30 décembre 1866 jusqu'au 30 décembre 1868.

Le nombre de patients guéris et renvoyés durant cette période.

Le nombre de patients décédés, chaque mois, durant cette période.

Le nombre d'acres de terres en culture attachées à l'asile.

Le plus grand nombre de patients employés chaque mois aux travaux de la ferme durant cette période.

Dit qu'il a lu le rapport du docteur Landry et qu'il est venu à la conclusion que ce rapport a été écrit par un des patients de l'asile. Il s'agit d'un déluge de mots qui ne donne aucun renseignement précis. Ce document n'a pas l'allure d'un rapport parce qu'il ne donne aucun détail précis. Il pense que le gouvernement doit s'occuper de la chose et préparer lui-même un rapport.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): N'a aucune objection à l'adresse et dit que le gouvernement a accordé beaucoup d'attention au problème de la classification des patients. Il croit que l'édifice est rempli de personnes qui ne devraient pas y être.

Adopté.

Impressions de la loi de la chasse

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire imprimer tel nombre de copies du bill pour amender les lois de la chasse, lorsque ce bill sera devenu loi, et aussi de l'acte concernant la chasse, adopté par cette Chambre dans la dernière session, et aussi de l'acte 27 et 28 Victoria, chapitre 52, intitulé: "Acte pour la protection des oiseaux insectivores et autres, utiles à l'agriculture," qu'il jugera nécessaire pour en faire une distribution aux gardes-pêche, aux officiers municipaux, aux instituteurs et autres personnes, afin de répandre la connaissance de ces lois dans la province.

Il espère que sa proposition sera acceptée parce que les lois sur la chasse demeurent inconnues en certaines régions.

M. J.-H. BELLEROSSE (Laval): Je ne veux pas m'opposer à la demande du député de Gaspé. Seulement, je veux attirer l'attention sur le fait que l'on a fait de grandes dépenses pour impression pendant cette session. Souvent, les documents qu'on livre à l'impression sont inutiles. Il y a un comité d'impression, mais je crois qu'il n'a pas un rôle bien actif. Il serait très à propos aussi de faire imprimer tous les documents à Québec. On éviterait ainsi de grandes dépenses. Je me rappelle qu'un jour nous avons payé \$17 pour frais de transport de documents imprimés à Montréal. Aussi, un propriétaire de journal nous a envoyé une facture de \$200, réclamation tout à fait injustifiée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je dois en cette circonstance presque défendre le gouvernement, mais je dois dire que je le fais comme membre

du comité des impressions, attendu que, vu la date où nous sommes, l'on pourrait croire à un poisson d'avril.

Le comité, n'en déplaît à M. Bellerose, a fort bien compris son rôle et a siégé à plusieurs reprises et s'est occupé activement de ses devoirs. Je crois que jamais les impressions n'ont été surveillées plus attentivement. Pour le prouver, je ferai une comparaison:

Ainsi, l'an dernier, les dépenses d'impressions, en mettant de côté le code municipal, se montaient ici à \$7,000, tandis qu'en Ontario elles atteignaient le chiffre de \$5,000. Or, nous avons préparé tout autant de mesures que nos voisins et toutes nos lois ont été imprimées dans les deux langues. C'est donc une dépense double que nous aurions dû encourir. Loin de là, nous n'avons que \$2,000 de plus. Cette comparaison prouve jusqu'à l'évidence qu'il n'y a pas eu d'extravagance. Nous sommes redevables de ce résultat à l'officier consciencieux et intelligent préposé à la surveillance des impressions.

Comparez nos dépenses d'impression avec celles de l'ancienne Législature du Canada et vous verrez que la comparaison sera de beaucoup en faveur de l'état de choses actuel. Je crois que nous avons effectué une réduction de 75 p.c. dans les prix.

Pour cette session, les impressions coûteront \$8,500, dont \$1,500 pour le code municipal.

Après un débat de quarante-cinq minutes...

M. L'ORATEUR: Décide que le débat est hors d'ordre.

Subsides

Suivant l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Il est résolu qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme octroi additionnel, pour défrayer les dépenses de divers services pour les 18 mois finissant le 30 juin 1870.

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Informe la Chambre que le comité lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que cette Chambre, à sa première séance, demain, se forme de nouveau en comité.

Faux noms sur une pétition

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Présente un rapport du comité des bills privés, demandant une enquête sur la pétition présentée par M. Hearn, etc. et qui contient un grand nombre de faux noms.

Cette pétition fut présentée à la Chambre en faveur du maintien du régime municipal.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Fait remarquer à l'orateur "qu'il y a quelqu'un dans les galeries". L'orateur donne ordre au sergent d'armes d'exclure les étrangers des tribunes.

Huis clos:

La Chambre siège à huis clos pendant une heure.

Indemnités des députés

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'indemnité des députés de la Législature et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi

La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'embranchement de Missisquoi".

Comité des voies et moyens.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que cette Chambre se forme demain en comité des voies et moyens.

Agriculture et Travaux publics

M. P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la troisième lecture du bill concernant l'Agriculture et les Travaux publics.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de Montréal

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre, suivant l'ordre du jour, se forme en comité pour discuter le bill amendant les actes concernant la Corporation de Montréal et pour d'autres fins.

En comité:

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): S'oppose à une clause parce que les citoyens de Montréal n'ont pas été consultés et que l'on ne sait pas s'ils désirent cette amélioration. Il s'agit d'acheter des terrains avec leur argent et c'est à eux de décider s'ils veulent augmenter leurs taxes. On demande \$350,000, mais il est bien à craindre que cette somme ne suffise pas. C'est ordinairement ce qui arrive dans ces questions. La ville de Montréal est bien prospère, mais qu'elle prenne garde à l'extravagance, je ne lui souhaite pas le sort de Québec.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Combat les arguments du député de Montmorency et prétend que la ville a le moyen de payer cette amélioration et que les citoyens connaissent parfaitement les projets de la corporation.

Le comité décide de siéger à nouveau.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Deuxième séance du 1er avril 1869

Sous la présidence de
l'honorable J.G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité de la paroisse de Ste-Anne et de la municipalité de la paroisse du Château-Richer, toutes du comté de Montmorency; demandant respectivement que la compagnie du chemin à barrières de la Rive Nord soit libérée des dettes de celle du Sud.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la liste des lois expirantes, telle que préparée par le greffier en loi, et a préparé un bill conforme à cette liste que le président du comité a reçu instruction de présenter à votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande à la Chambre la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité du township du Cap-des-Rosiers en deux municipalités séparées.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Corporation de Montréal

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill amendant les actes concernant la corporation de Montréal et pour d'autres fins.

Le comité étudie le bill et fait des amendements.

Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet, à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant les voitures pour chemins d'hiver."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte vingt-neuvième Victoria, chapitre dix-sept, concernant les assurances sur la vie."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la vente de partie des immeubles substitués par le testament de feu dame Ann Jones, veuve de feu Henry Corse."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska et pour le creusement desdites rivières."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser et ratifier la vente d'un certain immeuble faite par la Société de l'Hôpital Général de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la représentation du peuple dans l'Assemblée législative et pour changer les limites des comtés de Châteauguay et Napierville."

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la tenue de la cour de Circuit dans le comté de Wolfe."

Bill intitulé: "Acte concernant la profession légale dans cette province."

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre dix-neuf des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la possession de cimetières par des congrégations religieuses."

Bill intitulé: "Acte concernant l'engagement des pêcheurs et le recouvrement de leurs gages."

Bill intitulé: "Acte pour expliquer la section septième de l'acte douzième Victoria, chapitre trente-six, concernant les évêques catholiques romains de cette province."

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 71 des statuts refondus du Canada."

Bill intitulé: "Acte pour abroger l'acte pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du Canada."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant la constitution de la cour Supérieure pour le Bas-Canada et la procédure en icelle."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'interprétation de Québec et l'acte trente et unième Victoria, chapitre vingt, intitulé: "Acte pour encourager la colonisation."

Et, aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska," avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et, aussi, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal", sans amendement.

**Compagnie du chemin à lisses
des comtés de Richelieu,
Drummond et Arthabaska**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska."

Adopté.

Rapport de comités:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature. Voici ce rapport:

Votre comité recommande qu'il soit imprimé 200 exemplaires français et 100 exemplaires anglais du rapport des inspecteurs des prisons, en sus de la quantité ordinaire.

Votre comité recommande aussi que le rapport de l'honorable commissaire des Terres de la couronne pour 1868 soit imprimé.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature. Voici ce rapport:

Votre comité, en vue d'arriver à l'adoption d'un système efficace et économique pour faire faire l'impression des documents de la Législature, s'est procuré les renseignements contenus dans la lettre ci-jointe de son habile greffier, M. Langlois.

Après avoir attentivement considéré les suggestions qu'elle contient, il croit devoir recommander que, d'ici à la prochaine session, le gouvernement veuille bien s'engager à donner un contrat pour les impressions, aux termes les plus avantageux, pourvu toutefois qu'ils ne dépassent pas l'échelle des prix indiqués dans cette lettre:

ASSEMBLEE LEGISLATIVE,
Québec, 31 mars 1869.

A l'honorable président du comité conjoint des impressions, Monsieur le président,

En obéissance à l'ordre que j'ai reçu de votre honorable comité aux fins de lui faire connaître la manière dont se font actuellement les impressions de la Législature et de lui suggérer le meilleur mode à suivre pour les faire faire à l'avenir, j'ai l'honneur de vous exposer que, depuis le commencement de la présente session, les impressions se font comme suit:

Les procès-verbaux de l'honorable Conseil législatif sont imprimés par G.T. Cary, écuyer, à 40 cts par mille ems et 40 cts par token; le papier, 12 1/2 cts la main.

Les votes et délibérations de l'Assemblée législative sont aussi imprimés par G.T. Cary, écuyer, aux prix mentionnés ci-haut, 40 cts par mille ems et 40 cts par token; le papier foolscap, 12 1/2 cts la main. Ces derniers documents, au lieu d'être livrés vers dix heures, A.M., au bureau des records, ne le sont, le plus souvent, que vers deux heures P.M.; quelquefois une partie en est attardée jusque vers le soir.

Les bills publics et privés sont imprimés chez cinq ou six imprimeurs, et la Chambre a à payer une nouvelle composition pour la troisième lecture; ce qui occasionne un surcroît de dépenses assez important.

Les impressions étant ainsi données à plusieurs imprimeurs par différentes personnes, il en résulte un grand trouble pour le bureau, et je suis exposé à des erreurs. M. le greffier en loi me dit éprouver autant d'inconvénients que moi, et davantage.

Je dois mentionner l'embarras où je me trouve souvent, lorsque j'ai à régler des comptes où il est fait mention de travail de nuit, ou sur dimanches, ou encore lorsque le travail a été fait précipitamment (à ce qu'on me dit) et qu'on augmente considérablement les charges, c'est-à-dire, au lieu de 40 cts par mille ems, c'est 50 cts par mille ems et quelquefois le double.

Les difficultés que j'ai à surmonter sont réellement nombreuses; dans l'intérêt de la Législature, pour l'économie et le bon ordre je vous soumets les suggestions suivantes:

En attendant un contrat, il est très désirable que toutes les impressions, excepté les bills, dont M. le greffier en loi est chargé, soient transmises au greffier du comité conjoint des impressions et par lui à un moindre nombre d'imprimeurs, pour rendre plus facile l'expédition des affaires et faire faire l'ouvrage au prix le plus raisonnable. S'il y avait un contrat, ce procédé ne contribuerait qu'au bon ordre; s'il n'y en avait pas, le greffier, en donnant l'ouvrage, signifierait les conditions, et les partis sauraient à quoi s'en tenir.

Tous les bills publics et privés devraient être imprimés par une seule personne à un prix fixe et uniforme; de cette manière les bills privés pour lesquels la Chambre paye seraient au taux régulier.

Il serait avantageux d'adopter le format royal octavo pour l'impression des bills dans leurs différentes phases. Cette même forme et composition pourraient servir pour les lois. De cette manière, les statuts seraient imprimés et distribués dans un espace de temps comparativement court. Une seule composition à 50 cts (à part les corrections d'une certaine étendue) suffirait pour les bills et celle pour les lois pourrait ne coûter que 20 cts par mille ems.

Il est très important d'établir la qualité du papier pour l'impression de tous les documents de la Législature, aussi bien que le prix.

La Législature pourrait épargner beaucoup en faisant un contrat pour un nombre d'années voulues avec un manufacturier, ce serait le moyen d'avoir le papier uniformément bon. S'il était possible de comprendre dans ce contrat le papier nécessaire pour l'impression des lois, on épargnerait beaucoup.

Pour les autres détails, je prends les conditions du contrat fait par la Législature d'Ottawa avec son imprimeur, en mettant en égard ce qu'il me semble raisonnable de payer ici. Je base mon opinion sur les soumissions qui ont été faites l'année dernière et je ne prends guère que le terme moyen.

	\$	cts.
Composition par mille ems, matière courante ordinaire.	33	
Impression par token de 250 impressions de 8 pages royales 8 vo. sur foolscap	25	
Changement par heure.	20	
Changement d'entête par 8 pages.	50	
Correction d'épreuves ordinaires.	00	
Pliage, par feuille.	1/10	
Pliage et brochure, les tables comprises, et chaque table comptée pour une feuille	1/08	
Couvrir les pamphlets, couverts bleus, le papier, l'impression et la composition comprise.	01	
Changement votes et délibérations en journal.	50	

Composition classée sous trois titres

Matière courante ordinaire	Une composition
Catalogue.	Une composition et demie
Tableau.	Deux compositions

Matière courante: La matière courante ordinaire est la matière du journal, des appendices, des papiers sessionnels, divisions et index, le caractère à être employé est le long primer.

Catalogue: Dans les catalogues, il doit y avoir deux lignes de travers et deux lignes du haut en bas de la page. On emploie le caractère mignon, à moins qu'un autre soit requis.

Tableau: Dans les tableaux, il doit y avoir deux lignes de travers, au moins, et trois lignes du haut en bas de la page; les lignes du haut en bas de la page non comprises — caractère mignon à moins qu'un autre soit requis.

Bills: Les bills doivent être imprimés en small pica et les notes marginales en brevier. Il ne doit rien être alloué pour la matière conservée debout, non plus que pour pages blanches, corrections, surplus de temps ou délai.

Les feuilles imprimées du journal doivent être bien et convenablement pressées entre deux planches polies et livrées au relieur sans charge extra.

On alloue pour les corrections, seulement quand les copies sont incorrectes.

L'imprimeur doit livrer, sans charge extra, aux divers bureaux tous les documents imprimés.

Une file complète de tout document et bill imprimés doit être fournie au greffier en charge immédiatement à la livraison de chaque tel document, avec un état convenable et un détail du coût de l'impression, etc., etc. dudit document suivant les conditions.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé) C.-F. Langlois.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Propose que la Chambre, à sa première séance, demain, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Indemnité des députés

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, suivant l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'indemnité des députés de la Législature et le salaire de l'orateur de l'Assemblée législative.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prorogation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Annonce que le gouvernement sera prêt à proroger les Chambres lundi, à deux heures de l'après-midi.

Compagnie hydraulique et des docks de Montréal

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, suivant l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour discuter le bill remettant en vigueur et amendement l'acte incorporant la compagnie hydraulique et des docks de Montréal.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Invoque le règlement. Le bill a été présenté à la Chambre d'une façon irrégulière. On n'a pas donné les avis nécessaires et le projet de loi n'a pas été précédé par des pétitions, comme le demande le règlement. Le bill de l'honorable John Young a été présenté au comité, de même que celui de la compagnie hydraulique Saint-Louis; le présent bill, qui est une fusion des deux précédents, qui contient quelque 100 clauses différentes du projet original et qui prévoit l'expropriation de propriétés privées sans avertissement, a été élaboré par la suite au comité et ainsi a été acheminé vers la Chambre.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Allègue que ce bill résulte d'un compromis et que les parties intéressées ont eu le temps d'en prendre connaissance.

L'ORATEUR: Le bill maintenant devant la Chambre est hors d'ordre. Il contient des dispositifs concernant l'expropriation des propriétés qui n'ont pas été demandés par pétition et pour lesquels des avis n'ont pas été donnés, tels que requis par la 51^e règle de cette Chambre. Il est vrai qu'une pétition a été présentée, pendant la session, demandant l'a-

doption d'un bill portant le même titre, mais ce bill a été retiré et le bill maintenant sous discussion lui a été substitué. Ce dernier est un bill entièrement nouveau qui contient des clauses tombant sous l'effet des règles permanentes de la Chambre et qui auraient dû être demandées par pétition.

Un bill privé doit être conforme à la pétition présentée et à la permission qui est donnée pour l'introduire. Il est hors d'ordre de le retirer pour en introduire un autre dont les dispositifs n'ont pas été demandés par pétition.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): M. L'Orateur, votre décision est-elle finale?

L'ORATEUR: Vous pouvez en appeler à la Chambre, mais le débat n'est pas permis.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Eh bien! j'en appelle à la Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose l'ajournement de l'Assemblée.

L'ORATEUR: Rappelle à l'ordre le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande s'il ne serait pas permis d'exposer cette question aux députés qui étaient absents.

L'ORATEUR: Les lois de la Chambre ne le permettent pas.

Et, appel étant fait de la décision de M. l'orateur, la Chambre se divise; et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'orateur:

Pour: MM. Beaudreau, Bergevin, Bessette, Carter, Cauchon, Chapais, Chapleau, Coutlée, Craig, Desaulnier (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dumoulin, Garon, Gaudet, Gendron, Hearn, LaRue, Lavallée, Locke, Mailloux, Pelletier, Picard, Pozer, Rhéaume, Robert, Tremblay et Verreault. 28.

Contre la décision de M. l'orateur:

Contre: MM. Bachand, Beaubien, Dunkin, Hemming, Irvine, Joly, Ouimet, Robertson et Scriver. 9.

Ainsi, la décision de M. l'orateur est confirmée.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, suivant l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendement les actes relatifs à la corporation de la cité de Québec.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Soulève la question d'ordre et prétend que ce bill doit être repoussé pour les raisons qui ont amené la perte du bill pour incorporer la compagnie hydraulique.

Au commencement de la session, M. Simard a présenté un bill, M. Hearn en a présenté un autre. Ces deux bills ont été complètement changés par le comité des bills privés, en sorte qu'il n'y a eu pour cette mesure complètement différente ni avis ni requêtes.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Fait la lecture d'une lettre du député de Québec-Centre (M. G.-H. Simard) désavouant le bill. Voici cette lettre:

Cher monsieur,

Je vois que le comité des bills privés de la Chambre d'Assemblée, dont vous êtes le président, a fait rapport à la Chambre d'un nouveau bill relatif à la charte municipale de Québec. Comme je ne suis pas encore assez bien pour assister aux séances, je tiens à vous dire que je ne puis pas consentir à laisser présenter le nouveau bill en mon nom, ni à prêter mon concours pour le faire adopter sous sa forme actuelle.

Votre.....etc.
G.-H. Simard

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourey): Ce bill à mon avis ne doit pas être rejeté parce qu'il a subi des changements en comité. C'est ce qui arrive tous les jours dans les Parlements. On cherche à amoindrir par cette demande les droits du Parlement, qui en matière de législation peut modifier comme il l'entend les mesures soumises à son attention.

Parce que ce bill a subi des changements, on veut le repousser. Mais il serait facile de citer des centaines d'exemples où ce fait a eu lieu. Quand j'ai présenté le bill de la Corporation de Québec à Outaouais, il y a quelques années, le bill a été complètement remanié. Il était méconnaissable et la Chambre l'a adopté.

J'ai vu des bills dont on a changé les principaux dispositifs et le préambule.

Quant aux avis préalables, il suffit que l'on ait averti que l'on demandait des choses importantes. Si la Législature ne juge pas à propos de les accorder, elle peut modifier la mesure pour protéger les intérêts du public et même accorder toute autre chose que ce qui était demandé. Jamais ce pouvoir n'a été mis en question auparavant.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Parle en faveur du bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle en faveur du bill.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Insiste sur la question d'ordre et commente particulièrement la clause du nouveau bill qui défranchise

3,000 des électeurs municipaux actuels, clause qu'il repousse absolument.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Nie la déclaration du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), selon qui le bill présent est un compromis entre la corporation et ses adversaires. C'est simplement un projet moins radical que celui des adversaires de la corporation, qui décrétait l'abolition du régime municipal.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Si vous me le permettez, M. l'Orateur, je vous aviserai.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'appuyant sur la décision que vient de donner le président de la Chambre, il s'oppose à la proposition qu'il déclare hors d'ordre.

Après une longue discussion:

L'ORATEUR: Ce cas est analogue au précédent. Je vois que ce bill change le mode d'élection du maire et élève la qualification des électeurs municipaux, ce qui n'a pas été demandé par pétition. Pour être mieux compris, je lirai la règle suivie en Angleterre et qui doit prévaloir ici quant à ce qui regarde la législation privée. Si, après l'introduction d'un bill privé, il devient désirable d'y ajouter des clauses additionnelles auxquelles s'appliquent les règles permanentes de la Chambre, ces clauses additionnelles doivent être demandées par pétition.

Les clauses nouvelles introduites dans ce bill tombent sous l'effet de cette règle et devraient être demandées par pétition et après des avis donnés pendant deux mois dans les papiers-nouvelles.

On a dit que ce bill était le résultat d'un compromis; mais il n'est pas prouvé que ceux qui doivent être privés du droit de vote aient consenti à ce compromis. Je déclare donc le bill hors d'ordre.

Ponts à péage

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour obliger les propriétaires des ponts à péage à les tenir en bon ordre pour la protection des passants et pour d'autres fins y mentionnées.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Hypothèque sur les meubles

M. S. DUMOULIN (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre d'hypothéquer les meubles en certains cas.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

La Chambre s'ajourne à minuit et quinze.

Séance du 2 avril 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De la municipalité du township de Shoolbred; demandant de l'aide pour un pont.

Rapport de comités:

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Fait rapport que le comité spécial chargé d'étudier le bill pour valider tous les actes notariés qui n'étaient point contresignés lors de la promulgation du code civil, pour cause de décès du second notaire devant contresigner tels actes, a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des divers bills privés. (Appendice no 3 des Journaux de la Chambre d'Assemblée de la province de Québec, 1869)

Huis clos

Une question de privilège étant soulevée, la Chambre siège à huis clos pendant 20 minutes.

Adresse

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes, (l'honorable G. Ouimet), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien nommer une commission pour s'enquérir de toutes les circonstances qui ont rapport à la présentation d'une requête à cette Chambre, par l'honorable I. Thibaudeau et autres, au sujet des amendements aux actes incorporant la cité de Québec, à laquelle de fausses signatures auraient été apposées, ou des signatures obtenues antérieurement et pour d'autres objets, et de prendre les mesures les plus propres à parvenir à la punition des coupables, s'il y a lieu.

Adopté.

Rapports du ministre de l'Instruction publique:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Rapport du ministre de l'Instruction publique pour les années 1867 et 1868. (Documents de la session, no 2.)

Il propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que

3750 exemplaires en français et 3250 en anglais du rapport du ministre de l'Instruction publique pour les années 1867 et 1868 soient imprimés pour l'usage des députés de cette Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 32.

Il déclare que le but de ce bill est de procurer au prévôt des incendies son salaire, payable annuellement. Le bill accorde aux corporations de Québec et de Montréal le pouvoir de voter des règlements pour obliger les compagnies d'assurance à payer deux tiers de ce salaire, et la corporation l'autre tiers.

Accordé.

Compagnie hydraulique et des docks de Montréal

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Robertson), que l'honoraire payé sur le bill pour remettre en vigueur et amender l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et des docks de Montréal soit remboursé.

Adopté.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Résolu, que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions quatre cent dix-neuf mille quatre cent vingt-deux piastres et quatre-vingt huit centins soit accordée à même le fonds des revenus consolidés de cette province.

Le Comité décide de siéger à nouveau.

Interpellation:

Imprimeur de la Gazette officielle

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au gouvernement s'il a l'intention de se conformer aux ordres de la Chambre et de faire connaître tous les papiers, soumissions et documents relatifs à la nomination d'un imprimeur de la Gazette officielle.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Donne quelques explications, puis déclare que le gouvernement n'a aucun document à communiquer à la Chambre au sujet de cette question.

Travaux publics de la Puissance

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill concernant les travaux publics de la Puissance par elle cédés ou transportés dans cette province.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le titre du bill soit: "Acte concernant le pont de Batiscan".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cautionnement des officiers de la province

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill concernant le cautionnement des officiers de cette province.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

Acte du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Irvine), la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat".

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de presser l'adoption du bill des notaires à cette session.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement désire s'assurer de l'opinion de la Chambre sur ce sujet, autant qu'il est possible; mais que ce n'est pas son intention d'en presser l'adoption à cette session, bien qu'il en reconnaisse toute l'importance, et voit avec satisfaction que les dispositions qu'il contient sont nécessaires pour l'avantage de la province. Toutefois, comme on le prétend imparfait et que l'on propose d'y faire de grands changements, le gouvernement permettra qu'il reste déposé jusqu'à la prochaine session, en conservant la promesse qu'il a faite, lors de l'octroi du bill de M. Doucet, de présenter une mesure générale à ce sujet.

Il fait alors la distinction entre le notaire d'une part, et, d'autre part, l'avocat et le médecin. Le notaire étant un homme public conservant des documents importants, il est

bien que le lieu où il pratique soit défini et indiqué. Une autre clause empêchera les notaires de quitter leur district avant d'avoir vendu tous leurs papiers à un autre notaire ou de les avoir laissés chez le protonotaire. Selon une autre clause, un notaire qui s'est absenté de la pratique pendant dix ans devra subir un examen avant de reprendre sa pratique. En plus, aucun notaire ne pourra remplir les fonctions de registraire ni de protonotaire.

Il explique certains cas de fraudes commises par des notaires qui enregistrent des hypothèques avant qu'elles ne soient rédigées ou signées, ce qui donne certains privilèges aux parties; il conseille donc l'adoption de cette clause, afin d'arrêter ces abus. La nouvelle loi, au point de vue de la formation, élève le niveau de la qualification, et les étudiants au notariat devront subir des examens dans toutes les branches du haut savoir.

Il recommande donc la nouvelle loi à l'étude de la Chambre, et espère qu'avant la proclamation, les membres étudieront pleinement cette mesure importante.

M. P. Benoît (Napierville): M. l'Orateur, je trouve très louable le but de placer la profession notariale sur un pied d'honorabilité proportionné à son importance, de protéger les individus qui embrassent cette profession et de fournir à la société les garanties suffisantes pour assurer le repos des familles, la conservation de la propriété et le développement de la civilisation.

Aussi, les honorables promoteurs de la mesure maintenant devant cette Chambre ont droit à nos éloges, et je remercie l'honorable procureur général et de ses intentions bienveillantes et patriotiques, et de son invitation à discuter librement une question d'un si grand intérêt.

J'approuve les changements proposés relativement au nombre des chambres de notaires, à la qualification des aspirants à l'étude de la profession: je donne mon adhésion à la disposition décrétant incompatibilité entre les fonctions de notaire et de registraire; je considère équitable et avantageux pour le notaire et pour la société le droit de transmission des minutes et répertoires; mais je ne puis acquiescer à la création des offices. A cet égard, les honorables promoteurs du bill se font illusion: la limitation du nombre des notaires et des circonscriptions notariales ne conviennent pas à notre condition politique et sociale et ne peuvent réaliser les heureux effets que nous avons en vue.

La différence entre notre situation politique et sociale et celle de l'Empire français est assez évidente pour me dispenser de l'établir, je m'arrêterai donc à rechercher si, véritablement, nous avons lieu d'espérer des circonscriptions notariales et des offices les bons résultats qu'ils paraissent promettre.

Dans ce but, je ferai une étude brève mais consciencieuse de fonctionnement de l'institution notariale telle qu'elle existe en France, et pour faire cette appréciation, je me servirai d'un

ouvrage spécial sur la matière publié en 1858, et je me permettrai d'introduire devant cette honorable Chambre M. A. Jeannest Saint-Hilaire, notaire honoraire de France; il est l'auteur estimable "Du Notariat et des offices."

L'objet de ce livre est de faire disparaître les préventions dont le notariat de France est accablé; et, en entreprenant dans un but d'intérêt social de maintenir dans leur intégrité les attributions des notaires de la province de Québec, je répète avec satisfaction à l'adresse du notariat de cette province l'expression de respect et de considération de M. Saint-Hilaire, pour le notariat français:

"Je regrette mon insuffisance, j'aurai au moins payé ma dette de reconnaissance à l'antique et noble institution dont je m'honore de faire partie."

Les citations que je me propose de faire établissent qu'en France comme ici le notariat éprouve du malaise et que l'on cherche à y remédier; qu'en France comme ici cette institution cause de l'inquiétude et attire l'attention du public de la magistrature et du pouvoir.

M. Saint-Hilaire confesse que "depuis quelques années un symptôme de sénilité se fait remarquer dans l'organisation actuelle du notariat de France."

Il attribue ce fâcheux résultat à deux causes principales. "La première et la plus sérieuse, dit-il, c'est que le notariat n'offre plus au même degré que par le passé une carrière honorée, lucrative, exempte de troubles et de dangers"

"La seconde c'est que l'éducation du notariat pêche maintenant par sa base."

"Dans les villes, le personnel utile et laborieux de la plupart des études se trouve entièrement étranger à l'élément notarial. Dans les campagnes, le mal est encore plus grand."

"Je n'ai pas à démontrer que, depuis quelques années, un déplorable marasme s'est attaqué à toutes les professions qui tiennent leur existence de la possession des offices et spécialement à l'institution du notariat, l'évidence ne se prouve pas; les symptômes de ce marasme sont, d'ailleurs, nombreux et graves, les résultats en sont fatalement appréciables; je puis, dès lors, me borner à en rechercher les causes: quand un vieux et respectable monument menace de s'écrouler, on ne saurait trop se hâter de sonder, jusque dans ses plus profondes assises, les vices secrets qui peuvent en précipiter la ruine."

Ces déclarations ne recommandent point l'établissement des circonscriptions notariales et la limitation statutaire du nombre des notaires.

La loi de 1791 avait, entre autres objets, pour but de faire cesser l'abus résultant de la multiplicité des offices; le nombre s'en était tellement accru que, lors de la promulgation de cette loi, il y avait 40,000 notaires royaux et seigneuriaux en France. Une réduction était urgente; le nombre exagéré des offices, la détresse des titulaires multipliaient les exactions; c'était un devoir pressant, recommandé par le législateur lui-même. Lors de la loi du 25

ventose an XI, plus de douze ans après, les 40,000 études existaient encore: le pouvoir n'avait pu résister aux sollicitations.

La Chambre des notaires, l'Exécutif, la Législature seront-ils moins faciles ici qu'en France? Le gouvernement constitutionnel résistera-t-il aux sollicitations plus que l'Empire et la monarchie absolue?

M. Saint-Hilaire donne une statistique des prévarications des notaires et des causes de ces forfaitures, comme suit:

"Il m'a été permis de puiser dans une volumineuse correspondance les faits suivants, s'appliquant à 56 sinistres survenus de 1843 à 1853, dans divers arrondissements de 16 départements placés sur les points les plus divergents du sol français.

Ces 56 sinistres avaient eu pour cause savoir:

Douze, des spéculations malheureuses . . .	12
Quatre, des placements légèrement faits . .	4
Trente, l'oisiveté, le défaut de capacité et d'ordre, des dépenses de luxe et une mauvaise gestion	30
Sept, l'inconduite, les vices, l'ivrognerie, le libertinage	7
Un, des événements politiques	1
Deux, seulement, avaient eu pour origine la cherté des offices	2
Total	56

Ces statistiques établissent que, nonobstant la différence du régime, l'institution notariale et la société en France et ici, souffrent les mêmes inconvénients et sont affligées des mêmes accidents, et que, sauf la cherté des offices, ces forfaitures ont les mêmes causes dans les deux pays. Et il est important d'observer qu'en France, il y a une cause de plus, la cherté des offices.

Les attributions des notaires de France et de la province de Québec diffèrent de celles des notaires anglais; cependant, il y a à quelques égards analogie entre leurs fonctions, et pour suivre l'ordre du livre que je cite, je me crois autorisé à lire les remarques de l'auteur sur l'institution notariale en Angleterre.

"Les notaires anglais sont dispensés de l'investiture, leur profession est libre, la chose publique et l'honneur du trône ne paraissent pas en souffrir. Chose bizarre! en Angleterre, le gouvernement, quoique essentiellement aristocratique, ne mêle son action que le moins possible aux intérêts privés; en France, au contraire, pays de démocratie, le gouvernement se trouve partout, il se charge des plus minces détails; c'est à peine si le sanctuaire de la famille lui est fermé; de là, évidemment, la somme plus grande d'affection dont le peuple anglais environne le trône."

"En Angleterre, il suffit pour devenir notaire, (le nombre en est illimité, excepté à Londres et dans quelques grandes villes, où les corporations tiennent la main à ce qu'il ne s'étende pas hors de certaines limites,) d'avoir travaillé non

comme simple clerc, chez un notaire, d'être admis par la cour des facultés, dépendance de la cour ecclésiastique, qui relève de l'archevêque de Cantorbery, et de payer un droit à l'Etat de trente livres sterling (720 francs)."

"Un vieux proverbe, très populaire en Angleterre, dit qu'il en coûte six schellings six pences pour ouvrir la bouche chez un notaire et autant pour la fermer, en tout seize francs, et cela est rigoureusement vrai."

"Le coût seul des copies et expéditions prouverait l'immense différence qui existe entre la rémunération des notaires anglais et celle des notaires français."

Les circonscriptions notariales ne sont donc pas aussi profitables aux notaires qu'on le croit généralement ici.

L'état des notaires espagnols fait encore mieux ressortir cet avantage en faveur des notaires libres et dont le nombre n'est point limité par la loi. Je cite:

"En Espagne, les notaires sont soumis à un tarif; leurs actes sont, avant l'exécution, soumis à un visa du juge; leur situation morale est encore bien inférieure à celle des notaires romains. "Leurs actes (dit le document auquel je puise), ne justifient que trop le manque de considération qui s'attache à leur caractère; on n'a malheureusement que trop d'abus de confiance et de faux à leur reprocher." Le cynisme de la misère est tel chez les notaires espagnols que l'un d'eux, dans un moment d'abandon, disait à l'un de mes correspondants: "Ici l'on fait des faux pour vivre et non pour s'enrichir."

De 1861 à 1868, nous voyons à chacune des sessions du Sénat français des pétitions demandant les unes la réduction, les autres l'augmentation du nombre des notaires, et toutes des modifications dans le régime du notariat.

En faisant cette étude, j'ai pensé ne pas abuser de la patience de cette honorable Chambre, par ces citations textuelles, évidemment; les mots mêmes des auteurs compétents et les extraits des documents officiels doivent avoir plus de poids que mon autorité personnelle.

M. l'Orateur, cet examen nous apprend que nous nous faisons des illusions sur les effets des circonscriptions notariales et de la limitation du nombre des notaires; que ces privilèges ne profitent ni aux notaires ni à la société; qu'en France même, sous l'influence du régime que l'on nous cite comme modèle à suivre et que l'on suggère d'introduire ici, les notaires d'un côté, et le public, la magistrature et le pouvoir de l'autre, sont encore à la recherche des moyens propres à faire disparaître les inconvénients auxquels nous désirons remédier ici.

Le système que je combats ne possède donc point la vertu de changer la nature humaine, de limiter ses désirs désordonnés, de réprimer le luxe et les goûts de la dissipation, de dompter l'âpreté de l'avarice et vaincre les répugnances de la paresse; il nous faut donc chercher un autre moyen de réaliser notre objet.

L'institution notariale proprement dite, sé-

parée de la création des offices, doit son origine à un principe de civilisation et d'ordre public, elle résulte du besoin de conserver la propriété et de prévenir les contestations qui pourraient s'élever sur la preuve des conventions.

Mais la création de l'office avec le privilège exclusif de recevoir des actes dans une circonscription doit, je crois, être attribuée bien plus au régime féodal qui a longtemps prévalu en France, qu'au désir de protéger la société: et pour conserver ce système, on a consulté autant et peut-être plus les besoins du trésor que ceux des fonctionnaires publics et des administrés. Les rois Philippe-le-Bel, François Ier, Louis XII, Louis XIV, Louis XVIII et d'autres rois de France ont fréquemment su imposer et exploiter les offices de notaires. La révolution avait considérablement modifié le notariat en France. La loi du 6 octobre 1791 supprima les qualifications ruineuses des notaires, abolit la vénalité et l'hérédité de leurs offices. Et ainsi que je l'ai déjà démontré, même depuis la loi du mois de mars 1803 organisant le notariat, les offices de notaires n'ont cessé de préoccuper fortement l'opinion publique en France.

Il est donc manifeste que l'existence de ces offices, loin d'être d'une permanence assurée, est continuellement mise en question, et que nous aurions tort d'introduire ici un système qui menace ruine même en France où il a pu convenir une fois; mais qui certainement ne peut s'approprier à nos moeurs, et à notre condition sociale et politique.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant l'éducation en cette province," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill de l'éducation

La Chambre procède à la première lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill de l'éducation.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Je suis heureux, M. l'Orateur, de rencontrer l'occasion que me fournit l'amendement suggéré par le Conseil Législatif de dire quelques mots sur la disposition qui concerne les propriétés des corporations religieuses. Lorsque M. Cauchon a soulevé cette question, j'ai été obligé de voter contre sa motion, vu que tous les représentants de la minorité avaient promis de voter le bill des écoles tel que le gouvernement le présenterait à la Chambre. Je devais tenir la promesse que j'avais faite avec mes coreligionnaires et c'est pourquoi j'ai voté contre l'amendement proposé par M. Cauchon, tout en estimant bonne la législation qu'il tendait à consacrer et que je m'empresse d'approuver aujourd'hui.

Adopté.

Ajournement de la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin) que lorsque cette Chambre s'ajournera, à sa seconde séance, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, et qu'il y ait deux séances ce jour-là; la première devant commencer à 11 heures, A.M., et finir à 1 heure P.M.; et la seconde devant commencer à 3 heures, P.M., et se continuer jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Deuxième séance du 2 avril 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à sept heures et demie.

Rapport de comités:

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à réviser les règles et ordres permanents pour la régie de cette Chambre. Voici le rapport:

1. Que la règle 22 soit modifiée en y ajoutant:

"Et les bills renvoyés spécialement par la Chambre à un comité général sont placés sur les ordres du jour suivant, selon le rang qu'ils doivent occuper, immédiatement après les bills rapportés de tout comité permanent ou spécial".

2. Que la règle 27 soit aussi modifiée en ajoutant à la fin les mots suivants:

"Si, à six heures, P.M., un mardi, mercredi, jeudi ou vendredi, la Chambre siège en comité général, l'Orateur prendra le fauteuil, le président du comité rapportera progrès et demandera la permission de siéger de nouveau; laquelle permission lui sera accordée pour la même séance, immédiatement après les bills privés".

3. La 49e règle devrait se lire comme suit:

"Nulle pétition pour bill privé n'est reçue par la Chambre, après les trois premières semaines de la session; et nul bill privé n'est présenté à la Chambre, après les quatre premières semaines de la session; et aucun rapport du comité permanent ou spécial, sur un bill privé, n'est reçu après les six premières semaines de la session, et nulle motion pour la suspension ou modification de cette règle ne sera reçue par la Chambre, si, à une séance précédente, elle n'a pas été renvoyée à un ou plusieurs comités permanents de la Chambre chargés de considérer les bills privés ou les pétitions qui s'y rapportent, et sur le rapport de tel comité ou comités, donnant, si le rapport est favorable, les raisons spéciales qui ont engagé ce ou ces comités à faire tel rapport".

Que les paragraphes suivants soient ajoutés à la fin de la 52e règle, et en fassent partie:

"Toutes applications pour des bills concernant la construction des chemins de fer, et chemins à rails plats, canaux ou lignes télégraphiques, seront sujettes aux règlements suivants: Avant qu'une pétition demandant la permission de présenter un bill, pour aucun des objets ci-dessus mentionnés, ne soit reçue par la Chambre, la personne ou les personnes demandant ce bill, déposeront chez le greffier du bureau des bills privés les documents suivants:

1. Une carte ou plan sur une échelle pas moindre qu'un demi-pouce au mille indiquant l'endroit où l'on se propose de faire les travaux projetés, et indiquant aussi le tracé de tous les travaux existant ou autorisés de même nature, dans, ou concernant, de quelque manière que ce

soit, le district, ou aucune partie d'icelui, qui doit retirer quelque avantage de ces travaux. Cette carte ou ce plan devra être signé par l'ingénieur ou toute autre personne qui l'aura dressé.

2. Un livre de renvoi dans lequel les informations suivantes seront clairement données dans des cédules séparées, savoir:

Cédule A. - Le nom de chaque municipalité dans laquelle les travaux projetés ou aucune partie d'iceux doivent être entrepris, — la population de chaque telle municipalité, telle qu'il appert par le dernier recensement. La valeur imposable de la propriété dans chaque municipalité, telle que démontrée par le dernier rôle d'évaluation d'icelle, et cette cédule pourra contenir, dans un état séparé, une semblable information sur les districts voisins qui devront retirer un avantage des travaux projetés.

Cédule B. - Une description générale de la nature, de l'étendue et du genre des travaux projetés, et un estimé du coût probable d'iceux, en distinguant les items généraux concernant la construction, des frais d'iceux respectivement, aussi bien que la nature, l'étendue et le coût probable du matériel roulant ou autre matériel nécessaire à l'usage et à la mise en opération de l'entreprise projetée. Cette cédule devra être signée par l'ingénieur ou autre personne qui l'aura préparée.

Cédule C. - Un exhibit indiquant le montant total du capital, qu'il est proposé de prélever pour les objets de l'entreprise, et la manière qu'il est proposé d'adopter pour prélever icelui, soit au moyen de parts ordinaires, bons (bonds) ou débentures, ou autres sécurités et le montant de chacune d'icelles respectivement.

Cédule D. - Un estimé des revenus probables de l'entreprise projetée indiquant les sources d'où ces revenus devront provenir; les recettes annuelles d'icelle, respectivement, le coût annuel probable de la mise en opération ou de la dépense pour les travaux, et le revenu annuel net applicable au paiement de l'intérêt des placements projetés.

Ces cédules devront être signées par la personne qui les aura préparées.

Le comité prend aussi la liberté de recommander que, lorsqu'à la fin d'une session, il sera décidé qu'il y aura deux séances par jour, il soit pourvu qu'un temps raisonnable soit spécialement accordée pour la législation privée.

Votre comité prend aussi la liberté de suggérer qu'il serait à propos que le greffier du comité des bills privés soit présent durant les séances, à la table du greffier de cette Chambre, lorsque les bills privés sont sous considération pour donner des informations, si elles sont requises.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé) J.-G. Blanchet,
Orateur, Assemblée législative

Québec, 2 avril 1869.

Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska

M. E. J. HEMMING (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska."

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le trente juin mil huit cent soixante-dix, et pour d'autres objets se rattachant au service public.

Accordé.

Il est ordonné que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne peut permettre la clôture de la session sans protester à nouveau contre la politique financière du gouvernement. Il sera bref. Il a contesté, par le passé, l'exactitude des chiffres avancés par le trésorier; ce soir, il veut démontrer que la politique financière du gouvernement nous conduit vers des difficultés, même si nous admettons les chiffres de l'honorable trésorier. Dans ses précisions pour la période allant du 1er janvier 1869 au 30 juin 1870, le trésorier indique, pour le 1er janvier 1869, un excédent de \$674,608.22. Par ailleurs, il prévoit qu'au 30 juin 1870, le surplus sera alors de seulement \$237,280.74. L'honorable trésorier déclare: "I admit that this surplus is not very large, but considering all things, it is a safe margin". Cela est tout, sauf une "marge sûre". La différence entre l'excédent au début et à la fin de la période est de \$437,327.48. Voilà la somme que le gouvernement veut maintenant dépenser, en excès de nos revenus pour ces dix-huit mois. Est-ce une politique financière sûre? Dépenser en dix-huit mois \$437,327.41 de plus que nos revenus? Combien de temps pourrions-nous continuer cette politique? Bientôt, dès l'an prochain en effet, nous devons contraindre nos dépenses, alors que chacun sait combien plus facile il est d'augmenter plutôt que diminuer des dépenses. Mieux n'aurait-il pas valu d'atten-

dre pour connaître davantage notre position vis-à-vis du Trésor du Dominion, et jusqu'à ce que nous ayons une meilleure expérience des besoins, afin de dépenser le plus utilement cet excédent que nous ne reverrons jamais plus. Cette politique n'est pas sûre, bien que la Chambre l'ait approuvée; mais, une fois de plus, il attire l'attention de la Chambre sur les dangers auxquels le trésorier expose la province, savoir des embarras financiers, et son seul remède, une taxation accrue.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Contesté l'exactitude des remarques du représentant de Lotbinière. Il discute les différents aspects de sa politique budgétaire pour ensuite aborder la façon d'utiliser les surplus qu'il a en mains. Il ne croit pas qu'il serait sage d'investir ces surplus dans les bons du Dominion, qui produisent un intérêt de 6 p.c.; un tel investissement signifierait que les surplus seraient inaccessibles en cas d'urgence. Il montre l'importance de prévoir des sommes importantes pour la colonisation et pour la construction ferroviaire; il espère que, dans 18 mois, il pourra annoncer que les dépenses de la province auront été en deçà des prévisions. Il doute que tout l'argent prévu pour la construction des chemins de première classe sera dépensé; nul doute que les prochains comptes publics révéleront un surplus plus considérable que celui anticipé.

La Chambre se forme alors en comité.

Le comité examine le bill, et y fait un amendement, lequel est lu comme suit:

Effacez l'octroi à la maison de refuge, Mont-réal, \$600.00.

Maintien de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour continuer pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Adopté. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires du feu

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 31e Victoria, chapitre 32.

Adopté.

Bill du notariat

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée aujourd'hui, que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour refondre et amender les actes concernant le notariat," soit maintenant lu une deuxième fois.

M. P. Benoît (Napierville): Termine son

discours et parle longuement de l'histoire du notariat en France et de l'état actuel de celui-ci.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Explique comment sont comprises, au Canada, les fonctions du notaire.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Brôme (l'honorable C. Dunkin), la deuxième lecture des amendements du Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province."

Il explique la nature des amendements. Ils procèdent des principes du représentant de Montmorency (M.J.-E. Cauchon), de taxer les propriétés religieuses tenues pour des fins temporales. Au début, l'acte exemptait de l'impôt scolaire toute propriété immobilière de cette nature; mais ces amendements du Conseil législatif rendent taxables les propriétés religieuses qui ont un but séculier et qui donnent des revenus.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Abonde dans le même sens.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements, en y faisant plusieurs amendements, dans la version anglaise, auxquels elle demande leurs concours.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour donner l'authenticité à certains écrits."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal."

Bill intitulé: "Acte concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres-nouveaux postérieurs aux dits cadastres."

Aussi, le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour valider certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé, et pour pourvoir à la clôture des inventaires dans la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts", auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour valider certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé, et pour pourvoir à la clôture des inventaires dans la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts", soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Authenticité de certains écrits

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour donner authenticité à certains écrits."

Adopté. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Cautionnement des officiers de la province

M. P. Benoît (Napierville): Fait rapport du bill concernant les cautionnements des officiers de cette province.

Le bill est lu une troisième fois, et il est résolu que le titre en soit: "Acte concernant les cautionnements des officiers publics de cette province."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente des propriétés foncières par les municipalités

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour expliquer la 11e section de l'acte 27 Victoria, chapitre 9, concernant la vente des propriétés foncières par les municipalités.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à la sixième clause du bill et prie le représentant de Richmond-Wolfe (M. J. Picard), de la retirer. Le code municipal couvrira le but de cette clause, et si les résidents de ce comté veulent bien attendre, leurs droits seront protégés par le code.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose que le bill soit amendé en retranchant la sixième clause.

Adopté.

Il est résolu que le bill, avec les amendements, passe, et que le titre soit: "Acte pour expliquer la onzième section de la vingt-septième Victoria, chapitre neuf, concernant la vente

des propriétés foncières par les municipalités."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cadastres

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres-nouveaux postérieurs aux-dits cadastres."

Les dits amendements, étant lus une deuxième fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Validation de certains actes notariés

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill pour valider tous les actes notariés qui n'étaient point contresignés lors de la promulgation du code civil, pour cause du décès du second notaire devant contre-signer tels actes.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose au bill qui, s'il passait, provoquerait des affrontements avec les Cours de Justice. Le bill a pour objet de légitimer des documents proposés par des notaires aveugles, lesquels documents ne sont même pas signés du notaire lui-même.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Dit que le notaire a signé ses documents et que c'est le contre-signataire qui n'a pas signé.

Le comité examine le bill et fait rapport, sans amendement.

Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal." Lesdits amendements étant lus une deuxième fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre s'ajourne à minuit et quarante-cinq.

Séance du 3 avril 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à onze heures et cinquante.

Message du lieutenant-gouverneur:

MONSIEUR L'ORATEUR: Communique à la Chambre la lettre suivante: A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative de Québec.

Monsieur, Je vous informe que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette province, lundi, le 5 e jour d'avril courant, à 2 heures, P.M.

Je suis, Monsieur l'Orateur,
Votre serviteur,

N.-F. BELLEAU,
L.-G. Pro: Québec.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 3 avril 1869.

Remboursement d'honoraires

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, soit remboursé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne veut pas s'opposer à la motion, attendu que l'argent payé sur des bills privés non adoptés a été invariablement remboursé durant cette session; mais il pense que des bills qui n'auraient aucune chance d'être adoptés parviendraient souvent au Parlement dans le cas où l'argent serait invariablement remis.

Cette question devrait être étudiée par le comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à préparer les règlements et les ordres du jour.

La motion est adoptée.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour diviser la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut des marins de Montréal."

Et ensuite il se retire.

Seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte

pour diviser la seconde division d'enregistrement du comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement."

Institut des marins de Montréal

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut des marins de Montréal."

Subsides

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brême): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le trente juin mil huit cent soixante-dix, et pour d'autres objets se rattachant au service public.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires du feu

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 32.

Le comité examine le bill et demande de siéger à nouveau.

Validation de certains actes notariés

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose la troisième lecture du bill pour valider tous les actes notariés qui n'étaient point contresignés lors de la promulgation du code civil, pour cause du décès du second notaire devant contre-signer tels actes.

La Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour valider certains actes notariés."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Termes de session des diverses cours

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si le gouvernement a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour assurer la régularité des divers termes de session de la Cour du Banc de la Reine, de la Cour Supérieure et de la Cour de circuit dans le district de Kamouraska.

Les divers termes ont été tenus jusqu'ici d'une manière irrégulière ou si imparfaite qu'il en est résulté de grands inconvénients pour les plaideurs dans ledit district.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gues): Le gouvernement a pris connaissance du fait et des préjudices causés ainsi aux plaideurs. Il a l'intention de faire tout en son pouvoir pour remédier au mal et pour assurer la régularité des sessions desdites cours, et, si cela est nécessaire, il s'efforcera de faire nommer un juge assistant.

Juges résidents dans les districts de Kamouraska et de Rimouski

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Demande d'abord si le gouvernement entend recommander la nomination d'un juge résident pour chacun des districts de Kamouraska et de Rimouski.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement n'a pas l'intention de faire aucun changement dans le système actuel.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Demande si le gouvernement a l'intention, dans le cas où il n'y aurait qu'un juge pour les deux districts, de rendre sa résidence obligatoire dans le district de Kamouraska.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que c'est l'intention du gouvernement de voir à ce que les juges résident dans leur district, et dans le cas de Kamouraska et Rimouski, que le juge réside toujours à Kamouraska, comme par le passé.

Emmagasinage de la poudre

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande si le gouvernement a l'intention de mettre en force l'acte passé à la dernière session, concernant l'emmagasinage de la poudre.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Répond que sans doute la loi est en force et que le gouvernement n'a aucunement l'intention de manquer à son devoir lorsqu'il s'agit de mettre une loi en force.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Deman-

de si l'honorable trésorier (l'honorable C. Dunkin) a pris communication de plusieurs lettres signées par ses constituants intéressés dans l'emmagasinage de la poudre lui remontrant les défauts qui se trouvent dans la loi passée à ce sujet.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Réplique qu'il a été toujours prêt à recevoir toutes les suggestions mais qu'on ne lui en a fait aucune. Le solliciteur général a souvent examiné l'affaire et a promis de s'en occuper. Il n'aura pas d'objection de dire à quelle conclusion il en est arrivé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): L'attention du solliciteur général a été attirée plusieurs fois sur cette question. Sans doute, il n'aura aucune objection à établir les conclusions auxquelles il en est arrivé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai soigneusement examiné la loi et je ne trouve pas qu'elle prête aux objections contenues dans la lettre qui m'a été communiquée.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Fait un long commentaire au sujet des dangers auxquels la population de Montréal est exposée et dit que le gouvernement sera tenu responsable de tout accident qui arrivera.

Commissaires du feu

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 32.

Il informe la Chambre qu'il a consenti à permettre les amendements du député de Québec-Ouest (M. J. Hearn) pour que le bill ne s'applique qu'à Montréal. Selon la loi originale, le commissaire recevait un montant fixe pour chaque jour d'enquête. Le présent acte prévoit un salaire annuel fixé à \$1,000.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec des amendements.

La Chambre s'ajourne à une heure

Deuxième séance du 3 avril 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à trois heures.

Rapport de comités :

M. P. FORTIN (Gaspé): Présente à la Chambre le rapport du comité spécial auquel a été renvoyée la réponse à une adresse du 10 mars dernier, demandant la correspondance officielle et tous autres documents relatifs aux incendies qui ont eu lieu sur la côte du Golfe St-Laurent, dans la Gaspésie, en 1867 et 1868. (Appendice des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1869, no 2.)

Il espère qu'à la prochaine session le Parlement légifèrera au sujet de ce rapport, puisque la préservation de nos forêts mérite une grande attention.

Le rapport est adopté.

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose que ledit rapport soit imprimé à l'usage des membres de cette Chambre.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que cette Chambre concoure dans le rapport du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à réviser les règles et ordres permanents pour la régie de cette Chambre.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Croit que le Chambre a assez de règlements, et que ce qu'il lui faut, c'est leur application.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Regrette que le rapport ne suggère pas une rémunération justifiée au greffier légal du Parlement en récompense de son travail pour des bills privés. De tous les employés du gouvernement et du Parlement, aucun ne mérite plus que M. McCord. Son activité pendant cette session est inégalée et le travail réalisé en cet espace de temps très court a été très habile. Une petite addition à son salaire, comme on l'avait suggéré devant le comité, n'eût été que juste.

Le rapport est adopté.

Présentation de documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse, datée du 22 février 1869, demandant un état, pour le district de Beauce, indiquant le montant reçu, sous l'autorité du chapitre 16, 31 Victoria, pour le paiement des petits jurés, et aussi les montants payés à ces jurés, distinguant les montants payés aux jurés de chaque municipalité, et les montants reçus de chaque municipalité. (Documents de la session, no 26.)

Interpellations:

Ecoles d'arts et métiers

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande si le gouvernement a l'intention d'établir, à la prochaine session, des écoles d'arts et métiers.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare qu'il est difficile d'engager le gouvernement pour une session future, mais que le gouvernement a pris en considération, pendant cette session, l'établissement d'écoles d'arts et métiers et que, si l'état de ses finances le permettait, il introduirait une mesure sur ce sujet, à la prochaine session.

Commissaires du feu

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte 31e Victoria, chapitre 32.

Adopté.

Il est résolu que le titre du bill soit: "Acte pour amender l'acte 31 Vict., chap. 32, concernant les prévôts des incendies des cités de Montréal et de Québec, et pour changer leurs titres en celui de commissaires du feu."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Validation de certains actes dans le district de Gaspé

La Chambre procède à la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour valider certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé, et pour pourvoir à la clôture des inventaires dans la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts."

Adopté.

La Chambre étudie le bill en comité.

Le bill est lu une troisième fois.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants avec des amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte concernant les magistrats de districts en cette province"

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec".

Aussi, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte concernant les départements de l'Agriculture et des Travaux publics", sans amendement.

Impressions de la Législature

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Pré-

sente à la Chambre le quatrième rapport du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire à votre honorable Chambre son quatrième rapport, comme suit:

Votre comité, après avoir soigneusement examiné les rapports et ouvrages suivants, recommande à votre honorable Chambre que ces documents soient imprimés, comme documents de la session.

1. Rapport du commissaire des Terres de la Couronne.
2. Rapport du ministre de l'Instruction publique sur l'éducation.
3. Comptes publics.
4. Rapport du commissaire des Travaux publics et de l'Agriculture.
13. Message au sujet de l'immigration.
14. Rapport de l'imprimeur de la Reine. Messages et documents relatifs à la nomination de l'imprimeur de la Reine.
17. Réponse à une adresse sur la Commission du service civil.
19. Rapport des protonotaires et des greffiers de la paix des districts de Montréal et Québec.
5. Estimés.
23. Rapport général des inspecteurs des prisons.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose que cette Chambre concoure dans les premiers, deuxième, troisième et quatrième rapports du comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature.

Adopté.

Association des dentistes

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association des dentistes de la province de Québec".

Magistrats de district

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant les magistrats de district en cette province".

Page 1, ligne 5, après le mot "personnes", effacez les mots "qui devront être avocats d'au moins cinq ans de pratique, et qui dès lors cesseront de pratiquer".

Ledit amendement étant lu une deuxième fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure dans l'amendement du Conseil législatif. La Chambre se divise et la question est résolue négativement.

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'honorable M. le procureur général Ouimet, de l'honorable M. Chauveau, de l'honorable M. Dunkin, de M. Joly et de M. Marchand, pour préparer les raisons à offrir au

Conseil législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans ledit amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer les raisons à offrir au Conseil législatif, à une conférence, pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé: "Acte concernant les magistrats de district en cette province", a préparé les raisons en conséquence, lesquelles sont lues comme suit:

Parce qu'il est dans l'intérêt public que les fonctions judiciaires, dont les magistrats de district sont revêtus, doivent être exercées par des personnes ayant l'expérience dans la pratique de la loi, qui cesseront alors de pratiquer ladite raison, étant lue une deuxième fois, est adoptée. Il est résolu qu'une conférence avec le Conseil législatif est désirable, afin de lui communiquer la raison qui a induit cette Chambre à ne pas concourir dans l'amendement fait par leurs Honneurs au bill intitulé: "Acte concernant les magistrats de district en cette province."

Il est ordonné que l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, M. Joly et M. Marchand se rendent au Conseil législatif et demandent ladite conférence.

Cour du recorder de Montréal

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill concernant la cour du recorder de la cité de Montréal.

Accordé.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la deuxième lecture dudit bill, et que les règles de cette Chambre ayant rapport à ce bill soient suspendues.

Adopté.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose la troisième lecture dudit bill et que les règles de cette Chambre, ayant rapport à ce bill, soient suspendues.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur. Le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement fait au bill envoyé par l'Assemblée législative, intitulé: "Acte concernant les magistrats de district en cette province."

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant

de Brôme (l'honorable C. Dunkin) que, lorsque cette Chambre s'ajourne aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à neuf heures, A.M.
Adopté.

La séance est levée à minuit quarante-cinq minutes.

Séance du 5 avril 1869

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance débute à neuf heures.

Message du Conseil législatif:

Le greffier du Conseil législatif remet à la barre de la Chambre, le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant les chemins de fer."

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Victoria, chap. 40 des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement et les livres, tenus par les registrateurs."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly."

Bill intitulé: "Acte pour assurer le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la société de bienfaisance protestante irlandaise de la cité de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le recteur de la paroisse de Montréal, et le bénéficiaire et les marguilliers pour le temps d'alors, de l'église Saint-George, dans la cité de Montréal, à vendre ou à hypothéquer certains immeubles appartenant à ladite église."

Bill intitulé: "Acte pour constituer en corporation la société de l'hôpital des enfants malades de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'article 2260 du code civil, concernant les honoraires dus aux médecins."

Bill intitulé: "Acte concernant la compagnie d'entrepôt, de bassins, et de quais du Saint-Laurent."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte du ci-devant Parlement du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer le bureau d'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la salle Saint-Patrice de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly."

Bill intitulé: "Acte pour diviser la municipalité du comté de Rimouski, en deux municipalités séparées."

Bill intitulé: "Acte concernant la légalisation et la garde des registres de l'état civil."

Bill intitulé: "Acte pour expliquer l'acte seizième Victoria, chapitre 263, intitulé: "Acte pour incorporer la Société ecclésiastique de Saint-Michel".

Bill intitulé: "Acte concernant les écoles de réforme."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les aubergistes, colporteurs, portecassettes et les tables de billard."

Bill intitulé: "Acte pour l'encouragement de certains chemins à lisses de colonisation."

Bill intitulé: "Acte concernant le pont de Batiscan."

Bill intitulé: "Acte relatif à l'indemnité des membres de la Législature, et au salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative."

Bill intitulé: "Acte concernant le cautionnement des officiers publics de cette province."

Bill intitulé: "Acte pour continuer, pour un temps limité, les différents actes y mentionnés."

Bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir aux dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois, finissant le trente juin mil huit cent soixante-dix, et pour d'autres objets se rattachant au service public."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 31 Victoria, chapitre 32, concernant les prévôts des incendies des cités de Montréal et Québec, et pour changer leurs titres en celui de commissaires du feu."

Corporation de la cité de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins."

Message de son Excellence le lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Excellence qui, au nom de Sa Majesté, donne sa sanction royale aux bills publiés et privés qui suivent:

Acte pour continuer la Législature de Québec dans le cas de décès du Souverain.

Acte pour permettre d'assermenter les té-

moins, dans certains cas, pour les fins de la Législature.

Acte pour remplacer l'Orateur du Conseil législatif dans certains cas.

Acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province.

Acte pour changer les limites des comtés de Joliette et de Berthier.

Acte pour définir les privilèges, immunités et pouvoirs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, et pour donner une protection sommaire aux personnes employées dans la publication des papiers parlementaires.

Acte pour amender l'acte passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre 30.

Acte pour abroger le chapitre 32 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la destruction des loups.

Acte pour incorporer la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Acte pour incorporer la maison Saint-Joseph au Sault-au-Récollet.

Acte pour incorporer la société bienveillante de Saint-Jean-Baptiste de Saint-Joseph de Lévis.

Acte concernant les enquêtes sur les affaires publiques.

Acte pour permettre à la Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal de faire la translation des corps inhumés dans l'ancien cimetière catholique de Montréal, et d'agrandir le nouveau cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Acte pour constituer en corporation les frères de la charité de Saint-Vincent-de-Paul de Montréal.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Acte pour amender la loi relative aux jurés et jurys.

Acte pour constituer en corporation l'association connue sous le nom de "le cercle de Québec."

Acte pour incorporer l'Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles.

Acte pour constituer en corporation la société canadienne pour empêcher les cruautés envers les animaux.

Acte pour incorporer la Compagnie de chemin à lisses de Lévis à Kennébec.

Acte pour amender l'acte des clauses générales des compagnies à fonds social.

Acte pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Acte pour incorporer l'Association Saint-Pierre de Sorel.

Acte pour autoriser Olivier Robitaille à aliéner certains biens immobiliers, appartenant, comme usufruitière, à Marie Eléonore Isabella Macdonald, sa pupille.

Acte pour incorporer l'Union Saint-Joseph de Sorel.

Acte pour incorporer la société appelée l'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Hull.

Acte pour incorporer la Société bienfaisante des ouvriers anglais de Montréal.

Acte pour étendre les dispositions du chapitre 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, intitulé: "Acte concernant les municipalités et les chemins dans le Bas-Canada."

Acte pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Acte pour incorporer la compagnie des bois et des terres du Saint-Maurice.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Sherbrooke, des townships de l'Est, et Kennébec.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la vallée du Saint-François et de Kennébec.

Acte pour réduire le capital de la compagnie pour l'exploitation et la fonte des minerais de Saint-François, township de Cleveland, province de Québec.

Acte d'amendement aux lois concernant les bazars et les loteries.

Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Acte pour incorporer la compagnie d'amélioration de la rivière Maganacippi.

Acte concernant la compagnie d'entrepôt, de bassins et de quais du Saint-Laurent.

Acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la cour du Banc de la Reine.

Acte concernant les chemins de fer.

Acte pour incorporer l'Association de la salle d'asile de Montréal.

Acte pour la formation et l'encouragement des sociétés de colonisation.

Acte pour incorporer la Société de bienfaisance protestante irlandaise de la cité de Québec.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Acte pour amender l'acte concernant le Barreau du Bas-Canada.

Acte pour incorporer la compagnie d'amélioration des rivières Saint-François et Yamaska, et pour le creusement desdites rivières.

Acte pour amender l'acte pour incorporer la compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly.

Acte pour expliquer le chapitre vingt-trois des statuts refondus du Canada.

Acte pour amender l'acte vingt-neuvième Victoria, chapitre 17, concernant les assurances sur la vie.

Acte concernant l'engagement des pêcheurs et le recouvrement de leurs gages.

Acte pour autoriser et ratifier la vente d'un

certain immeuble faite par "la Société de l'Hôpital Général de Montréal.

Acte pour autoriser la vente de partie des immeubles substitués par le testament de feu dame Ann Jones, veuve de feu Henry Corse.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de l'Association de la salle Saint-Patrice de Montréal.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal.

Acte pour incorporer l'Institut des marins de Montréal.

Acte pour amender l'acte du ci-devant Parlement du Canada intitulé: "Acte pour incorporer le bureau de l'administration des biens temporels de l'Eglise presbytérienne du Canada, en rapport avec l'Eglise d'Ecosse".

Acte concernant les cadastres faits en vertu de l'acte seigneurial refondu, et les titres-nouveaux postérieurs auxdits cadastres.

Acte concernant la profession légale en cette province.

Acte pour amender le chapitre 37 des statuts refondus pour le Bas-Canada, ainsi que l'acte 27 et 28 Victoria, ch. 40, des statuts de la ci-devant province du Canada, concernant l'enregistrement et les livres tenus par les régistrateurs.

Acte pour autoriser le recteur de la paroisse de Montréal, le bénéficiaire et les marguilliers, pour le temps d'alors de l'église Saint-George, dans la cité de Montréal, à vendre ou à hypothéquer certains immeubles appartenant à ladite église.

Acte pour assurer le titre de John Platt à la propriété incommutable de certains immeubles qu'il possède en vertu du testament de feu John Platt.

Acte pour pourvoir à la tenue de la cour de Circuit, dans le comté de Wolfe.

Acte pour amender le chapitre 19 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la possession de cimetières par des congrégations religieuses.

Acte pour amender de nouveau les actes relatifs à la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Acte pour amender les lois concernant l'éducation en cette province.

Acte pour constituer en corporation la société de l'hôpital des enfants malades de Montréal.

Acte pour abroger l'acte pour incorporer la compagnie d'assurance maritime du Canada.

Acte concernant les magistrats de district en cette province.

Acte pour amender l'acte d'interprétation de Québec, et l'acte trente et unième Victoria, chapitre 20, intitulé: "Acte pour encourager la colonisation".

Acte pour amender le chapitre 71 des statuts refondus du Canada.

Acte pour amender la loi concernant la constitution de la Cour supérieure pour le Bas-Canada et la procédure en icelle.

Acte pour amender l'acte concernant la représentation du peuple dans l'Assemblée législative et pour changer les limites des comtés de Châteauguay et Napierville.

Acte pour expliquer la section septième de l'acte douzième Victoria, chapitre 136, concernant l'incorporation des évêques catholiques romains de cette province.

Acte pour incorporer l'Association des dentistes de la province de Québec.

Acte pour expliquer l'acte seizième Victoria, chapitre 263, intitulé: Acte pour incorporer la Société ecclésiastique de Saint-Michel.

Acte concernant les écoles de réforme.

Acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics.

Acte pour l'encouragement de certains chemins à lisses de colonisation.

Acte pour amender la loi concernant les aubergistes, colporteurs, porte-cassettes, et les tables de billard.

Acte pour diviser la municipalité du comté de Rimouski en deux municipalités séparées.

Acte pour diviser le second district d'enregistrement du comté de Rimouski en deux divisions d'enregistrement.

Acte pour amender l'article 2260 du code civil, en ce qui concerne les honoraires dus aux médecins.

Acte concernant les écoles d'industrie.

Acte concernant la légalisation et la garde des registres de l'état civil.

Acte pour donner authenticité à certains écrits.

Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour autres fins.

Acte relatif à l'indemnité des membres de la Législature, et du salaire de l'Orateur de l'Assemblée législative.

Acte concernant le pont de Batiscan.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte relatif aux cautionnements des officiers de la province de Québec et pour changer leurs titres en celui de commissaires des incendies.

Acte pour rendre valides certains actes et documents exécutés dans le district de Gaspé et pour pourvoir à la clôture d'inventaires, dans la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts.

Adresse de l'Orateur au lieutenant-gouverneur:

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, approchons de Votre Excellence pour lui présenter notre bill des subsides.

Nous avons été heureux de voter les sommes requises pour le service civil et les différents chapitres du budget.

Il est consolant pour nous de penser qu'une partie de l'excédant, qui a été constaté dans notre Trésor pour les dix-huit mois passés, sera

employée à l'augmentation des octrois pour les chemins de colonisation, à de nouveaux octrois en faveur des sociétés de colonisation, et des chemins à rails en bois, à l'augmentation des subventions de l'instruction publique et des institutions de charité.

Nous avons donné la plus grande attention aux sujets indiqués dans le discours de Votre Excellence et aux mesures qui vous ont été soumises concernant l'indépendance du Parlement, les immunités et privilèges du Parlement, l'organisation du département d'Agriculture et des Travaux publics, la formation et l'encouragement de sociétés de colonisation, l'administration et la vente des terres publiques, la réforme de la loi des jurys, la nomination des magistrats de district, les cautionnements à être donnés par les employés publics, l'encouragement des chemins à rails en bois, l'incorporation des compagnies de chemins à rails en général, et des bills sont maintenant soumis à la sanction de Votre Excellence pour tous ces objets.

Nous sommes aussi heureux d'annoncer à Votre Excellence que nous avons donné notre attention à un projet de loi concernant l'instruction publique, et nous avons le ferme espoir que la mesure soumise à la sanction de Votre Excellence sur cette importante matière, réglant d'une manière équitable et libérale des points longtemps controversés, assurera la paix et l'harmonie entre toutes les classes des sujets de Sa Majesté en cette province.

Nous nous sommes aussi occupés de deux autres mesures importantes: celle de l'organisation municipale et celle de l'organisation du notariat. Cependant, les nombreux détails de ces deux mesures nous justifient d'ajourner leur adoption à une autre session, ce qui nous permettra de profiter de la discussion qui pourra en être faite dans l'intervalle.

Indépendamment de ces mesures importantes, un grand nombre de projets de loi d'une nature publique, locale ou privée ont été discutés et sont présentés pour recevoir la sanction de Votre Excellence.

Nous ne doutons point qu'avec cette sagesse qui a distingué Votre Excellence dans l'administration des affaires de cette province, toutes ces lois ne soient mises à exécution de manière à produire le plus grand bien, et nous comptons pour obtenir ce résultat sur la coopération active et cordiale de toutes les classes de la société.

Nous terminons en assurant Votre Excellence de notre sincère dévouement à notre Gracieuse Souveraine et des sentiments de respect et d'affection que nous éprouvons pour Votre Excellence.

L'Orateur présente le bill des subsides:

L'honorable Orateur de l'Assemblée législative présente alors le bill des subsides qui suit:

Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines

sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les dix-huit mois finissant le trentième jour de juin mil huit cent soixante-dix, et pour d'autres objets se rattachant au service public.

A ce bill, la sanction royale est donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill".

Discours du lieutenant-gouverneur en présence des deux Chambres

Après quoi, il a plu à son Excellence le lieutenant-gouverneur de prononcer aux deux Chambres le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous féliciter, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, sur vos nombreux et importants travaux, et c'est avec la plus grande satisfaction que je vois aujourd'hui le résultat de vos délibérations.

Votre attention s'est constamment dirigée vers le développement des ressources de cette province, et les mesures que vous avez adoptées pour cet objet recevront ma coopération la plus active, et je l'espère, celle de toutes les classes de la société.

J'attends le plus grand bien des lois qui viennent d'être sanctionnées concernant l'administration de la justice et le maintien de l'ordre public.

Je suis heureux de voir que vous avez réglé avec sagesse l'importante question de l'instruction publique, et je fais des vœux pour que les différentes classes de notre population profitent en paix et avec harmonie du grand bienfait de

l'éducation pour lequel la province a voté des sommes si libérales.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie, au nom de Sa Majesté, de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides. Je suis heureux devoir que vous avez pu augmenter les octrois en faveur de la colonisation, de l'instruction publique, et des institutions de charité.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La bonne entente qui a présidé à vos délibérations et les heureux résultats qu'elles auront, ne peuvent manquer de contribuer à consolider notre nouvelle constitution. De retour dans vos foyers vous pourrez donner vous-mêmes une puissante impulsion à l'exécution de plusieurs des mesures que vous avez adoptées. Je fais des vœux pour que vos efforts, dans ce sens, soient couronnés de succès, ainsi que pour votre prospérité et pour celles de vos familles.

L'Orateur du Conseil législatif proroge la Législature provinciale

Alors, l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur que la Législature provinciale soit prorogée jusqu'à mercredi, le cinquième jour de mai prochain, pour être alors tenue ici; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à MERCREDI, le CINQUIÈME jour de MAI prochain.